



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Feierlech Ouverture vun der parlamentarescher Sessioun 2004-2005



(Photo: SIP)

Esou wéi eis Verfassung et virgesäit a virschreift, ass déi nei parlamentaresch Sessioun - also d'Aarbechtsjoer 2004-2005 vum Parlament - den zweeten Dönsch-

deg am Oktober opgemaach ginn. Well et sech ëm déi éischt ordinaire Sessioun vun där neier Chamber handelt, déi aus de Wahle vum 13. Juni ervirgaang

ass, huet de Grand-Duc Henri drop gehal, dat neit Aarbechtsjoer perséinlech opzemaachen an d'Sessioun also net - wéi gewéinlech - duerch de Statsminister a Sengem Numm opmaachen ze loossen.

A Begleedung vun der Grande-Duchesse Maria Teresa koum eise Statschef den 12. Oktober an d'Chamber, fir déi parlamentaresch Aarbechten am Kader vun enger feierlecher Sëtzung offiziell anzelauden a fir den Deputéierten an engems e puer Gedanke mat op de Wee ze ginn. A Senger Ried - där hire Wuertlaut Der op der Säit 1 an dësem Compte rendu noliese kënn - huet de Grand-Duc eng Rei Punkten opgezielt, déi - aus Senger Siicht - derwäert wäeren, fir an deenen nächste fënnf Joer ugepaakt ze ginn.

Mat Senger perséinlecher Presenz huet de Grand-Duc och doku-



(Photo: SIP)



(Photo: SIP)

mentéiert, datt Hien en Deel vum legislative Pouvoir ass: Kee Gesetz - souguer wann et eestëm-meg guttgeheescht ginn ass - kann a Kraaft trieden, ier et vum Groussherzog ënnerschriwwen ginn ass. D'Signature vun eisem Statschef an déi uschléissend Publication vum Gesetz am Memorial schléissen dee legislative Prozess also eréischt richtig of.

D'Sessioun 2004-2005 ass - no där vun 2001-2002 - schonn déi zweet, déi de Grand-Duc Henri perséinlech opgemaach huet. Déi feierlech Sëtzung vum 12. Oktober 2004 ass integral op Chamber-TV iwwerdroe ginn.

Visite d'une délégation parlementaire portugaise

Intégration et double nationalité

La délégation parlementaire accompagnant le Président de la République portugaise au cours de sa Visite d'État à Luxembourg a été reçue à la Chambre des Députés en date du 28 septembre 2004. Au cours d'un entretien avec la délégation luxembourgeoise - composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération - il a surtout été question de deux sujets: l'intégration de la communauté portugaise au Grand-Duché ainsi que l'introduction imminente du principe de la double nationalité dans la législation luxembourgeoise.

Les parlementaires luxembourgeois ont porté des jugements personnels très différenciés sur l'état d'intégration des citoyens portugais au pays. Très positif pour les uns, il l'est beaucoup moins pour d'autres qui estiment que la faute en incombe et à un manque de flexibilité du système scolaire luxembourgeois et au manque de ressources déployées par les instances portugaises afin de favoriser l'intégration de leurs concitoyens.

La double nationalité n'a pas donné lieu à des observations particulières du côté de la délégation portugaise. Les parlementaires luxembourgeois ont annoncé à leurs collègues que le projet de loi y relatif - annoncé dans le programme gouvernemental - sera probablement introduit peu après la Présidence luxembourgeoise de l'UE et qu'il pourrait compter sur un accord de principe de la part de quatre des cinq partis représentés au Parlement



(Photo: Tom Wagner)

luxembourgeois. La classe politique portugaise ne semble pas y voir d'inconvénients, sachant que de toute façon - selon la Constitution - un Portugais ne peut jamais renoncer à sa nationalité d'origine.

Avant la réunion des deux délégations, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, avait été reçu en audience par le Président de la République portugaise, S.E. M. Jorge Sampaio au Palais Grand-Ducal (photo ci-dessus). Un sujet qui y a été abordé parmi d'autres fut celui des référendums sur la future Constitution européenne. Tandis que le Luxembourg a déjà annoncé son intention de soumettre le texte au vote des électeurs, le Portugal est apparemment sur le point d'en faire de même.

Pendant les entretiens, la délégation luxembourgeoise, présidée par M. Lucien Weiler, était composée de MM. Jos Scheuer et Laurent Mosar, vice-présidents, Henri Grethen, Marcel Giesener, Robert Mehlen, Jacques-Yves Henckes, Xavier Bettel et Felix Braz, membres de la Chambre des Députés (le dernier cité étant d'ailleurs le premier député luxembourgeois d'origine portugaise).



Les délégations portugaise et luxembourgeoise



Visite de M. Likhatchev

Renforcer l'échange parlementaire



Lors de la signature du Livre d'or, M. Vasily Likhatchev est entouré de MM. Charles Goerens, François Bausch, Ben Fayot, Norbert Hauptert, Marc Angel et Jacques-Yves Henckes (de gauche à droite)

En visite à la Chambre des Députés en date du 15 octobre, le Président du Groupe de Coopération du Conseil de la Fédération de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie avec les Parlements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, M. Vasily Likhatchev, a plaidé pour une intensification des liens et échanges entre la Chambre haute russe et les parlements des pays du Benelux.

Au cours de ses entretiens avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Likhatchev a proposé le modèle d'une coopération certes régulière, mais sans être trop formalisée.

D'autres sujets abordés au cours de la réunion furent la situation en Tchétchénie et la menace du terrorisme international. Finalement il a été question des systèmes électoraux au Luxembourg

et en Russie et des différentes cultures démocratiques qui en découlent.

La délégation luxembourgeoise présidée par M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, se composait par ailleurs de MM. Charles Goerens, François Bausch, Jacques-Yves Henckes, Norbert Hauptert et Marc Angel.

111^e Assemblée de l'UIP à Genève

Iraq, non-prolifération des ADM, biodiversité et Beijing plus dix

Des parlementaires de 140 Parlements ont assisté à la 111^e Assemblée de l'UIP (Union interparlementaire) qui s'est déroulée à Genève du 28 septembre au 1^{er} octobre 2004. La délégation luxembourgeoise était composée de M. Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés, et de MM. Lucien Clement, François Bausch et Robert Mehlen, membres du Bureau.

Sur proposition de la délégation iranienne, avec l'appui du groupe géopolitique Asie-Pacifique, les quelque 500 parlementaires ont discuté de la situation alarmante en Iraq et de la nécessité d'une action parlementaire pour y restaurer la paix et la sécurité. Les représentants des différents Parlements ont plus particulièrement encouragé les Nations Unies à recourir à l'expertise de l'UIP lors des conférences internationales consacrées au rétablissement de la démocratie en Iraq. L'UIP propose d'ailleurs d'assister ledit pays dans l'établissement et la consolidation de l'institution parlementaire et d'aider le nouveau

Parlement iraquien au cours de l'élaboration de la nouvelle Constitution.

Lors de leurs débats, les représentants parlementaires se sont aussi intéressés au rôle des parlements dans le renforcement des mécanismes multilatéraux de non-prolifération des armements et de désarmement à la lumière des nouveaux défis qui se posent en matière de sécurité ainsi qu'au rôle des parlements pour préserver la biodiversité. Les représentants des différents Parlements ont par ailleurs évalué les progrès réalisés depuis la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est déroulée en septembre 1995 à Beijing, et insisté notamment sur une présence renforcée des femmes au niveau des partis politiques grâce à l'introduction de quotas.

Les parlementaires ont également suivi une conférence sur le respect du droit international humanitaire et ont pu profiter de l'occasion pour discuter notamment avec le Président du Comité international de la Croix Rouge, M. Jakob Kellenberger.



(de gauche à droite) M. Robert Mehlen, M. François Bausch, M. Lucien Clement, M. Niki Bettendorf, M. Alphonse Berns, Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Office des Nations Unies, de l'Organisation Mondiale du Commerce et des Organisations Internationales à Genève, M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint de la Chambre des Députés

La COSAC s'intéresse au principe de subsidiarité

M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors d'une réunion des Présidents des délégations auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes), qui s'est déroulée le 13 septembre 2004 à La Haye.

Les parlementaires des États membres de l'Union européenne et des pays candidats ont préparé la XXXII^e COSAC qui se déroulera les 22 et 23 novembre 2004 à La Haye. Lors de ladite réunion, les représentants parlementaires discuteront entre autres sur leur nouveau rôle dans le contrôle du respect du principe de subsidiarité, en particulier le mécanisme d'alerte précoce introduit dans le Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé à la Constitution européenne. Aux termes du Protocole, tout Parlement national d'un État membre peut, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif européen, adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Dans le cas où un tiers des Parlements concluent au non-respect du principe de subsidiarité, le projet de la Commission européenne doit être réexaminé.

Les parlementaires profiteront également de la réunion de novembre pour échanger leurs points de vues sur le calendrier des ratifications de la Constitution et l'éventuel recours à un référendum dans les différents États membres de l'Union.

A noter que la XXXIII^e COSAC, ainsi que la réunion préparatoire des Présidents des délégations, seront organisées sous présidence luxembourgeoise.





Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD)

Plaidoyer pour un rôle renforcé des Parlements nationaux



M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la conférence des présidents des Commissions parlementaires des affaires étrangères des parlements de l'UE, du Parlement européen et des parlements de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Croatie et de la Turquie, qui s'est déroulée du 30 septembre au 1^{er} octobre 2004 à La Haye.

Lors de leurs entretiens, les parlementaires ont procédé à un échange de vues avec M. Javier Solana, Haut Représentant de l'Union européenne pour la PESD et ont obtenu des explications de M. Bernard Bot, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, sur les progrès de la PESD et de la PESD sous présidence néerlandaise. Les Présidents se sont par ailleurs intéressés à la position des pays en voie de développement dans le cadre des négociations de l'OMC.

Les représentants des Parlements ont également décidé de poursuivre leurs efforts pour améliorer le contrôle parlementaire de la PESD en renforçant leur coopération et en mettant en place un mécanisme qui permettrait aux Parlements d'être mieux informés dans ce domaine.

A noter que la prochaine réunion des Présidents des Commissions des Affaires étrangères sera organisée sous présidence luxembourgeoise en 2005.

Le nonce apostolique à la Chambre des Députés



La situation de l'Église catholique en Afrique et ses défis à travers le monde ainsi que la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE au cours du premier semestre de 2005: voilà les deux grands sujets abordés le 19 octobre au cours d'un entretien du Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, avec le nonce apostolique, Monseigneur Karl-Josef Rauber.

L'«ambassadeur» du Vatican pour la Belgique et le Luxembourg, fin connaisseur de la situation en Afrique après y avoir passé huit ans de sa carrière diplomatique, a évoqué plus particulièrement les situations difficiles des Églises catholiques au Soudan et au Burundi.

Évidemment, à 73 jours du début de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, il fut

également question des grands sujets de l'actualité européenne. Le nonce apostolique a dit avoir «pleine confiance que la Présidence luxembourgeoise sera couronnée de succès».

Finalement, le Président Lucien Weiler a chargé le nonce apostolique de transmettre les meilleurs vœux du Parlement luxembourgeois à Sa Sainteté le Pape Jean Paul II.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

«Une nécessité absolue»

«La lutte contre le terrorisme est une nécessité absolue pour assurer la sécurité. Il est impossible de nier toutefois que le terrorisme ait aussi une dimension politique et les pays occidentaux doivent relever ce double défi de l'exclusion politique et sociale qui frappe non seulement des millions de défavorisés mais aussi des jeunes gens éduqués. Il faut répondre à l'attente de ceux qui veulent une société moins matérialiste et une distribution plus équitable du bien-être. Cette réponse ne saurait être imposée d'en haut, elle doit être construite par tous.»

Telles quelques-unes des phrases clés prononcées par Lord Judd lors du débat d'urgence sur le défi du terrorisme dans les États membres du Conseil de l'Europe, débat d'urgence qui figurait à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui a tenu la quatrième partie de sa session ordinaire de 2004 du 4 au 8 octobre à Strasbourg.

Étaient présents à cette session tous les membres de la nouvelle délégation luxembourgeoise constituée après les élections législatives du 13 juin 2004, à savoir: M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membre; M. Norbert Hauptert, Mme Anne Brasseur et M. Jean Huss, suppléants.

Aussi M. Marcel Glesener continue-t-il son mandat de Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille, mandat qui a débuté en janvier 2004.

L'Assemblée a écouté les discours de Mme Gertrude Mongella, Présidente du Parlement panafricain, M. Terry Davis, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et M. Supachai Panitchpakdi, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

Les principaux sujets à l'ordre du jour des huit séances étaient le rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente; le programme de Doha pour le développement: le commerce mondial à la croisée des chemins; le fonctionnement des institutions démocratiques en Serbie-Monténégro; la mise en

œuvre de la Résolution 1358 (2004) sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Azerbaïdjan; la stratégie européenne pour la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs; la participation des femmes aux élections; l'OCDE et l'économie mondiale avec une intervention de M. Herwig Schlögl, Secrétaire général adjoint de l'OCDE; la mise en œuvre des Résolutions 1361 et 1374 sur le respect des obligations et engagements de l'Arménie; le réchauffement climatique: au-delà de Kyoto; de nouveaux concepts pour évaluer l'état de développement démocratique; une campagne pour lutter contre la violence domestique à l'encontre des femmes en Europe; l'éducation à l'Europe et les tendances en matière de population en Europe et leur sensibilité aux mesures des pouvoirs publics.

La matinée du jeudi 7 octobre était réservée à la situation politique, humanitaire et des droits de l'homme en Tchétchénie, débats au cours desquels sont intervenus M. Alvaro Gil-Robles, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, et M. Alou Aikhanov, Président de la République tchétchène. Un débat d'actualité sur les relations entre la Géorgie et la Fédération de Russie figurait également à l'ordre du jour.

En dehors de la communication de M. Jan Petersen, Ministre des Affaires étrangères de la Norvège et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté l'allocution de S.A.S. le Prince Héréditaire Albert de Monaco dans le cadre de l'adhésion de Monaco comme 46^e pays à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'allocution de M. Giovanni Di Stasi, Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe et un discours de M. Recep Tayyip Erdoğan, Premier Ministre de la Turquie.

Il faut retenir aussi qu'au titre de la Slovaquie, M. Jan Sikuta fut élu Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme à compter du 1^{er} novembre 2004 jusqu'au 31 octobre 2010.

L'Assemblée a adopté une série de recommandations, de directives et de résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.



(de gauche à droite) M. Charles Goerens, Mme Lydie Err, M. Norbert Hauptert, M. Marcel Glesener, M. Jean Huss, Mme Anne Brasseur



Prises de contact

Suite à son entrée en fonction, le nouveau Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a tenu à rencontrer des représentants des principales institutions du Grand-Duché.



Médiateur

La première prise de contact fut celle - en date du 1^{er} septembre - avec le Médiateur M. Marc Fischbach au sujet des travaux de l'ombudsman rattaché à la Chambre des Députés.

M. Weiler s'est dit impressionné par le nombre important de réclamations soumises au Médiateur depuis le 1^{er} mai 2004, date de la mise en place de la nouvelle institution. A ce jour, l'Ombudsman luxembourgeois - qui cherche à résoudre les litiges qui opposent les citoyen(ne)s à l'administration - a été saisi de 522 requêtes.

L'entrevue du Président de la Chambre avec le Médiateur a également porté sur un certain nombre de modalités d'exécution qui restent à être fixées dans un proche avenir par le Bureau de la Chambre des Députés.



Conseil d'État

Le Président du Conseil d'État, M. Pierre Mores, fut le troisième et dernier interlocuteur du Président de la Chambre des Députés dans cette série d'entretiens avec des représentants des principales institutions luxembourgeoises. L'entrevue a eu lieu en date du 23 septembre 2004.

D'entrée, les deux présidents ont tenu à souligner la complémentarité qui caractérise le partenariat de leurs institutions dans le cadre de la procédure législative, sachant que la Chambre ne saurait procéder au vote d'un projet de loi sans que le Conseil d'État n'ait émis un avis. Sachant également que, bien avant, le Parlement tient souvent compte des remarques et observations dudit Conseil.

Un point abordé plus en détail a été celui de l'organisation des travaux du Conseil d'État face à une charge de travail croissante due et au volume et à la complexité des

projets de textes normatifs dont il est saisi. Dans ce contexte, la volonté exprimée par le nouveau Gouvernement de doter le Conseil d'État de moyens supplémentaires a été saluée par les deux présidents. D'après le programme gouvernemental, le nombre de membres de la Haute Corporation devrait être porté de 21 à 27 au cours de cette législature.

MM. Weiler et Mores ont encore discuté du droit du Conseil d'État de formuler dans le contexte de ses avis des oppositions formelles. Le Président de la Chambre a estimé que l'économie des textes législatifs ainsi que la vocation du Conseil d'État limiteraient ce droit aux questions de conformité des dispositions proposées avec la Constitution, les conventions et traités internationaux et avec les principes généraux de droit.

Finalement les deux présidents ont convenu de rester en dialogue régulier.

Cour des Comptes

Le 16 septembre, M. Weiler s'est entretenu avec le Président de la Cour des Comptes, M. Norbert Hiltgen. Cinq ans après la mise en vigueur de la loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes, l'heure est à l'évaluation. Dans cet ordre d'idées les deux présidents ont discuté de l'opportunité d'éventuelles adaptations du texte législatif, notamment au niveau de la procédure de contrôle et d'une éventuelle extension des pouvoirs de contrôle de la Cour.

D'autres sujets abordés au cours de l'entrevue furent la question des locaux de la Cour ainsi que des questions procédurales en rapport avec les avis à émettre par la Cour des Comptes.



Assermentation de trois fonctionnaires de la Chambre des Députés



(de gauche à droite) M. Benoît Reiter, Mme Juliette Ludwig, M. Claude Frieseisen, Mme Tania Tennina, M. Carlo Linden

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» et en promettant de «remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité» que - conformément à l'article 5 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - trois nouveaux fonctionnaires du Greffe ont été as-

sermentés le 14 octobre 2004 par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen. L'assermentation de Mmes Juliette Ludwig (rédactrice), Tania Tennina (attachée) et de M. Carlo Linden (attaché) a eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint M. Benoît Reiter.



www.avenir-europe.lu

de Lëtzebuerger Site
iwwert den EU-Konvent



Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales (28.10.2004)

COMMISSIONS RÉGLEMENTAIRES

Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire	
Président:	Grethen Henri (DP)
Vice-Présidents:	Wolter Michel (CSV) Bodry Alex (LSAP)
Membres:	CSV: Clement Lucien, Haupt Norbert, Mosar Laurent LSAP: Castegnaro John, Fayot Ben DP: Flesch Colette DÉI GRÉNG: Bausch François ADR: Mehlen Robert
Commission des Pétitions	
Président:	Gira Camille (DÉI GRÉNG)
Vice-Présidents:	Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse (CSV) Err Lydie (LSAP)
Membres:	CSV: Doerner Christine, Santer Patrick, Schank Marco LSAP: Diederich Fernand, Spautz Vera DP: Bettel Xavier, Brasseur Anne ADR: Koepf Jean-Pierre
Commission du Règlement	
Président:	Gibéryen Gast (ADR)
Vice-Présidents:	Santer Patrick (CSV) Angel Marc (LSAP)
Membres:	CSV: Glesener Marcel, Stein Nelly, Wolter Michel LSAP: Fayot Ben, Schreiner Roland DP: Bettel Xavier, Flesch Colette DÉI GRÉNG: Bausch François

COMMISSIONS PERMANENTES

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration	
Président:	Fayot Ben (LSAP)
Vice-Présidents:	Glesener Marcel (CSV) Goerens Charles (DP)
Membres:	CSV: Arendt Nancy, Haupt Norbert, Mosar Laurent LSAP: Angel Marc, Err Lydie DP: (remplaçants: Bettel Xavier pour les volets Défense et Coopération; Helming Paul pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes) DÉI GRÉNG: Bausch François (remplaçants: Braz Felix pour le volet Immigration, Huss Jean pour le volet Coopération) ADR: Henckes Jacques-Yves (remplaçant: Koepf Jean-Pierre pour le volet Défense)
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire	
Président:	Schank Marco (CSV)
Vice-Présidents:	Klein Jean-Pierre (LSAP) Helming Paul (DP)
Membres:	CSV: Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Maroldt François, Sunnen Fred LSAP: Diederich Fernand, Mutsch Lydia DP: Calmes Emile DÉI GRÉNG: Gira Camille ADR: Jaerling Aly
Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	
Président:	Oberweis Marcel (CSV)
Vice-Présidents:	Schneider Romain (LSAP) Goerens Charles (DP)
Membres:	CSV: Clement Lucien, Frank Marie-Josée, Schaaf Jean-Paul LSAP: Klein Jean-Pierre, Scheuer Jos DP: Wagner Carlo DÉI GRÉNG: Kox Henri ADR: Mehlen Robert
Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	
Président:	Haupt Norbert (CSV)
Vice-Présidents:	Spautz Vera (LSAP) Grethen Henri (DP)

Membres:	CSV: Clement Lucien, Hetto-Gaasch Françoise, Sauber Marcel LSAP: Dall'Agnol Claudia, Scheuer Jos DP: Calmes Emile DÉI GRÉNG: Kox Henri ADR: Koepf Jean-Pierre (remplaçant: Henckes Jacques-Yves pour le volet Logement)
Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports	
Président:	Bodry Alex (LSAP)
Vice-Présidents:	Sauber Marcel (CSV) Flesch Colette (DP)
Membres:	CSV: Hetto-Gaasch Françoise, Spautz Marc, Stein-Mergen Martine LSAP: Castegnaro John, Scheuer Jos DP: Grethen Henri (remplaçant: Brasseur Anne pour le volet Sports) DÉI GRÉNG: Kox Henri (remplaçant: Huss Jean pour le volet Sports) ADR: Mehlen Robert (remplaçant: Koepf Jean-Pierre pour le volet Sports)
Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle	
Président:	Scheuer Jos (LSAP)
Vice-Présidents:	Stein Nelly (CSV) Brasseur Anne (DP)
Membres:	CSV: Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Maroldt François, Sunnen Fred LSAP: Castegnaro John, Diederich Fernand DP: Meisch Claude DÉI GRÉNG: Adam Claude (remplaçante: Loschetter Viviane pour le volet Formation professionnelle) ADR: Henckes Jacques-Yves
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture	
Président:	Sunnen Fred (CSV)
Vice-Présidents:	Fayot Ben (LSAP) Flesch Colette (DP)
Membres:	CSV: Oberweis Marcel, Stein Nelly, Thiel Lucien LSAP: Dall'Agnol Claudia, Mutsch Lydia DP: Brasseur Anne DÉI GRÉNG: Adam Claude (remplaçants: Huss Jean pour le volet Recherche, Loschetter Viviane pour le volet Culture) ADR: Henckes Jacques-Yves
Commission de l'Environnement	
Président:	Negri Roger (LSAP)
Vice-Présidents:	Oberweis Marcel (CSV) Gira Camille (DÉI GRÉNG)
Membres:	CSV: Schaaf Jean-Paul, Schank Marco, Stein-Mergen Martine LSAP: Angel Marc, Schneider Romain DP: Calmes Emile, Goerens Charles ADR: Mehlen Robert
Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse	
Président:	Frank Marie-Josée (CSV)
Vice-Présidents:	Dall'Agnol Claudia (LSAP) Meisch Claude (DP)
Membres:	CSV: Arendt Nancy, Hetto-Gaasch Françoise, Schaaf Jean-Paul LSAP: Angel Marc, Spautz Vera DP: Bettel Xavier DÉI GRÉNG: Adam Claude (remplaçante: Loschetter Viviane pour le volet Égalité des chances) ADR: Jaerling Aly
Commission des Finances et du Budget	
Président:	Mosar Laurent (CSV)
Vice-Présidents:	Mutsch Lydia (LSAP) Goerens Charles (DP)

Membres:	CSV: Haupt Norbert, Thiel Lucien, Wolter Michel LSAP: Fayot Ben, Negri Roger DP: Meisch Claude DÉI GRÉNG: Bausch François ADR: Gibéryen Gast (remplaçant: Henckes Jacques-Yves pour le volet Place financière)
Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications	
Président:	Thiel Lucien (CSV)
Vice-Présidents:	Diederich Fernand (LSAP) Bettendorf Niki (DP)
Membres:	CSV: Maroldt François, Meyers Paul-Henri, Santer Patrick LSAP: Klein Jean-Pierre, Schreiner Roland DP: Grethen Henri DÉI GRÉNG: Adam Claude (remplaçant: Braz Felix pour le volet Media et Communications) ADR: Gibéryen Gast
Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle	
Président:	Meyers Paul-Henri (CSV)
Vice-Présidents:	Bodry Alex (LSAP) Flesch Colette (DP)
Membres:	CSV: Doerner Christine, Santer Patrick, Sauber Marcel LSAP: Err Lydie, Negri Roger DP: Helming Paul DÉI GRÉNG: Braz Felix ADR: Henckes Jacques-Yves
Commission juridique	
Président:	Santer Patrick (CSV)
Vice-Présidents:	Err Lydie (LSAP) Bettel Xavier (DP)
Membres:	CSV: Doerner Christine, Meyers Paul-Henri, Mosar Laurent LSAP: Bodry Alex, Klein Jean-Pierre DP: Flesch Colette DÉI GRÉNG: Braz Felix ADR: Henckes Jacques-Yves
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale	
Présidente:	Mutsch Lydia (LSAP)
Vice-Présidents:	Stein-Mergen Martine (CSV) Bettendorf Niki (DP)
Membres:	CSV: Arendt Nancy, Frank Marie-Josée, Meyers Paul-Henri LSAP: Dall'Agnol Claudia, Schneider Romain DP: Wagner Carlo DÉI GRÉNG: Huss Jean (remplaçant: Bausch François pour le volet Sécurité sociale) ADR: Jaerling Aly
Commission des Transports	
Président:	Schreiner Roland (LSAP)
Vice-Présidents:	Spautz Marc (CSV) Braz Felix (DÉI GRÉNG)
Membres:	CSV: Kaes Ali, Schaaf Jean- Paul, Schank Marco LSAP: Angel Marc, Negri Roger DP: Grethen Henri, Helming Paul ADR: Koepf Jean-Pierre
Commission du Travail et de l'Emploi	
Président:	Glesener Marcel (CSV)
Vice-Présidents:	Castegnaro John (LSAP) Bettendorf Niki (DP)
Membres:	CSV: Kaes Ali, Spautz Marc, Wolter Michel LSAP: Schneider Romain, Spautz Vera DP: Calmes Emile DÉI GRÉNG: Loschetter Viviane ADR: Jaerling Aly
Commission des Travaux publics	
Président:	Clement Lucien (CSV)
Vice-Présidents:	Scheuer Jos (LSAP) Calmes Emile (DP)
Membres:	CSV: Kaes Ali, Sauber Marcel, Stein Nelly LSAP: Diederich Fernand, Schreiner Roland DP: Brasseur Anne DÉI GRÉNG: Loschetter Viviane ADR: Mehlen Robert



Assemblées parlementaires internationales

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:

M. Marcel Glesener (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:

M. Norbert Hauptert (CSV)
Mme Anne Brasseur (DP)
M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Gast Gibéryen (ADR) de 2007 à 2009

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO)

Membres effectifs:

M. Marc Spautz (CSV)
M. Marc Angel (LSAP)
Mme Colette Flesch (DP)

Membres suppléants:

M. Fred Sunnen (CSV)
Mme Lydia Mutsch (LSAP)
(DÉI GRÉNG) de 2006 à 2009 – à définir plus tard
M. Jean-Pierre Koepp (ADR) de 2004 à 2006

Mme Lydia Mutsch (LSAP)
M. Roger Negri (LSAP)
M. Xavier Bettel (DP)
M. Camille Gira (DÉI GRÉNG)
M. Jean-Pierre Koepp (ADR)

Membres suppléants:

M. Marco Schank (CSV)
M. Jean-Paul Schaaf (CSV)
M. Marc Angel (LSAP)
M. Fernand Diederich (LSAP)
M. Emile Calmes (DP)
M. Felix Braz (DÉI GRÉNG)
M. Aly Jaerling (ADR)

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO)

Membres effectifs:

M. Marcel Glesener (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:

M. Norbert Hauptert (CSV)
Mme Anne Brasseur (DP)
M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Jacques-Yves Henckes (ADR) de 2007 à 2009

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (Euromed)

Membres effectifs:

Mme Martine Stein-Mergen (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Emile Calmes (DP)

Membres suppléants:

Mme Christine Doerner (CSV)
Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)
M. Jacques-Yves Henckes (ADR)

Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Membres effectifs:

M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés,
Membre d'office du CPI
M. François Maroldt (CSV)
M. Ali Kaes (CSV)
M. Romain Schneider (LSAP)
Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)
M. Xavier Bettel (DP)
M. Aly Jaerling (ADR)

Membres suppléants:

M. Lucien Thiel (CSV)
M. Marcel Oberweis (CSV)
Mme Vera Spautz (LSAP)
M. Roland Schreiner (LSAP)
M. Henri Grethen (DP)
(DÉI GRÉNG) de 2006 à 2009 – à définir plus tard
M. Gast Gibéryen (ADR) de 2004 à 2006

Assemblée parlementaire de l'OSCE

Membres effectifs:

M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés,
Membre d'office de l'OSCE
M. Patrick Santer (CSV)
M. Alex Bodry (LSAP)
M. Paul Helminger (DP)
M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Aly Jaerling (ADR) de 2007 à 2009

Membres suppléants:

M. Marcel Sauber (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Niki Bettendorf (DP)
Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Gast Gibéryen (ADR) de 2007 à 2009

Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:

M. Lucien Weiler (CSV), Président de la section
luxembourgeoise
M. Jos Scheuer (LSAP)
M. Michel Wolter (CSV)
M. Henri Grethen (DP)

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:

Mme Marie-Josée Frank (CSV)
Mme Nelly Stein (CSV)

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

M. Laurent Mosar (CSV)
M. Ben Fayot (LSAP)
M. Paul Helminger (DP)
M. François Bausch (DÉI GRÉNG)
M. Gast Gibéryen (ADR)

Chamber TV



um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

NOUVELLES LOIS

Les textes votés n'auront force de loi qu'après avoir été promulgués et publiés au Mémorial.

4691 - Projet de loi

portant approbation

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bucarest, le 6 juin 1995, et de ses Annexes I et II;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 7 octobre 1998;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 février 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Croatie, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Zagreb, le 11 juin 1999 et de ses Annexes I et II

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation d'accords de réadmission de personnes en séjour irrégulier, conclus par les Gouvernements des pays du Benelux avec six États, à savoir la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Roumanie.

A noter qu'il est juridiquement impossible de renvoyer, de manière forcée, dans son pays d'origine un ressortissant d'un autre État en situation irrégulière au Luxembourg, sans avoir demandé au préalable l'accord du Gouvernement de l'autre pays. En l'absence d'un accord de réadmission ratifié, le Luxembourg a le droit de renvoyer dans son pays d'origine une personne en séjour irrégulier dans la mesure où les autorités luxembour-

geoises et les autorités de l'autre État se sont préalablement mises d'accord sur le principe et les modalités du renvoi.

Les six accords facilitent ainsi les procédures de réadmission et renforcent la sécurité juridique, du fait que l'obligation de reprise ainsi que les conditions, modalités et délais de la réadmission sont fixés et connus dès le départ.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 21.07.2000

Rapporteur: M. Emile Calmes
Nouveau rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

27.11.2000 Désignation d'un rapporteur
02.02.2001 Renvoi de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense à la Commission juridique

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Paul Helminger, nouveau président: M. Ben Fayot):

20.11.2002 Désignation d'un rapporteur
Présentation et discussion du projet de loi
18.10.2004 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 28.10.2004

4754 - Proposition de loi

portant

1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;

2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution

La proposition de révision 4754 a pour objet de réviser différents articles de la Constitution à la suite d'une série d'arrêtés de la Cour constitutionnelle concernant le pouvoir réglementaire et plus précisément

- la question de la conformité des règlements ministériels avec l'article 36 de la Constitution qui réserve au Grand-Duc le pouvoir de prendre des règlements pour l'exécution des lois;

- la question du champ d'action du pouvoir réglementaire du Grand-Duc dans les matières réservées à la loi par la Constitution;

- la question du pouvoir réglementaire d'un organe professionnel créé par la loi.

La proposition de révision sous rubrique vise à:

1) clarifier le pouvoir réglementaire du Grand-Duc dans les matières réservées à la loi par la Constitution: ainsi il est précisé à l'article 32 de la Constitution que «Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux fins, dans les conditions et

suivant les modalités spécifiées par la loi.»;

2) permettre au Grand-Duc de prendre les mesures qui s'imposent en cas de crise internationale: ainsi il est précisé au même article 32 que «Toutefois, en cas de crise internationale, le Grand-Duc peut, s'il y a urgence, prendre en toute matière des règlements, même dérogatoires à des dispositions légales existantes. La durée de validité de ces règlements est limitée à trois mois.»;

3) donner une base constitutionnelle au pouvoir réglementaire des membres du Gouvernement: ainsi il est précisé à l'article 76 de la Constitution que «Dans l'exercice du pouvoir lui attribué par les articles 36 et 37, alinéa 4 de la Constitution, le Grand-Duc peut, dans les cas qu'il détermine, charger les membres de son Gouvernement de prendre des mesures d'exécution.»;

4) donner une base constitutionnelle au pouvoir réglementaire des organes professionnels: ainsi il est précisé au paragraphe (6) de l'article 11 de la Constitution qu'«En matière d'exercice de la profession libérale elle (la loi) peut accorder à des organes professionnels dotés de la personnalité civile le pouvoir de prendre des règlements. La loi peut soumettre ces règlements à des procédures d'approbation, d'annulation ou de suspension, sans préjudice des attributions des tribunaux judiciaires ou administratifs.»;

5) donner une base constitutionnelle au pouvoir réglementaire des établissements publics créés par la loi: ainsi il est inséré dans la Constitution un article 108 bis nouveau prévoyant que «La loi peut créer des établissements publics, dotés de la personnalité civile, dont elle détermine l'organisation et l'objet. Dans la limite de leur spécialité le pouvoir de prendre des règlements peut leur être accordé par la loi qui peut en outre soumettre ces règlements à l'approbation de l'autorité de tutelle ou même en prévoir l'annulation ou la suspension en cas d'illégalité, sans préjudice des attributions des tribunaux judiciaires ou administratifs.».

A noter encore que l'article 36 de la Constitution qui réserve donc au Grand-Duc le pouvoir de prendre des règlements pour l'exécution des lois, est modifié en ce sens que la partie de phrase «sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution» est supprimée, de sorte que cet article se limitera dorénavant au texte suivant:

«Le Grand-Duc prend les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois.»

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 24.01.2001

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

27.02.2002 Discussion
06.03.2002 Examen de l'avis du Conseil d'État (partie relative à l'article 37 de la Constitution)
20.03.2002 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État

17.04.2002	Continuation de l'examen du texte amendé par le Gouvernement
08.05.2002	Discussion, sur base du texte amendé proposé par le Gouvernement, des problèmes restant en suspens
29.05.2002	Examen d'une proposition de texte élaborée par le rapporteur
01.04.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.05.2004	Présentation et vote d'un projet de rapport
30.09.2004	Second vote constitutionnel selon la nouvelle procédure de révision prévue par l'article 114 révisé de la Constitution

Votes en séance publique:

1^{ère} lecture:
12.05.2004

2nd vote constitutionnel:
26.10.2004

4938 - Projet de loi

portant règlement du compte général de l'exercice 2000

La loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État est entrée en vigueur en date du 1^{er} janvier 2000. A l'article 99 de cette loi, il est toutefois prévu que les dispositions relatives à l'organisation et aux interventions de la Direction du contrôle financier ainsi que celles relatives aux nouvelles procédures d'engagement en matière de dépenses à respecter par l'ordonnateur n'entrent en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 2001. Par conséquent, le budget de l'État pour l'exercice 2000 a encore été exécuté sous le régime de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'État.

Les comptes généraux de l'exercice 2000 peuvent être résumés comme suit (en LUF):

A.- Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I. Recettes effectives du budget de l'exercice 2000

229.347.503.863

II. Dépenses effectives du budget de l'exercice 2000

229.259.602.466

III. Excédent de recettes du budget de l'exercice 2000

87.901.397

IV. Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1999

20.212.406.083

V. Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 2000

20.300.307.480

B.- Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre

111.564.810.991

II. Dépenses pour ordre

111.461.644.531

III. Excédent de recettes

103.166.460

C.- Recettes et dépenses sur les fonds spéciaux déposés à la trésorerie de l'État

I. Recettes, y compris une somme de 70.283.379.102 LUF restée disponible à la clôture de l'exercice 1999

207.421.627.544

II. Dépenses effectives

93.095.026.548

III. Excédent de recettes

114.326.600.996

Nombre d'observations de la Cour ont été formulées sur base de la législation relative aux marchés publics. Force est de constater que le pouvoir ordonnateur soumet certains marchés de gré à gré ex post pour approbation au Conseil de Gouvernement. Il s'agit là d'une procédure qui n'est pas prévue par la loi. Elle a été mise en place afin de débloquer les paiements mis en suspens par la Chambre des comptes faute d'une mise en adjudication préalable. Et, dans le passé, la presque totalité de ces ordonnances ont finalement été liquidées dans le souci de ne pas léser les intérêts des créanciers. Pour l'exercice 2000, la Cour des Comptes a dû constater que le nombre des marchés de gré à gré ex post a encore augmenté par rapport à l'exercice précédent. Le nombre de ces marchés est en effet passé de 41 en 1999 à 75 en 2000.

La commission rappelle son attachement au strict respect de la législation sur les marchés publics et du principe de la concurrence. La pratique des marchés ex post doit cesser à tout prix.

En référence à son rapport sur les comptes généraux de l'État de l'exercice 1999, la Cour des Comptes a souligné que la raison justificative fournie par l'ordonnateur pour effectuer un transfert avant le 1^{er} novembre était souvent rédigée dans des termes assez généraux.

La commission demande au Gouvernement de motiver d'une façon exhaustive les transferts exceptionnels effectués avant le 1^{er} novembre d'un exercice budgétaire.

L'article 16 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État prévoit toutefois que des articles budgétaires peuvent être dotés de la mention „crédit non limitatif” lorsqu'ils „concernent des dépenses obligatoires en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ou à titre exceptionnel d'autres dépenses, résultant de facteurs externes indépendants de la volonté de l'ordonnateur”. La Cour des Comptes et la commission accordent une importance particulière aux motifs invoqués pour justifier le dépassement d'un crédit non limitatif.

A la clôture de l'exercice 2000, fixée au 30 avril 2001, 42 comptes extraordinaires n'avaient pas encore présenté leurs comptes à la Cour des Comptes. Par conséquent, la Cour n'a pas pu statuer dans les délais sur 98 comptes pour un montant de 273.001.219 LUF, soit 4,3% du total des fonds alloués aux comptes extraordinaires en 2000. Entre 1990 et 2000, le Gouvernement luxembourgeois a alloué 563 crédits à des comptes extraordinaires pour un montant total de 390.444.392 LUF pour lesquels aucun compte n'a été présenté. Ce montant a pu être consommé sans que la moindre pièce justificative n'ait été présentée.

Dans le cadre de son rapport sur le compte général de l'exercice 2001, la commission entend revenir à la problématique des comptes extraordinaires, et notamment aux efforts entrepris par le Ministère des Affaires étrangères.

En ce qui concerne les frais de route et de séjour, le Ministre des Finances autorise des avances de fonds pour les frais de voyage à l'étranger. Les avances ainsi payées et se rapportant à un même exercice doivent être régularisées avant la clôture définitive de cet exercice. En date du 15 décembre 2001, la Cour des Comptes a dû constater qu'un montant total de 4.756.278 LUF avancé au cours de l'exercice 2000 n'avait pas encore été régularisé. La commission a pris connaissance des mesures plus contraignantes prises par le Trésor pour remédier à cette situation.

Dans le cadre d'une revalorisation politique du règlement des comptes généraux et de la situation économique actuelle plus difficile, la commission réitère sa demande au Gouvernement de procéder à une analyse économique des comptes généraux.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.04.2002

Rapporteur: M. John Schummer

Nouveau rapporteur: M. François Bausch

Travaux de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire (Président: M. Jeannot Krecké; nouveau président: M. Henri Grethen):

16.12.2002 Présentation du rapport de la Cour des Comptes

20.10.2003 Examen de l'avis du Conseil d'État

03.05.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

11.10.2004 Désignation d'un nouveau rapporteur

Vote en séance publique: 27.10.2004

5165 - Projet de loi

relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant:

1. le code pénal;
2. le code d'instruction criminelle;
3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;
4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;
7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;
8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises;

10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives;

12. la loi générale des impôts („Abgabenordnung“)

Le projet de loi 5165 vise à transposer en droit luxembourgeois la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

Cette directive impose à toute une série de professionnels des obligations professionnelles déterminées en vue de lutter contre le blanchiment de capitaux.

Le projet de loi ne se limite cependant pas au seul blanchiment de capitaux, mais vise également le financement du terrorisme.

Le projet de loi énumère les différents professionnels soumis aux obligations professionnelles en vue de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Ces obligations professionnelles sont les suivantes: procéder à l'identification des clients, disposer d'une organisation interne adéquate en vue de prévenir la réalisation d'opérations liées au blanchiment ou au financement du terrorisme, coopérer avec les autorités et notamment avec le Procureur d'État auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Le projet de loi prévoit des dispositions particulières concernant les obligations professionnelles de certains professionnels.

Les personnes qui ont sciemment contrevenu aux dispositions de la présente loi sur les obligations professionnelles sont punies d'une amende de 1.250 à 125.000 euros.

Le champ d'application de l'article 506-1 du Code pénal ayant trait à l'infraction de blanchiment est étendu, quant aux infractions primaires qui sont à la base de l'infraction de blanchiment, à la fraude grave contre les intérêts financiers des Communautés européennes.

Il est rappelé que l'article 506-1 précité du Code pénal punit l'infraction de blanchiment d'un emprisonnement d'un à cinq ans et/ou d'une amende de 1.250 à 1.250.000 euros.

Le projet de loi reflète au niveau de l'organisation judiciaire le rôle que le Procureur d'État auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg détient depuis des années en tant que «cellule de renseignement financier». Ainsi il est assuré qu'au niveau de la section économique et financière du Parquet auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg différents substituts désignés par le Procureur d'État s'occupent des affaires de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.06.2003

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar; nouveau président: M. Patrick Santer):

31.03.2004 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

08.04.2004 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.04.2004	Entrevue avec une délégation de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg
	Décisions sur les propositions d'amendement de l'Ordre des avocats
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État sur les amendements parlementaires du 13.04.2004
17.05.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport
15.09.2004	Examen du projet de loi en vue du second vote constitutionnel
Votes en séance publique:	
1 ^{ère} lecture:	19.05.2004
2 nd vote constitutionnel:	27.10.2004

5176 - Projet de loi

portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Confé-

rence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992

rence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992

rence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 08.07.2003

Rapporteur: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):

15.09.2004 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.09.2004 Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.10.2004

5236 - Projet de loi

relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002

Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a déposé le 19 juin 2003 le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002 (doc. parl. 5171). D'après ces chiffres, le budget définitif de l'exercice 2002 se présente comme suit:

	Budget définitif 2002	Compte général 2002	Plus- ou moins-values	Variation en %
<i>Budget courant</i>				
Recettes	5.935,2	6.149,4	214,2	3,6%
Dépenses	5.145,8	5.217,3	71,5	1,4%
<i>Excédents</i>	<i>+789,4</i>	<i>+932,1</i>	<i>+142,7</i>	-
<i>Budget en capital</i>				
Recettes	42,0	51,0	9,0	+21,4%
Dépenses	853,3	923,9	70,6	+8,3%
<i>Excédents</i>	<i>-811,3</i>	<i>-872,9</i>	<i>-61,6</i>	-
<i>Budget total</i>				
Recettes	5.977,2	6.200,4	223,2	+3,7%
Dépenses	5.999,1	6.141,2	142,1	+2,4%
<i>Excédents</i>	<i>-21,9</i>	<i>+59,2</i>	<i>+81,1</i>	-

rence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992

Les amendements à la Convention des Nations Unies contre la torture que le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver prévoient une modification du système de financement du Comité contre la torture institué par ladite convention.

Tandis qu'actuellement ce sont les États parties qui prennent à leur charge le remboursement à l'Organisation des Nations Unies de tous frais de personnel et coûts d'installations matérielles, les amendements précités tendent au financement des activités du Comité contre la torture par voie de prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

Les amendements proposés permettront de rendre le mode de financement du Comité contre la tor-

rence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992

rence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992

Fonds pour l'emploi	+ 20 millions
Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales	+ 17 millions
Fonds de la coopération au développement	+ 10 millions
Fonds du rail	+ 9 millions
Fonds pour les monuments historiques	+ 3 millions

ture encore plus transparent et partant plus efficace.

Les amendements permettront également une rationalisation et une coordination du financement d'autres instruments internationaux des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.

A noter enfin qu'au niveau européen les frais de fonctionnement des divers comités de contrôle institués par les organes internationaux qui ont pris l'initiative en matière de lutte contre la torture sont également pris en charge par ces organes internationaux.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 17.11.2003

Rapporteur: M. Claude Wiseler

Nouveau rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler; nouveau président: M. Laurent Mosar):

03.05.2004 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

22.09.2004 Désignation d'un nouveau rapporteur

Vote en séance publique: 27.10.2004

5320 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de la construction et de la transformation d'un centre intégré pour personnes âgées par l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées» au Centre Rham à Luxembourg-Ville.

Ce projet rentre dans le cadre du programme national pour personnes âgées qui prévoit le développement intensif tant des mesures destinées à garantir aux personnes âgées le maintien à domicile que celles favorisant la rénovation, la modernisation et l'extension des diverses structures d'accueil pour personnes âgées.

La réalisation de ce projet permettra de répondre au besoin toujours plus pressant de structurer l'accueil des personnes âgées en raison du vieillissement de la population.

La transformation et la modernisation du Centre du Rham se feront d'après les conceptions modernes d'un centre intégré pour personnes âgées et l'infrastructure sera conçue de telle manière à ce que toute personne, nonobstant son état de dépendance, puisse y être admise.

Les travaux porteront aussi sur la transformation et l'aménagement d'un bâtiment du centre pour les besoins de l'administration générale de l'établissement public.

Par ailleurs, le Centre du Rham disposera d'une structure «Porte ouverte» destinée à accueillir des personnes âgées voulant profiter de certaines prestations offertes par le Centre dans ses structures, mais sans y résider.

Le bâtiment de la direction générale de SERVIOR, qui prend en charge la maintenance des bâtiments, sera intégré dans le Ravelin historique construit par Vauban en 1688 qui, vu son intérêt historique et touristique, sera mis en valeur notamment au moyen du dégagement d'une partie du mur Wenceslas de 1390.

Le coût de la construction et de la transformation projetées est estimé à 50.398.022,74 euros. Ce montant correspond au devis établi par l'architecte en mai 2002 tel qu'il a été adapté en tenant compte de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} avril 2004.

Conformément à l'article 17 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création entre autres de l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées», l'État prend à 100% à sa charge le coût de construction et de rénovation du centre intégré, ainsi qu'une partie de la construction du bâtiment de la direction générale. À noter dans ce contexte que les fonds en provenance de la Fondation «Aide et assistance aux personnes âgées», fondation dissoute entre-temps, permettront de financer quelque 16 lits. Cet apport est à la base de la priorité d'admission accordée par le Gouvernement aux victimes de la Seconde Guerre mondiale. A noter encore que SERVIOR contribuera également par des apports propres au financement du coût du bâtiment de la direction générale.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 31.03.2004

Rapportrice: Mme Nancy Kemp-Arendt

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

21.09.2004 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Désignation du rapporteur
05.10.2004 Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
27.10.2004

5321 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de réhabilitation gérontologique et de soins pour personnes âgées en fin de vie à Clervaux

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de la

construction d'une maison de soins à Clervaux.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs de la politique gouvernementale en faveur des personnes âgées qui prévoit le développement intensif tant des mesures destinées à garantir aux personnes âgées le maintien à domicile aussi longtemps que possible, que de celles favorisant la rénovation, la modernisation et l'extension des diverses structures d'accueil pour personnes âgées, comme les centres intégrés pour personnes âgées ou encore les maisons de soins. Le projet sous rubrique prévoit, en effet, la construction d'une maison de soins s'adressant à plusieurs catégories de seniors et offrant ainsi aux personnes âgées des services divers.

La maison de soins telle que projetée comprendra cinq unités, à savoir:

- une unité d'accueil de jour et de nuit de réhabilitation gérontologique;
- une unité ambulatoire de réhabilitation gérontologique;
- une unité de lits de vacances dont les usagers peuvent bénéficier également des mesures de réhabilitation;
- une unité d'accueil en urgence destinée à accueillir des personnes en situation de détresse;
- une unité de soins palliatifs.

Elle sera axée principalement sur la réhabilitation gérontologique.

À côté de la réhabilitation gérontologique, la maison de soins de Clervaux aura également vocation à se substituer temporairement aux aides informelles assurant en principe la prise en charge de l'usager au domicile familial, par exemple par le biais de l'unité d'accueil en urgence.

La maison de soins est orientée en dernier lieu autour des soins palliatifs avec la mise en place d'une unité de soins palliatifs destinée à l'accueil de seniors en fin de vie.

Le coût total de la construction de la maison de soins, premier équipement compris, est estimé à 12.317.373,69 euros, TVA et honoraires compris. Ce montant correspond à la valeur 588,92 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} avril 2004. L'État participe aux travaux de construction de la maison de soins sous examen à hauteur de 80%, en ce qui concerne les 15 lits de vacances et les 5 lits d'urgence, respectivement à hauteur de 100%, en ce qui concerne les lits et chaises des autres unités y compris de l'unité ambulatoire.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 31.03.2004

Rapporteur: M. Jean-Paul SchAAF

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

21.09.2004 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Désignation du rapporteur

05.10.2004 Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
28.10.2004

5336 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange

Le projet de loi sous examen qui a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck s'inscrit dans le cadre du programme national en faveur des personnes âgées qui englobe à la fois des mesures garantissant le maintien à domicile aussi longtemps que possible ou que désiré par les personnes concernées et des mesures favorisant la construction ou la modernisation de structures d'accueil pour personnes âgées.

La maison de soins projetée qui prendra la forme d'un ensemble pavillonnaire aura une capacité de 120 lits: 96 sont répartis en 8 unités de vie à 12 lits, 12 lits étant réservés pour les soins de réhabilitation après accident ou opération et 12 lits étant destinés à la station palliative qui comprend une chambre commune et 6 chambres individuelles permettant à un membre de la famille d'accompagner le mourant.

L'immeuble par ses volumes est composé de trois parties.

Le premier volume qui abritera une crèche pour enfants est un bâtiment isolé et complètement autonome par son entrée et n'est pas financé par le présent projet de loi.

Le deuxième volume constitué par le bâtiment central sera destiné au rez-de-chaussée à des locaux de service pour l'accueil, l'administration, la kinésithérapie et l'ergothérapie ainsi que l'infirmerie centrale. En sus, divers services tels qu'une supérette, un salon de coiffure et une cafétéria/restaurant seront gérés par des tiers et ouverts au grand public. Le premier étage sera destiné à la station des soins de réhabilitation et la station palliative.

Enfin, le troisième volume comprend 4 pavillons à un étage regroupant les 8 unités de vie disposant chacune d'une salle de séjour/salle à manger, et d'une cuisine où sont préparés tous les repas de l'unité.

Le coût total du projet est évalué à 26.874.278,90 euros à la valeur 588,92 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1^{er} avril 2004.

Le financement du projet est pris en charge par l'État et par l'association Luxembourg Alzheimer a.s.b.l.. Aux termes de la convention signée entre les deux parties le 16 février 2004 et approuvée par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 23 janvier 2004, il est prévu que l'État participera à raison de 70% pour les 120 lits, le solde étant à charge de l'association.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 03.05.2004

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

21.09.2004 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Désignation du rapporteur

05.10.2004 Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
27.10.2004

5364 - Projet de loi

relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la „Croix de Gasperich” avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186

Par la loi du 14 décembre 2001, le Gouvernement avait été autorisé à faire procéder au réaménagement de la «Croix de Gasperich» avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur la A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186. L'article 2 de la loi précitée prévoit que les dépenses occasionnées ne peuvent dépasser la somme de 10.510.685,45 euros, sans préjudice des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à achèvement des travaux.

Conformément aux dispositions de l'article 3, les dépenses sont imputables sur le Fonds des routes.

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à adapter l'enveloppe financière arrêtée par la loi précitée pour la porter de 10.510.685,45 euros à 15.115.185,45 euros TTC. La dépense supplémentaire de 4.605.000 euros est détaillée par l'exposé des motifs de la façon suivante:

Les dépenses de 600.000 euros pour les études n'avaient pas été prises en compte dans le devis à base du projet de loi;

Les lots 1 et 2 ont été adjugés à des montants supérieurs au devis de 15,79% respectivement de 26,89%. Avec le glissement entre l'A3, l'A6 et la bretelle Luxembourg/Sud-Trèves le dépassement pour ces lots se chiffre à 1.762.000 euros;

Le chantier de l'O.A. 216 présente un dépassement de 900.000 euros causé principalement par la déviation des câbles 65 kW de la Ville de Luxembourg sur une longueur beaucoup plus importante que prévue ainsi que de diverses positions non prévues au bordereau des prix;

Les frais pour le déplacement de la conduite SEBES accusent un dépassement de 870.000 euros par rapport à l'estimation de la convention avec le SEBES;

Les frais pour l'éclairage public d'un montant estimé à 300.000 euros n'étaient pas prévus.

La réserve pour imprévus s'élève à 172.500 euros.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 14.07.2004

Rapporteur: M. Marcel Sauber

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Nicolas Strotz; nouveau président: M. Lucien Clement):

05.10.2004 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

19.10.2004 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
28.10.2004

5365 - Projet de loi

relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A 4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies

Par la loi du 1^{er} août 2001, le Gouvernement avait été autorisé «à faire procéder au réaménagement du carrefour formé par l'A4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant la construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies». Les dépenses occasionnées étaient fixées à une enveloppe globale de 11.427.841,49 euros sans préjudice de l'incidence des hausses légales des prix pouvant intervenir jusqu'à leur achèvement. La Commission rappelle que le carrefour formé par l'A4 et la rue de Merl avait été construit dans le cadre du programme général d'établissement d'une grande voirie de communication fixé par l'article 6 de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un Fonds des Routes et notamment du projet d'«une nouvelle route d'Esch-Alzette à Luxembourg, entre Lallange et Hollerich (Place SS.-Pierre et Paul), et son raccordement à la ceinture de contournement de la ville de Luxembourg».

D'après l'exposé des motifs, les dépenses supplémentaires se résument comme suit:

Le montant pour l'ensemble de l'éclairage public de l'ouvrage a été sous-estimé, la variante retenue pour l'éclairage des parois de l'ouvrage par LED et le dédoublement de l'éclairage central des rampes présentent un supplément de 1.100.000 euros (TVA comprise).

Les plantations pour mesures compensatoires, aménagement du bac central du giratoire ainsi que l'aménagement de plantations côté Merl n'étaient pas prévues dans le devis et reviennent à 105.000 euros (TVA comprise).

Les travaux d'équipements de voirie non prévus (travaux de marquage, pose de glissières et de la signalisation verticale...) représentent un montant estimé à 575.000 euros (TVA comprise).

Réserve pour imprévus: 80.500 euros (TVA comprise).

À l'instar de ce qui précède, l'adaptation des dépenses autorisées par la loi du 1^{er} août 2001 s'élève à un montant arrondi de 1.900.000 euros.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 14.07.2004

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

05.10.2004 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

19.10.2004 Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
28.10.2004

SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2004-2005

M. le Président Lucien Weiler, accompagné par M. le Secrétaire général Claude Frieseisen, accueille à l'entrée du Palais grand-ducal S.A.R. le Grand-Duc Henri qui, accompagné par S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa, le Premier Ministre M. Jean-Claude Juncker et la suite grand-ducale, se rend à l'Hôtel de la Chambre des Députés pour clore la deuxième session extraordinaire 2004 et ouvrir la session ordinaire 2004-2005.

Une haie d'honneur de l'Armée et de la Police grand-ducale est postée le long du tapis rouge conduisant du Palais à la Chambre des Députés.

Au péristyle de l'Hôtel de la Chambre, LL.AA.RR. sont accueillies par les membres du Bureau et par M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint.

Elles sont ensuite conduites à Leurs places dans la salle de séance où deux sièges sont installés sur une estrade au pied de la Présidence. La suite de LL.AA.RR., composée de M. Jean-Jacques Kasel, Maréchal de la Cour, et de M. Henri Chrisnach, Aide de Camp, prend place à droite de la Présidence.

Aux tribunes ont pris place: les membres du Corps diplomatique, les représentants du pouvoir judiciaire, le Président du Conseil d'État, le Président de la Cour des Comptes, le Médiateur, des membres luxembourgeois du Parlement européen et les représentants de la presse.

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat.

La séance publique est ouverte à 15.02 heures

Ordre du jour

1. Paroles de bienvenue de M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, entouré par M. le Vice-Président Jos Scheuer et M. le Vice-Président Niki Bettendorf
2. Clôture de la 2^e session extraordinaire 2004 et ouverture de la session ordinaire 2004-2005 et discours de S.A.R. le Grand-Duc Henri
3. Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général
4. Composition des commissions parlementaires
5. Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
6. Présidence d'honneur et octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Paroles de bienvenue de M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, entouré par M. le Vice-Président Jos Scheuer et M. le Vice-Président Niki Bettendorf

Altesse royale,

et ass fir d'Lëtzebuenger Chamber eng grouss Éier, haut um éischten Dag vun där éischter uerdentlicher Sessioun vun där nei gewielte Chamber lech an deem nei gewielte Parlament als Statschef kënnen ze begrëssen an als Gaascht an eiser Mëtt wëllkomm ze heeschen. Erlaabt mer dofir, Monseigneur, lech am Numm vun der Chamber an och vun der Regierung ganz hærzlech an deem Haus ze begrëssen.

Déiselwecht warem Gréiss ginn un d'Grande-Duchesse, déi, sou wéi dat an alle Monarchien an Europa de Gebrauch ass, lech op deem Dag a bei dëser spezieller Geleeënheet begleet. Dofir, Madame, hærzlech wëllkomm an eisem Parlament.

Monseigneur,

d'Relatiounen tëschent dem Statschef an dem Parlament sinn hei zu Lëtzebuerg besonnesch enk. Dat ass net eréischt esou, Monseigneur, zënter dem 9. Oktober 2001, wou de Lëtzebuenger Statschef, an der Persoun vun lech, fir d'éischte Kéier eng nei Chambersessioun opgemaach huet, an dat opgrond vum Artikel 72(3) vun eiser Verfassung, dee seet: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

D'Beziungen tëschent dem Haff an der Chamber ginn op d'Mëtt vum 19. Jorhonnert zrëck, op d'Geburtsstonn vun eiser Verfassung. Et war am Joer 1848, wéi Lëtzebuerg sech am eigentleche Sënn vum Wuert eng parlamentaresch Verfassung ginn huet. Eng gewielte Volleksvertriidung huet deemools d'Ständeversammlung ofgeleest.

Dësen Iwwergank huet sech ageschriwwen an déi gesellschaftlech Dynamik, déi 1848 iwwert eise Kontinent geschwappt ass, an déi eng nei Uerdnung an déi politesch Verhältnissen an Europa sollt bréngen.

D'Europäer waren am Opbroch, an d'Lëtzebuenger si mat opgebrach

an eng nei Zäit, an eng méi staatelech a konstitutionell Logik.

Mat senger Eedesleeschtung op d'Verfassung huet 1848 de Kinnek-Groussherzog Wëllem den II. d'Legitimitéit vun der Volleksvertriidung unerkannt an d'Ära vun der konstitutioneller Monarchie hei zu Lëtzebuerg agelaut. De Kinnek-Groussherzog an d'Chamber goufen déi zwou Branché vun der gesetzgebender Gewalt.

Et sinn haut de Grand-Duc an d'Chamber, déi zesummen den éischte Pouvoir, de legislative Pouvoir, exercéieren. Kee Gesetzesprojet vun der Regierung kann an der Chamber déposiert ginn ouni d'Autorisatioun vun lech, Monseigneur, a virun allem ka kee Gesetz, wat mir hei diskutéiert hunn a wat mir hei ofgestëmmt hunn, a Kraaft trieden ouni Är „Sanktioun“, dat heescht ouni Är Approbatioun.

Monseigneur,

et gëtt awer, iwwer all verfassungsrechtlech Considératiounen eraus, e puer aner Nuewelschnéier, déi eis matenee verbannen.

Et ass do zum Beispill eist gemeinsam Uleies, eis gemeinsam Suerg ëm dat Land an ëm déi Menschen, fir déi mer Verantwortung droen. Déi Menschen, déi hiert Vertrauen an lech an eis setzen, fir datt mer gemeinsam dat Besch maachen, dat Besch gi wat mer kënnen, fir eng besser, fir eng méi solidaresch a fir eng méi gerecht Gesellschaft ze schafen.

Villes hu mer hei erreecht, villes bleift nach ze maachen.

Mir wëssen, Monseigneur, datt Dir an d'Grande-Duchesse en oppent Ouer an e grousst Hærz hutt fir all déi aus eiser Gesellschaft, deenen et net esou gutt geet, an déi, déi Hëllef brauchen. Monseigneur, Madame, dat fënnt eisen déiwe Respekt.

An Ärer Trounried, Monseigneur, de 7. Oktober 2000, hat Dir ënnerstrach, datt Dir un der Sait vun alle Matbierger wëllt sinn a Freed a Leed mat hinnen deele wëllt. Dir hutt Wuert gehalen, an dat wëssen d'Menschen dobaussen an dat wësse mir heibannen ze schätzen.

Monseigneur,

ech wëll ofschléissend op engem prezise Punkt d'Verbonnenheet vum Statschef mat der Chamber an der Praxis dokumentéieren.

An all deene groussen - an heiansdo och manner grouse - Momenter vun eiser Geschicht huet de Statschef ëmmer de Wee an d'Chamber fonnt.

Ech wëll nëmmen ee Beispill dofir ginn:

Wéi d'Grande-Duchesse Charlotte 1945 aus dem Exil heemkomm ass, huet si drop gehalen, als éischten offiziellen Akt an dëst Haus ze kommen, fir mat der provisoeresch geschafener Assemblée consultative d'Momenter vun der definitiver Befreiung ze erliwwen.

Monseigneur,

Respekt a Verbonnenheet sinn de mënschlechen Zement vun eise Relatiounen. E Respekt an eng Verbonnenheet, déi Zäiten iwwerdauern, déi e Stéck Lëtzebuerg sinn, e wiesentlecht Stéck vun eiser staatelecher Identitéit a vun eiser institutioneller Wierklechkeet.

Dat ass gutt esou an dat soll och esou bleiwen.

Monseigneur,

et ass elo un lech, fir Gebrauch ze maache vum Recht, dat den Artikel 72(3) vun eiser Constitutioun dem Grand-Duc reservéiert fir eng Parlamentssessioun „en personne“ op- an zouzemaachen.

Monseigneur, Dir hutt d'Wuert.

2. Clôture de la 2^e session extraordinaire 2004 et ouverture de la session ordinaire 2004-2005 et discours de S.A.R. le Grand-Duc Henri

S.A.R. le Grand-Duc.- Opgrond vum Artikel 72(3) vun der Constitutioun maachen ech déi zweet extraordinär Sessioun 2004 zou an déi ordinär Sessioun 2004-2005 op.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, et ass mir eng grouss Freed, déi éischt Sessioun vun der neier Legislaturperiod haut kënnen feierlech an der Chamber opzemaachen. Wann dat schonns elo déi zweete Kéier ass, wou ech dës verfassungsrechtlech Prerogativ selwer ausüben, wëll ech domat de wichtege Stellewäert, deen eis direkt gewielte Chamber am politesche Liewe vun eisem Land huet, ënnersträchen.

Mat der Grande-Duchesse ass eis Presenz haut bei lech och den Ausdrock vum Wëlle vun eiser Famill, all politesch Responsablen an hirer Verantwortung ze ënnerstëtzen.

Den Ufank vun dëser neier Legislatur ass de Moment fir e puer Gedanke mat lech ze deelen iwwert dat wat ass, mä virun allem iwwert dat wat ons bevirsteet.

Duerch déi vill Gespréicher, déi ech an der Lescht mat de Leit, déi ech begéint hunn, hat, stellen ech gewëssen diffus Angschtgefiller fest wat eis Zukunft ubelaangt.

Dofir gëtt et effektiv gutt Grënn:

Déi markant Ideologien, déi d'19. Jorhonnert mat eriwuerbruecht huet, sinn iwwerhol;

dat traditionell Bild vun der Famill gehéiert a ville Fäll zur Vergaangenheet;

d'Natioun steet ëmmer méi ënnert der Emprise vun der Europäescher Unioun;

den technologesche Fortschritt gëtt ëmmer méi gesinn als eng Gefor fir d'Aarbechtsplazen a fir d'Erhaltung vun eiser Natur;

de Konkurrenzkampf mat den neien europäesche Partner gëtt identifizéiert mat Délocalisatiounen vu Betriber;

onse Sozialmodell gëtt als net méi finanzéierbar beschriwwen.

An anere Wieder, vill Wäerter, déi waren, gi gäre pauschal als iwwerhol duergestalt.

Wat mer dann nach an der Welt haut gesinn, ass alles wéi net encourageant. Krich, Hongersnout an Terrorismus prägen all Dag d'Billen op der Televisioun.

D'Gefor ass da grouss, ëmmer méi nostalgesch ze ginn. Aussoe wéi „Mir sinn net méi op der Héicht“ oder „Fréier war alles besser“ kritt een ëmmer méi zu Ouren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, mir sollen eppes Wesentlechtes ni vergiessen: D'Zukunft, am Géigesaz vun der Vergaangenheet, ass nach net geschriwwen. D'Zukunft ass e kollektiv Zesummespill, wou all Mënsch gefuerdert ass ënnert dem Impuls vun der Regierung. Et bleift, datt dat, wat op ons duerkënn, sech progressiv an deem Haus erausschleift.

Eent ass sécher: De Maart an d'Wirtschaft sinn oft blann. E gesonde Budget ass wichteg. Dat geet awer net duer fir eng Gesellschaft a Bewegung ze seizen. Hei ass d'Politik gefuerdert. Si entwëckelt Projeten, gefiddert mat Ambitiounen. All Gebidder sinn, wat d'Zukunft ubelaangt, betraff, sief dat d'Schoul, eist soziaalt Netz, d'Infrastrukturen, d'Wirtschaft, d'Sécherheet, d'Kultur, d'Gesondheetswiesen, de Sport an eis Plaz an Europa an an der Welt.

Dofir brauche mir net nëmme Suen, mä och Imaginatioun a kloer

Zilsetzungen. Dat alles brauch och e Wëllen, deen hautdésdags vun alle Betreffene matgedroe gëtt: d'Verwaltungen, d'Gemengen, d'Zivilgesellschaft, den Handel an d'Betriber, eis nei geschafene Universitiéit an eis Centres de recherche.

Et muss kloer sinn, datt de Stat net alles kann iwwerhuelen, wat eis Zukunft betrëfft. Lokal Initiative si sécher wëschenswäert, wéi mer dat viru kuerzem bei enger Gemengefusioon festgestallt haten.

Dat ass wouer hei am Land, mä och an der Groussregioun. D'Akzeptanz vun all deene Reformen, déi sech dës Regierung, wéi hir Virgänger, virgeholl huet, ass méi grouss wa vun der Basis d'Initiative geedeelt sinn.

Eis Entwëcklungspolitik, op déi mer jo net nëmmen e bësse stolz kënnen sinn, ass e gutt Beispill an deem Zesummenhank. Ass et net duerch dat permanent Zesummespill vu Regierung, de selleschen ONGen an deene ville Matbierger, déi sech am Benevolat betätigen, datt dëst Resultat zustane komm ass?

Erlaabt mer op dëser Plaz och meng Iwwerzeugung auszudrücken, datt de Civisme erëm méi e grouse Stellewäert am Kader vun eisem Schoulprogramm kréie muss. Eis Schüler mussen wësse wéi eis demokratesch Institutiounen funktionéieren. Fir responsabel Bierger schéngt dat mir essenziell ze sinn.

Loosse mer och Tribüne schafen, wou delikat gesellschaftlech Problemer, wéi déi héich Zuel vu Suiciden, déi mer hei am Land hunn, analyséiert ginn, an dat an engem Moment wou dës dramatesch Realitéit ons op eng besonnesch tragesch Manéier konfrontéiert huet.

Nëmmen esou kënnen mer och nei Iddien an nei Weeër, wéi zum Beispill d'Aféierung vun der duebler Nationalitéit oder d'Adoptioun vun der europäescher Constitutioun duerchsetzen.

Wat d'Gläichberechtigung vu Mann a Frau betrëfft, wëll ech dës Geleeënheet benotzen, fir lech ze proposéieren d'komplett Egalitéit an der Trounfolleg och bei ons anzeféieren.

Mir hunn dëser Deeg vill un déi erënnert, déi ons d'Fräiheet erëmbuecht hunn a virun allem un déi, déi dofir hiert Liewe gelooss hunn. Mir sinn hinnen datt schëlleg. Esou wëlle mer och ni déi vergiessen, deene mer eise Wuelfstand verdanken.

Fir dat alles, datt och Lëtzebuerg muer am groussen Europa op Zack bleift, brauche mir just dee Geescht an dee Wëllen, deen déi Generatiounen virun eis oft an ënner vill méi schwéieren Emstänn bewisen hunn.

Ech si sécher et feelt net un Enthusiasmus bei onser Jugend.

Erlaabt mer hei déi formidabel Leeschtunge vun eise jonke Sportler an deene leschte Wochen ervirzeesträchen. Datselwecht kënnen mer um Gebitt vun der Kultur feststellen. Mat deem Bëss an Engagement ass et mer net Angscht fir eis Zukunft.

An deem Geescht sinn ech iwwerzeegt, datt mir zesummen an den nächste fënnf Joer vill leeschte kënnen, an allem viraus e Land, wou et sech fir all Bierger gutt liewe léisst, ob Lëtzebuenger oder net; e Land, wou d'Visiounen zu Realitéit ginn; e Land, wou Freed, Toleranz a Solidaritéit grouss geschriwwen sinn.

Ech soen lech Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Monseigneur, ech denken, datt den Applaus vun der Chamber an der Regierung beweist, datt Är Ried an déi Froen, déi Der ugeschnidden hutt, den Zousproch an d'Unerken-

nung vun eis alleguer heibanne fonnt hunn, an ech sinn iwwerzeegt, dass déi vill Lëtzebuurger an auslännesch Matbierger, déi Är Ried iwwert d'Televisioun matverfollegt hunn, dat net anescht gesinn. Duerfir e ganz besonnesche Merci.

D'Sitzung ass domadder ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique à 15.17 heures)

* * *

(Reprise de la séance publique à 15.32 heures)

Kolleeginnen a Kollegen, déi öfentlech Sitzung geet weider.

3. Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général

Den éischte Paragraph vum Artikel 5-1 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir:

«Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech froen deemno d'Chamber, ob mer d'Zesummesetzung vum Chamberbureau, esou wéi mer se decidéiert haten, bäibehalen?

(Assentiment)

Ass d'Chamber och domat averstanen, d'Nominatioun vum Här Claude Frieseisen als Generalsekretär fir d'Sessioun 2004-2005 ze erneieren?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

De Bureau bleift deemno fir d'Sessioun 2004-2005 an där Form bäibehalen, wéi en an der Sitzung vum 3. August 2004 agesat gouf. Dat heescht:

ech selwer als President;

Vize-Présidenten:

1. den Här Jos Scheuer,
2. den Här Niki Bettendorf,
3. den Här Laurent Mosar;

Memberen:

déi Häre Michel Wolter, Ben Fayot, Henri Grethen, François Bausch, Robert Mehlen, Lucien Clement an Alex Bodry;

Generalsekretär:

den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc Henri gëtt doriwier a Kenntnis gesat.

4. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, kruten d'Deputéierten eng Lëscht ausgedeeelt mat der Zesummesetzung vun de Kommissiounen.

Dozou ass een Ännerungsvorschlag säitens der Presidentekonferenz agaange wat d'Denominatioun vun der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération ubelaangt.

Fir hiert grousst Wirkungsfeld méi prezis ze beschreiwen, gouf folgend Benennung virgeschloen:

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Des Weidere wëllt ech op e Redressement op dëser Lëscht hiweisen. Deemno ass d'Madame Christine Doerner an der Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement duerch d'Madame Françoise Hettogaasch ersat ginn, déi hirsäits an der Petitiounskommissioun duerch d'Madame Christine Doerner ersat gouf.

Gëtt et nach iergendwellech Ännerungsvorschläé?

(Assentiment)

Den Här Henri Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen (DP).- D'Madame Brasseur ersetzt mech an der Commission de l'Économie fir de Volet „Sports“, wat Der sécherlech verstëtt.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech mengen, dass d'Chamber vollt Verständnis huet fir de Wonsch vun der Demokratescher Partei an deementspriedend deen Ännerungsvorschlag och unhëlt.

Ass d'Chamber mat der Lëscht vun deenen Ännerungsvorschläé, déi den Här Grethen an ech elo just proposéiert hunn, averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dës Lëscht dréit och Informatiounen iwwert d'Présidenten an d'Vize-Présidente vun de Kommissiounen.

Ass d'Chamber d'accord och déi Lëscht ze confirméieren?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

Déi gesamt Lëscht mat hiren Ännerunge gëtt am Compte rendu veröfentlecht.

Den Här Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen (DP).- Här President, meng Fraktioun biet lech an der Conférence des Présidents nach eng Kéier ze kucken, ob een net wierklech sollt eng Commission de l'Égalité des chances asetzen, well mer mengen, dass dee Sujet esou wichteg ass, dass eng Kommissioun sech sollt domadder beschäftegen.

(Interruption)

Här President, ech wëll d'Madame Jacobs berouegen. Déi zéng Membere vun eiser Fraktioun interesséiere sech fir dee Sujet brenndst.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Dir wiert mäi Choix!

M. le Président.- Dee Wonsch bréngt jo dat zum Ausdrock, wat d'Demokratesch Fraktioun an der leschter Legislaturperiode ëmmer ënnerstrach huet, d'Noutwendegkeet vun esou enger Kommissioun.

Ech huelen dee Wonsch, Här Grethen, selbstverständlech mat an d'Presidentekonferenz, obschonn ech weess, datt schon aner Décisiounen gefall sinn, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mir kënnen ëmmerhin emol nach eng Kéier driwwer diskutéieren. Deementspriedend wäert ech Ärem Wonsch Rechnung droen.

5. Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Et ass ebenfals eng Lëscht mat der Zesummesetzung vun eisen Delegatiounen bei den internationale parlamentaresche Versammlungen ausgedeeelt ginn.

Bis elo ass keen Ännerungsvorschlag agaangen.

Gëtt et dozou nach iergendwellech Ännerungsvorschläé? A wann dat net de Fall ass, da géif ech d'Chamber froen ob se mat där Lëscht, déi mer hunn, averstanen ass?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Och dës Lëscht gëtt am Compte rendu veröfentlecht.

6. Présidence d'honneur et octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés

Dir Dammen an Dir Hären, op Empfehlung vum Bureau a gemäss den d'Artikelen 180 bis 183 vun eise Chamberreglement proposéieren ech der Madame Erna Hennicot-Schoepges den Titel vun der Eierepräsidentin ze ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Vorschlag averstanen?

(Assentiment)

Deemno ass d'Madame Hennicot-Schoepges zur Eierepräsidentin vun der Chamber ernannt. Am Numm vun lech alleguer an a meng eegenen Numm presentéieren ech hir eis häerzlech Félicitatiounen!

Des Weideren huet de Bureau virgeschloen, enger Rei vu fréieren Deputéierten den Eierentitel vun hirer Funktioun ze ginn, an zwar der Mme Simone Beissel, den Häre Jeannot Belling a Jean Colombara, der Mme Agny Durdu, den Häre Gusty Graas, Fernand Greisen an Nico Loes, der Mme Ferny Nicklaus-Faber, dem Här Alexandre Krieps, der Mme Maggy Nagel, den Häre Jacques F. Poos, Jean-Paul Rippinger, Jacques Santer, Marco Schroell, John Schummer, Théo Stendebach an Nicolas Strotz, der Mme Renée Wagener an dem Här Georges Wohlfart.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert. Den neien Eierendeputéierten eis Félicitatiounen!

Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 26., de 27. an den 28. Oktober.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.38 heures)

Ordre du jour

1. Communications
2. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
3. Ordre du jour
4. Heure de questions au Gouvernement
 - Question N° 1 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Marco Schank relative aux installations photovoltaïques en zone verte et l'établissement d'un plan sectoriel pour parcs éoliens, adressée au Ministre de l'Environnement
 - Question N° 3 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Henri Kox relative à la promotion et aux primes en faveur des énergies renouvelables, adressée au Ministre de l'Environnement
 - Question N° 2 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf relative à la lutte contre le tabagisme au niveau national, adressée au Ministre de la Santé
 - Question N° 4 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Anne Brasseur relative aux infrastructures sportives, adressée au Ministre des Travaux publics et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire
 - Question N° 5 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Robert Mehlen relative aux travaux de la route du Nord, adressée au Ministre des Travaux publics
 - Question N° 6 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Viviane Loschetter relative aux droits de pension en cas de divorce, adressée au Ministre de la Sécurité sociale
 - Question N° 7 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Gast Gibéryen relative à un rapport annuel sur

les subventions de l'État, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

5. Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng relative à l'avenir de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF)

(Discussion générale)

6. 4754 - Proposition de loi portant

1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;
2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution - Second vote constitutionnel

(Discussion générale - Second vote constitutionnel)

7. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Wann dat net de Fall ass, da wëllt ech zu folgende Kommunikatiounen kommen.

1. Communications

1) Conformément à l'article 7, paragraphe 5 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et aux dispositions des articles 117 à 130 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée, 30 jours au moins après la présente communication, à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre démissionnaire.

Les intéressés posent leur candidature par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard dans les 15 jours qui suivent la présente communication.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

- a) être de nationalité luxembourgeoise,
- b) jouir des droits civils et politiques,
- c) offrir les garanties de moralité requises,
- d) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction,
- e) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes: sciences économiques et sociales, études de réviseur d'entreprise, droit et science politique.

La présente information sera publiée sous forme de communiqué de presse par le Greffe.

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Depuis le 5 août 2004, les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. 5376 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne „EUROCONTROL“ du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.09.2004

2. 5377 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa seizième session, à Paris, le 14 novembre 1970

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.09.2004

3. 5378 - Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.09.2004

4. 5379 - Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Dépôt: M. le Ministre de la Sécurité sociale, le 09.09.2004

5. 5380 - Projet de loi portant réglementation du commerce des semences et plants et concernant la mise en culture de semences et plants génétiquement modifiés

Dépôt: M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 10.09.2004

6. 5381 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de la Défense: le 27.09.2004

7. 5382 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission SFOR de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de la Défense: le 27.09.2004

8. 5383 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de la Défense, le 27.09.2004

9. 5384 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 30.09.2004

10. 5385 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs

Dépôt: M. le Ministre des Transports, le 11.10.2004

11. 5386 - Projet de loi

1) complétant la transposition de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;

2) modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

3) modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail

Dépôt: M. le Ministre du Travail et de l'Emploi, le 12.10.2004

12. 5387 - Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé „centre hospitalier neuropsychiatrique“

Dépôt: M. le Ministre de la Santé, le 14.10.2004

13. 5388 - Projet de règlement grand-ducal complétant le règlement grand-ducal du 3 février 1998 portant exécution de Directives des C.E. relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que de tracteurs agricoles et forestiers à roues

Dépôt: M. le Ministre des Transports, le 18.10.2004

14. 5389 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de:

- la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;

- la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

- l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Dépôt: M. le Ministre du Trésor et du Budget, le 18.10.2004

15. 5390 - Projet de règlement grand-ducal concernant la fixation des caractères et des conditions minimales pour l'examen des variétés de vigne

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 22.10.2004

4) Par lettre du 19 octobre 2004 Monsieur le Député Henri Kox a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement sur la politique agricole, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être des animaux.

5) M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors d'une réunion des Présidents des délégations auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes), qui s'est déroulée le 13 septembre 2004 à La Haye.

Les parlementaires des États membres de l'Union européenne et des pays candidats ont préparé la XXXII^{ème} COSAC qui se déroulera les 22 et 23 novembre 2004 à La Haye. Lors de ladite réunion, les représentants parlementaires discuteront entre autres sur leur nouveau rôle dans le contrôle du respect du principe de subsidiarité, en particulier le mécanisme d'alerte précoce introduit dans le Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé à la Constitution européenne.

Aux termes du Protocole, tout Parlement national d'un État membre peut, dans un délai de six se-

maines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif européen, adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Dans le cas où un tiers des Parlements concluent au non-respect du principe de subsidiarité, le projet de la Commission européenne doit être réexaminé.

Les parlementaires profiteront également de la réunion de novembre pour échanger leurs points de vue sur le calendrier des ratifications de la Constitution et l'éventuel recours à un référendum dans les différents États membres de l'Union.

6) Des parlementaires de 140 parlements ont assisté à la 111^{ème} Assemblée de l'UIP (Union interparlementaire) qui s'est déroulée à Genève du 28 septembre au 1^{er} octobre 2004. La délégation luxembourgeoise était composée par M. Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés, ainsi que par M. Lucien Clement, M. François Bausch et M. Robert Mehlen, membres du Bureau.

Sur proposition de la délégation iranienne, avec l'appui du groupe géopolitique Asie-Pacifique, les quelque 500 parlementaires ont discuté sur la situation alarmante en Iraq et la nécessité d'une action parlementaire pour y restaurer la paix et la sécurité. Les représentants des différents parlements ont plus particulièrement encouragé les Nations Unies à recourir à l'expertise de l'UIP lors des conférences internationales consacrées au rétablissement de la démocratie en Iraq. L'UIP propose d'ailleurs d'assister ledit pays dans l'établissement et la consolidation de l'institution parlementaire et d'aider le nouveau Parlement iraquien au cours de l'élaboration de la nouvelle Constitution.

Lors de leurs débats, les représentants parlementaires se sont aussi intéressés au rôle des parlements dans le renforcement des mécanismes multilatéraux de non-prolifération des armements et de désarmement à la lumière des nouveaux défis qui se posent en matière de sécurité ainsi qu'au rôle des parlements pour préserver la biodiversité. Les représentants des différents parlements ont par ailleurs évalué les progrès réalisés depuis la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est déroulée en septembre 1995 à Beijing, et insistent notamment sur une présence renforcée des femmes au niveau des partis politiques grâce à l'introduction de quotas.

Les parlementaires ont également suivi une conférence sur le respect du droit international humanitaire et ont pu profiter de l'occasion pour discuter notamment avec le Président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Jakob Kellenberger.

7) M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la conférence des présidents des Commissions parlementaires des affaires étrangères des parlements de l'UE, du Parlement européen et des Parlements de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Croatie et de la Turquie, qui s'est déroulée du 30 septembre au 1^{er} octobre 2004 à La Haye.

Lors de leurs entretiens, les parlementaires ont procédé à un échange de vues avec M. Javier Solana, Haut Représentant de l'Union européenne pour la PESC et ont obtenu des explications de

M. Bernard Bot, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, sur les progrès de la PESC et de la PESD sous présidence néerlandaise. Les Présidents se sont par ailleurs intéressés à la position des pays en voie de développement dans le cadre des négociations de l'OMC.

Les représentants des parlements ont également décidé de poursuivre leurs efforts pour améliorer le contrôle parlementaire de la PESD en renforçant leur coopération et en mettant en place un mécanisme qui permettrait aux parlements d'être mieux informés dans ce domaine.

8) «La lutte contre le terrorisme est une nécessité absolue pour assurer la sécurité» - «Il est impossible de nier toutefois que le terrorisme ait aussi une dimension politique et les pays occidentaux doivent relever ce double défi de l'exclusion politique et sociale qui frappe non seulement des millions de défavorisés mais aussi des jeunes gens éduqués. Il faut répondre à l'attente de ceux qui veulent une société moins matérialiste et une distribution plus équitable du bien-être. Cette réponse ne saurait être imposée d'en haut, elle doit être construite par tous.»

Telles quelques-unes des phrases clés prononcées par Lord Judd lors du débat d'urgence sur le défi du terrorisme dans les États membres du Conseil de l'Europe, débat d'urgence qui figurait à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui a tenu la quatrième partie de sa session ordinaire de 2004 du 4 au 8 octobre à Strasbourg.

Étaient présents à cette session tous les membres de la nouvelle délégation constituée après les élections législatives du 13 juin 2004 à savoir: M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, représentants, M. Norbert Haupt, Mme Anne Brasseur et M. Jean Huss, suppléants.

Aussi Monsieur Marcel Glesener continue-t-il son mandat de Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille, mandat qui a débuté en janvier cette année-ci.

L'Assemblée a écouté les discours de:

- Mme Gertrude Mongella, Présidente du Parlement panafricain,

- M. Terry Davis, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et

- M. Supachai Panitchpakdi, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

Les principaux sujets à l'ordre du jour des huit séances étaient les suivants:

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente;

- le programme de Doha pour le développement: le commerce mondial à la croisée des chemins;

- fonctionnement des institutions démocratiques en Serbie-Monténégro;

- la mise en œuvre de la Résolution 1358 (2004) sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Azerbaïdjan;

- stratégie européenne pour la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs;

- participation des femmes aux élections;

- l'OCDE et l'économie mondiale avec une intervention de M. Herwig Schlögl, Secrétaire général adjoint de l'OCDE;

- mise en œuvre des Résolutions 1361 et 1374 sur le respect des obligations et engagements de l'Arménie;

- réchauffement climatique: au-delà de Kyoto;

- nouveaux concepts pour évaluer l'état de développement démocratique;

- campagne pour lutter contre la violence domestique à l'encontre des femmes en Europe;

- éducation à l'Europe et

- les tendances en matière de population en Europe et leur sensibilité aux mesures des pouvoirs publics.

La matinée du jeudi 7 octobre était réservée à la Tchétchénie avec comme sujets pour les débats:

- la situation politique en République tchétchène: mesures visant à accroître la stabilité démocratique conformément aux normes du Conseil de l'Europe,

- la situation des droits de l'homme en République tchétchène et

- la situation humanitaire de la population tchétchène,

débats au cours desquels sont intervenus M. Alvaro Gil-Robles, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, et M. Alou Alkhanov, Président de la République tchétchène.

Un débat d'actualité sur les relations entre la Géorgie et la Fédération de Russie figurait également à l'ordre du jour.

En dehors de la communication de M. Jan Petersen, Ministre des Affaires étrangères de la Norvège et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté:

- l'allocution de S.A.S. le Prince Héritier Albert de Monaco dans le cadre de l'adhésion de Monaco comme 46^e pays à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe,

- l'allocution de M. Giovanni Di Stasi, Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe et

- le discours de M. Recep Tayyip Erdoğan, Premier Ministre de la Turquie.

Il faut retenir aussi qu'au titre de la Slovaquie, M. Jan Sikuta fut élu Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme à compter du 1^{er} novembre 2004 jusqu'au 31 octobre 2010.

L'Assemblée a adopté une série de recommandations, de directives et de résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

9) Par lettre du 20 octobre 2004 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre les positions et résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 16 septembre 2004:

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion du protocole fixant, pour la période du 3 décembre 2003 au 2 décembre 2007, les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le Gouvernement de Maurice concernant la pêche dans les eaux de Maurice;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche thonière et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et la République démocratique de Madagascar concernant la pêche au large de Madagascar, pour la période allant du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2006;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et la République du Cap-Vert concernant la pêche au large du Cap-Vert pour la période allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005;

- résolution sur la situation au Bélarus;

- résolution sur la situation en Irak.

2. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Virschlag vun der Presidentekonferenz froen ech d'Chamber, ob se domat averstanen ass ee Projet de loi an eng Proposition de loi vum Rôle ze sträichen, déi an der Tëschenzäit géigestandslos gi sinn. Et ass dat de Projet de loi 5076 iwwert d'Recht op Eegentum a Bewegungsfreiheet an zweetens d'Proposition de loi 5167 iwwert den neien Artikel 940-1 am Code de procédure civile.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass dann esou decidéiert.

Mir kommen dann zum Ordre du jour vun dëser Woch.

(Interruption)

Den Här Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Ech wollt lech just kuerz ënnerbriechen. Zwou Kommunikatiounen sinn nach vergiess ginn. Dat Éischt ass: Mir hunn e Bréif geschriwwen als Fraktioun, dass an der aussepolitischer Kommissioun den Här Felix Braz de Volet Immigratioun an Asyl iwwerhëlt. An dat Zweet ass: Ech hunn lech gëschter e Bréif geschriwwen, wou ech den Dépôt gemaach hu vun enger Resolution iwwert d'Asetze vun engem Zukunftskonvent. Dat ass elo net virgedroe ginn, mä ech hunn dat gëschter schrëftlech erguschéckt. Et war elo just fir dat ze rappelieren.

M. le Président.- Très bien, Här Bausch. D'Chamber hält Akt vun Ären zwou Kommunikatiounen, déi normalerweis d'Presidentschaft hält misse maachen, mä elo hutt Dir et selwer gemaach an domat, mengen ech, wier deem Rechnung gedroen.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Chamber ubelaangt, denken ech, dass eng Ufro do ass fir eng Modifikatioun. Ech wëll awer fir d'Éischt emol den Ordre du jour virdroen, a wann ech dee virgedroen hunn, da géife mer gegebenenfalls debattieren, ob et zu enger Modifikatioun vum Ordre du jour kënnt oder net.

An hirer Réunion vum 21. Oktober huet d'Presidentenkonferenz fir dës Sitzungswoch folgenden Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer éischens eng Froestonn un d'Regierung, eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Zukunft vun der Eisebunnesgesellschaft, dann dréitens d'Diskussion an den zweete Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsreform 4754 nom Modell 2. Bei dësem Punkt gëtt nom Artikel 114 vun der Verfassung ofgestëmmt, dat heescht dass eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert ass. An dësem Fall ass de Vote par procuration net erlaabt.

Dann hu mer mar um hallwer dräi:

1) de Projet de loi 5336 iwwert de Bau vun engem Fleegeheim zu Ierpeldeng bei Ettelbréck nom Modell 1;

2) de Projet de loi 5320 iwwert den Embau vum Altersheim op der Rumm nom Modell 1;

3) d'Diskussion an den zweete Vote constitutionnel vun dem Projet de loi 5165 iwwert de Blanchiment, och nom Modell 1;

4) de Projet de loi 5326 iwwert d'Afektatioun vum Resultat vum Compte général 2002, ebenfalls no dem Modell 1;

5) de Projet de loi 4938 iwwert de Compte général vum Joer 2000, och nom Modell 1.

Iwwermer, en Donneschden um hallwer dräi hu mer:

- de Projet de loi 5321 iwwert de Bau vun engem Fleegeheim zu Klierf nom Modell 1;

- de Projet de loi 5176, d'Ofännerung vun enger UNO-Konventioun géint d'Folter, nom Modell 1;

- de Projet de loi 4691, en Ofkommes tëscht de Benelux-Staten an anere Länner iwwert d'Zréckweisung vun illegalen Awanderer nom Modell 1;

- de Projet de loi 5364, eng budgetär Upassung vum Bau vum Gasprecher Kräiz nom Modell 1 an

- de Projet de loi 5365, eng budgetär Upassung bei der Gestaltung vun der Kräizung Escher Strooss a Märelor Strooss nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Den Här Jaerling freet d'Wuert zum Ordre du jour. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR).- Här President, opgrond vum Artikel 76-5 vun eise Chamberreglement erlaben ech mer eng Ännerung vum Ordre du jour hei ze froen.

Den 23. am Heemount 2004 hat ech dem Här Wirtschaftsminister eng schrëftlech Fro gestallt, d'Fro 14, am Zesammenhang vun der Participatioun vum Lëtzebuerger Stat bei der Kapitalerhéijung vun der Arcelor. Den 11. am Karschnatz huet den Här Minister mech an engem Schreiwes op e Pressecommuniqué higewisen, deen den 30. am Heemount vum Wirtschaftsministère am Zesammenhang mat der Kapitalerhéijung vun der Arcelor publizéiert géif. De Pressecommuniqué - ech kann nach méi lëtzebuergesch schwätzen an da verstëtt Dir guer näischt méi - sollt deem Courrier bäileeën, e louch awer net bäi.

Wéisou ass et méiglech, dass de Wirtschaftsminister den 30. am Heemount e Pressecommuniqué kann zu deem vu mir ugeschnidde Thema publizéieren, awer net capabel ass mir den 11. am Karschnatz op meng Fro zum selwechten Thema ze äntweren?

Ech muss awer fairnesshalber sech ginn, dass den Här Minister sech mëndlech bei mir entschëllegt huet, schrëftlech awer op meng Fro bis haut nach ëmmer keng Äntwert virläit.

Ech fannen et e schlechte Stil vun engem Minister, wann en op eng kloer Fro keng Äntwert gëtt a mech einfach op e Communiqué verweist. Ech hunn der Madame Staatssekretärin, déi fir d'Relatioun mam Parlament zoustänneg ass, meng Bedenken iwwert dee Stil matgedeelt an ech hunn och do keng Äntwert kritt, net emol en Accusé de réception.

Et besteet menger Usicht no do e reelle Problem tëscht der Regierung am Moment an dem Parlament, wann dat mam Frobeantworten esou weidergeet. Well de 14. am Broochmount hat ech dem Här Statsminister a menger parlamentarescher Fro Nummer 3 eng konkret Fro gestallt iwwert d'Wirtschaftsspionage hei am Land. D'Äntwert war leedeglech en Exposé iwwer eis Legislatioun, ouni awer mol iwwerhaupt op meng Fro anzegoen.

De 16. am Karschnatz hunn ech a menger Question parlementaire Nummer 46 un den Här Justizminister verschidde Froen gestallt iwwert d'Velofuerer an d'Foussgänger, an d'Froen Nummer 5, 6, 7 an 8 aus deem Schreiwes goufen net beäntwert. De 24. am Karschnatz 2004 a menger Question parlementaire Nummer 53 hat ech dem Här Finanzminister eng Fro gestallt iwwert de Refus vun Euroschäiner a verschidde Geschäfte. Meng Froe 4, 5 a 6 aus deem Schreiwes goufen net beäntwert. De 26. am Karschnatz 2004 hat ech dem Här Finanzminister eng Fro gestallt,

d'Fro Nummer 60 iwwert d'Eurocentmëzen. Hei ass an enger auswäichender Äntwert op d'Zentralbank verweise ginn.

Ech kann net domat d'accord sinn, wéi d'Parlament hei vun der Regierung behandelt gétt. D'Parlament huet d'Recht d'Regierung ze kontrolléieren. Eent vun den Initiativ-rechter heivunner sinn d'Questions parlementaires an déi mussen kloer beäntwert ginn, wann ee gären Transparenz hätt.

Här President, dofir halen ech drop, dass am Zesammenhang mam Artikel 76-5 vun eise Chamberreglement meng Froen Nummer 3 vum 14. am Heemount, Nummer 14 vum 23. am Heemount, d'Nummer 46 vum 16. am Karschnatz, d'Nummer 53 vum 24. am Karschnatz an d'Nummer 60 vum 26. am Karschnatz op den Ordre du jour vun der Chamber kommen, fir integral beäntwert ze ginn an ech hoffen, dass mat menger Interventioun a mat der Äntwert op meng virzitéiert Froen hei am Parlament kloergestallt ass, dass eng besser Relatioun zwëscht der Regierung an dem Parlament muss vun Ufank un hei zustane kommen, an ech hoffen och, dass meng Froen, déi ech op Lëtzebuergesch hei am Lëtzebuerger Parlament stellen, och op Lëtzebuergesch beäntwert ginn, ausser wann et sech effektiv ëm héich technesch Froen handelt.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Grethen vläicht direkt och dozou.

M. Henri Grethen (DP).- Här President, et ass praktesch e Fait personnel. Mä am Heemount war ech nach Wirtschaftsminister.

(Hilarité)

M. Henri Grethen (DP).- Et ass elo natierlech, wa mä Successeur vläicht net mat där néideger Präzisioun - op déi am Karschnatz - duerno...

(Hilarité)

...op déi Fro geäntwert huet, da war et vläicht, well d'Transmissioun vun de Pouvoiren an domadder d'Informatiounen am Wirtschaftsministère net optimal funktionéiert hunn.

Ech sinn awer frou, dass mäin Nofolger op e Communiqué verweisen huet, deen ech nach am Heemount iwwert déi Operatioun publizéiere gelooss hat, an deem eigentlech alles drastesch an an deem een déi Informatioun misst kënne fannen. Et kann een näischt anescht op déi Fro äntweren, déi ech nach an der Erënnerung hunn, déi den Här Jaerling gestallt huet, wéi dat, wat dee Moment an deem Communiqué stoung.

M. le Président.- Wat dem Här Jaerling seng Remarque ubelaangt iwwert d'Relatiounen tëscht der Chamber an der Regierung, wat d'Beantworten vun de Froen ubelaangt, hunn ech mer erlaabt e Bréif un d'Regierung ze adresséieren, wou ech se op déi eenzel Dispositiounen vun eise Reglement opmierksam gemaach hunn an ech hunn dat bal gemengt kënne ze soen, dass et eng Fro vu Respekt vis-à-vis vum Parlament ass, fir, wann et nëmme méiglech ass, an deenen Délaien, déi an eise Reglement virgesi sinn, op d'Froen ze äntweren.

Ech hunn awer zur selwechter Zäit och e Bréif un d'Deputéierte gemaach, fir och si drop opmierksam ze maachen, dass mer e Chambersreglement hunn an dass bei der Opstellung vun de Froen, an der Formulierung vun de Froen, och d'Deputéierte sech mussen halen un dat, wat an eise Reglement virgesinn ass.

(Interruption)

Wat elo d'Demande ubelaangt vum Här Jaerling, fir eng Modifikatioun vum Ordre du jour virzehuelen, esou ass et säi Recht, opgrond vum Artikel 76-5, wann e Minister net bannen engem Mount geäntwert huet, fir dës Froen kënnen hei en Séance publique duerzeleeën a gegebenenfalls och d'Äntwerten ze kréien.

Ech muss allerdéngs soen, dass ech, an ech denken de Greffe och, elo licht iwwerfuert si mat all deene Froen, déi hei opgeworf gi si vum Heemount bis zum Karschnatz...

(Hilarité)

...an ech weess net, wat nach derbäi war.

Ech mengen, mir missten elo mol kucke fir de Relevé vum Här Jaerling ze kréie vun all deene Froen, déi hien elo gäre beäntwert hätt an déi hie gären um Ordre du jour vun der Chamber hätt. Dat ass säi Recht. Mir kënnen dat och maachen. Mä mir mussen awer kucken, dass mer och déi zoustänneg Ministeren hei hunn, fir dann op d'Froen ze äntweren.

Esou dass ech géif bieden, den Här Jaerling, dass mer eis elo mol kënnen a Rou déi Froen ukucken, déi hien hei gäre géif stellen a beäntwert kréien, da kucken, ob d'Regierungsmemberen dës Woch disponibel sinn. Ech géif den Här Jaerling froen, wann dat net de Fall ass: Hält hien dann awer drop fir se dës Woch ze huelen oder kënnen mir se eng aner Woch huelen, wann d'Regierungsmembere kënnen do sinn?

M. Aly Jaerling (ADR).- Bon, Här President, et ass keng Geschicht vun Zäit. Et ass einfach eng Geschicht, dass ech déi Fro gäre beäntwert hätt, déi ech gestallt hunn. Ob déi elo dës Woch oder déi nächst Sessioun - also déi nächste Kéier, wou Chamber ass - beäntwert ginn, dat spillt u sech keng Roll.

M. le Président.- Très bien, ech géif also proposéieren, dass mer de Moment mol géifen den Ordre du jour, esou wéi ech e virgedroen hunn, bäibehalen. Mir géife kucken, wat hei néideg ass vun Äntwerten, a wa Regierungsmemberen disponibel wieren an Zäit hätte fir dës Woch nach an d'Chamber ze kommen, da géife mer mat deenen en Dag an eng Stonn ausmaachen, wou se heihinner kéime fir déi Froen ze beäntweren. Mir kommen also dorobber zréck.

Voilà! Bon, ech denken, dass mer dann ënnert där Restriktioun den Ordre du jour vun dëser Chamber vun dëser Woch kënnen esou unhuelen, wéi ech e virgedroen hat. Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir hunn also haut de Mëtteg fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntweren. Ech wëll bemierken, dass d'Presidentenkonferenz mech gebieden huet an där Problematik hei, esou wéi och pour le reste, wat d'Riedezäit ubelaangt, opzepasen, dass mer och no eise Reglement verfuere. Ech géif also esougutt d'Deputéierte wéi och d'Regierungsmembere bieden, fir sech un déi Zäit ze halen, déi virgesinn ass.

Mir hunn eng éischt Fro, d'Fro Nummer 1 vum Här Marco Schank un den Umweltminister iwwert d'Installatioun vu Sonnekollektoren a Wandmillen. An zur gläicher Zäit hu mer d'Fro Nummer 3 vum Här Henri Kox un den Umweltminister iwwert d'Prime fir erneierbar Energien.

Ech denken, dass et utile wier, wann een déi zwou Froen kéint mateneen huelen. Dat heescht, déi zwou Froen gi gestallt an de Minister huet seng Zäit fir op déi zwou Froen, eng no där aner, ze äntweren. Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Voilà. Dann hätt den Här Schank elo d'Wuert fir seng Fro iwwert d'Installatioun vu Sonnekollektoren a Wandmillen ze stellen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 1 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Marco Schank relative aux installations photovoltaïques en zone verte et l'établissement d'un plan sectoriel pour parcs éoliens, adressée au Ministre de l'Environnement

M. Marco Schank (CSV).- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eng Fro un eisen neien Umweltminister stellen, an zwar am Kontext vun den erneierbaren Energien. Dir wësst, dass erneierbar Energië jo e Piller si vun der Nohaltegkeetspolitik vun der fréierer a vun dëser Regierung, an ech wollt am Fong zwou Saache wëssen, och am Zesammenhang mat der Akzeptanz vun den erneierbaren Energien, déi mir perséinlech ganz wichteg ass dobaussen.

Fir d'Éischt mol déi éischt Fro am Kontext mat der Photovoltaik. Mengen Informatiounen no sinn eng Partie där Anlage genehmegt ginn an der Zone verte, an ech wollt wëssen, ob den Umweltminister och an Zukunft wëllt ähnlech verfuere am Kontext mat dem Naturschutzgesetz - éischters -; zweetens ob hien der Meenung ass, dass déi Anlagen och mussen vun der Gemeng, also an deem Fall vum Buergermeeschter, genehmegt ginn.

An zweetens wollt ech am Kontext vun der Wandenergie wëssen, ob et net sännvoll wier e Plan sectoriel an deem Kontext ze maachen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Voilà, dann huet den Här Kox d'Wuert.

- Question N° 3 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Henri Kox relative à la promotion et aux primes en faveur des énergies renouvelables, adressée au Ministre de l'Environnement

M. Henri Kox (DÉ GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, se ass zwar e bëssen anescht - meng Froestellung. Et geet zwar wuel och ëm d'alternativ Energien, déi och fir mech e ganz wichtegen Apport sollten duerstellen. Et geet ganz speziell ëm déi zwee Reglementer; d'Reglement vum 17. Juli 2001 iwwert d'Promotioun vun erneierbaren Energien an dat zweet Reglement ass den 28. Dezember 2001 gestëmmt ginn, wou et ëm d'Prime d'encouragement geet. Mir wëssen alleguerten, déi zwee Reglementer lafen aus zum 31. Dezember.

Dobaussen am Secteur ass eng grouss Veronsécherung: Wat passéiert mat deene Gesetze? Wéi gi se weider? Gëtt nach weider Ennerstëtzung gewährt? Wéi héich sinn déi Ennerstëtzen? Et geet jo net nëmme ëm de Rôle vun der Photovoltaik. Et ass d'Biomasse. Et ass d'Wandenergie. Et ass d'Waasserenergie. Et ass d'Solarthermie, déi och e ganz wichtegen Apport sollt duerstellen.

Meng Fro also: Wéi, wéini a wou triede se elo un, déi Diskussiounen, respektiv soll ee net elo schon eng Verlängerung virgesi vun deenen zwee Reglementer, dass een eng Iwwergangszäit virgesäit, zumindest vun dräi bis

sechs Méint, géif ech mol mengen, bis mer déi Diskussiounen all kënnen anstänneg duerchgefuert hunn?

Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Kox. Den Här Ëmweltminister huet d'Wuert.

■ **M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement.** - Merci, Här Président. Déi zwee Kolleegen, d'Deputéierte Kox a Schank, werfen eng Fro op, déi effektiv eng gewësse Veronsécherung dobausse mat sech bréngt. Ech mengen do ass keen Zweifel. Dat heescht souwuel bei deene Leit, déi amgaange sinn Anlagen ze decidéieren oder scho wäit fortgeschratt sinn an hire Preparatiounen, wéi och beim Secteur wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt.

D'Tatsaach, dass déi zwee Reglementer - fir vläicht mat der Fro vum Här Kox unzefänken - den 31. Dezember 2004 auslafen, ass jo keng Décisioun gewiescht, déi elo eis, des Regierung, implizéiert. Ech mengen mir hunn eng Tatsaach virfonnt am August, et war virun allem am September, an d'Fro, déi sech stellt, ass fir d'éischt déi, dass dat eng Rei budgetär Implikatiounen huet, déi mer d'lescht Woch hei an dëser Chamber vum Budgetsminister nach eng Keier erkläert kritt hunn.

Effektiv huet et sech erausgestallt an de Virbereedunge vum Budgetsprojert 2005, dass dat eng Diskussioun wäert ass ze kucken inwiewäit, an ech mengen dann net emol insgesamt d'Totalchifferen un Dépenses, déi dat bedeit, mä och d'Fro inwiewäit dass een eng Ausbalancéierung kritt par rapport zu budgetäre Kreditter, déi een implizéiert, oder awer och iwwert de Stroumpräis, ob een zum Beispill iwwert de Fonds de Compensation ka fueren. Dat ass jo eng ganz essenziell Fro och vun der Gestaltung vun deem wat mer an deenen nächste Joren op deem Plang wëlle maachen.

Ech wëll dofir soen, dass d'Regierung ganz staark drun interesséiert ass, an ech mengen dat ass jo awer scho ganz wichteg, dass de finanzielle Förderprogramm soll weidergefuert ginn iwwert den 1. Januar 2005 eraus, dass mer zweetens der Meenung sinn, dass ee vun der Geleeënheet an der Zäit, och wa se ganz knapp ass, soll profitéieren fir net nëmmen eng kleng Revisioun ze maachen, fir also eenzel Tauxen oder bei der Aspeisprime zum Beispill an d'Luucht oder erfzesetzen, mä dass ee wierklech eng Reform soll maache fir ze kucken: Ass et net noutwendeg eng Ausbalancéierung ze maache fir eenzel Saache manner ze förderen, awer dofir eng Rei vun anere Saache méi ze förderen? Zum Beispill am Zesummenhang mat enger méi staarker Energieeffizienz, déi verschidde Saache kënnen hu par rapport zu anere Saachen. Ech ginn net an den Detail. Ech mengen Dir verstitt wat ech domadder wëll soen.

An da mengen ech och déi Fro ze klären, déi de Budgetsminister an d'Regierung insgesamt interesséiert, ze kucken ob mer hei, bei eenzelne Subventionéierungen, och eng Ausbalancéierung musse maachen téschent deem wat ee seet: Hei ass den Intérêt fir Geld ze verdéngen méi grous wéi den Intérêt eppes ze maache fir d'Ekologie. Och déi Soucien, mengen ech, solle mer kucken. Jiddefalls, d'Kreditter vum Ëmweltministère sinn dofir do fir eenzeg an eleng d'Leit ze ënnerstëtze fir eppes ze maache fir d'Ëmwelt, fir d'Ekologie, an net onbedéngt fir eppes ze maache fir derbäi Geld ze verdéngen. Och dee Souci, an ech mengen dozou sti mer, dass eis dee Souci interesséiert, musse mer considéieren.

Da war et eng Fro am September: eng Revisioun oder eng Reform? Mir hunn eis dofir entscheet fir méi déif ze goen, d'Analys méi déif ze

maachen. Mir si säit zwee Méint amgaangen intensiv mat alle Mataarbechter, souwuel an der Ekonomie wéi och am Environnement, well mer eis och verschriwwen hunn dat zesummen ze maachen, dorunner ze schaffen. Mir wäerten en éischten Entworf der Regierung an zwou Woche kënnen ënnerbreeden.

Ech hu mech an der Ëmweltkommissioun dozou verflücht fir déi zwee Reglementer - herno gétt et vläicht nëmme méi eent, wa mer se zesummeleeën, ech mengen dat ass awer eng onwichtig Fro -, natierlech och dann an der zoustänneger Kommissioun, souwuel d'Ekonomie wéi den Environnement an enger Commission jointe, wann déi zwou Kommissiounen domat d'accord sinn natierlech, ze diskutéieren an dann esou schnell wéi méiglech an de Conseil d'État ze goe fir ze kucken d'Reglementer esou schnell wéi méiglech a Kraaft ze kréien, woubäi mengen ech den Datum net onbedéngt déi wichtegst Fro ass.

Éischtens kënnen mer Facturé vun deem Regime, dee mer haut hunn, mathuele bis den 31. Mäerz 2005, an op där anerer Säit mengen ech ass et méiglech fir och herno Anlagen, déi op der Basis gemaach gi vun deem neie Regime, och ze considéieren vum 1. Januar un. Esou dass den Zäitraffer zwar spillt, mä dass en net, mengen ech, elo esou wichteg ass.

Wat déi Fro ubelaangt vum Här Schank, ass dat eng Fro, déi eis effektiv ganz vill Surge mécht. Et ass esou, dass mer am neien Naturschutzgesetz, ech mengen am Artikel 6, eng Bestëmmung am leschte Moment erageholl hu fir Anlagen am Beräich vun den erneierbaren Energien och iwwert d'Naturschutzgesetz kënnen an de Zones vertes ze bewëlegen op der Basis vun der Utilité publique. An ech si mam Kolleeg Marco Schank d'accord, dass mer hei wéinstens zwee Soucië mussen hunn.

Mir mussen de Souci hu vun der Utilité publique. Mir mussen awer och de Souci nach ëmmer hunn, géing ech soen, vun der Landschaft, vun deem wat mer eventuell u Landschaftsverschandelung maachen, an ech mengen, dass de Souci muss sinn an dass deen an der Zwëschenzäit bei der Regierung och ass, fir déi zwou Saachen ze kucken.

Mäi Virgänger, oder de fréiere Statssekretär, fir et richteg ze soen, huet eng Rei vun Anlagen op der Basis vun deem alen Naturschutzgesetz vun 1982 bewëlegt mat dem Argument vun der Utilité publique. Ech mengen, dass een an der Zwëschenzäit déi zwou Saache muss kucken, an ech wäert jiddefalls och an der Approche déi zwou Saache kucken. Well ech denken, dass mer awer mussen oppassen - an de Marco Schank huet Recht ze soen, dass effektiv ëmmer méi Leit sech d'Fro stellen, dass een engersäits zwar Anlage brauch fir eis Zilsetzung vun de 5,7% vun erneierbarem Stroum vun eiser Stroumconsommation bis zum Joer 2010 ze errechen, da musse mer an der Förderung weiderfueren, soss kann dat Zil onméiglech erreicht ginn -, mä dass een op där anerer Säit awer muss oppassen, wann ech dat salopp ka soen, wat een dobaussen an der Landschaft effektiv och urricht.

Ech mengen dee Souci schéngt mer wichteg ze sinn, souwuel bei de Photovoltaikanlagen, wann et sech ëm grous Megaanlagen handelt, wéi och bei de Wandmilleparken, wou een déi zwee Soucië muss hunn, esou dass ech also d'Attitud wäert anhuelen an Zukunft fir mech mat deenen zwou Saachen ze beschäftegen. Utilité publique engersäits, ech mengen et ass unerkannt bei den erneierbaren Energien, dass et d'utilité publique ass. Mä op där anerer Säit awer och ze kucken: Wéi ass dat mam Naturschutz, mat der As-

thetik vun der Landschaft an esou virun, wéi ass dat domadder kompatibel?

An dann ass et richteg, dass d'Gemengen an de Buergermeeschter eng Responsabilitéit behalen. Mir si bei eenzelnen Anlagen, ech wëll elo keng hei nennen, am Kontakt mat de Buergermeeschtere fir ze kucke wéi d'Responsabilitéite vum Buergermeeschter a vum Ministère si fir gemeinsam eng Attitud ze fanne par rapport zu der Décisioun, déi mer dann definitiv ze huelen hunn.

Ech hunn, dat éiert mech, d'Recht kritt vum Landesplanungsminister Jean-Marie Halsdorf, fir a sengem Numm ze soen, an hien huet dat op enger Aweiung, déi mer viru kuerzem zu Buerschent hate vun engem Wandmillepark, och nach eng Keier däitlech gemaach, dass mer der Meenung sinn - den Dossier huet zwar schon e bëssen e laange Baart -, dass e Plan sectoriel um Niveau vun de Wandmille, mä och um Niveau vun esou Anlage vun erneierbaren Energien effektiv noutwendeg ass, an hien huet mer confirméiert, dass hien d'Regierung sous peu géif mat dem Prinzip vun esou engem Plan sectoriel an den éischten Aarbechte befaassen.

Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Dann huet d'Wuert den Här Niki Bettendorf fir d'Fro Nummer 2 un de Gesondheitsminister iwwert den Tubak. Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - Dir fëmt jo esou gär.

■ **M. le Président.** - Macht mer elo kee Misär!

- Question N° 2 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf relative à la lutte contre le tabagisme au niveau national, adressée au Ministre de la Santé

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - Här President, aus engem Pressecommuniqué vun der Europäescher Kommissioun vum 22. Oktober, also déi lescht Woch, geet er vir, datt d'Europäesch Unioin hir Lutte géint den Tabagissem intensifiéiert. Et gouf eng grous Campaigne médiatique annoncéiert. Haut kunne mer verschidde geschriwwen Texter op den Zigarettépäck, wéi zum Beispill „fumer nuit gravement à la santé et à votre entourage“. Elo solle Biller op de Päck ze gesi sinn, wéi zum Beispill krank Longen, e Kadaver an der Morgue, eng Tumeur am Hals, Zänn, déi erausfallen. Dat Ganzt wierklech ofstoussend. Ech wollt dofir vun eisen Autoritéite wëssen, ob hei zu Lëtzebuerg esou Biller op den Zigarettépäck virgesi sinn?

Här Minister, Dir hutt och duerchblécke gelooss, datt Der an der Tubakbekämpfung nei Weeër wëllt goen. Kënn Dir ons vläicht soen, wéi Dir dat an der Zukunft gesitt?

Merci am Virus.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bettendorf. Den Här Gesondheitsminister huet d'Wuert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir mech e bëssen en ongewinntent Gefill well d'Rolle sech ëmgedréint hunn. Ech ka mech ganz gutt un déi Zäit erënneren, wou ech op där anerer Säit stoung a Froen un d'Regierung gestallt hunn. Aus Respekt, deen ech ëmmer ageklot hunn, wéi ech nach op där anerer Säit stong, probéieren ech dann dofir esou gutt wéi méiglech op d'Froen vun de Kolleegen De-

putéierten ze äntwerten an ech sinn dem Niki Bettendorf ganz dankbar fir seng Fro. Si erlaabt mer dem Oppositionspolitiker de Spiegel virzehalen an en drun ze erënneren, wat d'Approche an där dooter Thematik vu senger Kolleegen an der Regierung war.

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Dofir musst Dir mir net de Spiegel virhalen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Mä da muss ech méi e grouse Spiegel huelen.

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - Här Minister, dat ass vum 22. Oktober, dat ass vun der leschter Woch.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - A gläichtzäitig gétt et mer dann d'Geleeënheet fir déi nei Weeër ze definéieren. Déi Approche vun der viregter Regierung an där heiter Fro war eng minimalistesch an de Carlo Wagner weess dat, well e voll gudder Intentione wëlles hat zu senger Zäit d'OMS-Konventioun géint den Tabagismus duerch d'Regierung ze bréngen a ratifizéieren ze loosse vun der Chamber. En ass leider deemools net duerchkommen an d'Regierung huet sech Däitschland ugeschloss, fir e Recours géint déi nei Direktiv ze huelen. Dee Recours leeft nach ëmmer. Dofir also, d'Approche vun dem Här Bettendorf senger Kolleegen war éischerter méi eng minimalistesch. Wat elo d'Approche vun...

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Här President, mir waren der Meenung, esou laang am Regierungsrat géif gefëmmt ginn, sollt een net ze vill helleg sinn!

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech mengen, hei geet et awer net nëmmen drëm fir Regierungsmemberen ze schützen, mä et geet drëm fir eng richteg an eng couragéiert Approche vis-à-vis vun engem vun den Hauptkrankmaacher ze huelen, an do soll een, wann ech gelift, net nëmmen no sech selwer kucken, mä do soll een och no deenen anere kucken. Well, an Dir hutt mer d'Stéchwuert ginn, de Longekriibs stellt bei de Männer 8,5% vu sämtlechen Doudesfäll duer, mat Tendenz no ënnen, well ëmmer méi Männer bereet sinn opzehale mat fëmmen. Bei de Frae stellt de Longekriibs ëmmerhin nach 2,5% vu sämtlechen Doudesfäll duer, mat steigerender Tendenz, esou dass also en Handlungsbedarf do ass, besonnesch da wann een a säi Programm geschriwwen huet, dass ee méi gesond Liewensaart a -weise wëllt förderen, dass ee preventiv wëllt wierken an dann also och notoresche Krankmecher wëllt un de Pelz goen.

An der Regierungserklärung fannt Der dofir eng Rei vun Unhaltspunkten. Sensibiliséierungsaktiounen géint den Tabagismus, verstärkte Schutz vun Net-Raacher, Hëllef fir déi, déi bereet sinn opzehalen a Schutz vun deene ganz Jonke virum Tubakkonsum.

Den Här Bettendorf huet mech gefrot, wéi ech zu de Propositione vum Här Byrne stinn. Déi sinn net nei, an och do kann ech soen, dass déi viregt Regierung zu de Propositione vum David Byrne, déi enthalte sinn an där viregter Direktiv, och eng minimalistesch Approche hat, well schon deemools war et méiglech fir déi Pictogrammen op Tubakverpackungen ze bréngen. Déi lescht Regierung war der Meenung, dass dat net dee richtege Wee war an huet fir déi minimalistesch Approche optéiert, fir nëmme schwaarz op wäiss Warnungen op Tubakspackungen ze schreiwen.

(Interruptions)

Ech muss lech soen, Här Président, den Här Lucien Lux huet seng Zäit net voll ausgenotzt.

(Interruptions diverses)

■ **M. le Président.** - Här Di Bartolomeo, Dir wësst datt dat net geet.

■ **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Ech kommen zur Konkusioun. Ech si selbstverständlech op fir nei Kennzeechnunge vun den Zigarettépäck an ech wëll lech soen, dass an der Lutte géint den Tabagismus ech e Freideg dem Regierungsrat proposéieren, dass d'Konventioun vun der OMS ratifizéiert gétt an dësem Haus. Doniewent hu mer als Regierung schon decidéiert, am Rahme vum Budget 2005, d'Zigarettepräisser ze héijen. Ech wäert och der Regierung proposéieren, de Mindestalter fir u Kanner oder u Jugendlicher Tubak ofzeginn op 16 Joer eropzehiewen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Ech stelle fest, Dir Dammen an Dir Hären, dass ech gesot hat, dass ech gären hätt dass mer eis Zäit géifen anhalen aus Fairness, déi eng vis-à-vis vun deenen aneren, d'Parlament vis-à-vis vun der Regierung. Här Minister, Dir hutt eng Minutt méi Zäit gebraucht fir eng Äntwert ze ginn. Ech wëll lech soen, wann Der sot, dass dat ganz kuerz gewiescht wär, Dir hutt eréischt bei dräi Minutten 29 ugefaangen op d'Fro ze äntweren.

(Brouhaha général)

Wann Der éischerter ugefaangen hätt op d'Fro vum Här Bettendorf ze änneren, da wier et ganz einfach gewiescht fir lech un d'Zäit ze halen. Ech wollt dat direkt bei där éischerter Fro gesot hunn, fir datt déi aner sech och kënnen dorunner halen a wësse wéi et geet.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer un d'Fro Nummer 4 vun der Madame Brasseur un de Bauteminister an un den Innenminister iwwert d'Sportsinfrastrukturen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 4 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Anne Brasseur relative aux infrastructures sportives, adressée au Ministre des Travaux publics et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

■ **Mme Anne Brasseur (DP).** - Merci, Här President. Ech probéieren da mech un d'Reglement ze halen, esou wéi Dir dat richteg maacht, an ons Ennerstëtzung fannt Der mat Sécherheit dobäi, well d'Reglementer sinn nämlech do fir observéiert ze ginn.

Ech hunn eng Fro un den Travaux-publics-Minister an un den Innenminister iwwert d'Sportsinfrastrukturen.

Den Här Krecké a senger Qualitéit als Sportsminister huet d'lescht Woch op enger Table ronde iwwert de Sport gesot, an Zukunft dierfte keng Schoulgebaier méi gebaut ginn ouni adequat Sportsinfrastrukturen. Déi Fro, déi ech mer stellen: Sinn an der Vergaangenheet Schoule gebaut ginn ouni adequat Sportsinfrastrukturen? Wa jo, wellech? An dat ass eng Fro un de Bauteminister.

Den Innenminister wollt ech froen, ob d'Gemenge Schoulbaute realiséiert hätten ouni Sportsinfrastruktur? Wa jo, wellech?

An da wollt ech froen, wat d'Regierung da gedenkt fir do ze hëllefen, wou déi néideg Sportsinfrastruktur net do ass. Dat ass menges Wëssens bei ale Gebaier. Ob do elo en extrae Projet besteet fir deem nozekommen? A finalement wat d'Regierung da wëllt maache fir deem Appel vum Här Krecké Folleg ze leeschten?

Merci, Här President.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. Déi zwee Ministeren hu véier Minutten Zäit. Si solle

sech déi deelen, wa mer no dem Reglement fueren. Der Madame Brasseur hir Froe ware kuerz a prezis. Ech denken, dass d'Äntwerte vun der Regierung dat och kënne sinn.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir direkt op d'Fro ze äntweren: Et ass esou, dass effektiv déi Projeten, déi mer an der leschter Zäit haten, alleguer Projekte sinn, déi selbstverständlech déi Infrastrukture bëinhalt hunn, an dat ass zum Beispill de Lycée technique Josy Barthel zu Mamer, de Lycée Aline Mayrisch, de Jongelycée zu Esch, de Lycée classique vun Dikrech, wat alles Projekte ware wou genügend Sportinfrastruktur derbäi war.

Bei den Infrastrukturen, déi elo en voie de réalisation sinn, gëllt fir e groussen Deel datselwecht. Dat ass de Lycée technique Mathias Adam zu Péiteng, wou ee muss soen, datt keng Piscine derbäi ass, mä dee Problem vun der Piscine ass awer mat der Gemeng zesumme geregelt ginn. Dat, denken ech, hutt Dir nach mat ausgehandelt. De Lycée technique vun Esch-Raemerech, de Lycée technique Nic Biver vun Diddeleng, de Lycée technique Joseph Bech Maacher an de Lycée technique du Nord, deen elo am Réibau ass, wou och déi noutwendeg Infrastrukture virgësi sinn.

Datselwecht gëllt fir déi Projeten, déi elo an der Etüd sinn. Esch-Lalleng, de Lycée technique vu Jonglënster, déi wierklech an der Préparatiounsphas sinn, grad esou wéi de Lycée technique Hubert Clement, deen op d'Terres Rouges soll kommen, souwäit dee scho preparéiert ass, gesi selbstverständlech alleguer déi Strukture vir.

Do wou Schwierigkeete sinn, dat ass bei zwee Projeten. Dat ass de Lycée technique du Centre an d'Extensioin zu Dummeldeng. Wéi gesot, dee Projet kennt Dir och ganz gutt, wou keng Plaz um Terrain war fir déi Sportinfrastrukturen derbäi ze setzen an dann och aner Schwierigkeeten am Dikrech-Ettelbrécker-Raum, wou et net duergeet mat deene Strukturen, déi mer momentan hunn, an datselwecht gëllt och fir de Lycée technique pour Professions de santé, woubäi awer bei den Neibauten, déi mer amgaange sinn ze maachen, notament dee Projet, dee soll op Bouneweg kommen, selbstverständlech probéiert gëtt op deem Terrain, dee mer hunn, déi Strukturen derbäi ze setzen.

Dat heescht, et ass evident: Well de Sport um Programm steet, muss Sportinfrastrukture wa méiglech bei déi nei Gebaier kommen. Do wou dat schwierig ass oder wou Terrainsschwierigkeete sinn, mussen aner Solutiounen gesicht ginn, fir dass mer d'Schoulprogrammer kënne maachen.

M. le Président. - Merci, Här Bauteminister. Dat war kuerz, prezis an an der Zäit. D'Regierung gesäit also, datt et geet. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat de Volet ugeet vun de Gemengen, wollt ech der Madame Brasseur äntweren, dass am Fong gehöll, wou Sportsinfrastrukture bei Schoule kommen, den Innenminister sech op déi Aart a Weis domat befaasst, andeem dass en eng Approbatioun gëtt. Déi Approbatioun orientéiert sech awer net u statisteschen Elementer, well wat d'Gemenge gären allegueren hätten, dat ass eng Gemengenautonomie. Ech wëll och guer net an deem heite Kader iergendwéi eppes géint déi Gemengenautonomie ënnerhuelen. Ech fannen, si sollen en toute responsabilité décidieren, wou wat kënnt.

Ech wëll lech awer matdeelen als Landesplanungsminister, dass ech dem Ministère vun der Landesplanung mat op de Wee ginn hunn, dass mer en Inventaire wëlle maachen, wou mer all déi Equipementer an all Infrastrukturen hei am Land, ob dat sportlecher sinn, kultureller oder soss öffentlech Gebaier, fir ze kucke wou déi regional am Land sinn, fir dann am Kader vun Programme directeur de l'aménagement du déi Zonen, déi mer Zones à développement nennen, also do wou Entwecklung solle geschéien, fir do kënne besser ze plangen, Infrastrukturen hinzusetzen, eben en fonction vun der regionaler Gewichtung.

Dat huet och scho mai Virgänger, den Här Wolter, esou gesinn an ech gesinn dat genau d'selwecht. Mir maachen elo deen Inventaire an da wäerte mer dann do Décisiounen huelen an deenen nächste Wochen. An da wäerte mer och esou d'Subsidepolitik - an dat ass eng Fro op déi ech herno dem Här Gibéryen äntwere wäert - och esou orientieren, dass mer dat als Ganzt kënne gesinn, fir eist Land beschtméiglech an deem Beräich auszustatten.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Da komme mer un d'Fro 5 vum Här Robert Mehlen un de Bauteminister iwwert d'Nordstrooss. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N° 5 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Robert Mehlen relative aux travaux de la route du Nord, adressée au Ministre des Travaux publics**

M. Robert Mehlen (*ADR*). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Chantier, deen eis de Moment vill Suerge mécht, ass d'Nordstrooss. Mir wëssen alleguer, datt e finanziell relativ wäit aus dem Rudder leeft. Dat Gesetz, wat de 27. Juli 1997 initialement gestëmmt gi war, huet eng Dépense vu 14,8 Milliarde Frang virgesinn. D'Previsiounen sinn haut, ouni Adaptatioun un de Bauindex, ronn 22 Milliarden, fir bei de Frangen ze bleiwen. Dat si bal 50% méi. Wann een dat un den aktuelle Geldwäert adaptéiert, da kënnt een op ronn 25 Milliarden där aler Frangen.

Eng Ursach dovun, dat wësse mer alleguer, sinn d'Tunnelen. Ech erënnere ganz kuerz un d'Schwierigkeeten am Tunnel Markusberg, wat zwar eng aner Streck war, mä ganz besonnesch och am Gousslerberg. An deem Trajet, deen elo nach ze baue bleift, hu mer zwee grousser Tunnelen. Den Tunnel Grouft vu ronn 3 Kilometer an den Tunnel Stafelter vu knapp 2 Kilometer. Mir wëssen, datt Tunnele schrecklech deier ginn, datt se komplizéiert sinn, datt se deier zousätzlech Infrastrukture brauche wéinst der néideger Sécherheet, an datt virun allem d'Lëtzebuurger Economie net schrecklech vill dovu profitéiert, well mer keng Entreprises hunn, déi doranner spezialiséiert sinn.

Dofir wollt ech den Här Minister froen:

- 1) Aus finanzielle Grënn, gëtt de Projet wéi geplangt realiséiert?
 - 2) Gëtt en aus finanzielle Grënn eventuell zäitlech gestreckt?
 - 3) Ass d'Regierung eventuell bereet, do wou et nach méiglech ass, an notament den Tunnel Stafelter ze iwwerdenken, an eventuell op deen Tunnel ze verzichten, wat een Erofsetze vun de Käschte géng mat sech bréngen?
 - 4) Ginn déi aner gréisser Projeten duerch de Käschtepunkt vun der Nordstrooss zréckgestallt, notament bezitt déi Fro sech op d'Contournementen?
- Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Mehlen. Den Här Bauteminister huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre*

des Travaux publics. - Merci, Här President. Ech wëll ufanks déi kuerz Remarque maachen, datt et awer net einfach ass op eng Fro ze äntweren, déi am Wuertlaut, deen ech um 11 Auer de Moie krut, heescht: „iwwert d'Aarbechten an der Nordstrooss“. Dee Wuertlaut war extrem generell, an elo ginn ech dann eng ganz Rei prezis Saache gefrot, eenzel Punkte vum Projet, wou et awer am Résumé méi schwéier ass dorop ze äntweren.

Dofir soen ech effektiv: Dee Projet hei gëtt e gutt Stéck méi deier! Aus enger ganzer Rei Grënn gëtt e méi deier an deene verschiddene Sektione, déi mer hunn, well mer bei der Autobunn Tréier-lechternacherstrooss, déi fäerdeg ass, eng Extensioin op eng drëtt Pist gemaach hunn, well beim Tunnel Stafelter, Tunnel Grouft haaptsächlech et esou ass - an dat ass an der Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire scho virun enger ganzer Zäit erkläert ginn -, dass eng ganz Rei Sécherheitsmoosnamen hu misse bäigesat ginn, notament eng drëtt Pist, well och op där anerer Säit beim Tunnel Gousseldeng eng ganz Rei Schwierigkeeten dra waren, ass effektiv dee Projet mat enger ganzer Rei Zousatzkäschte verbonnen.

Dofir hunn ech drop gehalen, esou fréi wéi méiglech an d'Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire ze kommen, fir dat nach eng Kéier ze exposieren, fir och déi Zuelen op den Dësch ze leeën. An net méi spéit wéi gëschter hat ech och d'Méiglechkeet fir deene Leit an der Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire de ganzen Dossier mat deem ganzen Detail vun de Käschtepunkten op deenen eenzelne Punkten an deenen eenzelnen Deeler vun der Aarbecht virzeleeën. Ech mengen, dat ass déi Aart a Weis wéi ee muss zesummeschaffen, fir an deenen Dossieren esou kloer wéi méiglech ze sinn.

Wat elo déi prezis Froen ugeet, déi den Här Mehlen hei gestallt huet, do ass et esou, datt effektiv dee Projet, deen elo den Tunnel Grouft ass - wat déi nächst Phas ass, wa mer zu Luerenzweiler ukomm sinn -, 2003 ausgeschriwwen ginn ass. Do ass och elo d'Soumissioun ofgeschloss, esou datt deen Tunnel wäert an deenen nächste Wochen, denken ech, effektiv an déi praktesch Phas goen, also dann och gebaut gëtt.

Ech mengen, datt déi Froen, déi sech doranner resüméiert hu fir ze soen, wéi fuere mer elo weider, oder wéi geet dat, sech an engem Moment, an deem mer elo sinn, net méi stellen, well mer einfach mat der Pist, mat dem Tracé vun der Nordstrooss do sinn, wou mer sinn, a well mer mussen weiderfueren do wou mer elo ukomm sinn. Ech gesinn net wéi mer et anescht kënne maachen an ech mengen och net, datt et sénnvoll wär ze soen, mir géingen deen elo dräi, véier, fënnf Joer zréckstellen, well et wierklech eppes ass, wat amgaangen ass gemaach ze ginn a wou ech mengen, datt een och soll doduerchkommen.

Dofir och mai Wëllen esou schnell wéi méiglech mat engem Gesetzesprojet hei bei lech an d'Chamber ze kommen, fir dann och iwwert déi nächst véier, fënnf Joer déi finanziell Ofsécherung vun deem Projet kënne mat lech hei ze maachen.

Wat elo d'zäitlech Streckung vun deem Projet ass, denken ech, datt ee selbstverständlech muss op de Budget, op déi finanziell Lag kucken, déi an deenen nächste Joren zur Verfügung steet. Nach mengen ech, dass dat hei e Projet ass, wou, wann een en elo ufänkt, a mir fänken elo mam Tunnel Grouft un, et

derwäert ass esou schnell wéi méiglech an deem weiderzekommen, well et kloer ass, datt een deen Deel vum Tunnel, wat de Grouft, den Tunnel Stafelter an dat Stéck am Gréngewald, wat derzwëscht ass, ugeet, net kann an eenzelnen Tranché gebrauchen. Dat heescht, wann ee mat engem Tunnel ufänkt, kënnt een néierens anescht méi vun där Strooss erof. Et ass een also obligéiert bis op d'lechternacherstrooss weiderzufueren, fir datt dat Ganz e Sénn huet.

Esou datt ech mengen, mir hunn dat ugefaangen, mir sollen et och fäerdeg maachen, fir datt déi ganz Infrastruktur an dee groussen Investissement, déi mer do maachen, eng Utilitéit hunn.

Dann ass et esou, datt, wat déi aner Projeten ugeet, der eng ganz Rei um Regierungsprogramm sinn. Wat d'Contournementen ugeet, dat ass eng Diskussioun wou mer sécherlech wäerten an deenen nächste Wochen, wa mer iwwert déi eenzel Fongen am Kader vum Pluriannuel schwätzen, kucke mussen, wéi mer dat hikréien. Ech hoffen, datt mer dee Programm vu wictege Contournementen, déi an der nächster Zäit ze maache sinn, och kënne an deenen nächste Joren esou weiderféieren.

Voilà, ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann un d'Fro 6 vun der Madame Loschetter un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert de Splitting. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N° 6 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Viviane Loschetter relative aux droits de pension en cas de divorce, adressée au Ministre de la Sécurité sociale**

Mme Viviane Loschetter (*DÉI GRÉNG*). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, meng Fro wier och séier gestallt a si riicht sech effektiv un de Minister vun der Sécurité sociale.

Am Koalitionsaccord betreffend d'Sécurité sociale, am Passage vun den Assurances pension, wëll ech zitieren: «En tout état de cause, le Gouvernement remettra sur le chantier le projet visant le splitting en cas de divorce, quitte à revoir les différentes solutions possibles en l'occurrence.»

Meng Fro, Här Minister, an deem Kontext wier: Wat ass genee mat deem Passage gemengt a wat verstitt Dir, Här Minister, énnert dem Term Splitting?

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Loschetter. Den Här Gesondheitsminister a Minister vun der Sécurité sociale huet an deem Fall d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eng kuerz Fro, eng kuerz Äntwert, wat mer dann erlaabt fir déi Minutt ze récupéieren, déi ech lech virdu geklaut hunn.

Effektiv huet d'Madame Loschetter de Regierungsprogramm korrekt zitiert. Ech wëll awer just ergänzend dozou soen, dass niewent deem Text och en Aarbechtsgrupp fonctionnéiert huet a fonctionnéiert, dee vum Rentendesch agesat ginn ass an dee soll préiwen, wéi een a Richtung Individualisierung vun de Pensionsrechter kéint goen. Dee Grupp huet seng Aarbechten esou gutt wéi ofgeschloss. Dir wësst an deem Grupp waren d'Sozialpartner, war de Conseil national des Femmes, waren déi betrafte Ministere. Deen Aarbechtsgrupp schléisst also de Rapport of, iwwergëtt en der Regierung an da wäert dee Rapport öffentlech virgestallt ginn.

Dee Rapport setzt sech ausenaner

mat den individualiséierte Rechter, mä och mam Prinzip vum Splitting, Splitting aus verschiddene Vuen: Splitting vu Pensionsrechter insgesamt oder Splitting vu Pensionsrechter limitéiert op de Scheidungsfall. Do gëtt et eng Rei vun Optionen. Wann de Rapport da virläit, wäert ee kënne Stellung dozou bezéien an, wéi dat am Regierungsprogramm heescht, dee limitéierte Splittingprojet - et sinn der eigentlech zwee, ee fir de Secteur privé an ee fir de Secteur public - erëm op de Métier huelen. Mir wäerten dann zesumme mussen déi Décisiounen huelen, déi sech opdrängen.

Dat gesot sinn ech mat menger Äntwert um Enn an hunn zwou Minutten an 20 Sekonnen erëm zréckgehol.

Ech sinn also fir déi nächste Kéier, wann ech hei optrieden, eng Minutt am Bonus.

Villmools Merci.

(Interruptions)

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen an déi lescht Fro vun haut, d'Fro Nummer 7 vum Här Gast Gibéryen un den Innenminister betreffend d'Subventionpolitik vum Stat. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question N° 7 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Gast Gibéryen relative à un rapport annuel sur les subventions de l'État, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire**

M. Gast Gibéryen (*ADR*). - Merci, Här President. An enger Interpellation de 5. Abrëll 2000 iwwert d'Gemengefinanzen hat ech hei opgeworf, datt et wichteg wier, fir an dem Kader vun der Transparenz e Rapport annuel opzestellen, wou niewent deene bekannten Transferten, déi iwwert de Budget lafen an d'Gemengebudgeten, och géifen all aner Participatiounen, déi vun deene verschiddene Ministere an Form vu Participatiounen oder Subsidé vis-à-vis vun de Gemenge ginn, datt een déi an engem Rapport annuel sollt festhalen, wou dann och d'Kritären an d'Konditiounen, fir déi Subsiden ze kréien, géife festgehalen ginn, d'Montanten, den Engagement respektiv, ob se scho liquidéiert wieren, bezuelt wieren oder net.

Och géif dat méi zur Transparenz bäidroen. Et géif och dozou dengen, datt d'Allgemengheet Kenntnis krit vun de Méiglechkeeten, déi et gëtt bei der Investitioun vu Projeten. Et wier also eng Gläichbehandlung vun de Gemengen an et wier och wichteg an der Diskussioun, wat d'Opdeeling vun de Kompetenzen zwësche Stat a Gemengen ubelaangt, wann déi Chifferen um Dësch géife leien, genau sou gutt wéi et och fir d'Regionalplanung scho wichteg ass, wéi déi Transferte vun de verschiddene Ministere un déi Gemenge ginn.

Meng Fro ass also, ob den Här Innenminister bereet wier, sou e Rapport annuel ze maachen, an deem sämtlech Transferte vu sämtlech Ministere un déi eenzel Gemenge géife festgehalen ginn.

M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zu dem Här Gibéryen senger Suggestioun an op seng Fro wollt ech Folgendes äntweren.

Mir sinn derbäi e System auszeschaffen, wéi d'Gemenge kënne funktionéieren. Dee System, wéi d'Gemengen am Kader vum IVL oder vun deem Geescht, deen doduerch sech am Land breet gemaach huet, kënne funktionéieren, baséiert natierlech op engem Finanzement, an dee Finanzement

kann een nème global féieren. A wann een e global féiert, da muss een d'Dotation de l'État dobäihuelen. De Fong muss also derbäi sinn, et muss den ICC derbäi sinn, Impôt commercial, d'Recetté vun de Gemenge mussen derbäi sinn, Impôt foncier, an dat heescht och d'Subsiden. D'Subsidé sinn net vill diskutéiert gi bis elo am Kader vun dem Financement vun de Gemengen, mä dat muss mat an déi Diskussioun geféiert ginn.

Also Är Iwwerleeunge si richtig, an dat kéint ee mat engem Beispill illustréieren, dat mir relativ net friem ass; dat Beispill vun enger Schwemm, déi zu Rodange gebaut gëtt, déi lo bal no neisten Erkenntnisser 20 Milliounen kascht huet a fir déi iwwer 7 Milliounen u Subsiden ausbezuellet ginn. Dat ass also net näischt. Et muss een dat an d'Diskussioun aféieren a mir wäerten och kucken, sou gutt wéi méiglech déi Donnéeën ze kréien, wat d'Subsiden ugeet, fir do d'Flux financiers ze kréien.

Do brauch een natierlech den Accord vun deenen anere Ministeren. Ech mengen awer, dass do e gewëssene Konsensus ass, fir do eng gewëssene Transparenz ze kréien. Mir wäerten do e Groupe de travail interministériel maachen, an deem déi eenzel Ministeren da kucken, wéi déi ganz Fluxen do stattfannen, fir dann eng Grille auszeschaffen, wéi déi Subsidé sollen ausbezuellet ginn. Dat ass allzäit meng Visioun vun der Saach, well ech mengen, an deenen Diskussiounen, wat de Financement vun de Gemengen ugeet - et geet net anescht -, kann een dee Volet do net négligéieren.

Wann een d'ailleurs eise Regierungsprogramm liest, do steet och drageschriwwen: «Les mesures d'incitation financière, le cas échéant à trouver au Fonds de développement régional, comprennent les contrats de développement régionaux à conclure par référence aux plans régionaux ainsi que l'aide au logement et l'aide au développement économique. Les instruments existants dans ces deux derniers domaines d'intervention seront adaptés de manière à les rendre compatibles avec les objectifs de l'IVL.»

Dat heescht also, dass kënnen am Beräich zum Beispill vum Développement économique, also vun der wirtschaftlecher Entwécklung, oder och der Aide au logement, all deene Regionalpläng iwwert de Logement, do kënnen iwwer Fonds de développement régionaux, iwwer regional Fongen, Suen - géif ech soen - doriwier lafen. Dat sinn natierlech keng duebel Subventiounen. Wa se iwwert dee Wee do lafen, da lafe se net iwwert de lokale Biais, mä dat ass eng vun de Pisten, déi also am Regierungsprogramm stinn. An hannendru steet dann och: «Les différents départements ministériels seront chargés de mettre au point une grille de lecture pour l'attribution de subsides aux collectivités locales. Il sera veillé à ce que la composante régionale soit dûment intégrée dans les systèmes de subvention existants.»

Also, dat ass dee Geescht fir regional ze denken a regional ze kucken. Ech weess och, dass eise Premierminister och eng ähnlech Lecture huet vun deem heite Problem, sou dass ech mengen, dass mir missten deemnächst sou e Groupe de travail interministériel op d'Bee setzen, an da kéint och eventuell dann esou ee Rapport, wéi Dir e suggéiert, le moment venu - géif ech soen -, an der Chamber hei virgestallt ginn.

Also gesinn ech, hei si mir iergendwou op enger Wellelängt, an ech mengen, et ass am Interesse vun eise Land an eise Gemengen, wa mir géifen an déi Richtung zesummeschaffen.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Domat ass d'Heure de questions ofgeschloss a mir kom-

men zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour. De Punkt betrëft d'Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Zukunft vun der Eisebunnsgesellschaft. Et handelt sech hei ëm eng Interpellatiounsufro vum Här Felix Braz, déi an eng Aktualitéitsstonn ëmgewandelt ginn ass.

D'Riedezeit ass nom Artikel 78-2 vum Chamberreglement festgehalten a gesäit Folgendes vir: D'Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn 10 Minuten zou, deenen anere Fraktiounen jeeeweils 5 Minuten an der Regierung eng Véirelsstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Grethen, Schreiner a Jaerling. D'Wuert huet lo den Här Felix Braz als Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng relative à l'avenir de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF)

M. Felix Braz (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuurger Eisebunn befënt sech am Embroch. Et ass wuel net deen éischten awer wuel dee gréisste vun hirer scho laanger Geschicht. Am Beräich vum Giddertransport ass den Embroch schon agelaut duerch d'Paquets ferroviaires 1 an 2, déi an enger éischer Phas den Transport fret deels liberaliséiert hunn, an enger zweeter Phas - dat ass de Paquet ferroviaire 2 - bis Ufank 2006 den Transport fret wäerte vollstänneg liberaliséieren, mat e puer neie Reregulierungselementer.

An der Diskussioun ass och e Paquet ferroviaire 3, deen de grenziwwerschreidende Persounentransport betrëft. Dat ass dann déi éischte Kéier, dass de Persounentransport dovunner betraff ass, an dee Paquet ass fir 2008 ugesat.

Sollt de Paquet 3 duerchgoen, dierft et dann och nënnen nach eng Fro vun der Zäit sinn, bis e Paquet 4 an d'Gespréich bruecht géif ginn, an dat heescht, dass dann och géing haart driwwer nogeduecht ginn, fir den nationale Persounentransport ze liberaliséieren. Dat heescht, dass den nationale Maart vum Persounentransport och géing fir Konkurrenz opgemaach ginn.

Op deem Hannergrond, deen zu Lëtzebuerg och no der Regierungserklärung bis haut méi Froen opgeworf huet wéi datt en Äntwert kritt hätt, huet déi gréng Fraktioun eng Interpellatioun vun der Regierung ugefrot. Op déi Demande ass leider net positiv geäntwert ginn, wat mir bedauern, well dann hätt d'Parlament mat där néideger Zäit all déi wichteg Punkten, déi sech am Kontext vun den Erausforderunge fir d'Lëtzebuurger Eisebunn stellen, kënnen diskutéieren. Mä wat net ass, kann nach eng Kéier ginn, an déi gréng Fraktioun wäert mat deser Heure d'actualité vun haut net déi lescht parlamentaresch Initiativ am Eisebunnsdossier geholl hunn.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, den Embroch vun der Eisebunn huet nach en aneren Hannergrond, an zwar dee vum IVL, dat Integratiiv Verkéiers- a Landesplanungskonzept, dat vun der Noutwendegkeet schreift am Joer 2020 e „modal split“ ze erreeche vu 25/75, woubäi der Bunn an deem Kontext déi mat Ofstand gréisste Bedeitung - net déi eenzeg, awer déi gréisste Bedeitung - bäigemooss gëtt.

Enk widder deem zweete Punkt läit och deen drëtte relevanten Aspekt fir d'Zukunft vun der nationaler Eisebunn, nämlech de Kyoto-Protokoll, deen zanter der rezenter Ratifizierung vu Russland a Kraaft getrueden ass a wou Lëtzebuerg sech engagéiert huet, fir bis 2010 seng CO₂-Emissiounen ëm 28%

par rapport zum Referenzjoer 1990 ze reduzéieren.

Leschte Punkt, deen hei muss erwähnt ginn, ass deen, deen och muss an Aklang bruecht gi mat der Entwécklung vun der Eisebunn, dat ass deen dass hei zu Lëtzebuerg d'Ekonomie nach ëmmer wäiss, an - „bon an mal an“ - netto e puer Dausend Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg dobäikommen, an déi Augmentatioun vum Volumen muss och capacitëitsméissig vun der Eisebunn an den nächste Joere bewältegt ginn.

Dës véier Elementer - d'Paquets ferroviaires, den IVL, de Kyoto-Protokoll an déi wuessend Ekonomie - setzen am Wesentlechen de Kader, an deem sech Lëtzebuerg op der Fro vun der Zukunft vun der Eisebunn muss bewegen. Et ass also wäit méi wéi nënnen tésche Gänseféisercher „den europäesche reglementaresche Kader“ mat sengen ekonomeschen Aspekter. Et ass d'Sich no engem Equilibre téschent reglementareschen, ekonomeschen an awer och gesellschaftspoliteschen Aspekter, d'Sich awer och no Klienten, déi net forcéiert kënnen ginn; Klienten, déi wëllen iwwerzeegt ginn.

An dat ass fir eis Gréng an deser Diskussioun ee vun den Hauptpunkten, wann net den Hauptpunkt selwer. Et geet schlussendlech drëms, duerch déi Mesuren, déi d'Regierung ergräift, duerfir ze suergen, dass eng rapid wuessend Zuel vu Leit Ursaache genuch fënt fir op den Zuch ze klammen a sech bei den Déplacementer fir déi doten Optioun decidéiert.

D'Eisebunnsdirektioun huet an hirer Sëtzung vum 22. Mäerz 2004 e Strategiepaper op den Dësch geluecht. E Pabeier, dee schon heftig kritiséiert ginn ass, deen awer zumindest de Mérite huet, dass en d'Debatt lancéiert huet, och op deene Punkten, déi manner agréabel sinn. En huet allerdéngs keng Vue d'ensemble, well e sech am Wesentlechen op déi reglementaresch, ekonomesch an och betriebléche Aspekter beschränkt.

Här President, eisen Transportminister ass eng Stellungnahme wéi déi vun der Eisebunnsdirektioun nach schëlleg. En ass se schëlleg an der Regierungserklärung an en ass se schëlleg an den öffentlichen Deklaratiounen, déi den Transportminister zënter senger Vereedegung gemaach huet.

Fir de Sozialdialog bei der Bunn ze relancéieren, huet d'Regierung eng Tripartite Eisebunn virgesinn. Déi soll, dem Transportminister no, eréischt an engem gudden Joer agesat ginn. Woufir dee Veruch noutwendeg ass, huet den Transportminister eis nach net erkläert. E kritt et och net erkläert! Well et eng falsch Décisioun ass. An engem Joer, Här Minister, sinn d'Fakten net anescht an och net besser wéi haut. Am Géigendeel!

D'Entwécklung geet hire Wee, och um europäesche Plang. D'Regierung seet an hirer Erklärung, dass se kenger weiderer Liberaliséierung zu Bréissel wäert zoustëmen, ouni dass e seriöse Bilan vun de Paquets ferroviaires 1 an 2 gemaach gëtt. Dat ass wuel richtig, mä och d'Paquets ferroviaires 1 an 2 sinn zu Bréissel géint de Lëtzebuurger Vote geholl ginn, an dat wäert beim drëtten Paquet net anescht ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, bei den Diskussiounen ëm d'Zukunft vun der Eisebunn geet et och ëm Geld, ëm ganz vill Geld. Méi wéi 100 Milliarden al Frange stinn am Raum, wann ee sämtlech Investitiounen an den eenzelne Projeten, déi an der Lescht an der Diskussioun waren, zesummenzielt. Dat wär - fir lech eng Gréissenerdnung ze ginn - ronn 40% vun den Dépensé

vum Statsbudget 2005. Et ass also déi Gréissenerdnung ëm déi et sech dréit, wann ee vun der Reform a vun der Moderniséierung vun der Eisebunn schwätzt. A wann d'Lëtzebuurger Regierung, d'gesamt Regierung, hir Virstellungen zu der Zukunft vun der Bunn op den Dësch wäert leeën, dann huet virdrun net nënnen den Transportminister d'Wuert kritt. Dann hunn och de Finanz- an de Budgetminister matgeschwat, an zwar e gewaltégt Wuert.

An den Transportminister, Dir Dammen an Dir Hären, mécht sech eiser Meenung no Illusiounen, wann e liichtfankeg e Joer verléiert fir den Dossier Eisebunn an aller Transparenz an enger Tripartite unzegoen. D'Illusioun nämlech, dass en déi Kreditter wäert kréien déi e brauch, da wann e mengt dass e se misst kréien, fir d'Zukunft vun der CFL ze bestreiden, wann en net virdrun d'Parlament direkt agebonnen huet a wann en net virdrun duerch Transparenz an der Saach, duerch Argumenter den néidegen Drock op de Finanz- an de Budgetminister opgebaut huet.

Här President, de 27. September vun deem Joer huet den Transportminister der CFL hir Transportlizenz iwwerreecht, fir dass se an der ganzer Europäescher Unioun Persounen a Gidder kann transportéieren. Dat ass en Dokument, dat elo nach mat vill Sënn muss gefëllt ginn. Dovun ofgesinn ass d'Regierung bis haut nach all Äntwert schëlleg bliwwen op déi grouss Erausforderungen, déi virun der CFL stinn.

Mir wëllen duerfir der Regierung e puer prezis Froen stellen:

Éischtens: Wat hält de Minister vum Strategiepaper vun der Eisebunnsdirektioun vum 22. Mäerz 2004? E Pabeier, deen all de Fraktiounen scho virun de Wahlen vun der Direktioun virgestallt ginn ass, fir dass no de Wahlen méiglechst wéineg Zäit géing verluer goen an deem wichtige Dossier. Ass dee Strategiepaper, Här Minister, éischer positiv oder éischer negativ?

Zweetens: Wëllt de Minister net awer léiwer d'Tripartite Eisebunn direkt aberuffen? Wou gëtt soss bei der Eisebunn an deenen nächste 15 Méint diskutéiert: am Comité mixte d'Entreprise, an der Délégation paritaire oder awer an den neien Aarbechtsgruppe vum Verwaltungsrat? Och dat ass en Argument fir d'Tripartite méi séier anzeberuffe wéi den Transportminister dat wëllt huet.

Drëtt Fro: Wéi wëllt de Minister d'Parlament an d'Tripartite abannen?

Véiert Fro: Wéi steet de Minister zur noutwendeger Kapitalaugmentatioun bei der Bunn? Och eng wesentlech Fro, déi bis haut nach ouni eng éischt Äntwert bliwwen ass.

Fënneft Fro: Wéini ginn d'„contrats service public par rail et route“ an d'„contrats de l'infrastructure“ verlängert, an zwar esou an hirer Durée, dass se laangfristeg genuch ausgeluecht si fir déi héich Investitiounen, vun deene mer schwätzen, och kënnen ze amortiséieren?

Sechst Fro: Wéini a wéi wëllt de Minister d'Train-Tram-Konzept a säi Financement finaliséieren?

Siwent Fro: Wat ass dem Minister seng Strategie beim Gidderverkéier?

Aacht, an domadder zweetlescht Fro - Här Lux, Dir hutt fënnf Minutten méi wéi ech fir ze äntwerten, dat misst lech et erlaben, op déi Saachen ze äntwerten.

(Interruption)

Une voix. - Dir wollt keng Interpellatioun!

M. Felix Braz (DÉI GRÉNG). - Mir haten lech eng Interpellatioun proposéiert, dann hätte mer alle-

guerten eng Stonn gehat.

M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Wann Der e bësse méi lues géingt schwätzen, da kéint ech wéinstens Zäit hu fir se opzeschreiwen.

M. Felix Braz (DÉI GRÉNG). - Här Lux, ech hunn, well ech mat där do Remarque gerechent hunn, mer scho virgeholl, lech eng Kopie vu menge Froen an de Grapp ze drécken.

M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Dat ass ganz léif.

M. Felix Braz (DÉI GRÉNG). - Aachtens: Wéi stellt sech de Minister de Statut vum neie Personal bei der Eisebunn vir?

An néngt a lescht Fro: Wéi steet de Minister zur Filialisatioun vun der Bunn an der Unitéit vun de gewerkschaftleche Rechter, déi domadder zumindest deelweis a Gefor wäeren?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Braz. Elo kéint deen éischte Riedner, de Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV stoung nach ëmmer zum öffentlichen Transport, an esou ass et och logesch an normal, dass mir un d'Eisebunn als ee vun den Hauptacteurs vum öffentlichen Transport gleewen.

Une voix. - Très bien!

M. Marc Spautz (CSV). - Am Regierungsprogramm huet déi nei CSV-LSAP-Regierung sech kloer fir eng besser Mobilitéit ausgeschwat. Souwuel de Persounen- wéi de Gidderverkéier wäert a muss an Zukunft eng nach méi wichteg Roll spillen. Vill ze laang ass dem Schinneverkéier eng stéifmüterlech Roll zougestane ginn. Investissementer sinn an de Stroosseverkéier gefloss a weider näischt an de Schinnetransport.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Oh, Här Gira, Dir hat d'Chance nach net fir dran ze sinn!

An deene leschte Joren ass awer festgestallt ginn, dass dat de falsche Wee war. Umweltproblemer, Kyoto, Stauen op eise Stroossen, Accidenter an esou weider hunn dat Emdenke bewierkt, an et ass wichtig, dass dem Transportmittel Eisebunn ëmmer méi Opmierksamkeet zougedeelt gëtt. Fir dass awer d'Schinn eng reell Chance huet, muss fair Wettbewerbsbedingunge geschaf ginn. Eis Schinneninfrastruktur muss ausgebaut an deenen neistnen Ufuerderunge gerecht ginn.

Duerfir ënnerstëtz d'CSV och déi Efforten, déi vun der leschter Regierung am Rumm vum Projet „mobilitéit.lu“ gemaach gi sinn a wou déi nei Regierung gewëllt ass, dee Wee virunzegoen. Vill Zäit ass verluer gaangen an duerfir ass et wichtig, dass déi Projete Lëtzebuerg-Kierchbierg vun der Nordstreck hier, awer och vun der Gare Lëtzebuerg aus, mat Ubannung un de Findel realiséiert ginn. Den Ausbau vun der Streck Péiteng-Lëtzebuerg, den Ausbau vum Fentenger Dräieck, de Bau vun engem neie Viadukt Polvermillen, fir nënnen dees ze nennen, mussen an Ugrëff geholl ginn, an déi sinn och Bestanddeel vun der Regierungserklärung.

Och weider Projeten am Kader vun der Rekonversioun vun den Industriebräachen Esch-Belval mat der Ubannung un d'Stad Lëtzebuerg si vu gréisster Wichtigkeet. Datselwech géllt fir d'Moderniséierung vun der Gare Lëtzebuerg mat Ubannung un de Stadzentrum, an

do hu mer jo déi lescht Zäit an der Öffentlechkeet matkritt, dass do d'Diskussionen tëschent dem Minister mat der Stad Lëtzebuerg elo op där richteger Schinn stinn.

D'IVL-Etüd huet jo kloer an daitlech gewisen, dass d'Schinn d'Réckgrat vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg soll a muss duerstellen. Grad duerfir ass et wichteg, dass Investissementer an d'Infrastruktur gemaach ginn, fir dass d'CFL d'Méiglechkeet kritt, e schnellen, pünktlechen a komfortablen öffentlechen Transport op der Schinn unzebidden.

Duerfir félicitéiere mir d'Regierung, dass si am Budget 2005 zousätzlech finanziell Mëttelen am Fonds du Rail virgesinn huet. Zesumme mat dem neie Material, deenen zweielef neien elektresche Locomotiven, deene 85 neien duebelstäckege Voituren an deenen neien 20 elektresche Lokomotiven, déi d'CFL kaaft huet an déi deemächst geliwwert solle ginn, wäert d'Eisebunn an deenen nächste Joren eng nach méi wichteg Roll am öffentlechen Transport kënne spillen.

Den öffentlechen Transport an och de Gidderverkéier fonctionnéieren awer och net ouni Personal, fonctionnéieren net ouni eis Eisebunner. Bei all deenen technesche Moderniséierungen dierf een de Mënsch och net vergiessen an de Mënsch dierf net ze kuerz kommen. Duerfir ass et noutwendeg, dass d'CFL och weiderhi genuch motivéiert a qualifizéiert Personal huet. Och den Accueil an den Encadrement vum Client ass wichteg. Ouni d'Presenz vun den Eisebunner an den Zich an op de Garé kënnt et bei de Reesenden zu Onsécherheitsgefiller, déi et ze behiewe géllt.

Bedéngt duerch d'Liberaliséierung an Europa, déi am Gidderverkéier scho sät dem 15. Mäerz 2003 amgang ass, kritt d'CFL ëmmer méi Schwieeregkeeten am Fret fir sech um Marché ze behaupten. Als CSV si mir der Meenung dass et wichteg ass, dass eis Économie eng guut, kompetent national Schinnenan Transportgesellschaft huet a behält an dass duerfir alles gemaach gétt, dass d'CFL och am Fret all Méiglechkeet kritt, fir an demsem Beräich ze bestoen.

Ech mengen, dass mat geziilte finanziellen an organisatoresche Mëttelen alles muss gemaach gi fir de Gidderverkéier ze moderniséieren, an alles soll a muss gemaach gi fir engersäits neien zousätzlechen Transport op d'Schinn ze kréien an anersäits bestehenden op der Schinn ze behalen.

Och eis Eisebunngesellschaft selwer, d'CFL, muss Efforte maachen. Bekanntlech hunn déi Verantwortlech, zesumme mat engem Consultant, eng Strategie erstallt fir déi méiglech Pisten opzezeechen, wéi de Betrib sech am Kader vun dëser europäescher Liberaliséierung ka positionéieren a weider entwëckelen. Dës Strategie fénn net iwwerall groussen Applaus a si gétt bekanntlech vun den Transportgewerkschafte SYPROLUX an FNCTTFEL ofgelehnt. Fir awer virunzekomme soll a muss am Sozialdialog mat alle Betraffenen dës Strategie analyséiert ginn. Dofir begreisse mir, dass déi vum SYPROLUX schon 2003 gefuerdert Tripartite elo 2005 soll zesummegegriff ginn. An där Tripartite sollen a mussen all Elementer berücksichtegt ginn, d'gesamt Transportpolitik, de Gidderverkéier, d'Aufgab vun der CFL an der Transportpolitik, d'Personalpolitik.

Och de soziale Volet dierf net ze kuerz kommen. Wann et zu Emstrukturéierung solle kommen, da mussen déi mam Lëtzeburger Modell gemaach ginn am Dialog tëschent der Regierung an de Sozialpartner, a mir sinn dovun iwwerzeegt, dass déi nei Regierung dat och esou wäert maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst war nëmmen eng Partie vun de Problemer vun der Eisebunn, awer déi mussen schnellstens ugepaakt ginn, a mir sinn dovun iwwerzeegt, dass déi nei Regierung och dat wäert maachen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Grethen agedroen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, interessant war et bei dëser Debatt gewiescht, wann een d'Antwerte vum Transportminister op déi Froen, déi den Här Braz opgeworf huet, hätt kënne elo schon hunn, éier ee selwer muss intervenéieren. Well awer eis Organisation esou ass wéi se ass, muss mer da mat enger anerer Situatioun trotzdeem eens ginn.

Ech wëll fir d'Demokratesch Partei hei ennersträchen, dass mir déi fest Iwwerzeugung hunn, dass dëst Land eng performant Eisebunn brauch, an ech maachen do eng Nuance, an déi, deene se net opgefall ass, et ass eng Nuance tëschent Eisebunn an Eisebunngesellschaft.

D'Land brauch eng Eisebunn, d'Leit am Land brauchen d'Eisebunn an d'Entreprise brauchen d'Eisebunn. Mä wat fir eng Eisebunn brauche mer? Eng Eisebunn, déi am 19. Jorhonnert stoe bliwwen ass, oder awer eng Eisebunn, déi konsequent d'Défi vum 21. Jorhonnert ophëlt. Mir hunn an der viregter Regierung d'Weichen an déi richteg Richtung gestallt, andeem mer iwwert de Konzept IVL, awer ganz besonnesch iwwer „mobilité.lu“ gesot hunn, mir brauchen hei zu Lëtzebuerg eng performant Eisebunn, déi eis et erlaabt, Bunn a Bus zesummen, e „modal split“ vu 25% zu 75 ze erreechen.

Dofir hu mer eis d'Moyene ginn an der viregter Regierung. Mir hunn dat Material bestallt, wat elo no an no an den Asaz kënnt a wat eng wesentlech Qualitätssteigerung ausmécht, déi den öffentlechen Transport iwwert d'Bunn méi attraktiv mécht. A gläichzäitig si mir higaangen a mir hu grouss Infrastrukturprojeten initiéiert, an do kann een opzielen, ob dat d'Duebelgleisegkeet vun der Streck Péiteng-Lëtzebuerg ass, wou ech bedauern, dass mer am Juli 2000 hei an der Chamber d'Gesetz gestëmmt hunn, an deen éischte Forage vun der Eisebunngesellschaft, déi mat der Duerchféierung vun den Aarbechte chargéiert ass, déi éischt Buerungen, Sondéierungen, ob den Terrain et géif hierginn, déi si kuerz virun de leschte Wahle gemaach ginn.

Ech hoffen, dass mä Successeur e bësse méi Chance huet an der Zesummenaarbecht mat der Eisebunngesellschaft, an ech kënnt dann niewent der Duebelgleisegkeet Péiteng-Lëtzebuerg, Belval-Usine/Belval-Mairie, Tram an Eisebunn op de Kierchbierg an op de Findel, d'Ligne Esch-Lëtzebuerg, déi nei Ligne Beetebuerg-Lëtzebuerg, déi Périphériesgare um Houwald an zu Zeisseng, den Nordausgang vun der Gare Lëtzebuerg, déi zweet Bréck iwwert de Gronn, a schliesslech och d'Ubannung un d'TGV-Netz opzielen, déi definitiv Mérier vun der leschter Regierung sinn.

Mä d'Eisebunngesellschaft, déi déi Infrastrukturen notzt, muss sech awer an engem europäeschen Émfeld bewegen an do, wéi gesot, géllt et net de Kapp an de Sand ze strecken. Do kann een nach „combat d'arrière-garde“ maachen, do kann een nach hoffen, wéi eenzel Eisebunngesellschaftler dat maachen, dass se sech an d'Pensioun gerett kréien, éier dann de Bewäis muss ugetruede ginn, wat fir eng Zukunft d'Eisebunn huet.

Mir mussen wëssen, dass d'Lëtzeburger Eisebunn an engem eu-

ropäeschen, liberaliséierten Émfeld muss eens ginn. Dat ass eng Eisebunn, déi muss am Intérêt vum Land a vu sengen Entreprisë sinn. Et ass eng Eisebunn déi muss wëssen, dass se sech hire Konkurrenten nëischt geschenkt kritt. Et ass eng Eisebunn déi muss wëssen, dass se hei zu Lëtzebuerg net an engem Secteur protégé ass, mä dass haut schon am Wuerttransport de Konkurrenzkampf do ass. Muer wäert Arcelor, dee gréisste Client vun der Eisebunn, net wéinst de schéinen Ae vun Eisebunner an Eisebunngesellschaftler dovun ofgesinn, enger Privatentreprise eventuell hir Transporter ze iwwerdreien.

Dat si Realitéiten. Et muss een als Deputéierten och de Courage hunn op der Chambertribün déi Realitéiten ze soen, statt d'Leit an enger falscher Sécherheet ze weien, wéi wann nëischt kënnt do passéieren. Dofir huet déi viregt Regierung am Oktober 1999 d'Eisebunnsdirektioun gefrot, wat fir eng Strategie si wëll fueren. Mir hu leider eréisch kuerz virun de Wahlen am Mäerz hir Antwerte kritt, hunn och der Eisebunnsdirektioun d'Autorisatioun ginn, deemools als Transportminister, fir deenen eenzelne Parteien dat virzedroen. Do ass elo jiddere gefuerdert, an et ass net eng Tripartite, déi déi Problemer wäert léisen, Här President, well et ass eng ganz drolech Tripartite. Et gétt eng Tripartite wou d'Eisebunnsdirektioun - de Stat huet 98% vun den Aktien - muss dat maache wat d'Regierung seet. Et geet also duer wann d'Regierung den Dossier studéiert an da mat der Chamber zesummen hir Décisiounen hëlt.

M. le Président. - Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner (LSAP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Koalitionsprogramm, an dat gétt jo och duerch de Projet vum Budget 2005 dokumentéiert, bekenne sech d'Majoritéitsparteien zu engem leeschungsfaegen öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg an zu enger Eisebunn, déi d'Réckgrat dovun soll duerstellen. An eigentlech misste mer eis jo och parteiwwergräifend eens sinn, dass mer, wa mer den unzestriewenden Undeel um öffentleche Verkéier vu 25/75 „modal split“ bis zum Joer 2020 wëllen erreechen, hei am Land eng Eisebunn brauchen, déi performant ass, dat ass richtig, déi e Service vu Qualitéit ubitt, déi sécher an attraktiv ass, déi an der Lag muss si fir d'Mobilitäitsbedürfnisser vun de Leit, déi hei wunnen an hei schaffen, ze befriddegen an déi hire Beitrag zur wirtschaftlecher an zur industrieller Entwécklung vum Land ka leeschten, an dat muss gellen esouwuel fir den traditionelle Schinnenantransport wéi fir d'Ubannung un déi modern Héichgeschwindigkeitsetz. Et muss awer och gëlle fir eng flächendeckend Beförderung vun de Gidder, well d'Verlagerung vun engem groussen Deel vum Giddertransport op d'Schinn haut eng absolut gesellschaftspolitesch Noutwendegkeet duerstellt.

D'Eisebunn spillt also hei zu Lëtzebuerg ganz kloer, volkswirtschaftlech gesinn, eng ganz bedeutend Roll an de Stat ass a bleift gefuerdert fir déi entsprechend Moyenen zur Verfügung ze stellen an d'Rahmbedingungen ze schafen, fir dass si dës Roll och kann ausüben.

D'Liberaliséierungswell, déi zënter dem Ufank vun den 90er Joren och den Eisebunnsberäich iwwerrullt, mécht dës Prozess awer sécher net méi einfach. Am Géigendeel, an en huet bis haut och nach net zu engem Qualitéitssprung am öffent-

lechen Transport a ganz Europa gefouert. Et ass awer wichteg, dass mer d'Eisebunn an d'CFL-Gesellschaft fit maache fir déi zukünftige Eerausforderungen.

Et sinn an der Vergaangenheet eng Rei vu positiven Akzenter gesat ginn. Déi Optiounen déi geholl gi sinn a puncto Uschafung vun neiem Material, e Programm vun ëmmerhin 572 Milliounen Euro, waren iwwerfällig an déi nei Infrastrukturprojeten, déi zum Deel decidéiert an zum Deel nach an der Etüd sinn, sinn absolut noutwendeg wann d'Eisebunn an der Lag soll si fir an der Zukunft déi zousätzlech Transportopkommes am Gidder- an och am Persouneverkéier, ze bewältegen, a fir ze verhéieren, dass mer vun den Nopere mat den Traficer contournéiert ginn, esou wéi et och elo erëm leider nees ab dem 14. Dezember wäert de Fall sinn, wou Containerzich vun Antwerpen op Basel net méi iwwer eist Netz transitéieren, mä iwwert dat daitstsch Netz wäert geleet ginn. A just dofir ass et och wichteg, dass Partnerschaften ugestriift gi mat den traditionellen Eisebunnsentreprisen aus den Nopeschregiounen, déi ähnlech Problemer hunn. An als Beispill wëll ech do eis Nordstreck zitieren, déi fir eis vu kapitaler Bedeutung ass, déi awer hire Status als international Eisebunnsstreck ëmmer méi an ëmmer erëm a Fro gestallt kritt. A puncto Investitiounen wëll ech och nach soen, dass et onbedéngt wichteg ass, fir esou séier wéi méiglech d'Bestellung vun Train-Trams-Material, op dat mir jo fir d'Zukunft wëlle setzen, an d'Wee ze leeden, an dass och de Bau vun engem neie Centre de maintenance fir d'Eisebunn endlech soll definitiv op d'Schinn gesat a finanziell ofgeséichert ginn.

A wa mir vun Neinvestitiounen schwätzen, dann dierfe mir och net den normalen Entretien vun dem bestoenden Netz vergiessen. Deen ass awer nëmme garantéiert, wéi et schonn hei gesot ginn ass, wann och genuch Personal do ass fir en auszuféieren. Dat ass awer de Moment net ëmmer de Fall. Mir wëssen, dass d'Eisebunn an deene leschte Jore massiv Personal ofgebaut huet, deels duerch Moderniséierungen, deels awer och duerch willkürlech Rationaliséierungen, déi reng betribswirtschaftlechen Iwwerleungen zu Gronn lounen an déi sécher net dozou bäigedroen hu fir d'Qualitéit vun den ugebuedene Servicer unzehiewen. Dofir ass et wichteg, och am Hibleck op déi zukünftige Strategiediskussionen, dass et net zu engem weideren Ofbau vun der Sozial- a vun der Sécherheitskultur bei der Eisebunn kënnt.

Wann dann awer Rieds geet, an dat ass net de Kapp an de Sand stiechen, vum Ofschafe vum Statut, der Verschlechterung vun den Aarbechtsbedingungen, Lounkierzungen, dem Astelle vun net rentablen Traficer, déi dann op d'Strooss verlagert ginn, dem Zoumaache vu Guicheten, dem Ofschafe vun de Kontrollen an den Zich an esou weider, dann ass dat aus menger Siicht éischer kontraproduktiv a muss zumindest ganz eescht hanterfrot ginn.

An och duerch d'Opsplittung vun der Gesellschaft an eegestänneg Filiale fir déi verschidden Aktivitéitsberäicher, géif d'Eisebunn als integrierte Betrib ophalen ze existéieren an darselwechter Logik verfallen, wéi aner Länner, déi an der Zwëschenzeit d'Erfahrung hu misse maachen, dass Privatiséierung a Liberaliséierung am Eisebunnsberäich méi Problemer geschafen hu wéi der geléist gi sinn. An enttemp misst awer och jiddere engem kloer gi sinn, dass just eng integriéiert Eisebunngesellschaft de Garant ass fir e sécheren a qualitativ héichwäertegen Eisebunns-transport. Alles anescht géif d'Effizienz, d'Wirtschaftlechkeet an d'Sécherheet ganz eescht compromettieren.

A grad dofir ass et wichteg, dass sech Zäit geholl gétt - Här Grethen, ech si fäerdig - fir d'Tripartite ze preparéieren, fir d'Virschléi vun der Direktioun, awer och déi vun de Gewerkschaften ze hannerfroen an ze analyséieren. Et versteech sech vum selwen, dass natierlech bis dohinner am Kader vun der Gestion journalière elo keng Décisiounen dierfe geholl ginn, oder héchstens am Sozialdialog, an de Gremien, déi herno all Strategiediskussionen zur Makulatur maachen.

M. le Président. - Här Schreiner, Dir musst elo zum Schluss kommen.

M. Roland Schreiner (LSAP). - Ech sinn elo direkt fäerdig, Här President.

Als LSAP erwaarde mir eis vun der Tripartite kloer Perspektiven, fir eng integriéiert CFL-Gesellschaft, déi och an Zukunft d'Aufgab muss hunn, eng flächendeckend Versuergung am Persoune- an am Giddertransport ze gewährleisten. Ech mengen oprond vun de steigende Mobilitäitsuspréich vun de Leit an der noutwenniger wirtschaftlecher Diversifizéierung hei am Land ass dat bestëmmt kee Luxus.

Merci an entschëllegt, dass ech meng Zäit iwwerschraff hunn.

M. le Président. - Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, politesch muss am Transportwiesen dru geduecht ginn, dass dat Zil vun engem méi héije „modal split“, dat offiziell Zil ass 25/75, esou séier wéi méiglech erreecht gétt. Dëst aus ëmweltpoliteschen, landesplanerreschen a wirtschaftlechen Iwwerleungen eraus.

Dat ass nëmme mat enger performanter, käschtegänschterer a grenziwwerschreidender Offer un öffentlechem Persouneantransport méiglech. D'Réckgrat vun esou enger Offer ass a bleift d'Bunn. Dofir muss eis national Eisebunngesellschaft an hirem Beméien, hir Capacitéit ëm 300% ze héijen, politesch massiv ennerstëtzt ginn. D'Investitiounen an neit Material mussen viregedriwwen ginn, fir datt d'CFL an Zukunft op enger gudder Ausgangsbasis mat anere Bedreiwere ka konkurréieren.

Leider ass de Koalitionsprogramm vun der neier Regierung zimlech vag, wat d'Zukunft vun eiser nationaler Eisebunngesellschaft betrëfft. Den ADR fénn dës Programm souguer zimlech onverantwortlech, zumools wann een Décisiounen, déi mussen geholl ginn, op 2005 opschubt, an och nach un eng Tripartite ferroviaire verweist, well d'Liberaliséierung vun der Bunn ass op EU-Niveau scho längst gekannt a längst decidéiert. Déi éischt Direktiv vum Conseil fir dee Beräich geet op den 29. Heemount 1991 zrëck. Uganks 2006 muss de gesamte Gütertransport komplett liberaliséiert sinn, an 2008 och de Persouneantransport.

(Coups de cloche de la Présidence)

Fir sech dorobber virzubereeden, huet d'CFL schonn e Strategiepaubeier virgeluecht. Leider hëlt awer d'Politik net hir Responsabilitéit a riskéiert esou, datt fir d'CFL, bis et emol esou wäit ass, dann den Zuch fort ass. Eng vun den éischte Konsequenzen wäert den Ofbau vun iwwer 330 Aarbechtsplaze bis 2009 op der CFL sinn. Eng aner Konsequenz wäert sinn, datt dat nei agestallte Personal mat daitlech manner Gehalt wäert auskomme müssen. Dat kann ee ganz kloer als Sozialofbau bezeichnen, an dat ass eppes virun deem mir am Hibleck op d'EU an hirer weiderer Verdéiwung ëmmer gewarnt hunn. Op ville Felder kann dës politesch

gewollten dramatisch verschärfte wirtschaftliche Konkurrenzsituationen in Lëtzebuerg nëmmen e sozialen Nivellement vers le bas be-
deuten.

Wa mir och den Hierscht 2005 fir d'Tripartite ferroviaire als vill ze spët ugesinn, esou kënnen mir dach mat béiden Hänn de Passus am Regierungsprogramm ënnerschreien, dee versécher, datt dat aktuell Personal vun der CFL säi Statut awer och säi Rémunératiounsniveau behält. Hei misst, fir datt d'CFL konkurrenzfähig bleift, de Stat d'Differenz an der Pai vum aktuelle Personal zu deenen am neie Statut agestallte Salarié fin-
anzéieren.

Mir insistéieren awer hei och drop, datt net un de Carrière vum aktuelle Personal gefréckelt gëtt, andeems se zum Beispill verkierzt ginn. Mä mir hunn awer net allze vill Vertrauen an des Regierung; se ass nach keng dräi Méint am Amt an huet et scho fäerdeg bruecht, hir Wieler 2-mol massiv ze bedrén. Ech erënneren un de Wielerbedruech mam Finanzement vun der Mammerent. Dat stoung a kengem Wahlprogramm! Am CSV-Wahlprogramm stoung souguer just de Contraire am entspreche-
nde Passus iwwert d'Pensiounske-
sen.

An dunn d'Steiererhéijungen, wou den ADR virun de Wahlen sot, d'finanziell Situation vum Stat wier miserabel, an no de Wahlen géngen d'Steieren erhéicht ginn; deemools gouf Schwaarzmolerei virausgesot. Da gouf awer de Budget fir 2005 mat engem Defizit vun 89 Milliounen Euro presentéiert. Ah jo, wien hätt dat da geduecht, d'indirekt Steiere ginn erhéicht! Dowéinst fanne mir et esou verdächtig, datt des Tripartite iwwert d'Eisebunn eréischt no de Gemengewahlen soll stattfannen, also no den nächste Wahlen.

Dest vergéift och dee ganze soziale Klima an der CFL. D'Personal an de Guichete fäert duerch Automaten ersat ze ginn. D'Zuchbegleitpersonal mécht sech och Gedanken iwwer seng beruflech Zukunft. Och héiert een, dass d'Carrière solle gekierzt ginn. Momentan gëtt een zum Beispill just Lokführer als Mécanicien am Grad A5. Et ass ze fäerten, dass op deem neie Material an an enger CFL ënner Wettbewerbsdruck een d'Leit schonn am Grad A3 op d'Maschine léisst. Dat gëtt méi bëlle schonn an der Ausbildung. Dat bedeit awer och eng allgemeng Entwärtung vun deem Job. Och wat den CFL-Busbetrieb ugeet, besteet total Ongewässheet. Dat ass einfach ontolabel!

Doduerch datt d'Tripartite op sech waarde léisst vergeet wäertvoll Zäit; Zäit, déi ee kënn net fir de Surcoût ofzebauen. Och hei gi wéinst parteitakteschem Calcul, fäerten ech, d'Zukunftschancen vum CFL-Busbetrieb op d'Spill gesat. Wéi gëtt d'CFL international kompetitiv an iwwerlebensfähig gemaach? Op kee Fall mat deene Propose vun der Regierung, déi gradesou rasch si wéi d'Material vun der CFL. Dofir fuerdert den ADR vun der neier Regierung am Bunnossier Klorheet, an dat esou séier wéi méiglech.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Domadder ass d'Lëscht vun de Riedner an dëser Debatt ausgeschöpft. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Transportminister.

M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Merci, Här President. Dir Damen an Dir Hären, ech wëllt mat engem Zitat ufänke vu virun engem Joer hei bei enger ähnlecher Debatt iwwert d'Zukunft vun der Eisebunn. En Zitat, wat folgendermoosse gelaut huet: „Déi noutwenneg Reforme vun der Eisebunngesellschaft, déi mécht een net einfach bannent e puer Joer mam Briecheisen.“ Et ass d'Zitat vum Fraktiounschef vun deene

Gréngen, vum Fränz Bausch, an ech ënnerschreien et absolut.

Dofir, well dat do richtig ass, mengen ech, misst ee vläicht awer d'Dérence hunn, där neier Regierung, dem neien Transportminister a virun allem der Saach, em déi et hei geet, déi Zäit ze ginn - fir datt et esou gedeit wéi mir et fir d'Zukunft vun der Eisebunn, a virun allem d'Zukunft vun den Eisebunner, an deem, wat d'Noutwennegkeet vum öffentlechen Transport hei am Land ass -, fir dass dat gedeie kann.

Well ech stellen nämlech ëmmer erëm fest, och de Mëtten, déi, déi d'Regierung an den Transportminister froen: „Wéi haalt Der et da mam Strategiepabeier vun der Eisebunnsdirektioun?“, déi si selwer bis elo ni an der Lag gewiescht fir ze soen, wat si da prezis dovunner halen. Et gi vill Froen gestallt, och de Mëtten, och vun deene Gréngen. Mä ech hunn Antwerten, wéi si dann...

Une voix. - Wann Der d'Interpellatioun uegeholl hätt, dann hätte mer eng hallef Stonn Zäit gehat...

(Interruption)

M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Dat heescht also, nëmmen de Fait, dass Der amplaz 30 Minuten 10 Minuten hutt, ...

Une voix. - Dat ass eng grouss Differenz.

M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - ...mécht Iech et onméiglech fir de Mëtteg hei ee Saz ze soen, nämlech: „Déi Gréng si mam Strategiepabeier vun der Direktioun d'accord.“ Dat wär an 10 Sekonnen ee Saz gewiescht, deen Der hätt kënnen soen. Dofir mengen ech, Här Bausch...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Mir wollt länger driwwer diskutéieren, mä Dir wollt dat net.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Här Bausch, et ass e bëssen einfach, wann ee Problemer... Et ass eng berühmte Taktik, wann ee Problemer huet mam Fong, da geet een op Argumenter vun der Form. Ech mengen, et wier ganz einfach gewiescht...

(Interruption)

Et wier ganz einfach gewiescht...

M. le Président. - Loosst den Här Minister schwätzen, wann ech gelift!

M. Lucien Lux, Ministre des Transports. - Et wier ganz einfach gewiescht de Mëtteg eng kloer Position ze huelen, wann een dann eng gehat hätt, well ech mierke bei allen Interlocuteurs, dass sech em déi Froen, wou et da wéi deet a wou et dann och an der Diskussioun, déi mer an der Tripartite ze féieren hunn, wäert wéi doen et ze diskutéieren, jiddferree sech laanschschlängelt fir doriwwer eng Position ze huelen.

Ech denken och, dass et jo der Regierung an dem Transportminister - Här Bausch -, dass et der Regierung jo dorëm geet, wann ee seet, mir maachen eng Tripartite, da maache mer jo eng Tripartite fir dann deen Dialog do ze féieren op där Plaz a jiddferree ze lauschten an net 80 Deeg no der Regierungsbildung par la volonté du mufti dekretéieren erof, wéi et soll goen.

Neen, des Regierung wëllt sech déi Zäit huelen, fir an enger festgefuereener Situatioun, an dat ass jo déi, déi mer feststellen, virunze-
kommen. Mir stelle fest am Joer 2004, dass mer e Strategiepabeier hu vun der Eisebunnsdirektioun, zu där déi fréier Regierung keng Position geholl huet an déi nei Regierung sech eng Position muss huelen, an op där anerer Säit eng festgefuere Situatioun, well d'Eise-

bunngewerkschaften, déi d'Belegschaften vertrieben, zu deem Strategiepabeier do e kloren, eendeitegen Neen soen.

Dat ass d'Situatioun, déi mer haut feststellen. A wann een net mam Briecheisen wëllt derduerchgoen, da muss ee sech déi Zäit huelle fir déi Fiedem, déi do ausernee gefuer sinn, erëm zesammenzebréngen.

An Dir kënn Iech eppes virhuelen, Här Bausch an Här Braz! Ech wäert an deenen nächste Wochen a Méint, wéi schonn an deene leschte Wochen, mer an deem do Dossier all Stonn, Dag an Nuecht, de Weekend an an der Woch huelen, fir mat jiddferengem ze diskutéieren, fir dass mer net blannemännerchers riicht an eng Mauer vun engem Sozialkonflikt rennen, deen der Eisebunn enorme Schued géng zouféieren, wa mer dat an den nächste Méint veran-
stalten.

Et geet drëm effektiv de ganz schwierige Spagat ze maachen, deen den Här Grethen hei richtig dohinnergeluecht huet. Et ass eng Gratwanderung déi mer musse fäerdeg bréngen, fir op där enger Säit dofir ze suergen, dass mer all déi Investitiounen maachen, déi vum Här Braz richtig hei gesot gi sinn; alles dat wat mer brauchen um Niveau vun den Investitiounen, um Niveau vun aneren Dossieren, dem IVL, Kyoto, dem RGTP-Gesetz a sou virun; dass mer op där enger Säit dat Geld vun dëser Gesellschaft, vun deem Land investéieren, fir déi Zukunftsfähigkeit do ze gestalten, an op där anerer Säit an där Gratwanderung et fäerdeg bréngen fir d'Eisebunn fit ze maachen, wéi den Här Schreiner et gesot huet, fir mat där Lizenz, déi se lo hunn, um europäesche Markt kënnen als Eisebunn, lo mol am Fret, spéider vläicht och um Niveau vum Voyageur, ze bestoen.

Dat ass dat, wat mer musse fäerdeg bréngen, an ech kann Iech nëmme soen, dass an deene leschte Wochen ech mat der Eisebunnsdirektioun, ech weess net, véier-, fënnf-mol schonn zesummesou, mat den Eisebunngewerkschaften zesummesou, mat de Leit vum Verwaltungsrot vun der Eisebunn zesummesou, fir ze versichen déi Fiedem do vun der Zukunftsfähigkeit vun der Eisebunn rëm zesummenzebréngen, fir dass mer et fäerdeg bréngen fir där Eisebunn all Chancen ze ginn déi se brauch fir an deenen nächste Joren ze bestoen.

An ech mengen och net, Här Grethen, dass dat e Combat d'arrière-garde ass. Ech mengen, et ass och Är Attitüd zu Bréissel an hei zu Lëtzebuerg an deenen eenzelne Conseilen, wéi iwwert den zweeten an iwwert den drëtten Paquet, wou Der jo all Kéiers eng Attitüd ageholl hutt fir Neen ze soen, zesumme mat der Belsch, mat de Fransosen, och dat wor jo kee Combat d'arrière-garde. Neen, och dat war kee Combat d'arrière-garde, wann een de Versuch soll maachen och um Niveau vun den europäeschen Diskussiounen heiansdo dach awer ze hannerfroen, wat um Niveau vun der Liberaliséierung alles geschitt.

Well vill vun deenen, déi an de leschte Jore ganz staark liberaliséiert hunn, déi, déi am Zuch vun der Liberaliséierung am éischte Peloton waren, hunn an der Tëschenzäit festgestallt, dass nach laang net alles wat se gemaach hu richtig war, a se hunn eenzel Saachen zrëckgeholl, wéi et zum Beispill a Groussbritannien de Fall war.

Ech hu viru kuerzem d'Geleeënheet gehat, fir mam däitsche Verkéiersminister zesummesetzen an him d'Fro ze stellen: „Mä wéi hutt Der dann déi Zilsetzung vun

der Liberaliséierung, déi Der Iech geholl hutt, Ufank der 90er Joren, wéi sidd Der dann haut zefridde mat deene Resultater?“ D'Antwort war ganz mitigéiert! Well effektiv net all Resultater, fir Parts de marché ze gewanne par rapport zu der Strooss, fir och um Niveau vun de soziale Besetzstänn vun den Eisebunner alles dat fäerdeg ze bréngen, wat d'Liberaliséierung sech da virgeholl huet.

Dofir ass och déi Evaluatioun, déi am zweete Paquet jo virgesinn ass, fir den éischte Januar 2006, fir ze kucken: Mä wat huet dann déi ganz Liberaliséierungspolitik um Niveau vun den Zilsetzungen, och den ekologeschen, och deene vum Aménagement du Territoire, och de sozialen a sou virun, wat huet se da bruecht? Fir ze kucken, dass een net muss blannemännerchers an eng Richtung lafen, wann een d'Gefill huet, dass et och Lëtzebuerger Léisunge ka ginn. Dass et och hei zu Lëtzebuerg Méiglechkeeten a Methoden am Sozialdialog an am Modell ka ginn a sou virun, fir op dem Niveau vun der Eisebunn an deenen nächste Joren an eng Strategie ze goen, déi eisen Ziler gerecht gëtt.

Ech hunn - par rapport zu deem, Här Bausch an Här Braz, wat gesot ginn ass hei, dass ech keng Aussoe gemaach hunn -, ech mengen, dass an deem Discours virun dem Verwaltungsrot kloer déi Gratwanderung do ganz kloer am Discours dra war. Fir ze soen, mir mussen als Eisebunngesellschaft à partir vun 2006/2007 mat där Lizenz, déi mer hunn, eis an d'Lag versetzen, fir kompetitiv am Fret ze sinn. Dat heescht, mir hunn also effektiv Suerg ze hunn, ob mer déi Kompetitivitéit fäerdeg bréngen.

Ech wëll da mat enger Seechen awer nu wierklech opräumen, fir ze soen: Wann déi Tripartite do an engem Joer stattfent, dass da während dem ganze Joer do hei zu Lëtzebuerg um Niveau vun der Virbereedung vun der Liberaliséierung näischt daerf geschéien. De Géigendeel ass de Fall. De Géigendeel ass de Fall!

Et ass um Niveau vun deem Dialog, dee mer féieren, dass mer permanent doriwwer diskutéieren. De Fait ass deen, dass d'Direktioun vun der Eisebunngesellschaft am Moment mat mengem Aval an och a Kenntnis vun de Gewerkschaften amgaangen ass, Optiounen ganz konkret ze diskutéieren mat Partnern, wéi dann an Zukunft eng Gesellschaft um Niveau vum Fret kënn ausgesinn. Déi Diskussiounen lafen a gi bewëllegt, fir dass se solle lafen, fir dass mer all Optiounen - an ech betounen all Optiounen -, déi méiglech sinn, do leien hunn, wa mer als Tripartite zesumme-
kommen, fir dann ze kucken wat fir eng Décisioun mer huelen.

An dat géllt och fir eng Rei vun anere Froen, déi de Kolléeg Braz gestallt huet. D'Fro: „Wéi ass et mat der Verlängerung vun de Kontrakter?“ Verlängerung, déi jo an der Regierungserklärung prezis dra-
steet, dass mer dofir sinn, fir déi ze verlängeren. Dat ass jo eng Ausso par rapport zu dem, wat hei gesot ginn ass, de Regierungsprogramm wier onverantwortlech, wéi de Kolléeg Jaerling gesot huet. Ech mengen, dass an deem Programm eng Rei vu Saache ganz prezis sinn. Ech mengen, dass et och net irresponsabel ass fir an dee Koalitionsprogramm dranzeschreien, dass par rapport zu deenen Eisebunner, déi haut am Statut sinn a sou virun, näischt geschitt, dass deenen hier Droits-acquisen an alle Fall gewahrt sinn. Ech mengen, dass dat eng verantwortlech Ausso ass fir d'Motivatioun vun den Eisebunner an och d'Motivatioun vun der gesamer Gesellschaft ze halen.

Wann Der frot, um Niveau vun der Kapitalopstockung, wat eis Position ass: Ech mengen, dass dat eng Diskussioun ass, déi mer och an engem Paquet innerhalb vun der Tripartite dann ze diskutéieren

hunn. Ech wollt Iech awer drop opmierksam maachen, dass am Projet vum Budgetsgesetz vun deem Joer proposéiert gëtt, d'Garantie, déi de Stat iwwerhëlt par rapport zur Eisebunngesellschaft, vun 125 op 500 Milliounen an d'Luucht ze setzen, wat jo awer och, mengen ech, e Geste ass vu Vertrauen an déi Zukunftsfähigkeit vun deenen Investitiounen, déi mer um Niveau vun der Gesellschaft amgaange sinn ze maachen.

A wann d'Fro gestallt gëtt um Niveau vum Train-Tram-Konzept, da wëll ech soen, och par rapport zu deem, wat ech liesen an der Press, d'DP-Fraktioun no hirer Journée parlementaire: Ech si mat jiddferengem d'accord - an ech hunn dat oft genuch gesot - dee kloer mécht, dass déi nächst fënnf Joer hei an deem Land net um Niveau vun den Investitiounen erëm daerfe vergeut ginn duerch nei Studien an duerch nei Etüden. Dat, mengen ech, ass eng Attitüd, déi een 100%eg muss ënnerstëtzen.

Mir hunn hei als Chamber am Juni an am Dezember d'lescht Joer eng Rei vu wichtige Investitiounsprojeten um Niveau vun der Eisebunn decidéiert. Heiansdo a meesch-
tens, mengen ech, unanime oder bal unanime - ech mengen, et waren heiansdo Abstentiounen do gewiescht vu eenzelne Fraktiounen; mir zum Beispill, Déi Gréng och, well mer 100%eg an eenzelne Projeten net d'accord ware mat deenen Tracéen, déi proposéiert gi sinn. Mä iergendwou eng Kéier muss d'Diskussioun iwwert d'Tracéen an iwwert d'Konzept, an déi ee geet, eriwwer sinn, fir dass een Investitiounen mécht.

Dofir mengen ech hu mer déi Ubannung vum Kierchberg. Dat ass eng déi mer wäerte virundreiwen, mat deenen, déi de Kolléeg Grethen elo hei gesot huet, wat d'Duebelgleisigkeit vun der Streck Péiteng-Lëtzebuerg ubelaangt an anerer. Ech denken och dass et wichtig wär an engem gudden Gespéich mat dem Schäferot, dem Buergermeeschter an dem Schäfte vun der Stad Lëtzebuerg och ze diskutéieren a sech elo d'Moyenen ze ginn an d'Etüden ze maachen, fir dass mer dat Konzept, wat hannendru fir d' Stad Lëtzebuerg ze diskutéieren ass, weiderdreiwen. Ech war frou Interlocuteurs ze fannen déi bereet sinn, schnell zesumme mam Stat an där gedeelter Kompetenz, déi mer do hunn, weiderzekommen, fir dass mer deem Projet do och gerecht ginn.

Ech denke wat déi aner Froen ubelaangt, Här Braz, souwuel um Niveau vun der Fro vum Statut wéi um Niveau vun deem vun der Filialiséierung an anerer, wat jo dann Elementer si vum Strategiekonzept vun der Eisebunnsdirektioun sou wéi et haut virläit, dass dat Diskussiounen sinn, déi effektiv an där Tripartite mat all deem wat mer eis u Method virdru musse ginn, fir dat ze preparéieren, déi lescht Ronn solle sinn.

An da wëll ech par rapport zu engem, dee jo oft hei um Riednerpult stoung an dofir gestriden huet, zum Beispill bei deene berühmte PAN-Gesetzter, dass d'Chamber hiert Recht muss behalen, fir an alle Fall matzediskutéieren a mat gehéiert ze ginn, da wëll ech fir een, deen dat wéi gesot oft genuch gesot huet, hei mäin 100%egt Engagement huelen, fir zu all Moment hei an d'Chamber ze kommen, an d'Kommissioun oder hei an de Plenum, fir doriwwer ze diskutéieren. Eenzel Saache wäerte souwisou eventuell gesetzgeberesch Suite kréien, deemno wat mer diskutéieren an decidéieren; sou dass dat souwisou verlaangt, dass um Niveau vun der Chamber dann och e Wuert muss heiriwwer geschwat ginn.

Ech hunn also keng Illusiounen, dass dat doten eng ganz schwéier Aarbecht wäert gi fir déi Kompetitivitéit vun der Eisebunngesellschaft elo um Fret hierzustellen an

och gläichzäiteg awer dofir ze suergen, an dat ass awer och eppes wat ech dem Parlament wëll soen, dass et dann och, mengen ech, fir d'Chamber als Ausdröck vun deem wat d'Souveränitéit hei am Land ass kloer muss sinn, dass dat doten an enger éischter Phas vill Investitiounen an déi Eisebunn an an déi Eisebunngesellschaft mat sech bréngt. Da muss, mengen ech, awer och jiddferree sech an de Spiegel kucken a soen ob e bereet ass fir am Ufank wierklech dofir ze suergen, dass de Stat mat ganz ville Moyene wäert hëllefen, fir dat doten op d'Schinnen ze kréien. Dat ass nämlech de Corollaire zu der Kompetitivitéit, dass am Ufank déi Moyenen do mussen do sinn, um Niveau vun der Verlängerung vun de Kontrakter, um Niveau vun den Investitiounen a sou virun, dass dat geet.

An dann ënnerschreiwten ech total den Ufank, den hei gemaach ginn ass vum Interpellant fir ze soen, dass dat do jo u sech eng Aufgab ass, déi d'Eisebunn betrëfft; dass et eng Aufgab ass, mengen ech, déi awer virun allem d'ganz Land betrëfft; well d'Mobilitéit, de „modal split“ 25/75, d'Diskussionen iwwert den IVL effektiv e besseren Aménagement du Territoire fäerdeg bréngen. A virun allem och - an dofir sinn ech dankbar dat gesot ze hunn hei -, dass mer et och am Kyoto-Protokoll nämlech fäerdeg bréngen, dass mer net nëmme Quota an Emissiounskapacités an d'Ausland bilateral oder transnational akafen oder eis do fräikafe ginn, mä dass mer et och fäerdeg bréngen an engem nationale Reduktiounsplang dofir ze suergen, dass mer eisen nationalen Aufgaben esou wäit et nëmme méiglech ass gerecht ginn, fir CO₂-Emissiounen selwer anzespueren.

Dass dat eng Politik ass, déi e Ganzt bilt, tout cela se tient, an ech wäert mat der Regierung, déi iwregens déi Décisioun vun der Tripartite gemeinsam geholl huet, dat ass net eng unilateral vum Transportminister, dass mer eis elo an deene Méint um Niveau vun der Direktioun, vun de Gewerkschaften, vum Transportministère déi Zäit ginn, fir Pilonen ze leeën an d'Pilonen ze leeën, fir dass mer an der Tripartite da gutt Décisiounen kënnen huelen an engem Joer, fir dass et der Eisebunn, den Eisebunner an dem Land domadder gerecht gemaach gëtt.

Merci.

M. le President. - Merci, Här Minister. Här Braz, fro Dir d'Wuert nach eng kéier? Dir hutt nach 44 Sekonnen.

M. Felix Braz (DÉI GRÉNG). - Ech wollt déi lescht 40 Sekonnen, déi ech nach hunn, gebrauche fir dem Plenum awer ze soen, dass mir fannen, dass de Minister och no dëser Interventioun d'Antworten op déi Froen, déi sech stellen, nach ëmmer schëlleg bliwwen ass, a mir kënnen eis doriwwer nëmme wonneren, wann ee kuckt an der Regierungserklärung op wéi enge Punkten déi prezis Antworten deelweis a verschiddene Punkte stinn, a mir kënnen eis nëmme schwéier virstellen, dass d'Eisebunnproblematik net méi am Detail soll während de Koalitionsverhandlungen diskutéiert gi sinn, wéi dat wat de Minister haut hei gesot huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat Zweet ass, dass mir als Gréng Demandeur waren dofir, dass d'Parteien an d'Chamber direkt agebonne ginn an eng Tripartite, déi direkt ufänkt. Dann hätt Der ganz séier vun de Parteie méi Antworten kriit wéi dat doten. Ech mengen, dass Der do de Reprochelech selwer musst zouschreiwten.

An drëttens, dass Der d'Veantwortung dofir wäert missen iwwerhuelen, an engem Joer oder méi, wann Der herno awer zur Konkursioun kommt, dass e Joer verluer gaangen ass.

M. le President. - Merci, Här Braz. Domat ass d'Diskussion ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vun eiseum Ordre du jour, zur Diskussion vun der Proposition de loi 4754 iwwert d'Ofännerung vun der Verfassung. Duerch stëmmt d'Chamber am zweete Vote constitutionnel doriwwer of.

Den 12. Mee 2004 hu mer eng éischte Kéier ofgestëmmt gehat. Mir kommen elo zur Diskussion. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: den Här Meyers, d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Henckes. Den Här Meyers als Rapporteur huet als Éischten d'Wuert. Här Meyers!

6. 4754 - Proposition de loi portant

1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;

2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution - Second vote constitutionnel

M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 12. Mee vun dësem Joer huet d'Chamber mat 46 Stëmme oui Enthaltung an oui Géigestëmm enger Revisioun vun den Artikelen 11, Paragraph (6), 32, 36 a 76 zougestëmmt. Gläichzäiteg war d'Chamber d'accord fir en neien Artikel 108bis an d'Verfassung anzuschreiwten.

Ech mengen, et ass haut net méi noutwendeg fir op den Historique vun där Reform anzugehen. Ech wëll mech dofir beschränken op e puer wesentlech Punkte vun där Reform an hiweisen op d'Wichtigkeet vun där heiter Reform, well déi fénnef Artikelen, déi zur Diskussion stinn, betreffen ee Punkt vun der Verfassung, dat ass de Pouvoir, d'Regelung vum Pouvoir réglementaire, den dann och an der Verfassung nei soll geregelt ginn.

Gemäss deene bestehende verfassungsrechtliche Bestëmmungen läit de Pouvoir réglementaire eenzeg an eleng beim Grand-Duc. De Groussherzog huet eleng d'Recht fir Ausféierungsbestëmmungen zu Gesetzer ze huelen, opgrond vun zwee Verfassungsartikelen: Den Artikel 36 dee virgesäit, dass de Grand-Duc déi Reglementer hält, déi noutwendeg si fir d'Gesetzer auszeféieren, an den Artikel 32 den der Chamber et erlaabt, fir dem Grand-Duc Pouvoiren ze gi fir Reglementer ze huelen. Déi Pouvoir gëtt d'Chamber duerch e Gesetz, wou se dann och ka festhalen, ënner wéi enge Bedingungen déi Reglementer geholl ginn, ënner wéi enger Form déi Reglementer geholl ginn, a wou se och ka virschreiwten, dass d'Chamber nottamment muss fir eenzel Reglementer em hiren Avis gefrot ginn.

Bei deem leschte Punkt, bei dem Artikel 32 kann een och soen, dass opgrond vun deenen Dispositionen an der Vergaangenheet ëmmer déi sou genannt Habilitatiounsgesetzer geholl si ginn, déi jo och d'Bedingungen festgehale hunn, ënner deenen d'Regierung déi noutwendeg Reglementer konnt huelen a wirtschaftlech schwieere Situatiounen a wann et noutwendeg war, fir am Intérêt vum Land eenzel Dispositionen ze treffen, déi dann och konnten ze bestehende Gesetzer dérogéieren.

Virun 1996 konnt ee soen ass déi ganz Matière mat enger gewësser Flexibilitéit gehandhaabt ginn. Mir hunn 1996 e Verfassungsgericht geschaaft, wat sech a sengen Arrêten, déi et am Laf vun de Jore geholl huet, besonnesch mat där d' Matière ofginn huet, a well se och ëmmer befaasst gi si mat Froen, déi de Pouvoir réglementaire betraff hunn. An dofir huet

sech och mat der Zäit d'Fro vun enger Reform vun deenen Artikele vun der Verfassung, déi de Pouvoir réglementaire betreffen, gestallt.

Ech gesinn haaptsächlech sechs Punkten, déi och an där heiter Reform zréckbehale si ginn, déi ech kuerz wëllt développéieren.

En éischte Punkt ass deen, dass an der Verfassung selwer eng Rei Artikele festhalen, dass eenzel Matière mussen engem Gesetz reservéiert sinn, dass also eenzel Matière nëmme duerch e Gesetz kënnen traitéiert ginn, also net duerch e Règlement, och net e Règlement grand-ducal kënnen ausgeféiert ginn. Déi Matière war ëmmer zur Diskussion, wat muss dann am Gesetz stoen, well de Conseil d'État an der Vergaangenheet ëmmer gesot huet, wann déi grous Prinzipien an dem Gesetz festgehale sinn, kënnen och duerch Règlement grand-ducal Ausféierungsbestëmmungen kommen. Allerdéngs war ëmmer eng ganz grous Onsicherheit do, wat dann an d'Gesetz gehéiert huet a wat da wierklech an de Règlement grand-ducal gehéiert huet.

D'Verfassungskommission huet sech ausféierlech mat deem dote Punkt befaasst a si huet da proposéiert, fir den Artikel 32 duerch e Paragraph 3 ze ergänzen, dee virgesäit, dass an deene Matière, déi duerch d'Verfassung engem Gesetz virbehale sinn, dass do kënnen och Reglementer an Arrêté geholl ginn, mat deene Bedingungen a mat deene Modalitéite wéi déi respektiv Gesetzer dat selwer virgesinn, dat heescht, da muss och d'Basis an deem Gesetz drastoen, an d'Gesetz kann dann och festleeën no wéi enge Modalitéiten esou ee Règlement grand-ducal ka geholl ginn.

En zweete Problem, deen eigentlech zënter 50 Joer ëmmer nees erëmmert ass, ass dee vun deene sou genannten Habilitatiounsgesetzer. D'Chamber huet der Regierung an dem Grand-Duc d'Méiglechkeet ginn, fir a wierklech schwieere Situatiounen an am Intérêt vum Land, haaptsächlech a wirtschaftlechen a finanzielle Froen, Reglementer ze huelen, déi och konnten dérogéieren zu bestoende Gesetzer, awer net an deene Matière, déi duerch d'Verfassung engem Gesetz virenthale waren.

Or, wann een hei vu wirtschaftlechen a finanzielle Moosname schwätzt, dann ass ee ganz séier am Beräich vun der Fräiheet vum Commerce, well et sinn och an der Vergaangenheet Mesuré geholl gi wou een der Meenung konnt sinn, dass se dee Prinzip eventuell violéiert hätten. Et ass och hei an der Chamber beim Vote vun deene Gesetzer ëmmer erëm op déi do Problematik higewise ginn. Och do war et net kloer, wou d'Grenz ze zéie war. D'Verfassungskommission huet festgehale, dass an der Verfassung selwer de Prinzip vun der Habilitatioun soll zréckbehale ginn, an zwar duerch d'Aschreiwung vun engem neie Paragraph 4 am Artikel 32, wou allerdéngs de Grand-Duc habilitéiert gëtt, Reglementer ze huelen, nëmme a Fäll vun enger internationaler Krisis, a wann et urgent ass, dass déi Mesuré musse geholl ginn. Et sinn also zwou Bedingungen, déi d'Verfassung virgesäit: d'Crise internationale an d'Urgence.

Allerdéngs geet den Artikel 32 iwwert dat eraus, wat virdu virgesi war, well den Artikel 32 erlaabt och elo dem Grand-Duc Reglementer ze huelen an deene Matière, déi bis elo ausgeschloss waren, dat heescht wou d'Verfassung ee Gesetz virgesinn hat. Den neien Text seet elo, dass an alle Matière Reglementer kënnen geholl ginn, wann eng international Krisis do ass, a

wann Urgence besteet, da kann also e Règlement geholl ginn och fir déi Matière, déi duerch d'Verfassung engem Gesetz virbehale sinn.

Allerdéngs huet d'Vefassungskommission proposéiert fir d'Durée vun deene Mesuren anzuschranken, an zwar hunn déi Reglementer nëmme eng Validitéit vun 3 Méint. Duerno hu se keng Effete méi, se kënnen also nëmme a wierklech urgenté Fäll geholl ginn. Wann d'Regierung oder d'Chamber der Meenung wär, dass déi Mesuré misste verlängert ginn, da misst d'Chamber mat engem Gesetz befaasst ginn, fir déi do Matière an engem Gesetz ze reglementéieren. D'Regierung kann doropshi keng nei Réglementatiounen huelen, well déi Durée vun 3 Méint limitativ festgeluecht ass.

En drëttes Problem, dee laang oder nach ëmmer bestanen huet, ass d'Problematik vun de Règlements ministériels. Och do sinn d'Meenungen ganz oft ausernee gaang. D'Regierung war natierlech ëmmer der Meenung, si kënn Règlements ministériels huelen. Et sinn der och ëmmer agesat ginn an de Gesetzer. Et waren der och ëmmer am Budgetgesetz. De Conseil d'État huet ganz oft drop higewisen, dass déi Reglementer net konform wäeren zu der Verfassung. Allerdéngs sinn och an den Diskussionen d'Juriste sech oft net eens gewiescht, dass gemengt ginn ass, wann ee Règlement grand-ducal do wär, kënn opgrond vun engem Règlement grand-ducal och nach e Règlement ministériel geholl ginn.

D'Vefassungsgericht huet där Diskussion een Enn gemaach a kloer gesot, dass eleng de Grand-Duc Reglementer kann huelen, an dass d'Règlements ministériels net verfassungskonform wäeren. Allerdéngs muss een och soen, dass ganz vill Matière do sinn, wou heiansdo séier muss reglementéiert ginn; datt och Matière do sinn, wou ee sech muss froen, ob et da wierklech noutwendeg ass de Grand-Duc an deene Matière ëmmer erëm ze beméien. Dofir huet och d'Vefassungskommission gemengt et wier gutt, wann een d'Méiglechkeet vum Règlement ministériel an d'Verfassung géif aschreiwten.

Déi éischt Propos, déi mir gemaach haten, war déi, fir dat an den Artikel 36 anzuschreiwten, dann hätt de Règlement ministériel déiselwech juristesche Valeur gehat wéi e Règlement grand-ducal, e wier also an der Hierarchie vun de juristeschen Normen um selwechten Niveau gewiescht. De Conseil d'État huet domadder Problemer gehat, an ech mengen et war och richtig, dass en déi Problematik opgeworf huet. E war der Meenung, dass de Règlement ministériel eng juristesche Norm ass, déi eigentlech dem Règlement grand-ducal misst ennergeuerdnet ginn, an dass de Minister Reglementer kënn huelen opgrond vun enger Delegatioun, déi en eigentlech vum Grand-Duc géif kréien, an da gehéiert dee Pouvoir net an den Artikel 36, mä an den Artikel 76.

Schlussendlech huet dann och d'Kommission dat zréckbehale, esou wéi de Conseil d'État et proposéiert huet, esou dass elo am Artikel 76 festgehale ass, dass de Grand-Duc am Rahme vun deene reglementaresche Pouvoiren, déi en huet, och de Membere vun der Regierung Pouvoir de délégation ka ginn, fir Ausféierungsbestëmmungen ze huelen, déi dann allerdéngs musse konform sinn, net nëmme zum Gesetz, mä och nach gegebenenfalls zu dem Règlement grand-ducal opgrond vun deem se geholl si ginn. Domat bleift dann och d'Hierarchie vun den Norme gewahrt.

E véierte Punkt, dee sech erginn huet opgrond vun engem Uerteel vum Verfassungsgericht, betrëfft Mesuren, déi geholl gi vu professionellen Organer, an zwar huet d'Fro sech gestallt beim Ordre vun

den Affekoten, déi ëmmer d'Recht haten am Intérêt vun hire Membere Mesuré virzeschreiwten, wou och dann déi, déi zu deem Ordre gehéiert hunn, sech hu missen dorun halen. D'Vefassungsgericht, wat befaasst war mat enger Fro, huet do och kloer entscheet, dass dat net méiglech wär, dass opgrond vun den Artikele 36 an 32 de Pouvoir réglementaire eleng beim Grand-Duc léich, a wann een dat wëllt änneren, misst een natierlech deenen Organer professionnels déi Pouvoir ginn.

D'Kommission war der Meenung, dass et noutwendeg wär, dass och an engem moderne Stat déi Organer professionnels, déi e Beruff vertrieben, déi och duerch e Gesetz geschaf si ginn, déi eng Personnalité juridique hunn, kënnen Mesuren am Intérêt vun hirem Berufsstand huelen, déi sech och dann de Membere vun deem Berufsstand géifen imposéieren.

Dofir ass proposéiert ginn am Artikel 11(6) zwee nei Alineen anzuschreiwten, déi dat do erlaben, wou allerdéngs duerch d'Gesetz muss festgehale ginn, wéi eng Reglementer dass dat kënn sinn, wéi d'Prozedure sinn, dass eventuell déi Reglementer kënnen approuvéiert gi vun der Autorité de tutelle, wann et net noutwendeg ass, dass se och kënnen annulléiert ginn, dass se kënnen opgehuewe ginn, a selbstverständlech kënnen d'Gerichter à tout moment d'Legalitéit vun deene Reglementer kontrolléieren.

E fënnefte Punkt, dee besonnesch an der leschter Legislaturperiod zu laangen Diskussionen och an der Chamber, mä op engem aneren Niveau Ulass ginn huet, dat sinn d'Pouvoir vun den Établissements publics.

De Législateur huet an deene leschte Jorzéngten eng Abberzuel vun neien Établissements publics geschaf, an do sinn der och derbäi, déi Pouvoir kritt hunn, déi eigentlech der Regierung gehéieren an déi an den Exercice vun der Souveraineté nationale eraginn.

Et sinn eng Rei Etablissementer, déi Mesures d'exécution huelen, déi och a verschiddene Beräicher, besonnesch am Assurancberäich an am Bankeberäich, mussen agehale gi vun deene Firmen oder Entreprises, déi der Kontroll vun deenen Etablissementer do ënnerleien. Mä och do war d'Kommission der Meenung, obscho bis lo keen Uerteel vum Verfassungsgericht do war, dass een dat net kënn esou bestoe loosse, oui dass een de Prinzip géif an der Verfassung verankeren.

Dofir hu mer - an de Conseil d'État huet dat jo approuvéiert - an der Verfassung och bei der Reform festgehale, een neien Artikel an d'Verfassung anzuschreiwten, den 108bis, dee fir d'éischt emol virgesäit, dass duerch Gesetz sou ofentlech Etablissementer kënnen geschaf ginn, déi d'Personnalité juridique hunn, wou och festgehale gëtt, dass am Gesetz hir Organisatioun an hir Missiounen - hiren Objet - mussen definéiert ginn an dass se am Rumm vun där speziellescher Missioun, déi se kréien, och Mesuren huele kënnen am Beräich vun den Ausféierungsbestëmmungen, deenen dann awer och déi Entreprises oder déi Particulieren ënnerleien, déi deem Contrôle ënnerleien, déi dann d'selwech ze considéieren sinn, eigentlech, wéi e Règlement grand-ducal oder e Règlement ministériel, och wa se gegebenenfalls an der Hierarchie vun den Normen ënner d'Gesetz an ënner de Règlement grand-ducal anzereie sinn.

Eng lescht Annerung betrëfft den Artikel 36 selwer. Do stoung bis elo nach dran, dass de Grand-Duc d'Gesetzer misst ausféieren, dass en se net kënn suspendéieren an dass en och net vun der Exécution kënn dispenséieren. Do ware mir der Meenung, datt dat eng Disposition wär, déi haut eigentlech,

compte tenu vun de Pouvoire vum Groussherzog, net méi aktuell wär. De Conseil d'État war därseiwelcher Meenung, sou dass dee klengen Zousaz am Artikel 36 gestrach ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun an och d'Chamber am éischte Vote hu gemengt, duerch déi hei Mesuren an der Verfassung de Pouvoir réglementaire sou ze regelen, wéi et engem moderne Stat entsprécht. D'Chamber huet den 12. Mee mat all deenen Deputéierten, déi dee Moment am Sall waren, hiren Accord ginn, an ech géif och d'Chamber bidden, haut deenen hei Mesuren am selwechte Mooss zoustëmme.

Ech kann och elo soen, dass meng Partei d'accord ass fir déi do Mesuren am zweete Vote ze stëmme.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Meyers. Als éischt Riednerin ass geschriwwen d'Madame Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ **Mme Colette Flesch (DP).** - Här President, als Dinosaurier, wéi ons Kollegin, d'Madame Lulling, géing soen, kann ech an deem Haus sécher keen Usproch un e „maiden speech“ erhiewen.

(Hilarité)

Erlaabt mer awer eng perséinlech Bemierkung. Vun 1969 bis 1989, also 20 Joer laang, war ech an deem Haus an där enger oder där anerer Eegenschaft tätég. Du war ech vun 1989 bis 2004, also 15 Joer laang, an Europa engagéiert, sief et am Europaparlament, sief et bei der Kommissioun.

Et ass also net ouni Emotioun, dass ech haut des Tribün ermännern. D'Haus ass entre-temps méi schéi ginn, et ass och méi modern ginn. Mir sinn alleguerten, wéi een an Amerika géing soen, „wired“. De Greffier heescht net méi Greffier; mä de Greffe sou wéi och d'Fraktiounen hu méi Mataarbechter kritt. Grondsätzlech awer bleift d'parlamentäresch Aarbecht wat se ëmmer war: eng schéin a wichteg Aarbecht; an ech si frou, drun dierfen deelzehuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur vun der Proposition de loi, déi mir elo diskutieren, ass am Detail nach eng Keier op de Werdegang vun deser Verfassungsännerung agang, an iwwerregens wonnen ech mech, dass... Bon, ech weess, hei handelt d'Chamber wierklech als Législature, mir brauchen d'Regierung net. Mä nach wonnen ech mech, dass d'Regierung et net derwärt féint dobäi ze sinn, wann een iwwer de Pouvoir réglementaire schwätzt, dat heescht hir Pouvoiren an d'Exécutioun vun de Gesetzer. Mä et sief dann!

(Interruptions diverses)

Den 12. Mee 2004, wéi de Rapporteur gesot huet, huet sech beim éischte Vote constitutionnel d'Chamber kloer fir des Modifikatiounen ausgeschwat. Mir hunn ons och alleguerten an där zoustänneger Kommissioun dofir ausgesprach, fir den Text an därseiwelcher Form, an där en am Mee gestëmmt ginn ass, des Keier beim zweete Vote unzehuelen.

Des Verfassungsännerung ass eng vun deenen éischten, mengen ech, déi no der neier Prozedur vun der Verfassungsrevisioun duerchexerzéiert gëtt. Fir d'DP ass des nei Prozedur mat dem zweete Vote constitutionnel, deen dräi Méint muss vun deem éischten ewech sinn, e wichtige Garant, dass den demokratesche Grondsaz vun onsem Land garantéiert bleift.

D'Grondgesetz ass bien entendu den eigentlechen urlegislativen Text an onser Demokratie, a vun deem Text ginn all déi aner Texter aus. Et ass dofir wichteg, dass all Verfassungsännerung gewëssene

Sécherheeten ënnerläit. Sou kann ech et nëmme begrëssen, dass d'Verfassungsännerung, déi mir haut solle stëmme, dem zweete Vote constitutionnel ënnerläit.

Och wär theoretesch d'Méiglechkeet vun engem Referendum gi gewiescht - awer nëmme theoretesch. D'Chamber huet wuel den Artikel 114 vun der Verfassung geännert an d'Méiglechkeet vun engem Referendum virgesinn, mä d'Applikatioun dovun ass nach net méiglech, well d'Gesetz, wat de Referendum soll regelen, nach net uegoll ass. Et besteet also do Handlungsbedarf. Mir begrëssen et, dass déi institutionell Kommissioun sech de Moment domadder beschäftegt, a mir hoffen, dass mir do kënne schnell weiderkommen.

An den Debatte vum 12. Mee ass vun der deemoleger Oppositioun dorops higewise ginn, dass d'CSV-DP-Regierung et net fäerdeg bruecht hätt, eng vun hiren Ambitiounen aus dem Regierungsprogramm vun 1999 ze erfëllen, nämlech d'Moderniséierung vun der Lëtzebuerger Verfassung. Wann ech haut de Point maachen, gleeven ech awer kënne feststellen, dass an der leschter Legislatur - an ech sinn net suspekt, well ech war net dobäi - an deser Matière vill gelescht gouf. Ech mengen et war richtig, dass d'Chamber sech an hirer Aarbecht net duerch iergendwellech kuerzfristeg Wahlterminer ënnert Drock setze gelooss huet, well eng Verfassungsännerung muss gutt duerchuecht sinn a kann net iwwer de Knéi gebrach ginn.

Wat lo d'Proposition de révision vun haut uegt, well ech kuerz e puer Punkten ervirhieen. Et geet iwwer de Pouvoir réglementaire, an déi heiteg Ännerung soll dese Pouvoir an alle Facetten definieren an d'Regelen, ënnert deenen e kann exercéiert ginn, festleeën.

Wéi de Rapporteur et scho gesot huet, gëtt de Pouvoir réglementaire elo schonn duerch verschidden Artikelen vun onser Verfassung geregelt. Wann ee sech déi Artikelen ukuckt, da stellt een effektiv fest, dass de Pouvoir réglementaire eng exklusiv Prerogativ vum Grand-Duc ass, deen dese Pouvoir natierlech nëmme no de Regeln an de Limité vun onser Verfassung an onse Gesetzer ausüben kann.

Et ass an deem Fall ervirzuehien, dass ons Constitutioun d'Arrêtéen an d'Reglementer nëmme zu engem Zil virgesäit, nämlech deem fir d'Exécutioun vun de Gesetzer ze assurieren. Interessant ass et natierlech och, dass d'Verfassung et dem Grand-Duc bis elo net erlaabt huet, fir engem Minister oder engem aneren Organ eng Delegation ze ginn, fir Actes à caractère réglementaire ze huelen.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 19. Februar 2002 kloer déi zwou Quelle vum Pouvoir réglementaire ervirgebrach. Déi éischt ass déi vum Droit commun, déi hir legal Basis an den Artikelen 36 a 37 Alinéa 4 féint, déi et dem Grand-Duc erméigleche fir déi zoustänneg Règlementer ze huelen an esou d'Gesetzer oder d'Traitéen ze exécutieren.

Déi zweet Quell vun Pouvoir réglementaire ass duerch d'Artikelen 32, Alinéa 3, an 33 vun der Constitutioun virgesinn. Hei gëtt nämlech festgehalten, dass de Législatif dem Grand-Duc am Kader vun der Ausübung vu sengem Pouvoir exécutif ka verschidden Attributiounen gi fir d'Matiéren ze regelen, déi duerch d'Gesetz limitéiert sinn. Selbstverständlech wann een an deem Zesammenhang Grand-Duc seet, da mengt ee Regierung, mä dat brauch jo hei net besonnesch ervirgehewen ze ginn.

Mat där heiteger Verfassungsännerung gëtt dann och endlech de Problem vun de Lois habilitantes geregelt an, de Rapporteur huet schonn drop higewisen. Sait 1951 gouf alljährlech e Ritual hei exercéiert, wou d'Majoritéit fir d'Lois ha-

bilitantes gestëmmt huet an d'Oppositioun dergéint, fir dann dem Grand-Duc d'Recht ze ginn, a wirtschaftlechen a finanzielle Matièreen ze handelen an esouguer zu bestehende Gesetzer ze derogieren, wann Urgence gi war an am Fall vun enger internationaler Krisis. Selbstverständlech waren déi Lois habilitantes souwuel an hirem Objet wéi och an hirem Dauer begrenzt. Dat gëtt elo an der Verfassung geregelt, an ech fannen dat eng gutt Approche.

Och gëtt de Problem vun de Règlements ministériels geléist. Virun allem seit dem Zweete Weltkrich sinn eng Rei vu Mesures d'exécution entweder duerch e Règlement ministériel, duerch en Arrêté, duerch Arrêtéen a Règlementer vun der Regierung en conseil oder souguer duerch Instruction ministérielle geregelt ginn. Am jëtzege Zoustand vun onser Verfassung sinn des Mesuren natierlech net konform. Mä bis zur Schafung vun Verfassungsgeriicht ënnerlouche si kenger juristescher Kontroll an, wéi de Rapporteur esou schéi gesot huet, dat alles ass mat enger gewëssener Flexibilität gehandhaabt ginn.

Et ass also net erstaunlech, dass déi éischt Arrêté vum Verfassungsgericht virun allem de Pouvoir réglementaire viséiert hunn: Iwwerprüfung entweder vun der Conformitéit vun de Règlements ministériels mam Artikel 36 vun der Verfassung oder Arrêtéen am Zesammenhang mat den „matières réservées à la loi“. D'Verfassungsgericht huet - an et konnt net anescht sinn an deene Fäll - d'Onconstitutionnalitéit kloer ervirgebrach an et ass dunne héich Zäit ginn ze handelen.

D'Kommissioun vun der Chamber huet sech - an dat ass och hei scho vum Rapporteur gesot ginn - an hirer Aarbecht eigentlech dräi Ziler gesat: Éischens d'Prerogativ vum Grand-Duc, vun der Regierung, en matière réglementaire bäizebehalen; zweetens an d'Verfassung anzuschreien, dass de Grand-Duc kann am Fall vun enger internationaler Krisis handelen, an dat iwwer de Pouvoir réglementaire souguer an deene Matièreen, déi vun der Verfassung no dem Gesetz reservéiert ginn; an drëtens eng verfassungsrechtlech Basis schafe fir de Pouvoir réglementaire, déi de Membere vun der Regierung souwéi och den Organes professionnels des professions réglementées oder den Établissements publics d'Méiglechkeet gëtt, ze reglementieren.

De Grand-Duc als Chef d'État exercéiert de Pouvoir exécutif am Aklang mat der Verfassung an onser Gesetzgebung an hie muss deemno och Pouvoiren hunn, fir all reglementär Mesuren ze huelen, fir d'Gesetzer ze exécutieren. Deemno ass de Règlement grand-ducal - war et bis elo, ass a bleift och an Zukunft - déi normal a prinzipiell reglementär Mesure fir d'Gesetzer an d'Traitéen ze exécutieren. Ech hu scho kuerz vun de Matièreen, déi dem Gesetz reservéiert sinn, an de Pouvoirs exceptionnels geschwat: Et ass menger Usicht no wichteg, dass de Grand-Duc am Fall vun enger internationaler Krisis an am Fall vun enger Urgence ka reglementär Mesuren huelen, déi och kënne bestehend Gesetzer abrogieren.

Et gëtt weineg Fäll vun där Natur an de leschte Jorzéngten, wou hei huet missen eng Loi habilitante applizéiert ginn, mä et sinn der awer e puer gewiescht wou mer frou waren, dass et méiglech war, schnell iwwer dee Wee ze handelen. Ech denken notament un d'Pétrolskrisis, un de Golfkrisis an un d'Noefekter, déi do entstanen sinn.

De Rapporteur huet drun erënnert wéi komplizéiert et war an deem Fall op e gemeinsamen Nenner ze kommen, mä ech mengen et wär

ons gelongen hei en Text ze fanen, dee jiddferengem ka Satisfaktioun ginn. Ech géing dobäifügen, dass ech bei där leschter Regierung iwwerzeegt war, dass, wa si constitutionnell d'Recht hätt fir Reglementer am Fall vun enger Krisis schnell ze huelen, si dést Recht mat Zréckhaltung a Besonnenheet géing ausüben. Bei deser Regierung hunn ech natierlech manner Vertrauen, mä ech wëll hoffen a gleeven, dass si an och déi kommand Regierungen dat och wäerten an Zukunft esou gesinn.

(Interruptions diverses)

■ **Une voix.** - Dat do ass e schlechte Schluss, Madame.

■ **Mme Colette Flesch (DP).** - Elo ass dann also verfassungsrechtlech festgehalten, dass an deene Fäll vu Krisis an Urgence de Grand-Duc ka reglementär Mesuren huelen, souguer fir Matièreen, déi dem Gesetz reservéiert sinn ze exécutieren. Mir sinn also dést Joer vun där Freed privéiert, um Enn vum Joer beim Budget eng Loi habilitante ze stëmme.

Ministeriell Reglementer, leschte Punkt. De Statsrot hat wuel d'Fro opgeworf, ob dese nei ministerielle Pouvoir réglementaire eng Konkurrenz kéint duerstelle fir de Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc oder en esouguer kéint iwwerfligelen. E kum awer zur Konklusioun, dass et an engem moderne Stat wichteg ass, dass een an der Verfassung de Pouvoir réglementaire vun de Ministere festhält, mä dass deen awer muss streng hiérarchiques supérieures, wéi de Rapporteur gesot huet, ënnerworf sinn. Deemno ass de Pouvoir réglementaire vum Minister unzegesinn als eng Delegation vum Grand-Duc, an dat am Kader vun den Artikelen 36 a 37, Alinéa 3 vun der Verfassung.

Schliesslech de Punkt vun de Reglementer vun den Organes professionnels des professions réglementées a vu verschiddenen Établissements publics. Et ass no engem Arrêt vun der Cour constitutionnelle, dass d'Problematik vum Pouvoir normatif vun de Professions réglementées opgegraff gouf, an de Statsrot huet proposéiert, fir och dese Pouvoir an der Verfassung festzehalen. Hien huet dann d'Debatt nach erweidert op d'Établissements publics. Dat betrëfft natierlech nëmme déi, déi Weisungsrechter hunn. D'Kommissioun ass mat op dee Wee gaangen, an ech mengen dat war och eng gutt Saach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des Verfassungsännerung ass eng vun deenen éischten, déi den neie Mechanismus vun dem „double vote constitutionnel“ duerchleef. D'Chamber huet zwar bei der leschter Revisioun vum Artikel 114 vun onser Verfassung op d'Dissolutioun vun der Chamber verzicht, mä dee Mechanismus dann agesat, a mir mengen dass et wichteg wär, dass mer an onser Verfassung e Moyen hunn, esou eng Ännerung besonnesch formale Bedingungen ze ënnerleeën, fir dass de grondsätzleche Charakter vun onser Verfassung séchergestallt ass.

Des Verfassungsännerung ass vu ganz grousser institutioneller Wichtigkeet. Heimat schafe mer endlech Uerdnung am Beräich vum Pouvoir réglementaire. Et geet hei drëm, dem Grand-Duc, dat heescht der Regierung d'Méiglechkeet ze ginn, effikass kënnen d'Gesetzer ze exécutieren, an internationale Krisefäll schnell kënnen ze reagieren, den Organismes professionnels an den Établissements publics d'Méiglechkeet ze ginn, an hirem Beräich geltend Regeln unzewenden. Nach muss dat alles an engem festgeluechte Kader an no genaue Regele geschéien. Mat deser Verfassungsännerung definéiere mer déi Regeln, mir definieren d'Pouvoire vun der Regierung a mir defi-

niéieren eng prezis Délimitatioun tëschent dem Législatif, der Chamber an dem Exécutif, der Regierung; wat ëmmer an alle Länner a bei alle Verfassungen e schwierigen Exercice ass.

Als DP-Fraktioun menge mir, d'Kommissioun vun den Institutiounen an der Révision constitutionnelle hätt eng gutt iwwerluechte Proposition virgeluecht. Mir soen hirem President a Rapporteur Merci a wäerten des Propositionen stëmme.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll déi allgemeng positiv Stëmmung an Zefriddenheet hei net völeg op d'Kopp werfen, mä d'Wahlen hunn eigentlech un der Position vun eiser Partei nâischt geännert. Mir wäerten déi Modifikatiounen hei stëmme, mä mir maachen et awer mat enger Rei vu Reserven, déi mer och am Mee scho bei den Debatten hei an der Chamber ugemellt haten, well mer dach hei an engem ganz sensibele Beräich sinn, de sensibelste Beräich, deen an all parlamentärescher Demokratie vill diskutéiert gëtt, a wou vill Verfassungstexter och probieren dat uerdentlech a propper ze regelen, dat heescht, den Domän vum Gesetz an den Domän vum Règlement op där enger Säit. An do ergëtt sech natierlech praktesch d'Fro: Firwat ass d'Reglement zoustänneg a firwat ass d'Regierung, respektiv firwat sinn eenzel Ministeren zoustänneg?

Mir sinn also hei wierklech am Kärberäich vum Fonctionnement vun den Institutiounen an och am rapport de force ënnert deenen Institutiounen. Et ass also eng ganz wichteg Modifikatioun vun der Verfassung, déi mer haut diskutieren an dann och definitiv an eiser zweeter Lecture no der neier Prozedur décidéiere wäerten.

Et muss ee ganz kloer feststellen, dass wann een de Bilan zitt, wéi dat Kräftemesse Parlament-Regierung mat deenen heiten Texter ausgeet, d'Regierung eigentlech gagnant ass. Et ass keen Ongléck fir d'Land, dat muss een objektiv gesinn, dat muss d'Parlament och ganz kloer esou gesinn - ech soen dat virun allem och fir déi nei Membere -, dass mer, wa mer deen heiten Text esou unhuele wéi mer en an der éischer Lecture gestëmmt hunn, da sécherlech par rapport zu där Ausso, déi eis d'Gerichter ginn hunn, wat d'Pouvoire vum Parlament a vun der Regierung sinn, ee Schrëtt méi wäit ginn an d'Regierung eigentlech iwwer déi nei Texter méi Flexibilität, méi Bewegungsfreiheit kritt, méi Méiglechkeete kritt fir ze reglementieren, an den Domän, deen dem Gesetz an och der Chamber eleng virbehale gëtt, eigentlech duerch deen heiten Text méi kleng gëtt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Diskussioun iwwer d'Reform vun Artikel 36 geet eigentlech op d'Joer 1998 zréck. Et war nämlech an deem Joer wou eigentlech duerch eng ganz frappant Décisioun vun eiser Cour constitutionnelle erkläert ginn ass, dass all Règlement ministériel anticonstitutionnel ass. Dat war e kleng Sock an der Welt vun der Regierungskanzleien, well domadder awer eng jorzéngtelang Traditioun, déi och eigentlech vun der Chamber an och virdu vun eisen anere Gerichter ëmmer akzeptéiert ginn ass, vun haut op mar duerch déi Décisioun vum Verfassungsgericht op d'Kopp geworf gi war.

Ech wëll awer hei vläicht aus dem Arrêt vun der Cour constitutionnelle vum 6. März 1998 zitieren - well

dat wichteg ass -, deen zum Artikel 36 am Hiebléck op d'Legalitéit vun de Règlements ministériels Folgendes seet: «Le texte de l'article 36 dont le caractère explicite est encore appuyé par le fait qu'il fait parti du paragraphe premier du chapitre III de la loi fondamentale, paragraphe portant l'intitulé 'De la Prérogative du Grand-Duc', s'oppose à ce qu'une loi attribue l'exécution de ses propres dispositions à une autorité autre que le Grand-Duc. Il n'est pas contesté que le pouvoir législatif est en droit de disposer lui-même au sujet de l'exécution de la loi. Dans cette hypothèse le législateur est cependant tenu d'exercer lui-même son pouvoir et ne saurait le déléguer au mépris des termes de l'article 36 de la Constitution.»

Et ass also ganz kloer, souguer wann de Législateur e virgesäit, an dat ass zënter Jorzéngten an x Domäner gemaach ginn, dass esou ee Règlement ministériel no der Décisioun vun 1998 vun eiser Cour constitutionnelle als anticonstitutionnel ze betruechten ass. An dat huet dozou gefouert, dass an deene Joren duerno als Reaktioun d'Regierung probéiert hunn déi falsch Règlements ministériels opzefänken, doduerjer dass se an deenen Domäner meeschtens e Règlement grand-ducal probéiert hunn ze huelen, fir dann d'Legalitéit vun deenen Disproportionen a vun deenen Normen awer weider ze garantéieren.

Et ass also wichteg, dass déi Fro vum Règlement ministériel kloer gestallt gëtt. Mir ginn awer hei an deem Sënn méi wäit - an dat wor ni d'Positioun vun eiser Partei an deenen Diskussiounen -, andeem mer elo och e Règlement ministériel méiglech maachen, haaptsächlech souguer doduerjer, dass d'Regierung iwwer e Règlement grand-ducal seet: An deenen an an deene Matière kann dann och nach de Règlement grand-ducal prezisiéiert ginn duerch e Règlement ministériel. Dat heescht mir akzeptéieren hei duerch déi nei Formulatioun d'Méiglechkeet net nëmme Règlements ministériels iwwer Gesetz anzeféieren, wat problematesch bleift, mä mir ginn am Fong op déi aner Schinn a soen: D'Regierung, ouni d'Chamber ze consultéieren, kann decidéieren, obwuel an engem Texte de loi steet, dass dat iwwer e Règlement grand-ducal reglementéiert gëtt, an deem Règlement grand-ducal erëm eng Subdélégation op e Règlement ministériel ze maachen.

Dat ass awer relativ bedenklich, well dat geet relativ wäit. An duerfir och hei meng Opfuerderung un dës Regierung, egal wéi se zesummegeat ass, wéi och fir déi nächst Regierung hannendrun, fir awer nëmme an Ausnahmefäll, wann et wierklech em ganz technesch Bestëmmunge geet, vun där dote Méiglechkeet Gebrauch ze maachen, well dat awer d'Parlament a wesentleche Froen eigentlech erausléisst aus der Diskussioun; an dat ass sécherlech net gutt esou.

Et muss een allerdéngs och hei soen oder prezisiéieren: Et ginn zwee Beräicher wou de Règlement ministériel eigentlech net daerf spillen - an do ware mer eis an der éischter Lecture zumindest eens. An deem gesote Beräich vun dem Domaine réservé à la loi par la Constitution kann an Zukunft e Règlement grand-ducal d'Detailer regelen déi néideg si fir d'Exécutioun vun engem Gesetz, mä an deem spezifesche Beräich do daerf eigentlech kee Règlement ministériel geholl ginn. An datselwecht géllt och am Beräich vun Vollmachtgesetz, wou et och net méiglech ass, dass ee géif soen: Et gëtt en allgemeng Règlement grand-ducal geholl opgrond vun der Vollmachtbestëmmung. An da kann an deem Règlement grand-ducal och nach gesot ginn: Den Detail gëtt nach eng Kéier geregelt duerch e Règlement ministériel; dat geet no där gemeinsamer Interpretatioun, déi mer probéiert

hunn erausgeschaffe bei den Debatte vum Mee; dat ass an Zukunft awer net méiglech.

Zweete wichtige Punkt, deen duerch déi Verfassungsännerung hei geregelt gëtt, dat ass dass mer effektiv déi leedeg Diskussioun, déi mer elo all Joer am Dezember zënter laange Joren Joer fir Joer gefouert hunn, iwwert dat sou genannte Vollmachtgesetz net méi dëst Joer brauchen ze féieren. Den Ordre du jour vum Dezember gëtt also e bësse méi kleng. Dat misst eigentlech mindestens zwou Parteien freeën. Et misst meng Parteien freeën, well mir dann net méi musen erklären, firwat dass mer dës Kéier wahrscheinlech als Regierung géifen d'Vollmachtgesetz stëmmen, well mer Vertrauen an dës Regierung hunn, an d'Demokratesch Partei bräicht net ze erklären, firwat dass se während fënnf Joer elo ëmmer d'Vollmachtgesetz gestëmmt huet an et elo dëst Joer net méi stëmmt. Et ass also e klengen Nieweneffekt, dee ganz positiv ass, dass mer déi Matière do ee fir allemol allgemeng geregelt huet, op eng propper Aart a Weis geregelt huet an awer och, géif ech soen, a Konditiounen agebett huet, déi eigentlech méi restriktiv si wéi déi järelech Bestëmmungen, järelech Vollmachtgesetz, déi mer bis elo ëmmer haten.

Well hei mussen effektiv kumulativ zwou Konditiounen erfëllt sinn: Et muss Drénglechkeet virleien an et muss eng international Kris virleien; nëmme da kann déi Méiglechkeet vun engem Vollmachtgesetz spillen. A wat och nei ass par rapport zu deenen Texter, déi mer soss Joer fir Joer hei diskutéiert huet, ass, dass och d'Regierung dru gehalen ass bannent dräi Méint no dem Huele vun där reglementarescher Moosnam e Gesetz eranzubringen, fir déi Moosnam dann definitiv opzefänken. Wa se dat net mécht, da verfält dat Reglement no dräi Méint. Dat mengen ech ass propper, dat lehnt sech un un ähnlech Bestëmmungen, déi mer an aneren europäesche Verfassungen fonnt huet, an ech mengen dass dat och eng ganz gutt Léisung ass.

Et bleift dann nach e ganz aneren Domän, deen och erëm eng Kéier muss nei gekuckt an nei formuléiert ginn, och rëm eng Kéier opgrond vun Décisiounen vun eiser Cour constitutionnelle, dat ass d'Fro vun deem Domaine réservé à la loi par la Constitution. Wat heescht dat? An et ass d'Fro och, awéifern Ordren oder Établissements publics iwwerhaupt kënnen Reglementer huelen; dat sinn och zwou Décisiounen gewiescht vun der Cour constitutionnelle zu deem éischte Punkt.

Wat elo den Domaine réservé à la loi par la Constitution ugeet, do ass et eng Décisioun vum 3. Januar 2003, déi op déi dote Fro eng Äntwert gëtt. Ech zitieren: «...l'effet des réserves de la loi énoncées par la Constitution consiste en ce que nul, sauf le pouvoir législatif, ne peut valablement disposer des matières érigées en réserve; qu'il est toutefois satisfait à la réserve constitutionnelle si la loi se borne à tracer les grands principes tout en abandonnant au pouvoir réglementaire la mise en œuvre du détail.»

Dat ass d'geltend Rechtsprechung, wat deen dote Punkt vum Domaine réservé à la loi ugeet. An hei hu mer eng Léisung, wou mer eigentlech och e bëssen iwwert déi Rechtsprechung erausginn, well hei an deem Text lo net d'Méiglechkeet besteet, dass, souguer an Domäner wou d'Constitution seet, dat do muss iwwer Gesetz geregelt sinn, d'Regierung ka Reglementer huelen, mä Reglementer, déi noutwendig si fir d'Exécutioun vum Gesetz ze garantéieren. Dat geet e bësse méi wäit, wéi d'Jurisprudenz bis elo, déi ëmmer geschwat huet, dass eigentlech nëmme technesch Detailer daerfen an esou enger Matière duerch Règlement grand-ducal geregelt ginn.

Hei maache mer also erëm e klengen Schritt a bewegen eis eigentlech op d'Regierung hin. D'Regierung kritt liicht méi Pouvoiren, wéi se der bis elo opgrond vun där gültiger Jurisprudenz hat; wat iwwergens keng nei war vun der Cour constitutionnelle, eng ähnlech Jurisprudenz ass et scho virdu beim Conseil d'État ginn, respektiv och bei eise Verwaltungsgerichter.

An da schliesslech dee leschte Punkt, deen ech wollt ervirhiewen, dat ass dee vun den Ordren. Et huet sech gestallt bei den Affekoten, datselwecht ka sech stelle bei den Architekten, mar vläicht bei de Journalisten, haut och scho bei den Dokteren. Et ginn also verschidde liberal Beruffer, déi traditionell reglementéiert sinn a wou och jorzéngtelaang kee Problem war, bis dann op eemol eis Cour constitutionnelle erëm eng Kéier zugeschloen huet. An dat huet se an där Décisioun vum 7. März 2003 gemaach, wou se kloer gesot huet - dës Kéier ass et em den Ordre des Avocats gaangen -, dass eigentlech den Ordre des Avocats net d'Méiglechkeet huet, fir sou Reglementatiounen ze erloossen, déi e gewëssenen Deel normative Charakter hu fir hir Professiou, mä dass dat onméiglech ass, well et net konform wär zum Artikel 36 vun eiser Verfassung, dee seet, dass eleng de Grand-Duc de Pouvoir réglementaire hei zu Lëtzebuerg huet. Also och souguer wann e Gesetz den Ordren dat ausdrécklech zougemooss huet, ass et net méiglech, dass en Ordre dat do mécht, well et contraire ass zum Text vum Artikel 36 aus eiser Verfassung.

Do komme mer, mengen ech, op eng pragmatesch Léisung. Mir halen eigentlech un deem fest, wat eigentlech während Jorzéngten net contestéiert war, dass esou liberal Beruffer sech kënnen organiséieren, duerch de Législateur och esouguer d'Autorisatioun kritt hu fir dat ze maachen, an da muss een hinnen natierlech och d'Méiglechkeet gi sech selwer Regeln ze ginn an och d'Méiglechkeet gi fir dass se dofir kënnen suergen, dass déi Regeln och bei hinnen an der Professiou agehale ginn. Mä den neien Text vun der Verfassung gesäit awer ausdrécklech vir, dass de Législateur natierlech vu Fall zu Fall kann decidéieren, fir dass déi Reglementer, déi déi Professione sech ginn, awer mussen enger Procédure d'approbation ënnerworfen ginn; do ass et also um Législateur fir dat ze decidéieren, ob oder ob net.

Et gesäit een also hei wierklech ganz kloer nei Regeln: D'Chamber gëtt formal gesinn e puer Pouvoiren of an d'Regierung kritt der bäi. Dat kann een institutionell bedauern, zumools als Parlament, mä et muss een awer och realistesch sinn, et muss een och gesi wat d'Méiglechkeete vun der Chamber si fir am Detail enzel Punkten ze behandelen. Mä dat wëllt awer net dovunner ofbréngen ëmmer erëm op eppes ze insistéieren; dat ass ze verhënnern, dass mer hei an der Chamber a wesentleche Matière just nach Kadergesetz virgeluecht kréien a Kadergesetz stëmmen, wou den eigentlechen Inhalt zu gewëssenen Deeler unbekannt ass, wa mer hei an der Chamber driwwer debatéieren an ofstëmmen, an dann no an no drépschersweis d'Règlements d'exécution kommen, an da wonnere mer eis herno, wat an deenen Texter drasteet.

Ech géif hei vläicht ee rezent Beispill wëllen uféieren: Dat neit Gesetz iwwert den Aménagement communal. Dat ass formal gesinn zënter Ufank August dëst Joer a Kraaft, et sinn aacht Règlements grand-ducaux d'exécution an deem Text virgesinn an net ee vun deenen ass bis elo am Mémorial

veröffentlecht. Siwe sinn der anscheinend duerch de Conseil de Gouvernement gaangen. Ee wichteg iwwert de Règlement des bâties läit nach ëmmer beim Conseil d'État.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech muss soen, et ass net seriö, dass esou verfuert gëtt. D'Gemenge an all déi Leit, déi musse mat deenen Texter schaffen, entdecken elo - si roden an dann entdecke se - wat an deene wichtige Ausféierungsbestëmmunge steet. An dat ass eigentlech keng gutt Prozedur fir ze verfuere an dat sollt eis eigentlech als negatiiv Beispill dëngen a mir sollten do vläicht e bësse méi Selbstvertrauen als Parlament hunn an och derfir suergen, dass wierklech all wichteg Detailbestëmmungen och da kënnen virleien; dass d'Chamber awer och e klengt Wiertchen matzbestëmmen kritt, och wann et em den Detail geet, deen och ganz wichteg ass bei esou Texter. Dat gesot wëllt ech Schluss maachen an nach eng Kéier den Accord, trotz all deene Reserven, vu menger Fraktioun hei abréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Hâr Bodry, fir Är Interventioun. Dann huet elo den Hâr Braz d'Wuert. Hâr Braz.

Felix Braz (DÉI GRÉNG).- Jo, Hâr President.

Am Numm vun der grénger Fraktioun bréngen ech eisen Accord fir den zweete Vote vun dëser Proposition de loi. D'Regierung ass net hei, mä et ass jo och kee Regierungstext, et ass e Chamberstext, dee mer hei ofstëmmen. Ech wäert mer erspueren nach eng Kéier all déi pertinent Saachen, déi d'Virriedner gesot huet, ze widerhuelen.

Mir hunn deen Text am Mee gestëmmt, mir wäerten en och elo stëmmen. Ech wëll just op ee Punkt agoe vu mengem Virriedner, dee seng Besuegung zum Ausdrock bruecht huet, dass mer hei e bëssen der Regierung méi wäit entgéint kommen am Pouvoir réglementaire wéi mer vläicht missten.

Ech denken dat ass net falsch. Ech denken awer och, dass d'Parlament all d'Instrumenter am Grapp huet, fir sech do näischt virmaachen ze loosse, duerch zwou Mesuren. Éischtens doduerch dass mer - wéi den Hâr Bodry gesot huet - selbstebewosst genuch sinn, fir d'Gesetz nëmme dann ze stëmmen, wann all d'Reglementer virleien. An zweetens, wann duerno iwwert de Wee vu Reglementer éire géing méi wäit gaang ginn, wéi mer dat wollten, doduerch dass mer nees de parlamentaresche Ball opfänken an hei nees frësch spillen. An deem Sënn gi mer nach eng Kéier eis Zoustëmmung.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Hâr Braz. Als leschte Riedner ass den Hâr Henckes agedroen. Hâr Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir säin detailléierte Bericht. Ech hat bei den Debatte bei der Geleeenheet vun éischte Vote hei schon d'Begrënnung vun dem ADR gesot, firwat mer dës constitutionnel Ännerunge géinge guttheeschen an ech hunn deem och näischt bäizefügen. Den ADR wäert dës constitutionnel Ännerung och an zweeter Lecture stëmmen.

Dat gesot ass et awer wichteg op ee Punkt hinzewiesen, dee scho licht kontrovers, mengen ech, soll diskutéiert ginn; dat ass fir ze wëssen, ob déi Règlements grand-ducaux an déi Règlements ministériels, déi elo e constitutionnelle Kader kréien, der Regierung, dem Grand-Duc, méi Pouvoir gi wéi bis elo.

Ech géing soen datt dat vun der Chamber ofhänkt, well déi constitutionnel Ännerung, déi mir hei virhuelen, gesäit vir, dass et un der Chamber ass fir de Kader ze stelle vun de Règlements grand-ducaux; fir och ze soen, ob Règlements ministériels kënnen geholl ginn op Basis vun engem Règlement grand-ducal. Bref, de ganze Kader gëtt festgeluecht vun dëser Chamber an et ass un ons Responsabilitäten ze huelen, ob mer der Regierung vill Pouvoir gi fir reglementaresch ze agéieren oder ob mer dat méi enk faassen.

Et kann nämlech net esou sinn, dass iwwert d'Règlements grand-ducaux, wéi dat a verschiddene Fäll schon am Passé de Fall war, d'Gesetz deelweis oder partiellement an eng Richtung ginn, déi déi net wor vum Législateur, respektiv souguer gesetzlech Moosnamen iwwer e Règlement grand-ducal geholl ginn. Dat bedeit och, dass all déi bestehend Règlements grand-ducaux, déi net konform sinn zu dem neien Text vun der Verfassung, riskéieren an Zukunft virun de Richter contestéiert ze ginn, an et ass un der Regierung ze kucken, ob déi Reglementer nach haut deem neie Verfassungstext entsprechen. Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dëser Proposition de loi.

M. le Président.- Merci, Hâr Henckes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. D'Chamber stëmmt elo am zweete Vote constitutionnel iwwert dës Verfassungsännerung of. Heibäi ass, wéi ech dat virdu gesot huet, eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert. De Vote par procuration ass net erlaabt bei dësem Vote. Den Text steet am Document parlementaire 4754^e Sait 10.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Resultat ass folgend: 57 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. D'Proposition de loi ass also mat 57 Stëmmen ugehall.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetta-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Roland Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

7. Ordre du jour

Dir Damen an Dir Hären, ech wollt nach eng Kéier kuerz zrëckkommen op d'Demande vum honorebelen Hâr Jaerling, fir den Ordre du jour ze modifizéieren a fir eng Rei Froen op den Ordre du jour ze kréien, wou angeblech keng Äntwerte vun der Regierung do sinn.

Et ass esou - mir hunn dat kontroléiert -, dass bei deene Froen, déi den Här Jaerling am Heemount gestallt hat, d'Äntwerten den 9. August respektiv den 11. August agaange sinn an dass bei deene Froen, déi am Karschnatz, sou wéi hie sech ausgedréckt huet, gestallt gi sinn, d'Äntwerten de 17. September, den 20. Oktober an den 21. September agaange sinn.

Elo ass d'Situatioun folgend: Den honorabelen Här Jaerling ass net zefridde mat deenen Äntwerten, déi hie kritt huet, an huet deementsprechend gemengt, e kéint déi Froen hei stellen. Ech muss na-

tierlech soen, eng Äntwert ass eng Äntwert, och wann een net domat zefridden ass.

Et bleift awer e Problem iwwreg, an do denken ech géife mer eng Presidentekonferenz mat deem Problem saiséieren. Et ass eng vun de Froen nämlech, an zwar déi, déi den Här Jaerling den 23. am Heemount gestallt hat iwwert d'Arcelor. Do ass d'Äntwert vun der Regierung effektiv esou mickreg ausgefall, dass een déi Äntwert net kann als eng Äntwert, a mengen Aen, considéieren. Ech versti schonn...

(**Interruption**)

Jo, ech kéint lech se emol virlesen, fir déi, déi d'Äntwert net kennen. Et kann awer net esou sinn, well onst Reglement verbiitt, wann eng Fro eemol gestallt ass, a se ass beäntwert, dann d'Äntwert ee se an där Sessioun net nach eng Kéier stellen. Or, wann awer hei d'Regierung manifestement net op Froe geäntwert huet, déi den Deputéierte gestallt huet, da kann et awer net sinn, dass iwwert deen do Wee d'Regierung d'Chamber court-circuitéiert, respektiv den Deputéierten an deem Sënn, dass en net d'Recht huet eng Äntwert ze kréien.

Deementsprechend, Här Jaerling,

géif ech der Chamber proposéieren, dass mer déi Froen hei en Donneschdeg mat an d'Presidentekonferenz huelen an doriwwer délibéréieren, wéi d'Chamber et da praktesch soll handhaben; well eist Reglement näischt virgesäit, wann d'Regierung op déi Froen, déi beäntwert sinn, nu wierklech an décmment net geäntwert huet. Et sinn der hei derbäi wou ech mengen, dass d'Äntwert vun der Regierung an der Rei ass, mä et ass awer eng dobäi wou een net kann engem Deputéierten zomudden, dass en dat als Äntwert kann akzeptéieren.

Bon, mir kucken dat an der Presidentekonferenz. An da géif ech proposéieren, dass mer en Donneschden, wann d'Presidentekonferenz délibéréiert huet, eng Décisioun geholl huet, dann op déi Froen zréckkommen.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(**Assentiment**)

Voilà, deementsprechend si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(**Fin de la séance publique à 17.46 heures**)

MERCREDI, 27 OCTOBRE 2004

3^E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président
Mme Anne Brasseur, Doyen

Ordre du jour

- 5336 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange/Ettelbruck
(*Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)
- 5320 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville
(*Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)
- 5165 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant: 1. le code pénal; 2. le code d'instruction criminelle; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; 5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives; 12. la loi générale des impôts ("Abgabenordnung") - Second vote constitutionnel
(*Discussion générale - Second vote constitutionnel*)
- 5236 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002
(*Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)
- 4938 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2000
(*Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel*)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Claude Wiseler, Ministres.

(**Début de la séance publique à 14.31 heures**)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

(Négation)

Merci, Madame Jacobs.

Mir kommen dann direkt zur Diskussioun vun dem éischte Projet,

dee mer haut um Ordre du jour hunn. Dat ass de Projet de loi 5336 iwwert de Bau vun engem Fleegeheem zu Ierpeldeng bei Ettelbréck. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: de Rapporteur 10 Minutten, d'CSV 34, d'LSAP 24, d'DP 20, DÉI GRÉNG 17, den

ADR 15 an d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Calmes, den Här Schreiner, den Här Adam an den Här Gibéryen.

Une voix.- Et ass den Här Schneider. Den Här Schneider, net den Här Schreiner.

M. le Président.- Den Här Schneider.

(**Brouhaha général**)

Ech wollt direkt am Ufank folgend Bemierkung maachen: D'Familljeministes huet an enger Stonn Verpflichtungen um Kierchbiereg, wou se un enger Konferenz muss deelhuefen, an deementsprechend wäert si bei hirer Interventioun zu deem nächste Projet Stellung huelen, dem Altersheim op der Rumm, ier mer deen hei debutéiert hunn.

Ech denken, datt d'Chamber Versteedsdemech huet, datt d'Madame Ministesch fort muss. Wann awer herno an der Diskussioun nach sollte Froen opkommen, vu datt si och muer e Projet hei am Plenum huet, ass si bereet, wa sollte Froen opstoe bleiwen, fir muer op déi Froen ze äntwerten. Ech denken, datt d'Chamber domadder d'accord ass an da ginn ech elo dem Rapporteur vum Projet de loi, där honorabeler Madame Marie-Josée Frank, d'Wuert, fir eis de Rapport vun deemem Projet virzeleeën. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

1. 5336 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange/Ettelbruck

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Marie-Josée Frank (CSV), rapportrice.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee bedenkt, dass hei zu Lëtzebuerg 80% vun den 80-Jähregen un Demenz leiden, dass zurzäit schätzungsweis bei deenen iwwer 65-Jährege 5.000 Mënschen Alzheimerkrank hei am Land sinn, dass bei de 65- bis 69-Jähregen et 1% vun der Populatioun ass a bei deenen iwwer 85-Jährege schonn 3%, dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, sécherlech Bewäis genuch, dass et wichteg ass hei am Land eng Maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques ze schafen, wat scho laang

e Wunsch vun der Alzheimer-Associatioun ass.

Wëssenschaftlech Studië ginn dovun aus, dass d'Zuel vun den Demente sech bis 2040 wäert verduebelen. A Westeuropa an an Nordamerika gétt ugeholl, dass des Krankheet d'Krankheet vum 21. Johonnert soll ginn. Wat d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ugeet, leide ronn 40% vun deene Leit, déi d'Fleegeversécherung an Usproch huelen, un Demenz oder ähnleche Pathologien an deem Beräich.

Dës Krankheet, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng chronesch Gehirerkrankung mat stänneg zouhuelender Zerléierung vun Nervenzellen an Nervenzellekontakten. D'Symptomer sinn individuell ënnerschiddlech an et ka jidderee betraff ginn. Dës Krankheet ass bis haut nach net heelbar. Si ass e Sammelbegrëff vu charakteristesche Symptomer, wéi zum Beispill d'Aschränkung vum Kuerz- a Laangzäitgedächtnis, der Sprooch, der Bewegung, dem emotionale Kontakt, mä och d'Orientéierung vum Uert, der Zäit an der Persoun gétt ëmmer méi schwierig. Lues a lues verléiert déi betraffe Persoun, déi sech hirer momentaner Situatioun ëmmer manner bewusst gétt, hir physesche a psychesche Fäegkeeten. Vun engem gewëssene Moment un ass dese Mënsch deelweis oder ganz op Hëllef ugewisen.

Erlaabt mer, Dir Dammen an Dir Hären, eng kleng Parenthèse ze maachen. Eng Rei vu Mënschen hu sech deser Problematik schonn 1987 ugeholl an hunn d'Alzheimer-Associatioun gegrënnt. Si hu sech zum Zil gesat, d'Liewensqualität an d'Existenzbedéngungen ze verbesseren an e spezialt Hëllef- a Fleegegesetz opzebauen an der Famill mat Berodung an Ennerstëtzung zur Säit ze stoen. Och haut ass d'Alzheimer-Associatioun méi wéi jee gefuerdert, déi sech weiderhi soll fir d'Bedierfnisser vun deene Betraffenen setzen an deene Bedierfnisser och nach méi gerecht soll ginn. Mäin Dank ass grouss fir dat wat si bis ewell gemaach hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Medezin ass eendeitig gefuerdert, mä awer och d'Politik. D'Politik, déi sech virun allem fir d'Rechter vun eisen eelere Matbierger asetze muss. Dat setzt natierlech viraus, dass ee sech mat de Problemer an de Besoine muss ausernee setzen an no konkrete Léisunge sicht. Or, bis haut feelt et hei am Land u spezialiséierten Opfangstrukture fir eelerement Leit. Bis dato sinn déi Leit entweder doheem oder an deem Foyer de jour, dee vun der Alzheimer-Associatioun géréiert gétt, oder a Centre-intégréen oder an allgemenge Fleegeheimer versuergt ginn.

Wéi gewosst brauchen des Mënschen awer e spezifesch Encadrement. Spezialiste si sech eens:

D'Zesummeliewe vu Leit mat ënnerschiddleche Problemer ka sech als problematesch erweisen, wann iwwer 25% vun de Pensionäre psychogeriatresch Problemer hunn. Wann et och nach am Prinzip méiglech ass, esou eng Persoun am éischte Stadium doheem mat engem ambulante Fleegegedéngscht ze versuergen, da gétt dat awer vun engem gewëssene Moment u bal onméiglech. Eng Iwwerweisung an eng spezialiséiert Institutioun mat néidegem Equipment ass noutwendeg.

Ech erënneren, dass et awer an de skandinavesche Länner, mä och an der Schwäiz an an Holland scho sait laangem esou Strukture gétt; also sinn se eis nees e Schrott viraus. Zil ass et, déi therapeutesch, psychologesch a sozial Prise en charge vun deene Betraffenen an der Famill op de Verlaf vun hirer Krankheet an no hire Besoinen ze individualiséieren. Dat kann awer nëmme gutt fonctionnéieren am Kader vu klengen Unitéiten, déi speziell op des Populatioun aginn.

Dës ganzer Problematik ass sech eis Familljeministesches besosst an ass op de Wee gaangen, op Wunsch vun der Alzheimer-Associatioun, eng Konventioun ze ënnerschreiwen, déi et erlaabt e spezialiséiert Fleegeheem hei am Land ze bauen. Den 3. Mee 2004 ass dee virleende Gesetzesprojet deponéiert ginn. De 25. Mee huet de Statsrot de Projet aviséiert an huet e puer Bemierkunge gemaach. Zum Beispill hu se sech mam Uert Ierpeldeng ausernee gesat, an eis Familljeministesches huet den 21. September, wou mir an der Familljekommissioun dese Projet analyséiert hunn, kloer ausgeschwat, dass et sech ëm Ierpeldeng bei Ettelbréck géing handelen.

(**Interruptions diverses**)

An deser Sitzung sinn ech als Rapporteuse genannt ginn, an de 5. Mee ass dese Projet unanime an der Kommissioun ugeholl ginn.

Mme Anne Brasseur (DP).- Et ass gutt, dass den Norden net verluer gaang ass.

(**Interruptions diverses**)

Mme Marie-Josée Frank (CSV), rapportrice.- Dëst Baukonzept referéiert sech op positiv Erfahrungswäerter aus dem Ausland, beispillsweis der Schwäiz. Erviresträchen ass, dass hei an aacht klengen Liewensunitéite maximal zwielef Leit zesumme wunnen. Da sinn zwielef Better fir Fleegebedürftiger mat Kuerzzäitopenthalt virgesinn, wéi zum Beispill no engem Accident oder enger Operatioun, a weider zwielef Better fir eng Palliativstatioun. Zesumme kënnen an deemem Haus 120 Leit opgeholl ginn. D'Tatsaach, dass een ufäntk méi systematesch Palliativstatiounen och an Altersheemer ze schafen, ass e kloert Zeechen, dass sech am Beräich vun

der Palliativmedizin munches deet wat a mengen Ae jo vu gréisster Noutwendegkeet ass.

Da verfügt all Liewensunitéit iwwer eng kleng Kichen, eng Salle à manger an e Séjour. Et gëtt hei am Géigendeel zu de classesche Centre-intégréé keng gemeinsamen Kichen a kee gemeinsamen less-sall. D'Iddi ass, dass do zesumme gelieft, gekacht a giess gëtt. D'Liewen an dësen Unitéite soll un eng méiglechst normal heemlech Wunnegemeinschaft erënneren.

Ech wollt nach kuerz op den architektonischen Aspekt vun Projet agoen, deen och vill Wäert drop geluecht huet, fir e grëndlech duerchduecht Baukonzept zu lerpeldeng ze schafen. D'Maison de soins läit um Site «Am Groif» op engem Terrain vun 1,6 ha. Do, wou d'Alzheimer-Association Propriétaire ass, gëtt hei eng pavillonnaire Struktur opgeriicht. D'Gebäudelecheit, déi den ekologeschen an den energetesche Kritäre Rechnung dréit, wäert sech beschlüssen am ländleche Raum integréieren. Dës Meinung deelt och de Statsrot.

Nieft deene verschiddene Liewens-, Revalidatiouns- a Palliativunitéite sinn an der Maison de soins enner anerem souwuel Raim fir Kinésithérapie an Ergothérapie virgesinn. Eng Crèche, eng Supérieure, e Coiffeur an e Café-Restaurant sinn an engem separate Gebai aménagéiert. Mat dësem Konzept ginn also d'Dieren och fir de Public opgemaach, wat ganz begrëssenswäert ass.

De Bauhär ass also ganz kloer d'Associatioun Alzheimer. De Stat dréit 70% vun den Infrastrukturkäschten an der Maison des soins bā, déi sech op 26,8 Milliounen - Bauindex vum 1. Abrëll 2004 - belafen, wat eng Participatioun vun ronn 18,8 Milliounen Euro ausmécht. De Sold gëtt vum Bauhär iwwerholl.

Et kann een nach ervirhiewen, dass de Regierungsrot déi staatleche Participatioun op Basis vum Artikel 13 vum ASFT-Gesetz decidéiert huet an dass de virleierende Bauprojet engem urgenten nationalen a regionale Besoin u spezifeschen Infrastrukture fir eeler Leit entsprécht. D'Käschte gi vum Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales imputéiert.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, dësse Projet de loi setzt e kloert Zeechen, dass mir déi Vergiesselech net vergiessen. Hei soll déi dement Persoun am Mëttelpunkt vun allen Décisiounen stoen - iwwert dem Architektoneschen an der Betreuung. Hei soll e mënscshierdegt Liewe bis zum Doud garantéiert ginn.

Fir weider Detailer, Dir Dammen, Dir Hären, verweisen ech op mäi schrëfleche Rapport an un de Projet de loi selwer. Sou wéi an der Familljekommissioun Unanimitéit zu dësem Projet war, hoffen ech, dass d'Kollegen hei am Haus och unanime dësse Projet wäerten ennerstëtzen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

M. le Président. - Merci, Madame Frank. Als éischte Riedner ass ageschriwwen, net den Här Calmes, wéi ugekënnegt, mä den Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel (DP). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert hei keng ganz laang Ried halen; ech mengen eis Rapportrice, där ech Merci soen, huet hei op eng detailléiert Aart a Weis éischts an hirem schrëfleche Rapport an zweetens an hirem mëndleche Rapport de ganze Plang detailléiert. Dowéinst wier et nëmmer eng Redite, wann ech nach eng Keier déi ganz Zuelen an dat Ganzt géif hei widderhuelen.

Duerfir erlaabt mer ganz kuerz drop ze insistéieren, dass mer haut

e Projet stëmmen, op dee laang gewaart ginn ass. Dësse Projet ass vun der viregter Regierung decidéiert ginn an haut mam Aval vum Parlament gëtt e Realitéit. Et ass deen éischte vun enger ganzer Serie vu familljepolitesche Projeten, a speziell vu Projeten, déi Infrastrukture fir eis eeler Matbierger subventionéieren, déi nach ze stëmmen sinn, haut a muer.

Här President, d'Madame Rapportrice huet d'Partikularitéit vum lerpeldenger Projet schonn ennerstrach. Mir kréien hei eng spezialiséiert Struktur, déi engersäits en optimalen Traitement vun Alzheimer- an Demenzpatienten erlaabt an anerersäits och d'Personal an d'Matbewunner an den normale CIPAen e bësse kann entlaaschten. D'Alzheimerkrankheet an d'Altersdemenz sinn zëmools bei eisen eelere Matbierger iwwer 80 Joer heefeg. Et gëtt dowéinst zu Lëtzebuerg ganz vill Familljen déi musen domadder eens ginn, dass ee vun hire Memberen, deen hiert ganz Liewe fir si do war, lues a lues ufänkt ze vergiessen an et schlussendlech net méi méiglech ass mat him ze kommunizéieren.

Et ass dowéinst besonnesch och fir d'Famillje wichteg, dass mir dës spezialiséiert Haus kréien. Et soll en oppent Haus sinn, en Haus dat de stännege Kontakt mat gesonde Leit fuerdert. An dësse stännege Kontakt dréit och sécher dozou bā, d'Flam vun der Erënnerung bei deene Patienten esou laang wéi méiglech lieweg ze halen an och sou eng länger Selbstbestimmung ze erméiglechen.

Här President, dësse Projet ass sécherlech och e Gewinn fir den Nordbezirk, well hei entsti jo net zulescht och nei Aarbechtsplazen an, firwat net - Madame Ministesch! - : Wier net och d'Opportunitéit hei, fir e Fuerschungsprojert iwwer Alzheimer an Altersdemenz ze bedriewen, op där Plaz, wou ee jo dann och déi Leit huet? D'Spezialiste kënnen sou eppes organiséieren; dat wier och sécher e Plus fir den Nordbezirk a virun allem fir d'Recherche an där Matière.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Association Luxembourg Alzheimer, déi jo de Maître d'ouvrage vun dëser Maison de soins ass, an där een och muss Merci soe fir de ganzen Engagement, dee si iwwert déi lescht Jore bewisen huet, dës Erfahrung mat Alzheimerpatienten, déi se zanter 1987 sammelt an alldieglech an hire sechs Foyers de jour mécht, wäert wesentlech dozou bäidroen, dass dat neit Fleegeheem zu lerpeldeng schnell an efficace wäert funktionéieren.

Merci muss een awer och all deenen anere Leit soen, déi sech an de Centres intégrés an an de Fleegeheemer dorëms beméien, dass déi eeler Leit, also déi eeler Matbierger, déi do ennerbruecht sinn, hire Liewenswond an aller Dignitéit kënnen verbréngen.

Et ass virdru gesot ginn: D'Situatioun huet sech geännert. Wann Der kuckt - dat steet am nächste Rapport vun der Madame Arendt -, an der Zäit, viru 50 Joer, hunn net déi zwou Persoune geschafft; et wore méi Méiglechkeeten do op jidde Fall fir kënnen op d'Elteren oder d'Grousselteren doheem opzepasst. Haut schaffe ganz vill Leit a malheureusem fënnent een ëmmer manner Familljen, wou ee bereit ass, sech och em déi eeler Leit ze bekëmmern. Dofir ass et eng Obligatioun vum Stat och déi Responsabilitéit ze iwwerhuelen, obwuel ech et awer nach ëmmer wichteg fannen, dass een d'Leit net soll total déresponsabiliséieren an d'Leit et awer och musse wëssen an hir Verantwortung droen.

Op jidde Fall gëtt et eis Ennerstëtzung fir déi eeler Leit; et ass se ginn, an et wäert se och an Zukunft ginn; dofir bréngen ech och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. le Président. - Merci, Här Bettel. Nächste Riedner ass den honorablen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Si hu mer Ären Numm zweemol hei falsch ugin. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider (LSAP). - Här President, Madame Minister, Madame Rapportrice, Kolleginnen a Kollegen, ech géing dann éischts mol der Madame Rapportrice Merci soe fir déi flott ausféierlech Explikatiounen zu dësem Projet de loi. Ech mengen, si huet kompetent duergeluecht, wat dësse Projet de loi bëinhalt.

Statistike weisen et wéi gesot, dass 80% vun de Leit iwwer 80 Joer mat enger dementer Krankheet befale sinn. 5.000 Leit sinn et an eisem Land a bis 2040 wäerte sech dës Zifferen verduebelen. De Moment gi ganz vill vun dësen Alzheimerkranken, déi befale si mat dëser Krankheet, wéi gesot ennerbruecht doheem entweder, oder an deene sou genannte Foyer-de-jouren, déi de Moment géréiert, finanziert a geleet gi vun der Association Lëtzebuerg Alzheimer. Et ass och de Moment, mengen ech, dofir grad dësse Associatioun e grouse Merci auszedrécke fir déi Aarbecht, déi si um Terrain iwwer all déi Jore gemaach huet, an ech mengen och dësse Projet ass fir si eng Belounung fir déi Aarbecht, déi se an deene leschte Jore geleescht huet.

De Moment hu mer, wat d'Foyer-de-jour betrëfft, sechs esou Strukturen, déi an eisem Land bestinn. Dës Strukture befanne sech wéi gewosst zu Bierchem, zu Bouneweg, zu Dol, zu Dummeldeng, zu Esch an zu Rémeleng. Dës ass déi éischt fest spezialiséiert Struktur, déi mer erëmfannen, wou och erëm eng Keier d'Association Alzheimer mat 30% un de Käschte wäert bedeelegt sinn. Dës nei Struktur mat 120 Better, dovun - virun allem begrëssenswäert - sechs individuell Zëmmeren, wou d'Familljen de Kranken och op deem leschte Liewensofschneitt ka begleeden, ass ee positive Projet an dës Direktioun.

Nodeem een sech dann endlech eens war, wou dann lerpeldeng läit, muss ech soen - am Norde mat der Dezentralisatioun ass et net nëmmer lerpeldeng bei Ettelbréck, et ass och nach lerpeldeng bei Wolz, dat hätt kënnen an d'Spill kommen -, et ass dat richtegt lerpeldeng erausgesicht ginn am Häerz vun der Nordstad. De Site ass flott erausgesicht. Et läit an engem flotte Gebitt, engem flotten Erholungsgebitt, wou mer direkt hannendrun och en Erholungspark hunn. Ech mengen, och d'Zesummenaarbecht mat der Gemeng lerpeldeng gëtt eis neie Mutt fir vläicht an anere Richtungen, wat d'Schoulinfrastrukture betrëfft, nei Weeër ze goen, an och hei mengen ech ass zënter laangem de Site un de Schoulinfrastrukture vum Lycée vun Ettelbréck an der Diskussioun. An ech mengen, och dat hei gëtt eis jo d'Méiglechkeet ze weisen, dass d'Gemeng lerpeldeng e Partner ass, mat deem ee kann zesummeschaffen.

Dësse Projet wäert doniewent och der Associatioun Alzheimer Lëtzebuerg neien Opdriff ginn. Ech mengen, et ass eng Unerkennung fir déi laang Aarbecht, déi si geleescht huet an ech ka vun eiser Plaz aus soen, dass dës 18,8 Milliounen, déi de Stat investéiert an dësse Projet, eis Fraktioun voll zefridde stellen an dass eis Fraktioun och wäert dësse Projet vollstens ennerstëtzen an och stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Schneider, fir Är Interventioun. Ech ginn dann dem Här Adam d'Wuert.

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun félicitéieren ech och der Rapportrice fir hire gudder Rapport, a well schonn esou vill Leit hei op dëser Plaz iwwert déi positiv Aspekter vun deem Projet de loi geschwat hunn, wéll ech dat net alles widderhuele wat hei gesot ginn ass.

Ech wéll mech kuerz drop beschränke fir eben ze soen, dass och déi gréng Fraktioun dee Projet de loi gutt fënnent an dat mir d'Iddi, fir zu lerpeldeng bei Ettelbréck eng Maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques ze bauen, gutt fannen an och ennerstëtzen duerch eise Vote.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Gast Gibéryen ageschriwwen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus fir d'éischt e Merci un d'Rapportrice, d'Madame Marie-Josée Frank, déi esouwuel an hirem schrëfleche wéi och de Mëtteg an hirem mëndleche Rapport déi ganz Problematik, wat dement Persounen ubelaangt, ganz gutt virgedroen huet, esou dass een net méi brauch dorop anzegoen.

Ech wéll vun eiser Säit aus soen, dass mir wëllen déi Aarbecht unerkennen, déi d'Associatioun vun der Alzheimerkrankheet hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore gemaach huet. Si huet eng Pionéieraarbecht zu Lëtzebuerg geleescht an et ass wéi esou dacks, dass am Fong privat Associatiounen Virreideroll spillen a Besoinen, déi sech an eiser Gesellschaft stellen, an d'Politik dann, esou wéi dat och normal ass, op déi Besoinë reagéiert.

Hei ass ee vun deene Projeten, wou d'Familljeministesche mat der Associatioun eng Konventioun ennerschriwwen huet, déi Konditiounen an de Finanzement festhält. Hei ginn et Infrastrukturen, déi spezialiséiert sinn op déi Leit a klengen Unitéiten, wat ganz positiv ass, mat engem spezifeschen Encadrement. Et ass vun der Madame Rapportrice gesot ginn, dass verschidde Länner aus der Unioune schon esou Infrastrukturen hunn an et ass dofir och gutt, dass Lëtzebuerg doranner nozitt.

De Stat participéiert hei mat 70%. Dat ass e Chiffer vun 18,8 Milliounen Euro an déi aner 30% ginn, wéi scho gesot, vun der Associatioun Alzheimer iwwerholl.

Wat positiv ass, dat ass dass mer och schonn an der leschter Legislaturperiod vill esou ähnelech Projete gestëmmt hunn, dass mer et fäerdig bréngen quiesch duerch d'Land Terrainen ze fannen, dass och déi Infrastrukturen dezentral duerch d'Land kënnen erriicht ginn.

Och ass flott, dass hei versicht ginn ass eng Kombinatioun ze maache mat deene Leit, déi an deem Haus do liewen, a mat de Leit dobaussen, doduerch dass mer Infrastrukture schafe wou eng Cafeteria dran ass, wou e Coiffeurssalon dran ass, wou déi Leit kënnen och vu bausen erakommen a wou dann eben och e gewëssend gesellschaftlecht Liewen an deenen Haiser kann entstoen.

Flott fanne mer et och, dass d'Gemeng lerpeldeng profitéiert, fir dann aus hirem Initiativ eng Crèche dobäi ze bauen, wou dann eng Kombinatioun ka geschéie mat deem Personal, dat do schafft, dat da seng Kanner kann an déi Crèche ginn, respektiv Leit aus der Gemeng an der Émgéigend.

Et ass also eng wichteg Investitioun, déi de Lëtzebuurger Stat am Interesse vun deene Leit mécht an ech mengen et sollt een och bei dëser Geleeenheet ernimmen, déi

nobel, awer schwéier Aarbecht, déi déi Leit an deem Berufszweig do hunn. Mir wëssen, dass et net licht ass fir ëmmer Leit ze fannen, déi e Liewe laang mat demente Leit zesummeschaffen, an dofir kann een nëmmer deene Leit eise Luef an eise Merci ausschwatzen. Wéi gesot, et ass e gudden, e wichtige Projet an en huet och dofir d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

M. le Président. - Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo d'Madame Familljeministesche fir zum Projet Stellung ze huelen, grad wéi zum Projet de loi 5320.

D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou dass mer haut zwee wichteg Projeten hei um Ordre du jour hunn. Dat een ass deen iwwert d'Maison de soins fir Alzheimerkrank Leit zu lerpeldeng. Ech denken, dass awer elo de leschten am Lëtzebuurger Land weess, wéi een lerpeldeng domat gemengt ass, an dann deen zweeten, wat eben de Centre intégré an d'Fleegeheim vun der Rumm ass.

Ech géing fir d'éischt wëllen der Madame Presidentin, déi och Rapportrice vun dem Projet vun lerpeldeng wor, e grouse Merci soe fir hir Aarbecht an der Kommissioun an och hei als Rapportrice, an och der Madame Nancy Arendt fir deen zweete Rapport iwwert d'Rumm.

Ech muss soen, esou wéi an der leschter Koalitioun, ass och an där heiter an der Familljekommissioun eng ganz frëndschafleche an eng ganz gutt Zesummenaarbecht, wou et Freed mécht fir dran ze schaffen a wou alles gemaach gëtt fir dass déi Projeten, déi mer do hunn, séier op den Ordre du jour kommen, an dofir sinn ech och ganz dankbar.

Ech sinn och frou, Här President, dass ech zu deenen zwee Projeten, obschonns ech muss soen, dass wann et an där heiter Rapiditéit virugeet, ech nach mat Lichtegekeet fir véier Auer um Kierchbiereg sinn, och wann ech gewaart hätt bis zum Enn vun deem zweete Projet, trotzdem elo kann hei Stellung huelen.

Op där enger Säit kann ech soen, dass wann ech op Froen, déi nach iwwreg bleiwen, elo net kann antworten, ech dat gäre muer maache bei dem Projet vu Klierf.

Generell stelle mer fest, dass eis Bevölkerung ëmmer méi al gëtt a mir si frou doriwwer. Mir si virun allem och frou driwwer, dass d'Leit méi laang gesund bleiwen. Op där anerer Säit stellt sech ëmmer erëm d'Fro vun der Generatiounsolidaritéit. Ech denken, dass dat eng ass, déi an deenen nächste Joren ëmmer méi Wichtegkeet kritt. Besonnesch wann d'Leit wierklech al ginn an net méi doheem sinn, ass et dacks schwierig, dass hir Urenkelen nach bei se an d'Altersheimer op Besuch ginn an domadder eigentlech net méi richtig wëssen, fir wien dat se dann elo sollen an Zukunft nach eppes bezuelen. Dofir ass et ëmsou méi luewenswäert, dass bei der Maison de soins zu lerpeldeng eng Crèche gebaut gëtt, déi net, esou wéi et am Rapport drasteet, vun der Gemeng lerpeldeng, mä awer vun der ALA selwer - Här Gibéryen, Dir hat dat hei ervirgestrach - gebaut gëtt.

(Interruption)

Esou steet et am Rapport, an dofir wéll ech awer hei preziséieren, dass et d'ALA selwer ass, déi dofir zoustänneg ass, an dofir d'Wichtegkeet ëmsou méi grouss ass, well eben dann och déi eeler Leit an och déi fleegebedürftig Leit nach Kanner gesinn an och mat deene kënnen, esou wäit wéi dat méiglech ass, a Kontakt kommen.

En anere wichtige Punkt fir d'Zukunft ass ouni Zweifel, an net nëm-

men hei zu Lëtzebuerg, mä an de Länner alleguer, déi demographesch Entwécklung, an ech denken datt mer eis doriwwer net genuch Gedanke kënnen maachen, well wa mer gesinn datt mer elo mat 1,5 Kanner pro Fra zu Lëtzebuerg sinn, da leie mer an der Moyenne vun Europa vun der demographescher Entwécklung. Mir bräichten awer 2,3 Kanner pro Fra, fir nëmmen eis selwer ze regeneréieren. Dat heescht, fir nëmme selwer eis ze ersetzen, esou datt mer gesinn, datt dat och an deenen nächste Joren eng vun deene grouse Schwierigkeeten an Erausforderunge gëtt, déi op d'Politik duerkommen, woubäi awer gewosst ass, datt déi net alles dofir ka maachen an net alles doranner kann änneren.

Mir stellen awer och op där anerer Säit fest, besonnesch opgrond vun der Fleegeversécherung, datt déi eeler Leit ëmmer méi laang doheem bleiwen, an dat, wéi gesot, doduerch datt d'Fleegeversécherung verstärkt bezuelt duerch déi Servicer, déi dann ebe bei d'Leit heem kommen an dat méiglech mécht. Heiansdo wonnerech ech mech, datt d'Leit soen, Dir hätt jo gäre wann d'Leit esou laang wéi méiglech géifen doheem bleiwen. Ech hunn eigentlech ëmmer gemengt, d'Leit hätte gären datt se esou laang wéi méiglech kënten doheem bleiwen. Et wier net ech wat dat géing wellen, mä et wiere méi déi Betreffen, mä d'Famillje gesinn dat vläicht heiansdo e bësselchen anescht. Mä ech mengen trotzdem, datt dat awer fir deen Einzelne vu grousser Wichtigkeet ass.

Et ass och ewell de Mëtteg hei gesot ginn a mir hunn och Change-menter an eise Familljestruturen, wat mat sech bréngt, datt méi Fraen um Aarbechtsmaart sinn, datt d'Famillje méi kleng sinn an och net méi ëmmer an deeneselwechten Uertschafte wunne wou d'Eltere wunnen. An dann där e awer eppes net vergiesse dobäi. Dat ass, datt d'Leit ganz dacks iwwerfuert si mat der Fleege, déi déi eeler Leit brauchen. Et ass also net well se net wellen. Et ass net well se ze liddereg sinn oder well se ze egoistesche sinn, mä ganz dacks si vill Leit derbäi, déi dat iwwerhaapt net méi packen. Wann ee bedenkt, datt Leit, déi an esou Haiser ginn, iwwer 80 Joer al sinn, da sinn hir Kanner ganz dacks 60 Joer al, deemno wéi al datt se sinn nach méi al, an da muss ee sech net wonnerech, datt si net méi amstand si fir dat alles selwer kënnen ze maachen.

Wéi gesot, iwwer 80 Joer sinn d'Leit al wa se haut doranner kommen a si bleiwen am Duerchschnitt ongeféier sechs Joer doran. Déi meescht Leit, déi dohinner kommen, si flegebedürfteg wa se opgeholl ginn oder awer si kommen dohinner, well hire Partner oder hir Partnerin flegebedürfteg ass oder well déi Persoun net méi eleng wéllt a kann an hirem eege Haus oder an hirem Appartement bleiwen.

An der Zäit goufe grouss Diskussiounen gefouert ob et gutt wier wann een déi dement an déi net dement Leit géing beienee loossen oder ob ee besser hätt se ze trennen.

Déi Zuel iwwert Demenz an eiser Bevölkerung ass, mengen ech, och net iwwerall d'selwecht. Ech hunn Zuelen, déi soen datt 25% vun der Populatioun dement wier, 30% vun deene Leit iwwer 80 Joer a 50% vun deenen, déi iwwer 90 Joer al wieren. Perséinlech war ech laang der Meenung, datt een eigentlech éischer soll déi Leit geméisch loossen, well een och esou am Einzelne gesinn huet, datt wann an deenen Haiser wou d'Leit waren op eemol een dement ginn ass, datt dann awer déi, déi ronderëm waren, sech ëm se gekëmmert hunn, datt se do e Kontakt mateneen haten an datt dat deenen Demente meeschtens geholfe huet fir nach e bësselche méi hir Autonomie kënnen ze behalen.

Ech hu mech awer iwwerzeege looss, datt dat awer och fir aner Leit ganz schwierig ass, an ech verstinn och, datt wann een 365 Deeg am Joer mat demente Leit zesammen ass, déi net méi wësse wat se maachen, datt dat eng schwéier Belaaschtung ka si fir anerer, déi bei hinnen an hirer Infrastrukture do dra sinn, an dofir hunn ech mech, wéi gesot, och bereet erkläert - esou gutt an deem heiten Haus selwer wéi awer och an aneren Haiser, wéi zum Beispill op der Rumm - fir dat separat ze maachen.

D'Madame Frank ass am Detail op d'Haus vun Ierpeldeng agang, dofir brauch ech datt net méi ze maachen. Ech wéll just nach eng Kéier soen, datt dat hei 120 Better sinn, déi geschafe ginn, wou de Stat 70% dovunner iwwerhëlt. Dir wësst, an deene leschte Joren hu mer ganz dacks och 80% bezuelt, mä opgrond vun de Keesen, déi beim Stat net méi esou déck do waren, hu mer elo nach 70% bezuelt. An et kommen an deenen nächste Wochen a Méint nach aner Projekte wou et och 70% ginn, wat ëmmerhin awer bei engem Projet, dee ronn 27 Milliounen Euro kascht - wat 1,1 Milliard sinn, ech soen dat léiwer an deenen ale Frangen, well ee sech dat nach besser ka virstellen - a wouvunner de Stat da 770 Milliounen Lëtzebuerg Frangen iwwerhëlt, dat fir eis en uerdentleche Chiffer ass, mä awer do och nach ëmmerhin 330 Milliounen fir d'ALA bleiwen.

Ech géing mech och wellen deene Merci fir d'Gemeng Ierpeldeng uschleissen, fir hiert Entgéintkomme mam Terrain an och hiert Engagement, fir en Haus fir dement Leit opzehuelen. Och dat ass net onbedéngt iwwerall selbstverständlech an dofir wéll ech och dem Här Erny Rassel a senge Schaffen an der Gemeng mäi Respekt a meng Unerkennung dofir ausschwatzen.

Selbstverständlech och e grouse Merci der Alzheimer-Associatioun an hirem dynamesche President, dem Här Paul Diederich, net nëmme fir déi 30%, déi se do erbaibréngen mat deenen 337 Milliounen déi et ausmécht, mä awer och nach d'Crèche, déi do derbäi kennt, déi och vun hinnen aus bezuelt gëtt; eng Fro, déi de Statsrot opgeworf huet an déi, denken ech, dann och elo heimadder beäntwert ass.

Ech wéll da soen, datt dat Haus selbstverständlech vu Konzeptioun deene Leit mat psycho-gériatresche Problemer ugepasst ass an dofir zu engem Deel anescht ausagesäit wéi déi ubliche Centres intégrés. D'Madame Frank huet well drop higewisen, datt et kee gemeinschaftleche Restaurant an och keng gemeinschaftleche Kichen doranner gëtt, mä datt 96 Better do si fir aacht Liewensgruppen mat jee zwielef Pensionären dran, an an dese Gruppe féint dann och d'Gemeinschaftsliewen, wéi dann zum Beispill och d'lesse statt. D'Zëmmere sinn och méi kleng wéi an anere Centres intégrés, mä dofir ass awer méi Plaz op de Gäng an an de Gemeinschaftsraum, wou déi Leit sech dann och méi ophalen.

Zwielef Zëmmere si virgesi fir d'Revalidatioun, wou et net drëm geet fir Rehabilitatioun ze maachen, mä wou besonnesch Leit dra solle kommen, déi entweder e Schlag kritt hunn oder déi no engem Klinikspenthal, enger Operatioun oder engem Accident fir eng Zäitchen dohinner kommen an do erëm fit gemaach ginn, fir kënnen bei sech doheem ze liewen.

Zwielef Better si fir Palliativmedizin, an ech denken datt et och wichtig ass nach eng Kéier do ervirzehiewen, datt et eng eege Statioun gëtt vu sechs Better, datt heescht net en Dortoire, mä awer e Raum wou sechs Better beienee sinn, wou dann eben och Leit si fir Palliativmedizin, déi och Palliativmedizin gemaach kréien, an op där anerer Säit awer och sechs

eenzel Zëmmere, wou d'Famillje kënnen derbäi komme wann do eng Persoun am Stierwen ass, fir déi dann och kënnen ze begleeden.

Op deen architektoneschen an deen technesche Plang ginn ech wierklech net an, dat huet d'Madame Frank bestens gemaach. Dat wou ech denken, datt et wichtig ass a wat eis warscheinlech an der Kommissioun méi laang wäert beschäftegen, an net nëmmen an eiser Kommissioun, mä sécher och an där vun der Justiz, dat ass datt mer eis virgeholl hunn, d'Rechter vun de Leit mat enger Demenz an och d'Tutellen nei ze organiséieren an eis och der Zäit unzepassen. Wann ee gesäit datt et ëmmer méi eeler Leit ginn, déi och eleng sinn an déi dann op eemol dement sinn: Wien ass dann zoustänneg dofir, datt se an engem Haus opgeholl ginn? Wie këmmert sech dorëmmer? Net nëmme just ëm hir Suen an ëm d'Ierfschaft, mä och ëm dat, wat si selwer interesséiert? Vun dohier, wéi gesot, gëtt dat eng ganz schwierig Aufgab, an op där anerer Säit eng komplizéiert, mä dofir awer och sécher ëmsou wichtig.

Deen zweete Projet wou ech e bësselche wéll eppes driwwer soen a wou der Madame Nancy Arendt hire schrëflechen, exzellente Rapport well virläit, an dee mëndleche bestëmmt grad esou gutt wäert ginn, do wéll ech net op alles virgräifen. Déi generell Aussoen ziele selbstverständlech och fir d'Rumm wéi fir d'Haus vun den Alzheimerkranke wéi och de Projet muer zu Klierf.

D'Rumm war fréier e staatlecht Alters- a Kannerheem. Dat gëtt elo vu Servior als Établissement public géréiert an et ass hautdésdags exklusiv Altersheim, dat heescht et si keng Kanner méi do a mir hunn eben och virun enger Zäitchen hei an der Chamber déi Séparatioun vun de Kannerheemer gestëmmt.

D'Rumm läit op enge vun deene schéinste Plaze vun der Stad an ass dofir awer och eng vun deene komplizéierste Plazen, wann een et aus dem historiesche Site gesäit, deem muss Rechnung gedroe ginn; a wann ee weest datt d'Rumm zu dem Site vun dem Patrimoine mondial de la Culture vun der Unesco gehéiert an dofir all Change-ment, deen do muss gemaach ginn oder gemaach gëtt, fir d'éischt och nach muss der Unesco virleien.

Ënnerierdesch Verbindunge si virgesi fir déi verschidden Haiser mateneen ze verbannen an ee grouse Problem kréie mer leider an deem heite Projet net geléist, dat ass dee vun dem souterrainé Parking, wou et awer wichtig wier, datt mer en och kënten iergend eng Kéier maachen. Ech denken e wier wichtig fir d'Rumm, e wier wichtig fir d'Stad Lëtzebuerg an e wier och wichtig fir de Centre Neumünster, well mer och do Schwierigkeeten hu fir Parkplazen ze fannen, mä mir wëssen awer och - a besonnesch déi Stater wëssen dat ganz gutt -, datt dat dann och deier gëtt, well dat alles an de Fiels geet an et domadder wéi gesot niewent dem Präis och komplizéiert ass fir et ze realiséieren.

Ech soen des Elementer an Argumenter fir och ze erklären, firwat dese Projet awer och relativ deier gëtt. Derbäi ass well aus Käschtegrënn op eng ganz Rei vun Elementer verzicht ginn, déi ee sech an deem heite Projet nach duerchaus hätt kënnen virstellen. Am Gesetzesprojet ass e Präis vu 50.398.000 Euro an e puer Zerquetschener virgesinn, wat awer ëmmerhin 2,3 Milliarden där aller Lëtzebuerg Frangen ausmaachen. Ech mengen datt ass e stolze Präis, dee mer eis fir eis eeler Matbierger op där doter Plaz kaschte loossen.

Am Ganzen entstinn do 142 Better, déi op verschidde Servicer opgedeelt sinn, vun deene mer dann och elo grad gesinn hunn, datt et eng Séparatioun gëtt zwëschen deenen engen an deenen aneren.

104 Better hu mer - do sinn déi 34 derbäi gezielt, déi elo well an aneren Haiser op der Rumm renovéiert gi sinn -, 20 Better si virgesi fir Palliativmedizin, an ech denken datt ass och wichtig opgrond vun deem Gesetzesprojet, deen elo an där leschter Legislaturperiod déposéiert ginn ass a wou et besonnesch ëm d'Palliativmedizin geet, déi net nëmmen an de Spideeler an an de Soins à domicile soll ugebuede ginn, mä och an deenen doten Haiser, well déi eeler Leit grad esou gutt e Recht op Palliativmedizin hu wéi déi aner dat hunn.

Da sinn 32 Better virgesi fir déi, hei an deem Text heescht dat sociogérontologique, an deem anere psycho-gériatrique, mä et sinn ëmmer déiselwecht Leit, dat heescht déi dement Leit, déi domadder gemengt sinn. Da gëtt et 20 Logements encadrés, wou da bis 24 Leit kënnen dra sinn; dat hënk do-vunner of ob eng Persoun doranner ass oder ob zwee Leit doranner wunnen.

Schliesslech hu mer am Projet selwer geschriwwen, datt et e Maximum vun 142 Better géife ginn. Mir wëssen de Moment awer nach net, opgrond och vun där schwieriger Bausituatioun, déi dat ass, an deem wéi dat do ausgesäit, ob dat der elo genau 142 ginn oder ob et eent méi oder eent manner gëtt. Op jidde Fall kann et net iwwert déi Suen erausgoe wou de Stat sech derbäi bedeelegt, wat ech elo grad genant hunn; alles wat doriwwer erausgeet, dat ass dann den Établissement public selwer deen dat muss bezuelen.

Wichtig ass fir mech an deenen zwee Projeten och, datt et eng Ouverture nu baussen ass. Mir hunn dat eng Kéier héieren iwwer Coiffeurssalonen, déi doranner virgesi sinn, iwwer Geschäfte, déi doranner funktionéieren, oder awer och op de Mëttesdéscher, wou jiddere vun eis oder och vun de Famillje kann dohinner iesse goen, fir datt déi Leit, déi do liewen, awer och nach e bësselchen eppes matkréie vun deem, wat dobausse geschitt, an awer och Leit, déi an Dagesgruppe kënnen dohinner kommen.

Dir gesitt also, datt mer eis beméien, an d'Zoustëmmung hei vun der Chamber beweist mer dat och, datt mer domadder wierklech och probéiere jiddere eeler Mënsch dat ze offréieren, wat sengen Uspréich gerecht gëtt, an dat och nach probéieren ze maachen op där Plaz an an där Géigend, wou en hierkennt.

Den Här Bettel hat d'Iddi fir Forschung vun der Alzheimerkrankheit do ze maachen. Ech denken, datt dat eppes ass wat ouni Zweifel interessant wier. Leider gehéiert dat net zu menge Kompetenzen, mä ech kennt mer awer virstellen datt et Leit gëtt, déi sech dofir interesséieren, an datt een och soll vun deene Kompetenzen, déi do sinn, profitéieren, well déi Krankheit ass wierklech eng ganz schwierig an eng ganz schlëmm fir deen, dee betraff ass, an och fir d'Familljen. Duerfir soll ee vun deem Wësse profitéieren.

Dann huet den Här Angel mech gefrot - ouni datt mer dee Projet bis elo behandelt hunn, mä vu datt ech herno da vläicht net méi hei sinn, wéll ech dat awer nach maachen -, wéi et mam Matsproochrecht vun de Leit an deenen Institutiounen ass.

An do ass virgesinn, datt en Heimrot besteet, wou also och Pensionäre mat dra veruuede sinn. Alerdéngs muss ee soen, datt et heiansdo schwierig ass fir Leit ze fanne vun de Pensionäre selwer, déi sech dofir interesséieren an déi sech dofir dann och do engagéieren. Mä déi, déi et maachen, déi

maachen et mat ganz grousser Begeescherung an och zur Zufriedenheit vun hiren anere Matbewunner.

Domadder géing ech wellen ofschleissen an lech Merci soe fir Är grouss Bereitschaft fir, denken ech, déi zwee Projeten haut ze stëmmen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5336. Den Text steet am Document parlementaire 5336 op der Säit 4.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si stëmme mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 5336 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Michel Wolter), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Här Grethen!

M. Henri Grethen (DP).- Här President, ech mengen ech hat nach keng Nohëllefstonn kritt fir ze wëssen, wéi deen Apparat hei funktionéiert. Sollt ee vun de Kollege vu menger Fraktioun net par procuratioun gestëmmt hunn, dann huele mer dat no.

M. le Président.- Mir huelen Akt dovunner a mir wäerten dat verifizéieren.

M. Ben Fayot (LSAP).- Dir musst, Här President, deenen neie Kollege erklären wéi d'Procuratioun geet, dass ee muss fest drop drécken, soss kennt se net.

Une voix.- Dat ganzt Gewicht drop.

Une autre voix.- Awer net ze fest.

M. Henri Grethen (DP).- Wann ech elo meng iwwer 130 Kilo hei op den Écran geheien, ne!

(Hilarité)

M. le Président.- Mat der Zäit léiert een et och ouni grouss Explikatiounen.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour, zur Diskussioun vum Projet de loi 5320 iwwert de Bau vum Altersheim op der Rumm. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Bettel, Angel, Adam an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, dat heescht d'Rapportrice, déi honorabel Madame Nancy Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

2. 5320 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Nancy Arendt (CSV), rapportrice. - Merci, Häre President. Häre President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet, bei deem et sech ëm d'Transformatioun an d'Extenssioun vum Centre intégré vum der Rumm handelt, befénnt sech bis an déi galloréimesch Zäit zréckverfolge loosse. Schön deemools hu vill Leit zu deene verschiddensten Zäiten an der Geschicht vum deser héich geleedener Platz profitéiert an déi berühmte Mauer Wenceslas, déi um Enn vum 14. Jorhonnert um Site vum der Rumm säin Ursprung hat, ass vum Vauban um Enn vum 17. Jorhonnert als Schutz gebraucht ginn. Doropshin sinn d'Mauern duerch de sou genannte Vabaunsravelin nach verstärkt ginn.

De Site an déi verschidde Gemaier hunn esou e bedeitende geschichtleche Wäert, datt se bei deser Transformatioun net sollen an och net därfer vergiess ginn. An deemem Projet gëtt versicht, déi verschidden historesch Elementer ze erhalen, well de Projet gesäit effektiv vir, fir d'Direktioun vu Servier zum Beispill, déi sech ëm d'Maintenance vum de Gebaier wäert bekëmmere, am Ravelin ënnerzebréngen. Dat erkläert och, wéi d'Ministesch et virdru schonn ugeleit huet, firwat d'Realisatiounskäschte relativ héich leien an ech wäert spéider nach eng Kéier hei op dese spezifesche Punkt zréckkommen.

D'Propositioun vum provisoeresche Plang vum Ensembl vum der Konstruktioun ass vum der Unesco approvéiert ginn a Lëtzebuurger Autoritéit wéi zum Beispill de Familljeministère kontrolléiere regelméissig esouwuel d'Conception wéi och de Fortgang vun den Aarbechten um Chantier. Iwwert den historesche Wäert eraus erfëllt d'Rumm säit dem Enn vum 19. Jorhonnert eng sozial Roll. Weesekanner, Invaliden oder krank Leit sinn op der Rumm, fir méi genau ze sinn an Hospice civil opgeholl ginn. Ufanks vun den 80er Jore sinn d'Kanner vun den Erwuessene getrennt ginn a vun deem Dag an huet de Centre du Rham als Altersheim fonctionnéiert. Säit dem 1. Januar 1999 ass d'Rumm vum Établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées» ugeholl ginn.

Häre President, léif Kollegeen a Kollegeinnen, de virleiende Gesetzesprojet, deem de Stat autoriséiert den Opbau an d'Transformatioun vum Altersheim vun der Rumm matzefinanzéieren, ass e weidere Projet, dee sech am Kader vum nationale Programm fir eeler Leit integréiert a weist, datt d'Liewensqualitéit vun eisen eelere Matbierger weiderhin eng wichteg Prioritéit vun eiser Regierung war an och bleift.

De virleiende Gesetzesprojet weist och, datt eis Regierung sech den Erausforderunge vun der Zäit

stellt. Déi demographesch Entwécklung huet eis Zäit geprägt a wäert och d'Politik a ville Beräicher weiderhi beaflossen. D'Liewenserwaardung vun de Leit ass glécklecherweis duerch de medezineschen an hygenesche Fortschritt staark an d'Luucht gaangen. D'Zuel vun deenen iwwer 65-Jähregen hélt bis elo op alle Fall emol stänneg zou an des Tendenz wäert sech am Laf vun de Joren hoffentlech och fortsetzen. Et ass virun allem d'Kategorie vun deenen iwwer 80-Jähregen, déi déi héchste Steigerung wäert verzechnen. An d'Schätzung ginn dovunner aus, datt no 50 Joer des Kategorie e Fénneftel vun den eelere Leit ausmaachen.

Wann hautdesdags 70% vun deenen iwwer 80-Jähregen autonom liewe kënnen, da bleiwen awer nach 30%, déi op eng Hëllef ugewise sinn. Wann des Leit am Prinzip op hir Familljen ziele kënnen, kënn et awer dach ëmmer méi dacks vir, datt se op en Altersheim oder e Centre müssen zréckgräifen, fir adequat ënnerbruecht ze ginn. D'Grënn si ganz verschidden. Vill eeler Leit ginn hautdesdags vu Familljemembere betreit, déi selwer al sinn a fir déi et iergendwann ze schwéier gëtt fir sech komplett eleng ëm eng eeler Persoun alldeeglech ze këmmere. Déi familiär Strukturen hu sech och geännert. Et gëtt ëmmer méi Famillje wou déi zwee Partner schaffen an et ass dann och net einfach de Beruff an déi familiär Verpflichtungen ënner een Hutt ze bréngen.

Och d'Servicer wéi «Hëllef doheem» kënnen eng Ennerstëtzung sinn. Mä och des Servicer stousse eng Kéier op d'Limiten. Et ass virun allem net einfach, esouguer wann een d'Méiglechkeet hätt, fir Leit, déi op Hëllef ugewise sinn, wéi zum Beispill eeler dement Leit, adequat doheem ze versuergen. Des Leit musse 24 Stonnen op 24 Stonne professionell encadréiert ginn. Et ass also net weider verwonnerlech, datt d'Nofro vun esou Opfaangstrukture fir eeler Leit an deenen nächste Joren nach weider wäert zouhuelen.

Zur Informatioun, den Établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées», deen eng Dosé vu CIPA en véier Maisons de soins géréiert, huet Méi fir der grousser Nofro vun Opfaangstrukture fir eeler Leit kënnen gerecht ze ginn. 3.000 Demandé louchen den 1. Januar vun deemem Joer vir, dovunner 1.300, déi dréngend, an 300, déi immens dréngend waren. De virleiende Projet entsprécht enger moderner Politik vum drëtten Alter, déi versicht op déi spezifesche Besoiné vun de verschiddene Kategorie vu Pensionären anzegoen.

De Centre ass souwuel fir valid wéi och fir manner valid Leit bestëmmt an den Émbau an d'Transformatioun vun de Gebailechkeeten entsprécht de modernsten Normen an deemem Domän. Wa fréier dee klineschen Aspekt bei Wäitem dee wichtigste war, esou gëtt awer haut ëmmer méi Wäert op d'Form an d'Qualitéit vum Logement a vum Encadrement geluecht. D'Leit sollen esou wäit wéi méiglech en autonomt Liewen am Centre intégré féiere kënnen.

Ee vun deene wichtigste Punkte bei deemem Projet ass deen, datt d'Leit, déi op d'Rumm kommen, d'Méiglechkeet kréien an deser Struktur ze bleiwen, och wa sech hire gesondheetlechen Zoustand géif änneren. Esou vermeit een oft en onangenehmen Transfert an eng aner Institutioun; en Transfert, dee bei eelere Leit oft als Trauma emfonnt gëtt. De Projet gesäit och d'Schafung vun engem sou genannten „Espace senior“ vir, dee sech aus verschidde spezialiséierte Pavillonen zesummesetzt.

Nieft dem klassischen Altersheim gesäit de Projet d'Schafung vun Appartementer vir, déi sech u relativ autonom eeler Leit riichten, déi zwar theoretisch kéinten eleng lie-

wen, mä déi sech awer an enger encadréierter Struktur méi wuel fillen. Si wëssen, datt, wa sech e Problem sollt stellen, professionell Leit zu hirer Verfügung stinn.

Et ass och virgesinn, zwou sozio-gerontologesch Liewensgruppen ze forméiere fir ofhängeg eeler Leit, déi musse 24 Stonnen op 24 gehollef kréien oder ënnerstëtzt ginn. Eeler Leit, déi wëllen a kënnen weider doheem bleiwen, awer trotzdeem gäre vun deene verschiddene Prestatiounen a Servicer vum Centre profitéieren, kënnen dat iwwert d'Porte ouverte vum Centre maachen.

Zousätzlech ass och eng Praxis fir Kinésithérapie an Ergothérapie virgesinn, déi virun allem zum Erhale vu kierperlechen a geeschtege Fäegkeete bäidroen soll. Eng Aktivitéitszon soll et de Pensionären erméiglechen, en agréabelen Openthalt ze hunn. Alles no beieneen, mat engem klengen Café, Coiffer, Pédicure, Florist, an et ass och e klengen Animatiounssall virgesinn, wann emol kleng intern Festivitéite stattfannen.

Zum Schluss ass nach ervirzehiewen, datt d'Rumm och wäert iwwer en „Hospice de fin de vie“ verfüegen, wou eng spezialiséiert Equipe stierwenskrank Leit op hirem leschte Liewensabschnitt begleede kann. Den Akzent gëtt hei op d'Zesummenaarbecht mat der Famill geluecht, fir déi och d'Méiglechkeet besteet am Centre ze iwwer-nuechten, wa se dat wëllen.

De Projet gesäit um Niveau vum Centre intégré d'Schafung vu ronn 70 Better vir, déi bei déi bestehend 34 Better derbäikommen. Den „Hospice de fin de vie“ wäert kënnen 20 Leit ophuelen. Et wäerten, wéi ech dat schonns virdru ugeleit hunn, 26 encadréiert Appartementer am Kader vum Centre du Rham geschafte ginn, déi ronn 40 Better ausmaachen. Um Niveau vun deenen zwou sozio-gerontologeschen Unitéite si jeeeweils 16 Better virgesinn, esou datt d'Capacitéit vum Centre am Ganzen op ronn 142 Better wäert eropgoen. Eréischt nom Ofschloss vun den Aarbechte steet awer déi ganz genau Zuel vun den neie Better fest.

Wat d'Finanzéierung vum Bau an dem Émbau vum Altersheim a Fleegeheim vun der Rumm ugeet, esou ass ervirzehiewen, datt de Stat bal 100% vun de Käschte wäert droen. De Stat wäert och en Deel vun de Käschten iwwerhuelen, déi fir de Bau vum Direktiounsgebai gebraucht ginn. Déi staatlech Participatioun wäert sech nom leschte bekanntenen „indice semestriel des prix à la construction“ vum 1. Oktober 2004 op ronn 43,4 Milliounen Euro belafen. Zur Informatioun: D'Käschte fir de ganze Projet sinn op de Gesamtmontant vu ronn 50,3 Milliounen Euro geschat.

Dat sinn natierlech ganz héich Montanten, déi sech virun allem doduerch erkläere loosse, datt et haut einfach méi deier ass eppes ze renovéieren - et gëtt ronderëm e Plus vun 30% geschat - wéi wann een eppes komplett Neies géif bauen, speziell wann een och nach derbäi op den historesche Kader soll Rücksicht huelen. Ervirzehiewen ass vläicht nach, datt déi staatlech Participatioun sech natierlech op d'Käschten, déi mam Opbau a mat der Renovatioun vum Centre verbonne sinn, beschränkt. Personalkäschte souwéi d'Fonctionnementskäschte gi vum Gestionnaire iwwerholl.

De Statsrot hat des Fro jo och a sengem éischten Avis opgeworf, wou d'Auteurs vum virleiende Projet direkt reagéiert hunn an dese Punkt no enger kuerzer, awer präziser Stellungnahme zur Befriedigung vum Statsrot gekläert hunn. Servier iwwerhëlt och en Deel vun

de Käschte vum Bau vum Direktiounsgebai, déi sech op 0,9 Milliounen Euro belafen, a ronn 16 Better, déi den Affer vum Zweete Weltkrich prioritär zur Verfügung solle stoen, wäerten iwwert d'Fongge vun der Fondatioun „Aide et assistance aux personnes âgées“ finanziéiert ginn, déi et haut net méi gëtt.

Häre President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen ech konnt lech déi grouss Linne vun deemem Projet méi no bréngen. Weider Detailer fannt Der a mengem schrëftleche Rapport an am Text vum Projet selwer. Ech géif mech natierlech freee wann dese Projet eestëmmeg kéint ugeholl ginn, e Projet, dee selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun bréngt.

Ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Arendt. Als éischte Riedner ass den Häre Xavier Bettel age-droen. Häre Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel (DP). - Häre President, Dir Dammen an Dir Hären. Nach eng Kéier, d'selwecht wéi virdru, well ech hei der Rapportrice Merci soe fir de schrëftlechen an de mündleche Rapport, wou se ganz prezis an den Detail gaangen ass. Erlaabt mer just des Kéier, eier ech Luef fir de Projet ervirhiewen, awer ee méi negative Punkt. Et ass eng Kritik, déi awer net vu mir kënn, mä déi vum Statsrot kënn.

An eng Kéier eng generell Kritik, déi och net mam Projet ze dinn huet, mä well et eben haut zwee Projekte si wou mer fir eis eeler Matbierger eis jo ganz staark investéieren, wou ech och soen, dass et selbstverständlech ganz wichtig ass, a wou mer muer nach e Projet hunn, dass, wéi ech mat verschiddene Leit driwwer diskutéiert hunn, verschidde Leit mer gesot hunn: Jo, Xavier, mir maache ganz vill fir déi eeler Leit, mä fir jonk Leit op der Strooss feelt et nach ëmmer u Plazen.

An et ass d'FADEP, déi am Moment zwou Strukturen huet, d'Meederchershaus oder de St-Joseph Boulevard Patton, mä et heescht dass et do net duergeet, dass téschent 17 an 18 Plazen do sinn am Ganzen, déi mer hu fir Mesures d'urgence, dass nach ëmmer jonk Leit mussen op Schraasseg goen am Moment oder op Dräibuer, well keng Plazen do sinn. Dat heescht, Madame Ministesch, sorry, dass ech des Geleeeenheet huelen, mä e viven Appel: Selbstverständlech ass et wichtig, dass mer fir eis Elteren, Grousselteren an eis eeler Leit Suen investéieren. Mä e waarmen Appel un lech - an ech weess, dass Der en oppent Ouer dofir hutt -, och fir déi jonk Leit fir Urgence-Fäll Saachen ze plangen.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Häre Bettel, ech si ganz gäre bereet an ech maache vill Démarchen. Ech wier ganz frou wann Dir mer géingt hëllef Gemenge sichen, déi gradsou frou wiere fir esou Haiser opzehuelen, wéi se frou si fir Maisons de soins a Centre-intégrées opzehuelen. Also ech sinn nëmmen Demandeur, Dir laaft bei mir offen Dieren an. Mä bréngt mir déi Gemengen, déi bereet sinn dat ze maachen.

M. Xavier Bettel (DP). - D'Madame Mutsch seet scho si wier ganz bereet. Neen? Mä op jidde Fall, Madame Ministesch...

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Et ass net u mir wou et scheidert, Häre Bettel!

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel (DP). - Madame Ministesch, fir mech ass et

esou, et kann een net nëmme kucke wat ekonomesch Sue bréngt. Et ass eng Obligatioun, mir sinn hei Politiker fir d'ganz Land an net nëmme fir eng Generatioun oder fir d'Finanzen. Et muss een och kucken, dass eng ganz Retsch vu jonke Leit op der Strooss sinn oder op jidde Fall wéinst dramatesche Situatiounen musse placéiert ginn. E Kand wat doheem vergewaltigt gëtt oder esou. Mir schwätzen elo net nëmmen hei vun Délinquanten, mä vu jonke Leit déi doheem vergewaltigt ginn oder geschloe ginn, wou dann de Riichter se muss placéieren, a wa keng Plaze sinn an deenen zwee Foyeren, da musse se op Schraasseg oder op Dräibuer goen, wat awer wierkelech net déi Plaz ass wou een d'Kanner soll placéieren. Dat war dann eng méi generell Informatioun, Madame Ministesch.

Déi zweet ass eng Kritik, déi vum Statsrot kënn. Dat ass déi, dass d'Konventioun jo am Juni 2001 ënnerschriwwen ginn ass an dass de Projet eréischt den 31. Mäerz 2004 déposéiert ginn ass, dat heescht bal dräi Joer duerno, an dass de Conseil d'État dat als Délai net ganz rasonabel fénnt. Madame Ministesch!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Häre President, et deet mer Leed, dass ech elo den Häre Bettel hei muss ënnerbriechen. Ech géing just eng Kéier wëlle soen, well de Conseil d'État dat elo ëmmer erëm beanstant, mat Ausnahme vun dem Projet vun Ierpeldeng, deen ausserst séier gaangen ass. Den Häre Bettel hat do ewell gemengt et hätt och do laang gedauert. Ech mengen an engem Joer war dat alles iwwert d'Bühn.

Et dauert laang an och deen hei Projet huet laang gedauert, well da mussen déi komplett Pläng vun den Architekten virleien. Wann ee weess wéi komplizéiert dass dee Site op der Rumm ass, dann ass et evident dass dat doten net konnt an esou enger kuerzer Zäit gemaach ginn. Selwer hätt ech och léiwer wann et méi séier kënn goe wéi wann dat all Kéiers esou laang dauert. Mä et muss een awer gesi wat fir eng Aarbecht domadder verbonnen ass. Wann et duergeet, dass mir heihinner kommen nodeems dass d'Konventioun ënnerschriwwen ass a mir loosse e sommairé Projet hei stëmmen, dann hunn ech domadder kee Problem. Dann dauert et vill manner laang. Et dauert dofir awer nach gradsou laang bis et gebaut ass, well da musse se duerno gemaach ginn. Ech wollt dat just als Explikatioun soen, well dat ëmmer eng Remarque ass, déi vum Conseil d'État kënn.

M. Xavier Bettel (DP). - Selbstverständlech, mä et ass just well och nach d'Kommissioun - an Dir wësst jo, Madame Presidentin, dass d'DP net méi an der Majoritéit elo an der Regierung matwierkt...

(Brouhaha général)

... -, op jidde Fall dass d'Majoritéit dat fonnt huet.

Op jidde Fall wëll ech awer soen, dass des Majoritéit, dat heescht d'CSV-LSAP-Majoritéit awer an hirem Rapport zréckbehalen huet, dass se déi Meenung vum Statsrot géif deelen, dass et ze laang gewiescht wär. Dowéinst erlaabt mer, Madame, et ass net a mengem Numm, mä als Majoritéit, ech weess net ob ee vun der CSV oder vun der LSAP dat gesot hätt, d'Rapportrice huet et och net gesot. Et steet am Rapport. Dofir erlaabt mer, Madame Ministesch, dass ech dat just zitéiere wat des Majoritéit op jidde Fall wollt, mat eis, well mir hunn de Rapport jo awer och gestëmmt.

Also d'Avantagé vun deemem Projet: Éischters ass et e ganz flotte Projet an d'Palette...

(Interruption)

...vun deem Projet ass ganz interessant, wann ee kuckt dass et geet vu Leit, déi e puer Stonnen dohinner verbréngen kommen, déi aner Leit, déi do wunnen, bis en „Hospice de fin de vie“.

Eppes wou ee muss drop pochen, ass, dass déi eeler Leit - wat se méi al ginn, wat normalerweis hir Gesondheet och net besser gëtt - op jidder Fall d'Méiglechkeet dann hunn, net mussen dann an aner Centres ze goen oder op eng aner Plaz fir soignéiert ze ginn, mä au contraire dass se d'Méiglechkeet hunn, an darselwechter Émgegend mat deene Leit, déi se kennen, op jidder Fall op darselwechter Plaz kënnen soignéiert ze ginn.

Et ass ekologesch gebaut ginn, hei muss een et och eng kéier soen. D'Madame Ministesch pocht ëmmer drop, dass ekologesch gebaut gëtt, dat heescht dass Materialer benotzt ginn, déi ekologesch sinn. Et ass ekologesch, awer net ganz ekonomesch gebaut ginn, mä duerfir kann d'Ministesch och net; dat ass ebe weinst deene Contrainten, déi mir haten, dass mir do net konnten alles ewechrapen. Ech si jo een, dee ganz oft mengt, et kéint een; et beweist jo och, dass ee soll ewechrapen, well et da méi bëleg gëtt. Mä et muss een awer soen, dass et op der Rumm e Crime gewiescht wär, wann een do alles raséiert hätt. D'Rumm ass op jidder Fall eng Plaz wou muss preservéiert ginn an op jidder Fall muss dës Plaz verbessert ginn.

Ech hunn et virdu gesot, mir fannen, dass fir eis eeler Matbierger investéiert soll ginn; selbstverständlech nach eng kéier mat där Bemierkung, dass et och nach aner Kategorie vu Leit gëtt, déi, sou wéi ech et a menger Introdution gesot hunn, mir och net solle vergiessen, an, wéi gesot, ech bréngen hei och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bettel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

Merci.

■ **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Madame Rapportrice, Dir Dammen an Dir Hären, als Starter freet et mech natierlech wann dës Stad 33,8 Milliounen Euro investéiert hei op eise Territoire fir d'Rumm ze renovéieren, fir se ze moderniséieren a fir do e Centre intégré fir eeler Leit opzemaachen.

D'Madame Rapportrice ass an hirer Interventioun jo agaang op d'Altersstruktur, d'Alterspyramid, déi mir jo kennen hei zu Lëtzebuerg, an ech mengen, déi ass hei an der Stad net anescht. Dofir wéi gesot ass et wichtig, dass de Stat niewent der Gemeng hei Institutionen opriicht fir déi eeler Leit ze versueren.

Erlaabt mir dofir e puer Punkten erauszehiewen, déi mir besonnesch wichtig erschéngen. Se sinn deelweis och schonn eng kéier hei gesot ginn. Ech mengen, wat wichtig ass, dat ass dass dee Projet Rumm hei e Gesamtkonzept ass, e baulecht Gesamtkonzept. Dir wësst vläicht, dass virun e puer Joer een Trakt eng kéier renovéiert ginn ass, dat ass d'Gebai Feierwon. Elo hätt ee kéinte fäerten, dass all Joer en aner Gebai renovéiert gëtt. Dat wär e Problem mengen ech gewiescht, well da wär permanent e Chantier op der Rumm gewiescht. Et wär och architektonesch vläicht Problemer ginn. Dofir ass et gutt, dass elo de ganze Rescht an engem globale Konzept emgebaut a moderniséiert gëtt an dass dann dee sou genannten Espace Senior do kreéiert gëtt, wou, wéi virdu gesot ginn ass, e klassesche CIPA dran ass, Appartementer, also Altenwohnungen, eng Tagesstätt, Praxissen, Pédicure, Coiffeur, Florist a sou weider.

Wat mir ganz wichtig schéngt, ass och dat Konzept vun deem Office de fin de vie, wou palliativ Soignéieren kënnen gemaach ginn un de Patienten. Et ass ebe wichtig, dass een, deen an d'Rumm kënn, wann e vläicht nach relativ valid ass, wa säin Zoustand sech verschlechtert, net muss transferéiert ginn, well en Transfert vun Institutionen - d'Rapportrice huet et och gesot - bedeit ëmmer en Trauma.

Wat mir och ganz gutt un deem Projet gefällt, ass, dass de Site vun der Rumm weiderhin en oppene Site bleift, net nëmme fir déi Leit, déi am CIPA wunnen, oder fir déi, déi hir eeler Matbierger besiche kommen, mä dass et e Site bleift deen op aus fir aner Leit, fir Touristen. Dir wësst, de Circuit Wenzel geet duerch dee Site, dee Circuit Wenzel gëtt och deelweis revaloriséiert, well duerch déi Travailen och Deeler vun der Wenzelsmauer vun 1390 ausgegruween a revaloriséiert ginn. Ech mengen, dat ass eng positiv Saach.

Et ass och wichtig, dass d'Unesco deem Projet den Aval ginn huet, well mir leien hei mëtten am Unesco-Secteur, am Secteur protégé - och wat d'Stater Bautereglementer ubelaangt. Och vun der Commission des bâtisses vun der Gemeng Lëtzebuerg ass den Accord ginn, an ech mengen, dat ass och wichtig.

Wann een d'Dokumenter kuckt, geet och doraus eraus dass drop gepocht ginn ass, dass de Charme vun deem Site Rumm erhale gëtt, an do gi se ganz an d'Detailer, wou souguer gesot gëtt, dass d'Beem - Wann Dir de Site kennt: Wësst Dir, déi schéi Bamallée mëtten an deem Site! - sollen extra geschützt ginn. Ech mengen, dat ass vu grousser Wichtigkeet.

De Site ass grouss genuch, fir dass ee vläicht spéiderhi ka kucken, wat een nach do ka maachen. Zum Beispill ass am Kader vun Ierpeldeng vun enger Crèche geschwat ginn: Firwat net hei och eng Crèche, firwat net hei eng Internetstuf? Ech mengen, eng Internetstuf, wou déi eeler Leit kéitne mat deene ville Jugendlechen, déi an deene Quartiere ronderëm Gronn, Clausen an Cents wunnen, zesummeschaffen.

An eng lescht Saach, do wollt ech vläicht en Ustouss un d'Presidentin vun eiser Familljekommissioun ginn, dass mir vläicht an Zukunft och mol iwwer eng aner Iddi nodenke kënnen, déi am Ausland scho vill gebraucht gëtt, dat heescht Wunnegemeinschaften fir eeler Leit. Ech mengen, dat solle mir eng kéier an der Kommissioun diskutéieren an dann och der Madame Minister do e puer Recommandatiounen dozou ginn.

Zum Schluss wollt ech soen, ech fannen et flott, dass dee Site Rumm, wat jo e militäresche Site war, lo scho säit iwwer honnert Joer fir sozial Zweckger gebraucht gëtt, an duerch dat heiten Investissement garantéiere mir och, dass an deenen nächste Jorzéngten do sozial Aktivitéiten geschéien, an ech mengen d'LSAP-Fraktioun wäert dës Projet och ënnerstëtzen.

Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Angel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems schonn eng ganz Rei Riedner hei op deser Plaz de Projet sou positiv belicht hunn, wëll ech mech dann och am Numm vun der grénger Fraktioun där Duerstellung uschlëssen, besonnesch och dem Fait, dass den historesche Site op bleift an erhale bleift souwuel fir d'Stater Leit wéi fir d'Touristen.

Erlaabt mir awer och, dass ech e puer méi kritesch Wieder un lech riichten. Mir wëssen alleguer, dass ee mat Zuele bal alles ka bewei-

sen. Wa mir also wëllen, dass een eis Zuelen a Statistike seriö hëlt, da musse mir eis hei un e puer Spillregeln halen. A mir sinn der Meinung, dass beim Exposé des motifs vun deem Projet de loi dat net ëmmer de Fall ass. An enger Tabell gëtt wuel opgewisen, dass d'Zuel vun de Leit, déi ënner enger Démence sénile leiden, mam Alter zouhëlt. Eng Année de référence feelt awer. Et gëtt och opgeléicht, dass 35% vun alle Stéit Eepersonestéit, also Foyer d'une seule personne, sinn - wéini a wou dat rausfonnt ginn ass, gëtt net verrodend.

Am Projet de loi gëtt vun 13% vun eiser Populatioun geschwat, déi méi al wéi 65 Joer sinn, an 3%, déi méi al wéi 80 Joer sinn, mä dës Zuele sinn awer vun 1989; hei hätt ee kéinte méi aktuell Zuelen huelen. Och wann dës Zuelen net direkt eppes mam CIPA op der Rumm ze dinn hunn, si mir an der grénger Fraktioun der Meinung, dass mir hei an der Chamber solle virsiichtg sinn, wa mir Zuele gebrauchen.

De Bau an d'Transformatioun kaschten iwwer 50 Milliounen Euro; de Stat participéiert mat iwwer 43 Milliounen Euro. Mir stelle fest, dass dese Projet immens deier ass. Deen héije Präis léisst sech, an dat ass och schonn hei gemaach ginn, engersäits doduerch erklären, dass mir op engem historesche Site sinn. Renovéieren ënner dës Konditiounen gëtt ëmmer méi deier ewéi nei bauen. Et huet awer och domat ze dinn, dass een e CIPA hei baut - dat ass net iergendee Verwaltungsgebai, mä dat ass e Gebai, wat eng ganz Rei spezifesch Uspréich stellt, déi de Fonctionnement fir déi Leit, déi do dra schaffen an dodraner wunnen, esou agréabel ewéi méiglech maache soll.

49 Parkplazen, déi an de Fiels gewullt ginn, kaschte richteg Suen. Véier Lifter an 13 Monte-lits kaschten net nëmme bei der Installatioun; mir kréien och nach ee Contrat d'entretien a schloen all Joer mat vill Onkäschten zu Buch.

Mir begrëissen, dass am Projet de loi steet, dass all Awunner vun CIPA - wann nëmme méiglech - a sengem Zëmmer soll bleiwe kënnen, onofhängeg vun enger zäitlecher oder enger definitiver Verschlechterung vu sengem Gesondheitszoustand. Duerfir sinn och all Zëmmer mat engem Prééquipement ausgeriicht, fir op ee verännerte Gesondheitszoustand kënnen ze reagéieren. An deem Gedanke wier et och gutt, wann déi 16 Duebelzëmmer esou ugeluecht wieren, dass all Duebelzëmmer no Bedarf kéint an zwee Eenzelzëmmeren emgewandelt ginn.

■ **Une voix.** - Dat ass de Fall!

■ **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Ass dat de Fall? Dat freet mech. Dat war aus dem Rapport net esou daitlech rausgaangen, an och op meng Nofro hat ech dat dann net richteg verstan. Ech soen dann awer, well ech et preparéiert hunn, dass een zu Miersch kéint esou ee Gebai kucke goen. Zu Miersch funktionéiert et nämlech och sou am neien Altersheim.

Et feelt eis awer och e bësselchen un enger Good-will-Erklärung, déi nei Gebaier no enger Niddregenergie- oder Passivbauweis ze bauen an déi al Gebaier no ekologesche Kritären ze renovéieren. An ech zitéieren do aus där Motioun: «...les bâtiments à caractère historique ne peuvent pour des raisons évidentes être isolés thermiquement selon les critères actuels.»

Och wann en historescht Gebai eng ganz Rei Contrainté liwwert, sou menge mir awer, dass eng Rei Mesuré méiglech an néideg sinn, fir och hei effizient mat der Energie

ëmzuegen. Da ginn ech rëm eng kéier op Miersch, wou d'Gemeng amgaangen ass en historescht Gebai ze renovéieren, an dat no de Kritären vun der Niddregenergiebauweis; et ass e Gebai wou den technesche Service vun der Gemeng soll drakommen.

Mat all deenen Nodeeler, déi sou en historesche Bau mat sech bréngt, féiert awer kee Wee derlaanscht, sou e Bauwierk och ënner héijem Käschenopwand unzegeen.

Déi Gréng begrëissen et, dass de Site op der Rumm endlech a mat engem Gesamtkonzept renovéiert a vergréssert gëtt. Wéi am Exposé des motifs steet, waren den 1. Januar 2004 300 Demanden als ganz dréngend an 1.300 als dréngend agestuufft, fir an eent vun deene staatlechen Alters- oder Fleegeheimer ënnerdaach ze kommen. Et ass also eng grouss Nofro do an dofir wäert déi gréng Fraktioun, och bei där Kritik, déi mir ubruecht hunn, deem Projet zoustëmmen.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Henckes ageschriwwen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Madame Ministerin, Dir Dammen an Dir Hären, de Site vun der Rumm huet eng ganz grouss historesch Bedeutung, en huet eng touristesch Bedeutung, mä en huet bien entendu och an de leschte Joren eng ganz wichtig sozial Funktioun an deem Sënn gehat, dass en erlaabt huet fir eng eilech eeler Leit - genau 128 Pensionären - ze beherrbieren.

Dee Projet de loi, deen elo virgueluecht gëtt, ass bluttnoutwendeg, well jiddereen, dee periodesch dohinner geet, a wann et nëmme ass fir den Dag wou d'Kiermes op der Rumm ass, gesäit dass et noutwendeg ass, fir déi Gebailechkeeten ze renovéieren. Dat gesot muss een och feststellen, dass et och bei der Regierung de Fall war, well déi Konventioun scho virun iwwer dräi Joer ënnerzeechent ginn ass an dunn näischt geschitt ass.

Ech verstinn net, dass een en Accord mécht fir e Financement an dann héieren ech d'Madame Ministerin soen, dass dann eréischt d'Architekthe beoptraagt gi fir de geneeën Devis ze etabléieren a genee Pläng ze maachen. Ech mengen, dass wann ee scho wëllt eppes ënnerhuelen, dass een dann déi zwou Saache matenaner mécht.

Wat den Devis selwer ugeet, sou muss ee sech awer hei nach eng Fro stellen. Wann d'Madame Rapportrice mir do kéint soen, ob eng Autorisatioun vu Sites et Monuments gefrot an accordéiert ginn ass, well et jo ganz evident ass, dass op deem Site do munnech historesch Baute sinn. A mir hu schonn an der Vergaangenheet gehéiert, dass wann déi Accorden hei méi spéit gefrot gi sinn, wou de Bau schon amgaange war, dat meeschtens zu ganz héijen Dépassementer gefouert huet. Dofir meng Fro, ob déi Autorisatioun gefrot an accordéiert ass, respektiv ob se an nächster Zäit sollt gefrot ginn. Well ech mengen et ass gutt, dass mir net während dem Bau nach eng kéier déi eng oder déi aner Surprise kréien.

(**Interruption**)

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - ..., dass et e Grupp war an e Jury war, wou ënner anerem Leit vu Sites et Monuments derbäi waren, sou dass een net dovu kann ausgoen, dass se op eemol géingen eng aner Décisioun huelen, wou se mat an der Ausarbechtung vun deem Projet dobäi waren, besonnesch och well mir eis mussen un d'Virschreife vun der Unesco halen, déi jo déiselwecht Aufgab do vertritt wéi och Sites et Monuments vu Lëtzebuerg.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Voilà, ech wollt just nëmmen...

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Oh ma neen, ech wollt lech et awer nëmme just soen.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech si ganz frou, Madame Ministerin, dass Der mir esou spontan drop äntwert. Ech loosse mech och dofir gären ënnerbriechen, mä woufir ech dat opwerfen, dass ass dass mir gesinn, dass dat awer ganz oft net de Fall ass an dass ee Surprisé kritt.

Dann hu mer de Käschtel punkt vu 50 Milliounen Euro fir déi 128 Better, déi do virgise sinn. Wann ech dat an de Verglach stelle mat dem Käschtel punkt vum Musée Pei, an notament wat en Tableau am Musée Pei kascht, da gesäit een, dass en Tableau am Musée Pei 5-mol méi deier kascht wéi e Bett an engem Gériatrieheim op der Rumm. Dat ass e bësselchen...

(**Interruptions**)

■ **Une voix.** - Neen, hie mengt den Emplacement.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Den Emplacement...

■ **M. Henri Grethen (DP).** - Ech mengen, den Här Henckes weess net wat e Van Gogh zum Beispill kascht.

■ **Une voix.** - Voilà.

■ **Une autre voix.** - Do sidd Dir besser dran!

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Ech schwätzen net wou Van Gogh, ech schwätze just nëmme vum Emplacement fir deen Tableau, wou een deen ophängt.

(**Interruptions**)

De Krop, wou en drop unhänke kënn. Do gesäit een, dass awer hei mat engem raisonnablen Devis ka gerechent ginn, quitta dass déi Renovatioun op deem Site do natierlech och net grad esou einfach wäert sinn.

Dat gesot, muss een och begrëissen, dass ee Problem an deem Projet geléist gëtt, an dat ass deen dass Parkplazen ënnerierdesch geschafe ginn. Well et ass ganz kloer, dass mer zwar an der Stad Lëtzebuerg iwwerall versiche fir keng Parkplaze méi ofzebauen, wat net onbedéngt dat allerbescht ass, mä dass et awer hei op deem Site bluttnoutwendeg ass, dass ee Parkplaze virgesäit. Woufir? Ma well Visiteure soss keng aner Parkméiglechkeet hunn an net kënnen en Accès bei hir Familljemembere kréien. Dofir ass dat heiten eppes wat mir positiv ervirsträiche wëllen, dass hei vum Stat aus alles gemaach gëtt, fir dass déi Liaison tëschent de Pensionären an hire Familljen duerch justement en Accès de facilité hei erméiglecht gëtt. Dat gesot wollt ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deem Projet bréngen.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Domadder ass d'Diskusioun ofgeschloss. D'Madame Ministerin huet op all d'Froen geäntwert, déi opgeworf gi sinn. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 5320. Den Text steet am Document parlementaire 5320^e Sait 5.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 5320 ass unanime mat 60 Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koul-

len, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Michel Wolter), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Roland Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Wann dat de Fall ass, dann ass dat esou décidéiert.

Ech wëll d'Kolleege biede vläicht nozekucken, ob de Vote par procuratour gaangen ass. Dem Här Grethen seng Interventioun vu vir drun huet genotzt, mir hunn dat nogekuckt an ech hunn d'Freed lech matzedeelen, datt de Vote iwwert d'Maison de soins fir Alzheimer elo eestëmmege uegoll ginn ass, well mir déi Procuratiounen konnten hei androen, déi vir drun net funktionéiert hunn. Voilà.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5165 iwwert d'Bekämpfung vum Blanchiment. Duerno stëmmt d'Chamber am zweete Vote constitutionnel iwwert dësse Projet of; den 19. Mee hate mer eng éischte Kéier ofgestëmmt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et si schonn ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry, Braz an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

3. 5165 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant;

1. le code pénal;

2. le code d'instruction criminelle;

3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises;

10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable;

11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives;

12. la loi générale des impôts („Abgabenordnung“) - Second vote constitutionnel

■ M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert d'Wäisswäsche vu Suen an de Finanzement vum Terrorismus kënn also haut fir den zweete Vote constitutionnel erëm eng Kéier hei an de Plenum.

Wéi ech fir d'éischt zu dësem Projet geschwat hat, war a sech meng Konklusiooun déi, fir en Appel un de Statsrot ze maachen, datt hien et sech nach Kéier sollt mat senger Opposition formelle iwwerleeen. Leider Gottes ass mäi Wonsch net an Erfüllung gaangen an de Statsrot huet seng Opposition formelle bäibehalen.

Ech wëll haut net méi am Detail op all eenzel Dispositioun vum deem relativ komplizéierte Projet de loi agoen; dat hat ech déi éischte Kéier souwuel a mengem schréffleche wéi a mengem mündleche Rapport gemaach, sou datt ech dat haut net méi nach eng Kéier wëll widerhuelen.

Wann ech awer haut nach eng Kéier d'Wuert dozou wëllt huelen, ass dat fir nach eng Kéier op deen Amendement zrëckzekommen, deen a sech am Ursprung vun der Opposition formelle vum Statsrot läit. Virausschécke wëllt ech nach eng Kéier, datt am urspréngleche Projet a sech net nëmmen d'Direktiv sollt transposéiert ginn, mä d'Regierung eigentlech och wollt méi wäit wéi d'reng Transpositioun vun där Direktiv goen. Deemoos hat awer de Statsrot, wéi eng Rei aner Organismen, grouss Problemer domadder an och d'Commission juridique huet sech dee Moment där Positioun ugeschloss, fir ze soen, mir wäeren d'accord fir d'ganz Direktiv ze transposéieren, mä net méi wéi d'Direktiv.

A wat deemoos richteg war ass bien entduen haut och nach ëmmer richteg. An ech wëll drun erënneren, datt a sech den Objektiv jo vun dëser Direktiv deen ass, fir datt d'Faiten, déi op e Blanchiment oder ob e Finanzement vum Terrorismus hiweisen, sollen direkt vun deene Professionelle beim Parquet dénoncéiert ginn. Mir wollten a sech och deemoos an der Commission juridique évitéieren, datt duerch eng iwwerdriwwer Réglementatioun, déi ganz besonnesch exzessiv Bestrofung virgesinn hat, sollt eng gewësse Panik am Bankesektor bei deene betraffene Leit sech breet maachen an domadder a sech géif de Géigendeel

erreecht gi vun deem wat nämlech bezweckt war, nämlech eng effizient Zesummenaarbecht tëschent de Justizautoritéiten an deene Leit, déi am Finanzsektor schaffen.

Ëm wat geet et, nach eng Kéier, hei an deem Amendement? Et geet also ëm d'Dépénalisatioun vun der sou genannter Négligence, déi a sech am 93er Gesetz iwwert de Sektor financier stroferechtlech verankert gi war. Dës Dispositioun huet an deene vergaangene Jore fir vill Welle gesuergt, haaptsächlech wéinst der Interpretatioun, déi de Parquet économique dëser Dispositioun ginn huet.

Ech wëll nach eng Kéier hei an Erënnerung ruffen, datt et a sech en Ennerscheid gëtt zwëscht enger Bedeelegung un engem Akt vu Wäisswäsche vu Suen, respektiv vu Finanzement vum Terrorismus, déi natierlech par nature bewosst ass, an dem einfache Verstouss géint eng Berufsobligatioun, déi normalerweis net bewosst ass. Wichtig ass, datt een hei en Ennerscheid mécht an net de Blanchisseur oder de Financier vun engem terroristeschen Akt an een Dëppe geheit mat deemjéinegen, deen eng Onopmierksamkeit an der Ausübung vu senger Aarbecht gemaach huet.

Heimadder soll net gesot ginn, an ech wëll dat nach eng Kéier betounen, dass dës Onopmierksamkeit keng juristesche Konsequenze soll mat sech zéien, mä dës Onopmierksamkeit soll do sanktionéiert ginn, wou se higeheiert, nämlech op den administrative Plang, wéi dat och an eisen Nopeschlänner de Fall ass.

Mat där neier Dispositioun, wéi mir se iwwer Amendement an de Gesetzestext ageschriwwen hunn, schafe mir also elo eng juristesche Onsécherheet aus der Welt, déi a sech hiren Ursprung - an ech hunn et vir drun gesot - am 93er Gesetz iwwert de Sektor financier fonnt huet, an déi zu vill Onrou bei deene betraffene Leit am Bankesektor gefouert huet. An Zukunft wäert also déi einfach Onopmierksamkeit keng stroferechtlech Suité méi mat sech zéien, mä just nach Sanktiounen um reng administrative Plang mat sech bréngen.

Ofschléissend wëll ech soen, datt an engem konkurrenzéiell ëmmer méi schwierigen Ëmfeld, wéi de Finanz- a Bankesektor nun eemol een ass, all déi Leit, déi hei schaffen, sollen a musse streng Oplage kréien. Dës Oplagen dierfen op kee Fall hannert deene vun anere Länner hannendru goen, mä se dierfen awer och net iwwert déi Oplagen erausgoen.

Mir musse mat der leschter Konsequenz géint d'Wäisswäsche vu Suen an de Finanzement vum Terrorismus op eiser Bankeplaz virgoen, well dës Bankeplaz huet keen Interessi un esou enger Klientel. Mir sollen awer bei all dësen Efforten net vergiessen, datt déi iwwergrouss Majoritéit vun de Clientéit vun dëser Bankeplaz keng Wäisswäscher an och keng Finanzéierer vun terroristeschen Aktivitéite sinn, mä dës propper Klientel, wann een et esou kann ausdrécken, riskéiert duerch een exzessive Formalismus an exzessiv Kontrollen hir Aktivitéiten op aner europäesch Bankeplazen ze verlagere.

An dësem Sënn ass den Text, dee mir an der Commission juridique zrëckbehalen haten an dee mir haut solle fir d'zweet ofstëmme, e gudden Equiliber zwëscht op där enger Säit der Noutwendegkeet fir aktiv géint d'Wäisswäsche vu Suen a géint de Finanzement vum Terrorismus virzuegoen, an op där anerer Säit den Interessi vun enger attraktiver a gutt funktionéierender Finanz- a Bankeplaz.

Ech begréissen dofir, datt an der Commission juridique contrairement zum éischte Vote elo déi leschte Kéier e grouse Konsensus war, an all d'Fraktiounen, déi an der Commission juridique vertrauede waren, hunn a sech hir Zoustëmmung zu dësem Text ginn. Ech wär dann och frou, wann dësen Text de Mëtten hei géif e grouse Konsensus fannen. Ech géif dann och domadder, fir unzefänken, direkt schonn den Accord vu menger Fraktioun dozou ginn.

Ech soen lech Merci.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Bettel ageschriwwen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ M. Xavier Bettel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi den Här Mosar et scho gesot huet, si mir haut hei fir deen Text fir d'zweet ze stëmme, dee mir schonn eng Kéier den 19. Mee 2004 an der Chamber diskutéiert haten.

Ech si mer och konsequent, ech hunn deemoos d'Bemierkung gemaach, dass ech déi Onméiglechkeet fir Recours ze maache bedauert hunn, wou de Conseil d'État eis eng Opposition formelle gemaach hat a wou mir noginn hunn, an ech hat deemoos gesot, well wa mir en zweete Vote jo mussen huelen, dass ee jo da kéint och en Amendement do maachen. Ech hat et deemoos gesot, ech sinn nach ëmmer där Meinung. Erlaabt mir, dass ech dann nach ëmmer soen, dass et schued ass, dass et bei deem heiten Text keng Recoursméiglechkeet gëtt, op jidde Fall fir d'Leit, well fir mech muss e Recours ëmmer do si fir all Justiciablen.

Déi grouss Diskussioun, déi jo och wor, dat war iwwert dat Wuert «sciemment». Huet ee sciemment eppes gemaach, huet ee sciemment näischt gemaach, ass ee coupabel, ass een net coupabel, wéi wäit huet ee sech mat dru bedeelegt oder net. An ech si selbstverständlech ganz frou, an ech hunn dat och schonn an der Sitzung vum 19. Mee gesot, dass de Problem haut ass, dass wann Dir als Affekot e Client empfängt oder an där Profession e Client empfängt, déi schaffe mat Tricken, an dat hunn ech och deemoos gesot, do si vill Filouen, déi probéieren lech Saache virzemaachen; Dir hutt d'Méiglechkeet emol net ze kucken, ob dat alles stëmmt oder net. Si bréngen lech falsch Titiré mat, si bréngen lech hei oder si bréngen lech do mat. Et ass méi wéi eng Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg...

(Interruption)

Oh, Här Santer, ech schaffe manner am Finanzberäich wéi Är Etude. Also ech weess et net, meng Clienten hu manner mat Finanzproblemer do ze di wéi Är Clienten.

(Interruptions)

Op jidde Fall, Här President, ass et hei wichtig, dass d'Wuert «sciemment» drakomm ass, well ee wéi gesot als Professionelle selbstverständlech all Diligence muss hu fir ze kucken, dass net e Blanchiment stattfënn, mä dass et heiansdo onméiglech ass, en ze fannen.

Ech sinn awer méi gespaant op dat wat d'sozialistesche Aarbechterpartei elo wäert hei erzielen, well erlaabt mir just, datt ech hei eppes zitieren. Den Här Krecké war Är Riedner den 19. Mee 2004 an hie sot selwer, hie géif den Text net gutt fannen: „Ech hunn eng Rei vu Bedenken, ech soen lech: Et sinn eng Rei Leit, déi hu Bedenken iwwert d'Aart a Weis wéi mir hei virginn, iwwert d'Aart a Weis wéi mir eenzelne Pressiounen noginn hunn an iwwert den Zweifel, deen trotzdem bei där gudder Aarbecht bliwwen ass, wou mir eis zum

Schluss iwwert d'Opposition formelle vum Statsrot ewech setzen.“

Dat heescht den Här Krecké war ganz kritesch. Den Här Krecké sëtzt haut net méi hei fir ze soen, ob hien elo nach ëmmer déiselwecht Meinung verteidegt oder net, mä den Här Bodry, wann ech et richtig verstan hunn, ass de Riedner vun der sozialistescher Aarbechterpartei; da wäert ech jo da kucken, ob en och déiselwecht Douten huet an déi Aart a Weis, wéi den Text elo hei gestëmmt gëtt, an ob en nach ëmmer déiselwecht kritesch Meinung vis-à-vis zum Text huet. Dat ass déi éischt Saach.

Déi zweet Saach ass, den Här Krecké hat eng ganz Rei vu Fuederunge gefrot wéi e beim Text gesot huet, se wieren zwar net all begeeckert, an ausser der Madame Lydie Err hu se awer alleguerten dofir gestëmmt, an d'Madame Err hat sech enthal. Kucke mir och wéi der Madame Err hir Positioun haut ass. Ech si jo frou, datt dës Majoritéit eng breet Majoritéit huet, well soss wier se scho wackeleg, wa se nëmmen een Deputéierten als Majoritéit hätt haut bei deem éischten Dag, wou mir Projete stëmme.

An dann, Här President, wëll ech och nach drun erënneren, dass den LSAP-Vertrieder, den Här Krecké, den 19. Mee 2004 gefrot hat, dass de Bilan sollt gemaach ginn an zwee Joer a réckbléckend kucke wéi d'Auswierkunge wäeren, souwuel um Pénal wéi um Administratif, an der Hoffnung dass dës Gesetz no baussen dat wëllt vermëttelen an och dat vermëttelt wat mir wëllen. Ech sinn elo gespaant wat den Här Bodry seet.

Op jidde Fall, mir hunn den Text den 19. Mee 2004 gestëmmt a mir sinn eis selbstverständlech konsequent a wäerten de 27. Oktober 2004 den Text och nach eng Kéier stëmme.

■ Plusieurs voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Merci, Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert et net maache wéi den Här Bettel. Ech wäert mech net mat enger anerer Partei ofginn, mä ech wäert probéieren dat ze soen, wat meng Partei um Häerz huet, an ech géif der DP vläicht roden, an ech ähnelche Wee ze goen, da steet se vläicht a 5 Joer besser do wéi se elo do steet.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Also schwätzt Dir elo virum 13. Juni oder nom 13. Juni?

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Meng Partei op jidde Fall wäert esou stëmme wéi se am Mee gestëmmt huet. Ech gesinn net wat do kann de Problem sinn. Mir bliwen eiser Linn trei, mir wäerten, mat Ausnahm vun der Madame Err, déi all hir Bedenke behält an och dës Kéier wäert d'selwecht ofstëmme wéi virun e puer Méint, horgegau d'selwecht ofstëmme wéi viru véier Méint. Ech weess net wat den Här Bettel dorunner esou opreegt, wann eng Partei hir Meinung behält, déi se scho virun e puer Méint hat. Hie brauch net vill fir sech opzereegen, muss ech feststellen.

■ M. Xavier Bettel (DP).- Ech gesi just de Rapport, ech gesi just de Rapport!

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

■ M. Alex Bodry (LSAP).- Här President, eis Partei bleift kritesch zu deem Punkt, deen eis mam Conseil d'État beschäftegt huet. De Conseil d'État ass jo och net egal wat fir eng Institutioun hei am Land an de Conseil d'État huet, wat net oft virkënn, an deem heite Fall ofgesi fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn, an do-

duerjer si mer als Chamber also nach eng Kéier mat deem heiten Text befaasst.

Mir sinn eis an de grouse Linnen eens, et geet jo och hei am Wesentlechen ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, wou mer awer eng gewisse Marge d'interprétation hunn a wou och vu Regierungssait profitéiert ginn ass, fir deen een oder aneren zousätzleche Punkt hei mat eranzehuelen. Et ass jo och e sensible Punkt fir e Land wéi Lëtzebuerg mat där grousser Finanzplaz, mat och engem Assurancésecteur, dee sech net onwesentlech hei entwéckelt huet an deene leschte Joren, an et ass also scho wichteg, dass mer hei handelen, an et ass wichteg, dass esou schnell wéi méiglech déi Direktiv hei a Lëtzebuurger Recht ëmgesat gëtt.

Zweck vun där Direktiv a vun deem Gesetz ass et jo eigentlech dofir ze suergen, dass een d'Wäisswäsche vu schwaarze Gelder respektiv d'Finanzierung vun Terrorismus besser an de Grëff kritt, doduerjer dass een all Acteuren, déi am Virfeld mat implizéiert sinn, responsabiliséiert. Dat ass jo déi grouss Ausrichtung vun deem heiten Text, an duerfir kréien eng ganz Rëtsch vu professionnelle Strukturen an deem heiten Text nei gesetzlech Verpflichtunge bái, mat Sanktioune wa se deene gesetzleche Verpflichtungen net nokommen.

Dat betrëfft d'Banken, betrëfft d'Assurancen, d'Pensionsfongen, betrëfft d'OPCen, betrëfft d'Réviseurs d'entreprise, d'Expert-comptables, betrëfft d'Immobilienhändler, betrëfft d'Notären a betrëfft ënner anerem och d'Affekoten. Dat ass also ganz breet gestreet, wou elo effektiv d'Welt wäert e bëssen anescht ausgesinn an deenen eenzelne Sparten a wou schonn déi wesentlech Dispositionen an deenen eenzelne Beräicher vun de Professionelle geholl gi sinn, fir sech kënnen hei konform ze setzen zu deenen neie gesetzleche Bestëmmungen, well se elo musse vigilant sinn, musse eng Rei vu Virsichtsmaassnahmen huelen, fir esou am Virfeld kënnen Operatioune schonn ze detektéieren, déi a Richtung Geldwäsch oder a Richtung Finanzierung vun dem Terrorismus geïfen hireeche. Dat ass d'Grondausrichtung vun deem heiten Text, an déi stellt jo och - mengen ech - kee Mënsch heibanen a Fro.

Dee Punkt, deen elo haaptsächlech hei diskutéiert gëtt, dat ass net d'Geldwäsch selwer, net d'Finanzierung vun Terrorismus selwer, well do si ganz streng Strofen hei am Text virgesinn, mä wéiwäit déi Professionell, déi eng gewëssen Obligatioun elo hei kréien, wann déi sech net an alle Punkten un déi Obligatioune gehalen hunn, ouni awer mat direkt implizéiert ze sinn an d'Geldwäschoperatioun selwer, musse och penal sanktionéiert ginn, woubäi - an dat ass am Fong den Artikel 9 vun deem Gesetz, deen dat virschreift, do geet et ëm Geldstrofen, dat wëll ech och soen, et geet hei net ëm Prisongsstrofen, et geet ëm Geldstrofen an Héicht vun 1.250 Euro bis 125 Euro, déi geïfen déijéineg Professionell kréien, déi sech net un déi nei gesetzlech Verpflichtunge gehalen hunn.

An den Disput, deen dréit sech ëm ee Wuert, dat Wuert „sciemment“. Et geet also am Fong drëm ob een hei wëllt en Délit non intentionnel praktesch kreieren, wéi et der eng ganz Rëtsch am Lëtzebuurger Recht och gëtt, wéi zum Beispill Coups et blessures involontaires, fir e Beispill ze nennen, wat am oftste praktesch ugewannt gëtt vun eise Geriichter. Do geet et duer wann ee responsabel ass. Et muss net deejéineg, deen engem fräiwëlleg Kierpverletzung zougefügt huet, och nach nowiesen, dass en dat mat enger besonnescher béiser Absicht gemaach huet. Et geet duer, dass praktesch eng Kierpverletzung virläit bei engem Accident, zum Beispill.

Dat ass déi eng Méiglechkeet gewiescht. Déi zweet Méiglechkeet ass, et seet een: Neen, an esou engem Fall verlaange mer eigentlech en Dol spécial, verlaange mer also eng Absicht, eng Intention de nuire, eng béis Absicht, fir dat emol e bësse ganz einfach a salopp duerzeleeën, an natierlech muss u sech viru Geriicht d'Preuve bruecht ginn, dass een esou eng Absicht hei hat. Et ass intervenéiert gi vun de Professionellen, déi drop opmierksam gemaach hunn, dass deen heiten Text - an et gëtt jo och e Prezedenzfall, dee fir vill Opreegung a verschiddene Milieue gesuergt huet, wou eng ganz restriktiv Interpretatioun eigentlech vum Parquet gemaach ginn ass vun den Texter - ze wäit géif goen, dass et zwar emol kënn Négligencé ginn, mä déi Négligencen dierften net zu enger strofrectlecher Schold praktesch féieren.

Do kann ee gedeelter Meinung sinn. An eisen Aen ass deem Text hei korrekt par rapport zur Direktiv an à ce stade kann ee mat deem heiten Text d'accord sinn. Ech sinn awer nodréiglech och nach där Meinung, déi den Här Jeannot Krecké sengerzäit am Mee hei geäussert huet, dass een awer soll e Bilan zéien no enger Rei vu Joren, wat d'Applikatioun vun deem heiten neien Text ugeet, fir ze gesinn zu wat dass dat an der Praxis gefouert huet. Dat schéngt fir mech selbstverständlech ze sinn.

Wann dat do elo zu enger systematescher Négligencé féiert a sämtleche Secteuren, da läit dee ganzen Text jo hei erëm op, an da muss ee selbstverständlech dohinner goen an déi strofrectlech Bestëmmunge verschäerfen. A ce stade mengen ech soll een d'Bonne foi spille loosse fir déi professionell Secteuren. Et soll een hinnen eigentlech de Bénéfice du doute zouerkennen à ce stade, an et soll een hei soen: Loosse mer net direkt hei esou wäit zoudréinen a loosse mer effektiv verlaangen, dass en Dol spécial virläit, fir dass bei enger einfacher Netberücksichtigung vu verschiddenen administrative Prozeduren net iergendeeng Professionelle sollt a Schwierigkeete mat deem heiten Text kommen.

Et gëtt nach wie vor nach d'Méiglechkeet - dorop huet d'Kommissioun, wéi se den Amendement formuléiert huet, jo och higewisen -, dass dann an deenen eenzelnen Ordres professionnels zum Beispill disziplinaresch Strofe geholl gi géint déi Leit, déi Négligencé-gravé gemaach hunn. Et gëtt d'Méiglechkeet vun administrative Strofen. Et gëtt och nach déi, géif ech mengen, vun enger ziviler Responsabilitéit, déi sech kënn stellen. Wat net besonnesch opgeworf ginn ass, mä et kënn ee sech virstellen, dass eng Négligencé awer zu engem Schued gefouert huet, an dass da selbstverständlech deejéineg, deen de Responsabelen ass um deem Schued, och haftbar gemaach muss kënnen ginn, och wann him strofrectlech vläicht net kann nogewise ginn, dass e mat Absicht hei schlecht, net konform zum Gesetz gehandelt huet.

Sou dass mer also bei eiser Meinung bleiwe wéi am Mee. Mir bleiwe kritesch zu deem heiten Text, soen dat heite kann een esou akzeptéieren an enger éischer Phase; et muss awer e Bilan gezu ginn an zwee, dräi Joer an da komme mer op déi dote Fro zrëck. An deem Sënn also kee Grond fir sech opzereegen. Mir bleiwe bei där Positioun, déi mer am Mee vun deem Joer haten.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Jo, Här Bettel?

■ **M. Xavier Bettel (DP).** - Ech wollt d'Fro stellen, ech hunn nämlech vu Bedenke geschwat. Dat ass dat grousst Wuert wat den Här Krecké zegmol a senger Ried

hat. Haut hutt Der gesot, et misst ee just e Bilan zéien. Wou sinn dann Är Bedenken? Si keng méi do?

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Also den Här Bettel kënn aus senger Opreegung net méi eraus. Ech hoffen dat geet déi nächst fénnef Joer net esou an deem dote Rhythmus weider. Mir bleiwe bei eise Bedenken.

D'Bedenke sinn effektiv, dass et kënn dozou féieren, dass ganz Deeler vun de Professionelle sech als négligent géife weisen, well se eventuell kënnen dovunner ausgoen, strofrectlech geschitt der näscht an disziplinaresch an administrativ riskéiers de eigentlech och net ganz vill. Dat ass de Risiko, deen ee sécherlech mat engem Text huet, wann d'strofrectlech Bestëmmungen net stramm sinn.

Mä, wéi gesot, et soll een hei net ganz Secteuren eigentlech an e schlecht Liicht bréngen. Mir ginn dovunner aus, dass déi Secteure gesond sinn, dass dat uerdentlech Professioneller sinn alleguerten. Mir ginn dovunner aus, dass se de Gesetzestext respektéieren, och wann net direkt eng ganz streng strofrectlech Sanktioun drop läit, mä mir soen awer: Virsiicht, mir zéie Bilanen no zwee, dräi Joer. A wann et dann néideg ass, da muss mer den Text nach eng Kéier verschäerfen, an ech wär frou wann och d'DP kënn mat op esou e Wee goen.

Merci.

■ **M. le Président.** - Ech soen dem Här Bodry Merci fir seng Ausféierungen. Den nächste Riedner ass den Här Felix Braz.

■ **M. Felix Braz (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur als éischt Merci soe fir säi Bericht, deen ech och an der Kommissioun gestëmmt hunn. Déi gréng Fraktioun huet sech bei der éischer Lecture vun deem Projet de loi an der Chamber hei enthalen, an do muss ech de Rapporteur an elo President korrigéieren, se wäert sech och haut bei deem Projet enthalen, well mer fannen, dass en Deel vun de Kritiken, déi mer virbruecht hunn am Mee, iwwert dat erausgaange sinn, wat mer haut am Wesentlechen diskutéieren, nämlech de Punkt vun deem «sciemment» oder net «sciemment».

Déi Gréng hu bedauert, dass den initiale Projet vun der Regierung herno mat den eenzelnen Etappen an deenen diskutéiert ginn ass zrëckgestutzt, wann een esou ka soen, ginn ass op d'Mooss vun der Direktiv. Mir hunn et deemools bedauert. Mir géingen et och haut nach ëmmer begréissen, wann dee Courage, deen d'Regierung ufänglech hat, am Text bliwwer wier. Aus deene Grënn, mat deene mer eis am Mee beim Vote enthalen hunn, wëlle mer eis och haut enthalen, obwuel mer selbstverständlech d'Absichten an d'Finalitéit vun der Direktiv a vum Gesetz fir am Beräich vum Blanchiment a vum Finanzement vun Terrorismusaktiounen eis géinge wënsche méiglechst wäit ze goen. Och dat ass am Intérêt vun der Bankeplaz, wa se op deenen dote Froen e klore Profil huet, an e Profil huet, dee se éischer net attaquabel mécht.

Dat gesot, wëll ech awer och meng Kolleegen aus der Fraktioun Merci soen, dass se mer erlaben eng Divergenz, déi ech mat hinnen op engem Punkt an dem Projet hunn, hei ze artikuléieren. Ech hunn dat och an der Kommissioun gesot, dass ech perséinlech der Meinung sinn, dass de Punkt vum «sciemment» och a mengen Ae berechtigt ass. Ech hu perséinlech d'Meenung, dass am penale

Beräich d'Intentioun soll nach ëmmer d'Haaptelelement sinn, an ech sinn der Meinung, dass ee sollt probéieren esou mann wéi méiglech där Ausnahmen ze hunn, wou am penale Beräich ouni e Moment d'intention géinge Strofe verhaange ginn.

Ech perséinlech fannen och, wat deen dote Punkt ugeet - an ech soen dofir wéi gesot de Kolleegen nach eng Kéier Merci -, hätt een de Projet esou kënnen stëmmen, mä aus deenen anere Grënn, déi mer och schonn am Mee genannt hunn, wäerte mer eis alleguerte bei deem Vote haut nach eng Kéier enthalen.

Den Här Bodry huet op d'Provokatiounen hi vum Här Bettel e puer Saache gesot, déi ech och deelen. Dese Projet ass mat dem Vote vun haut jo net ofgeschloss. Dese Projet wäert, wéi aner och, an den nächste Méint a Joren enger Analyse an enger Bewäertung musse zougefouert ginn. Et si jo och Berichter an där Matière verlaangt, déi Lëtzebuerg muss, wéi déi aner Länner och, a regelméissegen Ofstänn ofginn. An ech sinn der Meinung, wéi den Här Bodry och, dass et net nëmmer dorëms geet ze kucken, ob net aus all penalem Vergehen elo op eemol Négligencé ginn. Dat ass dat eent.

En zweet Element gëtt et awer och, dat hutt Der net erwähnt, dofir maachen ech dat gären, dat ass dee Punkt: Déi Négligencen, déi avéréiert sinn, wéi eng Sanktioune kréien déi um administrativen Niveau respektiv um Niveau vun deenen Organer, déi bei de Professionen zoustänneg sinn? An dat fannen ech ass ee Bilan genesou wäert, well wann dann dat wat als Négligencé ka bewäert ginn, an et gëtt där schlëmmer an et gëtt där manner schlëmmer, wann dat vun deene Corpen, vun deenen Organer, vun deenen Administratioune net seriö sanktionéiert gëtt, da musse mir als Parlament dofir suergen, dass op deem doten Niveau do dat wat als Négligencé ka qualifizéiert ginn eng Strof muss kréien, déi awer och adequat ass.

Da bewege mer eis wuel net méi am penale Beräich, well et eben dee Moment d'intention net huet, mir bewegen eis awer nach ëmmer an engem Beräich, wou ee wirklech da muss sech Gedanke maachen, wëssend am Respekt vun der Autonomie...

■ **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dat ass ganz schwéier.

■ **M. Felix Braz (DÉI GRÉNG).** - Ech weess dat, Här Bodry, et muss een ëmmer am Respekt vun der Autonomie vun deene Corpen bleiwen, mä et muss een awer trotzdem och dee Bilan als Chamber kucken. Well wa mer sollte stellen, dass d'Immunsystemer vun deene Professionen net fonctionnéieren, dann hu mer och Argumenter, fir eventuell ze soen: Wann dat d'Realitéit ass, da muss mer als Parlament eventuell higoen an dann trotzdem dee «sciemment» dee Moment strächen, also net nëmmer d'Quantitéit vu Vergehen, déi an de Beräich vun der Négligencé geschobe ginn, mä och d'Suite, déi d'Négligencé bei deene Professionen da kritt, soss loosse mer eis als Parlament och vun deenen eppes virmaachen. Dat ass net d'Absicht vum Text, soss riskéiert e wirklech Lettre morte ze ginn an dann, mengen ech, misste mer als Parlament, an ech hätt dann och perséinlech keng Bedenken do derfir, dee Moment d'Wuert «sciemment» strächen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Ech soen och dem Här Braz Merci fir seng Ausféierungen. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, mir wëllen oft hei zu Lëtzebuerg méi helleg si wéi de Poopst. Dat hei, mengen ech, ass e Gesetzesvorschlag, deen dem gesonde Mënscheverstand entsprécht.

An allen anere Länner ass d'Direktiv op déiselwecht Aart a Weis applizéiert ginn an et besteet guer kee Grond, dass mir sollten hei zu Lëtzebuerg op eng Kéier higoen an alleguerten déi Leit, déi an der Aktivitéit sinn: vun Affekot, vun Notär, Immobilienhändler oder Bijoutier, oder wat et ass, elo penaliséieren a priori. Well deen Ablack, wou een d'Wuert vun dem «sciemment» aus dem Gesetzestext eraushélt, ass et jo natierlech esou, dass jiddereen, deen iergendwéi e Client huet, dee Client muss betruichte wéi wann et e potenzielle Kriminelle wier, an deen Ablack all méiglech Enquêté maache misst, déi en oft souguer selwer net ka maachen, well en net de Pouvoir de police huet. E kann net iwwerall fuersche goen, e kann also just nëmmer eng normal Diligence maachen.

Par contre ass et ganz evident, dass wann e Beweiser huet, Aussoe gemaach gi si virun him, an dass hie sciemment deen Ablack gesot huet: „Hei ass eppes, wat illegal ass, wat ech misst dénoncéieren an ech maachen et awer“, dass en deen Ablack strofrectlech belaangt gëtt. Ech mengen, dat ass evident. Mä dat anert ass ganz oft ganz schwéier erauszefannen, well de Client, dee virun engem steet, jo net iergendwéi ausgesäit oder Aussoe mécht, déi iergendwéi kënnent drop hindeiten, dass e kriminel oder terroristesch Aktioun geïng maachen. An et gesäit een och, dass am Ausland d'Gesetzgebung an deemselwechte Sënn interpretéiert an och niddergeschriwwen ginn ass wéi elo hei zu Lëtzebuerg.

Dofir verstinn ech och déi Bedenken heiansdo net, déi verschidde Parteien, verschidde Fraktiounen wëllen ubréngen, andeem se soen: „Mir musse hei oppassen, ob mer d'Gesetz net sollen änneren.“ Ech mengen, wann d'Gesetz misst geännert ginn, wann et géing wirklech drop hiweisen, dass jiddereen hei elo géing ganz grave Négligencen duerchzéien, déi scho bal kriminel Charakter hätten, da kéint een nach eng Kéier doriwuer diskutéieren, mä dat ass awer eng Méiglechkeet, eng Hypothese, wou d'Vergaangenheet bewisen huet, déi sech ni hei zu Lëtzebuerg erweisen huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Par contre muss ee soen a festhalen, dass justement aner Länner, déi oft op Lëtzebuerg mam Fanger weisen, dass just déi Länner déi sinn, déi déi meeschten Négligencé bei hire Professionellen hunn. Ass dat Amerika, wou Konte kënnen iwwer Fax opgemaach ginn, ouni dass se de Client gesinn hunn an d'Pabeiere kënnen esou gemaach ginn. Ass dat an England, wou datselwecht geet, a Frankräich, wou et grave Négligencé gëtt, und, und, und.

Ech mengen, do muss och dofir gesuergt ginn, dass mer deen Image, dee mer hunn, deen heiansdo a verschiddene Länner nach negativ ass, verbesseren. An do musse d'Regierung an och d'Bankenassociatioun an all d'Professioneller, déi iergendwéi mam Bankesecteur ze dinn hunn oder mat internationalen Aktivitéiten, dofir suergen, dass deen Image do sech verbessert.

Mä et ass net doduerjer, dass een iwwerspaunte Gesetzter oder Texter géing duerchbréngen, dass doduerjer iergendwéi eng Verbesserung géing kommen. Au contraire menge mir, dass deen Text, esou wéi e virläit, gutt ass, an dofir wäert den ADR och des Kéier an zweeter Lecture deenen Text stëmmen.

■ M. le Président.- Merci, Hâr Henckes. Dann huet d'Regierung d'Wuert. De Justizminister, den Hâr Frieden, huet d'Wuert.

■ M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Hâr President, léif Kollegeen, ech hunn déi Debatt hei nogelauschert. Hei si keng nei Argumenter par rapport zu deene vum Mee vun dësem Joer komm, an dofir rapportéieren ech mech und dat wat ech am Mee an der Chamber zu dësem Projet gesot hunn.

Merci.

■ M. le Président.- Merci, Hâr Minister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss a mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert de Projet de loi 5165. Den Text ass un all Deputéierte verdeelt ginn.

Second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 5165 ass ugeholll mat 51 Jo-Stimmen an 8 Abstentionen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helming (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: Mme Lydie Err;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

D'Madame Anne Brasseur huet d'Wuert.

■ Mme Anne Brasseur (DP).- Hâr President, et wor och dës Kéier e Problem bei der Ofstëmmung a mir géingen dat gare vérifiéieren, fir eventuell ze redresséieren.

■ M. le Président.- Mir wäerten dat kontrolléieren a mir wäerten d'Techniker emol op ons Maschinn setzen, fir ze kucke wat dann d'Schwieregkeete sinn.

Léif Kollegeinnen a Kollegeen, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5236 iwwert d'Affektatioun vum Resultat vun de Konten aus dem Joer 2002. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

Et si bis elo ageschriwwen: déi Hâr Goerens, Fayot, Bausch a Gibéryen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Hâr Norbert Hauptert. Hâr Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

4. 5236 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

■ M. Norbert Hauptert (CSV), *rapporteur*.- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert de Projet 5236 schléit d'Regierung der Chamber d'Veerdeelung vun de Plus-valuë vum Exercice 2002 vir. Déi Plus-valuë belafe sech op 59,2 Milliounen Euro. Ech wëll kuerz drun erënneren, dat mer am Joer 2000, wou den Hâr Bausch gläich duerno wäert de Rapport vun de Konte maachen, nach 28,1 Milliarde Plus-wäerten haten - 28,1 Milliarde Lëtzebuerger Frang -, wat emmerhin awer 700 Milliounen Euro ausgemaach huet.

(Interruption)

Da muss mer kucke wou mer eis eens gi mat dene Milliarden.

Den Exercice 2002 charakteriséiert sech duerch zwee Phenomeener: Éischtens ass et den zweeten Exercice, wou mer hei zu Lëtzebuerg an a ganz Europa eng relativ schwach Croissance économique ze verzechnen haten no deenen décke Croissancen, déi mer an de Joren '98, '99 a besonnesch am Joer 2000 haten, wou mer e wirtschaftleche Wuesstem vun 9% ze verzechnen haten.

Déi 1,1% vum Joer 2002 leien also wäit ënnert deem wat mer an deene Jore virdrun hei konnte virbréngen. Dat war besonnesch bedéngt duerch den Abroch, dee mer an der neier Economie ze verzechnen haten, mat alle Konsequenzen, déi dat op d'Bourse an natierlech dann och op d'Finanzplaz Lëtzebuerg hat, wat sech besonnesch erëm bei eis op den Taxes d'abonnement zrëckgeschloen huet; d'Taxes d'abonnement, déi op de Wäert vun den Avoiré vun den Investmentfonge berechent ginn. Déi Tax hat am Joer 2002 en Abroch oder e Minus vun 106 Milliounen Euro ze verzechnen par rapport zu deem wat am Budget virgesi war.

Zweete Phenomeen, deen dësen Exercice charakteriséiert, ass, dat et dat éischt Joer ass, dat déi zwou Steuerreformen, fir d'éischt d'Steierreform 2000 wat de Barème ubelaangt, a besonnesch déi grouss Steierreform vum 2001, déi am Joer 2002 a Kraaft getrueden ass, sech eng Kéier voll net op d'gesamt Steierrecetten, awer besonnesch op d'Steiere vun de Léin a Gehälter niddergeschloen huet, an dofir hu mer jo och an deem Joer, et war ausgerechent ginn, dat mer e Minus an där Steier vu 14 Milliarden hätten, a Wierklechkeet hu mer awer nëmmen am Budget e Minus vu 27 Milliounen Euro ze verzechnen, wat am Fong de Bewäis erbréngt, dat déi Steierreform awer eng grouss Influenz op eis Wirtschaft hat, dat nei Aarbechtsplazen kreéiert gi sinn an dat am Fong geholl den Abroch an der Loun- a Gehältersteier net esou haart war, wéi dat virgesi war.

Wat déi aner Steieren ubelaangt, do muss een awer feststellen, dat nach emmer an der Kierperschaftssteuer mer 113 Milliounen Euro méi erakritt hu wéi dat am Budget virgesi wor, well d'Steierreform sech eben eréischt méi spët op d'Kierperschaftssteuer mat engem Retard vun zwee bis dräi Joer nidderschloe wäert.

De Budget 2002 hat en Defizit vun 21,9 Milliounen Euro virgesinn. Finalement konnte mer feststellen, dat d'Konte mat engem Boni vun 59,2 Milliounen Euro ofschléissen. Dese Boni ass besonnesch bedéngt doduerch, dat mer an de Recetten e Surplus haten, dee méi grouss ass wéi dat wat mer op der Dépensésäit méi erasinginn hunn.

An de Recettes ordinaires hu mer e Plus vun 214,2 Milliounen ze verzechnen. Ech hu scho gesot, dat

mer 113 Milliounen weider an de Kierperschaftssteieren erakritt hunn, dat mer awer och besonnesch 120 Milliounen Euro weider an der Verméigenssteuer an 81 Milliounen Euro weider bei der Emverdeelung vun de gemeinsame Recetten, déi mer an der Union économique belgo-luxembourgeoise encaisséieren, erakritt hunn.

Op där anerer Säit hate mer awer och 141 Milliounen weider Dépensen. Dës Méiausgabe sinn awer net an de Fonctionnement vum Stat getäteg ginn, mä mer fanne se besonnesch an den Acquisitiounen vu Gebaier oder an de Versementer, déi an d'Fonge gefloss sinn, erëm.

De Budgetminister schléit also vir, fir déi Plus-valuë vun 59 Milliounen folgendermoossen ze verdeelen:

20 Milliounen an de Fonds pour l'Emploi, fir der Regierung am Fong geholl méi eng Marge de manoeuvre ze ginn, fir a schwierigen Zäiten, wou de Chômage wäiss, déi Leit weider kënnen ze indemniséieren, déi keng Schaff méi hunn.

Doniewent si 17 Milliounen virgesi fir de Fonds de Financement des infrastructures sociofamiliales; also Infrastrukturen, déi am Interesse vum drëtten Alter réaliséiert ginn, wou mer de Mëtteg jo zwee Projeten hei virleien haten, fir déi och weider kënnen ze finanzéieren.

10 Milliounen si fir de Fonds de Coopération virgesinn.

9 Milliounen fir de Fonds du Rail an 3 Milliounen fir d'Restauration vun historesche Monumenter.

De Conseil d'État huet am Fong geholl keng wesentlech Remarque zu dësem Projet ze maachen. Hien ernimmt besonnesch, dat am Fong geholl d'Recettë vum Budget sech emmer méi der Wierklechkeet upassen, an d'Kommissioun huet dat selbstverständlech och begréisst.

D'Commission des Finances et du Budget huet de Rapport, deen nach vum Hâr Wiseler gemaach ginn ass, ier en an d'Regierung komm ass, mehrheetlech ugeholll a si proposéiert der Chamber dese Projet esou ze stëmme, wéi en hei virläit, an ech géing och domat den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci.

■ M. le Président.- Ech soen dem Hâr Hauptert Merci fir seng Ausféierungen. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Hâr Charel Goerens. Hâr Goerens, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

■ M. Charles Goerens (DP).- Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, et gétt villes ze soen iwwert den Exercice 2002. Ech schécken direkt viraus, dat meng Fraktioun dee Projet hei wäert stëmme. Mir sinn och direkt mat responsabel fir d'Exekutioun vun deem Budget.

Wéi gesot, et gétt villes ze soen iwwert deen Exercice. Et ass dee wou d'Steierreform ugefaangen huet ze gräifen. Et ass och deen dee charakteriséiert ass duerch e ganz dramatesche Réckgank an der Croissance économique. Emsou méi erstaunlech ass et, dat awer nach à la fin du compte e Solde positif komm ass, iwwert deem seng Affektatioun mir och keng Problemer haten, soss hätte mer eisen Accord deemools net ginn an der Regierung, a mer och kee Problem hunn après coup fir deen ze approuvéieren.

Dat meescht huet de Rapporteur gesot. Et kéint een och laang iwwert d'Steierreform épiloguieren oder iwwert déi Kassandrarriff, déi deem Budget an deem Exercice do virausgang sinn, mä mir wëlle jo wahrscheinlech hei keng virgezunne Budgetsdebatt maachen,

dofir kréie mer an engem Mount Zäit. Dofir nach eng Kéier den Accord vum menger Fraktioun a Merci fir Är Opmierksamkeet.

■ M. le Président.- Merci, Hâr Goerens. Deen nächste Riedner ass den honorablen Hâr Fayot. Hâr Fayot, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Merci, Hâr President.

No deene prägnanten Ausféierungen vun eisem Rapporteur an deene präzisen Explikatiounen wëll ech just eng Remarké maachen. Mir stëmme jo eigentlech hei net e Rapport, mir stëmme e Gesetz. Mir stëmme also en Text vun engem Gesetz an an deem Gesetz ginn 59 Milliounen affektéiert un déi verschidde Fongen. Am Rapport gétt gesot, dass déi Ausféierung vum Budget vun 2002, dee jo mat engem Iwwerschoss entgéint der Viraussicht ofgeschloss huet, témoignéiere géif «de la rigueur de l'exécution budgétaire». Dir erlaabt, dass mer déi Rigueur net gesinn an där Ausféierung vum Budget vun 2002.

Et gétt dann och gesot, dass déi Affektatioun vun de Plus-wäerten un déi verschidde Fonge géif geschéien no de Priorités d'action vun der Majorité politique. Ech constatéiere just, dass déi Suen op folgend Manéier affektéiert ginn:

- 20 Milliounen an de Fonds de l'Emploi, dat ass natierlech eng weis Mesure wann ee gesäit, dass en Abroch an der Economie vun 9 op 1,1% ass an dass een also Chômage virauszegesinn huet; et ass also net eng Priorité politique vun der deemoleger Majoritéit, mä et ass einfach e Fait, deem een ze begéinen huet;

- 10 Milliounen an de Fonds de la Coopération du Développement, dat ass eng laangjäreg méttelfristeg Aktioun vun alle Regierungen, déi eben drop aus ware fir en héije Prozentsaz bis 0,8 respektiv 1% an d'Kooperatioun ze stiechen;

- 17 Milliounen an de Fonds fir Infrastructures sociofamiliales, also fir den Drëtten Alter; dat sinn déi Suen, déi gebraucht gi si fir dat, wat mer de Mëtteg alleguerten hei matgestëmmt hunn a wou mer wëssen, dass et och noutwendeg ass.

Also, ech mengen, eng Majoritéit kann dat am Rapport kommentéieren, wéi se e Budget ausgefouert huet, mä Dir erlaabt, dass mer ons deene Commentairen net uschlëssen. Mir schlëssen ons awer dem Projet de loi un, well mer och d'Accord sinn, dass een déi Suen esou an d'Fonge gestach huet an dass dat sech aus där Situatioun erginn huet.

Dofir wäerte mir dese Projet stëmme, wéi gesot de Projet, mä net de Rapport. Merci.

■ M. le Président.- Merci, Hâr Fayot. Den nächste Riedner ass den honorablen Hâr Bausch. Hâr Bausch, Dir hutt d'Wuert.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Hâr President, ech sinn e bëssen erstaunt doriwwer, dass mä Virriedner, deen zu Recht hei drop higewisen huet, dass hei e gudden Deel vu Sue vun deene Plus-wäerten affektéiert ginn en fonction vun de Priorités vun der Majorité politique tëschtent 1999 an 2004, keng Problemer huet, fir dofir de Projet ze stëmme. Mir hunn nämlech déi Problemer, well mer natierlech hei mat enger ganzer Rei Prioritéite vun der Majorité politique tëschtent 1999 an 2004 net averstane waren, do hu mer hei och dogéint gestëmmt an deser Chamber.

An aus deem Grond eraus, Hâr President, ass et och fir eis evident, dass mir dëst Gesetz net wäerte stëmme, well soss géinge mer eis jo au contraire setzen zu där Logik, déi mer eis ginn hate bei all deene Projeten, déi iwwert déi Suen hei wäerten an deenen nächste Jore fi-

nanzéiert ginn. Och wann et der sinn, déi déi nächst Joren eréischt réaliséiert ginn, si se décidéiert ginn an der leschter Legislaturperiode - deelweis sinn der zwar och derbäi, déi scho virdrun decidéiert gi sinn.

Et ass fir eis op alle Fall kloer, vu dass mir all déi Projeten do net matgedroen hunn, dass mer och déi Affektatioun an deem Sënn net wäerte stëmme.

■ M. le Président.- Merci, Hâr Bausch. Den nächste Riedner ass den Hâr Gibéryen. Hâr Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet haut iwwert d'Veerdeele vun de Plus-wäerten iwwert de Kont vun 2002 ass am Fong deen éischten, dee mer hunn no deem ekonomeschen Abroch an nodeem dass d'Steierreform, déi mer 2000/2001 gemaach hunn, voll gegräff huet, an déi zwou Saachen zesummen hunn natierlech och en Afloss op d'Resultat vun deem Exercice.

Mir kënnen haut hei Plus-wäerten an der Héicht vun 59 Milliounen Euro verdeelen a wann een déi Jore virdrückt, 1999 hu mer 433 Milliounen Euro verdeelt, 2000 672 Milliounen, wat emmerhin 28 Milliarden aler Frang waren, an 2001 nach 152,4 Milliounen Euro, da muss een haut soen, dass deemools d'Opposition emmer bei de Konten der Majoritéit de Reproche gemaach huet, dass se de Budget, d'Recetten- an d'Dépensésäit, falsch ageschat huet, well de Budget jo ni déi Plus-wäerten ausgewisen huet an herno bei de Konte ware se do.

Haut si mer an der Situatioun, dass mer déi Plus-wäerten net méi hunn, an et wäert och an deenen nächste Jore méi schwéier ginn, fir op eise Budgete Plus-wäerten ze kréien, well eis Budgeten emmer méi no bei d'Realitéit kommen, a mer wäerten dat méi am Detail an e puer Wochen hei am Kader vun de Budgetsdebatten diskutéieren.

Wat mer ebe méi no bei d'Realitéit kommen, well engersäits Retarden opgeschafft sinn déi ausstoungen an op där anerer Säit d'Steierverwaltung méi séier ofrechent an och d'Avancen, déi d'Betreiber mussen bezuelen, gehéicht gi sinn, wéi eis deser Deeg an der Finanzkommission matgedeelt ginn ass. Sou dass een also kann an Zukunft dovun ausgoen, dass de Budget méi no bei der Réalitéit ass an dass mer eis domat mussen offannen, dass mer keng Plus-wäerten oder minimal Plus-valuë wäerten erreechen, wa mer et iwwerhaupt fäerdeg bréngen de Budget och an deenen nächste Joren an den Equilibre ze bréngen.

D'Fonge wäerten an deenen nächsten zwee bis dräi Joer, wann den Investitiounsprogramm sou géif réaliséiert gi wéi e geplangt ass, relativ op de Schlusspunkt kommen, op Null erfogoen, quitte dass mer do dernieft nach mussen Emprunten ophuelen.

Iwwer eng Verdeelung vu Plus-wäerten kann een emmer diskutéieren, an esou war et och an de vergaangene Joren, dass déi eng oder déi aner Fraktiounen, virun allem ob se an der Majoritéit oder an der Opposition waren, dat aus enger anerer Optik gekuckt hunn, wéi déi Plus-wäerte géife verdeelt ginn.

Mir hunn zum Beispill gesot - an ech mengen déi Gréng Kollegeen hunn dat och emmer gemaach -, dass net genuch Suen an de Fonds du Rail géife goen, an haut wësse mer jo och mat deenen enorme Chifferen, déi mer an de Projeten, déi nach kuerz virun dem Schluss vun der leschter Legislaturperiode hei gestëmmt si ginn, wou mer, mengen ech, fir insgesamt a Frangen ausgerechent 50 Milliarde Projete fir Infrastrukturen an déi Richtung gestëmmt hunn, dass mer déi net an de Fongen hunn, nëmmen zu engem klengen

Deel, an dass mer iwwer aner Finanzierungsmeigleechkeeten an deenen nächste Joren déi Investitioune wäerte misse finanzéieren.

Mir hunn och zum Beispill ëmmer dovun geschwat, dass ee kéint vun engem Fong iwwer Rente schwätzen, mer wëssen awer, dass d'Rentetekeesen aus dem Privatsektor esou héich Reserven hunn, dass souguer aner Leit Gloscht a Loscht drop kréie periodesch un déi Reserven ze goen. Wann de Stat net méi genuch Suen huet, kéint een zum Beispill soen, et kéint een och e Fong maache fir de Forfait d'éducation ze finanzéieren.

En anere Fong, deen een hätt scho vläicht kéinten éischer maachen, wou et awer elo ze spéit ass fir en ze maachen, dat ass e Fong iwwer d'Nofolgekäschte vun enger ganzer Rei vu grouse Projeten, déi mer an deene leschte Jore gestëmmt hunn, realiséiert hunn oder amgaange sinn ze realiséieren an déi am Laf vun dësem oder vum nächste Joer ufänken; ech denken do un d'Philharmonie, un d'Coque-Hal, de Pei-Musée oder d'Rockhal, wou mer sécherlech wäerte grous Nofolgekäschte kréien a wou mer och wäerte Problemer kréien, fir déi iwwer eise Budget kënnen ze finanzéieren. Mä et huet kee Wäert, dass een iwwer esou Fonge schwätzt, well einfach och elo déi Suen net do si fir esou Fongen ze maachen, mä d'Nofolgekäschte vun deene Projete wäerten eis schonn an deem nächste Joer um Budget schwéier ze schaffe maachen.

Mir wäerten, wéi och an deene vergaangene Joren, dem Gesetz hei vun der Verdeelung vun de Plusvaluen net zoustëmmen. Mir sinn net an där Situatioun wéi meng zwee Virriedner, de Kolleg Fayot an den Här Goerens, wou den Här Fayot respektiv d'Sozialisten och erëm an der Oppositioun am Fong géint dat Gesetz gestëmmt hunn. Bon, si sinn elo an der Majoritéit an elo misse se, obschonn de Rapport nach zu Oppositiionszäite gestëmmt ginn ass, dergéint stëmmen. An d'Kollege vun der DP brauchen och nach eng Period bis se kënnen dergéint stëmmen - oder nach zwou, well och nach de Budget vun de Plusvaluen vun 2003, wann der kommen, misse se och nach eng kéier matstëmmen - an da kréie se dann och eréischt d'Kéier fir kenne mat Neen ze stëmmen.

(Interruptions)

Dat ass nun eemol am politesche Spill esou, wann een d'Bänke wieselt. Mir hu se net gewieselt a kënnen duerfir eiser Ligne...

(Interruption)

...an déi Gréng...

(Interruption)

Mir si vun enger Säit op déi aner geréckelt, mä politesch, an der Oppositioun, hu mir se net gewieselt, an duerfir kenne mir och eiser Ligne trei bleiwen a géint dese Projete stëmmen.

■ Mme Anne Brasseur (DP). - Et wollt keen lech mat an d'Regierung huelen.

■ M. Gast Gibéryen (ADR). - Ma anscheinend lech och net, Madame Brasseur.

(Hilarité)

■ Mme Anne Brasseur (DP). - Mä mir waren awer schonn dran, am Contraire zu lech.

(Interruptions)

■ M. le Président. - D'Diskussion ass ofgeschloss, mat Ausnahme, dass d'Regierung nach net Stellung geholl huet. Ech géif den Här Budgetminister bidden zu deem heite Projete elo Stellung ze huelen.

■ M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing gären dräi Remarquen

zu dësem Projete maachen, a vläicht domat och dee Projete, deen duerno hei diskutéiert gëtt, op d'mannst wat dat Prozeduraalt ubelaangt, mat traitéieren.

Déi éischt Remarque, dat ass eng fir ze soen, datt wann dee Projete hei anescht ausgeséicht, dat heescht wann de Budget, de Kont anescht ausgesinn hätt a mir hätten e grousse Defizit an deem Joer gemaach, dann hätt ech gäre gesinn déi Debatten, déi mir dann am Parlament geféiert hätten, da bräichte mer nämlech iwwerhaupt keng Debatt am Parlament iwwer d'Affektatioun vu Plusvaluen ze féieren; an ech soen dat virun allem dem Fraktiounspräsident vun der LSAP, deem ech hei wëll an d'Buch schreiwen, fir ze soen, datt wann e Budget, e Kont en Iwwerschoss huet, dann ass dat schonn d'Resultat vun enger gudder Exekutioun vun engem Budget, well soss schléisst de Budget of mat engem Defizit. An duerfir, déi Sätz, déi den Här Fayot hei gesot huet, déi liesen ech lech déi nächst 5 Joer all Joer vir.

Egal op wat fir enger Bänk ee sëtzt, wann e Budget, an dorobber si mir stolz als Regierung, och wann dat déi viregt Regierung war, dat géllt nämlech fir all Regierung, wann e Budget, e Kont ofschléisst mat engem Iwwerschoss, dann ass dat d'Resultat vun enger gudder Exekutioun vun engem Budget, well soss hätt ee méi Suen ausgi wéi déi, déi rakomm sinn. An dat reflektéiert och politesch Prioritéiten, wa mir hei déi Suen affektéieren, well alles wou een déi Suen hisetzt an déi Fongen ass fir domadder gewësse Projeten ze realiséieren, an duerfir ass dat schonn e Reflet vu politesche Prioritéiten.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech mengen, mir solle frou doriwir sinn, datt mir de Kont 2002 mat engem Iwwerschoss konnten ofschléissen, an datt mir heimadder kënnen eng Rei Politikberäicher maachen, déi, mengen ech, heibannen iwwer d'Fraktiounsgesetz eraus net zu Contestatioune féieren.

Dat Zweet ass eng Observatioun iwwer de Kont vum Joer 2003, well och deen huet mat engem Iwwerschoss ofgeschloss, entgéint den Erwaardungen. Fir lech also ze soen, datt all déi Exercice mat engem Iwwerschoss ofgeschloss hunn, trotz enger méi schwieriger ekonomescher Situatioun, op déi hei e puer Riedner agaange sinn. An och dat schéngt mir wäert an och déi Sue misse mir affektéieren.

Den Iwwerschoss vum Joer 2003 beleef sech op 79 Milliounen Euro an d'Regierung wäert der Chamber do proposéieren, 40 Milliounen Euro an de Fonds pour l'Emploi ze setzen an 39 Milliounen Euro an de Fonds de la Dette publique, well mir wëssen, datt mir virun allem d'nächst Joer erëm eng kéier misse e grousst Stéck vun deenen Obligations linéaires, deene berühmten OLUXen, déi viru Joren opgeholl gi sinn, rembourséieren. Duerfir ass et noutwenneg an duerfir wäert d'Regierung, well ee jo net wëllt an engem Budget en ze vill grousse Dépensepunkt hunn, den Excédent vun de Recetté vum Joer 2003 - Gott sei Dank hu mir och do en Excédent -, déi Affektatioune un de Fonds pour l'Emploi an de Fonds de la Dette maachen.

Déi drëtt a lescht Remarque, déi ech wollt maachen, dat ass eng vun der Prozedur. Ech halen hei nach eng kéier drop ze soen an der Chamber, datt déi Prozedur, déi mir hei ageféiert hunn an der leschter Legislativperiod, eng ass, déi a mengen Aen, an den Ae vun der Regierung net zefriddestellend ass. Se kënn un engem Moment, dee laang duerno ass vun der Realitéit a se forcéiert d'Regierung, nodeem d'Chamber dat heiten decidéiert huet, dann erëm eng kéier de Kont ze änneren, well et ass esou, wann Dir haut d'Autorisatioun

gitt, fir déi Suen do esou ze affektéieren, da misse mir mar ufänken de Kont vum Joer 2002 ofzënnere, fir datt deen da kann an d'Chamber kommen an déi Suen do affektéiert sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech meng wierklech, datt mat Ausnahme vun eis heibanne kee Mënsch dobausse versteet, wat mir do amgaange sinn ze maachen, well dat einfach ze komplizéiert ass.

Ech wëll och nach eng kéier d'Chamber drop hiweisen, ech hu gären all demokrateschen Débat an all parlamentareschen Débat, am Fong ass dat hei en Dépassément vun engem Kredit. Am Fong ass et ganz eleng an der Kompetenz vum Budgetminister, fir en Dépassément de crédit ze maachen an déi Suen op déi Plazen ze iwwerweisen. Elo sinn ech d'accord, well déi Sommé grous waren, datt een dofir an d'Chamber kënn. Ech géing awer gären an der Finanzkommissioun oder am Plenum nach eng kéier driwwer diskutéieren, ob déi Prozedur, déi mir virun 2 bis 3 Joer ageféiert hunn an duerfir e separat Gesetz ze maachen, wierklech eng gutt Prozedur ass. Also et kënn ee sech och virstellen, datt een d'Affektatioun an engem Budgetgesetz géing virgesinn.

Mir hu viru kuerzem e Budget déposéiert. Ech wollt dat dës Joer net maachen, well ech gären ënerstallt kritt hätt, datt ech dat géing am Budgetgesetz mat drénner setzen, datt keen et géing mierken. Ech si frou, wa mir iwwer en Excédent diskutéieren, ech mengen, dat ass d'Resultat vun enger Politik, mä trotzdem ass d'Prozedur iwwerméisse komplizéiert, et dauert laang an déi, déi eis observéieren, nämlech déi, déi mir verrieden hei an dësem Parlament, déi kréien net mat wat mir hei maachen, well dat déphaséiert ass. Mir stëmmen haut de Kont vun 2000, mir stëmmen d'Plusvalué vum 2002, da misse mir nach eng kéier zrëckkomme mam Kont 2002, c'est très compliqué. Duerfir wär ech dankbar, wann d'Chamber, d'Finanzkommissioun en premier lieu, nach eng kéier géing doriwir mat eis eng Diskussioun féieren, wéi mir dat kënnen an Zukunft besser maachen.

Fir haut sinn ech frou, wann d'Chamber géing dës Affektatioune esou stëmmen, fir datt mir kënnen déi Suen, déi mir an der Trésorerie hunn, un déi Fongen affektéieren an de Kont 2002 fäerdeg maachen.

Ech soen lech Merci.

■ M. le Président. - Merci, Här Minister. D'Chamber huet Are Message héieren. Ech huelen och un d'Finanzkommissioun, Are President, deen hei ass. Ech géif proposéieren, datt d'Finanzkommissioun doriwir délibéréiert an der Regierung da matdeelt, wat hir definitiv Positioun ass.

Voilà, d'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. Mir kommen elo zum Vote iwwer de Projete de loi, deen eis virliit.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projete de loi 5236 ass ugeholl mat 45 Jo-, 12 Nee-Stëmmen a kenger Abstentiuon.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Patrick Santer), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel

Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par Mme Lydie Err), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Anne Brasseur), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Projete fir haut de Mëtten, et ass dat d'Diskussioun vum Projete de loi 4938 iwwer de Kont vum Exercice 2000. Et sinn ageschriwwen: déi Hären Hauptert, Grethen, Fayot, Bausch a Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projete de loi, den honorable François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

5. 4938 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2000

Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire

■ M. François Bausch (*DÉI GRÉNG*), *rapporteur*. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt dräi gutt Grënn, firwat mir an Zukunft net méi op déi do Aart a Weis d'Konte wäerten diskutéieren, wéi dat haut de Fall ass, et geet hei ëm den Exercice 2000, an déi dräi Grënn si folgend:

Dat Éischt ass, et ass dee leschte Budget, deen an ale Lëtzebuerger Frang libelléiert war.

Dat Zweet ass, et ass och déi leschte kéier wou e Budget exekutéiert ginn ass laut de Regele vum ale Kontabilitéitsgesetz. Dir wësst, am Artikel 99 vum neie Kontabilitéitsgesetz ass et eng Iwwergangsbestimmung ginn, déi gesot huet, datt bis den 1. Januar 2001 nach alles soll funktionéieren no den ale Regeln, bis datt déi nei Institutioune, virun allem natierlech de Contrôle financier, en place wäeren. An et ass och esou gewiescht, datt jo eng Reform gemaach ginn ass vun der Chambre des Comptes, déi ëmgewandelt ginn ass an eng Cour des Comptes, an och déi huet eng Ëmstellungsphas gebraucht an huet duerfir fir den Exercice 2000 nach eigentlech de Rôle ageholl, wat d'Exekutioun oder de Contrôle vun der Exekutioun vum Budget ubelaangt vun där aler Chambre des Comptes. Dat heescht, si huet haaptsächlech d'Visa vum den Ordonnances de paiement kontrolléiert.

Deen drëtte Grond, Här President, ass schonn de Mëtteg hei ugesprach ginn, dat ass, datt mir d'Joer 2000 ofgeschloss hu mat engem enormen Excédent budgétaire op der Recettésäit. Ech wëll mech och entschëllegen, Här Hauptert, mir haten eis e bësse falsch verstan virdrun, ech hunn den Excédent vun de Recetté verstan an Dir hutt d'Plusvaluen, insgesamt

d'Nettoresultat gemengt. Dir hutt natierlech Recht, mä ech hunn och Recht, well ech mech verstanen hunn.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Also et ass wéi gesot déi leschte kéier, op alle Fall bis op weideres, wou mer wahrscheinlech e Budgetsjoer konnten ofschléisse mat esou engem wahnsinneg héijen Excédent bei de Recetten. Ech wëll elo net am Detail op all déi Zuelen agoen, déi fannt Der jo am Rapport. Ech wëll och duerfir nëmmen déi eraushuelen, déi wäerteg sinn, an dat ass nun eemol op der Recettésäit, well do d'Zuelen, d'Gesamtzuele staark variéieren par rapport zu deem wat am Budget definitiv festgeschriwwen war.

Mir hu bei de Recettes ordinaires een Excédent gehat vun 18,8% oder ëmgerechent 35.085.238.000 al Lëtzebuerger Frang, an am Budget extraordinaire en Excédent och vun 18,40%, wat 27.611.863 al Lëtzebuerger Frang ausgemaach huet. De Gros also kënn bei deene Recettes extraordinaires oder supplémentaires. Déi si méi héich ausgefall natierlech duerch d'Recettes ordinaires an natierlech haaptsächlech um Niveau vun den direkten an den indirekte Steieren.

Bei den direkte Steieren hu mer iwwer 9 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang méi Recetté gehat a bei den indirekte Steiere bal 18 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang. Bei de Recettes extraordinaires resultéiert dee Supplément eigentlech op engem Produit de vente vu verschide Gebaier, wou mer méi erakritt hu wéi dat geschätzt gi war an am Budget agedroe gi war.

Um Niveau vun der Dépensesäit - ech mengen op d'Recettésäit an déi héich Plusvaluen, déi mer gemaach hunn, kommen ech zum Schluss nach eng kéier zrëck bei eng vun de Kritiken, déi d'Kommissioun och festgehalen huet am Rapport. Déi baséiert och op enger Kritik, déi de Conseil d'État schonn 1996 gemaach huet, duerfir kommen ech dorobber zum Schluss nach eng kéier ze schwätzen. Ech wëll fir d'Éischt iwwer d'Dépense schwätzen a virun allem natierlech déi Saachen eraussträichen, déi och e grëssere Stellwäert hunn.

Dir wësst et, de Contrôle financier interne huet nach net funktionéiert an, wéi gesot, d'Cour des Comptes huet d'Ordonnance des paiements, de Visa gemaach, dat heescht déi Liquidatioune kontrolléiert. Dat waren der 194.911 am Cours vum Exercice 2000. Bei 3.898 Stéck sinn Observatioune gemaach gi vun der Cour. Et ass awer esou, datt et sech bei deenen Haaptdefaillancen, déi do festgestallt gi sinn, bei der absoluter, gréisster Unzuel vun deenen Observatioune éischer em Erreurs matériels gehandelt huet, déi duerno redresséiert gi sinn, dat heescht, déi eigentlech och net Ulass ginn zu grëssere politesche Kommentaren.

Et ass och esou, datt eng ganz Rei Ordonnance-de-paiement eréischt no der Clôture vum Exercice, dat heescht nom 15. Mee 2001 virgeholl gi sinn, wat och ze kritiséieren ass. Dat waren der 2.410 un der Zuel, respektiv 165 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang. Virun allem ass och feststellen, datt par rapport zu deenen Exercice virdrun do d'Unzuel vun deene Clôturen, vun deenen Ordonnances de paiement staark zougeholl huet, dat heescht datt déi 49,56% an der Zuel zougeholl huet a virun allem och wat de Chiffer vun den Dépenses liquidées ubelaangt ëm 74,79% gestigen ass.

Speziell Bemierkung muss ee maachen zu enger ganzer Rei Punkten. Deen éischen ass e leidegen, dee kenne mer, fir déi, déi scho méi laang an dëser Chamber sinn, zënter datt se an där Chamber hei sinn. Dat betrëft d'Marchés-publics-Gesetz, dat op verschiden Niveaue net agehale

gëtt, speziell natierlech datt an der grousser Zomm op Marchés de gré à gré zrëckgegraff gëtt, déi dann eréischt ex post vum Conseil de Gouvernement regulariséiert oder autoriséiert gi sinn, wat natierlech total contraire zum Gesetz ass.

An och do ass feststellen, datt dat net nëmmen e leidege Problem ass, dee mer schonn zënter laangem kennen, mä datt deen an der Zuel och immens zougeholl huet. Zum Beispill wëll ech lech just drop hiweisen: 41 Stéck waren et nach 1999 an am Exercice 2000 sinn et der 75. Dat ass wierklech substanzuell em wéi vill déi Autorisatioun fir Marchés de gré à gré ze maachen, déi ex post eréischt vum Conseil de Gouvernement geholl ginn, zougeholl hunn, an dat ass natierlech eng Situatioun, déi intolerabel ass. Et muss een awer derbäi soen, datt mer an der Budgetkontrollkommissioun an deene leschte Joren duerno bei eenzelne Spezialrapporte vum der Cour des Comptes och am Detail schonn dorwider diskutéiert hunn an do och Besserung versprach kritt hunn.

Da kommen e puer eenzel Saachen, déi erausgestrach ginn. Déi Éischt betrëft de Ministère de la Défense. Do sinn zwou Décisiounen vum Conseil de Gouvernement geholl ginn, och ex post, fir Achaten ze regulariséieren, déi engersäits „vêtements de sport“ betraff hunn, an enger Héicht vun 886.750 ale Lëtzebuurger Frang - mat deenen ale Lëtzebuurger Frangen an Euroe kënn een awer nach ëmmer duercherneen.

An dat Zweet ass e Material fir Kraafttrainingsmaschinen, och an der Héicht vun 466.072 Frang, an do ass et esou, datt déi Argumentatioun, déi do ugefrot ginn ass vum Ministère de la Défense, nämlech datt eng gewëssen Urgence bestanen hätt, fir dat do Material ze kafen, an och datt dat eng gewësse Spezifisitéit hätt, natierlech net ka gëlle gelooss ginn, an d'Kommissioun raliéiert sech och op déi Kritiken, déi do gemaach gi sinn.

Da kënn e Poste vum Ministère de l'Éducation. Do ass e Marché de gré à gré mat méi Fournisseure gläichzäiteg ofgeschloss ginn, fir informatesch Material ze kafen an der Héicht vun 99.500.000 aler Lëtzebuurger Frang. Och do war d'Motivatioun, engersäits hätt eng gewëssen Urgence bestan an et wier och drëms gaange fir eng gewëssen Homogenitéit ze kréie bei deem Opdrag, deen do vergi ginn ass, d'Giddergesetz. Och do seet d'Cour, datt déi Argumentatiounen net justifiéiert sinn, a si verweist dorop, datt och dee Ministère sech an Zukunft misst un d'Spill vun der Konkurrenz um Marché halen an do en anere Wee aschloe misst. An et ass och ze soen hei, deen éischte Ministère sougutt wéi deen heiten hu versprach, sech an Zukunft dorunner ze halen.

Da kënn e Problem, deen den Ausseministère betrëft. Do geet et em de Paiement vun Assurancëprimen, wou d'Cour des Comptes der Meinung ass, datt de Stat fir Mobilier, deen en huet, och am Ausland, eigentlech säin eegenen Assureur muss sinn, an datt se eigentlech a Fro stellt, ob dat legal ass, datt do privat Prime-d'assurances ofgeschloss ginn. An da seet se, zumindest wann Assurances multirisque ofgeschloss ginn, fir Ambassaden zum Beispill am Ausland, fir Mobilier an Ambassaden am Ausland, datt déi nëmmen dierften dee Mobilier couvréieren, deen och wierklech dem Stat gehéiert, an net de perséinleche Mobilier vum Chef de poste.

Da kënn dee Punkt vum Centre pénitentiaire. Do geet et em d'Bestellung vu Liewensmëttel, déi natierlech nëmmen eng gewësse Liewensdauer hunn, dat heescht, séier verfallen, an déi um Datum wou Alimentaire bestallt gi sinn, do wou de Seuil natierlech och e puermol iwwerschritt ginn ass, wou hätt missen e Marché public gemaach ginn, a wou an deem heite

Fall den zoustännege Ministère argumentéiert, datt, well et eben hei sech em Liewensmëttel handelt, déi relativ séier verfallen, eng gewëssen Urgence do war an duerfir ee sech net ëmmer kënn un d'Marché-publics-Gesetz halen. Do ass en Accord fonnt ginn tëschent der Cour des Comptes an deem zoustännege Ministère, datt natierlech dat kéint gemaach ginn, mä awer datt dee Seuil vun 100.000 Lëtzebuurger Frang misst agehale ginn, an et ass och gutt versprach gi vun deem Ministère fir an Zukunft sech dorunner ze halen.

Da kënn ee Poste vum Ministère de la Promotion féminine, wou et drëms gaangen ass, eng Publicitéitscampagne ze maache fir d'Promotioun vun Action-positiven ze maachen, dorop hinzuweisen, datt een där soll maachen a wat fir eng Méiglechkeeten datt een do huet. Och do ass e Marché de gré à gré ofgeschloss gi mat enger Lëtzebuurger Agence de publicité an der Héicht vun 1.426.000 al Lëtzebuurger Frangen, an do ass d'Motivatioun och net akzeptéiert gi vun där Cour, well d'Motivatioun war déi, datt et sech hei géing em en Objet artistique handelen an duerfir kënn een duerchweeegs hei op de Marché de gré à gré zrëckgräfen. D'Cour huet dat eiser Meinung no zu Recht awer esou gesinn, datt déi Motivatioun „artistique“, loosse mer emol esou soen, déi do ugewannt ginn ass, hei net kann ugewannt ginn. An och dee Ministère huet versprach, an Zukunft dann aneschtens ze handelen.

Da kënn een deen de Centre universitaire betrëft. Dat ass e bësse méi eng problematesch Geschicht. Do geet et em e Montant vun 23.573.000 aler Lëtzebuurger Frangen. Et geet hei em eng Konventioun, déi „avec des établissements d'enseignement supérieur dans l'intérêt de l'exécution de projets pédagogiques“ ofgeschloss ginn ass. Dat betrëft de ganzen Article budgétaire 03.033.011 vum Budget vun deem Joer. Wat virun allem do ze kritiséieren ass, dat ass datt d'Pièce-justificative gefeelt hu beim Ofschloss an datt hei awer festgestallt ginn ass, datt trotz engem Rappel, also engem Bréif, deen d'Cour geschéckt huet un de Ministère, weder eng Äntwert op de Bréif komm ass nach d'Pièce-justificativen nogeliwwert gi sinn.

Dat ass eppes wat sécherlech méi wéi critiquable ass, an do misst ee vläicht kucken, och elo wann een iwwert d'Konten vun deene Joren duerno diskutéiert, ob een net nach eng kéier dorobber kënn zrëckkommen, fir ze kucke wéi dat déi Joren duerno weidergaangen ass.

Da kënn ee Problem, deen de Stroossenbau betrëft. De Stroossenbau gëtt sécherlech an der Budgetkontrollkommissioun e gréisseren Objet vun Diskussiounen an deenen nächste Joren. Hei ass sou ee Beispill, wéi mer der wahrencheinlech nach vill wäerte kréien an deenen nächste Joren. Et geet hei em eng Association momentanée, déi 1991 gegrënt ginn ass fir de Stroossenéchangeur zu Esch ze bauen, nämlech deen Echangeur, dee vun Diddeleng op Esch geet.

Do war e Budgetsmontant virgesinn, e Kredit virgesi vun 311 Milliounen aler Lëtzebuurger Frangen, respektiv 311.149.102 aler Lëtzebuurger Frangen. Zu där Association momentanée, zu där Konventioun do sinn 10 Avenanten duerno nach ofgeschloss ginn tëschen 1991 an 2000, an de Käschtepunkt vun deem Echangeur huet sech em iwwer 200 Milliounen erhéicht, fir dann herno op en Total ze komme vu 536.130.178 aler Lëtzebuurger Frangen, wat en Dépassant ausmécht vu 60% vum Käschtepunkt, dee virgesi war. Woubäi dann nach ze soen ass, dass heivun 72 Milliounen nëmmen ex post vum Conseil de Gouvernement erlaabt gi sinn.

Dat sinn natierlech Zoustänn, déi iwwerhaupt net eiser Meinung no tolerabel sinn, a wou mer an der Kommissioun jo diskutéiert hunn, fir ze kucke lo an deemem Kader eppes ze maachen. Ech mengen, et muss ee wëssen, dat hei sinn natierlech alles Saachen, déi och nach baséieren op deem ale Kontabilitéitsgesetz, wou nach gewëssen Traditionen, Transparenztraditionen net sou bestanen hunn. Et wier, fir dat an d'Weeër ze leeden, mä ech mengen et ass awer gutt, dass am Rapport dat hei als Beispill och erausgestrach ginn ass.

Da kënn nach als Ofschloss ee Kredit vun 12.516.417 aler Lëtzebuurger Frang; dee betrëft Subventiounen déi gemaach gi sinn un 217 Lëtzebuurger Exploitanten, déi sech asetze fir d'Sauvegarde de la biodiversité dans le milieu rural. Virun allem ass do de Problem gewiescht, dass zu deem Zäitpunkt keng richtig Base légale do war. Déi Kreditter sinn ausbezuellet ginn no enger Décision ministérielle, an dann nach ex post. Do ass awer en Accord fonnt ginn tëschent der Cour an dem zoustännege Ministère. Do ass och dono légiféiert ginn, fir dass do déi néideg gesetzlech Basis an Zukunft existéiert.

An der Konklusioun, Här President, ass et esou dass d'Kommissioun gar hätt, dass an Zukunft de Respekt vun der Législatioun vun dem Marché-publics-Gesetz a vum Prinzip vun der Libre concurrence applizéiert gëtt.

Zweetens, d'Kommissioun verlaangt, dass d'Regierung eng detailléiert Motivatioun virleet an Zukunft, wann Transferts exceptionnels virum 1. November vum Exercice budgétaire gemaach ginn.

Drëttens, an dem Gesetz ass ausdrécklech virgesinn, wann en Dépassement kënn vun engem Budgetsartikel, deen e Crédiit non limitatif ass, dass dann eng detailléiert Motivatioun misst virleien, dass dat an Zukunft soll agehale ginn.

Véierte Punkt, dat ass och en alen, leidege Problem, dee mer kennen - all déi zumindest, déi an der Finanzkommissioun zënter Jore sinn, kennen deen -: dat ass de Problem vun de Comptables extraordinaires. Do ass et jo sou, do ass de Gros vun deenen, wéi mer dat och an de leschte Joren ëmmer erëm erlieft hunn, déi hu beim Stéchdatum vun 30. Abrëll vum Exercice dono, dat heescht hei vum 30. Abrëll 2001 ni hir Comptes extraordinaires ofgeschloss an hir Konten eragin. Beim Budgetexercice vun 2000 waren et der vun deenen 116 och rëm eng kéier 42.

Da kënn een zweete Punkt, deen och deen do Ministère betrëft, deen derbäikënn, dee betrëft d'Frais de route an d'Frais de séjour, wou Avancé gemaach ginn a wou eigentlech missten déi Avancen an dem Exercice selwer virun dem Ofschloss vum Exercice regulariséiert sinn, wat och net ëmmer gemaach gëtt. Mä och bei deenen do zwee Problemer - dat ass och en alen, do hate mer scho vill Diskussiounen an der Budgetscontrollkommissioun an der leschter Legislaturperiod - soll jo versicht gi mat deem zoustännege Ministère Léisungen ze fannen.

Leschte Punkt, Här President, ass d'Kritik, déi sougutt hei d'Kommissioun am Rapport iwwerholl huet, an dat ass déi, déi de Conseil d'État wéi gesot schonn 1996 gemaach huet, dat ass dass eigentlech, wann een e Budgetexercice huet, wéi zum Beispill deen heiten, wou et enorm Plus-valuen ginn ass - also dat misst spille bei Moins-valuen, mä an deem heite Fall sinn et Plus-valuen an engem Exercice -, dass dann eng Analyse économique misst bäigeluecht gi bei de Konten, wouhier dass déi Plus-valué kommen, respektiv duerch wat déi entstane sinn.

Ech fannen, dat ass eng ganz wichteg Saach, well et ass esou dass effektiv ee jo nëmmen da kann novollzéien, ob de Budget vu virera vun der Regierung a senger Wierklechkeet, also d'Recetten opgestallt gi si wéi se opgestallt gi sinn, oder ob et effektiv duerch äusser, net prévisibel Emstänn ekonomescher Aart de Fall war, firwat dass déi Excédent-budgétaires opgetratt sinn. Well wann een natierlech deen heite Fall kuckt, 28 Milliarde Plus-valuen an deem Joer, dat ass natierlech e gewaltege Chiffer. Do zumindest ass d'Kommissioun der Meinung, dass dat, wat de Conseil d'État 1996 verlaangt huet, nämlech eng Analyse économique iwwert d'Ursaache vun deene Plus-valuen, dass déi hei bei de Konten hätt misse bäigeluecht ginn.

Dat gesot, Här President, recommandéiert d'Kommissioun an hirer Majoritéit lech, dat Gesetz hei unzuhuelen. Am Numm vu menger Fraktioun wäert ech duerno eréischt schwätzen, wann ech un den Tour kommen.

Ech soen lech Merci.

Mme le Président. - Den éischten agedroene Riedner ass den Här Hauptert. Ech ginn dem Här Hauptert d'Wuert.

Discussion générale

M. Norbert Hauptert (CSV). - Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, den Här Bausch huet a sengem excellente Rapport, deem méndleche souwuel wéi deem schréfftlechen, all déi Doléancé virgedroen, déi d'Cour des Comptes un der Exekutioun vun dem Budget hei gemaach huet.

Et muss ee wëssen, dass déi Konten, wéi se hei virleien, oder villméi dee Projet hei aus zwee groussen Deeler besteet. Engersäits hu mer d'Exekutioun vum Budget vun der Regierung an op där anerer Säit awer, ech ging soen dee wichtege Deel, d'Remarquen, déi d'Cour des Comptes oder déi fréier Chambre des Comptes zu der Exekutioun gemaach huet. Wat déi ganz Exekutioun ubelaangt an all déi Remarquieren oder souguer Kritiken, déi d'Cour des Comptes un der Exekutioun gemaach huet, betreffen awer méi d'Ausféierung a sech wéi d'Betrag, déi bei der Exekutioun net sollen agehal gi sinn.

Dofir vläicht meng kuerz Remarquieren zu deemem Projet. Mol éischten eng kleng Äntwert op dat, wat den Här Bausch hei virgeworf huet, wat déi ekonomesch Justificatioun vun deene Plus-valuen ubelaangt. Wann ee kuckt, wou déi Plus-valué besonnesch hierkommen, da gesäit een, dass dat haaptsächlech op dem Plang vun de Steiere geschitt ass.

Et ass eng Plus-value do, déi mech zwar och iwwerrascht, dat ass déi déi op den Zënse gemeet gouf op de Fongen, déi am Gépôt vun der Trésorerie de l'État stinn. Datt mer do eng Plus-value vun 1,1 Milliard haten iwwerrascht mech, wou ech awer géing mengen, dass een Zënse, déi een an engem Joer kéint kréien, vläicht méi genau kéint ausrechnen.

Mä bei all deenen aneren handelt et sech jo em steierlech Einnahmen, a wann ee bedenkt, dass mer an deene leschte Jore vum leschte Jorhonnert ëmmer eng Croissance économique haten, déi relativ héich louch, da konnt ee sech menger Meinung no net virstellen, dass een op eemol am Joer 2000 nach eng Croissance vun 9% géing kréien. Déi ganz steierlech Plus-valuen, déi mer hei réaliséiert hunn, sinn a Wierklechkeet op eng ekonomesch Croissance zrëckzuführen, déi ee menger Meinung no an deem Ausmooss, dee Moment wou de Budget opgestallt gouf, net konnt virusgesinn. Mä ech iwwerloossen et do dem Budgetminister vläicht, fir Är Fro méi am Detail ze beäntweren.

Dat wat ech awer besonnesch wëll hei ervirhiewen, dat ass dass trotz deene grouse Plus-valuen op där anerer Säit, op der Dépensesäit, de Budget awer mat enger relativ staarker Rigueur ausgefouert ginn ass. Mir hunn nëmmen am Fong geholl 5,1 Milliarde Méiausgaben am ordinäre Budget, a vun deene 5,1 Milliarden ass nach iwwert d'Halschecht op Gesetzer zrëckzuführen, déi mer am Laf vun deem Joer gestëmmt hunn, also Dépenses, déi bei der Opstellung vum Budget net konnte berücksichtegt ginn. Ech denken do besonnesch un den Accord salarial an dem öffentleche Secteur. Alleguer déi aner Dépassementer si relativ minim, mat Ausnahm vun engem, dat sinn d'Ausgabe fir den Accueil vun de Réfugiéen, wou d'Exekutioun vum Budget 550 Milliounen méi ausweist wéi am Budget virgesi waren, mä dat war och eng Dépense, déi een net an deem Mooss menger Meinung no konnt virusgesinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Am grouse Ganze géing ech awer mengen, dass mer mat der Ausféierung vun deem Budget, mat deene Remarquieren, déi d'Cour des Comptes gemaach huet, kënnen zefridde sinn. Ech géif och hei den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet ginn. Merci.

M. le Président. - Merci, Här Hauptert. Deen nächste Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den Här Grethen, deen net hei ass, an hie gëtt remplacéiert duerch d'Madame Brasseur.

Dofir huet d'Madame Brasseur elo d'Wuert. Den Här Fayot kënn direkt duerno.

Mme Anne Brasseur (DP). - Merci, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, den Exercice hei am Plenum ze maachen, fir d'Konten ze diskutéieren, déi e puer Joer zrëckleien, ass e fastidieusen Exercice, an ech mengen den Här Bausch huet als Rapporteur dat ganz gutt gemaach, andeem en am Numm vun der Kommissioun déi Hauptpositionen erausgegraff huet.

Wann een d'Chance hat, kënnen eng Aufgab an der Regierung ze iwwerhuelen, dann ass ee konfrontéiert mat där schwieriger Tâche dofir ze suergen, dass de Budget, esou wéi en hei votéiert gouf, och exekutéiert gëtt. A fir dat kënnen ze maachen, ass et awer relativ schwierig, well engersäits, wann de Budget opgestallt ass, an ech mengen, dat kréie mer jo awer am Laf vun de Budgetdiskussiounen, wann de Budget opgestallt gëtt, dat ass esou eng laang Zäit virdrun, dass een net schonn elo am Mäerz ka wëssen, wat ee bis Enn des Jores drop am Dezember onbedéngt verbraucht, esou dass et schonn noutgedrongen zu Verschiebung kënn. Dofir ginn et jo d'Prozeduren, mä déi Prozeduren mussen dann och agehale ginn, an do mierkt ee ganz oft, dass déi awer schwierig sinn an dass et dann heiansdo un där néideger Rigueur happert.

Ech si ganz frou, dass mer elo lues a lues duerch déi Instrumenter, déi mer ons als Parlament ginn hunn duerch nei Gesetzgebungen, ëmmer méi no kommen, fir déi Exécution budgétaire méi genee ze suiweieren, an dass et dofir da manner zu Dérapagé kënn. Et ass zwar heiansdo schwierig d'Prozeduren unzuzewenden, well dat da mat der Realitéit net iwwereneeklappt. Mä dofir gëtt et jo dann och nach de passer-outré, deen e Minister ka maachen, andeem e muss einfach d'Responsabilitéit iwwerhuelen. Well mir kënnen net an d'Situatioun kommen, dass een, deen eppes geliwwert huet un de Stat, net bezuellet gëtt, well iergendwou e Prozedurfeeler ënnerlaf ass an der Administratioun, well do ass deen, deen d'Suen zegutt huet, jo bestëmmt net responsabel. Also muss de Minister da seng politesch Responsabilitéit huelen.

Duerch déi ganz Prozeduren, déi mer elo hu mam Contrôle financier, deen och gemaach gëtt an deene verschiddene Ministären, hu mer et awer fäerdgbruecht vill méi Rigueur do eranzebréngen, an dat ass gudd, net nëmme fir de Législateur, et ass haaptsächlech gudd fir de Steierzueler, mä ech mengen et ass och gudd fir d'Membere vun der Regierung, well se domat kënnen an hire Ministären dofir suergen, dass mat méi Rigueur all Prozedur ugewannt gëtt.

Meng Fraktioun, Här President, ass op jidde Fall ganz gäre bereet, ass weider ze hëllefen an der Finanzkommissioun an an der Budgetkontrollkommissioun, fir ze kucke wéi mer nach weider kënnen dat verfeinere, ouni awer d'Effikasitéit a Fro ze stellen, well net dass d'Prozeduren esou laang ginn, dass et en fin de compte net méi fonctionnéiert.

Wat elo déi prezis Chiffere vun 2000 ubelaangt, do ass den Här Bausch am Detail drop agaangen. Do si verschidde Positiounen, dat soen ech och ganz kloer, an ech si selwer responsabel gewiescht fir eng vun deenen, dat ass kritikabel an et ass nëmme ze wënschen, dass et an Zukunft där do Fall manner gëtt. Ech wënschen op jidde Fall mengem Successeur an deem Amt, dass en net méi sech muss justifiéiere virun der Cour des Comptes, well ech muss soen, dat ass en Exercice deen net ganz flott ass an et ass een heiansdo à court d'arguments, mä dofir huet en dann d'politisch Responsabilitéit an déi muss een iwwerhuelen.

Ech wëll dann am Numm vu menger Fraktioun, Här President, den Accord bréngen zu dese Konten a soen, dass wann ech den Här Grethen op deser Tribün remplacéiert hunn, en huet mer Mandat dofir ginn, mä ech weess, wann hien déi Ried gehalen hätt, da wier dat bestëmmt am Toun anescht gewiescht, an och am Contenu, mä dat Wichtigst ass jo den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Brasseur, fir Är Ausféierungen. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech hunn eigentlech deem wat de Rapporteur, den Här Bausch, hei virgedroen huet iwwert d'Konten, d'Arbecht och vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire näischt bäizefügen. Hien huet dat ganz prezis an akribesch gemaach. Ech wëll hei wierklech och insistéieren op d'Wichtigkeet vun där Kommissioun.

Ech mengen de Fait, dass déi Kommissioun besteet, och am Kader vun deenen neie Prozeduren, déi mer ons ginn hunn, soll lues a lues awer zu méi Rigueur an der Exekutioun vum Budget féieren an och der Chamber d'Méiglechkeet ginn déi Rigueur ze iwwerwaachen. Et ass e wichtige Punkt an der Entwécklung vun der parlamentaresche Geflogenheeten hei zu Lëtzebuerg, dass mer des Kommissioun hunn. Ech hoffen och, dass mer déi Zesummenaarbecht, déi mer als Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire mat der Cour des Comptes hunn, weider esou hunn, wéi mer se an de leschte fënnf Joren haten, well d'Cour des Comptes ass fir ons e wichtegt Hëllefsmittel. Hir Avisen, hir Rapporte si vun enger héijer Qualitéit an hëllefen der Chamber ganz bestëmmt ganz vill bei hirer Aarbecht. Ech wëll dat hei mat aller Däitlechkeet gesot hunn, well et am Intérêt vun der Parlamentsaarbecht u sech ass, dass déi Cour des Comptes mat ons zesummeschafft.

Eng zweet Remarque, déi ech wëll maachen, ass, dass mer et hei mat de Konte vun 2000 ze dinn hunn. Mir hunn déi Konten den 12. Abrëll 2002 a Form vun engem Projet de

loi krut. Mir hunn de Rapport den 3. Mee 2004 ugeholl. Ech wëll hei kengem d'Schold zouschiebe fir dee laange Retard. Et kënnt ee bal mengen, si wär systemimmanent, well iwwerall hu mer hei oder do e puer Méint verluer. Mir hu ganz vill Méint verluer doduerch, dass mer op dem Conseil d'État säin Avis gewaart hunn, mä ech mengen awer trotzdeem, am Intérêt vun der politischer Aarbecht vum Parlament, am Intérêt och vun dem politeschen Interesse vun där Aarbecht wier et gudd, wann déi Aarbecht op de Konten esou no wéi méiglech bei dem Virlees vum deene Konte wär, an ech mengen dat ass eppes wat mer an der Zukunft och nach musse verbesseren.

En drëtten Punkt, deen ech wollt maachen, mir hunn et, wéi scho gesot ginn ass, hei mat Konten ze dinn, déi wäit iwwert d'Zuele ginn, déi am Budget waren. Ech wollt dem Här Budgetminister soen, no sengen Ausféierungen elo just, dass fir mech e gudd Budget een ass, deen esou wäit wéi méiglech och herno bei de Konten ass. Dat heescht, ech fannen et net extra als gudd Budgetpolitik, wann d'Konten wäit ewech si vun deem wat am Budget war. An dofir ware mer jo och als Chamber mat der Regierung d'accord, fir ons Datumen ze änneren, dat heescht fir vill méi no bei d'Joer ze komme fir dat wou de Budget soll gellen, fir eben déi Präzisioun och an de Prévisiounen vun den Ausgaben a besonnesch vun den Einnahmen ze kréien, fir dann eben och déi Rigueur eranzekréien, dat heescht de Budget an d'Konten esou no wéi méiglech beieneen. Dat war natierlech am Joer 2000 net de Fall. Do kann ee vill driwwer diskutéieren.

Et ass ganz schwéier. Et ass hei gesot ginn: Well mer keng Analyse économique hunn, wéi dat konnt entsto. Déi Diskrepanz tëschent dem Budget an dem Kont, mä dat ass awer eppes wat u sech, menger Ansicht no, net vun enger grousser Budgetrigueur sprécht.

E véierten a leschte Punkt. Ech si selbstverständlech mat deenen Ausféierungen, déi am Rapport vun der Kommissioun stinn, a mat deene Remarquen, déi d'Kommissioun gemaach huet, d'accord. Mir hunn déi selwer matgedroen an där Budgetkontrollkommissioun. Mir wäerten ons bei deemem Vote iwwert de Projet, wat d'Konten ugeet, enthalen. Engersäits si mer net dergéint, well mer mengen, dass déi technesch Opstellung vun deene Konte kee Problem duerstellt. Mir erkennen déi technesch Aarbecht, déi do gemaach ginn ass, un. Selbstverständlech hu mer dee Budget net gestëmmt, kënnen also och déi Konten net stëmmen. Dat ass d'Explikatioun vun onser Absentioun.

Mä, dat gesot, si mer selbstverständlech mat deene Remarquen, déi am Rapport vun der Kommissioun stinn, absolut d'accord, 100%eg d'accord. Mir hu se matgedroen, mä beim Projet de loi iwwert d'Exekutioun vun de Konten - et ass jo dat wou mer driwwer ofstëmmen - wäerte mer ons enthalen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Fayot. Als leschte Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, am Numm vu menger Fraktioun wëll ech dorunner uknëppe wat den Här Fayot elo grad gesot huet, déi berühmte semantesch Fro do, ob een, wann een de Budget vun engem Joer net gestëmmt huet, dann herno och d'Exekutioun, also d'Konten, net ka stëmmen.

Ech muss dem Här Fayot soen, dass ech do anerer Meenung si wéi hien. Meng Fraktioun ass duerchaus der Meenung, dat wat mer haut diskutéieren an of-

stëmmen net e Jugement iwwert d'Opportunitéit vun deene Saachen ass déi mer decidéiert hunn iwwert dee Budget, mä dat ass reng fir driwwer ze jugéieren, ob dee Budget, esou wéi e gestëmmt ginn ass an deser Chamber, och exekutéiert ginn ass.

Dat heescht, wa mir als Gréng zu deem Gesetzesprojet haut géinge mat Jo stëmmen, da géinge mir net après coup dat zréckhuele wat mer gesot hu bei de Budgetsdebatten am Dezember 1999, wou mer géint de Budget vun 2000 gestëmmt hunn, da wiere mir nach ëmmer géint déi Décisioun gewiescht, déi 1999 geholl gi si fir d'Joer 2000, mä da géinge mer just wëlle feststellen, dat dat, wat deemools déi Chamber decidéiert huet, richtig, esou wéi d'Chamber dat hei decidéiert huet, exekutéiert ginn ass.

Et ass awer esou, dass mir eis enthalte wäerten. Mir hätten hei duerchaus kënnen dofir stëmmen, mä mir wäerten eis enthalen, a ganz précisément wéinst deem Punkt, wou am Rapport och drop higewise gëtt, wou verlaangt gëtt, dat eigentlech hei bei dese Konten hätt missen eng Analyse économique bäigeluecht ginn iwwert d'Ursaache vun deenen héije Plusvaluen.

Elo seet den Här Hauptert, et wier ganz schwéier fir déi opzestellen. Ech sinn der Meenung, dat, wann ee mol zréckbléckend kuckt ëm wat et sech do 1999-2000 gehandelt huet, wat fir eng Period dat war - an ech ka mech och erënneren am Kader vun de Budgetsdebatten fir d'Joer 2000 an och souguer fir d'Joer 2001, do hu mer vill do ronderëm diskutéiert -, da soen ech lech, dann hätt ee kënnen, wann een eng Analyse économique gemaach hätt, duerchaus erausfannen, wou déi Plusvaluen do hierkommen.

Mir wësse jo alleguerten, wann ech nënnen dat als Beispill wëll eraushuelen, wat e groussen Deel ausmécht bei eise Recetten, dat bei den direkte Steieren de Gros vun de Recetté kommen duerch Steieren déi erakommen, déi ofhängeg sinn direkt an indirekt vum Finanzsecteur, zum Beispill. Bon, wann een elo kuckt wat 1999 lass war, wéi et op de Boursé geboomt huet, an ee gesinn huet, wat fir eng Resultat 1999 scho resultéiert hunn duerch d'Boome vun de Jore vun 1999, dann ass et relativ kloer, dann hätt een duerchaus kënnen Chifferen, eiser Meenung no, virgesinn am Budget fir 2000, déi e bैसे méi realistesch waren, wéi déi, déi bei de Recetté schlussendlech drastoungen; dat ass dat éischt.

Dat zweet ass, wéi gesot, ech fannen, wann een d'Recetten ëm 28 Milliarden, ech betounen, Milliarden aler Lëtzebuenger Frangen, ënnerschätzt, also iwwer 18% sinn d'Recetten ënnerschat ginn, dann ass dat net näischt, et geet hei net ëm kleng Prozentsätz. Wann dat dann de Fall ass, dann hätt mir op alle Fall gären, dat dat agehale gëtt, wat 1996 de Conseil d'État, och zu Recht menger Meenung no gesot huet, dat eng ganz prezis Analyse économique vun der Regierung maache gelooss gëtt, déi eis dann après coup, well do ass et jo duerchaus méiglech, beleet wouhier genau déi héich Feelaschätzung do bei de Recetten hierkonn ass.

M. le Président. - Här Bausch, erlaabt Der eng Fro vum Här Hauptert?

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Jo.

M. Norbert Hauptert (CSV). - Här Bausch, ech hat net gesot, déi Analys wier schwéier ze maachen. Ech hat just gesot, et wier am Virfeld schwéier gewiescht d'Aus-

mooss vun der Entwécklung richtig anzuschätzen. D'Analys ass ganz einfach. Ech mengen, wann ee kuckt wou déi Plusvaluen hierkommen, dat si jo lauter Steiere déi sech aus der onerwaarter Entwécklung vun der Wirtschaft erginn hunn. Ech hu gesot, dat et am Virfeld schwéier war, fir déi Recetten esou anzuschätzen, fir dat se méi no bei der Realitéit hätte kënnen leien.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Jo, mä ech wëll awer soen, dat et och wichtig ass dat mer déi Anayls dann hei bei de Konte bäigeluecht kréien, well déi Exercien hei maache mer jo net nëmme fir d'Vergaangenheitsbewältigung, mä och fir eventuell an der Zukunft Feeler, déi gemaach gi si bei der Opstellung vu verschiddene Budgeten, respektiv bei Aschätzung vu Recetten, net nach eng kéier ze maachen. A virun allem am Joer 2000, also während dem Laf vun dem Exercice 2000, sinn eng ganz Rei Décisiounen geholl gi vun der vergaangener Regierung, wou mir zum Beispill der Meenung waren, dass déi op engem gewëssenen Hannergrond geholl gi sinn an déi net onbedéngt esou waren, wéi mir se fir richtig fonnt hunn. Mä ech wëll awer net haut op déi Detailler agoen, well do kréie mer am Dezember bei de Budgetsdebatten genuch Zäit fir dat ze maachen. Mä ech mengen, wann een déi Analys bei de Konten an après coup huet, da kann een och bei zukünftege Budgetdiskussiounen zumindest anescht bei der Aschätzung vu Recetten diskutéieren, wann et drëm geet, fir en neie Budget opzestellen.

Duerfir, wéi gesot, mir hätte gäre gehat, dat deem hei Rechnung gedroe gi wier an dat déi Analys bäigeluecht gi wier, virun allem bei deem Joer 2000; an dat ass och de Grond, firwat dat mer eis hei bei deem Projet de loi wäerten enthalen. Fir de Rescht, wéi gesot, wann dat geschitt wier, dann hätt mir fir dese Projet de loi gestëmmt.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Bausch. Dee leschte Riedner ass den Här Robert Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President, an ech wëll direkt enchainéieren, well et grad esou gudd passt.

Dat géng jo dann zur Iwwerleeung féieren, well mer am Joer 2000 esou héich Plusvaluen haten, dat mer eigentlech missten de Steuerbarème ëm e gudd Krack erfsetzen, woubai mer eis awer alleguerten eens sinn, dat dat eng irrealistesch Aschätzung wier.

Ech wollt awer mat enger allgemenger Iwwerleeung ufänken, Här President. Den Exercice budgétaire fänkt eviderent weis mat der Opstellung vum Budget un an en hält op mat de Konten; an dat ass och eng Obligatioun, déi souguer an der Verfassung verankert ass. Am Artikel 104 vun der Constitution steet textuell: «Chaque année la Chambre arrête la loi de comptes et vote le budget.»

Do gëtt kee Joer genannt, mä d'Formuléierung, wann een dat esou liest, léisst awer keen Zweifel dru wat gemengt ass a wat d'Absicht vun de Pappen a Mammen - wann der dann derbäi waren - vun der Constitution war, nämlech am Laf vun de Joren, huele mer als Beispill d'Joer 2004, d'Konten - well déi ginn als éischt genannt - vum Joer virun, an deem Fall 2003, ze stëmmen an duerno de Budget vum Joer wat kënnt, a mengem Beispill d'Joer 2005, ze stëmmen.

D'Loi des comptes ass eiser Meenung no mat Absicht vum Budget genannt a wann een dat esou interpretéiert, da si mer ganz kloer an Infraktioun mat eiser Constitution a mir musse kucken, dat mer dat

iergendwann awer eng kéier geännert kréien.

Och den Artikel 5 vum Gesetz iwwert d'Organisation vun der Cour des Comptes seet ganz däitlech: «En conformité avec le calendrier de la loi sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, la Cour des Comptes établit chaque année un rapport général sur le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'État de l'exercice précédent.»

Ech mengen do weist sech och schon de Wëllen, dat d'Chamber esou séier wéi méiglech soll iwwert déi Konte verfüegen, och iwwert d'Commentairen an d'Objectiounen vun der Cour des Comptes, fir deem kënnen bei der Planung vun dem neie Budget Rechnung ze droen. Dat ass hei, soulaang wéi ech deem sou genannten héijen Haus ugehéieren, nach ni de Fall gewiescht.

Et gëtt och an deemselwechte Gesetz am Artikel 1 gesot - an dat ass eppes wou ech méi am Detail wollt drop agoen: «La Cour des Comptes examine la légalité et la régularité des recettes et des dépenses ainsi que la bonne gestion financière des deniers publics.»

Ech mengen, dat wier eigentlech dat wou mer missten dee gréissten Accent drop leeën, «la bonne gestion financière». Do ass ganz vill Interpretatiounsspillraum dran. Schonn - an dat wësse mer -, wa mer duerch de Rapport vun der Cour des Comptes bliedieren, bei der Legalitéit a Régularitéit fanne mer eng ganz Partie Problemer, déi regelméisseg optauchen a wou een och bis elo net konnt feststellen, dat et sollt vill besser gi sinn. Vläicht gëtt dat an deenen nächste Jore besser, wann d'Aktivitéit vun där neier Cour des Comptes sech - wat mer alleguerten hoffen - bemerkbar mécht.

An ech wollt - den Här Bausch huet dat schon am Virfeld gemaach gehat - trotzdeem e puer Beispiller aus dem Rapport vun der Cour des Comptes erausgräifen, déi sech haaptsächlech op zwee Gebidder konzentréieren. Dat eent ass dat vun de Marchés publics, wou ëmmer an ëmmer erëm beklot gëtt - an et kann ee sech deem nëmme uschleissen, och wa mer permanent Erklärungen kréien, woufir dat dat esou wier -, dat esou vill Marchés de gré à gré ofgeschloss ginn. Ech huelen déi lescht fënnf Joer: 1996 waren et 56, ech ronnen of, 56%, 1997 waren et der 63, du waren et der erëm 56 an 2000 sinn et der 59. Et kann ee soen, dat huet kee Wäert fir dat vill ze kommentéieren, et ass scho véier Joer hier, mä et gesait een awer, dat an der Tendenz, wéinstens bis dohinner, keng Verbesserung dran ass.

An da virun allem déi lamentabel Geschicht vun de Marchés de gré à gré autorisés ex post, an dat ass nach eppes, wat een nu wierklech net kann akzeptéieren. De Minimum ass awer, dat déi Leit, déi dat wëlle maachen a mengen dat wier néideg, fir sech do iwwert d'Règles générales vun der Administration publique ewechzesetzen; et wier néideg, dat se dann awer an de Conseil de Gouvernement ginn a sech am Virfeld d'Autorisatioun froen, an net, wann alles gelaf ass, dann e Marché de gré à gré ex post autorisiéiere loosson.

Ech wëll, Här President, well et mer uewe läit, soen: Mir kënnen hei iwwer Chifferen diskutéieren, kommentéieren an d'Ursaache sichen esou laang wéi mer wëllen, et fällt eis ganz bestëmmt och vill dozou an. mir wëssen alleguer, dat mer net vill kënnen dorunner änneren. Wat eis um Häerz läit, dat ass, dat d'Gestioun vun den Deniers publics esou gudd wéi méiglech gemaach gëtt. Ech wëll en e puer Fall awer nach eng kéier hei däitlech maachen - ech hunn et jo gemaach -, dat d'Regierung et och un der néideger Konsequenz feele léisst wann et drëm geet fir d'Konsequenzen oder d'Konklusiounen aus esou Dérapagen ze zéien.

Dat Eent ass e Fall, deen iwwert d'Televisioun gaangen ass, dee bal all Mënsch am Lëtzebuurger Land konnt kucken, wou am Centre Neumünster Bürosdëscher ausgeschriwwen gi sinn, esou am Detail, an dat ass och op der Televisioun gewise ginn, datt jiddfere gesinn huet, datt do ee ganz bestëmmte Produit a soss guer näischt anescht viséiert war. Op Interventioun vun der Televisioun, déi dat natierlech gefilmt huet a mat de Leit wollt schwätzen, ass dann do séier dee Marché annulléiert ginn.

Ech hu mer erlaabt eng Question parlementaire ze stellen, well ech gesot hunn: Dat ka jo net sinn, datt do einfach stillschweigend driwwer ewechgaange gëtt. Här Minister, ech géing lech wierklech un d'Häerz leeën, d'Antwort op déi Question parlementaire ze liesen. Dat ass esou bëssen dat, wat mer gëschter hei diskutéiert hunn, wou wierklech de Geck mat den Deputéierten gemaach gëtt. Hei ass manifeste, datt probéiert ginn ass e bestëmmte Produit ze huelen. Et muss dee sinn, egal wéi. Ob e besser ass oder manner gutt wéi en aneren, dat kann ech net beuerteelen. Mä hei ass Favoritissim am Spill gewiescht, et ass eng Ongezetlechkeet am Spill gewiescht, well do stoung ganz genau, do an do mussen esou vill Lächer sinn an d'Plaque, wou et ënnen opsteet, déi där keng sechs Millimeter déck sinn, mä muss siwe Millimeter déck sinn an esou weider.

Fait ass, datt den deemolege Minister vun den Travaux publics sech viru seng Verwaltung gestallt huet, an datt näischt geschitt ass. Dat, mengen ech, kënne mer net zouloossen!

En anere Fall ass e ganz gravé Fall ënnert der Tutelle vum Ministère de l'Agriculture, wou den Office du Remembrement zweemol eng Adjudication publique annulléiert huet, duerno awer refuséiert huet - wat d'Gesetz virschreift -, deenen, déi do ofgewise gi sinn, déi matgemaach haten an där Adjudication publique ze justifiéieren, wuerfir datt déi Adjudication publique annulléiert ginn ass. Et war nämlech gesot, d'Präisser wieren exzessiv gewiescht par rapport zu hirem Devis.

Déi Geschicht ass op d'Verwaltungsgericht komm: éischt Instanz, zweet Instanz. Dunn huet de Ministère eng nei Décisioun geholl. Du geet et erëm eng Kéier op d'Verwaltungsgericht, éischt Instanz, zweet Instanz. Véiermol huet de Lëtzebuurger Stat verluer. De ganze Prozess huet de Lëtzebuurger Stat Geld kascht a wann deen Entrepreneur, deen do zu Onrecht ofgewise ginn ass, Schuedenersatz freet, da kascht dat nach eng Kéier. Dee Fonctionnaire, deen där roueg virufieren. De Minister stellt sech virun hien. Dat si Saachen, wou öffentlech Gelder verschleiert ginn, wou mir och als Parlament, wat d'Kontroll huet, net méi dierften nokucken!

Eng aner Affär ass déi vun der Place de l'Europe, wou et och ëm e grouse Marché geet, wou Konditiounen an d'öffentlech Ausschreibung geschriwwen gi waren, wou déi meescht Lëtzebuurger Entrepreneuren net grouss genuch ware fir iwwerhaupt därfer matzemaachen, wat awer manifestement net justifiéiert war. Och do hunn ech op eng Question parlementaire eng Antwort kritt, déi manifestement falsch ass, erëm eng Kéier fir déi

Leit, déi dat gemaach hunn, ze schützen.

Här President, dat si Saachen, déi mussen engem ze denke ginn an déi schéngen eis méi wichteg ze sinn - de gudden bewosst sorgfältigen Émgank mat den öffentleche Gelder - wéi heiansdo ze kucken: Wéivill huet d'Regierung dann elo d'Recetten iwwerschat oder ënnerschat. Dat ass en Exercice, dee ganz sécher net einfach ze maachen ass.

Ee Wuert zu deem, wat den Här Bausch och nach hei ugesprach hat, wat d'Comptables extraordinaires ubelaangt. Dat ass och eppes, wat een eigentlech net versteet. Trotz allen Erklärungen, déi mer kréien, alle Versécherungen, datt et awer iergendwéi an Zukunft géing besser goen, do si Fongen, an zwar 1.555 Kreditter, déi deene Leit uvertraut sinn, mat engem Montant vu 6,340 Milliarden am Ganzen, déi iwwer Comptables extraordinaires gelaf sinn, an da gesi mer, datt 42 Comptables, mat enger Zuel vun 288 Kreditter, insgesamt 273 Milliounen net ofgerechent hunn. A mir liesen duerno, datt nach Konten zënter 1990 net ofgeschloss sinn; dat läit dann zéng Joer zréck. Et sinn 188 Konte mat engem Betrag vun 390 Milliounen, déi ëmmer nach net ofgeschloss sinn. Dat ass eppes, dat versteet een net.

Ech mengen, wa Leit, déi am Déngscht vum Stat sinn, öffentlech Gelder uvertraut kréien, da kann een düment vun hinnen erwaarden, datt se an engem raisonnablen Délaï hir Ofrechnung presentéieren. Dat ass eppes, domadder kann een einfach net d'accord sinn a mir si jiddefalls der Meenung, datt do iergendwelch Sanktiounen mussen ergraff ginn, fir déi Leit, déi sech wierklech hirer Aufgab do entzéien, zur Raison ze bréngen. Souwäit wat d'Legalitéit an d'Regularitéit ubelaangt.

Ech kommen op d'bonne gestion financière nach eng Kéier, op déi Notioun. Mir mengen, dat misst eng Gestion en bon père de famille si vun den öffentleche Gelder. Wat heescht dat? Wéi gesot, respektvoll mat de Steiergelder émgoen. Virun allem keng onnütz Ausgaben an Investissementen. Wann investéiert gëtt, de But vun der Investitioun mat deem geréinstméigleche Käschtpunkt errechen. Beim Investissement selwer dofirsuergen, datt bei deem gewënschten Objet oder Service dee gënschtgste Präis den Zouschlag kritt. An do si mer derbäi. Wéi mer d'Chambre des Comptes deemools reforméiert hunn, hu mer ëmmer gesot kritt - bei esou Visiten am Ausland an et ass och eng europäesch Notioun, déi dräi Eën: Effikasitéit, Ekonomissitéit an Effizienz. Ech mengen, wa mer et géinge fäerdeg bréngen e bëssen dat Denken an der Ofwécklung vum Budget beim Stat duerchsetzen, da wiere mer vill méi wäit.

- Effikasitéit: Ech mengen et muss an Zukunft och der Cour des Comptes erlaabt sinn, fir hir Kontroll doriwwer auszuféieren, ob oder wéi wäit bei enger Moosnam dat viséiert Zil erreecht ginn ass.

- Ekonomissitéit: Ob an engem Projet oder enger Moosnam déi ekonomesch sënnvollst Solutioun oder Variant gesicht ginn ass.

- An Effizienz: Ob de Stat, fir e Problem ze léisen, déi Solutioun gesicht huet, wou de Rapport Käschten, engersäits, a Resultat, an-

ersäits, dee beschtméiglechen ass.

Mir si jiddefalls der Meenung, datt een den Aktiounsradius vun der Cour des Comptes, wéi gesot, déi an hirem Artikel 1 stoen huet, datt se d'bonne gestion financière de l'État ze kontrolléieren huet, datt een den Aktiounsradius vun der Cour des Comptes misst ausweiden, wann dann do bei der Interpretatioun vun der Terminologie sollt e Problem bestoen. An do soll een och keng falsch politesch Angscht opbréngen. Ech mengen, et wier och am Intérêt vum Législateur emol eng Kéier vun der Cour des Comptes gesot ze kréien: Hei, Dir hutt do e Gesetz gestëmmt; Dir waart vläicht gudder Intentioun, mä d'Resultat, wat Der erreecht hutt, ass laang net dat, wat Dir lech vläicht ausgerechent hat.

Ech mengen, da soll een dat zur Kenntnis huelen. Dat ass jo awer positiv an et soll een net elo fäerten: Oh, elo kréie mer iergendwann e Fanger gemaach, wann dat da vläicht net esou just ausgeet wéi mer eis et geduecht haten. Et ass un der Politik fir ze definéieren, wat zum Beispill un infrastrukturelle Plang realiséiert soll ginn. Dobäi mussen d'Besoine respektiv d'Programmer vum Législateur kloer definéiert ginn. Mir mussen der Cour des Comptes awer d'Méiglechkeet gi legal a materiell, fir ze kontrolléieren, ob déi vun der Chambre décidéiert Moosnamen zu deem gënschtgste Käschtpunkt realiséiert gi sinn.

Mir sinn als ADR jiddefalls der Meenung, datt esou eng Approche och als Kontroll scho während der Realisatioun eis kennt hëllefen, fir als Stat vill Geld ze spueren. Ofschreckend Beispiller gëtt et genuch, wéi mer dat just a leschter Zäit leider Gottes an der Comexbu, der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, ëmmer erëm erlieft hunn.

Eng Méiglechkeet, fir datt dës Zort vun Dérapagë wäitgehendst kënnten évitéiert ginn, wier d'Stäerkerung vun der Cour des Comptes an deem Sënn. Natierlech bezitt dat sech net nëmmen op Investissementen, mä och op all aner Zorte vun Dépensen, bis an de Fonctionnement vum Statsapparat eran. Dat ass jiddefalls méi sënnvoll, si mir der Meenung, wéi fir hei ex post Zuele vun engem Exercice budgétaire zur Kenntnis ze huelen oder am beschte Fall ze kommentéieren.

Här President, ech hale meng Zäit an an ech halen elo op. Ech wëll lech just soen, datt mir dee Budget do net gestëmmt haten, datt mer mat de Konklusione vum Rapport awer kënnen d'accord sinn, wéi anerer hei och, an datt mir eis aus deem Grond beim Vote wäerten enthalen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskusioun ass domadder ofgeschloss. D'Wuert huet elo nach d'Regierung, den Här Budgetminister Luc Frieden.

■ **M. Luc Frieden, Ministère du Trésor et du Budget.** - Här President, zwou, dräi Remarquë ganz kuerz, déi éischt fir ze soen, datt, wat déi éischt Remarquë vum Här Mehlen ubelaangt iwwert den Délaï an d'Verfassung, géing ech just drop hiweisen, datt dësse Kont déposéiert ginn ass ënnert deem ale Kontabilitéitsgesetz, also virun

1999, an deemools gouf et keen Délaï fir deen Dépôt vun Kontegesetz. Ech wëll drop hiweisen, datt mer an deem neie Kontabilitéitsgesetz vum Joer 1999 déi Délaie vum Dépôt vun de Konte ganz no, no der Clôture vun de Konte gemaach hunn.

Ech weisen drop hin, datt de Kont vum Joer 2002 am Juni 2003 déposéiert ginn ass an datt de Kont vum Joer 2003 am Juni 2004 gemaach ginn ass. Et läit also an den Hänn vun Ärem Parlament fir dee Kont ze stëmmen, souguer an éischer Lecture. Also dee vun 2002 an 2003 kennt Dir stëmmen och virun dem Budget vum nächste Joer. Dir hutt all d'Elementer op Ärem Dësch, Dir kënnt en diskutéieren. Ech wëll also hei drop insistéieren, datt d'Regierung do hiren Aufgaben no-komm ass.

Zweetens, déi Remarquë vum Här Bausch iwwert d'Analyse économique: Also ech meng wierklech am Exercice 2000 brauch een net säitelaang Analyses économiques ze maachen. Do kann een natierlech nach Leit astellen, déi och nach déi Aarbecht maachen, mä et brauch een awer nëmmen ze kucke wou dann déi Excédenté vun de Recetten hierkommen.

Ech mengen, wann ech meng Budgetsrieden nach gutt am Kapp hu vun deene Joeren duerno, well et ass jo schon eng gewëssen Zäit wou ech de Budget maachen, nämlich vum Februar 1998 un, dann hu mer à itérative reprise drop higewisen, datt d'Joer 2000 en extraordinäert Joer war, virun allem duerch zwee, dräi Facteuren. Dat eent ass nämlech d'Evolutioun vun de Boursen, wat eng enorm Inzidenz hat op d'Taxe d'abonnement, déi doduerch ëm bal 8 Milliarden méi Recetten erabruecht huet. Hätte mer iwwerens - an dat ass fir wann een dat virdu vläicht nach méi analyséiert hätt - déi sou héich agesat, da soen ech lech, datt mer déi Joren duerno nach méi grouss Schwierigkeete gehat hätten, well mer hunn ëmmer gesot: Dat ass en extraordinäre Phenomeen an duerfir soll een déi Taxe d'abonnement net op deem Niveau aschreiwien.

Nach haut hu mer duerchmaner an der Taxe d'abonnement wéi mer deemools haten. Deemools hate mer - et ass fir d'lescht wou mer an deenen ale Lëtzebuurger Frange schwätzen - 18 Milliarden; mir hunn am Budget vum leschte Joer mengen ech 350 Milliounen Euro agesat. Do gesitt Der, nach vill manner wéi am Joer 2000, also viru véier Joer.

Zweete Phenomeen war déi staark Croissance vun der Masse salariale, vun der Population active am Joer 2000. Déi ass deemools ëm ongeféier 6% eropgaangen, net exzeptionell staark, an duerfir war et normal, datt deemools den Impôt sur le revenu des personnes och esou eropgaang ass ëm eppes 5 Milliarden.

Deen drëttes Phenomeen, dat war d'Hausse vun de Pétrolspräisser. Och deemools gouf et eng Hausse vun de Pétrolspräisser an déi huet sech direkt op d'Accisé reflektéiert an déi ass och ëm ongeféier 5 Milliarden eropgaangen.

Wann een déi dräi Posten zesummesetzt, et kann een natierlech och nach fënnf Säiten driwwer schreiwien, mä do ass d'Analyse économique awer bei deem dote Joer relativ llicht gemaach, an ech insistéieren nach eng Kéier drop:

dat waren exzeptionell Phenomeen. An duerfir soen ech drëtters, ech mengen et war gutt fir d'Land an et war gutt fir déi, déi fir de Budget zoustänneg waren, datt et esou vill Recetté gi sinn, an ech géing mir nach vill Konte wéi déi vum Joer 2000 wënschen.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder wär d'Diskusioun definitiv ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 4938.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi 4938 ass ugehollet mat 34 Jo-Stëmmen a 25 Abstentoune.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Norbert Hauptert), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Michel Wolter), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

D'Abstentoune sinn zur Genüge begrënt ginn hei uewen, sou datt mer domadder um Ofschluss wäer vun eiser Sitzung.

Erlaabt mer awer, léif Kolleegen, nach ee Wuert ze soen. Déi, déi d'lescht Legislaturperiod schonn hei waren, déi wëssen, dass mäi Virgänger e weineg allergesch op d'Handyen hei am Haus war. Haut de Mëtteg ass relativ vill heibannen eran an eraus telefonéiert ginn. Ech géif drëm bieden, dat an Zukunft, esou wéi mäi Virgänger dat ëmmer gewënscht huet, op de Minimum ze beschränken, wann net ganz ze ënnerloossen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.48 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

- Composition des commissions parlementaires
 - Question parlementaire N° 14 de M. Aly Jaerling relative à l'augmentation de capital chez Arcelor
 - 5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux
(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
 - 5176 - Projet de loi portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Conférence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992
(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
 - 4691 - Projet de loi portant approbation
 - de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bucarest, le 6 juin 1995, et de ses Annexes I et II;
 - de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 7 octobre 1998;
 - de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 février 1999;
 - de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;
 - de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;
 - de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Croatie, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Zagreb, le 11 juin 1999 et de ses Annexes I et II
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
 - 5364 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la «Croix de Gasperich» avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186
5365 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies
(Rapports de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)
 - Ordre du jour
- Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jeannot Krecké, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.
(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Ech kann d'Regierung net froen, ob si eis Kommunikatiounen ze maachen huet, well se de Moment nach net vertraueden ass.

(Interruptions)

Si ass vläicht am Haus, mä si ass awer kaum am Sall de Moment.

Une voix.- De Mikro.

M. le Président.- Also ech kann d'Regierung net froen, ob se eis Kommunikatiounen wellt maachen, well se de Moment nach hei am Sall net vertraueden ass. Mir huelen dat da spéider no.

1. Composition des commissions parlementaires

Ech wëll der Chamber matdeelen, wat d'Zesummesetzung vun de Kommissiounen ubelaangt, dass wat d'Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ubelaangt, virgeschloe ginn ass, dass den Här Felix Braz fir de Volet Immigration zoustänneg gëtt.

Ass d'Chamber domadder averstannen?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou decidéiert.

An der Zwëschenzäit ass och e Vertrieeder vun der Regierung agefalan an dofir wëll ech d'Regierung froen, ob se der Chamber iergendwellech Kommunikatiounen ze maachen huet.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Et ass keng Kommunikatioun ze maachen, ausser wann Der eng spezifesch Fro hätt, Här President.

M. le Président.- Et si spezifesch Froen do, Här Wirtschaftsminister, an dofir ginn ech och direkt d'Wuert un den honorabelen Här Jaerling, well mer an der Sitzung vu virgeschlechter festgehalten hunn, datt den Här Jaerling haut seng Fro 14 iwwert d'Kapitalerhéijung bei der Arcelor stelle wäert. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

2. Question parlementaire N° 14 de M. Aly Jaerling relative à l'augmentation de capital chez Arcelor

M. Aly Jaerling (*ADR*).- Merci, Här President. Ech wëll net elo nach eng Kéier op déi Argumentatioun vu gëschter agoen. Ech wëll just betounen, dass des Fro den 23. am Heemount 2004 gestallt ginn ass, dat heescht also siwen Deeg virdrun ier de Wirtschaftsministère deen ominéise Kommunikaté publizéiert huet.

Meng Fro hat folgenden Inhalt: De Stat ass e bedeitenden Aktionär vun Arcelor. Dese multinationale Stolkonzern plangt säin Afloss bei zwee brasilianesche Stolproduzenten ze erhéijen. Finanzéiert ginn des Augmentatiounen vun de Bedeelegungen iwwer eng Kapitalerhéijung, déi 1,17 Milliarden Euro abrénge soll. Bis Métt Heemount hu sech déi aktuell Aktionäre vum Grupp missen decidéieren, ob si hir Optiounen op déi nei Arcelor-Aktien exekutéiere wëllen. Haut ass ze liesen, dat heescht den 23. am Heemount, datt nëmmen 93,5% vun den Optiounsrechter genotzt gi sinn. De Rescht gëtt elo um internationale Finanzmarkt ugebueden. De 27. am Heemount sollen déi nei Aktie verdeelt ginn.

Dofir des Froen:

- Huet de Stat seng Optiounsrechter ausgeübt?

- Wat huet des staatlech Décisioun motivéiert?

- Wéi héich war dem Stat seng Participatioun um Stolkonzern Arcelor a wéi héich wäert se no deser Kapitalerhéijung sinn?

- Awéiwäit wäert oder kann des Kapitalerhéijung en Afloss op d'Muechtverhältnissen am Verwaltungsrot vun der Arcelor hunn?

M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister wäert elo am Hierschtmount...

Une voix.- Mir sinn am Wäimount.

M. le Président.- ...am Wäimount eng Äntwert wäert ginn op d'Fro, déi am Karschnatz gestallt ginn ass.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, ech wëll et wier Karschnatz an där Affär hei.

(Interruption)

Wat gelift?

M. Henri Grethen (*DP*).- Ech wollt einfach bemierken, dass et net nëmme Leit gi sinn, déi Bauer waren am Land an dass net alleng de Bauerekalenner d'Determinatioun vun den Nimm mécht.

M. le Président.- Très bien, mir huelen Akt dovunner. Ech géif och den Här Jaerling bidden Akt dovunner ze huelen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Ech hu kee Problem, Här President, dem Här Jaerling hei drop ze äntweren, obschonn ech him mëndlech schonn eng Kéier gesot hunn, dass et mer Leed deet, dass déi Fro beäntwert ginn ass mat enger Annex, zu där ech nach ëmmer stinn, mä déi anscheinend net matgeliiwert ginn ass.

Meng Servicer soe mir: Si ass matgeliiwert ginn. Iergendwou ass se also zwëschent deem Moment, wou se aus dem Wirtschaftsministère erausgaangen ass a bei lech ukomm ass, Här Jaerling, verluer gaangen. Ech wëll net méi dorober agoen, mä ech wëll lech just soen, dass bei mir nach eng Kéier ganz kloer d'Leit gesot hunn, an ech hu se och ënnerschriwwen, ech weess, dass dat do hannendru stoung. Ob Dir dat elo gutt fannt oder net, dass et e Communiqué war, dat sief dohigestallt, mä ech wëll lech just soen, ech hunn lech meng Entschëllegung ginn, wann et net de Fall gewiescht wier, mä ech hu gesot, laut deem wat ech weess, ass et net bei mir geschitt, mä dat ass elo absolut a mengen Aen net wichteg.

Dir hutt mer déi Fro gestallt an Dir krut se beäntwert, an zwar, Här President, largement ier dee Mount ofgelaf war, deen engem als Minister normalerweis zoustee fir esou eppes. Firwat konnt ech dat net quasi deen Dag duerno maachen? Mäi Virgänger weess dat, dass et sech bei esou Operatiounen ëm eng Firma, déi coté en bourse ass, handelt an do gëtt et eng Rei Regelen. Do gëtt et dat, wat een nennt, e «closing» an dee muss ee respektéieren. Virdu kann een eng Rei vun Informatiounen do net hierginn an dat hu mer och net gemaach, mä Dir hutt déi Informatioun quasi zäitgläich kritt mam Schluss vun deem «closing».

Dir hutt déi Informatioun och kritt, déi haaptsächlech dat zrëckhëlt, wat am Communiqué war. Och hei wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen: Wa mer am Kader vun enger Kommissioun gewiescht wieren an ech hätt kënnen do iwwert d'Strategie schwätzen, hätt ech kee Problem gehat, well dann hätt ech nämlech gefrot, dass mer de Se-

cret des délibérations, deen eng Méiglechkeet ass, ausschwätzen an dann hätte mer doriwwer geschwat. Dat ass net de Fall, Dir hutt mer eng öffentlech Fro gestallt an öffentlech hunn ech net Wëlles méi ze äntwere wéi dat, wat am Communiqué steet.

An zwar, wëll ech lech soen, dass mer gemengt hu mir solle méi oder wéineger kucken eis Bedeelegung am Kapital vun der Arcelor ze halen - dat war déi éischt Optioun. Dat heescht, déi Augmentation de capital, déi decidéiert ginn ass a wou 106 Milliounen nei Aktien erauskomm sinn - ronn 20% méi -, hate mer Wëlles ze begleeden, well mer d'Impressioun haten, mir sollen als Stat eis Positioun méi oder wéineger behalen. Mir wollten och domadder ënnersträichen - dat wëllt nämlech net heeschen, datt mer all Augmentation de capital an Zukunft wëlle matmaachen -, dass mer d'Démarche an d'Strategie de croissance vun der Arcelor wëllte begleeden.

Dir hutt gefrot, ob mir eis Bons de souscription d'actions alleguerten ausgenotzt hätten: Dat ass de Fall, mir hu se alleguerten ausgenotzt a mir sinn op de Wee gaangen, fir OCAen, dat sinn Obligations convertibles en actions, op d'Joer 2017, déi vun der Arcelor erauskomm sinn am Joer 2002, ze gebrauchen an ëmzewandelen. Dat hu mer gemaach an erauskomm ass, dass mer 20,28 Milliounen hunn, déi de Bon de souscription geholl hu vun der Cessioun vun den OCAen; mir hunn déi gebraucht, fir Aktiounen ze huelen. A mir hunn nach eng Vente vun 9,95 Milliounen vu BSAs gemaach, déi mer cedéiert hunn zu engem Präis vun 3,28 Milliounen Euro, déi et nach eng Kéier erlaabt hunn, ronn 298.000 Aktien ze kafen.

Dat huet d'Resultat, dass de Stat bei Arcelor mëttlerweil am Kapital mat 5,62% vertraueden ass. Au départ vun der Operatioun ware mer mat 5,93% vertraueden. Wa mer net matgemaach hätten, da wiere mer ënner 5% gaangen a mir hu gemengt dat wier e schlecht Zeechen zu deem Zäitpunkt an dofir hu mer eis entscheet fir eppes wat de Budget net deementsprechend zousätzlech belaauscht - an Här Jaerling, ech gi jo dovunner aus, dass Der d'Zuelen aus dem Budget déi lescht Deeg matkritt hutt - an hunn déi Operatioun do mat deenen Obligations convertibles gemaach, déi also mat sech bréngt, dass mer nach wie vor mat méi wéi 5,5% - 5,62% genau - am Kapital vun Arcelor vertrauede sinn, ouni dass mer de Budget hu misse belaauchten, mat enger voller Ausnutzung vu sämtleche Bons de souscription, déi eis zoustoungen op Grond vun deem, wat mer zegutt haten.

Ech hoffen, dass dat doten lech Satisfaktioun gëtt, Här Jaerling, an dass mer domat eng laang Geschicht kënnen ofschlëssen, wou ech awer schonn eng Kéier mat lech geschwat hat a gesot hunn, ech wollt lech telefonesch errechen an ech hu mech entschëllegt, datt d'Annex net derbäi war, obschonn ech net schëlleg sinn.

M. Aly Jaerling (*ADR*).- Déi ech nach ëmmer net kritt hunn.

M. le Président.- Merci, Här Wirtschaftsminister fir Är Äntwert. Ech hunn lech an Ären Ausféierungen net ënnerbrach, well Der déi lescht Deeg net esou vill hei am Parlament konnt si wéinst aneren Obligatiounen an Der deementsprechend och net kënn wëssen, datt d'Chamber dat mécht, wat Der während laange Joren agefuert hutt wéi der nach Member vun dem Haus waart, nämlech datt mer eis un d'Riedezeit halen, esougutt wat d'Deputéierten ubelaangt, wéi wat d'Regierung ubelaangt.

Ech hunn lech dat haut zougestannen, well Der, wéi gesot, dat net

konnt wëssen, mä elo wësst Der et an déi nächste Kéiere wier ech frou wa jiddfer Regierungsmember sech un déi Zäit hält, déi an eisem Reglement festgehalten ass.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, wann Dir mech dat frot, da maachen ech dat, mä Dir hutt mir dat net gesot.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Jo, ech hu geduecht, Här Krecké, Dir géift lech...

Une voix.- Dir musst d'Reglement kennen!

M. le Président.- Ech hat geduecht den Här Krecké géif sech d'office un d'Reglement halen, well hie wéi gesot a sengem fréiere Liewen ëmmer...

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Wa jiddereen nëmmen em eng Minutt iwwerscreit, dann ass et fir mech kee Problem hei an deem Haus.

M. le Président.- Merci, Här Wirtschaftsminister.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5321 iwwert de Bau vun engem Fleegeheim zu Klierf. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen bis elo déi Hären: Bettel, Schneider, Adam a Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

3. 5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn d'Éier de Rapporteur vum dem Projet de loi 5321 ze sinn. Wéi et de President elo gesot huet, e Projet mat deem et der Regierung erlaabt gétt sech finanziell um Neibau vun engem Fleegeheim zu Klierf ze bedeelegen.

Dese Projet ass den 31. Mäerz 2004 vun der Madame Familljeminister an der Chamber deponéiert ginn an e fousst op enger Konventioun tëschent dem Stat an der Kongregatioun vun de Franziskanerinnen oder am ganze Wuertlaut der Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde de Luxembourg. Eng Konventioun, déi den 21. Mäerz 2003 ënnerschriwwen ginn ass an den 10. Dezember vum selwechte Joer komplettéiert gouf. Mir hunn en Avis vum Statsrot vum 22. Juni an eng Äntwert a Stellungnahm vum der Regierung vum 12. Juli dëst Joer.

Mir haten hei gëschter an deem Haus schon zwee Projeten, déi aus deemselwechte gesellschaftlechen Aufgabebereich sinn, een zu lerpeldeng an een op der Rumm. Dee Projet, deen eis haut virläit, ass eragereecht gi mat enger ganz detailléierter Analys vun de Bedürfnissen am Beräich vun de sozialen Institutiounen fir déi eeler Matbierger. Ech wëll am Résumé dovunner e puer Punkte gären hei festhalen a rapportéieren.

Dat éischt ass, dass déi institutionnell Noutwendegkeeten am Beräich vum drëtteen a véierteren Alter sech net méi einfach op eng qualitativ a medezinesch gutt Ennerbréngung reduzéieren, mä dass et eng vill méi differenziéiert Approche muss ginn. En eelere Mensch ass net entweder valid oder invalid an ass domadder net anescht wéi d'Leit aus allen aneren Alterskategorien, mä en ass wéi si och an engem Liewensofschneitt, deen eben och Momenter vun

Ofhängegkeet a Momenter vu ganzer oder relativer Onofhängegkeet beinhalt. De Projet dréit deem Rechnung duerch eng ganz differenziéiert Offer.

Den zweete Punkt ass, dass de klassische Centre intégré pour personnes âgées oder CIPA, wéi mer se nennen, als Philosophie huet fir eng gutt Ennerbréngung, Fleg a Verfleegung vun de Leit a Servicer fir d'Leit ze maachen. Dobäi ginn déi kierperlech a geeschteg Fäegkeete vun de Bewunner stabiliséiert an d'Leit gi beschtens encadréiert.

De virleierende Projet, dee mer haut diskutéieren, ass anescht a senger Ausrichtung an en ass complémentaire dozou. D'Maison de soins vu Klierf kritt als Haaptaufgabebereich dat, wat een nennt, d'Revalidation gérontologique, een net ëmmer gutt verstanene Begrëff aus deem een awer einfach kann esou definéieren, dass ee seet: Dorënner versti mer eng Rei vu multidisziplinären Démarché ronderëm den eelere Mensch mat enger, an do läit eben alles dran, de Mensch als temporaire an als réversible betreutene Ofhängegkeet.

Vill Leit erliden am Alter duerch, sief et eng Operatioun, en onerwaarten Spidolopenthal, en Accident, de Verloscht vum Partner oder awer och duerch méi oder wéineger onerklärlech Degradatiounen vun de psychesche Fäegkeeten eng nei Liewenssituatioun, déi se quasi vun haut op mar net méi alleng meeschtere kënnen. An da gëtt Faute de mieux oft eng Demande an e CIPA gemaach, well d'Onofhängegkeet trotz Servicer doheem net méi garantéiert ass.

Elo ass et awer esou, dass hei d'Offer vum CIPA net onbedéngt déi richteg Äntwert op des nei Situatioun ass, si ass nämlech dann net onbedéngt richteg wann déi momentan Ofhängegkeet vum eelere Mensch net definitiv ass, mä wa se kann duerch eng intensiv a geziilt Hëllef zrëckgefouert ginn. Also duerch déi Revalidation gérontologique soll en an der Maison de soins vu Klierf fir d'Leit aus der Region méiglech ginn duerch en individuelle Programm vun Dénsgschtleeschungen an esou enger Krisensituatioun gehollef ze kréien, mat der Zilsetzung vun engem méigleche Retour à domicile respektiv mat der Aweisung an eng aner Institutioun, nodeems dass eben all Méiglechkeeten zur Maximiséierung vun der Autonomie vum eelere Mensch erschöpft gi sinn.

Konkret ass et sech esou virzestellen, dass d'Demande vu Säite vun de Spideeler, vu Säite vu Servicer vun Aide et soins à domicile, vun Dokteren, vu soziale Servicer, vu Familljen oder och vun enger Fleegeversécherung un dat Haus gestallt ginn. Dann ass et wichtig, dass eng séier Admissioun och en urgence méiglech ass. Un déi schléisst sech an deenen éischten dräi bis véier Deeg eng genee Analys vun der Situatioun vun der Persoun un, eng Analys, déi muss entscheiden, ob iwwerhaupt eng Revalidation gérontologique aus medezinescher, sozialer, psychosozialer Siicht méiglech ass an eben och de Profil muss se definéieren fir déi dote Prise en charge. Duerfir ginn dann extern Servicer, wéi d'Hausdokteren, d'Spideeler, déi zouweisend Servicer respektiv hausintern spezialiséiert Servicer erugezunn.

Fir all eenzelne Patient gëtt en individuelle Hëllefplang vun Aktivitéiten, Zilsetzungen, vu Methoden vun där multidisziplinärer Equipe formuléiert. Fir seng Ziler vun der Reintegratioun vun der Persoun an hiert familiäert Ëmfeld ze erreeche respektiv eng Aweisung an eng aner Institutioun virzehuelen, nodeems all Méiglechkeeten zur Stärkung vun der Autonomie vum eelere Mensch ausgeschafft sinn, ass eng institutionnell ganz individuell Prise en charge, e ganz individuell Schaffe mat de Leit noutwennig.

Dese Projet ass deemno complémentaire zu de méi traditionelle CIPAs an e bitt eng ganz diversifiéiert Offer fir den eenzelne Mensch. Dese Projet kann Aweisungen an e Centre intégré érauszögeren oder souguer onnéideg maachen, wat dem Wëlle vun der Politik an ech menge vun eis alleguer an deem Beräich an och virun allem dem Wonsch vun de betraffene Leit voll a ganz entsprécht.

Fir des Ziler ze erreeche si 5 Unitéiten an där neier Maison de soins zu Klierf virgesinn.

Dat ass éischters eng Statioun mat 15 Better fir Opnamen, déi och Dag an Nuecht kënnen virgeholl gi mat der Zilsetzung vun där Revalidation gérontologique.

Un déi schléisst sech un eng Dagesstatioun vun zéng Plaze fir Patienten, déi also nuets nach kënnen doheem bleiwen, mä am Dag awer vun där Offer vun der Revalidation profitéieren.

Do dernieft 15 Better, déi als Vakanzebeter ausgewise sinn an déi och de Leit den Zougank zu deene méi rehabilitative Moosname méiglech maache mussen.

An da fënnf Better fir eng Opnam en urgence, eben aus där ganz einfacher Ursach, well déi Situatioun vun enger Kris, vun enger momentaner Ofhängegkeet an déi d'Leit rutschen eng séier Prise en charge zwéngend néideg mécht.

A schliesslech, an dat ass déi zweet Vokatioun vun deem neien Haus, et kommen nach dobäi 15 Better an enger separater Statioun fir d'Soins palliatifs. Dës Moosnam entsprécht dem Regierungswëlle vum Ausbau vun de Better fir Soins palliatifs. D'Wichtigkeet dovunner, mengen ech, ass och gëschter hei schon ënnerstrach ginn.

Alles an allem begräift de Projet deemno 50 Better an 10 Dagesplazen. Et handelt sech em en Neibau, deen nieft dem ablécklechen Altersheim, dem Home St François vun der Kongregatioun zu Klierf entsteet. Dat aalt Haus an deem haut en Altersheim nach funktionéiert a wat fréier eng Klinik war, soll no Fäerdgestellung vun deem neien ofgerappt ginn.

Zum Finanzement ass ze soen, dass geméiss der Konventioun tëschent dem Stat an der Kongregatioun vun de Franziskanerinnen dem Stat seng Partizipatioun bei 80% läit, wat déi 15 Vakanzebeter an déi 5 Urgencébeter ubelaangt, a bei deenen anere Servicer, bei deene 15 Palliativbetter, bei de 15 Better an den zéng Dagesplaze fir d'Revalidation gérontologique läit déi Partizipatioun bei 100%. De Gesamtkäschtepunkt vum Projet bedréit maximal ronn 12,3 Milliounen Euro. Dovunner léich dann dem Stat seng Subventioun bei 11.421.561 Euro laut Bauindex vum 1. Abrëll 2004. Dat ass eng Dépense, déi vum Fonds spécial pour le Financement des Infrastructures sociofamiliales iwwerholl gëtt.

Ech wëll ofschléissend nach ënnersträchen, dass d'Moderniséierung an den Ausbau vun de Struktur fir eis eeler Matbierger am Allgemengen an dese Projet, dee mer haut hei diskutéieren, den Accord vun der CSV-Fraktioun fannen. Dofir kann ech, Här President, den Accord vun eiser Fraktioun zu deem Projet hei abréngen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Jean-Paul Schaaf félicitéieren fir säin éischte Rapport, deen en eis an der Chamber presentéiert huet, schréfflech a mëndlech. Félicitatioun also.

Wéi scho gesot, gëschter hate mer zwee Projeten ugeholl iwwert d'Familljepolitik, fir nei Infrastrukture fir ons eeler Matbierger ze schafe respektiv auszebauen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Déi Komplimenter woren éierlech, dat wäert fir vill Onrou bei lech douewe suergen, mä et wor éierlech gemengt.

Une voix.- Dat war léif vun Ärer Säit.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel (DP).- Jo, ech weess, emol eng Kéier, gesitt Der.

A mir wäerten an deenen nächste Wochen nach weider Projeten ofstëmmen, déi scho vun der viregter Regierung decidéiert goufen, justement fir Infrastrukture fir déi eeler Matbierger.

Wat mir an deem heite Projet gutt gefält, ass am Fong d'Hausphilosophie vun deem Heem, déi op d'Revalidation gérontologique ausgerichtet ass. Dat heescht, dass et dorëms geet d'Leit nees fit ze maachen, fir dass se an e relativ onofhängegt Liewen doheem zrëckfanne kënnen. Bei där Aarbecht geet et also net nëmmen dorëms fir d'Gesondheet ze erhalen, mä och fir deene Leit neie Mut ze gi fir doheem hire Liewenswond kënnen ze verbréngen.

Et huet ee jo oft dramatesch Erliednesser a virun allem traumatescher wéi de Verloscht vum Liewenspartner zum Beispill oder eng gréisser chirurgesch Operatioun, wou eng Persoun dann an d'Dépendance fält, wa se eleng gelooss ass, a wou dat déi dann nach ëmmer méi an d'Dépendance versenkt. Experiences an Ausland hu bewisen, dass d'Revalidation gérontologique en Taux de réussite vu 65% huet. Dofir ass et wichtig Infrastrukturen an esou Servicer unzébiden.

Wichtig ass och, dass bei deemem Projekt direkt eng Palliativstatioun virgesinn ass fir eeler Matbierger an hirem leschte Liewensofschneitt ze begleeden. Ech wollt awer och nees an deemem Kontext drop hiweisen, dass et wichtig wär, dass de Gesetzesprojet vu mengem Parteilkolleeg Carlo Wagner ufanks des Jores justement iwwert d'Palliativmedezin nach eng Kéier soll hei am Plenum ofgestëmmt ginn, an esou séier wéi méiglech.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel (DP).- Mir mussen och kucke fir et fäerdeg ze bréngen de staatléche Feu vert fir d'Sozial- a Gesondheitsinfrastrukturen éischer kënnen ze ginn. Pour mémoire: Et ass elo bal annerhalft Joer tëschent der Signature vun der éischer Konventioun an der Ofstëmmung an der Chamber vergaangen.

Ech weess, Madame Ministesch, Dir kennt net vill dofir, mä d'Saache sinn urgent.

Dir Dammen an Dir Hären, an eiser alternder Gesellschaft ass et immens wichtig fir eisen eelere Matbierger all Méiglechkeet ze ginn, sou laang wéi méiglech onofhängeg ze bleiwen, Erfahrungen ze vermëttelen, aktiv um Liewen deelhuelen ze kënnen an de Gedanken- an Erfahrungsaustausch tëschent de Generatiounen ze förderen. Wéi zum Beispill déi Iddi vun der Crèche. Gëschter hat ech et net gesot, mä ech fannen dat eng super Iddi! Op enger Plaz, wou eeler Leit sinn, oder Leit wou mer gesot hunn, dass se psychesch Problemer hätten, wou Kanner awer ronderëm sinn. Dat heescht

et ass e Mélange vun de Generatiounen op där Plaz. Dat ass eppes wat mer op jidde Fall als Demokratiesch Partei nëmme kënnen luewen.

Op jidde Fall, esou wéi ech et scho virdru gesot hunn, d'Philosophie vun deemem Projet fanne mer och ganz gutt an dofir bréngen ech och den Accord vun der Demokratescher Partei zu deemem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel, fir Är Ausféierungen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider (LSAP).- Här President, Här Rapporteur, Kolleginnen a Kollegen, d'Partizipatioun um Bau vun der Maison de soins op den Terrain vum Home St François zu Klierf ass e richteg Schrétt vun eiser Politik bei der Schafung vun neie Fleegebetter. Dës Struktur ënnerd der Hand vun de Franziskanerschwëstere bitt eis also d'Méiglechkeet, ronn 50 nei Fleegebetter ze schafe mat - wéi ugeschnitten - engem neien, innovativen Konzept. Et ass dat och immens wichtig, wësse mer dach, dass vill fleegebedürfteg Leit, déi net méi doheem kënnen oder während enger Zäit net méi doheem kënnen versuergt ginn, op e Bett an eisem Land waarden.

Generell gesinn ass des Nofro grous an ze dacks mussen eeler a krank Leit an d'Ausland a gréisstendeels an d'Belsch an e Fleegeheim goe fir do hire leschte Liewensofschneitt ze erliewen. Et sinn dat Faiten, déi mir perséinlech ganz wéigedoen hunn an haut nach dinn. Mir mussen et dach als e Land, eent vun deene räichste Länner op deser Welt, fäerdeg bréngen, deene Leit, déi zum Deel zum ganze Konzept vun eisem Land bäigedroen hunn, deels eist Land mat opgebaut hunn, eng Méiglechkeet ze ginn, op hirem Buedem a Würde ze stierwen. Hei zu Klierf ass dese Schrétt gemaach ginn, an dofir och meng Félicitatioun un all déi, déi dese Projet virugedriwwen hunn an och a schwierege Momenter eng Hand mat ugepaakt hunn.

An deemem Kontext erlaabt mer, Madame Minister, awer ze hannerfroen, wéi et mat deem nationale Plang fir d'Schafung vun zousätzleche Fleegebetter an eisem Land ausgesäit. Meng dräi Froen an deemem Kontext:

1) Wéi vill Maisons de soins sinn am Bau oder geplangt an deenen nächste Joren?

2) Wou kommen se hin?

3) Wéini sinn se bezuchsfäeg?

Wat de Projet Maison de soins zu Klierf betrëft si mir selbstverständlech als Fraktioun domat d'accord, félicitéieren och de Rapporteur fir deen iwwerzeegende Virtrag vum Projet a wäerten dese Projet och stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun soen ech lech, dass mer och dee Projet gutt fannen, mir stëmmen em och zou. De Projet ass vum Rapporteur ganz gutt presentéiert ginn, souwuel de mëndleche wéi de schréffleche Rapport. Alles wat meng Virriedner Positives gesot hunn ënnerstëtze mer och. De Projet géng net besser ginn, wann ech dat nach eng Kéier alles géng widderhuelen, dofir maachen ech dat och elo net.

(Hilarité)

Merci.

M. le Président.- Très bien, Här Adam. Merci fir Är Interventioun. Da géif ech dem leschten

ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Jaerling, d'Wuert ginn. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling (ADR). - Bon, merci, Här President. Ech wëll och dem honorabelen Här Rapporteur félicitéieren fir säin ausféierleche Rapport an ech wëll och ënnersträchen, dass et och fir den ADR e grouse Problem war, wa mer gesinn hunn, dass ëmmer méi Leit an d'Ausland hu missen a Fleegeheer goen, well se hei am Land keng Plaz kritt hunn, well se net konnten an hirem eegene Land hire Liewenswond a Rou verbréngen, awer och well dat eng Rei ierrechtlech Problemer souguer mat sech bruecht huet, wa se am Ausland ageschriwwene waren an dann do ewechgefall sinn, déi mer dann awer mat all neie Projet wou mer Fleegeheer, Fleegebetter maache lues a lues och an de Gréff kréien.

Ech hoffen, dass mer iergendwann eng Kéier heihinner kënnen kommen a soen: Esou, elo hu mer Fleegebetter genuch fir eis Leit all ënnerdaach ze kréien, an ech géif mengen, dass dat eisen Objektiv soll sinn, an do ass et selbstverständlech, dass mer dese Projet och wäerten ënnerstëtzen.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung an der Persoun vun der Familljeministesch, der Madame Jacobs. Madame Jacobs, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer all Dag nach esou e Projet huelen, da geet et nach ëmmer méi séier. Ech géing fir d'éischt wëllen dem honorabelen Här Schaaf awer och félicitéieren an em Merci soe fir säin excellenté schréfflechen a méndleche Rapport, besonnesch well et deen éischten och wor. Ech sinn dovun iwwerzeegt, dass d'Leit ganz frou si wa se gesinn, wéi gutt datt en dat hei gemaach huet.

De Mëtteg geet et em d'Spidol vu Klierf. Firwat soen ech „Spidol“ vu Klierf? Well fréier wor e Spidol doranner, an nodeem dann ewell an der Zäit Restrukturatioun gemaach goufen, ouni Spidolspang, ass dat Haus dofir net méi gebraucht ginn, mä du gebraucht ginn als Altersheim a mëttlerweil entsprécht et awer haut net méi deene Konditiounen an deenen Uspréch, déi mer dorunner stellen, an dofir soll dat dann och neigebaut ginn, esou wéi de Jean-Paul Schaaf dat elo grad hei explizéiert huet.

De Projet huet am Fong zwee Objektiv, dat eent ass dee fir ze kucken, fir dass d'Leit esou wäit wéi et méiglech ass kënnen soulaang wéi et méiglech ass doheim bleiwen, an dat zweet ass awer och d'Renovatioun, d'Modernisatioun an och d'Extenssioun vu verschiddenen Infrastrukture fir eeler Leit ze maachen. An an deem Kontext denken ech och, dass et net onwichtig ass, dass mer domat a finanziell méi schwierigen Zäiten och der Baubranche hëlfechen, wou jo awer e gewaltigen Investissement op finanzieller Säit an déi dote Branche vun deenen heite Projekte kennt.

De Jean-Paul Schaaf huet lech gesot wat alles an deem neie Gebai als Servicer drakommen. Et si fënef verschiddenen Unitéite virgesinn. Eng Kéier ee Service vun Dag- an Nuetsbetreiung fir Revalidatioun mat 15 Better, een ambulante Service fir zéng Still heescht dat, oder Chaisen an deem Fall, fir déi Leit, déi owes dann erëm heemgi fir d'Revalidatioun, eng Unitéit mat 15 Vakanzebetter, eng Unitéit mat fënef Better, wou Leit urgent kënnen opgeholl ginn a schlusslech 15 Better an der Palliativstatioun.

D'Maison de soins vu Klierf setzt haaptsächlech op d'Revalidatioun

gérontologique, déi ëmmer fest Ziler muss hunn. Dat heescht wou een ëmmer muss dovunner kënnen ausgoen, och déi Leit, déi dohinner geschéckt ginn,...

(Coups de cloche de la Présidence)

...datt se wierklech och erëm her-no méi valid si wéi se virauser waren, dass och hir Chance, fir domat hir Autonomie entweder zréckze kréien oder jiddefalls déi Kompetenzen, déi se hunn, och kënnen ze behalen, a mat engem konkrete Programm och derbäi fir duerno, wie fir wat responsabel ass, virun allem och fir ze kucken, wat d'Famill ka maachen, d'Servicer a domicile kënnen maachen, eventuell och eng Persoun, déi da während dem Dag kann an e Foyer goen oder eventuell och nuets kann an e Foyer goen, esou wéi dat och op verschiddene Plaze virgesinn ass.

Dann denken ech ass en anere wichtige Punkt dobäi, dass ass deen iwwert dem Accueil urgent, wou mer ëmmer erëm feststellen, dass et op eemol Leit gëtt, déi nach néierens gemellt waren an déi e Partner hunn, deen eigentlech gesond war an deen deen anere versuergt hat, op eemol krank gëtt oder stierft, an et dann natierlech ganz urgent gëtt, fir dass een déi Persoun ënnerdaach kritt, an dass een also dofir esou Better braucht. Op där anerer Säit gëtt et awer och heiansdo Leit, déi net wëssen: Solle mer dann elo wierklech an esou eppes goen oder net? Do ass et gutt, fir emol dohinner probéieren ze goen, ob dat engem dann elo gefält oder ob dat eppes ass, wat engem zouseet oder och net.

D'Soins palliatifs, dovunner hate mer gëschter méi laang Rieds, mä ech sinn och frou, dass mer 15 Better hei kréien an dat besonnesch och am Norde vum Land, fir dass d'Leit net brauchen duerch d'ganz Lëtzebuurger Land do geschleeft ze ginn, an dass se wa méiglech esou no wéi et geet an hirer Heemecht kënnen bleiwen.

Dann ass et och an dem Haus selwer esou orientéiert, dass déi Zëmmer, déi fir d'Palliativmedezin bestëmmt sinn, dass déi no hanner leien, an domat a méi engem rouegen Eck vum Haus sinn, wougéint dann alles, wat mat der Revalidatioun ze dinn huet, no bannen am Haus ass, fir dass déi Leit, déi do sinn, domat kënnen an dem Liewen am Haus deeluelen.

Ech sinn och frou, dass eng Plaz oder en ergotherapeutesch Gaart dobäikënn, deen natierlech ausser dem Haus ass an do de Pensionnairen zur Verfügung steet. Dat Ganzt beleeft sech natierlech da mat 50 Better plus dann déi zéng Chaisen op e Präis vun 12.317.000 Euro an nach e puer der dobäi, wou de Stat bei deenen enge Moosname mat 80% a bei deenen anere souguer mat 100% participéiert, an dat dann e Gesamtchiffer fir de Stat ausmécht vun 11.421.000 Euro.

Ech géif mengen, Här President, opgrond och vu verschiddenen Aussoen, déi ech deser Deeg lo hei héieren hunn, wier et vläicht ganz utile, wa mer kënten den Deputéierte proposéieren eng Kéier op eenzel Plaze kucken ze goen, fir och ze gesinn am Altenberäich, am Behënnerteberäich, bei de Kanner, bei de Jugendlechen, wat et alles zu Lëtzebuerg gëtt, wat mer alles maachen, a wat do geschafft gëtt. Ech wier gäre bereet och mat deenen eenzelnen Träger ze kucken, wann et de Stat net selwer ass, fir dat och kënnen op der Plaz ze gesinn. Ech mengen, dass géing ville Leit d'Saach méi einfach maache wéi wa se dat just an der Chamberskommissioun héieren an um Terrain awer ni d'Geleeenheet hate fir dat ze gesinn.

Zum Schluss géing ech wëlle mech entschëllegen, well ech gëschter eppes hei falsch gesot hunn, wat de Projet vun Ierpeldeng betrëfft. Den Här Gibéryen hat gesot, am Rapport stéing dran...

(Interruption et hilarité)

Hie sot, et géing drastoen, dass et d'Gemeng Ierpeldeng wier, déi géing d'Crèche bezuelen, dat steet net an dem Rapport dran, et steet an engem aneren Dokument dran, a fir dass awer keng schlecht Wieder op de Rapporteur oder op de Rapport solle falen, wëll ech da soen, dass dat falsch war - wéi gesot, et steet op enger anerer Plaz, mä an iergendengem vun den Dokumenter steet et awer dran. Dat also gesot, fir d'Wourecht hei hierzestellen.

Da géing ech wëllen dem Här Schneider soen, dass mer de Moment amgaange sinn ongeféier 2.000 nei zousätzlech Better ze maachen, déi amgaange si gebaut ze ginn, amgaange si geplangt ze ginn. Ech géing proposéieren, dass mer lech lo do géifen eng schréffleche Note mat wa méiglech enger Landkaart ginn, op där Der och kéint gesinn, wou se situéiert sinn, déi eenzel Haiser an och eventuell wéi déi virgesinne Bau-phase sinn.

Dobäi brauch ech dem Buergermeeschter vu Wolz net ze soe wéi laang Zäit, dass mer brauchen, wa mer eppes plangen, bis et dann definitiv esou wäit ass. Ech denken un d'Haus vu Wolz, wou ech mat dem Johny Lahure deemoos op d'Plaz kucke gaange war, déi éischte Kéier, dat si mëttlerweil sécher eefel Joer hier an ier d'Haus wäert a Betrib goen dauert et nach eng Zäitchen. Dat läit net um Familljeministère, et läit och net un deene Leit, déi et bauen, mä et läit un anere Contrainten, déi domat verbonne sinn. Ech hätt och léiwer, et géing méi séier goen, mä domat mengen ech kéint een awer méi kloer gesinn, wat an deenen nächste Joren och hei zu Lëtzebuerg géing als Offer zousätzlech dobäikommen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Minister, fir Är Ausféierungen. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5321.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Wie fir de Projet ass, dee stëmmt mat Jo, wien dergéint ass stëmmt mat Neen oder en enthält sech.

Ech kann lech soen, dass de Projet ugeholl ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

(Interruption)

Da vérifiéiert Är Prokuratiounen. Wann eng net sollt iwwert de Computer gaange sinn, dann huele mer dat no.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Helto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Jean Huss), Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou decidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5176 iwwert d'Ofännerung vun enger UNO-Konventioun géint d'Folter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgueluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Klein an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

4. 5176 - Projet de loi portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Conférence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner (CSV), rapportrice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'UNO-Konventioun vun 1984 géint d'Folter ass dat éischt internationaalt Dokument an Instrument, dat d'Folter an alle senge Formen an alle Situatiounen condemnéiert. Lëtzebuerg huet des Konventioun 1987 ratifizéiert.

Den Artikel 17 vun där nämlecher Konventioun gesäit d'Schafung vun engem Comité vir, deen d'Aufgab huet sech em déi tatsächlech Emsetzung vun deene mënscherechtleche Bestëmmungen ze beklëmmen. Dese Comité, och „Committee Against Torture“, „CAT“ genannt, huet säi Sëtz zu Genf, besteet aus zéng Experten an huet ënner anerer als Roll fir d'alleréischte déi periodesch Lännerberichter ze kontrolléieren, confidentiel Enquêtes an deene Länner ofzehalen, wou d'Torture eventuell kéint sinn, a selbstverständlech der UNO-Generalversammlung hire jährelche Rapport ze ënnerbreeden.

D'Länner, déi des Konventioun ënnerschriwwen hunn, wielen des zéng Experten no équitabele geographesche Kritären. Den aktuelle Comité zielt a senge Reien zwee Memberen aus der EU an eng Fra.

Nom initialen Artikel 18 ginn dese Comité a säi Sekretariat vun de Länner, déi Parties à la convention sinn, finanzéiert. 1992 huet awer Australien der UNO virgeschloen, d'Aktivitéite vum „CAT“ an d'Émolumenter vun den Experten direkt duerch den ordinäre Budget vun der UNO ze finanzéieren. Des Amendementer sinn dat nämlecht Joer an enger UNO-Resolutioun ugeholl ginn, awer si kënnen eréischt a Kraaft trieden, wann zwee Drëttel vun de Länner, déi Partie à la convention sinn, des Ännerungen och an hirer interner, nationaler Gesetzgebung ratifizéiert hunn.

Wat eis elo betrëfft, esou wëll ech soen, dass eng Rei vun Argumenter fir d'Acceptatioun vun desen Ännerunge plädéieren. Fir d'alleréischte huet d'est Gesetz e symbolesche Wäert a réitériert de Lëtzebuurger politesche Wëllen, des Konventioun, déi am Fong geholl de Kär vun de Mënscherechter duerstellt, ze respektéieren.

Finanztechnesch erlaabt et eng Transparenz an der Finanzéierung. Et verstärkt och de gudde Fonctionnement vun den Instrumenter, an erlaabt och en Aligement zu deenen aneren internationale Mënscherechterskonventiounen, déi lues a lues och de Finanzementsmodus changéieren, zum Beispill d'CERD, d'Konventioun fir d'Eliminatioun vun all Form vu Rassendiskriminéierung - dee Comité gëtt och elo aus dem ordinäre Budget vun der UNO direkt finanzéiert. Och op europäeschem Niveau ginn d'Fonctionnementskäschte vum CPT, dem Comité Européen pour la Prévention de la Torture aus dem Budget vum Conseil de l'Europe direkt finanzéiert.

Do derniewent stelle mer awer och fest, dass scho viru Joren eng ganz Rei vun europäesche Länner des Amendement ratifizéiert hunn. Ech nennen Däitschland, Frankräich, Portugal, d'Schwäiz, England, Schweden an nach anerer. A schlussendlech recommandéiert de Statsrot op jidde Fall dese budgettechneschen Amendement unzehuelen. Dofir wëll ech d'Chamber bidden, d'est Gesetz ze stëmmen, an erklären och, dass ech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun hunn.

M. le Président. - Merci, Madame Doerner. Déi éischt ageschriwwene Riednerin ass d'Madame Colette Flesch. D'Madame Flesch huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischte wëll ech d'Madame Doerner fir hiren éischten ausféierlechen an excellente Rapport félicitéieren.

Wéi si et gesot huet, handelt et sech hei em d'Approbatioun vun Amendementen zu der UNO-Konventioun géint d'Tortur, grausam, onmënschlech an degradant Behandlungen, déi drop ausginn d'Aktivitéite vum Comité contre la torture net méi vun de Mitgliedsstaaten, mä vun ordinäre Budget vun der UNO finanzéieren ze loossen. Domadder gëtt de Finanzement vun deem Comité alignéiert op dee vun aneren ähnlechen UNO- an europäesche Comitéen. E gëtt méi transparent a méi effikass.

Wa mir haut deen Text approuvéieren, komme mir éischters onsen internationalen Obligatiounen no, an zweetens, wéi d'Madame Doerner et elo just gesot huet, schlësse mer ons deene meeschte Länner vun der Europäescher Union un, déi desen Text schonn ugeholl hunn.

Ons Fraktioun wäert deen Text stëmmen.

M. le Président. - Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner hu mir den honorabelen Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci der Rapportrice fir hir detailléiert Rapporten. Bei Geleeenheet vun der Ratifikatioun vun deem Projet de loi wëll ech d'Importanz ënnersträchen, déi d'Chamber der Virbeugung an der Ofschaffung vun der Tortur mat anere Strofen op der Welt bäimisst. D'Tortur an déi aner Mësshandlungen, déi brutal, onmënschlech an degradant sinn, gehéieren ënnert déi grausaamst Kategorie vu Verletzung vum de Mënscherechter an der mënschlecher Dignitéit. Bei eis ass dat net verständlech, mä dat geet nach op ville Plazen esou hier.

Dëst Gesetz offrëiert selbstverständlech d'Méiglechkeet, fir nach méi effikass géint d'Tortur unzekämpfen, an och fir den Affär ze hëllefen, fir hiert physescht a psychesch Leed ze iwwerwannen.

Viru 17 Joer, 1987, ass d'UNO-Konventioun géint d'Tortur a Kraaft getrueden. Säithier hunn 132 Staaten dës Konventioun ratifizéiert. Mä trotzdem gétt et nach ëmmer Fäll vun Tortur, déi onbestrooft bleiwen, esouguer an Länner, déi d'Konventioun ratifizéiert hunn. Dës Situation ënnersträcht d'Noutwendegkeet fir weider energiesch a konzertertiert Aktiounen anzusetzen, dat op de regionalen, nationalen an internationalen Pläng, am Sënn fir d'Verschwonne vun der Tortur iwwerall an der Welt ofzeschaffen.

Dës Konventioun ass ganz wichteg, och wa mir schonn ähnlech Konventiounen am Kader vum Conseil de l'Europe ugeholl hunn. Um Niveau vun der UNO stellt si e wichtige Schrëtt duer. Dat ass eng Démarche, déi eise Wëlle bestätegt, fir iwwerall géint d'Folterei unzuzéien an et ass och an där Optik wou d'Chamber soll dës Projet de loi stëmmen. Se erlaabt net nëmme fir de Finanzmodus vum Comité géint d'Tortur méi transparent ze maachen, se viséiert och eng Rationalisatioun an eng Koordinatioun vum Finanzement vun aneren internationalen Instrumenter, déi d'Menscherechter betreffen. Heimat ënnerstëtz an ënnersträcht d'Chamber d'Aarbecht vun der UNO, dem Conseil de l'Europe an der Europäescher Unioun. Et ass wichteg, dass d'State mat deenen internationale Mechanismen zesummeschaffen, fir d'Effikasitéit vun eise internationalen System vu Protektioun a Promotioun vun de Menscherechter ze garantéieren.

Duerch d'Schafe vum Poste vum Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme huet d'UNO ënner Bewäis gestallt wéi uewen d'Protektioun an d'Förderung vun de Menscherechter läit.

De Conseil de l'Europe huet d'Beispiill iwwerholl an de Commissaire aux droits de l'homme agesat. Fir d'éischt ass deen 1997 approvéiert ginn. Den Här Gil-Robles, Commissaire aux droits de l'homme, huet den Opdrag fir déi europäesch Zesummenaarbecht ze verstärken, fir eis um Plang vun der Protektioun an der Promotioun vun de Menscherechter weiderzebréngen.

Den Traité iwwert déi europäesch Verfassung hält och Stellung dozou an zwar am Artikel 3.4 seet se: «Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants». Den Artikel 2.19 fiert weider: «Nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un État où il existe un risque sérieux, qu'il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d'autres peines, traitements inhumains ou dégradants.»

Déi internationale Communautéit a besonnesch déi europäesch Zuel vun Instrumenter, fir géint d'Tortur unzetrieden, an dës Projet de loi schreift sech an déi Serie an. Och wa mer zwar nëmme lues op dësem Gebitt avancéieren, kënnen mer awer glécklecherweis feststellen, datt Fortschrëtt ze verzechen sinn.

Den internationale Geriichtshaff déngt och der Cause vun de Menscherechter. An dësem Beräich wëll ech d'Aarbecht vun den ONGen ervirstärken, déi sech fir d'Verdeedegung vun de Menscherechter setzen. Si setze sech onentgeltlech an. Oft si si grouss Risiken ausgesat, wa se der internationaler Communautéit Fäll vun Tortur dénoncéieren a wa se versichen deenen eventuellen Affären entgéintzekommen.

Mir sollten alles an d'Wee leeden, fir de Kampf géint d'Tortur an der Welt weiderzeféieren, an dës Projet de loi geet an déi richteg Richtung. Dofir géing ech och den Ac-

cord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Klein. Als leschte Riedner ass den honorablen Här Felix Braz ageschriwwen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Felix Braz (DÉI GRÉNG).** - Am Numm vun der grénger Fraktioun wollt ech der Madame Doerner just Merci soe fir e kuerzen awer prezisen a komplette Bericht, an och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deem do Projet de loi ginn.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Braz. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, ech géing wëllen an den Ae vun der Regierung a besonnesch och vun deenen zoustännege Ministeren der Madame Doerner Merci soe fir hiren explizite Rapport, wat mir et erméiglecht net méi brauchen op den Detail zrëckzekommen. Ech géing just wëlle soen, datt et erstaunlech ass, datt et déi Konventioun ass, déi am mannste ratifizéiert gouf vun de Staaten, déi an der UNO sinn, déi iwwert d'Folter ass an op där anerer Säit d'Folter awer eng vun deene gréisste Sënnen ass, déi ee ka géint d'Menscherechter maachen.

Dofir sinn ech frou, wann de Mëtteg eis Chamber dëst Gesetz stëmmt an domadder eise Konditiounen op internationale Pläng nokënn. Merci villmools!

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Minister. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass unanime mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hétto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castagnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Jean Huss), Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eiseum Ordre du jour, d'Diskussioun vum Projet de loi 4691, een Ofkommes tëschent de Benelux-Staten a verschiddene Länner iwwert d'Zrëckweisung vun illegalen Awanderer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

Et si schonn ageschriwwen déi Hären: Goerens, Fayot, Bausch an Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

5. 4691 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bucarest, le 6 juin 1995, et de ses Annexes I et II;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 7 octobre 1998;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 février 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Ac-

cord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Croatie, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Zagreb, le 11 juin 1999 et de ses Annexes I et II

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

■ **M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren an deen eng Rei vun Accords de réadmission tëschent de Benelux-Staten a verschiddenen Drëttlänner beinhalt, huet a sech schonn e laange parlamentaresche Wee hannert sech.

Am Joer 2001 si fir d'éischt eng Rei vun deenen Accorden an der aussepolitischer Kommissioun gewiescht. D'aussepolitisch Kommissioun huet awer mat der Conférence des Présidents deemools decidéiert gehat, all dës Accorden an d'juristesche Kommissioun ze iwwerweisen, wou dann och en éischte Rapport deemools fäerdeg gemaach gi war.

Allerdéngs konnten dës Accorden net allegueren den 12. Dezember 2002 ugeholl ginn, well an engem vun deenen Accorde sech e materielle Feeler ageschlach hat, an dat war an deem Accord mat Lettland. Doduerch huet missen deemools eng nei Notifikatioun gemaach ginn, an doduerch ass natierlech e gewësse Retard komm, an du konnten all déi Accorden, notament mat de baltische Länner, deemools net ugeholl ginn. Entretiens sinn elo erëm déi Accords de réadmission vun der juristescher Kommissioun an d'Commission des Affaires étrangères iwwerweisen ginn, an do sinn se dann och diskutéiert an och ugeholl ginn.

Èm wat geet et a sech hei? Et sinn also eng Rei vun Accorden, déi zwëschent de Benelux-Staten op där enger Säit ënnerschriwwen ginn an de baltische Staaten: Rumänien, Bulgarien a Kroatien op där anerer Säit. Hei geet et a sech drëm, d'Konditiounen an d'Modalitéite festzeleeën ënnert deenen Drëttlänner hir Statsbierger erëm mussen zrëckhuelen, wann déi sech illegal um Territoire vun engem vun de Benelux-State befannen. Et geet op där anerer Säit awer och drëm d'Transitmodalitéite festzeleeën mat deene Länner, wou dës Leit mussen duerchreesen, well se jo net allegueren iwwert de Flugwee erëm zrëckbruecht ginn.

D'Fro hat sech an der aussepolitischer Kommissioun gestallt, ob besonnesch mat deene baltische Staaten iwwerhaupt nach esou Accorde missten ofgeschloss ginn, well déi jo och säit dem 1. Mee an der Europäescher Unioun sinn. Hei ass d'Antwort awer ganz kloer jo, well si sech nach net am Schengen Raum befannen.

Ech géif nach eng Kéier wëllen op d'Wichtigkeet vun dësen Accorden hiweisen. Et geet nämlech hei drëm, datt all déi Leit, déi sech illegal um Territoire vun engem vun de Benelux-State befannen - et geet also och hei entre autres ëm déi déboutéiert Demandeurs d'asile -, net kënnen an hir Ursprongslänner zrëckgeschéckt ginn, ouni formellen an expressen Accord vun dësen Länner. Well et awer elo schwéier ass ëmmer punktuell a konkret eng Autorisa-

tioun vun deene Länner ze kréien, ginn also elo an Zukunft an och an der Vergaangenheet Accorde mat deene Länner ofgeschloss, déi et dann automatesch erméigleche Leit, déi sech illegal um Territoire vun de Benelux-State befannen, direkt an dës Ursprongslänner zrëckzeschécken, ouni also do nach punktuell den Accord dofir anzehuelen.

Et geet awer och hei drëm, Leit heemzeschécken, déi a sech wëllen zrëckgoen, mä déi an hirer Vergaangenheet allegueren hir Pabeieren entweder ofgeholl kritt hunn oder verluer hunn an déi a sech keng Pabeiere méi hunn an déi am Prinzip net kënnen ouni esou Accorden an hir Pays d'origine erëm zrëckgeschéckt ginn.

Wat sinn elo déi wesentlechste Punkten, déi an deene verschiddenen Accorde festgeluecht sinn an déi och ëmmer erëmkommen?

Fir d'éischt gétt nach eng Kéier den allgemenge Prinzip widerholl, laut deem all Stat muss op säin Territoire seng eege Statsbierger zrëckhuelen, déi sech illegal um Territoire vun engem vun deene State befannen, déi dës Accorde ratifizéiert hunn.

Zweetens ginn an dësen Accorden d'Konditiounen, d'Modalitéiten an d'Délaie festgeschriwwen, dëst fir d'Ausstellung vun de Reesdokumenten vun deene concernéierte Personnen.

Drëttens gesinn awer och dës Accorden Dispositiounen vir fir all déi Leit, déi obschonn se net d'Nationalitéit vun engem vun deenen Drëttstaaten hunn awer Opthaltsgenehmigungen oder gültig Visaen hu respektiv mindestens sechs Méint an deem Land gelieft hunn iert d'Demande de réadmission gemaach ginn ass, an déi sech illegal an engem anere Land befannen.

A véiertens ginn dann awer och Regele festgeluecht, wat den Transit vun all deene Leit ubetrëfft, déi an hir Ursprongslänner zrëckginn an déi wéi gesot net iwwert de Flugwee dohinner ginn.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier betounen, dass all déi Accorden eréischt a Kraaft trieden, wa se vun alle Länner ratifizéiert gi sinn, déi se och ënnerschriwwen hunn. Dir fannt a mengem schréffleche Rapport eng genau Oplëschung vun deene verschiddene Ratifikationsprozeduren an deenen eenzelen Länner, esou datt ech hei de Mëtten net méi op déi Situatioun muss am Detail agoen.

Als Konklusioun wëll ech nach eng Kéier festhalen, dass dës Accorden net nëmme den Autoritéite vun deene verschiddene Länner, déi se ratifizéiert hunn, déi administrativ Ofwécklung vun der Réadmission wäerte vereinfachen, mä haaptsächlech och emol all deene betraffene Leit iwwerhaupt emol wäerten d'Heemrees an hir Heemlänner erméiglechen. An deem Sënn ass dat heiten e ganz wichtige Projet an ech géif dann och hoffen, datt en op e méiglech grouss Konsensus hei géif stousen. Ech géif och direkt den Accord vun der CSV-Fraktioun dozou ginn.

Ech soen lech Merci.

■ **Mme le Président.** - Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Goerens. Ech ginn dem Här Goerens d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Charles Goerens (DP).** - Madame Presidentin, ech wollt den Accord vu menger Fraktioun ginn. Den Här Mosar huet d'Erklärung op eng excellent Manéier duerchbruecht an ech géif och mat mengem Accord d'Hoffnung verbanne, datt deen Accord de réadmission esou seele wéi méiglech gebraucht gétt.

Plusieurs voix. - Très bien.

Mme le Président. - Da géng ech d'Wuert deem nächste Riedner ginn, dem Här Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP). - Jo, Madame Présidente. Meng Fraktion wäert dësen Accord och stëmmen. Mir soen dem Rapporteur Merci fir déi laang Gedold, déi en hat bis en zum Enn vun dësem Projet komm ass.

Ech wëll soen, dass ech dat interessant fannen, mä et ass jo schonn e bëssen al a schonn e bëssen dépasséiert an ech géif d'Hoffnung ausdrécken, dass wat d'Accords de réadmission zwëschen der Europäescher Unioun an Auswanderländer ugeet, dass mir do eng europäesch Prozedur kréien an dass mir do en Netz vun Accords de réadmission kréien, dat wierklech effikass ass an net au coup par coup, wéi d'Est, wat vläicht seng Utilitéit een Abléck hat, mä ech woen ze bezweifelen, dass déi Utilitéit haut nach ganz grouss ass.

Merci.

Mme le Président. - Da géif ech dem Här Bausch als nächste Riedner d'Wuert ginn.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG). - Madame Présidente, et ass alles gesot, wat ze soen ass, a fir net weider Zäit ze verléieren, wëll ech just soen, dass meng Fraktion dee Projet wäert stëmmen.

Mme le Président. - De leschte Riedner, dee fir haut age droen ass zu dësem Projet ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Madame Présidente, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et kann een awer net bei Geleeënheet vun der Debatt iwwert dese Projet de loi iwwert d'Readmissionne vu Leit, déi illegal an d'Land komm sinn, d'Problematik vum Asyl, esou wéi se sech elo stellt, nach eng Kéier an d'Debatt werfen, well d'Regierung ass gefuerdert, fir urgent ze handelen.

Ech wëll drun erënneren, dass mir am Joer 2000 628 Demandes d'asile haten, am Joer 2001 686, 2002 1.043, 2003 1.554 an am Joer 2004 déi éischt sechs Méint sinn et der 918 a viraussichtlech Enn des Joers 1.800. Fréier kouw de Gros aus Serbien-Montenegro, 2004 déi sechs éischt Méint gesäit een, dass Serbien-Montenegro 146 Demanden ausmaachen a leider Schwaarzafrika, haaptsächlech Leit aus dem Nigeria, 305. Fréier waren et Famillje ganz oft mat Kanner. Haut sinn et Célibataires.

D'Dauer vun der administrativer Instruktioun läit bei engem Joer a méi, wou den Dossier vun all Demande instruéiert gëtt. Dat ass déi längsten Dauer a ganz Europa. Wann déi administrativ Recoursen eriwuer sinn, da kommen déi juristesche Recoursen virun dem Tribunal administratif a virun der Cour administrative. Resultat: D'Leit bleiwen dräi, véier an heiansdo méi Joren hei am Land.

Vill Demandé sinn offensichtlech net recevabel, well d'Leit direkt, wann se rakommen, soen: Ma ech kommen heihinner fir eng Aarbecht ze sichen. Herno mussen se awer en Asyl ufroen, fir hei ze bleiwen, da froen se alt fir Asyl. Verschidder ware schonn zwee-, dräimol hei. Verschidder hunn Demanden a méi Länner gestallt. Verschidder refuséieren all Kollaboratioun mat de Lëtzebuurger Autoritéiten, wat hir Identitéit ugeet, iwwer wat fir ee Land se erakomm sinn oder soss Informatiounen iergendwéi unzegeen.

Et gesäit een, dass de Justizminister, dee fréier fir déi Saachen do zoustänneg war, den Här Luc Frieden, 1 bis 5%, jee no Joer, vun de Leit, déi eng Demande gestallt haten, als Réfugiés unerkannt huet. 95% bis 99%, also dat sinn se bal

all, kréien hir Demande refuséiert. Op de 16. August d'Est Joer sollte 1.415 Persounen ausgewise ginn iwwert de Wee vun Accords de réadmission, dat sinn déi Donnéeën, déi den Här Immigrationminister mer op eng Question parlementaire ginn huet. Dovunner hu sech der awer nëmmen 43 d'accord erkläert, fir fräiwëlleg zrëckzegoen. D'Rapporteur huet den Här Minister mer deen Ablack gesot, ginn de force duerchgefëiert am September. Ech froen d'Regierung, ass dat geschitt? Ech weess et net, ech hu keng Nouvelle krit. De fréiere Minister huet meeschtens, wa Leit zrëckgefouert ginn, d'Press informéiert. Hei gëtt een dat net méi esou gewuer. Et ass en anere Stil.

Ech hat de fréiere Responsable fir d'Immigration, den Här Justizminister, den 12. Februar d'Est Joer énnert der vieregter Legislatur interpelléiert iwwert d'Tatsaach, dass an allen europäesche Länner d'Zuel vun den Demandeurs d'asile zrëckgeet, sauf zu Lëtzebuerg, an dass näischt gemaach gëtt fir ähnlech Mesuren ze huele wéi am Ausland.

Mir hu pro Kapp vun der Bevëlkerung, op 1.000 Leit gesinn, déi meescht Demandeurs d'asile am Joer 2003 gehat. Mir hu virgeschloen, fir méi Personal anzustellen, fir déi administrativ Dauer fir d'Dossieren ze instruéieren, d'Prozeduren ze verkierzen, doduerch dass den Appel ofgeschaaft gëtt an doduerch dass d'Demanden, déi manifestement irrecevabel sinn, a kierzester Zäit kënnen ofgewise ginn, dass d'Accords de réadmission, déi am Tirang leien - an Dir gesitt -, dass mer der hei am Tirang leien haten, well Dir hutt dat héiere vun 99 - missten op den Instanzen wee bruecht ginn, an dass d'Accorde mat aneren europäesche Länner sollte fonnt ginn, fir gemeinsam Réadmissionen, dass heescht Réadmissionen, an d'Heemechtsland ze accélérieren.

Do gesäit een, dass aner Länner ganz étroitement matenaner kollaboréieren. Wa si selwer keen Accord de réadmission hunn, da féieren zum Beispill d'Hollänner hir Leit aus dem Nigeria an England, an dass iwwert dee Wee déi Decisiounen, déi hei vun onse Gerichter geholl gi sinn a wou d'Regierung se muss ausféieren, och sollen ausgefuert ginn.

Et geet also drëm ze kucken, dass dee Rechtsstat, dee mir ons ginn hunn, wou déi Prozeduren, déi hei festgeluecht gi sinn, och solle respektéiert ginn.

Ech hunn deen Ablack och, fir ze weisen, dass et méiglech ass, fir verschidder Ännerungen duerchzezéien, eng Proposition de loi déposéiert, wou mir konkret Léisungen als ADR virgeschloen hunn. Den Här Justizminister deemools huet e puer Wochen duerno endlech reagéiert an och e Projet de loi déposéiert, fir d'Prozeduren ze beschleunegen. Säithier näischt méi.

Dobäi ass Urgenz gebueden, fir de Problem unzegoen. An et ass noutwendeg, dass mer reagéieren. Mir gesinn, dass d'Populatioun, notament an der Stad Lëtzebuerg, net méi duerhält, wa se gesäit, dass manifestement den Drogenhandel op eng Kéier elo an der Hand vun e puer Schwaarzafrikaner ass. Ech wëll domat net generaliséieren, dass wëll ech ganz daitlech hei gesot hunn, mä et ass awer eng Tatsaach, dass déi Leit, déi elo nei an illegal am Land nach sinn, et fäerdeg bruecht hunn, fir den Drogenhandel u sech ze räissen, doduerch dass se d'Präisser bal halbéiert hu wat Heroin a Kokain ugeet, an dass mer gewuer gi sinn, dass d'Police am Laf vun leschte Joer 129 Arrestatiounen am Kader vun Drogenhandel gemaach huet, dovunner eleng 126 an der Stad Lëtzebuerg.

Doriwwer eraus muss een och festhalen, dass wann iwwer 1.400 Leit illegal am Land sinn, sech da Problemer stellen, an dass gëllt elo méi

fir d'Familljeministesch, fir déi Leit en Ennerdaach ze hunn a fir ze kucke wéi se solle geniert ginn; et muss een hinne jo och z'iesse ginn.

Deen anere Volet vun der Fro ass, dass mer och nach dee ganze Volet médical duerchzéien. Mir gesinn, dass d'Regierung ganz generéis ass an esouguer deene Fraen oder Männer, déi Problemer hu vu Fertilität, Traitementen zu Bréssel op der Universitätsklinik verschreiwe léisst. Et gesäit een, dass de Käschtepunkt vun der ganzer Immigration, wouvunner e gudden Deel Immigration, ech schwätze vun der illegaler, ëmmer méi an d'Luucht geet an dass et dréngend ass, dass mer d'Gesetzgebung änneren.

An ech wollt d'Regierung froen: Firwat ass dee Projet de loi vum Här Minister Frieden elo nach net wederbruecht ginn? Ons ass gesot ginn, dass anscheinend d'Regierung dee Projet de loi nees wëllt änneren, waarde wëllt bis et um europäeschen Niveau eppes gëtt. Déi Seechen do, déi hu mer scho laang héiere vu Säite vum Här Luc Frieden als Justizminister, mä mir wëssen, dass deen Accord um europäeschen Niveau net esou séier viruegt, an dass een also muss en attendant awer de Problem ugoen an eng Léisung sichen. Ech wollt froen, ob d'Regierung wëllt higoen a jiddereen, deen illegal am Land ass, régulariséieren. Oder ass et esou wéi d'Gesetzgebung et elo ausweist, dass déi Leit mussen zrëckgefouert ginn? Mä do dertëscht geet et net. Et muss gesot ginn, et geet an déi eng Richtung oder et geet a déi aner.

Mir hu begréisst, dass d'Regierung an hirer Erklärung gesot huet, dass mer géingen déi Fäll nei iwwerdenken, wou Familljen do si mat Kanner a wou déi Kanner schonn am Schoulsystem integréiert sinn. Dat ass eppes wat mer begrëssen. Mä alleguer déi aner Saache bleiwen am Tirang. Do menge mer, dass misst reagéiert ginn an et ginn awer nach Leit mat Kanner ausgewisen. Dofir verstinn ech net wou elo d'Linn ass. Firwat kommen déi Gesetzgebungen net? Wat wëllt d'Regierung op deem Gebitt?

Et ass wichteg, dass mer dee ganze Problem ugin. Ech bedauern, dass mer dat bis elo net gemaach hunn, dass mer keng kloer Richtung hu vum Minister oder vun der Regierung insgesamt a wat fir eng Richtung et geet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir begrëssen, dass déi Accords de réadmission hei zur Debatt stinn, dass mer se kënnen duerchzéien, mä mir wëssen awer alleguer, dass se just Länner betreffen, wou mer ganz weineg Réfugiéen hierhunn.

An ech wëll och der Regierung soen, dass wa mer déi Texter hei stëmmen, dat net wëllt heeschen, dass mer net um Ball wäerte bleiwen. Ech wëll och der Regierung soen, dass mer ons d'accord erkläert haten als ADR, fir während der Présidence eng gewësse Retenue ze hu wat déi eenzel Aarbechten ugeet, déi an der Regierung sinn, fir net ze vill ze interpelléieren. Mä ech wëll awer och gradesou kloer soen, dass dat net gëllt fir d'Problemer vun der Immigration. Do muss reagéiert ginn, an do wäerte mer ganz staark drop pochen, fir dass dës Regierung endlech Neel mat Käpp mécht anstatt nëmmen ze schwätzen an d'Problemer viru sech hinzedrecken.

M. le Président. - Merci, Här Henckes. D'Diskussion ass domat ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung. D'Madame Marie-Josée Jacobs hält Stellung zu deem Projet.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat effektiv net domat gerechent, dass mer de Mëtteg hei eng Debatt iwwert den Asyl kréien, mä et ass awer wëllkomm, besonnesch wann ee weess, dass och nach geschwé Wahle sinn, dann ass et jo kloer, dass dat eppes ass wat verschidde Leit hei gutt an de Krom passt.

(Interruption)

Iwwer esou eppes soll ee wierklech net polemiséieren, dofir ass deen Thema wahrhaftig ze vill eescht...

M. Gast Gibéryen (ADR). - Madame Minister, da fänkt Dir och net un ze polemiséieren.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Gitt Dir zwee emol eens mateneen.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Mir sinn eis eens!

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Ech wëll awer op déi verschidde Froen eng Äntwert ginn, déi den Här Henckes gestallt huet.

Éischtens ass dee Projet de loi, wou déi Prozedur sollte vereinfacht ginn, wuel eng Kéier déposéiert ginn an et wier vläicht gutt, wann Der lech géngt drun erënneren, dass en net vun lech déposéiert gouf, well Dir konnt jo kee Projet de loi, héchstens eng Proposition de loi, déposéieren. Mä Dir hat se awer duerno déposéiert, wou den Här Frieden se eng Kéier a senger Prozedur dran hat, a wou mer zrëckgeschéckt goufe vun dem Conseil d'État. Et ass ewell esou laang hier, dofir wousst Der et vläicht net méi.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Madame Ministerin, dat dote stëmmt net, ech wëll...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Henckes, wann Der gären eng Fro un d'Madame Minister stellt, da mell lech zu Wuert an da kritt Der d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, ech weess, dass hei op dëser Plaz munnech Leit e bësselche méi spontan scho reagéiert hunn, mä ech hunn hei d'Procès-verbalé matgeholl vun der Chamber, an aus deene geet ganz kloer ervir, dass déi éischt Proposition de loi, déi erauskomm ass, vu mir a vum ADR kouw, an dräi Woche méi spéit huet den Här Minister dann eréischt säi Projet de loi virgestallt.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - A wat ass mat deem geschitt?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ma e läit hei.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Neen, et wor ewell en Avis vum Conseil d'État do fir ze soen, dass een déi Prozeduren, an do ass jo virgesinn, dass déi zweet, wéi seet een dat do, Instanz sollt ewechkommen, dass een dat net daerf maachen.

M. Xavier Bettel (DP). - Voilà! Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - War dat esou oder war dat net esou?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Also ech wëll just nëmmen drop hiweisen, dass dat juristesche net de Fall ass, well dat an de meeschte Länner ofgeschaaft ass.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Jo, ech wëll lech nëmme weinst der historescher Wourecht

soen, dass dat do ewell virun lech eng Kéier probéiert ginn ass an net duerchkomm ass.

M. Xavier Bettel (DP). - Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Ech wëll awer soen, dass dat zousätzlech Personal am Budget fir 2005 virgesinn ass, wat déi ganz Fro vun de Prozeduren dann domadder soll verkierzen. Et sinn am September keng Retour-forcéé gemaach ginn, mä et sinn awer Retour-assistéé gemaach ginn. An ech wëll och soen, dass ass net datselwecht, mä déi Leit, déi...

(Interruption)

Neen, do gëtt et och Ennerscheeder, mä ech mengen net, dass et awer elo de Moment ass fir hei domadder unzefänken. Loosst eis eng Kéier eng Debatt doriwwer maachen, an dann diskutéiere mer wierklech iwwer alles wat mat Asyl ze dinn huet, vu vir bis hannen, mat Retouren an Netretouren, well elo dee Projet, deen de Mëtteg...

M. le Président. - Madame Minister, den Här Jaerling wëllt lech eng Fro stellen. Sidd Der d'accord?

M. Aly Jaerling (ADR). - Also, Madame Minister, géift Dir mer wann ech gelift erklären, wat den Ennerscheid ass tëschent engem Retour forcé an engem Retour assisté, well ech hunn dat vum 18. am Hierschtmont ganz kloer matverfollegt, dat war e Samschdegmueren, an dat war eleng e Retour forcé. Ech hat mech fir ee spezifesche Fall interesséiert, wou nämlech eng Famill zrëckgefouert ginn ass, déi dräi Kanner hei hat, wou ee Kand hei gebuer war, wou et hei an der Schoul war, an ech hunn dem Här Minister och eng Fro gestallt, wat dann an der Regierungserklärung wëllt heeschen, dass d'Regierung wëllt kucke fir déi Leit spezifesche Moosnamen anzeleeden.

Ech hunn d'ganze Woch mam Här Schmit telefonéiert an et war kee capabel an der ganzer Regierung mir ze soen, wat dann domadder gemengt ass, an et ass bis haut och nach net op déi Fro geäntwert ginn. Et wär awer net schlecht, wa mer doriwwer emol Kloorheet hätten, wat dann den Ennerscheid ass tëschent engem Retour forcé an engem Retour assisté. De Retour assisté, dass ass just, dass d'Leit gesot kréien: Wann s de elo net ennerschreifs fir fräiwëlleg heemzegoen, da féiere mer dech forcéiert heem.

Une voix. - Dat ass scho forcé.

M. Aly Jaerling (ADR). - Majo, dat ass Erpressung vu vireran.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Also ech wier awer elo frou, wa mer iergendeng Kéier géinge gewuer ginn, ech hat dat Gefill, dass den Här Henckes eigentlech hei wëllt, dass all Mënsch géing zrëckgefouert ginn, den Här Gibéryen plädéiert, fir dass d'Leit kënnen hei bleiwen, also wéi gesot, mir wäerten eis iergendwou eng Kéier...

(Interruptions)

Net den Här Gibéryen, den Här Jaerling, entschëllegt.

M. Ben Fayot (LSAP). - Den ADR misst emol kloerstellen, wat seng eigentlech Positioun ass.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Jo, voilà, mä mir wäerten awer eng Kéier doriwwer eens ginn.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Lauschtert emol, Dir Herrschaften, ech géif lech...

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Si ennerbrécht déi ganzen Zäit!

M. le Président.- Neen, neen, Här Henckes, et ass net esou. D'Madame Jacobs ënnerbrécht net, d'Madame Jacobs huet d'Wuert! Wann een hei ënnerbrécht, da kënnen et de Moment nëmmen Deputéierte sinn.

Ech hunn och elo iwwregens gemierkt, den Här Jaerling sollt eng Fro stellen. En huet zwar eng Fro gestallt, mä en huet och nach eng Ried dobäi gehalen. Also, mir sollen eis e wéineg hei un eis Regeln halen, eng Fro stellen an dann hätte mer och gären eng Äntwert vun der Regierung dozou. Madame Jacobs, Dir krut eng kloer Fro gestallt vum Här Jaerling. Den Här Jaerling huet och d'Recht op eng Äntwert.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.- Ech wëll nach eng Käer soen, datt et sécher eng Käer eng Geleechenheet gëtt wou dann déi eenzel Fraktiounen sech bis dohinner konzertéiert hunn, wat datt se wëllen a wat datt se net wëllen, an d'Regierung an och déi aner Parteien d'Méiglechkeet kréien, fir sech dozou ze äusseren.

Ech wëll just soen zu deem Projet de loi, wou et drëm geet fir Réadmissionen ze maachen an déi eenzel Länner, datt dat net nëmmen eng Fro vun Demandeur-d'asilen ass. Et sinn och aner Leit, déi kënnen an e Land zrëckgefouert ginn ausser Demandeur-d'asilen. Haut geet et besonnesch ëm sechs Länner, wéi Rumänien, Bulgarien, Kroatien an déi dräi baltesch Republiken, a wou een och gesäit, datt et wichteg ass, datt mer awer och nach dräi Accorden do behalen, quitte datt ech absolut domadder d'accord sinn, och mam Här Fayot, fir ze soen, et ass besser wann dat europäesch Accorde sinn, wou déi 25 Länner dat ënnerschriwwen hunn, well et da selbstverständlech e ganz aneren Impakt huet wéi wann dat déi eenzel Länner sinn, déi sech dorëmmer mussen këmmen.

Et bleift trotzdem nach ze soen, datt et och nach duerno wäert méiglech sinn, individuell oder op zwëschesstaatlechem Plang och nach kënnen där Accorden ze maachen. Ech fannen et och interessant, datt mer zum Beispill elo mat Frankräich an Däitschland an Eisträich esou Accorden hunn, an datt op europäischem Plang déi Länner, déi elo amgaang sinn, wou Verhandlung gefouert ginn, eng Käer Marokko, Pakistan, d'Ukrain a Russland ass, datt mer Verhandlungen ofgeschloss hu mat Hongkong, Macau, Sri Lanka an Albanien, an um Programm zousätzlech stinn Algerien, Türkei a China. Dir gesitt also, datt dat Accorde sinn, déi quesech iwwert d'Welt ginn an déi hoffentlech - an do schléissen ech mech de Wieder vum Här Goerens un - esou mann wéi méiglech muss gebraucht ginn, well et ëmmer fir déi Leit e Schicksal ass, wat net schéin ass.

Op där anerer Säit wëll ech elo ofschléissen an dem Rapporteur, dem Här Mosar, Merci soe fir seng virbildlech Aarbecht, déi e gemaach huet an déi och net ëmmer einfach war a wou ee mierkt bis hei an d'Chamber, datt dat alles méi komplizéiert ass wéi ee sech dat vläicht virstellt.

Merci villmoos.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 4691.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Wie fir de Projet ass stëmmt mat Jo, wien dergéint ass stëmmt mat Neen oder en enthält sech.

De Projet de loi 4691 ass eestëmmegeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert

Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Emile Calmes), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5364, eng budgetär Upassung bei der Emgestaltung vum Gaasperecher Kräiz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: d'Madame Brasseur, den Här Diederich, d'Madame Loschetter an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Sauber. Här Sauber, Dir hutt d'Wuert.

6. 5364 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la «Croix de Gasperich» avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186

5365 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies

Rapport de la Commission des Travaux publics du projet de loi 5364

M. Marcel Sauber (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, dee mer haut diskutéieren, ass am Fong eng Suite vun dem Gesetz wat mer gestëmmt hunn iwwert d'Gaasperecher Kräiz, verkierzt gesot. Haut hu mer allerdéngs d'Kräiz mam Dépassement, an dat bedeit, datt mer mussen en neit Gesetz stëmmen, fir d'Adaptation budgétaire ze maachen.

Historesch de 14. Dezember 2001 ass de Chantier décidéiert ginn. Den Devis war deemools 10,5 Milliounen Euro, ouni d'Hausses lé-gales, an haut ergëtt et sech jo dann, datt den Devis net kann agehale ginn. Dat bedéngt, datt en neit Gesetz muss kommen, fir eben d'Adaptation budgétaire ze maa-

chen, fir datt d'Aarbechte kënnen fäerdeg gestallt ginn an och kënnen bezuelt ginn. De Projet, deen dann elo hei virläit, soll dann och de constitutionnellé Virschreften an deemem Sënn Rechnung droen.

De 14. Juli vun deem Joer huet déi deemoleg Travaux-publics-Ministerin de Gesetzesprojet an der Chamber déposéiert. De Conseil d'État ass de 25. Juni 2004 domat befaasst ginn an de 16. Juli huet e säin Avis ofginn. D'Kommissioun vun den Travaux publics war de 5. Oktober 2004 zesummen an huet mech als Rapporteur designéiert. An darselwechter Sëtzung huet se den Text vum Gesetz analyséiert an och den Avis vum Conseil d'État ënner d'Lupp geholl. An der Sëtzung vum 19. Oktober 2004 huet se hire Rapport presentéiert, deen dann och majoritaire ugeholl ginn ass.

Zum Fong elo vum Projet selwer. Aus dem Exposé des motifs geet ervir, datt den Dépassement vu 4,6 Milliounen am Wesentlechen domat begrënt gëtt

- éischtens, datt den Dépense fir d'Etüde vun den Architekten an Ingenieuren net Rechnung gedroe gi war am éischten Devis, ronn 600.000 Euro;

- zweetens, datt d'Aarbechte vun de Lousen 1 an 2 ëm 15,7 respektiv 26,89% méi héich zougeschloe gi si wéi den Devis virgesi war, wat dann en Dépassement mat sech bréngt vun 1,7 Milliounen;

- drëttens, 900.000 Euro sinn domat erkläert, datt d'Elektrokabele vun der Stad Lëtzebuerg op méi eng laang Streck hu misse verluucht ginn;

- véiertens, d'SEBES-Waasserleitung huet och missen anescht verluucht ginn, wat e Supplément vun 870.000 Euro mat sech bréngt;

- fënneftens, déi öffentlech Beleuchtung war am Devis net virgesinn, 300.000 Euro

- a schlussendlech ass och nach eng Reserv dra fir Imprévuë vun 172.000 Euro.

Ofgeronnt ergëtt sech domat en Dépassement vu 4.605.000 Euro bei Bauindex 575,85 op den 1. Abrëll 2003.

De Conseil d'État, dee kuckt d'Argumenter an d'Erklärung vum Dépassement ganz kritesch a bezeechent och Verschiddener dovun als «anomalies inacceptables et surtout contraires à une gestion en bon père de famille des deniers publics». Am Interesse vun der Transparenz vun de Statsfinanzen an am Interesse vun de Steierzueler wär et noutwendeg, seet de Conseil d'État, datt déi zoustänneg Autoritéite prompt reagéieren, fir datt däraarteg Fall an Zukunft vermidde ginn, an datt ee sech déi noutwendeg Prozedure gëtt, fir kënnen de Gesetz an de Reglementer respektiv dem Contrôle vun der Chamber gerecht ze ginn.

De Conseil d'État, trotz aller Kritik, gëtt dann awer säin Accord zum Projet «compte tenu de l'avancement du chantier et des problèmes de circulation routière y relatifs». E schléit dann allerdéngs nach am Artikel 2 eng Textännerung vir an e proposéiert och de Bauindex unzepassen un dee leschtbekannte Stand.

D'Kommissioun vun den Travaux publics deelt déi haart Kritik vum Conseil d'État um Projet. Verschiddene Argumenter si schwéier, wann iwwerhaupt ze verstoen a mussen an Zukunft absolut vermidde ginn. Et schéngt mir kloer, datt bei engem gréisseren Chantier ëmmer Imprévuën do sinn, deene muss kënnen Rechnung gedroe ginn, mä hei handelt et sech bei verschiddene Positiounen net méi ëm Imprévuën, mä einfach emol ëm Oubliën, fir et emol esou auszedrücken.

An do ass dann ebe wichteg, datt esou Saachen an Zukunft vermidde ginn, datt Dépassementer, wa se iergendwéi ustinn, duerch nei Prozeduren iergendwéi nei an de Grëff kënnen geholl ginn, an datt de Ministère sech déi noutwendeg Moyene gëtt, fir kënnen prompt op esou Situatiounen ze reagéieren. Vlächst léisst sech deen een oder aneren Oubli och nach domat erklären, datt déi nei Interpretatioun vum Artikel 99 vun der Constitution deen een oder anere Verwaltungsmënsch awer iwwerrascht huet.

D'Membere vun der Kommissioun hunn och net mat Kritik gespuert um Projet, eng Kritik, déi awer och opbauend war an deem Sënn, datt de Minister eng ganz Partie Suggestiounen a Propositionen mat op de Wee kritt huet, fir ze kucken, wéi een dat do alles kennt vermeiden. De Minister vun den öffentlechen Aarbechten huet dann och versprach, hie géing Mëtzel a Weeër sichen, fir datt an Zukunft déi bestehend Lacunë kënnen ënnerbonne ginn, an en huet och nach eng Partie zousätzlech Erklärungen dann ofginn.

Schlussendlech markéiert dann d'Kommissioun majoritär hiren Accord zum Projet a follegt dem Conseil d'État wat d'Textännerungsvirschléi ubelaangt vum Artikel 2, an e passt dann och de Betrag vu 4,6 Milliounen Euro un deen neien Index un, woumat dann den definitive Betrag 4.709.534 wier. D'Kommissioun proposéiert dann och den Text ze akzeptéieren, wéi en elo am Rapport virläit. Ech bréngen da vun dëser Platz aus och den Accord vun eiser Fraktioun zum Projet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Sauber. Als éischte Riedner ass ageschriwwen d'Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut zwee Projeten um Ordre du jour, déi am Fong deeselwechte But hunn, nämlech eng Adaptatioun vun dem ursprénglechen Devis, esou wéi en am Gesetz gestëmmt ginn ass, dat eng Käer zu Gaasperech, wou mir de Rapport héieren hunn, an dat anert ass de Giratoire vu Märel.

Vu dass et zweemol deeselwechten Objet ass, wollt ech just eng Interventioun maachen, Här President, wann et erlaabt ass, an zu deenen zwee Projete gläichzäitig schwätzen, sou dass ech bei deem nächste Projet dann d'Wuert net méi wäert froen.

M. le Président.- Jo, Här Wolter?

M. Michel Wolter (CSV).- Ech wollt eng Propos maachen, wann dat bei alle Fraktiounen de Fall wier, ob ee vlächst net den zweete Rapport kéint elo maachen an dann eng Diskussioun iwwert déi zwee Projete maachen, dans la mesure wou mer an enger Situation sinn, wou mer praktesch exakt déiselwecht Problemer op deenen zwee Projeten hunn. Wann d'Madame Brasseur domadder d'accord wier an och d'Chamber, da géif een deen zweete Rapport maachen an dann eng Diskussioun iwwert déi zwee. Ech mengen, dat géif jiddereen an alle Fraktiounen och arrangéieren.

M. le Président.- Ech mengen, dat wier eng gutt Propos, d'autant plus wou den Här Baute-minister mir gesot hat, datt et hien och géif arrangéieren fir dat Ganz an enger globaler Diskussioun ze maachen, well et all Kéiers déiselwecht Froe sinn.

Ass d'Chamber dann domat d'accord, dass mer fir d'éischt déi zwee Rapport lauschteren?

(Assentiment)

Da muss ech lech bieden, Madame Brasseur, lech nach ee Moment ze gedéllegen, an ech géif

dem Rapporteur vun deem zweete Projet, dem honorabelen Här Clement, d'Wuert ginn, fir dee Rapport virzedroen, an dann huet Dir Stellung zu deenen zwee.

Mme Anne Brasseur (DP).- Ech si ganz frou, dass meng Virgoensweis dozou geféiert huet, dass mir elo méi rationell hei kënnen schaffen.

M. le Président.- Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Travaux publics du projet de loi 5365

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Problem, deen deen heite Projet opwerft, ass, wéi mer elo grad héieren hunn, ähnlech gelagert wéi deen, iwwert dee mer elo just de Rapporteur héieren hunn, an et ass sécherlech och net, géif ech emol soen, haut fir d'éischt, mä mat Sécherheet och net fir d'lescht wou mer iwwer ähnlech Problemer an em Dépassementer an engem Bauprojet heibanne wäerten diskutéieren.

Une voix.- Dir sot et!

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Dépassementer, déi allerdéngs aus verschiddenen Ursachen awer kënnen entstoën. Déi eng kann ee mat Sécherheet zu deene vermeidbaren Ursachen zielen, an anerer erëm sinn duerch äusserlech Emstänn oder duerch Konzeptännerungen entstanen a sinn als onévitable oder op jiddfer Fall als net virauszege-sinn anzestufen.

Och dese Projet iwwert de Réaménagement vun der Autobunn A4 an der Märel Strooss mam Bau vun engem Rond-point, dee véierspueg ënner-tunnelt gëtt, befaasst sech mat enger budgetärer Upassung, déi sech op eng Gesamtzomm vun 1.943.000 Euro beleeft. Deen initiale Projet souwéi deen heite Projet iwwert déi budgetär Upassung waren a si Bestanddeel vum sou genannten «Programme général d'établissement d'une grande voirie de communication», deen am Artikel 6 vum Fonds-des-routes-Gesetz vum 16. August 1967 festgeschriwwen ass an deen ënner anerem virgesäit, an ech wëll hei aus deem modifizéierte Gesetz vum 29. August 1972 zitieren: «une nouvelle route d'Esch-Alzette à Luxembourg, entre Lallange et Hollerich (Place SS-Pierre-et-Paul) et son raccordement à la ceinture de contournement de la ville de Luxembourg.»

Op den Detail vun den Dépassementer kommen ech spéider nach eng Käer zrëck, erlaabt mer fir d'éischt op d'Antécédentéit vun deem Text anzegoen. De Projet gouf de 14. Juli 2004 vun där deemoleger Baute-ministesch, der Madame Hennicot, an der Chamber déposéiert. An der Kommissiounssitzung vum 5. Oktober 2004 huet d'Kommissioun mech als Rapporteur bestëmmt a souwuel den Text vum Projet wéi och den Avis vum Statsrot, deen op de 16. Juli datéiert ass, ënner d'Lupp geholl. De schréffleche Rapport ass an der Kommissiounssitzung vum 19. Oktober analyséiert an och ugeholl ginn.

Dat initiaalt Gesetz vum 1. August 2001 hat en totale Käschtepunkt, deen op 11.427.841,49 Euro chiffriert ass, en Total, deen awer vun den Exécutanten net oprechterhale konnt ginn. Wann een och net all Erklärung, déi mir dofir an der Kommissioun kruten, fir des Augmentatioun vun totale Käschtepunkt ze rechtfertegen, akzeptéieren kann, sou gesäit dese Projet véier Haaptfacteure vir, déi als Argument fir des Augmentatioun vum Total ugefouert ginn.

Éischtens emol, d'Käschte fir den Éclairage public waren ze déif ugesat, an d'Variant, déi schlussendlech fir dese Bau zrëckbehalde ginn

ass, generéiert och nach zousätzlech Käschten, déi sech dann op en Total vun 1,1 Millioun Euro belafen. All Plantatiounen «pour mesures compensatoires», Aménagement du bac central souwéi verschidden anerer nach derbäi waren am initialen Text iwwerhaupt net berücksichtegt ginn, sou datt sech och hei duerch désen Oubli de Projet ém 105.000 Euro verdeiert.

Des Weidere komme weider Käschten derbäi fir d'Leitplanken, de Marquage de signalisation, déi sech op 575.000 Euro belafen. Derbäi kënn schlussendlech nach eng Reserv «pour imprévus», déi op 80.500 Euro chiffriert ass. Ausgehend vum aktuelle Bauindex vum 1. Abrëll 2004 vu 588,92 Punkte maachen dës véier Posté summa summarum e Montant vun 1.943.130 Euro aus.

A sengem Avis vum 16. Juli 2004 huet de Statsrot, wéi och am Projet virdrun, déi budgetär Dépassementer als inakzeptabel qualifizéiert a gemengt, dass se enger «gestion en bon père de famille» vun de Statsfinanzen net géifen entsprechen. Déi héich Kierperschaft fuerdert dofir déi concernéiert Verwaltungen a Ministären op, fir esou Démarchen a Zukunft ze ënnerbannen an déi entsprechend Prozeduren zur parlamentarischer Kontroll, d'Gesetzter an d'Reglementer an engem méi grouse Mooss ze respektéieren.

De Statsrot weist doriwwer eraus drop hin, dass et bei dësem Projet net fir d'éischt ass wou e sech zu Dépassementer esou kritesch äussert. Zu gudder Lescht bréngt en d'Hoffnung zum Ausdruck, dass d'Käschten net nach weider iwwerschritt ginn, a weist drop hin, dass all weider Iwwerschreidung nëmmen duerch de Législateur autoriséiert ka ginn.

D'Kommissioun huet sech zesumme mam zoustännege Minister, dem Här Wiseler, Gedanken driwwer gemaach, wéi een dës Problemer an Zukunft soll a mat Sécherheet och wéllt ugoen, virun allem awer wéi ee se gedénkt ze évitéieren. Den Här Minister wäert an nächster Zukunft zesumme mat der Bautekommissioun a mat der Comexbu Diskussiounen féieren a Propositionen op den Dësch leeën; mat der Comexbu ass et d'ailleurs scho leschte Méindeg iwwert dëse Sujet zu deem éischte Meinungs-austausch komm.

Et kéint ee sech virstellen, fir an dësem Fall Clignotanten an der Prozedur anzubauen, déi fréizäitig op potenziell Dépassementer opmierksam géife maachen, fir am Idealfall éischer oder direkt reagéieren ze kënnen. Och dem Contrôle par corps de métier muss hei eng gréisser Opmierksamkeit zoukommen. Bei gréisser Bauprojekte wier och d'Prozedur vun engem «double vote» hei eng Méiglechkeet. Eng Prozedur wou d'Chamber fir d'éischt d'Konzept vun engem Bau stëmmt, duerno sollen d'Architekten an d'Ingenieure rechnen oder hir Aarbecht maachen an dann, an enger zweeter Phas, géif d'Chamber hei d'Enveloppe financière stëmmen. Dës Prozedur hätt de Virdeel, dass een duerch dee méi spéide Vote vum finanziellen Volet, wat d'Zuelen ubelaangt, eigentlech méi no un der Realitéit léich wéi dat bei de Fall war.

Et gëtt, Här President, sécher nach weider Méiglechkeeten an ech denken, wann een de gudden Wille vun alle Bedeelegte gesäit, fir an dësem Domän eng vernünfteg Lösung ze fannen, dass eis dat dann och sécherlech geléngt wäert.

Den Här Minister huet eis awer och ze verstoe ginn, dass, egal wat fir eng Prozedur ee wielt oder wat fir eng Prozedur een hält, sech d'Dépassementer och an Zukunft net zu 100% ausschléisse loosse.

Wat elo déi spezifesch Dépassementer an dësem Projet ugeet, sou huet de Minister Claude Wiseler eis an der Kommissioun erkläert, dass

et fir d'Administratioun vu Ponts & Chaussées en Novum war, fir iwwert de Wee vun engem Gesetz e Projet ze plangen. Den initiale Projet war deen éischten u sech, deen no deenen neie Kritäre vum Kontabilitéitsgesetz op den Instanzweg gung. Der Administratioun war zu deem Zäitpunkt wahrscheinlech net ausreechend kloer, dass een e Projet wesentlech méi prezis oder jiddefalls sou prezis wéi méiglech formuléieren an och ausschaffe muss. Wahrscheinlech - an den Här Bausch huet et geschter bei eise Rapport iwwert d'Konten 2000 schonn ugeschwat - well d'Traditioun oder d'Aart a Weis fir ze schaffen bis dohinne eng aner war wéi elo dat neit Kontabilitéitsgesetz et virgesäit.

Ech mengen awer och, dass een enger Verwaltung muss eng Ulaufszeit zougestoen, fir mat neie Prozeduren emzegen. Feeler sinn do fir gemaach ze ginn...

(Hilarité)

Jo, mä et muss een awer dovunner ausgoen, dass se sech dofir net onbedéngt musse widderhuelen, wa se bis eng Kéier gemaach gi sinn. Et soll een awer op jidde Fall, egal wien dat ass, probéieren aus deene Feeler ze léieren.

Ech wéll zu gudder Lescht nach eng Kéier op d'Propositionen vum Statsrot agoen, déi op där enger Säit redaktioneller Natur waren an zum aneren de Bauindex betraff hunn. De Statsrot réit an deem Kontext ëmmer deen aktuellen Index an d'Gesetz anzubauen, och wann et sech wéi an dësem Fall ëm Dépassementer, eng finanziell Upassung, handelt. Dës Fuerderung ass d'Kommissioun nokomm an dat allerdéngs no enger längerer Diskussioun.

D'Diskussioun huet sech hei drëm gedréit ob de Chiffer, deen ursprénglech zum Arrondi vun der Gesamtzomm gefouert huet, mat oder net mat soll ugepasst ginn. Mir ware schlussendlech der Meenung, mir sollten der Proposition vum Statsrot à la lettre nokommen an all d'Chifferen un deen neien Index upassen. Dës Upassung bréngt dann awer mat sech, dass deen zousätzlech Käscht vum ursprénglech 1,9 Milliounen Euro op eng net arrondéiert Zomm vun 1.943.130 Euro eropgesat gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, dass d'Vermeidung vun den Dépassementer bei Bauprojeten eng vun deene groussen Erausforderungen un eis all ass, déi eis an dëser Legislaturperiode betrëfft, eng Erausforderung, déi mer awer, denken ech, meeschtere kënnen. Op jidde Fall kënnen mer se meeschteren, wa gemeinsam machbar a virun allem awer och an der Praxis gangbar machbar Propositionen op dem Dësch leien, an déi mussen dann och esou duerchgezu ginn. All concernéiert Parteien, d'Chamber als Kontrollorgan op där enger Säit, d'Regierung, de Ministère an d'Administratioun als Exécutant, mussen hei hirem Rôle innerhalb dëse Prozedur kënnen gerecht ginn.

Ech hoffen, Här President, dass ech mat mengen Ausféierungen an Erklärungen der Chamber dëse Projet u sech méi no konnt bréngen. Dat gesot, wier ech frou wann d'Chamber dann dëse Projet géing stëmmen. Ech jiddefalls sinn autoriséiert fir zu dësem Projet den Accord vun der CSV ze ginn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Clement. Da komme mer elo zur Diskussioun vun deenen zwee Projeten, déi virgedroe gi sinn, an d'Madame Brasseur huet da fir d'éischt d'Wuert.

Discussion générale (suite)

Mme Anne Brasseur (DP). - Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, den neie Bautminister ass wierklech net ze beneiden.

Une voix. - Gutt gesot!

Mme Anne Brasseur (DP). - En ass eng lerschaft ugetrueden andeem en elo eng ganz Partie Projeten huet mat deenen e muss an d'Chamber komme fir ze froen, mir sollen dat wann ech gelift stëmmen, an dat souwuel am Déif- wéi am Héichbau wou et zu Dépassementer kënn...

Une voix. - Dat ass der Madame Hennicot hir Schold.

Mme Anne Brasseur (DP). - ... an et si jo och nach Projeten, déi wäerten nokommen.

Den Här Wiseler ass sech dees jo och bewosst, well den Här Wiseler wor jo - an dat ass en Avantage - virdu Member vun der Commission de l'Exécution budgétaire, sou dass e weess, wéi de Législateur - a wéi mat Recht de Législateur - sensibel op deene Punkten ass, an esou ass den Här Wiseler och direkt an d'Bautekommissioun komm mat enger Rei Propositionen an Iddien, fir dass et an Zukunft net méi zu esou Dérapagé soll kommen. A mir haten och uganks dëser Woch eng Diskussioun an der Commission de l'Exécution budgétaire. Ech hoffen, dass mer zesummen - an dat betounen ech - zesumme Léisunge fannen, fir dass mer an Zukunft déi Projete besser op d'Schinn setzen a besser ficeliert kréien.

Als Oppositionspartei kënnen mir nëmmen dat ënnerstëtzen, wat de Minister virhuet ze maachen, nämlech dat Ganz op e gutt Enn ze bréngen, well déi Situatioun, an där mer ons am Moment befannen, ass wierklech ongesond. An dat ass jo am Fong net nëmmen eng Ilerleedung vum Parlament, mä et ass eng Ilerleedung vum Steierzueler, fir dee mir awer och hei musse geredtstoen.

Déi zwee Projeten, déi mer haut sollen diskutéieren, sinn am Fong e gutt Beispill wéi een et net soll maachen. Et ass wouer - an d'Rapporteur hunn et virdrun an hirem Rapport gesot -, dass et fir d'éischt wor, dass d'Stroossebauverwaltung Projet-de-loie gemaach huet bei méi klenge Projeten, mä et ass awer menger Meenung no net zoulasseg, dass een einfach Positione vergësst an dass et esou zu Dépassementer kënn.

Bei der Croix de Gasperich sinn et bal 50%, beim Giratoire vu Märel sinn et 17%, dat ass enorm, an de Conseil d'État huet jo och net mat senger Kritik gespuert. Déi zwee Rapporteur hunn de Conseil d'État zitiiert an d'Kommissioun huet sech och deene Kritiken ugeschloss, dass et sech ëm „anomalies inacceptables“ handelt oder wéi de Conseil d'État weider seet: «Or, il semble bien que, malgré ces rappels de la part du Conseil d'État, les autorités publiques responsables des travaux sous avis n'aient rien entrepris pour remédier à ces pratiques déplorables.» Well et ass jo net esou, dass mer fir d'éischt mat esou Projete konfrontéiert wieren. Dat sinn haart Wieder vum Conseil d'État, déi mer ons all sollen zu Häerz huelen, fir dass mer an Zukunft besser Prozedur kënnen an d'Wee leeden.

Ech hu virdu gesot, et kënnen bei grouse Projeten Imprévuë virkommen a fir déi ass kee responsabel an da muss mer eng Prozedur hunn, wéi mer da reagéieren. Dat ass beispillsweis e Glissement vum Terrain. Esou eppes ass net previsibel a wann esou eppes virkënn, da muss een natierlech reagéieren, ouni dass ee fir d'éischt de Législateur muss aschalten ier ee mam Chantier ka virufieren.

Allerdéngs däerf et awer an Zukunft net méi virkommen, dass elementar Positione vergiess gi wéi dat bei dëse Projete wor. D'Frais-

d'étudé vun den Ingenieure gehéieren zu all Projet. De Marquage au sol war vergiess ginn am Devis festzehalen. D'Signalisation verticale wor vergiess ginn, or dat sinn elementar Objeten, déi zum Stroossebau gehéieren, an dofir ass d'Iddi u sech och net schlecht, dass een eng Zort Standardisatioun opstellt no där ee géing fueren, well d'Projeten u sech, och wann et op anere Plazen ass, sinn awer ëmmer déiselwecht, fir dass et net méi zu deenen Oublié kënn.

Mir gesinn elo, dass deen ee Projet, dee vu Märel, do ass de Weekend nach dru geschafft ginn, an eng Richtung op Esch kann een duerch de Souterrain fueren, an haut elo, wou d'Aarbechte bal ofgeschloss ginn, gëtt dann d'Parlament säin Aval, mä d'Parlament kann och näischt aneschters maache wéi elo säin Aval ze ginn. Mir hoffen op jidde Fall a mir wëssen och, dass dat dem Här Minister säi Wonsch ass, dass dat hei net méi virkënn an dass bei deene Projeten, déi an Zukunft déposéiert ginn, dat mat méi Soin gemaach gëtt, fir dass mer Devien opstellen, déi der Realitéit entsprechen. Dat ass am Intérêt vum Objet, et ass am Intérêt vum Législateur, et ass awer virun allem am Intérêt vum der Transparenz an domat am Intérêt vum Steierzueler.

Ech fir mäin Deel wéll zu deenen zwee Projeten den Accord vun der DP-Fraktioun bréngen an dem Minister eng glécklech Hand wënsche fir déi zukünfteg Projeten, déi e selwer ufängt, mä och eng glécklech Hand fir déi, déi en elo muss zu Enn féieren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Madame Brasseur, fir Är Ausféierungen. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich ageschriwwen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich (LSAP). - Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer ganz kuerz e grouse Merci ze soen den zwee Rapporteur, déi elo grad geschwat hunn. Si hu ganz prezis an iwwerzeugend d'Situatioun duergeluecht. Ech wéll als Buergermeeschter am Numm vläicht vu Kolleegen heibannen och soen, dass mir als Buergermeeschter ganz oft mat deenen dote Problemer ze dinn hunn an dass mer vläicht doduerjer méi direkt bei der Verwaltung sinn, oft op den Terrain geruff ginn an och bei der beschter Planung heiansdo mussen da Jo oder Nee soen zu Imprévuen, déi awer am Intérêt vun der Saach musse geholl ginn.

Et ass awer hei esou, dass mer, ech mengen et ass richtig gesot ginn, eng ganz Rei vu Punkte beieene hunn, och d'Ausmooss ass gesot ginn iwwer 40%, bal 50% an deem Fall vu Gaasperech. Ech wéll dofir och soen, dass déi Kontrollmechanismen, déi Clignotanten, besser musse funktionéieren. Ech wéll och d'Fro opwerfen awéiwäit d'Zesummenaarbecht tëschent Stat/Gemengen an och Syndikater kéint besser sinn, wa mer hei héieren, dass Lëtzebuerg-Stad do mam Kabel involvéiert wor an och de SEBES.

Ech wollt besonnesch awer soen, dass d'Bild vun der Verwaltung a vun de Politiker net ëmmer dat bescht dobaussen ass bei Empfroen, déi mer an der leschter Zäit héieren hunn an den Zeitungen an dass dat hei op alle Fall net dozou bäidréit dat Bild ze verbesseren. Dofir wier et am Intérêt vun der Saach, dass mer géifen op alle Fall an déi Richtung schaffen wéi elo grad vu virera gesot ginn ass, well den Här Minister ass jo och hei fir eis dat ze soen awéiwäit en do wéllt an Zukunft Mesuren ergräifen, fir dass dat hei op alle Fall net méi virkënn.

Ech wollt awer nach ee Wuert soe vläicht um Rand. Mir hunn och am Regierungsprogramm drastoen,

dass mer solle méi bëlleg bauen ouni wéile schlecht ze bauen. Hei ass och vläicht wichtig ze soen, wann esou vill Geld am Spill ass, aus Respekt virun den Décideuren, de Politiker heibannen, den Deputéierten, déi mussen d'Projete stëmmen, sollen déi Projete méiglechst genau sinn an och, wéi gesot ginn ass elo grad, aus Respekt virum Contribuable a virum Administré.

Ee lescht Wuert nach just. Ech mengen, och wann de Betrag elo grad gesot ginn ass, 190 Milliounen Dépassement, et ass elo e bësse spéit fir dat nach ze änneren, esou dass mir als Fraktioun vun der LSAP eisen Accord hei géife ginn.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Diederich. Als nächste Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéllt och dann hei, wéi d'Madame Brasseur et virdu scho gesot hat, eng gemeinsam Stellungnahme maache vu menger Fraktioun zu deenen zwee Projeten, betreffend déi ominéis Dépassementer vum Gaasperecher Kräiz an dem Giratoire vu Märel. An zu deenen zwee Projeten oder plutôt Adaptation-budgétaires wéll ech dräi generell a prinzipiell Kritiken ausdrécken.

Éischters, den Dépassement vum Gaasperecher Kräiz beleeft sech op 4.605.000 Euro an domadder klëmmt deen Dépassement vu sengem initiale Präis op e Plus vu 44,8%. Den Dépassement vum Giratoire de Merl beleeft sech op 1.910.000 Euro an domadder hu mer dann en Dépassement vu 17%.

An ech zitieren et och nach eng Kéier, de Conseil d'État schreift dozou awer zweemol hoerenege datselwecht, e setzt just déi jeeweileg Zeilen dann och zu deene jeeweilege Projeten an. Ech zitieren: «Le Conseil d'État trouve de telles anomalies inacceptables et par ailleurs contraires à une gestion en bon père de famille des deniers publics. Aussi la transparence des finances publiques et partant l'intérêt du contribuable exigent-ils que les ministères et administrations publiques compétentes et responsables» - wéll ech ënnersträichen - «agissent promptement pour éviter à l'avenir de telles déconvenues.»

De Conseil d'État mécht dann och weider eng Rei Opzielunge vu Projets de loi fir Dépassementer ze legitiméieren, wou hie schonn datselwecht ënnerstrach hat. Dozou gehéiert de Campus Geeseknäppchen, de Prisong, de Pei-Musée, d'Coque, den Aménagement vum Housener Park, de Centre touristique et écologique, d'Saarautobunn, de Centre de Recherche Henri Tudor, de Centre de Technologie de l'Éducation um Kierchberg.

Mir heibanen wëssen alleguerten, dass mir geschwënn - et ass schonn ugeklongen - zousätzlech budgetär Adaptatiounen wäerte stëmmen mussen, notament déi iwwert d'Concertshal oder iwwert d'Nordstrooss, fir der nëmmen zwee ze nennen, mä d'Lescht ass awer vill méi laang.

Déi Gréng kënnen sech, Dir Dammen an Dir Hären, nëmmen dem Avis vum Statsrot uschlëssen a betounen, dass et hei bei dësen zwee Projeten net ëm en onglécklechen Oubli geet. Hei, musse mir feststellen, ginn esou Dépassementer scho bal, an den Term ass scho gefall, zur Traditioun. Et gëtt vill ze vill Projeten, déi inakzeptabel budgetär Adaptatiounen verlaangen. Wichtig Bauprojeten, déi hei an der Chamber presentéiert, diskutéiert an och gestëmmt ginn, ginn herno net esou emgesat. An do läit et op der Hand fir ze soen, dass hei

de Léigislateur iwwergaange gëtt, zumindest wann en an aller Seriositéit e Projet ofstëmmt an zwee Joer duerno mat enger Adaptation vu bal 50% konfrontéiert gëtt.

An dat féiert mech zum zweete Punkt.

Déi Dépassementer, mat deene mir hei an der Chamber konfrontéiert sinn, beanträchtege seriö eis politesch Aarbecht. Et ass praktesch an esou Konditiounen onméiglech ginn eng politesch Décisioun ze huelen, eng politesch Diskussioun ze féieren an engem Bauprojet eng politesch Dimensioun ze ginn, ganz einfach well d'Zuelen net stëmmen.

Beim Pei-Musée, wat jo e contestéierte Projet wor an och nach ëmmer ass, ass et eigentlech am ofensichtlechen, wa mer bis elo schonn zweemol hu misse ganz considéierbar Budgetadaptatiounen hei stëmmen. Mir hu vill ze vill oft mat Adaptationsbudgeten hei ze dinn, déi net méi op eng novollzëibar finanziell Augmentatioun zréckzeféiere sinn, mä déi haaptsächlech eng Programmännerung als Ursach hunn, soll se dann och muttwëlleg sinn oder och net. An et si genee déi Programmännerungen, dat wësst Der alleguerten heibannen, déi am meeschten an d'Geld schloen.

Drëtens, ech géif awer och nach gäre kuerz op déi proposéiert méi adequat Prozeduren agoen, oder wéi de Conseil d'État seet noutwendeg Prozeduren. De Minister hat vun adequate Prozedure geschwat, fir eben esou Ausrutscher an Zukunft ze vermeiden an notament den «double vote» hei an dem Haus.

Als Éischt géif ech gäre soen, dass de Minister eis total Ennerstëtzung wäert fannen, wann da soll den «double vote» hei als Prozedur an dem Haus agefouert ginn. Ech wëll awer och ennersträichen, dass mer bei der Ausschaffung vun dese Modalitéiten eigentlech d'Rad guer net mussen nei erfannen. Mir sollten eis dobäi un dem Schwäizer oder un dem däitsche Modell orientéieren an deen dann och op lëtzebuergesch Gegebenheeten adaptéieren.

Ech wëll awer och de Bauteminister an de Kommissiounspresident an lech alleguerten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, drun erënneren, dass des guitt Iddi vum «double vote» net nei ass. Schonns am Ufank vun där leschter Legislaturperiod, dunn huet déi Budgetkontrollkommissioun nach

anescht geheescht, war d'Iddi vum «double vote» bei Bauprojeten an d'A gefaasst ginn als eng valabel Méiglechkeet fir dese katastrophalen Zoustänn vun Dépassementer, déi deemools schonn eng grouss Besuegung waren, entgéintzewierken.

Den heitege Bauteminister, souwéi de Kommissiounspresident iwwergens och, kënne sech sécherlech drun erënneren, well se jo selwer Member ware vun där deemoleger Budgetkontrollkommissioun. Deemools waren esouwuel Är Virgängerin, Här Minister, wéi och deen deemolegen an heitege Budgetminister der Iwwerzeegung, dass dee System vum «double vote» duerchaus eng guitt Léisung wier.

An do wëll ech lech zitieren aus dem Procès-verbal vun där deemoleger Budgetkontrollkommissioun vum 14. März 2000: «Madame la Ministre» - also Är Virgängerin - «déclare encore une fois qu'un système de double accord de la Chambre pourrait trouver son accord et qu'il serait dans l'intérêt du pouvoir législatif que ce dernier donne son accord définitif à un projet déjà élaboré avec précision.»

A well deen deemolegen an heitege Budgetminister och an där Réunion present war, wëll ech en Abschnitt méi wäit zum selwechten Thema zitieren: «Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget pense également que deux votes successifs de la Chambre (d'abord sur le principe, ensuite sur des plans détaillés) peuvent constituer une solution satisfaisante.»

Mir mussen awer feststellen, dass trotz dese gudden Intentione fënnel Joer méi spéit d'Situatioun net nëmme nach ëmmer déiselwech ass, mä sech eigentlech verschlechtert huet. An dese Bilan vum État des lieux no fënnel Joer an d'Proposition vum heitege Bauteminister en «double vote» anzeféieren oder zumindest dorwider nozedenken, beweist jo awer eendeiteg de Fiasko vu senger ee-gener Partei a Saache Baupolitik a Budgetpolitik an deem Domän déi lescht fënnel Joer.

A well et net fir d'Éischt ass, dat mir des Propos héieren, a well bis elo an deem Kontext eigentlech „außer Spesen nix gewesen“, wäert Dir verstoen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat mir als gréng Fraktioun eis Zweifel hunn, wéi eis Baupolitik dann an dem Haus soll an deenen nächste Joren ugepaakt ginn.

Mir waarden op d'Ëmsetzung vu gudde Virsätz an erklären eis hei bereet konstruktiv matzeschaffen am Intérêt vum Lëtzebuurger Steierzueler, an dat éischtens fir eng effikass an ëmsetzbar Baupolitik an zweetens fir eng transparent budgetär Virgehensweis.

Zu dese zwee Projete vun haut kënne mir eis net averstanen erklären.

Zum Projet vum Gaasperecher Kräiz hat déi gréng Fraktioun scho beim Vote am Joer 2001 hir Bedenken ausgedréckt. Den Dépassément vun haut a seng Ursache si fir eis inakzeptabel a mir wäerte géint dee Projet de loi 5364 stëmmen.

De Projet betreffend de Giratoire de Merl hat déi gréng Fraktioun am Joer 2001 matgestëmmt. Den Dépassément vun haut souwéi seng Ursachen, awer och déi chaotesch a konzeptlos Evolutioun vun der Plaz selwer tëschent Märel an Hollerech kënne haut eist Averständnis net méi fannen. Mir wäerten dann eben aus deene logesche Grënn an och trei zu där grénger Konsequenz hei an dem Haus eis beim Projet 5365 enthalten.

Domadder soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Loschetter. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Robert Mehlen ageschriwwen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President. Ech wëll och am Numm vun der ADR-Fraktioun dem Minister mäi Bäileed ausdrécke fir déi Charge, déi en iwwerholl huet. Mir wëssen alleguer, dat se net einfach ass, mä et erlichtert et der CSV awer fir mat all hire Verfeelunge vun der Vergaangenheet heihinner ze kommen, well hie leschten Enns als fréiere Parlamentarier net direkt d'Responsabilitéit dréit fir dat wat en elo Punkt fir Punkt a ganz ville Projete muss hei an der Chamber virdroen an dann e besse wéi en aarme Sënner, ob-schonn en net dofir kann, heihinner kommen, fir zousätzlech Kreditter ze kréien.

Et ass eng bedauerlech Situatioun, besonnesch dofir, an do muss een drop hiweisen, well d'Situatioun vun den öffentleche Finanzen sech dramatesch verschlechtert huet. Wann ee ganz optimisteschesch wier, géing ee soen, sech normaliséiert huet. Mir wëssen, dat d'Prévisioun

ne virgesinn, dat d'Investitiounsfongen an deenen nächste Jore sech ganz séier wäerten eidel maachen, well bei wäitem net méi esou vill erakënn wéi laut der Programmation wäert offléissen, esouguer da wann zousätzlech, wat anscheinend envisagéiert ass, massiv muss op Emprunt zréckgegraff ginn.

Eleng dofir wäert dat an deenen nächste Joren extrem weiden, dat Projete, déi mer gestëmmt hunn, eisem Léigislateur an der Intention esou vill Geld fir e bestëmmten Objet zur Verfügung ze stellen, elo heiansdo bis un d'Grenz vu 50% iwwerschritt ginn. Dat ass dramatesch an dat ass och irresponsabel.

Am Artikel 78, Här Minister, vun der Constitution steet, «les ministres sont responsables». Wann een elo dat géing an der leschter Konsequenz zu Enn spannen, da misste mer lech eigentlech zur Responsabilitéit zéie fir eppes fir wat Der net kënnt.

Wann een déi zwee Projete hei kuckt, an ech wëll net alles widderhuele wat meng Virriedner gesot hunn, well et ass eigentlech net méi vill dozou bäizeflecken, da stellt ee fest, dat et engersäits Oublié sinn, déi net ze erkläre sinn. Ech wëll dat hei am Numm vun eiser Fraktioun ganz däitlech soen. Et ass net ze erkläre, dat eng Verwaltung, déi awer gewinnt ass ze bauen, Frais d'études vergësst, op enger Strooss wou ganz vill Verkéier ass, wéi mir gewinnt sinn ze bauen, den Éclairage vergësst. Et kënnt een natierlech och soen, leschten Enns wär et un der Bautekommissioun gewiescht, fir ze froen, wéi ass dat dann elo domat? Mä ech mengen, et ass net d'Aufgab vun der Bautekommissioun fir d'Devien elo och nach am Detail ze kontrolléieren.

A Projete wou vill Déifbau ass kënnt et engem och louche vir wann Devien, déi jo awer seriö opgestallt si ginn, ëm 16 oder 27% am Gros oeuvre iwwerschritt ginn. Dat sinn 1,8 Milliounen Euro. Dat ass net weineg. Och dat kënnt engem e besselche komesch vir.

Dann hu mer nach d'Déviatioun vu Kabelen a vu Leitunge vum SEBES, déi schrecklech an d'Geld geschloen sinn, wou erkläre ginn ass, jo mä mir hunn awer dunn decidéiert, an da si mer bei de Changements de programme, wa mer do schonn de Rond-point dropleeën an et kënnt eng Kéier eppes do drun, da muss mer erëm oprappen. Ech mengen, dat hätt

ee sech och bei enger seriöer Planung am Virfeld kënne afale loosse an dann net im Nachhinein kommen an dat alles muss maachen. Do stellt sech menger Meinung no och d'Fro vun enger finanzieller Bedeelegung vun deenen, déi do betraff sinn, nämlech vun der Stad Lëtzebuerg a vum SEBES.

Beim Chantier vun der route d'Esch-Merl doennen ass et zum Deel datselwech. Saachen, déi vergiess gi sinn, déi normalerweis hätte missen dra sinn, wat onerklärlech ass. Dat ass eng Erklärung, déi mir net kënne akzeptéieren. Do huet ee bal d'Impressioun wéi wann de Geck géing mat der Chamber gemaach ginn. Et muss ee sech d'Fro stellen, engersäits wéi seriö dat verschidde Leit hir Aarbecht huelen oder anersäits, ob net eis Verwaltunge generell heiansdo mat esou Projeten iwwerfuert sinn.

Wéi kann een et an Zukunft besser maachen? Dat ass déi grouss Fro, déi am Raum steet. Mir hunn och an eiser Fraktioun dorwider geschwat. D'accord - awer dat wäert menger Meinung no och nach net schrecklech vill zum Besseren wenden - , dat ee fir d'Éischt eng Wëlenserklärung hei stëmmt. En éischté Projet de loi sommaire an deem d'Grondsätz festgehale sinn. Den Objet vun deem wat ee wëllt realiséieren, den Emplacement, d'Gréisst, d'Envergure, wann et e Lycée ass, wéi vill Klassen, Ate-lieren an esou weider, oder wann et en aneren Objet ass, en Objet d'art, wann ech mech esou emol däréi ausdrécken, eng Enveloppe globale maximale, déi net däréi iwwerschritt ginn.

Dann hätt d'Verwaltung d'Sécherheet, dat de Projet realiséiert gëtt, a si huet och d'Planungssécherheet, dat heescht, si kann dann tatsächlech déi Dépenses, déi heiansdo ganz grouss sinn, mat rouegem Gewësse maachen, fir d'Detailplanung duerchzeféieren.

Da kéim den zweete Vote, am Detail, do muss dann awer wierklech alles dra sinn. Et kann net sinn, dat wéi bei der Coque douewen d'Alentouren einfach ewechge-looss ginn. Do ka jo keen engem erziele kommen, dat se vergiess gi wäeren. Déi sinn ewechge-looss gi mat der Absicht, da kréie mer de Projet gestëmmt an dann duerno kréie mer - natierlech, wat soll d'Chamber dann anescht maachen, wéi och an dem Fall - dann d'Enveloppe supplémentaire gestëmmt.

Chamber TV



**Chambre
des Députés**
L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Mä ech wëll op en anere Punkt nach kommen an dat ass dee vun der Responsabilisatioun vun den Architekten a vun de Bureaux d'études. Et kann net sinn, datt a Projeten - ech denken do un e grouss Gebai, wat scho vill Gespréich gemaach huet douewen um Kierchbierg - sagenhaft Beträg bezuelt gi fir Architektenhonoraren, wou am éischten Ulaaf ouni Projet de loi gesetzlech d'Barrière iwwerschraff gi war, wou d'Regierung eng schwéier Illegalitéit begaangen huet, eleng an den Honoraires d'architectes ouni gesetzlech Autorisatioun schonn iwwer 200 Milliounne Frang deemools ausginn hat, ouni datt d'Chamber sech iwwerhaupt am Prinzip zur Saach geäussert hat, an datt dann déi Architekten oder Bureaux d'études eng un där aner fléie loosse, déi dann herno fierchterlech deier ginn.

Mir sinn der Meenung, datt déi Leit sollen anstänneg bezuelt ginn, wéi dat sech gehéiert, mä datt se duerfir mussen an d'Responsabilitéit geholl ginn. Mir sinn der Meenung, datt se op kee Fall - an et wier interessant, Här Minister, wann Dir eis heizou vläicht géingt e Wuert soen - d'äerfen e Virdeel doraus hunn, wann esou e Projet finanziell aus dem Rudder leeft, well dann ass d'Incitatioun fir hei an do nach derbäi ze maachen an esou weider ganz grouss.

Et kann och net sinn, datt - dat huet meng Virriednerin jo och gesot, mir sinn eis och an der Kommissioun doriwwer eens - an Zukunft nach iergendwellech programmatesch Ännerungen un engem Projet gemaach ginn ouni datt d'Chamber gefrot gëtt, virun allem wahrscheinlech eiser Opfaassung no déi zoustänneg Kommissioun, déi da wierklech eppes dovun versteet, a jugéiere kann ob bei engem Lycée et ubruucht ass, fir do nach e puer Säll bäizesetzen oder net, fir dat nëmmen als Beispill ze huelen.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Wat den éischte Projet ubelaangt hat ech mech enthalen. Dat wäert och d'Haltung vun eiser Fraktioun sinn, well mer gesinn, datt et noutwendeg ass, datt dat fäerdeg gemaach gëtt. Mir kënnen jo elo net déi Saach hänke loosse an och d'Entrepreneuren net bezuelen. Am Rapport, an duerfir wëll ech dem Rapporteur, dem Här Sauber, ausdrécklech félicitéieren, steet do, datt d'Chamberkommissioun sech déi haart Kritike vum Statsrot zu Eege mécht an datt domadder d'Chamber, wa se dann dee Projet hei stëmmt, de Projet de rapport an engem matstëmmt, wann ech dat esou d'äerf ausdrécken, och déi Kritike mat iwwerhält an déi Kritike mat un d'Regierung virurecht.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Den zweeten Rapporteur, den Här Clement, weess scho wat kënn. Ech hu kritiséiert, datt a sengem Rapport dat net drasteet. Et kënn ee mengen, wann een dat richtig liest, mir géngen zwar déi Erkenntnisser vun der Regierung, woufir datt dat esou gelaf ass, zur Kenntnis huelen an hoffen, datt dat a Zukunft net méi virkéim, sou steet et dran, mä datt mir dat kritiséieren, wéi et gelaf ass - an ech hat gefrot, ech hu gesot, ech kënn dat net stëmmen, wann dat net géif drastoe kommen. Den Här Clement huet gemengt, et wär awer gutt esou. Duerfir hunn ech dee Rapport do net gestëmmt an duerfir wäerte mir dee Projet hei och net stëmmen.

M. le Président.- Här Mehlen, den Här Clement wëll lech eng Fro stellen.

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Här Mehlen, ech wëll lech just virlesen aus sengem Rapport: «Le Conseil d'État estime que ces dépassements sont inacceptables.»

M. Robert Mehlen (ADR).- Jo.

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Dat steet a sengem Rapport!

M. Robert Mehlen (ADR).- Dann d'äerf ech lech och virlesen, datt Dir geschriwwen hutt, mir géingen eis dem Conseil d'État ralléieren.

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Da sot awer elo net hei op der Chambertribün, a sengem Rapport géif et net stoen. Ech wollt lech dat just virlesen.

M. Robert Mehlen (ADR).- Ah neen!

Une voix.- Kommt mir maachen emol dräi Minutte Paus.

Une autre voix.- Neen, neen!

(Hilarité)

M. Robert Mehlen (ADR).- «Les travaux de la Commission», do steet...

Une voix.- Et wäert een déi erausgeholl hunn.

M. Robert Mehlen (ADR).- Oh déi ass nach dran.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Loosst den Här Mehlen schwätzen!

M. Robert Mehlen (ADR).- Merci, Här President. Ech zitieren aus dem Här Clement sengem Rapport: «La Commission des Travaux publics décide de se rallier au Conseil d'État tant pour les modifications rédactionnelles proposées que pour la recommandation de retenir un prix rattaché à une valeur indiciaire aussi récente que possible.» Dat heescht, mir hunn decidéiert, eis just an deenen zwee Punkten, Index a Modifications rédactionnelles, dem Conseil d'État ze ralléieren, awer net senger Kritiken. Den Här Sauber huet awer drop gehale fir an sengem Rapport ze soen, mir géingen eis deene «critiques sévères» vum Conseil d'État uschléissen. Dat ass an eisen Aen eng grouss Differenz an duerfir wäerte mir de Projet, wou den Här Clement Rapporteur war, net stëmmen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richtig, dass déi Diskussiounen, déi mer de Mëtte féieren, déi net déi éischt sinn an och net déi lescht wäerte sinn an deem doten Domän, net zu de Glanzstécker vun der politischer Aktivitéit gehéieren. Doraus awer, wéi ech dat an de Riede vun der Vertrieederin vun deene Gréngen an och elo vum ADR héieren hunn, eng Verfehlung vun der CSV oder en Échec vun der CSV erauszespieren, géif ech zum Deel akzeptéieren, wann et do net och schonn aner Ministere virdu gi wär, wou mer déiselwecht Diskussiounen haten...

Une voix.- Kee Gréngen.

M. Michel Wolter (CSV).- Jo, nach kee Gréngen, nach kee Gréngen!

...a wa mer dann net och an de Gemengen, déi mer jo och gutt kennen, zum Deel mat deeneselwechte Problematike beschäftigt wieren, an dat tous partis en toute majorité confondue iwwert d'ganz Land.

Dat heescht allerdéngs net, dass dat engem d'Recht géif ginn, fir d'Hänn an de Schouss ze leeën an déi dote Politiken nozekucken. An d'Chamberkommissioun huet viru fennef Joer a viru véier Joer a viru dräi Joer eng ganz eingehend Diskussioun gefouert, wou se eng Rei vu Pisten opgezeecht huet, no deenen een déi Kontrollfunctioun, déi de Stat huet, iwwert d'Bauaktivitéit vum Stat an domadder och iwwert d'bonne Gestiou vun de Suen, déi vun der Chamber gestëmmt ginn, wou se sech eng

Prozedur ginn huet, fir eng besser Kontroll ze kréie wéi dat virun de Fall war.

Or, mat deene Projete vun haut, déi mer kréien, an och mat anere Projeten, déi mer nach an nächster Zäit hei op den Ordre du jour kënnen kréien, muss ee feststellen, no véier, fennef Joer, dass deenen Intentiounen, déi deemools zréckbehalte gi sinn an der Kommissioun, net honnertprozenteg Rechnung konnt gedroe ginn an dass also déi Prozeduren net dat Resultat bruecht hunn, wat sech vläicht viru véier a fennef Joer erwaart ginn ass. Et ass jo net fir näischt, dass mer an deenen zoustännege Kommissiounen elo an deene leschte Wochen, well mer eben an enger neier Legislatur elo sinn, eis nees eng Kéier Gedanken doriwwer maache fir ze kucken, fir dat Zil wat mer alleguerten hu besser an de Grëff ze kréien.

Dobäi gëtt et eng Rei vu Voleten, déi ee muss betuechten. Perséinlech, dat muss ech der Madame Loschetter soen, Här President, gleewen ech net, dass et duergeet, fir en «double vote» an der Chamber anzeféiere fir de Problematiken, mat deene mer haut konfrontéiert sinn, Här ze ginn, well d'Problematiken, déi mer haut diskutéieren, précisément net aus der Fro erauskommen, op wat fir engem Moment e Projet de loi gestëmmt gëtt, mä sech en fin de compte ganz kloer aus der Exekutioun vu deem, wat an der Chamber gestëmmt ginn ass, erginn.

Mir kënnen eis enger Diskussioun uschléissen, déi an eng Richtung «double vote» geet, wëssend allerdéngs, dass een da riskéiert, jee no deem wéi een dat elo an Zukunft handhaabt, an dat a Kombinatioun och mat deem wat een dann an der Exekutioun vun de Projete kritt, dräi- bis véiermol an der Chamber iwwer ee Projet ze stëmmen. Dofir hu mir och Propose virgeluecht, a mir wäerten déi och nach wëllen an der zoustännege Kommissioun diskutéieren, fir ze kucken ob een net mat engem Vote am Ufank an engem Vote zum Schluss och zu deene Resultater ka kommen, déi ee gären hätt.

Et ass vun e puer Leit de Mëtteg hei gesot ginn, de Minister wär responsabel. Nun hunn ech jo de Privileg, dass ech och bal zéng Joer an där Funktioun war - wéi den Här Grethen, deen an der Kontrollkommissioun ass, d'Madame Brasseur an engem Moment vun hirem Liewe waren - an dee Minister, dee mer elo hunn, bis virun dräi Méint op deser Säit souz, sou dass mer ganz vill Verständnis firenen hunn, wa mer iwwert déi Saachen diskutéieren, well net ëmmer alles esou kloer ass, wann et ëm «les ministres sont responsables» geet.

A besonnesch wann de Minister responsabel ass, mengen ech, d'äerf dat net derlaansch féieren, dass och aner Leit Responsabilitéit droen, an dat hunn ech e bëssen an der Debatt vun de Mëtteg vermësst, dass et an där ganzer Prozedur aner Responsabilitéit gëtt, wann et ëm Dépassementer geet.

Do gëtt et Responsabilitéit vun der Verwaltung, déi ee muss diskutéieren, besonnesch da wann ee gesäit, dass eng Rei vun deenen Dépassementer, mat deene mer haut konfrontéiert sinn, sech op den Oubli vu Positione baséieren, an zum Deel jo den Oubli vu Positionen, déi nu wierklech net politesch kënnen motivéiert sinn, zum Beispill déi, dass een den Éclairage vergësst an engem Tunnel. Do kann ee soen, «les ministres sont responsables». Jo, o.k., mä et kann ee sech natierlech och Fro stellen iwwert déi professionell Akkuranz vun deene Leit, déi dann esou een Dossier traitéiert hunn,

dat souwuel um Niveau vun de Concepteure wéi och um Niveau vun deene Leit, déi an der Verwaltung esou Projete suivéieren.

Wa mer also iwwert d'Responsabilitéit diskutéieren, hätte mer gären, dass do d'Responsabilitéit dann awer och a Fonctioun vun deem wat kënn op allen Niveaue gesicht gëtt. A wann ech kucken, wat mer dann haut hei gesinn, dann hu mer et en fin de compte bei den Dépassementer mat dräi Saachen, dräi verschidde Positionen ze dinn. Mir hunn déi sou genannten Oubli, déi Punkten, déi ee bewosst oder onbewosst, wëll ech emol soen, vergësst huet, wann een e Projet ausschafft. Ech hunn doriwwer schonn elo diskutéiert, wann ech soen, wann een d'Konsequenzen dréit, da muss ee kucken, wou een déi siche geet.

Mä et sinn zwou aner Saachen, déi och haut hei zur Diskussioun kommen. Dat Éischt sinn déi sou genannten Imprévuën. Déi kënnen virkommen, effektiv, wann en Terrain rutscht. Oder wann eng Legislatioun ännert, wéi mer zum Beispill bei der Nordstrooss de Fall hunn, wann duerch Bränn am Tunnel am Ausland de ganzen Opbau vum Tunnelbau geännert gëtt, legislativ, well een eng dréit Bunn muss maachen, well een an der Mëtt muss d'Sortie de secours maachen, well een am Fong d'ganz Konzeptioun vun engem Tunnel, déi bis Enn der 90er Joren europawäit geregelt war, op eemol op d'Kopp gehäit kritt, dann ass et kloer, dass do Dépassementer kommen an dass een déi aneschtens muss gesinn.

Do wou ech vläicht méi streng si wéi d'Madame Brasseur, dat ass dat, dass ech soen, dass een an deem Moment selwer, wou een déi Imprévuë gesäit, de Législateur doriwwer muss informéieren, an dass och de Législateur sech am Parlament eng Prozedur muss ginn, an dat ass an eisen Aen net onbedéngt eng legislativ, net an alle Fäll eng legislativ Prozedur, fir d'Wuert ze diskutéieren an d'Wuert ze befanen an der Regierung och Recommandatiounen mat op de Wee ze ginn, wéi een dann déi Imprévuë ka léisen a wéi een da mam Bau vum Projet viruere kann.

Dat, wat fir eis inakzeptabel ass...

M. le Président.- Här Wolter, d'Madame Brasseur wëll lech eng Fro stellen.

Mme Anne Brasseur (DP).- Dir hutt ugeschwat, wat ech gesot hunn, ech wär manner streng gewiescht. Wat ech wëll évitéieren, dat ass, dass wann en Imprévu op engem Chantier kënn, an dat kann ëmmer virkommen, mir dann net eng Prozedur wielen, déi de Chantier sou laang stoppt, dass finalement d'Nuisancé sou grouss ginn, dass et dann nach vill méi deier gëtt. Dat kann net sinn, dass mir dann d'Prozedur iwwert d'Efficacitéit stellen. Mir mussen also eng Prozedur fannen, déi efficace ass.

Dofir sinn ech awer frou, dass Dir an Ärem zweeten Deel vun den Ausféierung gesot hutt, dass dat net onbedéngt muss eng legislativ Prozedur sinn, well wa mer déi géife maachen, ech fäerte ganz dat wier net an Intérêt vun der Efficacitéit, an dofir hu mer awer och ze suergen.

M. Michel Wolter (CSV).- Genau dee Punkt ass eben deen, dee mer an der Kommissioun nach mussen diskutéieren, well mir gesinn téschent de Parteien, dass do d'Meenungen nach vläicht e bëssen auserne ginn an dass een dat nach weider soll studéieren.

Dee leschte Punkt, op deen ech nach wëll kuerz agoen an dee mech perséinlech awer zimlech rose gemaach huet, och an enger Kommissiounssitzung, opgrond vun Ausféierungen, déi mer do kruten, dat ass dann dee vum sou genannte Changement d'affectation. Dat heescht, wou nom Vote vun der Chamber am Kader vun der Exekutioun vun engem Projet eng komplett nei Orientatioun vun engem

Projet geholl gëtt, wou decidéiert gëtt, fundamental Basisdonnéeë vun engem Projet, wéi en an der Chamber gestëmmt ginn ass, ze änneren - dat ze maachen, ënner sech, an dann après coup, wa praktesch alles eriwwer ass, bei d'Chamber ze kommen an ze soen: „Bisse, bisse laachen aus! Et ass gestëmmt, et ass gemaach, a wann ech gelift elo stëmmt Dir dat no!“

Och do menge mir, an dat haapt-sächlech fir och aus där Geschicht erauszekommen, dass ëmmer nëmmen d'Responsabilitéit beim Minister gesicht an dann och einfacherweis fonnt gëtt, dass d'Chamber sech do eng aner Prozedur muss ginn, an zwar esou, dass Changements d'affectation net méi méiglech d'äerfe sinn ouni dass e formellen Accord vun der Chamber op eng Aart a Weis, déi mer och do musse fannen, mä eng formell Approbatioun vun der Chamber virläit.

A wann een op dee Wee géif goen - déi Kombinatioun vun deenen dräi Punkten -, menge mir, a mir si bereit doriwwer ze diskutéieren, dass een zu enger wesentlecher Verbesserung vun där Prozedur, déi d'Chamber sech selwer viru fennef Joer ginn huet, géif kommen, dass een zu enger méi grousser Responsabiliséierung vun alle Parteien géif kommen.

Mir mengen, dass dat an Intérêt vun eis alleguerte wier, an duerfir wollt ech nach eng Kéier d'Bereitschaft vun eiser Fraktioun souwuel an der Bautekommissioun wéi och an der Kontrollkommissioun signaléieren, fir ze kucken - well dat hei ass jo eppes, wat am permanente Wandel ass an eppes, wat net nëmmen eng Legislatur oder eng Partei betrëfft -, dass een hei am Konsensus zu enger nach verbesserter Prozedur féint, déi souwuel am Intérêt ass vun der Regierung, wat d'Exekutioun vun hiren eegene Projeten ubelaangt, wéi och déi vum Respekt virun der Chamber, an domat dem Législateur.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo nach de François Bausch gefrot.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Ganz kuerz, Här President, ech hu mer d'Wuert just gefrot, well eppes hei gesot ginn ass vum Här Wolter, wat an deem Mooss net esou stëmmt. Déi lescht Chamber, déi lescht Budgetkontrollkommissioun, déi huet eng Prozedur ausgeschafft, mat där mer haut och elo konfrontéiert sinn, fir eben op déi do Aart a Weis Dépassementer eng legal Basis ze ginn. Dat war eng Noutprozedur, an et ass ëmmer gesot ginn an der Budgetkontrollkommissioun, datt dat net der Weisheit letzter Schluss ka sinn. Dat soll just eng Iwwergangsphas sinn, datt mer iergendwéi eng legal Basis hu fir dat, wat do geschitt.

De Wonsch war ëmmer vun der Kommissioun an där leschter Legislativperiod, fir mat der Regierung zesummen, mat där betraffener Bauteministesch deemools, zesummen dofir ze suergen, datt mer insgesamt eng ganz aner Prozedur kréien. Do gëtt et natierlech villfältig Méiglechkeeten. Mir sinn och oppe fir alles ze diskutéieren. Dat Eenzegt, wat mer gären hätten, dat ass, datt mer eng honnertprozenteg Garantie hunn, datt herno eppes erauskënn, wou éischters d'Transparenz vu vir bis hanne garantiéiert ass, an dat Zweet ass, datt dat, wat mer decidéiert hunn, eng honnertprozenteg sécher legal Basis ass.

Ech mengen, dat ass dat wat wichteg ass. Dofir muss mer eng ganz Fro kläre ronderëm den Artikel 99 vun der Constitutioun a sou weider a sou fort, an doriwwer eraus, wann Transparenz oder méi Transparenz nach garantiéiert ass an Zukunft, si mer bereit op eng ganz Rei Weeër matzegoen. Ech mengen, dat wat

d'Madame Loschetter an hirer Ried opgezielt huet, dat ass jo nëmmen ee Beispill, wat sech och baséiert huet op en Extrait vum Rapport, wou déi Geschicht vum dueble Vote ugeschwat ginn ass.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet elo de Bauteminister Claude Wiseler.

■ **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech ufänke fir d'éischt, andeem ech awer deenen zwee Rapporteure villmoos Merci soe fir déi Aarbecht, déi se gemaach hunn. Si hunn dee ganzen Text hei gutt am Rapport resüméiert an och déi Diskussiounen, déi mer an der Chamberkommissioun haten.

Ech soen och all deene Leit aus der Chamberkommissioun Merci fir déi Diskussiounen, well ech fonnt hunn, a gradsou wéi haut, dat mer se konnten op eng korrekt an eng sachlech Aart a Weis féieren an eng ganz Rei Virschléi maachen, déi kënnen duerno an deenen nächste Jore regléieren, wéi d'Regierung mat deenen eenzelne Kommissiounen, déi zoustänneg sinn - ob dat elo d'Kommissioun vun den Travaux publics oder déi vum Contrôle de l'Exécution budgétaire ass -, kann zesummeschaffen.

Et ass iwwert den Detail vun deene Projeten elo bal schonn an deene verschiddene Rieden alles gesot ginn. Datt zu Gaasperech d'Etüden net dra waren, dat verschidde Lote méi deier ware wéi am Devis ausgeschriwwen ginn ass, datt Kabelen, SEBES-Leitungen hu missen anescht geluecht gi wéi et virgesi war, datt zu Märel den Eclairage net dra war, d'Plantatiounen net dra waren, de Marquage op de Stroossen net dra war - alles dat ass scho gesot ginn, dofir ginn ech net méi op déi Detailler an.

Ech wëll mech e wéineg an déi Diskussioun hei aschreiwen, déi elo hei zwéshent deenen eenzelne Fraktiounen gefouert ginn ass, a wat fir mech, muss ech soen, fir déi nächst Joren eng wesentlech Diskussioun ass, well ech soen lech ganz kloer an daitlech, et ass net immens agréabel heihinner ze kommen an all Kéiers Saachen nostëmme ze loossen an lech Explikatiounen ze ginn, firwat deen een oder deen anere Projet méi deier ass. Also, ech ka mer vill besser Projekte virstellen, déi ech lech hei ka virstelle kommen an iwwert déi mer hei kënnen diskutéieren.

Dofir ass et fir mech wesentlech, datt mir zesummen hei an der Regierung mat der Chamber eens ginn, wéi mer déi grouss Bauprojeten an Zukunft, eischstens, ier mer se ufänken, stëmme, zesumme kucken, wéi mer an der Zukunft de Suivi vun deene Projekte vun der Regierungssait aus maachen, mä dann och d'Informatioun, déi mer der Chamber ginn, wéi mer dat maachen, zu wat fir engem Moment mer dat maachen.

Et ass mir gradsou wesentlech, datt mer eis och kloer ginn, wa Saache virkommen a Projeten - net déi, déi elo amgaang sinn, well do muss ech, an dat ass richtig gesot ginn, nach sécherlech an deenen nächste Méint mat méi wéi engem Projet fir d'Zousazstëmme hei an d'Chamber kommen, mä mat deenen, déi mer elo ufänken.

Wann ech gesinn am Ministère, datt et net esou leeft, wéi et geplangt ass - an ech soen lech ganz kloer, well am Bauwiesen ass dat esou, datt do Imprévuen a verschiddene Projekte virkommen an datt et net ëmmer esou geet wéi mer eis dat am Ufank an am Idealfall virgestallt haten -, ass et fir mech wichtig, datt ech weess a wat fir engem Moment a wéi mer an a wat fir enger Prozedur mer sinn an ech hei ka mat lech déi Problemer léisen, déi sech an der Realitéit stellen, wat net noutgedrongenerweis politesch Problemer sinn, mä wat technesch Problemer sinn, wat selbstverständlech legal Pro-

blemer sinn, datt ech weess wéi genau mer hei zesummespillen an zesummeschaffen, fir dat korrekt a responsabel - well deen Term ass oft gebraucht ginn - iwwert d'Bühn ze kréien. Dofir wëll ech e puer Minutten awer huelen, fir och mech an déi Diskussioun do anzeschreiwen, well et eng essenziell Diskussioun ass.

Et ass bal alles hei gesot ginn. Wann ech elo déi Saachen hei nach eng Kéier widderhuelen, wëll ech vläicht Verschiddener e wéineg anescht aschreiwen an nach e wéineg méi nuancéieren, well wann hei lwwerschreidungen a verschiddene Budgetpunkte sinn, da sinn déi net alleguer vum selwechte Kaliber. Déi meescht hunn et gesot, den Här Wolter huet et nach eng Kéier am Detail hei beschriwwen, et konnt een net alles an deeselwechte Kuerf setzen.

Et ass ganz kloer, datt wann an dem Text eng Rei Oubliien dra waren, dann ass dat net verständlech, net richtig, an dat dāerf och a deenen nächsten Texter net méi virkommen, déi solle komplett hei an d'Chamber kommen. Nach, muss ech soen, hu mer do och eng Diskussioun driwwer an et këntt elo en Avis vun der Cour des Comptes, deen dann och bei lech an d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire këntt, wou se de Fonds des routes analyséieren a wou sech dann eng Rei Froe stellen. Zum Beispill d'Fro, ob Emprisen, déi gemaach gi wann een e Stroossebauprojet huet, mussen an de Gesetzestext kommen oder net.

D'Cour des Comptes mengt do an där éischter Versioun, dat wär wichtig. Ech kann dat jo och verstehen. Ech soe just, dat gëtt awer Problemer, well wéi soll een en Text aschätzen an eng Prévisioun maachen, wann Der d'Emprisen, wou Der net wësst, fir wéi vill Der den Terrain ze kafe kritt, direkt musst au préalable aschreiwen. Also alles dat sinn awer Diskussiounen, déi mer nach mussen do féieren, déi nach net esou kloer si wéi dat sech an enger éischter Etapp unhéiert, wann ee seet, et muss alles an de Projet kommen. An ech si mat där Ausso d'accord, mä mir mussen awer zesummen diskutéiere wat elo alles ass a wat da muss dran a wat net muss dra kommen.

Et kann een erklären, et ass och gemaach ginn, datt dat hei Texter waren, déi effektiv ënner enger anerer Prozedur gelaf sinn an dofir bal déi éischt Texter, déi d'Administration vun de Ponts et Chaussées hei als Gesetzestext eragin huet, well et virdrun esou war, datt d'legal Basis vun deene Konstruktiounen, déi gemaach gi sinn, an dem Text vum Fonds des routes ass a sech dorobber baséiert ginn ass fir dann de Stroossebau ze maachen.

Et ass an deene leschte Joren d'cidéiert ginn, datt op Basis vun enger neier anerer Interpretatioun vum Artikel 99 vun der Constitution misst en eenzelne Projet gemaach ginn. Ech fannen déi Interpretatioun d'ailleurs och richtig. Dat muss mer och an Zukunft esou weiderféieren. Dat entschëllegt net, mä dat explizéiert awer déi Iertümmer, déi hei virkomm sinn, an ech hoffen, datt déi Erfahrungen, déi d'Konte vun der Administration elo op deenen heite Punkte gesammelt hunn, dann och zouloossen, datt mer an deenen nächsten Texter, déi mer do maachen, méi prezis solle gi wéi dat par le passé war.

Dann ass déi Geschicht vun den Imprévuen: d'Déviatioun Kabelen - fir elo net op d'Beispiller vun aneren Texter ze goen - oder d'Envergure vun den Déplacements vum SEBES-Leitungen, fir och dese Projet ze brauchen. Och do muss een evidenterweis differenziéiere mat den Imprévuen. Et sinn natierlech Imprévuen, déi een hätt kënn virgesinn, wann ech mech sou dāerf ausdrécken, wann een de Projet an enger anerer Etapp

gestëmmt hätt, wann een also d'Etüde méi détailléiert hätt scho kënné pousséieren, éier gestëmmt gi wär, datt een duerch déi méi détailléiert Etüden hätt kënnen dat virgesinn, wat een an där Etapp wou een et awer an d'Chamber bruecht huet net konnt virgesinn, well een net wäit genuch an den Etüde war.

An ech mengen dofir ass deen «double vote» wichtig, well mer da méiglecherweis einfach an enger anerer Etapp kënnen hei an d'Chamber kommen. Enfin ech sinn net onbedéngt Demandeur fir en «double vote», ech gesinn net wéi een dat anescht soll maachen. Ech sinn Demandeur - an dat ass meng Haaptdemande - fir hauptsächlich de Finanzvoté op enger anerer Etapp vun der Analys ze maachen, fir e méi spéit ze maache wéi elo.

Wann dann d'Chamber seet, mir brauchen dann en duebele Vote, well mer lech wëllen eng Autorisatioun gi fir ze plangen, dat schéngt mer och absolut logesch ze sinn, well bei grouss Projeten - an et ass virdrun do ugeklongen - ass d'Planifikatioun schonn esou deier, datt mer an d'Barragë komme fir sou vill Suen auszeginn, datt mer schonn dofir eleng e Gesetz brauchen. Dofir si mer do an enger Situatioun, déi heiansdo ambiguë ass a wou ee muss Léisunge fanen.

Ech sinn also haaptsächlech Demandeur fir méi spéit kënnen an d'Chamber ze kommen, da wann ech e Projet hunn, deen ech méi genau ausgerechent kréien a wou ech mer ongeféier méi sécher ka sinn, datt de Präis, dee mer do uginnt, och der Realitéit entsprécht, also net nëmmen um Metercubepreis, mä e Präis op den Devien, wann ech dat elo dāerf graff emräissen.

Dat ass déi eng Saach. An dann hutt Der natierlech Imprévuen, déi Der net këntt, och net mat méi enger ganz genauer Planung, virgesinn. D'Madame Brasseur, mengen ech, huet et virdu gesot, wann den Terrain lech rétscht oder den Tunnel rétscht lech, dat gesitt Der net am Devis vir. Dat këntt dann an da muss mer kucke wéi mer reagéieren, da brauche mer eng Prozedur fir direkt ze reagéieren, fir weider kënnen ze schaffen, fir d'Méikäschten, déi den Arrêt vum Chantier hätt, kënnen ze évitieren. Och do muss mer da genau Reaktiounen hunn.

Ech sinn an där Diskussioun do mat lech fir alles bereet, ech wëll just wësse wéi et ass a wéi mer dat solle maachen an dat ass meng haaptsächlech Ufro. Ech wëll Transparenz, ech wëll Kloeerheet, well wann ech Transparenz a Kloeerheet hunn, kann ech och déi Responsabilitéit, op déi haut insistéiert ginn ass, besser exerzéieren, also wëll ech se.

Dat Drétt, dat ass manner hei ugeschwat ginn.

■ **M. le Président.**- Den Här Grethen wëllt lech eng Fro stellen.

■ **M. Henri Grethen (DP).**- Jo, Här President, ech wollt den Här Minister elo bei där Unterführung do zu Märel froen, wann ech mer déi ukucken, ech sinn elo e puermol doduerchgefuert fir op Esch ze kommen, an do hunn ech awer d'Impressioun, dass d'Ham an der Mëllech gekacht gouf. Wann een do ënnendra kuckt, wéi mat Hasteng d'Mauern ausgekleet gi sinn, wou praktesch eng Cour intérieure - déi op anere Plazen och esou beléift ass - ënnen an der Unterführung do dran ass, mengen ech, dass een d'Economissitéit och misst kucken a vläicht fir d'Zukunft - dat ass e Wunsch un lech, Här Minister - misst kucken, dass mer heiansdo no der Devise „manner ass oft méi“ géiffe kucken, dass

mer awer géifen e bësse méi präiswäert bauen, wéi mer elo an deene leschte Joren amgaange waren dat bei eenzelne Projeten ze maachen.

■ **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.**- Här Grethen, ech kann deem a sech nëmme bäistëmme. Ech soe just, dat do ass elo eng zweet Fro, mä hei probéieren ech elo d'Fro ze behandelen: Wéi kucke mer an deenen Devien, déi mer opgesat hunn, ze bleiwen a wat fir eng Prozeduren hu mer, wa mer Schwieregkeeten hunn?

Déi zweet grouss Fro, dat ass: Wéi baue mer méi bëlleg? An do gëtt et och eng Rei Propositionen, déi mer mussen op den Dësch leeën. Wann ech also bei de Schoulgebaier bleiwen: Ech baue léiwer mat deene Suen, déi ech hunn, véier Schoulgebaier, déi méi rationell da sinn, wou ech zwar Qualitéit assuréieren, mä ech hunn der awer véier fir sou vill méi Schüler ënnerzékriegen, wéi dass ech der dräi bauen, wéi Dir elo géift soen, iwwerall mat Hasteng, wat der Pädagogie net ganz vill hëllef.

Se muss gutt sinn, se muss qualitéitsméisseg sinn, mä se mussen esou sinn, datt mer an deem Finanzvolum, dee mer hunn, de Maximum erausschloen, fir déi Infrastrukturen ze kréien, déi mer an der Zukunft brauchen. Ech ginn lech Recht, dat ass och eng Diskussioun, déi mer muss féieren, mä wéi gesot, ech mengen, datt dat awer eng zweet wesentlech Fro ass, déi mer eis muss stellen.

Mä da këntt deen anere Punkt, deen haut bei deene verschiddene Rieden net esou ugeschwat ginn ass, an dat ass dee vun den Adjudikatiounen. Wann ech kucken, wéi verschidde Käschten oder wou verschidde Voleten och nach méi deier gi sinn, dann ass dat, datt mer Devien haten, datt dat ausgeschriwwen ginn ass, datt Soumission-publique gemaach gi sinn - normal nom Soumissionsgesetz - an datt dann déi Offerten, déi mer erakritt hunn, e gutt Stéck méi deier waren.

A wann ech och kucke bei verschiddene Projeten, déi mer esou erakriegen, déi elo net méi deier gi wéi dat virausgesinn ass, mä wann ech do awer eng Kéier den Ënnerscheid zwéshent deenen eenzelnen Offerte kucken, vum bëllegsten op dee mëttelsten an op dee méi deieren, da muss ech soen, dozweeschent sinn och ganz oft riseg Ënnerscheeder. An et kann nun einfach awer och virkommen, datt op eenzelne Punkten den Devis esou gerechent ginn ass, datt duerno an der Realitéit vun der Soumissioun dat net onbedéngt méi Realitéit ass an datt mer et do mat anere Präisser ze dinn hunn.

OAn da stellt sech och d'Fro: Wéi reagéiere mer dann an deene Fäll? An et stellt sech natierlech och d'Fro, wéi mer dat da mat der Chamber an deem Moment uginnt. Also ech soen, och do ass nach eng wesentlech Fro, mä vu datt den Här President mer d'Luucht ugeschalt huet, ginn ech méi schnell op déi Punkten eriwuer.

■ **M. le Président.**- Dir hutt nach zéng Minutten.

■ **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.**- Ah, ech hunn deen zweete Projet, da kann ech erëm mäi Blat hei zréckhuelen, fir dann awer nach dat ze soen, wat ech dozou wollt soen.

Dat schéngt mer also och eng wichtig Saach ze sinn, wéi een op déi do wichtig Punkte reagéiert. An déi Leit, déi an der Gemeng sinn, wësse wéi esou Ausschreiwunge gemaach sinn - den Här Diederich huet et virdu gesot. Ech mengen et ass net eng Realitéit, déi just beim Stat ass. Déi Leit, déi doheem privat gebaut hunn, déi wëssen och, datt dat do Froe sinn, wann ee sech säin eenzelne Budget mécht a wann een dann déi eenzel Devisé bei de Leit freet, datt déi net ëmmer esou si wéi ee sech dat am Ufank virgestallt huet.

Elo hu mir natierlech déi technesch Moyene fir méi no ze kommen, elo hu mir natierlech d'Méiglechkeeten, fir dat méi prezis auszerechnen, mä et ass awer nach ëmmer sou, wann Dir - an dat ass bei der Nordstrooss e wesentleche Punkt gewiescht, elo hei manner an de Projeten - 1997 e Gesetz stëmmt an 2003 oder 2004 maacht Der d'Ausschreiwung, dann ass et awer ganz schwéier 1997 virauszegesinn, wéi d'Marchéen evoluéiert hunn, wéi d'Präisser evoluéiert hunn an ob dat nach sechs, aacht Joer duerno ongeféier an deem Devis kéint leien, deen Der am Fong lech ausgerechent hat, wéi Der esou vill Joer virdrun d'Gesetz hei an d'Chamber bruecht hutt.

(Interruption)

Ech wëll elo wierklech net, datt dat do als Entschëllegung zielt. Ech wëll lech just soen, wou sech an der Realitéit d'Problemer stellen an op wat fir eng Problemer, wa mer zesummen déi Diskussioun an deene Kommissioun féieren, mir mussen eng Äntwert ginn, well da wëll ech awer natierlech wësse wéi ech déi Saache soll mat lech zesumme behandelen. Ech weess wéi ech se am Ministère soll behandelen, mä ech wëll awer an de Relationen, déi ech mat der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire korrekt wëll féieren an deenen nächste Joren, wësse wéi mer déi Saachen do upaken.

Ech hunn eng Rei Iddien. Ech hunn d'lescht Kéier och dem President, dem Här Grethen, versprochen, mir géingen lech dat schréftlech eragi wéi mer eis dat virstellen, an da kënn mer jo kucken, ob dat deem entsprécht, wat sech virgestallt gëtt.

An da sinn niewent deene ganze Prozeduren, déi mer jo an der Chamber hunn, och eng ganz Rei Prozeduren, déi ee sech regierungssintern muss gi fir déi Kontrollen esou ze maachen, wéi mer se gären hätten. Eng vun deene Prozeduren, do ass awer haut nach net dovu geschwat ginn, dat schéngt mer awer och wichtig, et geet lech och direkt eppes un, dat ass, datt ech wierklech mengen, datt et fir de Ministère, fir mech eng extrem grouss Utilitéit huet, wann ech all sechs Méint déi grouss Projeten huelen an an d'Chamberkommissioun bei lech kommen, fir dann eenzel Projet fir Projet duerchzekucken, da muss ee sech Zäit huele fir dat ze maachen, déi huet Der lech, fir ze soen, mir sinn hei drun, hei sinn d'Schwieregkeete vun deem Projet, esou geet et weider.

Dat gëtt fir de Ministère eng gewëssen Disziplin a fir d'Chamber, wou mer dann au fur et à mesure kucken déi Problemer, déi sech stellen, ze léisen. A wann zwéshent deene sechs Méint Problemer gréisserer Natur opkommen, datt ech dann d'Initiativrecht hunn, fir déi bei lech kënnen duerchdiskutéieren ze kommen.

An da gëtt et nach eng ganz Rei Prozeduren, déi wéi gesot ministèreintern respektiv um Chantier selwer, mengen ech, mussen agefuert ginn, fir ze kucken, datt mer Dag fir Dag um Chantier eng besser Kontroll vun deenen eenzelne Chantiere maachen oder dat méi an de Grëff kréien. Mä och do soen ech just als Remarque hannendrun: Wa mer dat maachen, da kascht dat och, dat sinn alles Prozeduren, déi hire Präis hunn. Dir maacht net d'Kontroll, Dir maacht net d'Surveillance vum Chantier, egal op wat fir enge Punkten, oui e Präis dofir ze bezuelen.

Sou, dat och gesot, wëll ech ofschléissen, andeem ech einfach nach eng Kéier Merci soe fir awer op schwierere Projeten eng Diskussioun, déi an deene ganz groussen Deeler extrem konstruktiv war. Ech hoffen, datt mer och d'Méiglechkeet hu mat alle Fraktiounen déi Diskussioun konstruktiv an deenen nächste Méint esou weiderzeféieren.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun vun deenen zwee Projeten ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung vun deene Projeten. Fir d'éischt d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5364 iwwert d'Emgestaltung vum Gaasperecher Kräiz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Laut dem Schierm ass de Projet ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, 5 Ent-haltungen a 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Paul-Henri Meyers), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Fernand Diederich), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Lydia Mutsch), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Da kéime mer zum Vote iwwert de Projet 5365 iwwert d'Kräizung Escher Strooss/Märeler Strooss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, 7 Abstentiounen a 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par

Mme Martine Stein-Mergen), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Romain Schneider (par Mme Lydia Mutsch), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmingier, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Sommaire des séances publiques

Paroles de bienvenue de M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, entouré par M. le Vice-Président Jos Scheuer et M. le Vice-Président Niki Bettendorf page 1

Clôture de la 2e session extraordinaire 2004 et ouverture de la session ordinaire 2004-2005 et discours de S.A.R le Grand-Duc Henri pages 1-2

Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général page 2

Composition des commissions parlementaires page 2

Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 2

Présidence d'honneur et octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés page 2

Communications pages 2-4

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 4

Ordre du jour page 4

Heure de questions au Gouvernement pages 4-7

- Question N° 1 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Marco Schank relative aux installations photovoltaïques en zone verte et l'établissement d'un plan sectoriel pour parcs éoliens, adressée au Ministre de l'Environnement

- Question N° 3 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Henri Kox relative à la promotion et aux primes en faveur des énergies renouvelables, adressée au Ministre de l'Environnement

- Question N° 2 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf relative à la lutte contre le tabagisme au niveau national, adressée au Ministre de la Santé

- Question N° 4 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Anne Brasseur relative aux infrastructures sportives, adressée au Ministre des Travaux publics et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire

- Question N° 5 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Robert Mehlen relative aux travaux de la route du Nord, adressée au Ministre des Travaux publics

- Question N° 6 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Viviane Loschetter relative aux droits de pension en cas de divorce, adressée au Ministre de la Sécurité sociale

- Question N° 7 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Gast Gibéryen relative à un rapport annuel sur les subventions de l'État, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire

Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng relative à l'avenir de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCFL) pages 7-10

4754 - Proposition de loi portant

1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;

2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution - Second vote constitutionnel pages 10-12

Ordre du jour pages 12-13

5336 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck pages 13-16

5320 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville pages 16-18

5165 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant : 1. le code pénal ; 2. le code d'instruction criminelle ; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; 5. la loi modifiée

du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances ; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises ; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable ; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ; 12. la loi générale des impôts ("Abgabenordnung") - Second vote constitutionnel pages 18-20

5236 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002 pages 20-21

4938 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2000 pages 21-24

Composition des commissions parlementaires page 25

Question parlementaire N° 14 de M. Aly Jaerling relative à l'augmentation de capital chez Arcelor pages 25-26

5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux pages 26-27

5176 - Projet de loi portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Conférence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992 pages 27-28

4691 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bucarest, le 6 juin 1995, et de ses Annexes I et II;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 7 octobre 1998;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 février 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Croatie, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Zagreb, le 11 juin 1999 et de ses Annexes I et II pages 28-30

5364 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la "Croix de Gasperich" avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186

5365 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies pages 30-35

Ordre du jour page 35

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

7. Ordre du jour

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir de 16., 17. an 18. November. An hirer Réunioun vun haut de Moien huet d'Présidentekonferenz folgenden Orde du jour virgeschloen:

En Dënschdeg, de 16. November um dräi Auer:

1. eng Froestonn un d'Regierung;

2. d'Interpellatioun vum Här Henri Cox iwwert d'Ackerbaupolitik, d'Sécherheet vun den lesswueren an d'Liewensbedingunge vum Véi, nom Modell 1.

Dann e Mëttwoch, de 17. November um hallwer dräi:

1. d'Deklaratioun vun der Regierung iwwert d'Entwécklungshëllef mat uschlëssender Debatt, nom Modell 1;

2. de Projet de loi 5343 iwwert d'Fusioun vun de Gemenge Baastenduerf a Furen, nom Modell 1.

An en Donneschdeg, den 18. November um hallwer dräi:

1. eng Aktualitéitsstonn, déi vun der Fraktioun vun der Regierung ugefrot gouf, iwwert d'Bäitrettsverhandlung mat der Türkei;

2. d'Visite an d'Deklaratioun hei bei eis am Parlament vum President vum Europaparlament.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass dann esou decidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.09 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 1 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet			
Session ordinaire 2003-2004					
2690	M. Xavier Bettel	Mise sur le marché de terrains par l'État luxembourgeois	0039	M. Xavier Bettel	Règles orthographiques allemandes
2710	M. Jacques-Yves Henckes	Retour volontaire des demandeurs d'asile	0041	M. Jean-Pierre Koepf	Nouvelle conception de l'échangeur "Biff"
2737	M. Mars Di Bartolomeo	Uniformisation du remboursement des congés de maladie des salariés du secteur privé	0042	M. Aly Jaerling	Risques liés à l'utilisation d'appareils de bronzage
2757	M. Jeannot Belling	Indemnité spéciale aux chefs de poste de l'Administration des Douanes et Accises	0043	M. Xavier Bettel	Nouvelles dispositions des stations de contrôle technique pour les véhicules à deux roues
2758	M. Marco Schroell	Informatisation du dossier de la personne soignée	0044	Mme Colette Flesch	Éducation sportive à l'école
1^{re} Session extraordinaire 2004					
0001	M. Gast Gibéryen	Autorisation d'établissement pour le parc résidentiel de camping à Mondorf-les-Bains	0045	Mme Colette Flesch	Sport scolaire
0002	M. Gast Gibéryen	Interdiction du canotage sur la Sûre	0046	M. Aly Jaerling	Contrôle policier des cyclistes et des piétons
0003	M. Aly Jaerling	Espionnage économique	0047	M. Aly Jaerling	Suppléments première classe dans les hôpitaux
0004 cf. 0009	M. Xavier Bettel	Situation sanitaire dans une ferme à Frisange	0048	M. Alex Bodry	Modalités de mise en oeuvre de la loi relative aux effets légaux de certains partenariats
0005	M. Aly Jaerling	Réduction des effectifs dans les hôpitaux	0049	M. Aly Jaerling	Ratification de la Constitution européenne
0006	M. Robert Mehlen	Chantier de la «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte»	0050	M. Aly Jaerling	Mesures de prévention contre la légionellose
0007	Mme Colette Flesch M. Xavier Bettel	Entrée en vigueur des dispositions de la loi relative aux effets légaux de certains partenariats	0051	M. Aly Jaerling	Loque américaine des abeilles
0008	M. Xavier Bettel	Lutte contre le Sida	0053	M. Aly Jaerling	Faux billets de banque
0009 cf. 0004	M. Xavier Bettel	Contrôles effectués par les vétérinaires-inspecteurs et vétérinaires officiels dans les établissements agricoles	0054	M. Aly Jaerling	Budget de la Communauté européenne
0010	M. Aly Jaerling	Détermination du besoin des unités en personnel dans les cliniques	0055	M. Laurent Mosar	Exécution de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel
0011	M. Xavier Bettel	Affaire disciplinaire au sein de la Bibliothèque nationale	0056	M. Aly Jaerling	Situation déficitaire des caisses de maladie
0012	M. Xavier Bettel	Impact des travaux de construction de la Cité judiciaire au parking du Saint-Esprit	0057	M. Jean-Pierre Koepf	Etat de santé de plusieurs ouvriers du SIDEC
0013	M. Aly Jaerling	Forfait d'éducation	0058 cf. 0060	M. Xavier Bettel	Abandon des pièces de un et de deux cents
0014	M. Aly Jaerling	Augmentation de capital chez Arcelor	0059	M. Xavier Bettel	Création d'un poste de directeur de la Sécurité intérieure
0015	M. Aly Jaerling	Interdiction de l'utilisation d'insecticides composés de fipronil	0060 cf. 0058	M. Aly Jaerling	Abolition des pièces de un et de deux cents
0016	M. Aly Jaerling	Mesures policières prises vis-à-vis des supporters utilisant des fumigènes lors des matchs de football	0061	M. Aly Jaerling	Construction d'un centre national pour jeux de quilles et de bowling
0017	M. Aly Jaerling	Menaces terroristes	0062	M. Aly Jaerling	Piercing et tatouage
2^e Session extraordinaire 2004					
0018	M. Henri Kox	Promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables	0063	M. Robert Mehlen	Lutte contre la loque américaine des abeilles
0019	M. Henri Kox	Pratique du jet-ski sur la Moselle	0064	M. Aly Jaerling	Développement de l'échinococcose multiloculaire
0020	M. Robert Mehlen	Situation financière du groupe CEPAL	0066	M. Jean-Pierre Koepf	Maladie du gibier
0021	M. Marco Schank	Construction d'un nouveau laboratoire	0068 cf. 0071	M. Aly Jaerling	Situation au Centre pénitentiaire de Schmassig
0022	M. Lucien Clement	Fonctionnement du clos d'équarrissage au Schwanenthal	0070	M. Robert Mehlen	Volume des récoltes de céréales suite aux intempéries
0023	M. Xavier Bettel M. Claude Meisch	Restrictions de circulation pour les poids lourds	0071 cf. 0068	M. Xavier Bettel	Sécurité des établissements scolaires
0024	M. Aly Jaerling	Protection nationale	0073	M. Laurent Mosar	Droit à la vie privée des personnes publiques (arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 24 juin 2004)
0025	Mme Anne Brasseur	Mécanismes de contrôle de la gestion des crèches	0074	M. Henri Kox	Rapport sur les causes de la panne d'électricité du 2 septembre 2004
0026	M. Xavier Bettel	Augmentation des prix pétroliers	0075	M. Aly Jaerling	Éducation à la sécurité routière
0027	M. Xavier Bettel	Prévention de la tuberculose	0076	M. Marco Schank	Journée nationale du Sport à l'École
0028	M. Xavier Bettel	Remboursement de la tonsillotomie	0077	M. Marco Schank	Problème d'adaptation des horaires scolaires de l'enseignement préscolaire et primaire
0029	M. Xavier Bettel	Forfait mensuel pour intolérants au gluten	0078	M. Laurent Mosar	Réductions des nuisances sonores
0030	M. Xavier Bettel	Directive sur les produits du tabac	0079	M. Jean-Pierre Koepf	Accusations du Syndicat des pilotes de ligne français quant aux licences de vol luxembourgeoises
0031	M. Xavier Bettel	Dépenses des caisses de maladie	0080	M. Xavier Bettel	Homologation des diplômes de fin d'études secondaires par la Communauté française de Belgique
0032	M. Xavier Bettel	Mésentente au sein du Centre hospitalier neuropsychiatrique	0081	M. Lucien Clement	Organisation de l'éducation précoce
0033	M. Xavier Bettel	Médecine scolaire dans l'éducation précoce	0083	M. Aly Jaerling	Apparition de la méningo-encéphalite à tiques (MET/FSME)
0034	M. Xavier Bettel	Organisation des régions sanitaires et des services d'urgences SAMU	0084	Mme Anne Brasseur	Concurrence déloyale sur divers chantiers
0035	M. Xavier Bettel	Uniformisation du remboursement des congés de maladie	0085	M. Jean-Pierre Koepf	Sentier touristique menant au Schiessentümpel
0036	M. Xavier Bettel	Vaccination des enfants contre la méningite	0086	M. Aly Jaerling	Réglementation de la pratique de l'escalade en milieu naturel
0037	M. Xavier Bettel	Prestations des caisses de maladie dans la médecine dentaire	0092	M. Xavier Bettel	Logements de service pour les membres de la police grand-ducale
0038	M. Xavier Bettel	Admission du nouveau médicament anti-Sida	0093	M. Xavier Bettel	Création de nouveaux postes de conseillers à la Cour supérieure de Justice
			0097	Mme Anne Brasseur	Construction d'un bâtiment annexe pour le Lycée technique du Centre
			0101	Mme Nancy Arendt	Le tabagisme chez les femmes enceintes
			0109	M. Jean-Pierre Koepf	Cas de légionellose à l'Hôpital Intercommunal Steinfurt
			0112	M. Jean-Pierre Koepf	Assurance dépendance

Session ordinaire 2003-2004

Question 2690 (1.4.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la mise sur le marché de terrains par l'État luxembourgeois:

Monsieur le Premier Ministre avait annoncé le 7 mai 2002 lors de sa déclaration sur la situation économique, sociale et financière du pays que l'État allait mettre un certain nombre de ses terrains sur le marché afin de remédier à la pénurie de logement et pour promouvoir la construction de nouveaux logements.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Logement:

Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de terrains qui ont depuis été mis sur le marché par l'État luxembourgeois?

À quelle procédure les terrains ont été soumis lors de leur mise sur le marché?

À quels prix ont-ils été vendus?

De combien de surface constructible dispose l'État?

Est-ce que d'autres terrains vont être mis sur le marché dans les mois à venir?

Réponse (5.10.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*:

Dans le contexte de la question parlementaire, il y a lieu de relever qu'une révision détaillée de l'inventaire des propriétés de l'État a eu lieu ces dernières années. Chaque département ministériel a procédé à la vérification des parcelles lui affectées quant à la réalité du besoin. Des réunions régionales avec la participation des services étatiques concernés (Administration des Bâtiments publics, Administration des Ponts et Chaussées, Administration des Eaux et Forêts, Administration de l'Enregistrement et des Domaines) ont eu lieu afin de déterminer les terrains susceptibles à être cédés et les terrains disponibles à être utilisés dans des échanges dans l'intérêt de projets d'infrastructures.

La politique de l'État relative à la mise sur le marché de terrains domaniaux consiste à soumettre toute cession éventuelle à un examen approfondi du Comité d'Acquisition ou du Comité des Domaines afin d'évaluer l'opportunité de l'opération tant au niveau des besoins actuels que des besoins futurs de l'État.

À la suite de ces examens approfondis, l'État a effectué, depuis le début de l'année 2002, 27 opérations de cession, dont trois par adjudications publiques.

De ces 27 opérations, cinq ont été réalisées au profit de communes ou du Fonds pour le logement à coût modéré tandis que 14 opérations concernant des parties de terrains ont été effectuées au profit de propriétaires privés, voisins d'une propriété de l'État et où un tiers ne pouvait être intéressé. Ces cessions ont ainsi permis de réaliser des projets de logement.

D'autres transactions sont encore envisagées avec le Fonds pour le logement à coût modéré portant sur des terrains ou immeubles de l'État situés à Luxembourg-ville, Echternach et Niederanven.

Question 2710 (16.4.2004) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant le retour volontaire des demandeurs d'asile:

Il me revient qu'un certain nombre de demandeurs d'asile déboutés ont récemment marqué leur accord pour un retour volontaire dans leur

pays d'origine. Or le Gouvernement ne serait pas à même de rapatrier ces personnes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quel est actuellement le nombre de personnes en fin de procédure d'asile?
2. Parmi ces personnes quel est le nombre de personnes qui se sont déclarées d'accord avec un retour volontaire?
3. Quand ces personnes seront-elles rapatriées?
4. Quel est le montant alloué à chaque personne et quand est-il payé?

Réponse (6.9.2004) de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

1. En date du 16 août 2004, 1.415 personnes étaient déboutées de leur demande d'asile, c'est-à-dire elles étaient venues à terme de la procédure d'asile.

Les principaux pays d'origine sont les suivants:

Serbie et Monténégro	1.027
dont Kosovo	345
Bosnie-Herzégovine	104
Albanie	99
«Macédoine»	52

2. Actuellement 27 personnes en provenance de la Serbie et du Monténégro se sont déclarées d'accord pour un retour assisté. Pour la Bosnie-Herzégovine il s'agit de 16 personnes.

3. Des rapatriements auront probablement lieu au mois de septembre, soit par vol régulier, soit par vol charter.

4. Lors d'un retour assisté, le montant alloué à un adulte est de 1.190 euros, celui alloué à un mineur est de 595 euros. La somme est remise par un agent du Ministère de la Famille et de l'Intégration à la personne concernée après son check-in à l'aéroport du Findel. A ce montant s'ajoute une aide à l'envoi de bagages et de petits meubles qui varie entre 150 et 400 euros.

Question 2737 (11.5.2004) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'uniformisation du remboursement des congés de maladie des salariés dans le secteur privé:

Dans le cadre d'une heure de questions à la Chambre des Députés en date du 9 mars 2004, Monsieur le Ministre s'est prononcé sur l'étude relative à l'uniformisation éventuelle du remboursement des congés de maladie de tous les salariés du secteur privé, donc employés et ouvriers.

Selon les informations reçues à cette date, un comité d'accompagnement composé de représentants des syndicats et du patronat devrait rencontrer des membres de l'IGSS et de l'Union des Caisses de Maladie et les résultats des analyses seraient disponibles pour la fin mars / début avril.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les conclusions de cette étude?
- Quelles sont les suites que le Gouvernement entend réserver à ces analyses?
- Est-ce que les partenaires sociaux ont pu trouver une position commune sur l'uniformisation en question?

Réponse (3.8.2004) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Dans sa réunion du 24 novembre 2003 le Comité de coordination tripartite a demandé d'être saisi jusqu'à la fin du mois de mars 2004 d'une étude examinant les inci-

dences d'une modification structurelle ayant pour finalité d'uniformiser pour tous les salariés du secteur privé le système d'indemnisation en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie. Dans une telle solution l'employeur aurait l'obligation d'indemniser les six premières semaines d'incapacité de travail, l'assurance-maladie intervenant par la suite.

L'employeur serait donc partiellement déchargé de son obligation légale actuelle à l'égard des employés privés qui lui impose de prendre en charge le mois de la survenance de l'incapacité de travail et les trois mois subséquents; par contre il lui incomberait d'assumer la charge des indemnités pour les ouvriers pendant la période de six semaines. Le taux d'équilibre se situera sensiblement en dessous du taux actuel pour les ouvriers tandis qu'il dépassera celui actuellement appliqué aux employés privés.

Les effets de la solution examinée devront être globalement neutres et ne pourront pas comporter des charges supplémentaires pour l'économie.

L'étude, dont les travaux d'élaboration ont été suivis par un comité d'accompagnement composé des partenaires sociaux, a été réalisée par mes services dans les délais impartis. Il appartiendra au Comité de coordination tripartite, commanditaire de l'étude, d'en tirer le moment venu les conclusions qui s'inclinent.

Question 2757 (20.5.2004) de M. Jeannot Belling (DP) concernant l'indemnité spéciale aux chefs de poste de l'Administration des Douanes et Accises:

D'après l'article 23 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et le règlement grand-ducal du 13 avril 1984 déterminant les conditions et les modalités de l'allocation de l'indemnité spéciale prévue par l'article précité, il revient au Ministre des Finances d'allouer des indemnités aux chefs de poste auprès de l'Administration des Douanes et Accises. Il me revient que les bénéficiaires de ces indemnités ont changé plusieurs fois ces dernières années en raison notamment de la mise en œuvre du Traité de Schengen et de la réorganisation des services qui s'en est suivie.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quelles raisons les chefs de poste de la brigade canine ainsi que de la brigade motocycliste n'ont pas encore pu bénéficier d'une indemnité spéciale?

Réponse (11.8.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*:

Au début du mois d'avril le Ministre des Finances a saisi la Direction des Douanes et Accises d'un courrier du syndicat LDG («Lëtzebuerger Douane's Gewerkschaft») à son adresse en la priant d'émettre son avis au sujet d'une éventuelle nouvelle désignation des bénéficiaires de l'indemnité de chef de poste sans que leur nombre ne puisse dépasser celui retenu en 2003.

Question 2758 (2.7.2004) de M. Marco Schroell (DP) concernant l'informatisation du dossier de la personne soignée:

La loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers dans son article 36 traite du dossier individuel du patient, avec ses volets médical, de soins et administratif.

Dans le cadre de l'informatisation du dossier de la personne soignée, la plupart des établissements hospitaliers préparent la reconversion du dossier archivé sous forme papier en dossier informatisé. Pour cela la numérisation «scanning» de certains documents devient nécessaire et les gestionnaires des hôpitaux se posent la question de la validité juridique d'un document du dossier patient reconverti sous forme numérique (ordonnance médicale, rapport d'opérations, compte rendu d'hospitalisation, diagramme de soins, etc.).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Communications qui est à l'origine de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel:

- Un dossier papier peut-il être détruit après avoir été numérisé ou certains documents sur papier doivent-ils être conservés? En d'autres termes, un document scanné a-t-il la même valeur juridique qu'un document papier?
- Le cas échéant, quels sont les documents à conserver sous forme papier?

Réponse (30.7.2004) de M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*:

La loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers tout comme la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ne se prononcent pas sur la question spécifique de savoir si le dossier d'une personne soignée doit être tenu «sous forme papier» ou s'il peut l'être «sous forme informatisée».

Force est de constater que les dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel s'appliquent quel que soit le mode de tenue du dossier. En revanche la protection des données s'intéresse plus particulièrement à la question de la durée de conservation des données à caractère personnel sous l'angle de l'obligation du responsable du traitement de supprimer ces dernières ou de les rendre anonymes dès que les finalités pour lesquelles elles ont été collectées et traitées ont été atteintes ou ne justifient plus une conservation sous une forme permettant l'identification des personnes concernées qui comporte des risques d'atteinte à leurs libertés et droits fondamentaux, notamment à leur vie privée (article 4, paragraphe (1) lettre (d) de la loi).

Il y a lieu de noter que la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique a modifié les articles du code civil relatifs à l'acte sous seing privé. L'article 1322-2 du code civil prévoit ainsi que «l'acte sous seing privé électronique vaut comme original lorsqu'il présente des garanties fiables quant au maintien de son intégrité (...)». Cependant ces dispositions traitant de la force probante des actes de nature civile et commerciale ne doivent pas trouver application dans la présente matière, alors et surtout que le dossier médical n'a pas été introduit dans la loi hospitalière en vue de constituer des moyens de preuve pour ou contre les acteurs médicaux et hospitaliers, même s'il peut aussi servir à de telles fins.

Il en résulte que l'archivage de dossiers informatisés est acceptable. Les différentes pièces du dossier informatisé devraient cependant permettre d'identifier leur auteur et être protégées contre toute altération.

Néanmoins la question posée mérite réflexion et sans doute aussi concertation avec le milieu hospitalier. Cette réflexion ne peut être menée et terminée dans le bref délai imparti pour répondre à une question parlementaire.

1^{re} Session extraordinaire 2004

Question 0001 (13.7.2004) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'autorisation d'établissement pour le „Parc résidentiel de camping“ à Mondorf-les-Bains:

1982 gouf zu Munneref un de bestehende Camping en „Parc résidentiel de camping“ annexiert. Déi Gemengeverantwortlech vu Munneref hu säit 1981 Leit, déi an dësem Camping résidentiel wunnen, ouni Problem an der Gemeng ugemellt.

Elo ass zënter enger gewësser Zäit bekannt, datt de Camping zu Munneref soll zougemaach ginn. D'Leit, déi do um Camping méi oder wéineger hire feste Wunnsätz hunn, ginn am Däischtere gelooss wat déi richteg Grënn fir d'Schléissung ugeet a wéi dës Leit sech an Zukunft sollen organisieren. Alles an allem schéngt et sech awer ëm enger Gestionsproblem ze handelen.

An enger Gemengerotssëtzung am Juni dëst Joer huet d'Madame Buergermeeschter vu Munneref bestätegt, datt et de Minister fir de Mëttelestand an den Tourismus ass, dee keng Bedreiwergenehmung méi fir de Camping ausstelle wäert.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un déi zwee Ministeren:

- 1) Stellen déi betrafte Ministeren an Zukunft keng Bedreiwergenehmung méi fir de Camping vu Munneref aus?
- 2) Wa jo, aus wat fir enge geneeë Grënn, a wat bedeit dat fir d'Zukunft vum Camping a vun dem ugeschlossenen „Parc résidentiel“?
- 3) Sinn d'Ministeren iwwert déi Gesamtproblematik vum Camping résidentiel vu Munneref an d'Schicksal vun de Leit, déi do fest wunnen, informéiert, a gi Léisunge fir déi schwierig Lag, an déi déi Leit Gefor lafen ze kommen, gesicht?

Réponse (11.8.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Laut Gesetz vum 11. Juli 1957 stellt den Tourismusminister d'Genehmung fir Campinger aus, wa si d'Installationskonditione vum Reglement vum 25. März 1967 erfüllen.

No enger Visite de 4. Mee 2004 um Camping ass d'Munnerefer Gemeng opgefuert ginn, verschidde Saachen an d'Rei ze setzen:

- Affichage vum Campingsplang
- Respektéiere vun den Norme vun de Plazen (100 m²)
- Agrenze vum Terrain
- Markéiere vun de Plazen
- Openthaltsraum zougänglech maachen
- Éischthëllefskëscht bereetstellen
- Schlecht ënnerhalenen Terrain verbessern (et ass nëmme plazeweis geméit; Onkraut tëschent de Weeër)
- Schrott a Bauréckstänn um résidentiellen Deel vum Camping raumen.

De Munnerefer Camping hat eng Genehmigung, déi den 8. Mee 2004 ofgelaf ass. Déi Genehmigung gouf net erneiert, well no enger zweeter Visite, den 1. Juli 2004,

dës Messstänn net behuewe waren.

Ech wëll betounen, datt dës Konditiounen unni grouss Investissementer kënnen erreecht ginn. Sinn dës Konditiounen erfëllt, kann d'Prozedur fir d'Ausstellung vum enger Autorisatioun nees opgeholl ginn.

Wat elo déi drëtt Fro betrëfft, wëll ech den honorablen Deputéierte Gast Gibéryen drop hiweisen, datt et engem Propriétaire/Exploitant vum engem Camping fräisteet, d'Exploitation vum deemselwechten oprechtzeerhalen oder net.

D'Décisioun vum enger Exploitation oder Netexploitation fällt also net ënnert de Kompetenzberäich vum Tourismusminister. Op Basis vum Artikel 8 vum Règlement vum 25. Mäerz 1967 muss den zoustänneg Minister innerhalb vum 8 Deeg iwwert d'Décisioun vum enger Cessatioun vum der Exploitation informéiert ginn.

Ze bemierken ass nach, datt d'Définitioun vum „camping résidentiel“ mat Sécherheet net wëllt heeschen, datt déi Leit op dem Camping e feste Wunnsätz hunn a regelrecht an der Gemeng ugemellt sinn, mee dëst sinn Touristen, déi zu bestëmmten Zäiten an hirem fir d'ganz Joer reservéierte Chalet/Roulotte hir Vakanz verbréngen.

Alles wat doriwier erausgeet, fällt weder ënnert d'Gesetz vum 1957 nach ënnert de Kompetenzberäich vum Tourismusminister.

Question 0002 (13.7.2004) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'interdiction du canotage sur la Sûre:

Zënter 15 Joer ass et an der ëneschter Sauer téschent Dikrech a Waasserbëlleg op Grond vu bakterielle Belaaschtungen net erlaabt ze bueden. An deem Kontext besteet och op Lëtzebuergescher Säit e Verbuet, fir mam Kanu oder anere Booter op der Sauer ze fueren.

Op der däitscher Säit awer ass dat net verbueden, esou datt eng ganz Rei vun Touristen op déi däitsch Säit auswaichen, fir do kënnen mat de Booter ze fueren an deementsprechend och do hir Vakanz verbréngen, wat eng zolidd Perte fir de Lëtzebuergeschen Tourismus bedeit.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Innenminister:

- 1) Aus wat fir enge geneeë Grënn ass et zu Lëtzebuerg verbueden op der ëneschter Sauer mat engem Boot ze fueren, a géillt dëst Verbuet och nach an Zukunft?
- 2) Wier et an dëser Fro net ubruecht, sech mat den däitschen zoustännegen Autoritéiten ze concertéieren, fir datt och op der däitscher Säit vum der ëneschter Sauer am Sënn vum Naturschutz esou e Verbuet agefouert gétt? Sinn do eventuell schohnns Gespréicher gefouert ginn, a wann net, sinn esou Démarché geplangt?

Réponse (16.8.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

La pratique du canotage sur les cours d'eau luxembourgeois est actuellement régie par l'article 15 de la loi du 19 janvier 1994 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles: «Dans la mesure où ils se déroulent en forêt, dans des habitats de l'annexe 1 ou dans des habitats d'espèces des annexes 2 et 3 et sur les cours d'eau, les activités sportives, l'emploi d'instruments sonores ainsi que les activités de loisirs susceptibles de nuire manifestement à l'environnement naturel sont réglés par des règlements grand-ducaux.» Ainsi, afin de réduire au maximum les effets négatifs du canotage sur le milieu aquatique, l'exercice d'activités sportives et

de loisirs organisées au moyen d'embarcations de toute nature, avec ou sans moteur, est uniquement autorisé sur le tronçon de la Sûre entre l'embouchure de l'Alzette à Ettelbruck et la confluence de la Sûre et de la Moselle à Wassembillig du 1^{er} octobre au 15 juillet.

À l'heure actuelle une étude sur l'impact du canotage sur l'écosystème du cours d'eau frontalier de la Sûre, commandée par les autorités de Rhénanie-Palatinat («Struktur- und Genehmigungsdirektion Nord, Regionalstelle Wasserwirtschaft, Abfallwirtschaft, Bodenschutz») est en cours de réalisation. Les résultats de cette étude serviront de base à l'élaboration d'une réglementation commune concernant la pratique du canotage sur la Sûre faisant frontière entre l'Allemagne et le Luxembourg. Dans ce contexte, plusieurs réunions ont déjà eu lieu entre les autorités allemandes et luxembourgeoises au printemps et en été 2004. La prochaine réunion de concertation commune où le rapport final de l'étude sera présenté est prévue pour début automne 2004.

Question 0003 (14.7.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'espionnage économique:

Ons Entreprisë sinn de Motor vum eisem wirtschaftleche Fortschritt a Wuelstand. Déi primär Fonctioun vum eisem Stat ass et seng Bierger a seng Entreprises ze schützen.

Den internationale Kontext an deem eise Stat an eis Entreprises operéieren huet awer, besonnesch zënter dem Zesummebroch vum sowjetesche Wirtschaftssystem, staark changéiert. Deelweis duerch eng bewosst entspreichend Politik ass eis Ekonomie enger dramatesch verschäerfter internationaler Konkurrenz ausgesetzt - an Europa an ëmmer méi och weltwäit.

Net nëmme Käschtevirdeeler, mä och Innovatioun a Wëssensvirspréng kënnen den Entreprises et erlaben an esou engem Umfeld ze iwwerliewen. Know-how ze entwéckelen oder ze kafen ass awer alt erëm mat héije Käschte verbonnen. An esou engem Umfeld ass et evident, datt d'Industriespionage, mä och d'Wirtschaftsspionage bléit. Dëst besonnesch vu wirtschaftlech réckstännege Staten aus, wéi zum Beispill vu Staten aus dem Ex-Ostblock.

A Russland an an der Ukraine sinn d'Geheimdëngschter esouguer gesetzlech verflücht, hir Wirtschaft ze ënnerstëtzen. A Russland sinn dat den S.W.R., de G.R.U. an den F.S.B.

Déi Lëtzebuerg Wirtschaft huet - weltwäit gesinn - sécher net e grouse Käschtevirdeel. Hire Avantage läit an eischer Linn an hirem héich entwéckelte Savoir-faire, wéi zum Beispill an der Satellitkommunikatioun. Aktivitéiten vu frieme Geheimdëngschter an esou Beräicher kënnen eiser Ekonomie grouse Schued zoufügen a Konkurrenzvirdeeler nach ier se entstinn zerstéieren.

Dofir folgend Froen:

- 1) Ass dovunner auszegoen, datt och zu Lëtzebuerg auslännesch Geheimdëngschter Wirtschaftsspionage bedriewen?
- 2) Wat mécht de Lëtzebuerg Stat, fir eis Ekonomie virun esou Aktivitéiten ze schützen?
- 3) Huet de Lëtzebuerg Stat sech iwwerhaupt d'Moyen ginn, fir an deem Beräich preventiv kënnen ze wierken?
- 4) Gétt et Fäll vu Wirtschaftsspionage, déi verhënnert respektiv opgedeckt konnte ginn?
- 5) Falls jo, ass d'Zuel vu Fäll vu Wirtschaftsspionage am Klammen?

6) Wat roden déi zoustänneg staatlech Organer eise Betriber? Wéi kënnen déi sech selwer schützen, a virun allem, u wie kënnen sech eis Betriber, déi de Verdacht hunn, Affer vu Spionage ze sinn, wenden?

Réponse (9.8.2004) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministère, Ministère d'État:

L'honorable Député désire se renseigner sur l'espionnage industriel auquel pourraient se livrer les services de renseignement étrangers au Luxembourg.

Il souhaite plus particulièrement s'enquérir des instruments et moyens dont s'est doté le Luxembourg pour faire face à ces menaces.

Les autorités luxembourgeoises, et notamment le Gouvernement, sont très sensibles à cette menace. C'est pourquoi le Grand-Duché de Luxembourg s'est doté d'instruments légaux de nature à l'endiguer (1).

Il est évident ensuite que l'information et le renseignement constituent des vecteurs clé de la lutte contre l'espionnage industriel (2).

Enfin, et à titre complémentaire, les acteurs économiques doivent eux-mêmes être mis à contribution à travers une action de sensibilisation, d'information et de responsabilisation (3).

1) L'arsenal juridique de lutte contre l'espionnage industriel

a) La loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises et de la technologie y afférente

En vertu de l'article 2 de la loi précitée, le Grand-Duc est habilité à réglementer l'importation, l'exportation et le transit des marchandises et de la technologie, notamment par un régime d'autorisations préalables, par des mesures de surveillance ou par des formalités telles que des certificats d'origine:

- soit en vue de sauvegarder les intérêts vitaux d'un secteur économique ou ceux de l'économie nationale prise dans son ensemble;

- soit pour sauvegarder la sécurité intérieure ou extérieure du pays;

- soit en vue d'assurer l'exécution des traités, conventions ou arrangements qui poursuivent des fins économiques ou qui ont trait à la sécurité, ainsi que des décisions ou recommandations d'organismes internationaux ou supranationaux.

b) La loi du 8 juillet 1967 concernant la divulgation et la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrication intéressant la défense ou la sûreté de l'État.

Aux termes de l'article 1 de la loi précitée est interdite la divulgation des inventions et des secrets de fabrication lorsqu'elle est contraire aux intérêts de la défense du territoire ou de la sûreté de l'État luxembourgeois ou d'un État avec lequel le Luxembourg est uni par un accord régional en vue d'une défense commune.

Lorsqu'ils l'estiment nécessaire, en vue d'assurer la défense du territoire ou de la sûreté de l'État, les ministres compétents agissant conjointement peuvent déterminer et contrôler temporairement les conditions d'exploitation d'inventions et de mise en œuvre de secrets de fabrication.

Ils peuvent ainsi:

- soit interdire temporairement l'exploitation d'inventions ou la mise en œuvre de secrets de fabrication;

- soit contraindre l'intéressé à céder des licences à des tiers autorisés par l'État;

- soit contraindre l'intéressé à lui céder la connaissance complète d'une invention non brevetée ou d'un secret de fabrication.

c) Les dispositions du code pénal

Dans ce contexte, et sans être exhaustif, il y a lieu de citer pour mémoire, à part les articles 119 à 120 à caractère général (crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État), l'article 309 du code pénal (introduit par la loi du 15 juillet 1993) qui sanctionne notamment la divulgation, par un employé, un ouvrier ou un apprenti d'une entreprise commerciale ou industrielle, de secrets d'affaires ou de fabrication.

2) Le renseignement au service de la lutte contre l'espionnage industriel

a) La loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État (SRE)

Le Luxembourg a mis en place un organisme, à savoir le SRE, qui s'occupe de la collecte et de l'exploitation du renseignement de sécurité et qui le met à la disposition des instances chargées de définir les politiques de nature à faire face à des phénomènes comme le terrorisme ou encore l'espionnage qui, à terme, menacent dans leur substance les systèmes politiques, économiques et financiers qui forment une partie du soubassement de nos sociétés.

À cette fin, le législateur vient précisément d'ajuster les missions du nouveau SRE par le biais de la loi du 15 juin 2004 précitée qui abroge la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'État.

Le législateur a redessiné le champ des missions du nouveau Service de Renseignement en l'étendant à la recherche, l'analyse et au traitement des renseignements concernant les activités qui menacent la sécurité tout court du Luxembourg et des États auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune en y englobant plus particulièrement son potentiel scientifique et économique. Pour éviter les abus, les activités qui pourraient constituer une menace pour la sécurité y sont définies.

La menace qui porte atteinte au potentiel scientifique et économique peut être déployée à partir de l'étranger, mais elle peut aussi avoir son origine à l'intérieur du pays.

L'activité du service se développe exclusivement sur le plan de l'action préventive par la recherche du renseignement.

b) La loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité

Qui plus est, la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité fait figurer la protection du patrimoine scientifique et économique du Grand-Duché de Luxembourg au nombre des intérêts, évoqués à l'article 3, jugés dignes de protection par le législateur.

En effet, toutes les «pièces» au sens de cette loi peuvent faire l'objet d'une classification (attribution d'un degré de confidentialité par ou en vertu de la loi ou par ou en vertu de traités ou conventions liant le Luxembourg), dès lors que leur utilisation inappropriée peut porter atteinte notamment au potentiel scientifique ou économique du Grand-Duché.

Afin d'assurer la protection des intérêts susvisés et donc du patrimoine scientifique et économique du Grand-Duché, les personnes exerçant un emploi, une fonction ou occupant un grade qui comportent l'utilisation de pièces classifiées, ou qui participent à l'exécution d'un contrat ou d'un marché public comportant l'utilisation de pièces classifiées, doivent être titulaires d'une habilitation de sécurité qui n'est délivrée qu'aux personnes qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité dont le but est de

déterminer si elles présentent des garanties suffisantes quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité pour avoir accès à des informations classifiées.

Les personnes morales doivent à leur tour présenter des garanties suffisantes quant aux moyens matériels et techniques et aux méthodes à utiliser pour protéger les pièces classifiées et quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité des organes susceptibles d'avoir accès à ces pièces.

3) La sensibilisation des entreprises aux menaces d'ingérence

L'acteur économique doit enfin lui-même, et à titre complémentaire, être mis à contribution dans la lutte contre l'espionnage industriel à travers une action de sensibilisation et de responsabilisation.

Il faut ainsi sensibiliser et responsabiliser les acteurs eux-mêmes, car la sécurité civile industrielle ne peut être véritablement efficace si elle n'est pas prise en charge par la cible elle-même.

Dans cette action de sensibilisation et de responsabilisation, le SRE, bien que service secret, peut jouer un rôle en application des deux lois précitées du 15 juin 2004.

Une mission centrale du SRE consiste en effet à lutter, avec une visée préventive, contre l'ingérence d'une puissance étrangère.

Par ailleurs, et plus particulièrement, le SRE est désormais impliqué à travers les lois précitées dans la protection du potentiel scientifique et économique ce qui le met en contact direct avec les acteurs économiques des secteurs critiques, pour les sensibiliser à la menace à laquelle ils sont exposés et collaborer à la définition d'une véritable stratégie et d'un plan de sécurité propre à l'entreprise qui peut devenir la cible de l'espionnage industriel.

Question 0004 (16.7.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la situation sanitaire dans une ferme à Frisange:

La situation sanitaire déplorable dans une exploitation agricole de Frisange constatée fin juin suscite une série de questions sur lesquelles je souhaiterais obtenir des éclaircissements de la part de Monsieur le Ministre.

- Début juin de cette année, un contrôle aurait été effectué sur les lieux par un inspecteur vétérinaire, contrôle au cours duquel ce dernier n'aurait pas remarqué les cadavres d'animaux gisant dans la ferme. Monsieur le Ministre peut-il m'éclaircir sur le contenu du rapport dressé par ledit inspecteur vétérinaire?

- Ce sont des agents de l'Administration des Douanes qui ont constaté le spectacle désolant sur ladite ferme, suite à une plainte de riverains. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le mode d'échanges d'informations entre l'Inspection vétérinaire et les Douanes?

- Monsieur le Ministre a déclaré avoir demandé un rapport détaillé des manquements constatés à l'Administration des services vétérinaires. Monsieur le Ministre peut-il m'informer du détail des manquements constatés?

- En quoi ce rapport diffère-t-il du dernier rapport dressé par l'Administration des services vétérinaires concernant ladite ferme à Frisange?

- L'affaire de Frisange nuisant grandement à l'image de l'agriculture luxembourgeoise, qu'est-ce que Monsieur le Ministre compte entreprendre afin qu'une telle affaire ne se reproduise plus?

- Il a été annoncé que l'exploitation agricole concernée à Frisange subirait davantage de contrôles à l'avenir. Quelle sera la périodicité de ces contrôles et en quoi consisteront-elles?

Question 0009 (21.7.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les contrôles effectués par les vétérinaires-inspecteurs et vétérinaires officiels dans les établissements agricoles:

Un contrôle avait été effectué par un inspecteur vétérinaire dans une ferme à Frisange le 3 juin dernier. Or, il semblerait que dans son rapport, selon plusieurs organes de presse, le vétérinaire n'ait rien remarqué d'anormal, alors que l'Administration des Douanes et Accises aurait trouvé une situation hygiénique abominable sur le terrain de la ferme.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les critères selon lesquels l'inspecteur vétérinaire a fait son analyse?
- Peut-il révéler ce qui a été noté sur le formulaire et attesté par la suite?
- Monsieur le Ministre peut-il m'éclaircir sur le nombre de contrôles effectués par les vétérinaires-inspecteurs et les vétérinaires officiels dans des établissements agricoles en 2003 et au premier semestre 2004?
- Combien d'établissements ont présenté des non-conformités aux normes d'hygiène générale, d'étiquetage, de traitement des animaux, etc. et quelles sanctions ont été prises pour que ces établissements retournent à la conformité?

Réponse (15.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Par deux questions parlementaires successives l'honorable Monsieur Xavier Bettel se réfère à chaque fois à la situation sanitaire déficiente constatée récemment dans une exploitation agricole sise à Frisange pour me poser un certain nombre de questions dont les unes concernent directement les faits constatés sur cette exploitation et les autres, plus générales, ont trait aux activités de contrôle des inspecteurs vétérinaires.

Comme ces deux questions parlementaires traitent du même sujet et sont complémentaires, il m'importe d'y répondre dans une seule et même réponse pour des raisons de cohérence et pour éviter des redites.

1. Des constats faits par le vétérinaire-inspecteur compétent lors de sa visite de contrôle à la ferme de Frisange en date du 3 juin 2004 il y a lieu de retenir les faits suivants:

Le seul interlocuteur sur place était un ouvrier polonais ne parlant que sa langue maternelle.

Le vétérinaire-inspecteur a constaté une identification incorrecte des bêtes détenues sur la ferme et une hygiène insuffisante. L'état d'embonpoint des animaux a été mis en doute du fait de la mauvaise qualité du fourrage donné en nourriture. Les constats ne font état ni de la présence de cadavres d'animaux, ni d'un chien enchaîné à l'écart des bâtiments.

L'exploitant a été contacté le lendemain par téléphone avec l'ordre de la remise aux normes endéans 30 jours des carences en matière d'identification des animaux et de l'hygiène des locaux de stabulation.

2. En date du 25 juin 2004, le jour de la descente sur les lieux de l'Administration des Douanes et Accises, le vétérinaire-inspecteur compétent a constaté les manquements suivants:

- mauvaise hygiène générale des locaux;
- identification inconséquente du cheptel et absence d'un enregistrement;
- non-respect du bien-être à l'égard d'un chien attaché à une chaîne;
- enfouissement illégal de cadavres et infraction à la réglementation afférente en matière de collecte de cadavres;
- manque de soins appropriés à l'égard de certains bovins;
- présence sur la ferme d'un troupeau d'ovins introduits avec un certificat non conforme;
- mauvaise gestion du registre des médicaments.

Les rapports d'épidémiologie-surveillance pour l'année 2003 du vétérinaire praticien ne donnent pas la même image des faits.

Suite à ces constatations, l'Administration des services vétérinaires a ordonné la remise aux normes immédiate des déficiences majeures consistant en:

- nettoyage à fond des locaux de stabulation et des locaux de traite;
- identification et enregistrement corrects et sans délai de tout le cheptel détenu;
- limitation du cheptel bovin à un maximum de 200 unités (une vingtaine d'animaux a été vendue depuis lors);
- élimination du troupeau d'ovins avec, en priorité, refoulement du troupeau des «Heidschnucken» importés d'Allemagne avec un certificat sanitaire non conforme.

3. Suite aux faits inacceptables constatés sur la ferme de Frisange, je n'ai pas manqué d'adresser aux services et aux acteurs concernés les recommandations suivantes:

- aux vétérinaires praticiens:
 - Concertation systématique et immédiate, en cas de problèmes d'hygiène, d'identification et de bien-être, avec les vétérinaires-inspecteurs compétents qui s'adressent directement aux détenteurs d'animaux concernés;

- au Service «Sanitel»:
 - Concertation et information réciproque plus conséquente avec l'Administration des services vétérinaires en cas de notifications défailtantes de la part des exploitations;

- à l'Unité de contrôle:
 - Concertation améliorée du contrôle des exploitations sur base d'une analyse du risque en matière d'hygiène, de bien-être et d'identification des animaux;

- aux laiteries:
 - Information de l'Administration des services vétérinaires non seulement en cas de mauvaises analyses concernant la qualité du lait mais également en cas de constat de déficiences au niveau de l'hygiène dans les salles de traite.

Dans ce même ordre d'idées il a été décidé que la périodicité des visites de contrôle dans les exploitations agricoles sera organisée davantage selon le principe de l'analyse du risque.

De plus, des discussions ont été entamées avec la Chambre d'Agriculture en vue d'une mise à disposition de 1 à 2 auxiliaires pour la remise aux normes de l'identification et de l'enregistrement dans les exploitations déficientes.

4. Sur un plan plus général, il importe de noter que dans le cadre de l'épidémiologie-surveillance toutes les exploitations agricoles détenant des bovins ou des porcs sont visitées au moins deux fois par an par les vétérinaires praticiens qui en font rapport à

l'Administration des services vétérinaires. Les exploitations présentant des déficiences majeures, révélées par les rapports précités, sont revisitées par le vétérinaire-inspecteur compétent.

Ces mêmes vétérinaires-inspecteurs passent également sur les exploitations agricoles pour certifier les animaux destinés à l'exportation ainsi que pour le contrôle, par sondage, des animaux importés - passages qui permettent une surveillance vétérinaire supplémentaire des exploitations agricoles.

Ces visites multiples permettent de dénicher, en moyenne, une dizaine d'exploitations présentant des déficiences majeures, soit en matière d'hygiène générale, soit en matière d'identification et d'enregistrement, soit en matière de bien-être animal. Les carences constatées l'année passée ont conduit à une plainte auprès du Parquet, à des sanctions administratives et à des avertissements.

En matière de coordination, l'Administration des Douanes et Accises et l'Administration des services vétérinaires se sont concertées à plusieurs reprises sur les procédures d'actions à appliquer sur le terrain et sur les formes d'échange des informations. Dans le cas précis de Frisange, l'Administration des services vétérinaires a été contactée par téléphone de la part de l'Administration des Douanes et Accises suite aux constats faits sur la ferme précitée.

Question 0005 (16.7.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la réduction des effectifs dans les hôpitaux:

Laut eisen Informatiounen huet d'Kierchbierger Spidol opgefuerdert, en „sureffectif“ u Personal ofzebauen. Insgesamt sollen dat 23 Plaze sinn - 10 am „département des soins“, 4 am Labo, 4 an der Verwaltung a 5 an der Botz- an Transportéquipe.

Virum Hannergrond vum wuessenden Defizit vum der UCM an deene bis haut hei feelende politeschen Décisioune struktureller Natur ass ze fäerten, datt mat dësem Personalofbau de Wee vu Leeschtungsverschlechterungen am Gesondheitswiese virgezecht ass.

Dofir folgend Froen:

- 1) Aus wéi engem Grond sollen am neie Kierchbierger Spidol Plazen ofgebaut ginn?
- 2) Ass dat neit Spidol net ausgelascht?
- 3) Gouf et Feelplannunge wat déi néideg Personaldecken ugeet?
- 4) Ass de Personalofbau am Kierchbierger Spidol eng definitiv décidéiert Saach?
- 5) Gëtt hei e generell Trend agelaut - sinn/wäerten och aner Spideeler vu Personalofbau betraff sinn?
- 6) Féiert dee geplangte Personalofbau net och automatesch zu enger Leeschtungsverschlechterung an deem/deene betraffene Spideeler?

Réponse (20.7.2004) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Ech wëllt emol fir d'éischt a virum allem den éierewäerten Här Deputierten drop opmierksam maachen, datt den alljährleche Budget fir Fonctionnementskäschten a Verhandlungen tëschent der UCM an dem jeeweileg Spidol festgeluecht gëtt. Op déi Verhandlungen huet an hëlt d'Regierung keen Afloss.

Normalerweis déngen de Budget an d'Activitéit vum Joer virdrun als

Basis fir d'Opstelle vum neie Budget. Am Fall vum Kierchbierger Spidol kënnt den Exercice sech aus deem Grond als schwierig erausstellen, well dat Spidol op enger neier Lokalisatioun Aktivitéite vu bestehenden Haiser iwweholl huet an dann och nach zousätzlech Servicer, zum Beispill an der Psychiatrie, opgemaach huet. Dat kënnt d'Aschätzung vum Volume vun der Activitéit an also och dee vum néidege Personal méi schwéier maachen.

Ob oder ob net de Budget, deen d'UCM dem Spidol fir 2005 accordéiere wäert, duergeet fir d'Personal, wat dëse Moment agestallt ass, ze bezuelen, ass wéi schonn ugedeit ausserhalb vum Aflossberäich vun der Regierung. Wat den éierewäerten Deputierte mat den „feelende politeschen Décisioune struktureller Natur“ mengt, déi en eventuelle Personalofbau matbewierke kënnen, ass mir net kloer. Ech kann dozou dann och keng Stellung bezéien.

Jiddefalls ass et net richtig ze behaupten, d'UCM hätt d'Spidol opgefuerdert, Personal ofzebauen. Dee Pouvoir huet d'UCM net. E Spidol huet emmer d'Méiglechkeet, Aktivitéiten, déi d'UCM net matdréit, aus eegene Mëttelen ze finanzéieren.

Question 0006 (16.7.2004) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le chantier de la „Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte“:

Um Chantier vum der neier Concertshal („Philharmonie“) um Kirchberg sinn dës Deeg Kontrollen iwwer de Respekt vun de legale Bestëmmungen duerchgefouert ginn. Dobäi sinn alt erëm eng Kéier eng Parti Verstéiss géint déi bestehend Gesetzer festgestallt ginn. Wéi ze erfuere war, wäeren zwee Betriber gestoppt ginn, well hir „autorisation d'établissement“ net an der Rei gewiescht wär, a verschidden auslännesch Entreprises hätten hir Immatriculation fir d'TVA ennerlooss, ob-schonn se dorop opmierksam gemaach gi wäeren. Dofir géif ech lech gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi ass et méiglech, datt de Stat Gebaier mat Firme realiséiert, deenen hir Zouloosung oder hir Affiliation un d'TVA net an der Rei ass?
2. Gëtt dës Bau ganz oder deelweis duerch eng Generalentreprise opgericht, a wa jo, duerch wat fir eng?
3. Am Fall wou eng Generalentreprise de Projet realiséiert, wien ass préalablement fir d'Kontroll vun de Sous-traitantë verantwortlech, wat de Respekt vun hire legalen Obligationen ubelaangt?
4. Am anere Fall, wou de Projet ganz oder deelweis durch Marché mat einzelnen Entreprises realiséiert gëtt, misst de Bauhär, dat heescht de Ministère vun den öffentleche Bauten, dann net am Virfeld d'Erfüllung vun dëse Konditione kontrolléieren?
5. Wat gedenkt d'Regierung ze ennerhuelen, fir an Zukunft ze verhënnere, datt esou penibel Saachen op staatleche Chantiere passéieren?
6. Zousätzlech, an onofhängeg vun dëse Froen, wollt ech wëssen ob et stëmmt, datt virausiichtlech och bei der „Philharmonie“ de gesetzlech autoriséierte Käschtpunkt wäit iwverscharrt gëtt?

Réponse (14.9.2004) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

- 1) Bei deenen zwou Entreprises handelt et sech ëm auslännesch Sous-traitantë vun enger Lëtzebuerger Firma, déi all administrativ Démarchen, fir kënnen hei ze

schaffen, virum Chantiersufank entaméiert hat, ouni datt se komplett formaliséiert waren. An der Zwëschenzäit sinn all administrativ Punkte geregelt ginn. Déi zwou Entreprises sinn och schonn an Däitschland etabléiert gewiescht. Et muss een ervirsträchen, datt et sech hei ëm e Schantje vun engem ganz groussen Ausmooss handelt: 600 Aarbechter, 100 Kadren a 70 mandatéiert Entreprises, souwéi ganz vill Sous-traitanten an Interimsfirmen.

- 2) Et dréit sech hei ëm Marché mat verschiddenen Entreprises.

- 3) De Punkt 3 eriwweert sech.

4) All déi mandatéiert Entreprises an hir Sous-traitantë gi vum Bauhär a vun der Gewerbeinspektioun kontrolléiert, éier se ufänke mat schaffen: doriwwer eraus huet de Bauhär e Beoptragte fir d'Sécherheet an d'Gesondheet um Schantjen, deen den „Avis préalable“ virum Ufank vun den Aarbechten un d'Gewerbeinspektioun areecht an en och à jour hält.

5) Fir eng effikass Kontroll vun der Sécherheet ze garantéieren huet de Stat (Gewerbeinspektioun, Mételstandsministère, Enregistrement) en informatiséierte Kontrollsystem op d'Bee gesat, deen et erlaabt, all Autorisationen nozuecken. Virum Zouschlag vun der Soumissioun gi vun der Verwaltung verschidden administrativ Dokumenter, wéi zum Beispill rechtlech, finanziell a wirtschaftlech Situatéioun, vun den Entreprises kontrolléiert. Doriwwer eraus gëtt op de ganz grouse Chantieren all eenzel Entrée via individualiséierte Badge kontrolléiert.

6) Eng Iwwerschreidung vum gesetzlech autoriséierte Budget wäert leider net ze verhënnere sinn. Alles an allem reflektéiert de Gesamtkäschtpunkt déi architekturell an technesch Eenzergartegkeet vum Projet. Den Dépassement besteet aus dräi Deeler: d'Konjunktur vum Maart an d'Klamme vun de Präisser am Bauwesen, d'Ennerschätze vum Architekt a Saache Schwierigkeetsgrad vum Bau a Wichtigkeet vun der Akustik an zum Schluss déi zousätzlech Ufroe zu Bauhär a Benotzer. De Gesetzesprojet, deen d'Adaptation bugdetaire autoriséiere soll, ass amgaang op de Wee bruecht ze ginn.

Question 0007 (19.7.2004) de Mme Colette Flesch et de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'entrée en vigueur des dispositions de la loi relative aux effets légaux de certains partenariats:

À ce jour, le projet de loi relatif aux effets légaux de certains partenariats, voté le 12 mai 2004, n'a pas encore été publié au Mémorial.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelles sont les raisons de ce retard inhabituel?
- Quelle est la date prévisible de publication de cette loi?

Réponse (18.8.2004) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

La loi relative aux effets légaux de certains partenariats datée du 9 juillet 2004 a été publiée au Mémorial A - N°143 du 6 août 2004 conformément aux délais prévus à la Constitution en matière de sanction et de promulgation des lois.

Question 0008 (21.7.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la lutte contre le Sida:

Les derniers chiffres concernant le nombre de nouvelles infections HIV sont alarmants. En à peine six mois ils sont déjà 32 hommes et femmes à avoir été infectés par le Sida.

C'est pourquoi je pense qu'il est très important de continuer à sub-

ventionner les associations qui luttent contre le développement de la maladie.

D'autre part, je pense qu'il est très important d'informer les jeunes des risques de l'infection et qu'actuellement les vaccins ne permettent pas à guérir la maladie mais juste à la stabiliser.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Santé et de Madame le Ministre de l'Éducation nationale:

- si Monsieur le Ministre peut m'informer du montant des différentes subventions accordées aux associations luttant contre le Sida et de l'évolution de ces subventions les dix dernières années au Luxembourg;
- si Madame et Monsieur le Ministre peuvent m'informer de l'information et de la prévention de la maladie dans les différents lycées du pays;
- si Madame le Ministre ne pense pas qu'il serait opportun d'installer des distributeurs de préservatifs dans les différents lycées du pays car pour certains l'achat de préservatifs dans une pharmacie pose un problème.

Réponse commune (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le premier volet de la question de l'honorable Parlementaire a trait aux fonds mis à la disposition des différentes associations luttant contre le Sida ainsi qu'à l'évolution de ces moyens financiers au cours de la dernière décennie.

S'il est facile de répondre à cette question pour autant que le service Aidsberodung de la Croix-Rouge est concerné, dont le subventionnement passe de 159.247 euros en 1994 à 527.797 euros en 2004, il est malaisé de faire la part des montants destinés à la lutte contre le Sida dans les subsides accordés aux associations engagées principalement dans la prévention de la toxicomanie. En effet ces associations s'emploient également à réduire le risque de maladies infectieuses, telles que le Sida et l'hépatite, dû à un partage de matériel d'injection. Les montants totaux affectés à ces associations sont passés d'environ 450.000 euros en 1994 à 3,3 millions d'euros en 2004.

Pour ce qui est des actions entreprises dans les différents lycées du pays, l'éducation sexuelle et la prévention du Sida font partie du rôle éducatif de l'école et sont réalisées dans le cadre général de la promotion de la santé, conformément à la Charte d'Ottawa.

La prévention du Sida à l'école porte sur plusieurs éléments:

- des campagnes de sensibilisation et des projets d'innovation dans les écoles;
- la formation continue du personnel enseignant et psychosocio-éducatif;
- les curriculums officiels.

À ces fins le SCRIPT du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle coopère avec l'Aidsberodung de la Croix-Rouge, le Comité de Surveillance du Sida et le Ministère de la Santé.

- Quant aux campagnes de sensibilisation

Des actions d'accompagnement, d'animation, de formation et de documentation relatives aux différents domaines de la promotion de la santé, notamment la prévention du Sida sont organisées en fonction des demandes des écoles.

Festival du Film pour Jeunes „Hautnah“

Le quatrième festival du film pour jeunes „Hautnah“ a été organisé en coopération avec la Cinémathèque de la ville de Luxembourg, Aidsbe-

rodung de la Croix-Rouge et Inter Actions Maison des Jeunes Grund.

1.135 élèves ont participé au festival du film qui s'est proposé de sensibiliser les jeunes aux différents problèmes les concernant. 130 élèves ont choisi le sujet du Sida et ont ainsi pu discuter après la projection du film avec des experts et un jeune témoin. L'évaluation du projet a montré que c'est particulièrement la rencontre avec le jeune témoin qui a incité les élèves à réfléchir sur le Sida.

Le cinquième festival va de nouveau proposer un film qui traite du Sida.

Semaine de prévention (Exposition interactive sur le Hiv/Sida)

Le SCRIPT a participé à l'organisation de la semaine de prévention de l'Aidsberodung qui a eu lieu du 4 novembre au 12 novembre 2003 dans le Hall Victor Hugo à Luxembourg-Limpertsberg.

Projet Roundabout Aids

Le projet Roundabout Aids, créé en 1997 par l'Aidsberodung de la Croix-Rouge, le Lycée technique du Centre et la maison des jeunes (Réidener Jugendtreff) est un programme de prévention mobile, dynamique et interactif sur le Sida, l'amour et la sexualité.

Il accueille chaque année des jeunes qui sont formés pour informer, sensibiliser et former à leur tour d'autres jeunes de leurs écoles respectives. Cette approche de prévention par des pairs rend compte d'une responsabilisation et une d'implication active des jeunes face à un problème qui les concerne.

- Quant à la formation continue du personnel enseignant et psychosocio-éducatif

En coopération avec l'Aidsberodung de la Croix-Rouge, le SCRIPT formation continue prévoit semestriellement des activités de formation continue dans le domaine de la prévention du Sida.

- Quant aux curriculums officiels
- Pour le volet explicite de l'éducation sexuelle et de la prévention du Sida, différents sujets y relatifs ont été intégrés dans les programmes scolaires, notamment au niveau des cours de l'éveil aux sciences et des sciences naturelles.

S'agissant enfin de l'installation de distributeurs de préservatifs dans les lycées, le Ministre de l'Éducation nationale a donné son feu vert il y a plus de dix ans, suite à une demande du comité de surveillance du Sida, sous réserve toutefois d'un accord du directeur de chaque établissement concerné.

Aujourd'hui 14 lycées disposent d'un total de 19 distributeurs mis à disposition par la Direction de la Santé et installés par l'Aidsberodung de la Croix-Rouge, qui en assure aussi la maintenance avec les responsables scolaires.

D'ailleurs, l'étude „Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg“, réalisée par les Ministères de l'Éducation nationale et de la Santé en 2002, révèle que plus de 90% des jeunes n'ont pas de problèmes à se procurer des moyens de contraception.

À noter toutefois que si actuellement l'accès aux contraceptifs dans les lycées est fonction de la volonté des directeurs et payant, la déclaration gouvernementale de 2004 prévoit l'accès et la gratuité des contraceptifs aux adolescents dans le cadre d'institutions destinées aux jeunes, telles que les lycées et les maisons de jeunes.

Question 0010 (22.7.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le personnel du secteur hospitalier:

D'Qualitéit vun der Fleeg an de Spideeler ass enk mat der Personalfro verbonnen a virun allem mat der Zuel vun de Beschäftegten an deenen eenzelne Servicer. An de

leschten Deeg ass dës Thematik - ënner anerem duerch d'Enthüllung vun engem geplangte staarke Postenofbau an engem Spidol - erëm an d'öffentlecht Bewosstsinn gedrongen.

An deem Kontext sinn eis och Kloen zougedroe ginn, datt den aktuelle Bemessungssystem, no deem de Personalbedarf vun de Spideeler festgeluecht gëtt, net onbedéngt dat Gielt vum Ee wier. Dese System wier retrospektiv a géing och retroaktiv ugewannt ginn, wat den Nodeel hätt, datt déi eigentlech Aarbechtslaascht, déi aktuell um Terrain ufält, net considéiert géif ginn. Dëst kéint dramatesch Konsequenzen hunn, wann an engem Budgetsjoer manner Personal zougedeeft gëtt, amselwechte Joer awer d'Auslaaschtung vun deem betraffene Spidol zouhëlt.

Am Kontext vun der Diskussioun iwwer Personalbestand a Personalbedarfsmessung an eise Spidolswiese besteet e manifeste Klärungsbedarf:

- 1) Stëmmt et, datt d'Effektiver an de Spideeler permanent fluktuéieren an esouguer vu Joer zu Joer dramatesch eropoder erofgoe kënnen?
- 2) Wat geschitt am Regelfall mat deem betraffene Personal?
- 3) Gëtt et Ausgläichsmechanismen, a wa jo wéi eng, déi et engem Spidol erméiglechen op eng wuessend Auslaaschtung ze reagéieren, andeems se nach an deemselwechte Budgetsjoer zousätzlech Personal astelle kënnen?
- 4) Wie leet, an no wéi enge Kriterien, - an der Fleeg soll et e kanadesche Bemessungssystem (PRN) sinn, mat deem d'Charge de travail", ofhängeg vun der Aktivitéit an der Aart vu Patient vum jeeweilige Spidol, gemooss gëtt - de Personalbedarf an deene verschiddene Spidolsservicer fest?
- 5) Wéi evaluéiert de Minister déi aktuell Bemessungssystemer? Gesäit hien hei Reformbedarf respektiv Optiméierungsméiglechkeeten?
- 6) Wéi héich war de Personalbestand am Spidolswiesen ufanks Juli 1999 a wéi héich war en am Juli 2004?
- 7) Wéi muss de Personalbestand am Spidolswiesen insgesamt, laut den entsprecheende Berechnungen, an de kommende Méint evoluéieren?
- 8) Ass et méiglech eng Opstellung vun jeeweilige Personalbestand vun deenen eenzelne Spideeler am Juli 2004 ze kréien - ma och seng Evoloutioun an deene leschte fënnef Joer?
- 9) Wéi muss de Personalbestand an deenen eenzelne Spideeler an deenen nächste Méint evoluéieren (laut de Virgaben aus den UCM-Budgetsverhandlungen)?
- 10) Wéi huet sech insgesamt d'Auslaaschtung respektiv d'Beleung (Patientenzuelen) vun eise Spidolswiesen an deene leschte fënnef bis zéng Joren entwéckelt a wéi eng Spideeler hu vun deser Entwécklung méi oder manner profitéiert?

Réponse (11.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Eu égard à la complexité de la matière, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera une réponse en langue française.

La budgétisation des hôpitaux est régie par la convention-cadre conclue entre l'EHL et l'UCM sur base de l'article 75 du CAS. Les articles 29 et 30 de cette convention ont trait aux normes de personnel.

Les principes retenus sont les suivants:

- les normes de dotation en personnel doivent être établies selon une méthodologie uniforme pour tous les hôpitaux;
- les normes de dotation doivent reposer sur le temps requis pour le traitement diagnostique ou thérapeutique du malade;
- les normes en matière de personnel de soins sont établies en s'orientant sur la méthode PRN;
- la norme en matière de personnel des laboratoires doit être fonction du type d'appareil, du type et du nombre d'analyses à effectuer et de la qualification du personnel;
- pour les services de support, les normes sont établies en fonction du nombre d'unités de production à réaliser ou en fonction de la taille de l'hôpital exprimée en nombre de lits.

L'élaboration des normes de dotation en personnel est confiée à une commission paritaire EHL-UCM assistée par des experts et, le cas échéant, par des membres du personnel des hôpitaux. Cette commission se réunit mensuellement et rédige chaque année un document reprenant l'ensemble des normes à appliquer lors des négociations budgétaires entre les hôpitaux individuels et l'UCM. Ce document est avalisé par les conseils d'administration de l'EHL et de l'UCM.

Le document des normes pour 2004 décrit 18 normes de dotation différentes relatives aux fonctionnalités suivantes:

- la dotation des unités de soins normaux et de soins intensifs;
- la dotation des salles opératoires;
- la dotation des salles d'accouchement;
- l'hémodialyse;
- les cadres intermédiaires soins;
- les cadres intermédiaires médico-techniques;
- les cadres intermédiaires administratifs;
- les cadres intermédiaires logistiques;
- la gestion de la formation continue;
- l'hygiène hospitalière;
- l'assurance qualité;
- l'audit PRN;
- l'assistance sociale;
- la diététique;
- le transport patients;
- le préposé à la sécurité;
- la coordination des constructions;
- la délégation syndicale.

Dans les domaines où la normalisation n'est pas achevée, il est fait usage de moyennes sur base des dotations observées dans les hôpitaux. Cette approche est utilisée pour

- les services administratifs;
- les laboratoires;
- l'imagerie médicale;
- la kinésithérapie;
- les policliniques;
- les ateliers techniques;
- la cuisine.

En ce qui concerne les questions précises formulées par l'honorable Député, je tiens à l'informer que:

- 1) Toutes les règles de dotation à l'exception des ateliers techniques reposent sur l'activité prévisible de l'exercice budgétaire concerné. Comme cette activité varie d'année en année, les dotations en personnel devront changer également. Cependant, l'évolution de l'activité dans les hôpitaux étant globalement à la hausse, l'application des règles de dotation conduit normalement à une augmentation des effectifs.
- 2) Si un hôpital subit une baisse d'activité dans une fonctionna-

lité normée de commun accord entre l'EHL et l'UCM, le nombre d'effectifs est à réduire. Dans le cas où cette réduction s'avère importante, la diminution du nombre d'effectifs peut être étalée sur plusieurs exercices. Comme le secteur hospitalier se trouve en expansion, le personnel en surnombre dans un hôpital pourra le plus souvent trouver un emploi dans un autre hôpital.

3) Un hôpital qui subit une augmentation imprévisible et considérable de son activité en cours d'exercice pourra demander une rectification de son budget. Cette rectification est effectuée au cours de l'exercice.

4) La dotation en personnel des hôpitaux suit les règles de dotation fixées par la commission des normes, arrêtées dans le rapport annuel de la commission. La dotation des unités de soins est calculée selon la méthode canadienne du PRN. Dans ce calcul, le nombre de journées prévisible est multiplié avec la charge en soins requis du patient moyen de l'unité. La charge en soins requis est mesurée en continu par des infirmiers auditeurs sur base de sondages. Les charges en soins mesurées sont encore validées par l'institut canadien qui a développé la méthode PRN. Enfin, en vue d'éviter des fluctuations annuelles trop importantes de la charge en soins requis, celle-ci est calculée comme moyenne mobile sur trois ans.

5) Le système actuel de dotation en personnel des hôpitaux présente l'avantage d'être élaboré de façon commune entre l'EHL et l'UCM. Ce système d'élaboration évite d'édicter des règles rigides non adaptées aux hôpitaux luxembourgeois ou de créer des problèmes d'efficience.

6) Le nombre d'équivalents-temps plein budgétisés était de 4.405 en 1998 et de 5.470 en 2003. Parallèlement, la sous-traitance dans les services logistiques (cuisine, buanderie, nettoyage) s'est développée au cours des dernières années.

7) Les dotations en personnel dans les hôpitaux sont négociées annuellement sur base des activités prévisibles. Celles-ci sont déterminées par l'offre et la demande ainsi que par les exigences du plan hospitalier. Ainsi, par exemple, la réforme de la psychiatrie nécessitera des changements au niveau de la prise en charge des patients qui se traduiront par des modifications des dotations en personnel des établissements concernés.

8) L'évolution du nombre d'effectifs dans les hôpitaux budgétisés est fournie dans le tableau 1 annexé. Le nombre d'effectifs budgétisés a augmenté de 1.065 unités entre 1998 et 2003. Une partie de cette augmentation provient de l'ouverture d'établissements hospitaliers nouveaux (INCCI, Baclesse) et de l'extension du système de la budgétisation au CHNP et à Hamm. Les six hôpitaux généraux du pays montrent néanmoins une progression de 546 équivalents-temps plein sur cinq ans.

9) Le tableau présenté au point 8) indique le nombre d'effectifs en 2004 pour les hôpitaux ayant signé l'accord budgétaire pour 2004.

10) Le tableau 2 montre l'évolution du nombre de journées dans les hôpitaux budgétisés. Entre 1998 et 2003, le nombre de journées d'hospitalisation est resté à peu près stable dans le secteur aigu. Par contre, le

nombre de journées budgétisées a fortement augmenté dans le moyen séjour, en raison de l'extension du système de la budgétisation au CHNP et à Hamm. Au total, le nombre de journées budgétisées a augmenté de 11,2% entre 1998 et 2003.

Comme indiqué dans le tableau 3b, le taux d'occupation des lits autorisés et budgétisés dans le secteur aigu est passé de 72,1% en 1998 à 71,3% en 2003. Le taux d'occupation des lits est nettement plus élevé dans le moyen séjour où il atteint 90,7% en 2003. Pour l'ensemble du secteur hospitalier, on peut observer un taux d'occupation à peu près stable de 74% (tableaux à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).

Question 0011 (22.7.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant une affaire disciplinaire à la Bibliothèque nationale:

Il me revient que suite à une affaire disciplinaire au sein de la Bibliothèque nationale dans laquelle le Conseil de discipline n'a pas donné de suite en raison d'un vice de forme le fonctionnaire en question serait toujours suspendu tout en jouissant du traitement prévu pour sa carrière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que Messieurs les Ministres ont connaissance de cet état de fait?
- Dans l'affirmative, est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me renseigner sur la nature du vice de forme étant à l'origine de la non-recevabilité de la procédure disciplinaire engagée?
- Enfin, est-ce que Messieurs les Ministres peuvent m'informer sur l'avenir que l'on réserve au fonctionnaire en question?

Réponse commune (8.10.2004) de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Dans sa décision du 22 février 2000, le Conseil de discipline avait retenu à propos de l'affaire disciplinaire engagée à l'encontre du fonctionnaire concerné ce qui suit:

«Or, il ne résulte d'aucun élément du dossier soumis à l'appréciation du Conseil de discipline que (...) a été informé dès l'origine et encore moins par la suite par le chef hiérarchique des manquements lui reprochés et du déclenchement d'une enquête préalable.

Dans la mesure où l'information donnée au fonctionnaire des faits faisant présumer qu'il a manqué à ses devoirs au sens du statut général n'a été faite par le délégué chargé de l'instruction disciplinaire qu'après la convocation en vue de son audition, elle ne suffit pas aux exigences de l'article 56 point 3 précité, disposition d'ordre public comme touchant aux droits de la défense de la personne contre laquelle une procédure disciplinaire est ouverte.

Dès lors le Conseil de discipline doit constater que la procédure disciplinaire est viciée pour inobservation d'une formalité substantielle.»

Monsieur le Député notera que la disposition de l'article 56 point 3 en cause prévoyait que «le chef hiérarchique informe le fonctionnaire présumé fautif des faits qui lui sont reprochés avec indication si une instruction disciplinaire est ordonnée ou non». Dans la mesure où le chef hiérarchique visé, à savoir le directeur de la Bibliothèque nationale,

avait lui-même fait l'objet d'une instruction disciplinaire à l'époque, Monsieur le Député peut s'imaginer les difficultés auxquelles l'application de ce texte avait donné lieu en l'espèce. À relever que même si les raisons du non-respect de la disposition de l'article 56 point 3 étaient tout à fait particulières dans l'affaire mentionnée par Monsieur le Député, il n'en demeure pas moins que le texte avait fréquemment soulevé d'autres contestations auxquelles il a été mis fin avec l'institution du commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire aux termes de la réforme du statut général des fonctionnaires de l'État opérée par la loi du 19 mai 2003.

Comme l'intéressé avait fait l'objet d'une procédure viciée et au vu du laps de temps qui s'est écoulé depuis les faits poursuivis, il a été décidé de ne plus poursuivre la procédure.

Enfin, la réforme de la procédure disciplinaire mentionnée ci-dessus, et notamment des dispositions relatives à l'instruction, devrait à l'avenir contribuer à éviter de telles situations.

Question 0012 (22.7.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'impact des travaux de construction de la Cité judiciaire au parking du Saint-Esprit:

J'ai pu lire dans l'hebdomadaire «Le Jeudi» que dans le cadre des travaux relatifs à la Cité judiciaire l'on aurait constaté que les constructions souterraines du parking ne supporteraient pas les meubles qu'il est prévu d'ériger sur la place du Saint-Esprit. Afin de renforcer les cavités souterraines en question l'on serait contraint de fermer le parking souterrain susmentionné.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les informations relevées ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur la durée de fermeture du parking du Saint-Esprit engendrée par les travaux en question?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si un échange d'informations concernant ce problème a déjà eu lieu entre le Ministère des Travaux publics et l'Administration communale de la Ville de Luxembourg pour parer au manque de places de stationnement que provoquerait une telle fermeture?
- Enfin, est-il prévu d'indemniser l'exploitant du parking en cas de fermeture?

Réponse (23.8.2004) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

En premier lieu la problématique concernant la charge admissible de la dalle du parking Saint-Esprit était connue avant le début des travaux.

En effet, la capacité portante de la structure du parking ne permet pas une fondation des bâtiments de la future Cité judiciaire sur la dalle de celui-ci sans qu'il soit procédé à un renforcement de la structure verticale ainsi que des fondations.

C'est la raison pour laquelle plusieurs solutions statiques ont été élaborées et analysées avec les bureaux d'études mandatés afin d'assurer à la base la stabilité des constructions projetées.

La solution finalement retenue prévoit la construction d'une nouvelle structure de colonnes à travers les différents étages du parking existant qui supportera une nouvelle dalle de répartition au niveau de la place du Saint-Esprit afin de

prendre les charges des nouveaux bâtiments. Cette nouvelle structure sera tout à fait indépendante des structures en béton existantes du parking qui ne nécessitent pas d'être renforcées.

Ces travaux de restructuration à l'intérieur du parking sont réalisés par phases et par zones de travail afin de garantir en permanence l'exploitation du parking et d'assurer un maximum d'emplacements disponibles. Le planning actuel prévoit que ces travaux de restructuration exécutés par intermittence et ayant débuté au mois de juin 2004 s'étaleront sur une durée approximative de 18 mois. Par conséquent, une fermeture du parking n'est pas envisagée.

Par ailleurs, une convention entre l'État luxembourgeois et la Société pour l'Aménagement du Plateau du Saint-Esprit s.à.r.l. exploitante du parking souterrain Saint-Esprit règle les modalités d'indemnisation pour les emplacements non disponibles pendant les travaux de restructuration.

Question 0013 (23.7.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le forfait d'éducation:

Mam Gesetz vum 28. Juni 2002 ass de „forfait d'éducation“ agefouert ginn. Déi deemoleg Regierung an hir parlamentaresch Fraktiounen hunn dës Zoulag, wat d'Fiskaliteit an d'Sozialversécherungen ugeet, enger Rent gläichgestallt.

Am Kader vun den aktuellen Diskussiounen ëm dës am Volleksmond „Mammerent“ genannte Mesure, déi an engem Ëmfeld vun engem net méi esou üppege Staatsakommes stattfannen, stelle sech konsequenterweises folgend Froen:

- 1) Wat gouf bis haut am Joer brutto vum Stat un Zomme fir d'Ausbezuellung vun der Mammerent iwwerweisen?
- 2) Wat ass vun dësen Zommen aus Steiergeld erëm erakomm - falls de Ministère net à même ass hei mat geneeë Chifferen ze dengen: Op wéi e Montant kann een dat entspriechend Steieropkommes estiméieren (zum Beispill iwwert de Wee vun deenen Zommen, déi d'office vun de Keesen ofgehale goufen)?
- 3) Wat ass vun dësen Zommen an déi gesetzlech Sozialversécherungen (Fleege- a Krankeversicherung) gefloss - falls de Ministère net à même ass hei mat geneeë Chifferen ze dengen: Op wéi e Montant kann een dat entspriechend Cotisationsopkommes estiméieren (zum Beispill iwwert de Wee vun deenen Zommen, déi d'office vun de Keesen ofgehale goufen)?

Réponse commune (5.10.2004) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances et de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1. Fir d'Joer 2003 sinn am Ganzen 84.920.298,67 Euro fir „d'Mammerent“ bezuelt ginn; fir d'Joer 2004 (I-VII) sinn et bis elo 51.658.000,95 Euro.
2. Beim Ausbezuelen vun der Mammerent sinn am Joer 2003 7.997.751,33 Euro abehale ginn op Basis vun der Retenue à la source, an am Joer 2004 goufen an deenen éischte siwe Méint, och op Basis vun der Retenue à la source, 4.859.718,92 Euro abehalen.
3. Un d'Krankekeese si fir d'Joer 2003 4.162.705,02 Euro a fir déi éischt siwe Méint vum Joer 2004 2.567.815,65 Euro gefloss. Während darselwechter Period huet d'Fleegeversicherung 50.879,85 Euro respektiv 30.916,41 Euro u

Bäitreeg vun der „Mammerent“ kritt.

Déi héich réckwierkend Einzelausbezuellungen sinn an deene genannten Zuelen enthalten.

Question 0014 (23.7.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'augmentation de capital chez Arcelor:

De Stat ass e bedeitenden Aktionär vun Arcelor. Dëse multinationale Stolkonzern plangt säin Afloss bei zwee brasilianesche Stolproduzenten ze erhéijen. Finanzéiert ginn dës Augmentatiounen vun de Bedeelegungen iwwert eng Kapitalerhéijung, déi 1,17 Milliarden Euro abrénge soll. Bis Mëtt Juli hu sech déi aktuell Aktionäre vum Grupp missen decidéieren, ob se hir Optiounen op déi nei Arcelor-Aktien exekutiere wëllen. Haut ass ze liesen, datt nëmme 93,5% vun den Optiounsrechter genotzt goufen. De Rescht gëtt elo um internationale Finanzmarkt ugebueden. De 27. Juli sollen déi nei Aktie verdeelt ginn.

Dofir dës Froen:

- 1) Huet de Stat seng Optiounsrechter ausgeübt?
- 2) Wat huet dës staatlech Décisioun motivéiert?
- 3) Wéi héich war dem Stat seng Participatioun um Stolkonzern Arcelor - a wéi héich wäert se no dëser Kapitalerhéijung sinn?
- 4) Awéiwäit wäert/kann dës Kapitalerhéijung en Afloss op d'Muechtverhältnissen am Verwaltungsrat vun der Arcelor hunn?

Réponse (11.8.2004) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Den 30. Juli 2004 huet de Wirtschaftsministère iwwer ee Pressecommuniqué, deen annexéiert ass, der Regierung hir Décisioun am Kontext vun der Kapitalerhéijung vun der Arcelor public gemaach. Am Verwaltungsrat vun der Arcelor si keng Ännerungen ze erwaarden.

Question 0015 (26.7.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'interdiction de l'utilisation d'insecticides composés de fipronil:

Am Spierkel huet de franséische Landwirtschaftsminister d'Verkäufserlaabnis fir den Insektizid „Regent TS“ suspendéiert. Dës Preventivmoosnam gouf elo - wéi haut ze liesen ass - duerch eng Expertise bestätegt, déi deen ëmstritten Insektizid an der Mëllech vu Kéi nogewisen huet, déi mat Mais gefiddert goufen, deen mat dësem Produit traitéiert gouf. Déi genannt Expertise gouf vun engem franséischen Untersuchungsrichter ugefrot a vum CNRS vu Lyon duerchgefouert. Domadder schéngt de Beweis erbruecht ze sinn, datt dëst Géift och an d'mënschlech Nahrungsketten andréngen kann. De President vum „Conseil général“ vun der Vendée, de Philippe de Villiers, huet de leschte Freideg eng „Réaction immédiate“ vum franséische Landwirtschaftsminister gefrot.

Schonns laang féiere Beienzüchter déi extrem staark geklomme Stierflechkeet vun hire Beiepopulationen op d'Äferung vun dëser neier Zort vun Insektizider, wéi och dem „Gaucho“, zréck. Dobäi handelt et sech ëm Insektgéifter, déi net versprézt, mä direkt op d'Sotgut opgedroe ginn a sech mam Wuesstem vun der Planz an hir verdeelen.

An Däitschland gëtt „Regent TS“ ënnert dem Numm „Fipronil“ vermarktet.

Dofir dës Froen:

- 1) Ginn déi genannt Insektizider och zu Lëtzebuerg vermarktet an applizéiert?

- 2) Wéi stellt sech de Landwirtschaftsminister zur aktueller Entwécklung a Frankräich?
- 3) Wier et net ubruecht, direkt - a sief et nëmme aus dem Präcautionsprinzip eraus - d'Vermarktung an d'Verwendung vun dësen Insektizider bis op weideres och zu Lëtzebuerg ze verbidden?

Réponse (24.9.2004) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

La question parlementaire concerne le produit phytopharmaceutique «Regent TS» et elle appelle les réponses suivantes:

Le produit phytopharmaceutique «Regent TS» n'est pas agréé au Luxembourg. Ainsi, la mise sur le marché et l'utilisation de ce produit sont donc interdites dans notre pays.

Un autre produit phytopharmaceutique, le «Vasco», qui contient la même substance active, est agréé au Luxembourg. Ce produit est autorisé pour lutter contre les insectes du sol dans les cultures de maïs et de betteraves. Le produit est appliqué sur le sol nu avant le semis et doit être incorporé dans la terre immédiatement après la pulvérisation. Ce mode d'utilisation présente peu de risques pour les abeilles, vu l'absence de plantes en fleur sur les champs traités.

L'autorisation de ce produit a été nécessaire pour remplacer les produits à base de Lindane qui ont été retirés du marché. Suite à l'interdiction du Lindane, il n'existait plus de produit phytopharmaceutique pour lutter contre les taupins (un insecte du sol qui peut causer des pertes considérables dans les cultures). Pour éviter tout impact sur les abeilles, l'agrément du produit a été limité aux cultures de maïs et de betteraves.

Concernant les produits à base d'imidaclopride, les produits «Gaucho orge» et «Gaucho blé» sont autorisés au Luxembourg pour le traitement des semences d'orge et de blé respectivement. D'autres utilisations sur des plantes mellifères comme le tournesol ou le colza n'ont jamais été homologuées.

Les deux substances actives en question, le fipronil et l'imidaclopride, sont actuellement en cours d'évaluation par l'Agence communautaire pour la Sécurité alimentaire. Les études concernant la toxicité pour l'homme et pour les abeilles sont des éléments de cette évaluation.

Une décision par la Commission européenne concernant l'autorisation ou l'interdiction de ces substances est prévue pour l'année 2005.

En ce qui concerne la mortalité des abeilles au Luxembourg, le Service de la Protection des Végétaux de l'Administration des services techniques de l'Agriculture n'a pas encore eu d'informations concernant des ruches qui ont péri suite à l'application d'un des produits phytopharmaceutiques en discussion.

Lors de l'agrément des produits phytopharmaceutiques des études concernant l'impact sur les abeilles font partie des dossiers de demande. Les autorisations sont refusées, si suite à l'utilisation normale des produits des effets négatifs pour les abeilles sont à prévoir.

Question 0016 (27.7.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les mesures policières prises vis-à-vis des supporters utilisant des fumigènes lors des matchs de football:

Wéi am „Le Quotidien“ (vum 26. am Heemont) ze liesen war, huet d'Police eng ganz Saison laang Supportere vun der Etzella Ettelbréck während de Matcher suiivéiert a photographéiert, fir du verschiddener vun hinnen ze convoquéieren an ze verhéieren. Repro-

chéiert gouf deenen, déi identifizéiert konnte ginn, de regelméissege Gebrauch vu Fumigéieren, an den Dossier gouf un de Parquet weidergeleet.

Dës Methode werfen eng Rei Froen op:

- 1) Wat ass déi gesetzlech Grondlag op där d'Visiteure vun enger Sportsveranstaltung photographéiert a fichéiert dierfe ginn?
- 2) Firwat gouf deene Betraffenen net direkt, souzesoen in flagranti, vun de Responsable respektiv der Police gesot, datt de Gebrauch vu Fumigéieren verbueden ass (falls deem tatsächlech esou ass) an an Zukunft ze ennerbleiwen huet esou hätt dee grouse polizeilechen Opwand ewéi och d'Beusproochung vum Gericht an deser Affär vun Ufank u vermidde kënnen ginn?
- 3) Wat geschitt mat deene reschtleche gesammelten Daten a Photoen?
- 4) Gëtt et antëschent Norme fir e juristesche korrekt Feieren an Ufeiere vu Sportséquiperen?
- 5) Mussen onbescholte Bierger elo fäerten, photographéiert a verhéiert ze ginn, wa se hir Equipe e bësse méi ausloossen ufeieren?
- 6) Wie gëtt d'Uerder fir sportsbegeeschtert Leit ze filmen oder ze photographéieren a wéi wäit ginn esou Mesurë mat de Sportsfederatiounen ofgeschwat?

Réponse (17.9.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Il est faux de prétendre que la Police aurait suivi et photographié des supporters du club de football de l'Etzella d'Ettelbruck tout au long de la saison 2003-2004. Par contre il est vrai que des photos ont été prises lors de la dernière finale de la Coupe de Luxembourg lorsque la Police constatait que certains supporters de l'Etzella allaient des feux de Bengale. Sur ordre du responsable du dispositif policier, des clichés ont été pris afin de pouvoir identifier les contrevenants. Les photos documentant ces infractions ont été transmises au Parquet de Luxembourg, les autres photos ont été détruites.

Le concept opérationnel de la Police pour ce match a été élaboré en étroite collaboration avec la Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF). La FLF tout comme les deux clubs concernés avaient été informés au préalable que toute infraction entraînerait des poursuites judiciaires.

En effet, un stade de football ne constitue pas une zone de non-dit. Des personnes allumant du matériel pyrotechnique mettent en péril les autres spectateurs alors que de tels produits phosphorescents peuvent causer des blessures très graves. Un tel acte est répréhensible notamment selon la Convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives.

Le règlement d'urgence pris par les autorités communales en date du 18 mai 2004 a interdit par ailleurs aux visiteurs d'apporter des produits inflammables, des pièces d'artifice, des articles pyrotechniques, des fusées éclairantes ou autres. Ce règlement était affiché visiblement aux différentes entrées du stade, de sorte que tous les spectateurs en avaient parfaitement connaissance.

Question 0017 (28.7.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les menaces terroristes:

De 15. deses Mounts ass de sou genannten „Waffestellstand“ tëschen der islamescher Terrororganisation „Al Qaida“ an Europa ausgelaf. Bis zu dessem Datum sollten déi europäesch Staten hir Truppen aus dem Irak ofzëien. Vun do u

missst sech Westeuropa, falls dat net geschitt, op nei Attentater gefaasst maachen. Zu all Moment kéint also elo en Attentat stattfannen.

Dei britesch Regierung huet antëschent mat enger Publikation reagéiert, déi an den nächste Wochen un all Stéit - 25 Milliounen - geschéckt soll ginn, fir d'Populatioun op eventuell Terroruschléi virzebereeden. Op 22. Saiten ginn d'Britten informéiert, wéi se sech a verschidde Terrorsituatiounen solle verhalten.

Lëtzebuerg ass eng vun den EU-Hauptstied mam Sëtz vun enger Rëtsch EU-Institutiounen, mä och vu bedeitenden Ambassaden vun am Irak Krich féierenden Natiounen. D'US-Ambassade befëhnt sech esouguer an der Géigend (Nähe) vun engem Lycée. Och US-Militärlager fanne sech op eisem Territoire.

Dës Terrorgefor an déi bis elo, vu Saiten vun der Regierung, feelend Preventiv-Informatiounen un d'Populatioun werfen eng Rëtsch Froen op:

- 1) Wéi grouss ass, nom Oflaf vum genannten Ultimatum, d'Gefor vun Uschléi fir Lëtzebuerg a besonnesch eis Hauptstadt anzuschätzen?
- 2) Wier et net héich un der Zäit, d'Bevölkerung preventiv iwwer Risiken a virun allem iwwer eng ugepasste Verhalensweis am Fall vun diversen Uschléi ze informéieren, esou wéi et och fir de Fall vun enger Nuklearkatastroph (Cattenom) geschitt ass an déi britesch Regierung et elo mécht?
- 3) Wéi kënnen eis Bierger aktiv zur Preventioun bäidroen an u wie kënnen se sech bei Verdacht (zum Beispill ongewinnnten Aktivitéiten an der Noperschaft oder Verhalensweisen am Umfeld vu potenziellen Uschlagsziler, etc.) wenden?
- 4) Besteet e regelméissegen Informatiounsaustausch tëschen den US-Geheimdëngschter an de Lëtzebuergeschen Instanzen, wat d'Protektioun vun amerikaneschen Intérëten zu Lëtzebuerg an dee jeeweilige Risikopotenzial ugeet?
- 5) Gëtt déi islamesch Communautéit hei am Land an dessem Kontext weider/erëm observéiert?

Réponse (26.8.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

L'honorable Député voudrait être renseigné sur l'état de la menace terroriste au Grand-Duché de Luxembourg et sur les mesures prises pour contrer cette menace.

Monsieur le Député comprendra d'abord que je ne saurais lui fournir, dans le cadre d'une question parlementaire, des détails sur les opérations menées par les services compétents dans le domaine visé par sa question.

Je me permets cependant de le renvoyer aux nombreuses mesures qui ont été prises par le Gouvernement dans un passé récent pour répondre aux menaces, et notamment les menaces terroristes, qui pèsent sur la sécurité de notre pays: loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État (SRE), loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité. Sur base de la nouvelle loi sur le SRE, le renforcement des cadres du personnel de ce service vient d'être entamé. Il est par ailleurs évident que la menace terroriste fait l'objet d'un échange d'informations régulier avec les services de Renseignement étrangers.

Enfin, Monsieur le Député notera que le Conseil supérieur de la Protection nationale élabore actuellement un plan de vigilance nationale qui instaurera un système de niveaux de sécurité et de degrés d'alerte combiné à un ensemble de mesures, essentiellement préven-

tives, destinées à protéger les cibles d'une éventuelle menace. Le moment venu, la population sera évidemment informée de la mise en place de ce plan.

2^e Session extraordinaire 2004

Question 0018 (3.8.2004) de M. Henri Kox (DÉI GRÉNG) concernant la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables:

Dans la publication du recueil de législation du 28 juillet 2004 concernant les énergies renouvelables, une contradiction quant à la date de l'application des nouvelles réglementations des aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables s'est produite. Ainsi les règlements grand-ducaux du 20 juillet 2004 modifiant les règlements grand-ducaux du 17 juillet 2001 et 28 décembre 2001 stipulent la date du 1^{er} août 2004 comme dernier délai sur l'application des anciennes aides. Or, dans les textes coordonnés des règlements grand-ducaux du 17 juillet 2001 et du 28 décembre 2001 la date du 26 janvier 2004 est inscrite. De même on a pu constater un recul énorme des investissements dans ces technologies écologiques. La durée entre l'annonce d'une modification des réglementations et la publication effective des nouvelles dispositions a provoqué de grandes insécurités tant chez les clients que dans le secteur professionnel des énergies renouvelables encore tout jeune.

C'est pourquoi je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et de l'Énergie.

1. Ne faudrait-il pas rectifier les dates dans les textes coordonnés des règlements grand-ducaux respectifs pour clarifier la situation?
2. Vu la limitation de la période d'éligibilité des règlements ci-dessus jusqu'au 31 décembre 2004 et la nécessité d'une planification durable pour les clients que pour le secteur professionnel, n'est-il pas opportun d'organiser une table ronde avec tous les acteurs du domaine des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle des énergies dès la rentrée en septembre pour discuter et préparer les nouvelles dispositions pour la période au-delà du 31 décembre 2004?
3. Quel est le nombre de dossiers traités depuis l'introduction des aides et quelle est la somme des aides déjà liquidées?

Réponse (18.8.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*:

L'honorable Député me pose certaines questions sur les aides en matière d'économies d'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables et tout particulièrement le nouveau régime d'aides pour les installations photovoltaïques en vigueur depuis le 1^{er} août 2004.

Mes services ont constaté qu'une erreur s'est glissée dans les textes coordonnés des deux règlements grand-ducaux modifiés du 17 juillet 2001 respectivement du 28 décembre 2001. Or, les règlements grand-ducaux du 20 juillet 2004 modifiant les règlements grand-ducaux ci-dessus indiquent la date du 1^{er} août 2004 à partir de laquelle le nouveau régime d'aides s'applique aux installations photovoltaïques. L'erreur dans les textes coordonnés sera corrigée dans les meilleurs délais.

En ce qui concerne les dossiers introduits auprès de l'Administration de l'Environnement, cette dernière n'a pas pu constater un recul énorme des investissements, comme l'indique l'honorable Député. Rien que pendant la semaine de travail du 2 au 6 août 2004, 156 dossiers ont été introduits, dont 75 concernent des installations photovoltaïques et 67 des chaudières à condensation.

Depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 plus de 6.400 dossiers ont déjà pu être traités et plus de 22 millions d'euros ont pu être liquidés (situation fin juin 2004).

En ce qui concerne d'éventuelles nouvelles dispositions au-delà du 31 décembre 2004, je tiens à souligner que l'accord de coalition prévoit que le Gouvernement poursuivra la promotion des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie. Je ne manquerai pas de consulter à ce sujet les différents acteurs impliqués au courant de l'automne.

Question 0019 (3.8.2004) de M. Henri Kox (DÉI GRÉNG) concernant la pratique du jet-ski sur la Moselle:

La pratique du jet-ski sur la Moselle entre Remich et Bech-Kleinmacher est en constante augmentation les dernières années. Surtout pendant les week-ends et vacances d'été le nombre de jet-skis atteint une vingtaine d'engins en une seule journée. Ainsi les riverains et les touristes se plaignent du bruit insupportable que causent ces jet-skis par les manoeuvres de contournement et les allées et venues près des agglomérations de Remich et de Bech-Kleinmacher. De même la sécurité sur la Moselle n'est plus assurée vu les vitesses dangereuses de ces bateaux de plaisance.

C'est pourquoi je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Qu'en est-il des pourparlers avec les autorités allemandes concernant la pratique du jet-ski sur la Moselle?
2. Eu égard aux considérations qui précèdent, ne serait-il pas opportun d'interdire la circulation pure et simple des jet-skis sur la Moselle comme c'est notamment le cas sur de nombreux fleuves de la Grande Région?
3. Tant qu'il n'y a pas de solutions définitives, ne faudrait-il pas réglementer provisoirement voire interdire l'accès à la Moselle entre Remich et Bech-Kleinmacher surtout pour les week-ends comme c'était déjà le cas l'année passée?

Réponse (23.8.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*:

1) La situation réglementaire des jet-skis sur la Moselle est la suivante:

La Commission internationale de la Moselle avait décidé en juin 1995 que toutes les menues embarcations motorisées doivent, au droit des baignades et des campings, réduire leur vitesse pour éviter de mettre en danger les autres personnes; toute manoeuvre de contournement d'autres bâtiments de nature à les gêner ou les importuner ou toute allée et venue près des agglomérations sont interdites. Par ailleurs, la vitesse maximale sur la Moselle a été fixée à 30 km/h par rapport à la rive, à moins que la visibilité ne permette une vitesse supérieure, qui ne doit en aucun cas dépasser la limite de 60 km/h.

Par règlement grand-ducal du 29 avril 2002 concernant les sports nautiques sur la Moselle, la pratique de la moto aquatique ou jet-ski a été interdite avant 7.00 heures et après 20.00 heures, avant le lever et le coucher du soleil et en cas de visibilité inférieure à 1.000 m.

La Commission internationale de la Moselle a, après consultation de plusieurs de ses Comités, décidé le 4 juin 2003 de compléter les dispositions de l'article 6.02 bis, chiffre 6 du règlement de police pour la navigation de la Moselle (R.P.N.M.) arrêtées en 1995 par les dispositions suivantes:

«Les menues embarcations ne doivent pas, par leur conduite, mettre les autres en danger ou encore les gêner ou les importuner plus que ne l'imposent les circonstances. Sans préjudice des prescriptions nationales complémentaires des États riverains de la Moselle et en dehors des plans d'eau signalés par le panneau E.22 où la pratique de la moto aquatique est autorisée, les motos aquatiques doivent suivre une route droite clairement reconnaissable.»

2) Le Ministère des Transports avait déjà suggéré en 1996 une interdiction pure et simple de circulation des jet-skis au regard du nombre croissant des doléances. Cette proposition n'a cependant pas trouvé l'aval des autorités allemandes, le secteur germano-luxembourgeois de la Moselle constituant un condominium en vertu du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne sur le tracé de la frontière commune entre les deux États, signé à Luxembourg le 19 décembre 1984.

3) Il est un fait que certains conducteurs de jet-skis, immatriculés souvent hors Luxembourg, se moquent en pratique de toute réglementation de sécurité ou d'environnement jetant ainsi un doute sur le grand nombre de conducteurs sérieux de jet-skis.

La constatation des infractions incombe aux agents assermentés du Service de la Navigation et aux fonctionnaires de la Police grand-ducale.

Les agissements de certains conducteurs de jet-skis peuvent éventuellement être considérés comme compétition sportive au sens de l'article 15 du règlement grand-ducal du 29 avril 2002 portant réglementation de la police et de la sécurité sur les cours et plans d'eau et nécessiteraient de ce fait une autorisation spéciale.

4) Les interdictions d'accès temporaires et provisoires à la Moselle de l'année 2003 étaient décrétées pour des raisons de sécurité en raison d'une affluence touristique soutenue. Les interdictions d'accès ne concernaient cependant pas la circulation des jet-skis.

Question 0020 (4.8.2004) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la situation financière du groupe CEPAL:

An de leschten Deeg ass bekannt ginn, datt d'CEPAL-Direktioun weidere 40 Aarbechter an Employéé gekënnegt huet, wéi et heescht, ouni déi getraffen Ofmaachungen ze respektéieren. Duerfir meng Froen un déi zoustänneg Ministeren:

1. Wat fir enger Natur sinn des Ofmaachungen a wat ass den aktuelle Stand wat den Dossier „Mierscher Schluetchthaus“ ubelaangt?
2. Wat fir Engagementer huet de Lëtzebuergesche Stat am Zesammenhang mat der CEPAL-Kris geholl? Stëmmt et, datt de Stat Garantië bei enger oder méi Banke ginn hätt, fir d'Liquiditéit vun der CEPAL weider ze garantéieren? Wa jo, wéi héich sinn des Garantien?
3. Wat ass generell den aktuelle Stand wat d'Sanierung/d'Restrukturierung vun der CEPAL ubelaangt a wéi wäit ass de Stat an dese Beméiungen engagéiert?
4. Wéi wäit sinn d'Eigentumsverhältnisse bei der CEPAL gekläert a wéi wäit huet d'Re-

gierung den Iwwerbléck iwwer déi finanziell Situatioun vum Groupe CEPAL?

- Well et hei ëm déi kollektiv Aariichtunge vun de Lëtzebuerger Bauere geet, misst net ënert der Kontroll vum Stat en exakten Inventaire iwwer sämtlech Aktiva a Passiva gemaach ginn, fir eng zolidd Basis fir eng Restrukturatioun ze hunn? Ass d'Regierung bereet, esou en Inventaire maachen ze loosse?

Réponse commune (27.8.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Ad questions 1 et 3

À titre liminaire il m'importe de souligner qu'à l'instar du Gouvernement précédent, le nouveau Gouvernement issu des récentes élections est convaincu qu'un secteur agroalimentaire dynamique et compétitif est essentiel pour garantir et améliorer la performance économique des exploitations agricoles. Il soutiendra, en conséquence, les indispensables efforts de coopération et de restructuration qui s'imposent dans la situation actuelle de ce secteur.

Concernant plus particulièrement la restructuration des sociétés opérant dans le giron de la S.A. CEPAL, les évolutions récentes, qui ont conduit à la création de VER-SIS, par suite d'une fusion entre DE VERBAND et SILOCENTRALE, et à une reprise des sociétés MER-SCHER BÄCKEREI et PETIT FOUR par PANELUX, constituent sans aucun doute les premiers aboutissements positifs, cela d'autant plus qu'ils n'ont pas eu des répercussions sensibles sur le plan social.

Quant à l'abattoir de Mersch, il m'importe de relever que des démarches sont en cours pour fusionner les activités avec un autre groupe au niveau de la production dans la filière viande.

Par ailleurs, je voudrais rappeler que le Gouvernement précédent avait, dans le cadre de sa mission de conciliation entre le Herdbook et le SEG, confié à des experts étrangers la réalisation d'un audit technique et économique au niveau des élevages bovin et porcin avec mission d'esquisser les possibilités de coopération ou de fusion entre ces deux entités.

Compte tenu de l'avancement des travaux de ces experts il est prévu que les résultats de leur mission feront l'objet d'une présentation et d'une discussion bilatérales avec les responsables de chacune des deux entités concernées au courant du mois de septembre prochain et que les conclusions générales seront tirées au mois d'octobre.

Quant aux accords visés par l'honorable Député, il s'agit du plan social conclu entre les employeurs et les syndicats et qui a été prorogé jusqu'au 31 juillet par un avenant du 29 juin 2004. Il n'est pas de la compétence du Ministre du Travail d'appliquer des sanctions au cas où des dispositions contractuelles n'auraient pas été respectées; seuls les tribunaux ont compétence à cet égard.

Ad question 2

L'honorable Monsieur Mehlen se réfère probablement à un article paru début juin, juste avant les récentes élections législatives, au journal «De Lëtzebuerger Zichter» pour s'enquérir si l'État a fourni des garanties bancaires pour assurer la liquidité financière de CEPAL.

Dans cet article manifestement malveillant, qui n'est pas à l'honneur de son auteur, il est notamment dit: «Die angeblich ebenfalls von Minister Boden initiierte, beispiellose Geldleihe der Staatsbank an die CEPAL S.A. über 15 Mio. Euro erklärte die Tatsache, dass CEPAL S.A. seit Januar 2004 mehr als 400 Lohnempfänger zahlen konnte...» Cette insinuation est dé-

nouée de tout fondement et constitue de tout fondement et constitue le Gouvernement n'a ni influencé une quelconque banque à octroyer un tel prêt à la CEPAL S.A. ni fourni de garantie bancaire pour assurer la liquidité financière de cette société.

Ad questions 4 et 5

Comme l'objet de ces questions se couvre avec la question parlementaire N°2553 posée également par l'honorable Monsieur Mehlen en date du 2 janvier 2004, je voudrais me limiter à renvoyer à ma réponse que j'ai donnée jadis à cette question parlementaire (cf. *compte rendu N°9/2003-2004*).

Question 0021 (4.8.2004) de M. Marco Schank (CSV) concernant la planification de futurs parcs à éoliennes:

La planification de futurs parcs à éoliennes dépend de l'orientation que le nouveau Gouvernement veut donner au développement de la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables. Dans ce contexte trois questions essentielles se posent, qui ont une très forte influence sur la rentabilité des projets.

1. Prime d'encouragement écologique.

Le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 stipule à l'article 2 que la prime de 0,025 euro concerne les installations qui sont opérationnelles avant le 31 décembre 2004. Cette prime représente plus de 25% de la rémunération perçue pour le courant produit par les éoliennes. Si cette prime n'est plus accordée aux parcs à éoliennes qui seront mis en service après la date d'échéance mentionnée, la rentabilité des projets futurs n'est plus assurée.

2. Régime d'aide à la production d'énergie de sources renouvelables.

La loi du 22 février 2004 instaure un régime d'aide à la production d'énergie de sources renouvelables. Cette aide est limitée à 40% de l'investissement ou à 50% pour les PME. Le calcul de l'aide à l'investissement doit tenir compte des autres aides accordées à l'exploitant. Selon les informations reçues du Ministère de l'Économie on considère la différence entre le tarif accordé aux éoliennes et le prix d'un approvisionnement traditionnel sur le marché comme aide. Les paramètres de ce calcul, comme le niveau de prix de la fourniture de référence et la durée pendant laquelle la différence est à considérer, ne sont pas définis. En appliquant des hypothèses plus restrictives dans ce calcul, la limite des 40 ou 50% de l'investissement est dépassée ce qui aurait comme effet qu'aucune aide à l'investissement ne pourrait être accordée.

Dans le passé l'aide accordée aux parcs à éoliennes sur base de la loi cadre qui a expiré le 31 décembre 2001 se situait à au moins 10% de l'investissement.

3. Tarification de l'énergie électrique produite par les éoliennes.

Le règlement grand-ducal du 30 mai 1994 prévoit pour la rémunération de l'électricité résultant d'une production basée sur les énergies renouvelables deux catégories de tarification, une pour les installations à puissances unitaires de 1 à 500 kW et une deuxième allant de 501 à 1.500 kW. Pour la catégorie 2, la rémunération de la puissance est fonction de la contribution de l'installation à la couverture de la pointe du réseau public.

Étant donné que les nouvelles éoliennes à Heinerscheid et celles de Kehmen-Heiderscheid ont des puissances unitaires de 1.800 kW, elles ne tombent plus dans le champ d'application du règlement précité. Actuellement, l'énergie produite par les trois éoliennes de Heinerscheid est rémunérée en

fonction du tarif du règlement de 1994 si elles fonctionnent dans la plage de puissance inférieure à 1.500 kW et pour l'énergie produite dans la plage de puissance entre 1.501 et 1.800 kW, le prix d'un approvisionnement traditionnel sur le marché est appliqué.

Depuis la libéralisation du marché de l'électricité la tarification de l'approvisionnement en énergie électrique a fortement changé. La puissance momentanée ne constitue plus un élément de la rémunération mais seulement les quantités d'énergie. Avec ce nouveau mode de tarification l'effet aléatoire de la contribution de l'installation à la pointe du réseau public disparaît.

La Wandpark Gemeng Hengischt S.A. avait soulevé ces problèmes déjà dans une lettre au Ministre de l'Énergie en février 1999. En date du 1^{er} mars 1999 le Ministre de l'Énergie avait présenté une proposition d'une nouvelle tarification et il avait prévu de la mettre en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2001. Depuis lors nous attendons une tarification appropriée.

Compte tenu de l'incertitude qui existe quant à l'aboutissement des questions précitées, aucun promoteur de parcs à éoliennes n'est prêt à investir des sommes importantes dans des installations de production sans connaître le cadre légal nécessaire pour pouvoir évaluer si la rentabilité de son investissement est assurée à long terme.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante au Ministre de l'Environnement:

- Quelle serait l'orientation générale du nouveau Gouvernement en la matière et par rapport aux questions et craintes précitées en particulier?

Réponse (23.8.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*:

En réponse à la question posée par l'honorable Député concernant l'orientation générale du nouveau Gouvernement en matière de régime d'aide à la production d'énergie de sources renouvelables, j'aimerais me référer à l'accord de coalition, bien connu par l'honorable Député. Cet accord prévoit que le Gouvernement poursuivra la promotion d'énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Il est évident qu'à ce stade je ne peux pas donner d'indications précises quant au détail de la prime d'encouragement écologique et/ou de la rémunération de l'électricité résultant d'une production basée sur les énergies renouvelables.

Je ne manquerai pas de me concerter avec les différents acteurs impliqués au courant de l'automne pour pouvoir soumettre des propositions au Gouvernement.

Quant à la loi du 23 février 2004 instaurant un régime d'aide à la production d'énergie de sources renouvelables et au règlement grand-ducal du 30 mai 1994, mentionnés dans la question parlementaire, j'aimerais souligner que ces instruments sont de la compétence du Ministre de l'Économie. Ce dernier doit évidemment respecter les dispositions communautaires en la matière et tout particulièrement l'encadrement communautaire des aides de l'État pour la protection de l'environnement.

J'ai l'intention de me concerter avec le Ministre de l'Économie pour envisager une modification du règlement grand-ducal du 30 mai 1994. Ceci devrait toutefois se faire dans le cadre des discussions à mener sur le futur régime d'aides pour l'électricité produite à partir des sources d'énergies renouvelables en général.

Finalement je tiens à préciser que les nouvelles éoliennes à Heinerscheid peuvent bénéficier de la

prime d'encouragement écologique de 2,5 c/kwh introduite par le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001.

Question 0022 (5.8.2004) de M. Lucien Clement (CSV) concernant le fonctionnement du clos d'équarrissage au Schwanenthal:

Dans les années 60, un clos d'équarrissage central a été construit au lieu-dit Schwanenthal (commune de Lorentzweiler), afin d'utiliser et de détruire les cadavres d'animaux, les viandes confisquées et les déchets de viandes d'une façon appropriée du point de vue de la police sanitaire du bétail que de la santé publique. En effet un grand nombre de cadavres proviennent d'animaux morts d'une maladie contagieuse. Or, parmi ces maladies contagieuses, il y a un grand nombre qui sont transmissibles à l'homme telles que la tuberculose, le charbon bactérien, le rouget du porc, la morve, la rage, etc.

Depuis 1984 un accord interministériel du Luxembourg avec la Belgique prévoit que le centre de collecte du clos d'équarrissage au Schwanenthal est géré par la firme Rendac C.E.S. Cette entreprise s'occupe à la fois du ramassage des cadavres dans les fermes et des déchets d'animaux provenant des abattoirs, des boucheries et des ventes à la ferme.

Actuellement, le contrat avec cette entreprise stipule que le ramassage peut avoir lieu du lundi au vendredi. Ceci implique qu'un animal décédé le vendredi n'est souvent ramassé que le lundi et que le cadavre est ainsi parfois exposé aux regards de la population avoisinante durant tout le week-end ce qui présente une publicité négative pour l'ensemble du secteur agricole. De plus il faut considérer que le thermomètre peut atteindre les 30 degrés et même plus dans les mois de l'été et que les cadavres sont envahis en été par des milliers de mouches, par des rats et autres animaux sauvages.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Est-ce qu'il n'est pas nécessaire d'amender d'urgence le contrat liant le Gouvernement à la firme Rendac C.E.S. afin que le ramassage dans les fermes ait lieu tous les jours, au moins durant les mois d'été?

Réponse (16.9.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

La question parlementaire a trait au centre de collecte du clos d'équarrissage au Schwanenthal, centre qui est géré par la société anonyme Rendac C.E.S. Elle appelle la réponse suivante:

La société anonyme Rendac C.E.S. avec siège social à Lorentzweiler vient de signer en date du 25 juin 2004 une nouvelle convention avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg concernant la collecte des cadavres d'animaux pour une durée qui a pris effet le 1^{er} juillet 2004 et qui va se terminer le 31 décembre 2007.

Cette convention stipule entre autres que le ramassage des cadavres doit se faire en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en la matière.

À ce sujet, l'article 4 de la loi du 6 septembre 1962 sur la destruction et l'utilisation des cadavres d'animaux, des viandes confisquées et des déchets de viandes prévoit que: «Le propriétaire de cadavres, de viandes confisquées et de déchets de viandes ou la personne qui en a la garde sont obligés de faire, dans les douze heures qui suivent respectivement la mort, la

naissance, l'abattage, la déclaration ou la constatation d'insalubrité, une information afférente au clos d'équarrissage central ...», et l'article 2 du règlement grand-ducal du 4 juillet 1973 fixant les modalités d'exécution de la loi du 6 septembre 1962 précitée stipule que: «L'exploitant du clos doit faire la collecte des cadavres d'animaux au plus tard le lendemain de l'information qui lui a été faite par les personnes visées à l'article 4 de la loi du 6 septembre 1962 précitée. Ce délai est prolongé de vingt-quatre heures si le dernier jour est un dimanche ou un jour férié légal...».

Outre ces dispositions législatives et réglementaires, un accord tacite a été convenu entre l'Administration des services vétérinaires et la société anonyme Rendac C.E.S. qui prévoit une collecte exceptionnelle durant les samedis:

- pour le cas où il y a une notification d'un nombre élevé d'appels de ramassage de cadavres dans l'après-midi du vendredi;
- pour le cas de températures élevées pendant la saison estivale et
- pour le cas où le lundi est un jour férié légal.

L'Administration des services vétérinaires s'engage à veiller à ce que les dispositions retenues dans la convention signée entre la société anonyme Rendac C.E.S. avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'accord arrêté entre cette même société avec l'Administration des services vétérinaires soient respectées, tout en faisant en même temps appel aux propriétaires de cadavres afin qu'ils transmettent leurs demandes de collecte des cadavres dans les meilleurs délais aux services administratifs du centre du clos d'équarrissage.

Question 0023 (5.8.2004) de MM. Xavier Bettel et Claude Meisch (DP) concernant les restrictions de circulation pour les poids lourds:

En date du 11 juin 1996, les députés Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux avaient déposé une proposition de loi concernant la circulation des poids lourds.

Cette proposition de loi prévoyait: «l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds en transit durant les week-ends, de même que l'interdiction de dépassement pour ces mêmes véhicules, non seulement sur les autoroutes luxembourgeoises mais sur tout le réseau routier national, constituent les premières mesures d'une panoplie d'autres mesures possibles afin de réaliser l'objectif que l'on s'efforce d'atteindre».

Dans ce contexte nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports:

- Si Monsieur le Ministre défend toujours son idée d'interdire le dépassement aux poids lourds?
- Dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre compte transformer sa proposition de loi en projet de loi?
- Dans la négative, quelles sont les raisons de son changement d'avis?

Réponse (23.8.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*:

La question des honorables Députés a trait à une proposition de loi que j'avais déposée le 11 juin 1996 avec Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo et qui prévoit, d'une part, d'interdire le trafic lourd pendant les fins de semaine ainsi que les jours fériés et veilles de jours fériés et, d'autre part, de défendre aux poids lourds le dépassement sur autoroute.

Je note d'abord que le Gouvernement de l'époque a édicté un ré-

glement grand-ducal daté au 19 juillet 1997 qui interdit pendant les dimanches et jours fériés la circulation des poids lourds en direction de la France et de l'Allemagne et qui s'aligne à cet effet très étroitement sur les conditions de la même interdiction en vigueur dans ces deux pays. Le premier point de ma proposition de loi a donc connu les suites souhaitées.

Quant au deuxième volet de la proposition de loi, la prise de position relative du Gouvernement d'avril 2000 s'est référée à un avis de la Commission de circulation de l'État qui a examiné l'opportunité d'interdire aux poids lourds des manœuvres de dépassement sur autoroute (cf. avis du 4 mai 1998 sur la sécurité de la circulation sur autoroute).

Tout en préconisant la voie réglementaire plutôt qu'une initiative législative pour introduire pareille interdiction, la Commission s'est prononcée contre une interdiction généralisée. Elle a par contre proposé de prévoir en lieu et place des interdictions limitées à certains tronçons autoroutiers, avec la possibilité de compléter ces interdictions, en cas de besoin, par les injonctions du CITA entre-temps opérationnel sur le réseau autoroutier.

La solution proposée par la Commission de circulation de l'État me paraît à bien des égards plus flexible que la proposition de loi et dès lors mieux adaptée aux circonstances changeantes du trafic, d'autant plus que le Conseil d'État s'y est rallié dans son avis du 13 mars 2001.

Je pense néanmoins que j'ai obtenu satisfaction en ce que le dépassement peut entre-temps être interdit aux poids lourds sur l'axe autoroutier formé par les autoroutes A3 et A6 entre les échangeurs de Liange et de Mamer grâce à la signalisation à message variable du CITA qui peut être activée en fonction des conditions de trafic du moment.

Question 0024 (6.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la protection nationale:

Vergaangene Freideg ass an enger Industriezon bei Ath an der Belsch eng Aerdgaspipeline vun engem Meter Duerchmiesser explodéiert. Bei Bauaarbechte war déi Leitung beschiedegt ginn. Bis elo huet et geheescht, esou Iwwerlandleitungen aus Spezialstol wieren extrem sécher. Och huet et geheescht, austriedenden Aerdgas kéint a fräier Loft bal net Feier fänken - dofir wier de Gasundeel an der Loft dann ze kleng.

Dem leschte Bilan no huet dës Katastroph 18 Liewen ausgelascht an iwwer 130 Mënschen deelweis schwéier blesséiert.

An deem Kontext hunn d'Bierger e Recht op Opklärung iwwer déi entspriechend Situatioun hei am Land:

- 1) Gesinn eis national Katastrophpläng Szenarie fir esou Accidenter vir?
- 2) Sinn eis Zivilschutzkräfte preparéiert, fir esou eng Katastroph ze prevenéieren, esou bal eng Gasfuite gemellt gëtt?
- 3) Lafen och duerch eisen Territoire Iwwerlandgasleitungen?
- 4) Lafen esou grouss Gasleitungen och duerch Wunn- oder Schaffquartiere respektiv Gewerbe- an Industriezonen?
- 5) Wéi déif mussen dës Leitungen hei am Land verluecht ginn - an der Belsch gëtt vun engem Meter ënnert dem Buedem geschwat?
- 6) Wat sinn déi gesetzlech Bestëmmunge wat Bauaarbechten am Beräich vun esou Gaspipeline ugeet, a wéi a wou gëtt en Entrepreneur gewuer, wou a wéi déif esou eng Leitung läit?

7) Wier esou en Ausmooss vun enger Katastroph - duerch eng net rechztäiteg Evakuatioun vun den ëmleieende Betriber - och zu Lëtzebuerg méiglech?

Réponse (17.9.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

Le Luxembourg dispose de trois réseaux différents de canalisation de gaz:

- un réseau à haute pression, 70 bars au maximum;
- un réseau à moyenne pression, 3-4 bars;
- un réseau à faible pression, 50 mbars.

Les questions de l'honorable Député Aly Jaerling semblent viser plus particulièrement le réseau à haute pression.

Ce réseau est exploité par la Société Soteg, qui gère 403 km de conduites à gaz, dont 213 km fonctionnant sous une pression de 70 bars. Ce réseau est exclusivement entretenu par l'exploitant.

En cas d'incident, seul l'exploitant a l'expertise technique nécessaire permettant d'intervenir au niveau des conduites et des vannes. À cet effet il existe des procédures internes d'intervention et l'exploitant, qui assure une permanence 24/24 heures, est alerté par le central des secours d'urgence 112 de l'Administration des services de secours. Ni la Protection civile, ni les corps de sapeurs-pompiers ne sont donc habilités à intervenir directement au niveau des conduites à haute pression.

En cas d'alerte à la fuite de gaz, les services de secours sont chargés de l'évacuation des lieux, du contrôle de l'accès et de l'évaluation du danger d'explosibilité. Il n'existe pas de plan particulier qui viserait spécifiquement les interventions au niveau du réseau de transport de gaz à haute pression, de sorte que les interventions ainsi que les procédures à suivre par les services de secours s'inscrivent dans le cadre des interventions à caractère général.

5% des infrastructures - qui sont toutes souterraines - se trouvent dans des zones d'habitation ou dans des zones industrielles. La profondeur d'enfouissement des canalisations de gaz varie de un à trois mètres. La gestion et l'entretien de ces canalisations sont assurés selon les règles du DVGW («Deutsche Vereinigung des Gas- und Wasserfaches»).

Tout entrepreneur qui envisage des travaux d'excavation doit solliciter au préalable un traçage auprès des exploitants des réseaux à gaz pour éviter tout dégât au niveau des canalisations. Ces chantiers sont contrôlés par l'exploitant du réseau; d'autre part une surveillance est garantie par le survol régulier des tracés des réseaux.

Enfin, d'autres mesures prises, comme l'odorisation du gaz aux points nodaux frontaliers ainsi que les procédures d'alerte et d'intervention des exploitants et des services de secours contribuent à minimiser les risques qu'entraîneraient de telles fuites.

Question 0025 (6.8.2004) de Mme Anne Brasseur (DP) concernant les mécanismes de contrôle de la gestion des crèches:

Récemment plusieurs crèches appartenant à la société Familienservice S.A. ont dû fermer leurs portes suite à la cessation des activités de cette société.

D'après mes informations, cette fermeture semble être le résultat d'une gestion défectueuse.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Si Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration peut m'indiquer quels sont les mécanismes de contrôle dans ce domaine?

- Est-ce que dans ce dossier précis des irrégularités ont été constatées et, le cas échéant, lesquelles et à quelle date?

- Est-ce qu'il existe des propositions concrètes pour aider les familles à trouver une solution pour placer leurs enfants dans une autre crèche dans les meilleurs délais?

- Est-ce que le personnel peut être repris par d'autres institutions?

- Est-ce qu'il est envisagé d'élaborer des procédures permettant d'éviter de telles situations à l'avenir?

Réponse (21.9.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:

Les activités entreprises par la société Familienservice S.A., à savoir celles de «crèche», sont soumises à un agrément préalable du Ministre de la Famille.

Un tel agrément est établi pour chaque crèche séparément sur base d'un examen de documents et de visites des infrastructures. Par la suite, les visites d'inspection menées par les agents du Ministère de la Famille et de l'Intégration, assermentés comme officiers de police judiciaire, auprès des crèches agréées se limitent au contrôle de la conformité de la crèche avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ces visites d'inspection ne concernent pas la gestion financière de la crèche puisque, comme toute autre entreprise, l'organisme gestionnaire d'une crèche est libre de mener sa gestion comme il l'entend, dans les limites prévues par la loi et les règlements.

Dans le cas de Familienservice S.A., les services du Ministère de la Famille et de l'Intégration ont réagi dès début août en louant des places dans d'autres crèches et en relogant ainsi tous les enfants occupant une des places que l'État avait louée dans les crèches de Familienservice S.A.

En vue de faciliter la reprise d'une crèche fermée par un autre organisme gestionnaire, ces services ont collaboré activement avec les repreneurs potentiels et mis en place des procédures accélérées permettant d'éviter que les clients actuels ne partent par faute d'une période de fermeture trop longue.

Question 0026 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la vente par correspondance de certains médicaments:

En date du 15 décembre 2003 Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant l'impact de l'arrêt rendu le 11 décembre 2003 par la Cour de Justice des Communautés européennes concernant la vente par correspondance de certains médicaments.

À l'époque, Monsieur le Député souhaitait savoir si de telles ventes ont eu lieu au Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- si depuis la réponse de Monsieur le Ministre de telles ventes ont eu lieu;

- si les pharmaciens luxembourgeois exerçant au Luxembourg ont soulevé des arguments pareils à ceux du «Deutscher Apothekenverband»;

- quelles sont les répercussions qu'a provoquées cet arrêt au Luxembourg.

Réponse (27.8.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Mes services n'ont pas connaissance d'un cas de vente par correspondance d'un médicament en provenance d'un autre État membre depuis l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés du 11 décembre 2003, comportant une certaine libéralisation dans ce secteur.

De toute manière, compte tenu du principe de la libre circulation des biens entre États membres, il n'est pas aisé pour les autorités de veiller à ce que la vente par correspondance de médicaments reste dans le cadre tracé par l'arrêt de la Cour, c'est-à-dire se limite aux médicaments non soumis à prescription.

L'arrêt de la Cour n'a pas donné lieu à une prise de position de l'association représentative des pharmaciens au Luxembourg.

Question 0027 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la prévention de la tuberculose:

En date du 17 janvier 2001 et du 3 avril 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé une question parlementaire au Ministre de la Santé relative aux tests à la tuberculine et la tuberculose en général.

En effet, à cette époque le Monovacc-test ne disposait plus d'autorisation de mise sur le marché, ce système devait être abandonné au profit de tests tuberculiques intradermiques.

Le Ministre de la Santé avait répondu que le groupe de travail sur le dépistage ciblé de la tuberculose devait se réunir une troisième fois.

D'autre part, un protocole avait été élaboré pour la chimioprophylaxie en cas de primo-infection tuberculeuse.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Si Monsieur le Ministre peut m'informer du nombre de cas de tuberculose qu'il y a eu au Luxembourg en 2003 et en 2004?

- S'il peut m'informer si ces nouvelles mesures ont permis de réduire le nombre de cas de tuberculose?

Réponse (21.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La tuberculose étant une maladie à déclaration obligatoire, mes services ont enregistré pour 2003 ainsi que pour l'année en cours les notifications suivantes.

Pour 2003:

- 42 cas de tuberculose pulmonaire,
- 3 cas de tuberculose autres organes,
- 2 cas de tuberculose pleurale,
- 3 primo-infections.

Pour 2004 les chiffres disponibles (du 1er janvier au 31 juillet) sont les suivants:

- 15 cas de tuberculose pulmonaire,
- 1 cas de tuberculose autres organes,
- 3 primo-infections.

Le projet de chimioprophylaxie dont question dans la réponse de mon prédécesseur à une précédente question parlementaire a entre-temps été approuvé par le Conseil supérieur d'hygiène, section des maladies transmissibles. Il est appliqué en pratique.

Quant au Monovacc-test, qui a également été abordé dans la précédente question que j'avais moi-même posée à l'époque en tant que député, le fabricant en a arrêté la production. Entre-temps ce test a été remplacé par un test intradermique, plus fiable, mais d'application plus difficile surtout chez les jeunes enfants. Mes services sont

en train de se renseigner sur la disponibilité de tests alternatifs sur le marché européen.

Il est trop tôt pour juger de l'incidence des diverses mesures préventives engagées par mes services dans la lutte contre la tuberculose. Compte tenu du nombre assez peu élevé en chiffres absolus de nouveaux cas il faut procéder par comparaison de périodes quinquennales pour pouvoir apprécier l'incidence de mesures récentes pour l'évolution de la tuberculose au Luxembourg.

Question 0028 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la tonsillotomie au laser des amygdales:

En date du 18 décembre 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant le remboursement de la tonsillotomie au laser des amygdales. À cette époque, Monsieur le Député Di Bartolomeo s'était interrogé pourquoi cette intervention n'était pas remboursée par la Caisse de Maladie.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé, si Monsieur le Ministre compte intervenir afin que la tonsillotomie soit à l'avenir remboursée par la Caisse de maladie?

Réponse (7.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

D'après les renseignements que mes services ont recueillis auprès du Contrôle médical de la Sécurité sociale, la littérature spécialisée connaît une indication assez restreinte pour la tonsillotomie. Il s'agit principalement d'une indication existant chez des enfants âgés de moins de six ans présentant une hypertrophie des amygdales et pouvant souffrir de rhonchopathie avec phases d'apnée au sommeil.

Néanmoins je puis informer l'honorable Député que je saisisrai le Cercle des médecins spécialistes en ORL d'une demande sur l'opportunité d'une introduction de cet acte dans la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

Question 0029 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le forfait mensuel pour intolérants au gluten:

En date du 17 juin 2003 Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait fait part au Ministre de la Santé de la critique de l'Association Luxembourgeoise des Intolérants au Gluten du fait que le forfait mensuel de 85 €, attribué aux personnes concernées pour l'acquisition d'aliments sans gluten avait été réduit à 45 €.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut me faire part de la volonté du nouveau Gouvernement d'intervenir auprès de l'Union des Caisses de Maladie pour augmenter le forfait mensuel actuel?

Réponse (12.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

En me référant à la réponse de mon prédécesseur à la question parlementaire N°2224 du 17 juin 2003 (cf. compte rendu N°19/2002-2003), j'informe l'honorable Député que les mesures y annoncées ont été réalisées entre-temps par l'Union des Caisses de Maladie. En effet, pour empêcher qu'une personne protégée, pour un mois spécifique, ne puisse pas épuiser tous ses droits, l'appréciation de l'atteinte de la limite du forfait se fait

désormais par périodes de six mois.

Les statuts de l'UCM ont été modifiés en conséquence et les dispositions afférentes qui sont contenues dans le fichier B5 réservé aux aliments médicaux, se lisent comme suit:

«Art. 3 Les produits d'alimentation médicale inscrits à la rubrique Z99B Produits d'alimentation médicale par forfait prescrits et délivrés aux personnes ... visées à l'article 1^{er} sous 2 (c.-à-d. les personnes atteintes d'une entéropathie par intolérance au gluten ou maladie coeliaque) sont pris en charge jusqu'à concurrence d'un montant maximal semestriel de 270 €, ...»

Je puis informer l'honorable Député que des renseignements fournis par les responsables de «l'Association Luxembourgeoise des Intolérants au Gluten (ALIG)», il ressort que la solution décrite ci-dessus semble satisfaire les concernés. Je ne manquerai cependant pas de rencontrer les responsables de l'association pour assurer le suivi du dossier.

Question 0030 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la directive sur les produits du tabac:

En date du 8 juin 2001, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait demandé au Ministre de la Santé de lui faire part de la transposition de la directive sur les produits du tabac. D'autre part de nombreux citoyens se posent la question concernant l'application des espaces non fumeurs dans les restaurants et l'interdiction de fumer dans les établissements publics.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut me faire part de la volonté politique du nouveau Gouvernement dans ce domaine.

Réponse (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Je voudrais tout d'abord rendre l'honorable Parlementaire attentif au fait que la directive communautaire, qui faisait l'objet de la question parlementaire N°1173 (cf. compte rendu N°19/2000-2001) que j'avais moi-même en ma qualité de député posée à mon prédécesseur, a entre-temps été transposée en droit national, et cela par un règlement grand-ducal daté au 16 septembre 2003. Ladite directive prévoit notamment une réduction des teneurs en substances nocives des cigarettes ainsi qu'un renforcement des avertissements sanitaires sur l'étiquetage.

Le Ministère de la Santé est pleinement conscient du danger que le tabagisme représente pour la santé des citoyens.

J'entends sensibiliser la population pour des modes de vie plus sains et en particulier pour une vie sans tabac.

S'agissant de la protection des non-fumeurs, je rappelle que la législation en vigueur prévoit une interdiction de fumer dans certains lieux, notamment dans les hôpitaux, les pharmacies, les écoles et tous autres lieux destinés à accueillir des personnes de moins de seize ans. Je me propose de susciter et d'encourager toutes initiatives allant dans le sens de la protection des non-fumeurs.

Dans le même ordre d'idées je mettrai en œuvre le processus de ratification de la Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, signée par le Luxembourg. L'article 8 de cette Convention est consacré à la «protection contre l'exposition à la fumée du tabac». Dans le contexte de la ratification de cette Convention le Gouvernement examinera la question de nouvelles mesures législatives susceptibles

d'assurer la protection des non-fumeurs.

Mais puisque l'honorable Parlementaire semble attacher du prix à une prompt transposition des directives communautaires antitabac, je ne résiste pas à la tentation de le rendre attentif au fait que sur initiative du précédent Ministre de l'Économie, Monsieur Henri Grethen, le Luxembourg a soutenu un recours introduit par l'Allemagne devant la Cour de Justice des Communautés contre une autre directive communautaire, à savoir la directive 2003/33, qui interdit la publicité en faveur du tabac dans les médias imprimés et dans les émissions radiodiffusées, ainsi que le parrainage de manifestations transfrontalières par des fabricants de produits du tabac. Ledit recours tend à l'annulation de la directive. Cette affaire est actuellement pendante devant la Cour.

Question 0031 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les dépenses des caisses de maladie:

En date du 2 décembre 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant une question parlementaire que Monsieur le Député Carlo Wagner avait posé à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Mady Delvaux en date du 6 novembre 1997.

Cette question concernait le fait «que la majeure partie des déficits des caisses de maladie provient du secteur hospitalier dont les relations avec les caisses de maladie sont réglées par les articles 74 et suivants du Code des assurances sociales. Quelles sont les conséquences des investissements hospitaliers futurs projetés sur le plan national par le Ministère de la Santé sur le budget des caisses de maladie sans droit d'intervention au niveau des coûts y relatifs?»

Monsieur le Député Di Bartolomeo affirmait que certains des établissements hospitaliers visés par Monsieur le Député Carlo Wagner étaient déjà en service et que d'autres étaient projetés, j'aimerais que Monsieur le Ministre Di Bartolomeo réponde à la question de l'honorable Député portant le même nom.

Enfin, je désire compléter la présente question parlementaire par la même interrogation que celle que se posait le 2 décembre 2003 l'honorable Député Di Bartolomeo, c'est à dire de connaître les perspectives pour les années 2005-2006 en matière de dépenses en nature des caisses de maladie (cf. compte rendu N°8/2003-2004).

Réponse (20.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'honorable Député me rappelle la question parlementaire que j'avais posée le 2 décembre 2003 au Ministre de la Sécurité sociale de l'époque, concernant les répercussions du coût des investissements dans le domaine hospitalier sur le budget de l'assurance maladie.

Si la répercussion globale et théorique du volume des investissements sur le budget de l'assurance maladie est connue depuis le vote respectivement les amendements de la loi du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers, il est évident que les effets concrets de cette répercussion sont fonction des échéances de la réalisation des différents projets.

Préalablement à toute autorisation du Ministre, les différents projets de modernisation sont avisés par la Commission permanente pour le secteur hospitalier, à laquelle l'Union des Caisses de Maladie est représentée, notamment sous les

aspects de forme (coûts et échéances), de contenu et d'opportunité dont notamment:

- la priorité des réponses utiles et nécessaires par rapport aux besoins nationaux,
- l'évitement des redondances, l'amélioration des collaborations et la mise en place de synergies,
- par rapport aux critères et prémisses pour la meilleure qualité des prestations et à l'impact sur les coûts d'exploitation.

L'UCM est par ailleurs régulièrement tenue au courant des autorisations et des développements en rapport avec la réalisation concrète des différents projets.

À ce stade sont achevées les constructions des établissements Centre national de Radiothérapie François Baclesse (2000), Institut national de Chirurgie cardiaque et de Cardiologie interventionnelle (2001), Hôpital du Kirchberg et Hôpital St Louis à Ettelbrück (2003), tandis que les modernisations des infrastructures existantes sont toujours en cours et, en général, conformes aux échéanciers afférents prévus.

La mise en service des reconstructions des établissements Clinique Dr Bohler et Centre national de Rééducation fonctionnelle et de Réadaptation de Kirchberg est prévue pour 2006.

Pour 2005, le seul élément générateur de frais nouveaux sera la mise en service de l'annexe 1 de l'Hôpital municipal et, partielle, de la modernisation de la Clinique pédiatrique du Centre Hospitalier de Luxembourg. Sans préjudice de la poursuite des modernisations précitées et de l'implantation d'une installation IRM à l'Hôpital Princesse Marie-Astrid à Differdange, il n'y a pas d'investissement prévu.

En ce qui concerne le deuxième volet de la question, il faut s'attendre à ce que la gestion des prestations en nature affichera fin 2004 un déficit dans les opérations courantes qui s'élèverait à 94 millions Euro. Pour l'année en cours le déficit pourra être compensé par les réserves existantes.

L'estimation du résultat global pour 2005 (toutes gestions confondues) fait apparaître un solde cumulé négatif avoisinant les 100 millions Euro.

Quant à la gestion des prestations en nature, la situation financière devrait se détériorer davantage en 2005 si l'on ne s'engage pas résolument dans une nouvelle démarche axée sur la responsabilisation de tous les acteurs.

Ces estimations reflètent la situation en été 2004 et une étude financière plus approfondie, notamment en vue de la réunion du comité quadripartite le 13 octobre prochain, est en voie d'élaboration.

Question 0032 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la mésestente au sein du Centre hospitalier neuropsychiatrique:

En date du 23 septembre 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant une mésestente entre le personnel, la direction et le conseil d'administration du Centre hospitalier neuropsychiatrique.

À l'époque Monsieur le Député avait demandé à Monsieur le Ministre s'il allait prendre des initiatives par l'intermédiaire des représentants du Ministère dans le conseil d'administration pour rétablir le bon fonctionnement au sein du CHNP.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut m'informer des mesures qui ont été prises pour remédier à la situation;
- si Monsieur le Ministre peut me faire part de la composition du conseil d'administration actuel du CHNP;
- quelles sont les mesures que l'actuel Ministre compte prendre.

Réponse (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La présente question parlementaire fait partie d'une série de sept questions (treize si j'y ajoute celles adressées au Ministère de la Sécurité sociale) posées par l'honorable Député Monsieur Xavier Bettel et qui ont ceci de particulier qu'elles reprennent pour l'essentiel des questions que j'ai moi-même posées en tant que député à mon prédécesseur.

Je suis à me demander si l'honorable Parlementaire repose les mêmes questions parce qu'il estime peu satisfaisantes les réponses fournies par mon prédécesseur. Je me satisferais cependant volontiers d'une autre explication, à savoir que la démarche de l'honorable Parlementaire s'interprète comme une reconnaissance de la pertinence des questions soulevées qui touchent à des domaines sensibles de la santé publique.

Cette remarque étant faite, je suis volontiers disposé à informer l'honorable Parlementaire sur la composition du conseil d'administration du Centre hospitalier neuropsychiatrique, nommé par arrêté grand-ducal du 12 juin 2004, qui porte le contreseing de mon prédécesseur.

Ledit conseil comprend:

- comme représentants de l'État:
 - Monsieur Alphonse Mangen, réviseur d'entreprises,
 - Monsieur le docteur Jean Scharle, directeur médical d'hôpital e.r.,
 - Madame Suzette Everling, institutrice d'enseignement différencié,
 - Monsieur Norbert Ewen, professeur psychologue,
 - Madame Marlyse Lair, infirmière,
 - Monsieur André Manderscheid, commissaire de Gouvernement;
- comme représentant du personnel:
 - Madame Simone Peters, infirmière psychiatrique;
- comme représentant du corps médical de l'établissement:
 - Monsieur le docteur Jean-Jacques Wirtz, médecin-chef de division.

Pour le surplus je rappelle l'attitude de mon prédécesseur consistant à dire que d'éventuels conflits doivent être résolus au sein du CHNP, établissement autonome, et je la partage.

Je profite de l'occasion pour dire que l'exécution de l'étude Haeffner sera remise sur le métier et que la décentralisation de la psychiatrie sera résolument poursuivie.

S'agissant plus particulièrement du CHNP, le nouveau Gouvernement confirme et fait siens les objectifs poursuivis par le projet de loi déposé en avril, consistant principalement à doter l'établissement d'une nouvelle entité, à savoir de services intégrés de soins pour seniors, ainsi qu'à assurer la prise en charge par l'État pendant une période de dix ans du coût de la mise en sécurité des bâtiments existants, investissements qui s'imposent d'urgence.

Question 0033 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la médecine scolaire dans l'éducation précoce:

En date du 11 décembre 2002, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant l'introduction de la médecine scolaire dans l'éducation précoce.

Le Ministre de l'époque avait répondu qu'il «n'était pas prévu d'introduire la médecine scolaire dans l'éducation précoce étant donné que les mesures et examens de médecine scolaire sont obligatoires pour les élèves et qu'il est impossible d'imposer une telle mesure obligatoire dans le cadre de l'enseignement facultatif».

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Si sa position reste identique à celle du Ministre Carlo Wagner?
- Dans la négative si Monsieur le Ministre compte légiférer pour introduire la médecine scolaire dans l'éducation précoce?

Réponse (14.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Il y a sans doute d'excellents arguments qui militent en faveur d'une extension de la médecine scolaire au secteur de l'éducation précoce.

Je compte dans un premier temps mener une réflexion y relative avec les services de la Direction de la Santé. Cette réflexion portera entre autres sur la question de savoir dans quelle mesure pareille extension ferait double emploi avec les examens prévus à la loi du 15 mai 1984 introduisant des examens médicaux systématiques pour les enfants âgés de deux à quatre ans. Dans la suite j'engagerai une concertation avec les autres Ministères concernés, à savoir ceux de l'Éducation nationale et de l'Intérieur.

Question 0034 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'organisation des régions sanitaires et des services d'urgences SAMU:

En date du 3 décembre 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant l'organisation des régions sanitaires et des services d'urgences SAMU.

En effet, à l'époque Monsieur le Député avait pensé que les projets de grande voirie relatifs à la route du Nord et des autoroutes de la Sarre pouvaient entraîner des changements dans l'organisation des régions sanitaires et des services d'urgences SAMU.

Le Ministre de la Santé avait répondu qu'il estimait qu'aucun changement n'aurait lieu et que les projets de grande voirie ne devaient pas avoir d'impact sur l'organisation des régions sanitaires et des services du SAMU.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- si Monsieur le Ministre partage l'avis de l'ancien Ministre de la Santé.
- Dans la négative, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre compte prendre?

Réponse (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

J'ai pris bonne note de la réponse donnée par mon prédécesseur à la question parlementaire que j'avais moi-même posée l'année passée, et notamment de la distinction y opérée entre les activités normales des hôpitaux et celles liées au service d'urgence.

S'agissant de l'incidence que les projets de grande voirie pourraient avoir sur les habitudes de la population en matière d'activités hospitalières programmées, un réexamen aura lieu à l'occasion d'une révision du plan hospitalier actuellement en vigueur.

Quant à l'incidence de ces mêmes projets sur le choix de l'hôpital de destination des urgences relevant du SAMU, mes services examineront l'opportunité d'une révision des instructions données au préposé du service d'urgence de l'Administration des services de secours avec ladite administration.

Question 0035 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'uniformisation du remboursement des congés de maladie:

En date du 11 mai 2004, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant l'analyse relative à l'uniformisation éventuelle du remboursement des congés de maladie de tous les salariés du secteur privé, donc employés et ouvriers.

Le ministre de l'époque avait répondu que cette étude, dont les travaux d'élaboration ont été suivis par un comité d'accompagnement avait été réalisée dans les délais impartis et qu'il appartenait au Comité de coordination tripartite, commanditaire de l'étude, d'en tirer le moment venu les conclusions qui s'indiquent.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- si Monsieur le Ministre peut m'informer si des conclusions ont été tirées et dans l'affirmative me les faire connaître.

Réponse (11.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Lors de sa réunion du 24 novembre 2003 concernant les mesures envisagées pour redresser la situation financière de l'assurance maladie, le Comité de coordination tripartite a demandé d'être saisi jusqu'à la fin du mois de mars 2004 d'une étude examinant les incidences d'une modification structurelle ayant pour finalité d'uniformiser pour tous les salariés du secteur privé le système d'indemnisation en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie.

Dans une telle solution l'employeur aurait l'obligation d'indemniser les six premières semaines d'incapacité de travail, l'assurance maladie intervenant par la suite. L'employeur serait donc partiellement déchargé de son obligation légale actuelle à l'égard des employés privés, qui lui impose de prendre en charge le mois de la surveillance de l'incapacité de travail et les trois mois subséquents; par contre il lui incomberait d'assumer la charge des indemnités pour les ouvriers pendant la période de six semaines. Le taux d'équilibre se situera sensiblement en dessous du taux actuel pour les ouvriers, tandis qu'il dépassera celui actuellement appliqué aux employés privés.

L'élaboration de l'étude par l'Inspection générale de la Sécurité sociale et par l'Union des Caisses de Maladie était suivie par un comité d'accompagnement, composé des partenaires sociaux.

«L'étude concernant l'introduction d'un régime unique en matière de prestations en espèces pour ouvriers et employés privés» portant date du 31 mars 2004 a été transmise par mon prédécesseur au Premier Ministre, Ministre d'État, le 6 avril 2004.

Il appartiendra au Comité de coordination tripartite, commanditaire de l'étude, d'en tirer à sa meilleure convenance les conclusions qui s'indiquent.

Question 0036 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la vaccination des enfants contre la méningite:

En date du 11 décembre 2002, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Santé concernant les vaccinations des enfants contre la méningite. À l'époque Monsieur le Ministre de la Santé avait informé Monsieur le Député Di Bartolomeo que le Gouvernement voulait poursuivre la vaccination systématique des enfants.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut m'informer des coûts pour les vaccinations contre la méningite en 2003;
- si Monsieur le Ministre compte suivre la même direction que l'ancien Ministre de la Santé.

Réponse (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Le Gouvernement entend poursuivre la vaccination contre la méningite des enfants au cours de la première année de vie. À cet effet le vaccin continuera à être mis à la disposition des médecins pédiatres, sur demande, par la Direction de la Santé.

Le nombre des vaccins distribués en 2003 était d'environ 10.000.

Le coût de l'opération s'est élevé à 178.200 euros.

Question 0037 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les prestations des caisses de maladie dans la médecine dentaire:

En date du 11 mars 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant les prestations des caisses de maladie dans le domaine de la médecine dentaire et surtout dans le domaine des prothèses dentaires. À l'époque, le Député Di Bartolomeo avait affirmé que ces prestations ne correspondaient plus au coût réel de ces prothèses.

Le Ministre de la Santé avait informé Monsieur le Député qu'un expert avait été nommé pour faire des propositions.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut m'informer s'il compte intervenir afin que les prestations soient adaptées à ce qu'à l'époque Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo qualifiait de coût réel;
- si Monsieur le Ministre peut me donner des informations concernant le rapport de l'expert.

Réponse (7.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Les partenaires sociaux faisant partie du conseil d'administration de l'Union des Caisses de Maladie avaient décidé d'un commun accord de réaliser l'étude évoquée par l'honorable Député.

L'étude devait comporter un examen exhaustif de l'adéquation de la nomenclature luxembourgeoise des actes et services des médecins dentistes par rapport à la pratique et aux standards d'aujourd'hui ainsi qu'une analyse de l'hierarchie des coefficients en fonction de la durée, de la complexité et des coûts de réalisation des actes et services. Elle devait en outre répondre à la question si l'étendue de la prise en charge par l'assurance maladie des soins dentaires

suffit aux critères de l'utile et du nécessaire ou si des améliorations de la prise en charge s'imposent. L'analyse devait s'étendre également aux actes prévoyant un «dépassement sur devis».

L'expert chargé par l'Union des Caisses de Maladie de cette étude a finalisé entre-temps son projet et vient de le remettre à l'Union des Caisses de Maladie.

Dans les meilleurs délais, ces propositions seront examinées par les partenaires sociaux, les représentants du Contrôle médical de la sécurité sociale et l'Administration de l'UCM qui, au besoin, inviteront l'expert en vue de consultations supplémentaires éventuellement indiquées à ce sujet.

Au vu des conclusions retenues, les instances compétentes de l'UCM saisiront la Commission de Nomenclature du projet.

Question 0038 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'admission du nouveau médicament anti-Sida:

En date du 9 juillet 2002, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant l'admission du nouveau médicament anti-Sida, le T-20 (Enfuvirtide).

En effet d'après Monsieur le Député ce médicament empêcherait le virus HIV d'envahir les cellules de l'organisme constituant dès lors une sorte de barrière de protection contre le Sida.

Le Ministre avait répondu qu'un patient luxembourgeois était traité avec ce médicament mais qu'il était trop tôt pour pouvoir donner une date pour l'admission de ce médicament au Grand-Duché.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut me faire part de l'évolution de la situation médicale du patient qui a été traité avec ce médicament;
- si ce médicament existe sur le marché luxembourgeois.
- Dans l'affirmative, quelles sont les prescriptions pour pouvoir l'obtenir?

Réponse (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Le médicament qui fait l'objet de la question parlementaire, dont le principe actif est le T-20 Enfuvirtide, a effectivement obtenu une autorisation de mise sur le marché en mai 2003 sous la dénomination de Fuzeon, à la suite d'une procédure centralisée menée au niveau du service à ce compétent de la Commission européenne.

Ce médicament est disponible au Luxembourg sur ordonnance médicale.

Quant à l'état de santé du patient inclut en 2002 au Luxembourg dans une étude multicentrique, suivant réponse fournie par mon prédécesseur à une question parlementaire relative au même médicament, je ne dispose pas d'informations et je n'ai pas demandé à mes services de s'informer. S'agissant en effet d'une seule personne comprise à l'époque au Luxembourg dans une étude multicentrique internationale, elle est le cas échéant identifiable. Son médecin traitant est dès lors de toute manière tenu au secret.

Question 0039 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les règles orthographiques allemandes:

Récemment, plusieurs importantes maisons d'édition allemandes ont déclaré vouloir abandonner les nouvelles règles orthographiques allemandes et utiliser dorénavant les anciennes règles dans leurs publications. Cette décision a réinitié les débats dans le milieu politique et le milieu éducatif sur la validité de la «Rechtschreibreform» allemande. En effet se pose maintenant la question de savoir si l'éducation devrait également retourner à l'ancien système.

Vu l'importance de la langue allemande dans notre système scolaire, tout changement de la pratique orthographique aura des conséquences importantes.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- si Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle estime qu'il faudrait éventuellement réintroduire l'ancienne orthographe allemande dans notre système scolaire.
- Dans l'affirmative, faudrait-il alors changer les manuels scolaires?
- Quels seraient les éventuels coûts de cette modification?

Réponse (18.8.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

L'allemand n'est pas la langue nationale des Luxembourgeois. Il n'appartient donc pas au Gouvernement luxembourgeois de prendre une décision au sujet de l'orthographe allemande avant que les pays germanophones, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et le Liechtenstein n'aient modifié leur position officielle.

Comme la langue allemande est langue d'enseignement et d'alphabétisation à l'école, je suivrai de près le débat sur l'orthographe allemande.

La deuxième question est donc sans objet.

Question 0041 (10.8.2004) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant la nouvelle conception de l'échangeur «Biff»:

Le 15. am Spierkel 2002 hat déi deemoleg Bauteministesch an enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro e Plädoyer geliwwert fir d'Ubannung vun der Collectrice du Sud vum Kreesverkéier «Biff» aus un de belschen Autobunnsréseau (jonction de Sélange).

Den 12. am Lenzmont 2003 koom an der Volleksvertriederkummer eng Motioun zur Ofstëmmung, déi d'Regierung opgefuerdert huet, vun de vir genannte Pläng Ofstand ze huelen.

Dës Motioun gouf och vun der sozialistescher Fraktioun ënnerstëtzt, mä vun den deemolege Regierungsparteien ofgelehnt.

Zënter dem 31. am Heemont 2004 huet eist Land eng nei Regierung mat Membere vun der deemoleger sozialistescher Oppositionspartei. Elo stellt sech folgend Fro:

- Wéi ass d'Positioun vun der neier Regierung zum Pläng vun enger Ubannung vun der Collectrice du Sud vum Rondpoint «Biff» aus un de belschen Autobunnsréseau (jonction de Sélange)?

Réponse (28.9.2004) de M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:

Als Äntwert op d'Fro vum Deputierten Aly Jaerling kann ech Folgendes soen:

D'Deklaratioun vun eiser Regierung preziseiert, datt sech hir Schrëtt um integréierte Verkehrs- a Landesentwicklungskonzept orientéieren.

Wat d'«Liaison Sélange» betrëfft, hält den IVL fest, datt de Bau vun dëser aus verkéierstechnescher Siicht am Bléckfeld vum IVL net dréngend erfuerderlech ass.

Grundsätzlech ass d'«Liaison Sélange» awer eng weider Méiglechkeet fir den Transitverkéier ofzeweckelen. An där Hinsicht, ass am IVL preziseiert, sollt ee sech d'Option fir de Bau vun der «Liaison Sélange» ophalen, an am Kader vun der Weiderentwécklung vum IVL a vun där recommandéierter dräi- bis fënnfjähreger Iwwerpräiwung an Erfolgskontroll sollt d'Noutwendegkeet vum Bau vun der «Liaison Sélange» iwwerkuckt ginn.

Des Weidere gesäit de plurianuelle Programm vum «Fonds des routes» de Projet vum Ubanne vun der Collectrice du Sud un de belschen Autobunnsréseau net vir.

Question 0042 (11.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les risques liés à l'utilisation d'appareils de bronzage:

Am Spierkel 2002 hat den honorable Deputierte Jean Colombara op déi wuessend Zuel vu Sonnestudioen higewisen a kritiséiert, datt kee legale Kader besteet, deen de Betrib vun esou Studioe regelt. Hien huet an deem Kontext op déi wuessend Zuel vun diagnostizéierten Hauttumoreuren higewisen an op de Risiko, deen eng iwwerméisseg UV-Bestrahlung duerstellt. Déi bestehend technesch Kontrollen op fräiwëlleger Basis huet hien als ongenügend duergestellt - si géifen dat eigentlech Zil verfeelen (cf. *compte rendu N°6/2001-2002*).

A senger Äntwert huet den deemolege Gesondheitsminister gesot, säi Ministère géif net a Betruecht zéien, e legale Kader fir Solariebedreiwung auszeschaffen.

Zënter dem 31. am Heemont 2004 huet eist Land e nieie Gesondheitsminister. Elo stelle sech folgend Froen:

- Ass den neie Gesondheitsminister sech de gesondheetleche Risike vun engem onbeduechte Besuch vu Sonnestudioe bewosst - besonnesch fir Kanner a Jugendlecher oder Leit mat besonnesch empfindlecher Haut?
- Ass den neie Gesondheitsminister bereet, am Sënn vun enger preventiver Gesondheitspolitik, e legale Kader fir de kommerzielle Betrib vu Solarien auszeschaffen?

Réponse (14.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

De Gesondheitsministère wäert sech an enger éischer Etapp ëmkucken, ob an den Nopeschlänner de kommerzielle Betrib vu Solarie geregelt ass, a wa jo, wéi. An enger zweeter Etapp ass et dann un der Regierung fir eng Décisioun iwwer eng eventuell Regelung vun där Aktivitéit ze huelen. Wa meng Servicer d'Aufgab kréien, dës oder ähnlech Aktivitéiten ze iwwerwaachen, musse se och mat deem néidege Personal ausgestatt gi fir där Aufgab gerecht ze ginn.

Onofhängeg vun enger eventueller Reglementatioun wäerte meng Servicer Direktiven erausginn iwwert den Ennerhalt vun de Solarien, de virsiichtegen Émgang domat an d'Risiken, déi mat der Benotzung vun deenen Apparate verbonne sinn.

Question 0043 (17.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les nouvelles dispositions des stations de contrôle technique pour les véhicules à deux roues:

Dans une lettre à la rédaction signée de la Motor-Union Luxembourg, cette association se plaint des nouvelles dispositions concernant les stations de contrôle technique de Sandweiler, Esch/Alzette et Wilwerwiltz.

En effet, ces nouvelles dispositions prévoient que les motards doivent attendre dans la même file que les voitures pour pouvoir accéder à l'intérieur des bâtiments du contrôle technique.

Il est évident qu'en cas de pluie, de neige ou de froid les motards ne disposent pas du même confort que les automobilistes.

Avant que ces nouvelles dispositions trouvent application, les motards pouvaient attendre dans une file à l'intérieur de la station de contrôle technique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- si Monsieur le Ministre peut me confirmer cette nouvelle situation;
- dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre peut me faire connaître les raisons de ce changement;
- et enfin si Monsieur le Ministre compte remédier à la situation.

Réponse (16.9.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*:

La question de l'honorable Député a trait aux conditions d'accès des motocycles aux stations de contrôle technique de Sandweiler, Esch/Alzette et Wilwerwiltz.

Dans le passé, les motocycles et les remorques accédaient aux stations de contrôle par les pistes d'attente réservées aux poids lourds.

Or, la forte augmentation au cours des années dernières du nombre de véhicules admis à accéder au hall de contrôle par ces pistes a amené les responsables de la Société Nationale de Contrôle Technique à revoir les critères d'organisation en place.

C'est ainsi qu'ils appliquent, après une phase d'essai d'environ huit semaines, depuis le mois de mai dernier un nouveau concept d'accès faisant que tant les motocycles que les remorques doivent emprunter les mêmes files que les voitures particulières pour accéder au hall de contrôle.

Cette nouvelle situation concerne notamment le site de Sandweiler et partiellement le site de Wilwerwiltz tandis qu'à Esch/Alzette ce système a prévalu depuis l'ouverture en 1993 de cette station.

L'agrandissement projeté de la station de contrôle technique à Sandweiler et le réaménagement concomitant des aires d'attente comportent la création d'une infrastructure de contrôle spéciale pour les motocycles de sorte que leur passage au hall d'inspection deviendra superflu.

À ma demande et en attendant la finalisation de ce projet les responsables de la Société Nationale de Contrôle Technique sont en train de trouver une solution à court terme conciliant les différents intérêts en présence.

Afin de réduire au minimum le temps d'attente et les inconvénients qui en résultent pour les intéressés je me permets de rappeler à l'adresse des motocyclistes comme à tous les autres clients du contrôle technique l'intérêt de respecter les rendez-vous leur attribués pour bénéficier d'un service rapide.

Question 0044 (11.8.2004) de Mme Colette Flesch (DP) concernant l'éducation sportive à l'école:

Dans un entretien avec un organe de presse publié le 4 août 2004, le Ministre a indiqué être heureux si un changement de cap «Tendenzwende» pouvait intervenir en matière de sport scolaire.

- Le Ministre peut-il définir la nature de ce changement de cap?

- Peut-il indiquer quelles initiatives il entend prendre à ce sujet?
- Peut-il préciser par quels moyens politiques, administratifs, réglementaires et législatifs il entend susciter ce changement de cap?
- Peut-il enfin donner une indication quant à la date à laquelle un tel changement de cap peut être attendu?

Réponse (26.10.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*:

L'entretien en ma qualité de Ministre des Sports publié par un quotidien luxembourgeois aurait en principe dû permettre à l'honorable Députée d'en dégager non seulement l'énoncé de la question parlementaire, mais également la réponse concernant le revirement de cap.

Ainsi, dans le contexte du sport à l'école, il s'agit en tout premier lieu de mettre un terme à des pratiques courantes si elles révèlent un certain laisser-aller, de définir les problèmes qui se posent, et d'aller à la recherche de solutions vivables. En guise d'exemple, il y a lieu de citer l'urgente nécessité de consolider les heures actuelles d'éducation sportive dans tous les ordres et degrés d'enseignement et d'en garantir une efficacité accrue, non dernièrement au moyen d'une meilleure exploitation du temps imparti. Le concours d'installations sportives disponibles et adéquates y est tout aussi crucial.

Le fait que le sport ne fait désormais plus partie des compétences directes du Ministre de l'Éducation nationale rend inéluctable un dialogue permanent et une relation de complicité avec la Ministre de l'Éducation nationale. Dans cette optique, le projet pilote «Ganztagesschule» devra concéder sans aucun doute des plages horaires importantes pour l'éducation et la pratique sportive. Si toutefois des réformes étaient prévues pour l'un ou l'autre ordre ou degré d'enseignement, la question des horaires réservés à l'éducation sportive ferait certainement l'objet de mon attention.

En se référant au contenant de l'éducation des jeunes, il est tout aussi utile et nécessaire de renvoyer et même de mettre en exergue dans toutes les actions et contenus en relation avec la santé et le bien-être la mission d'initiation et d'orientation du sport à l'école. À l'heure actuelle, une enquête sur le niveau de la motricité et de la santé de nos jeunes et adolescents est en cours, et les résultats permettront certainement d'identifier diverses déficiences et nécessités dans l'éducation sportive qu'il s'agira dès lors de redresser ou de combler.

En renvoyant au fait que le sport à l'école fait partie du monde sportif tout court, il y a encore lieu d'informer dans le contexte présent que divers services du département ministériel des sports sont actuellement occupés à mener des consultations avec tous les partenaires impliqués dans le but d'identifier des pistes à suivre, notamment au profit du sport scolaire.

Au préalable de toute synthèse des actions précitées, des consultations et dialogues à mener, il est évidemment trop tôt d'envisager dès maintenant des mesures réglementaires. Le changement de cap deviendra apparent avec l'aboutissement convergent des actions en cours et à démarrer.

Question 0045 (12.8.2004) de Mme Colette Flesch (DP) concernant le sport scolaire:

- La Ministre estime-t-elle, comme son collègue le Ministre des Sports, qu'il serait souhaitable qu'un changement de cap intervienne en matière de sport scolaire?

- Entend-elle prendre des initiatives à ce sujet?
- Dans l'affirmative, quelles seraient ces initiatives?

Réponse (14.9.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

À ce stade, le Ministre des Sports ne m'a pas encore soumis le détail de ses propositions, ce qui ne me permet pas de prendre position sur un sujet qui à mes yeux revêt une grande importance et qui, compte tenu de la répartition des ressorts ministériels, implique une concertation et une coopération nouvelles.

La santé de nos élèves est à considérer comme un tout dans lequel l'activité sportive est un élément incontournable et important. Cette activité est largement dépendante des attitudes et mentalités des jeunes et les cours d'éducation sportive dispensés à l'école peuvent utilement contribuer à influencer celles-ci de façon positive.

Je me prononcerai en temps utile sur les initiatives à prendre, notamment lorsque je serai en possession des conclusions de l'étude portant sur la mobilité des jeunes au Luxembourg. En coopération avec l'Université de Karlsruhe, mon département a procédé, avec des représentants du Ministère de la Santé, de l'association des enseignants en éducation physique et sportive, de la LASEL, de l'ENEPS et de la LASEP, en 2003/2004, à une analyse exhaustive de l'état de santé des élèves à l'école primaire et au lycée. Les analyses sont en cours et il est prévu de publier les résultats dans le courant de l'année 2005.

Question 0046 (17.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le contrôle policier des cyclistes et des piétons:

D'Kontrolle vun eiser Police schénge sech virun allem op Autos-respektiv Motosfuierer ze konzentrieren. Vélosfuierer a Foussgänger stellen awer och eng wichteg Komponent vum Stroosseverkéier duer. An de Berichter iwwert d'Polizei-aarbecht an och an de Preventiouns- a Sensibiliséierungscampagné schéngen dës béid genannete Verkéiersacteuren awer keng Roll ze spillen.

Dofir folgend Froen:

1. Wéi vill Vélosfuierer goufen am vergaangene Joer kontrolléiert an eventuell och protokolléiert a weint wéi enge Verkéiersdelikter?
2. U wéi villen Accidenter waren amselwechten Zäitraum Vélosfuierer bedeelegt an a wéi ville vun deenen Accidenter hu se deelweis oder ganz d'Responsabilitéit gedroen?
3. Hu scho Leit Punkten op hirem Führerschäi verluer, duerch un Velo-respektiv als Foussgänger begaange Verkéiersdelikter?
4. Stellt sech am virgefrote Kontext net och d'Fro vun der Gerechtegkeet par rapport zu Leit ouni Führerschäin, déi weint esou Delikter keng Punkten ofgezu kréien?
5. Wéi vill Plainté gouf et am vergaangene Joer (oder gëtt et am Schnëtt) schonns géint Vélosfuierer-respektiv Foussgänger weint iergendwellechen Delikter am Verkéier?
6. Ka bei dëse Plainten de vermeintlechen Auteur vum Delikt och ëmmer identifizéiert ginn oder stellt déi feelend Identifikationsnummer (Nummerschëld) en Hënnernes fir d'Identifikatioun vum eventuelen Auteur duer?

7. Wat gëtt an de Schoule ge-maach, fir de Kanner, déi jo och als Foussgänger a Vélosfuierer um Stroosseverkéier participéieren, de Code de la route beziéungsweis déi fir si relevant Elementer bäizebréngen a misst eng Verkéierserzéiung am fréien Alter net integrale Bestanddeel vum Schoulprogramm ginn?

Réponse (20.10.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

La police contribue depuis longue date à la sécurité routière des enfants en mettant l'accent sur la prévention des accidents. Ainsi, les forces de l'ordre sont régulièrement présentes dans les établissements scolaires en initiant les plus jeunes aux règles inhérentes à la sécurité routière. De telles activités sont élaborées en collaboration étroite avec le corps enseignant et les autorités communales.

Pour ce qui est du contrôle des cyclistes et piétons, il y a lieu de signaler que la police grand-ducale a réprimé en 2003 26 cyclistes, essentiellement pour n'avoir pas respecté les feux rouges ou les accès interdits, tandis que 54 piétons ont été sanctionnés, notamment pour avoir traversé la chaussée en dehors des passages protégés.

Des cyclistes ont été impliqués en 2003 dans 62 accidents, 23 d'entre eux ont été blessés. Quatre cyclistes ont dû être verbalisés. Durant cette même période 130 piétons ont subi des blessures; 45 procès-verbaux ont été dressés à leur encontre.

Question 0047 (17.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les suppléments première classe dans les hôpitaux:

Wann e Patient am Spidol fir en „1.-Klass-Zëmmer“ optéiert, da muss en net nëmme e Supplément un Zëmmerpräis bezuelen. Laut enger entsprechender Konventioun tëscht der Krankekesenunion (UCM) an der Doktersvereinigung (AMMD) kënnen d'Dokteren op allen hiren Dénngschtleeschungen den 1.-Klass-Patienten en Opschlag vu 66% froen.

Datt de Patient fir de Confort vun engem Ee-Bett-Zëmmer en Opschlag muss bezuelen, ass verständlech.

Net ze verstoen ass awer dee Supplément vu 66% op allen Dokteschkäschten - esouguer deenen am Operatiounssall.

Dëse Supplément ass ëmsou méi onverständlech ewéi d'Tariffer iwwert déi vergaange Jore konstant ugepasst goufen, fir den tatsächleche Käschte vun den Dokteschleeschungen ze entsprechen - mä och nodeems d'Chamber d'Iescht Joer (de 17. am Heemount) e Gesetz gestëmmt huet, dat den Dokteren eng duerchschnëttlech Augmentatioun vun hirem Verdéngscht vu 6,62% bruecht huet.

Dofir folgend Froen:

1. Ass de Gesondheitsminister nach ëmmer der Meenung, wéi e se als Deputéierten den 29. am Haartmount 2002 a senger Aktualitéitsstonn iwwert de Konventionement vun den Dokteren geäussert huet: „Et gëtt och elo scho Beispiller, wou d'Dokteren op méi staark Leeschtunge kënnen zréckgräifen (oder) méi eng staark Tarifikatioun (...) och, an dat ass vläicht net dat bescht Beispill op dat mer solle goen, d'éischt Klass an de Spideeler wou mer éischer sollen dervun ewechkommen.“
2. Wat ass d'Existenzberechtigung vun deem genannte Supplément op de Leeschtunge vun de Medeziner - wat gëtt et méi bei zum Beispill enger „1.-Klass-Blindarmoperatioun“ par rapport zu enger „2.-Klass-Blindarmoperatioun“?

3. Ass dëse Supplément vu 66% hautdësdags net iwwerlieft, a falls jo, wéini gëtt en ofegeschaaft?

4. Gëtt dëse Supplément konsequent vun den Doktere gefrot a wéi vill u Méikäschte bedeit dat fir d'Patienten - schätzungsweis - un nationale Plang?

5. Ass de Gesondheitsminister net och der Meenung, datt d'Méiglechkeet bei „1.-Klass-Patienten“ méi ze verdéngen, net automatesch an eng Zweeklassesmedizin féiert, andeems dës Patienten allgemeng bevirdelegt behandelt ginn an déi net esou finanzkräfteg Krankeverschert dowéinst zum Ofschloss vun Zousazversécherunge souzeseo gezwonge ginn?

6. Wéi huet sech d'Relatioun vun Ee-Bett-Zëmmer par rapport zu Méibettzëmmeren an deene vergaangene fënnf Joer entwéckelt?

Réponse (12.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

La question parlementaire de l'honorable Député porte sur le bien-fondé de l'augmentation des tarifs médicaux de 66% pour les patients ayant opté pour une chambre de première classe lors d'un traitement hospitalier.

Il est clair qu'une telle augmentation ne peut se justifier par un traitement médical différent des patients de première classe par rapport aux autres. En effet notre système de santé et d'assurance maladie-maternité est à juste titre fier de pouvoir garantir un même traitement médical à tous les patients, indépendamment de leurs conditions de ressources financières.

Ceci étant dit, les majorations des tarifs lors d'une hospitalisation de première classe ne peuvent être supprimées sans discussions et négociations préalables. En effet l'article 66 du Code des assurances sociales stipule de manière explicite que les conventions pour les médecins et pour les médecins dentistes prévoient obligatoirement les modalités du dépasement, à charge des assurés, des tarifs fixés pour l'hospitalisation en première classe.

Bien évidemment les augmentations des tarifs en cas d'hospitalisation de première classe constituent une part importante du revenu des médecins spécialistes exerçant en milieu hospitalier, montant qui en 2002 dépassait les trois millions d'euros. Il est indéniable qu'il s'agit d'une somme importante, ce qui constitue une incitation pour les assurés de s'affilier à une assurance complémentaire de maladie.

Le nombre des journées facturées en première classe par rapport au total des journées hospitalières est resté relativement constant au cours des dernières années. Pour l'ensemble des hôpitaux aigus budgétisés on compte +/-14% de journées en première classe. Ce taux monte à environ 17% si on exclue le CHNP qui ne dispose pas de chambre de première classe. Il faut signaler également que le nombre de chambres de première classe - et donc des journées en première classe - varie fortement d'un hôpital à un autre.

Comme l'abolition des majorations de tarifs pour la première classe mènera à une discussion sur d'éventuelles compensations pour les médecins concernés et comme la question du financement de telles mesures aurait des répercussions non négligeables pour les caisses de maladie, je ne manquerai pas de charger le comité quadripartite de ce dossier.

Question 0048 (18.8.2004) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant les modalités de mise en oeuvre de la loi relative aux effets légaux de certains partenariats:

La loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats qui vient d'être publiée au Mémorial entrera en vigueur le 1^{er} septembre 2004.

La mise en pratique de cette nouvelle loi pose un certain nombre de problèmes qu'il est préférable de résoudre préalablement en assurant, si possible, une application uniforme des textes sur le plan national.

Est-ce que le Gouvernement entend informer les communes sur les modalités pratiques de la mise en œuvre de la législation sur les partenariats déclarés?

Le Gouvernement entend-t-il faire usage de la faculté lui réservée par la loi de «déterminer le contenu et les formalités de la déclaration (de partenariat) et des documents à joindre» par voie de règlement grand-ducal?

Réponse commune (30.9.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice* et de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

Le Gouvernement informe l'honorable Député que préalablement à l'entrée en vigueur de la loi du 9 juillet 2004, qui aura lieu le 1^{er} novembre 2004, une circulaire concernant les aspects pratiques sera adressée aux communes au cours du mois de septembre 2004.

Question 0049 (18.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la ratification de la Constitution européenne:

Laut dem Artikel IV-8 vum EU-Verfassungstraité trëtt dësen Traité eréischt a Kraaft, wann e vun alle 25 EU-States ratifizéiert gouf.

Eng ganz Rëtsch vun Unionsstaaten hu schonns decidéiert, hiert Vollek iwwert dësen Traité ofstëmmen ze loossen, an och déi Lëtzeburger Volleksvertrieeder hunn den 1. am Heemount 2004 unni Géigestëmm decidéiert, dat ganz Statsvollek an d'Entscheidung iwwert dëse folgeräiche Schratt anzubeziehen.

Wann d'Lëtzeburger dës iwwernational „Verfassung“ oflehne géifen, géing net nëmmen dee Verfassungstraité EU-wäit net a Kraaft trieden - wat keen Drama wier, et géillt weider de Vertragsstand vun Nizza -, mä et kéint sech och d'Fro vun engem EU-Austrëtt stellen, wann den EU-Rot, dee sech da mat dëser Problematik misst befaassen, zu kenger zefridde steller Léisung kéim.

Eng seriö a virauskuckend Politik ass op all méiglech Szenarie virbereet an huet Handlungsalternativen och fir de Fall, wann et net esou geet, ewéi ee sech dat erwaart.

Op jidde Fall besteet am Virfeld vun dësem Referendum e massive Klärungsbedarf iwwert déi méiglech Konsequenze vun engem „negativen“ Ausgang vum Vote.

Dofir dës Froen:

1. Falls d'Lëtzeburger géingen „Neen“ stëmmen, géing et dann zu engem neie Referendum kommen, a wéi eng Konsequenze géinge sech doräusser fir d'Lëtzeburger Diplomatie erginn, a virun allem op wéi enge Punkte vun der „EU-Verfassung“ géif Lëtzebuerg dann am EU-Rot noverhandelen?
2. Falls aner Staaten e Verbleif an enger „Nizza-EU“ virzëie géifen (no gescheiterte Ratifizierungen) a Lëtzebuerg an aner EU-States hätten de Verfassungstraité ratifizéiert, géing de Bausseministère da proposéieren, mat op de Wee vun engem Käreuropa ze goen, andeems Lëtzebuerg aus der „Nizza-EU“ géing austrieden an an déi nei „Verfassungs-EU“ géing antrieden?

3. Bestinn am Bausseministère méiglech Szenarie fir en EU-Austrëtt vu Lëtzebuerg?
4. Bestinn „Verhandlungsszenarien“ fir de Fall vun engem kompletten EU-Austrëtt, fir zum Beispill eng méi enk politesch a wirtschaftlech Zesummenaarbecht mat anere fräie Staaten an Europa (zum Beispill Norwegen, Schwäiz, Island, Liechtenstein) oder esouguer am Rescht vun der Welt ze realiséieren, wat jo hautdësdays, am Zäitalter vun der Satellitekommunikatioun an den Iwwerschallfluch, kee grundsätzleche Problem méi dierft duerstellen?
5. Wat wier, wann en EU-Austrëtt vu Lëtzebuerg net vun den EU-Instanzen (EU-Parlament) oder deenen aneren EU-States akzeptéiert géif ginn (Ministerrot)? Kéint dat zu Strofmesuren, ewéi schonn am Fall vun ongenehme Wahlergebnissen (Eisterräich) geschitt, féieren oder zu méi drastesche Mesuren? Besteet och fir esou e Fall een oder verschidden Handlungsszenarien?
6. Hätt en EU-Austrëtt vun iergendengem vun de Benelux-States iergendwellech konkret Auswirkungen op déi existéierend Benelux-Wirtschaftsunioun?
7. Wat wieren d'Konsequenze vun engem EU-Austrëtt vu Lëtzebuerg op eis Memberschaft am Euro-Währungssystem?

Réponse (21.9.2004) de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

1. Den Artikel IV-447 vum europäesche Verfassungstraité gesäit en effet vir, dass den Traité an den EU-Memberstaaten entspreichend hiren nationale Verfassungsregele ratifizéiert gétt. Dementspreichend hu bis dato 10 vu 25 Memberstaaten, ënnert hinnen och Lëtzebuerg, ugekënnegt, am Kader vun de Ratifikatiounsprozeduren e Referendum ofzehalen.
2. Zu Lëtzebuerg bestätegt den neie Koalitionsaccord d'Déci-sioun vum Regierungsrat vum 27. Juni 2003, sou dass déi europäesche Verfassung, no engem Vote an der Chamber, engem Referendum ënnertuecht gétt. Gemäss dem Regierungsprogramm iwwert d'Europapolitik gétt d'Regierungsarbeit en vue vum Referendum beim Ausseminister koordinéiert.
3. Eng Deklaratioun zum europäesche Verfassungstraité gesäit vir, dass am Fall wou zwee Joer no der Signature vum Traité nëmme 4/5 vun den EU-Memberstate ratifizéiert hunn, den Europäesche Rot vun de Stats- a Regierungschefe sech mat dëser Fro befaast.
4. D'Regierung wäert sech an den nächste Méint resolut dofir asetzen, dass Lëtzebuerg den europäesche Verfassungstraité ratifizéiert. An dësem Sënn gétt eng Informationscampagne souwéi en Débat organiséiert, déi sech als Zil setzen, all Froen am Dialog mam Bierger an ënnert der Bedeelegung vun alle politeschen Akteuren an interesséierten Organisatiounen am Land ze klären.
5. An dësem Kontext ass et fir déi Länner, déi den europäesche Verfassungstraité per Referendum ratifizéieren, nëtzlech, sech mat hire Partnern an der EU ze beroden, fir hir Informationspolitik ze koordinéieren.
6. Et läit an eiser konstitutioneller Logik, dass d'Regierung sech mam Parlament konzertéiert, wann et heescht, e Referendum ze organiséieren. Dobäi

ass et zu Lëtzebuerg eng Traditioun, dass déi demokratiesch Parteien am Parlament bei wichtegen europäesche Froen de Konsens sichen.

De 5. August huet d'Chamber eng Motioun gestëmmt an där d'Regierung an hiren Efforte fir e Referendum ze organiséieren ënnerstëtzt gétt. D'Chamber invitéiert d'Regierung des Weideren, sech d'Moyenen ze ginn, fir zesumme mat all de Parteien an „forces vives“ den Débat iwwert déi europäesch Verfassung ze organiséieren an den Dé-lai fir de Referendum gemeinsam mat der Chamber ze arrétéieren. D'Regierung hält dës Invitatioun un.

Question 0050 (20.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les mesures de prévention contre la légionellose:

D'Wochenzeitung „Le Jeudi“ beschäftegt sech an hirer aktueller Editioun ënnert anerem mat der sou genannter Legionärskrankheet, eng Krankheet, déi duerch Bakterien (legionella pneumophila) ervirgeruff gétt, déi ideal Liewensbedingungen a stehendem waarme Waasser fannen. D'Virkomme vu Legionellen a Klimatisatiounsanlagen kann zu regelrechten Epidemie féieren.

Kritiséiert gétt, datt zu Lëtzebuerg keng speziell Légsatioun fir d'Preventioun vun der Legionärskrankheet géing existéieren.

Den Expert, deen d'Wochenzeitung zu Wuert komme léisst, schléisst eng méiglech Epidemie zu Lëtzebuerg net aus. Dëst well a sengen Aen einfach Recommandatiounen duerch de Gesundheitsministère un d'Entreprises an öffentlech Institutiounen oder öffentlech zougänglech Aarichtunge fir d'Verbreedung vun dësem Krankheetserreger ze ënnerbanen net géingen duergoen. Dat eenzegt probat Mëttel géint dee Krankheetserreger wieren obligatoresch a regelméisseg preventiv Analyse vun de potenzielle Propagatiounsanlagen.

Am August 2002 war eng ze héich Konzentratioun vu Legionellen a Sanitäreanlagen un Campus Geeseknappche Géigestand vun enger parlamentarescher Ufro (cf. *compte rendu N°3/2002-2003*). Den deemolege Gesundheitsminister hat sech a senger Äntwert éischer reservéiert par rapport zu gesetzleche Mesuren an Obligatiounen an deem Beräich gewisen.

Dofir dës Froen:

1. Ass den Här Gesundheitsminister der Meinung, datt déi aktuell Recommandatiounen duerginn oder datt een am Interessi vun enger preventiver Gesundheitspolitik a Saache Legionellos gesetzlech Mesuren ergräife muss?
2. Wéi beuerteelt de Gesundheitsministère d'Entwécklung am Beräich vun der Preventioun vun der Legionärskrankheet an eisen Nopeschstaaten a besonnesch a Frankräich?

Réponse (17.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

D'Direktioun vun der Santé huet am Zesummenhang mat der Virbeugung vun der Legionellos eng Rei Strategien entwéckelt, déi an enger Annex zu dëser Äntwert opgësch ginn (annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).

Meng Déngschter wäerte Kontakt mat deem oder deene Länner opuelen, déi eng Gesetzgebung an dëser Saach hunn; Holland ass an deem Fall. Wichtig ass et net nëmme fir Kenntnis vun de gesetzleche Bestëmmungen ze kréien,

mä och fir ze gesinn, wéi d'Anhale vun esou enger Reglementatioun ze iwwerwaachen ass.

Duerno wäert da gepréift ginn ob et sënnvoll ass, eng Reglementatioun ze huelen, a wa jo, wéi se ausgesi soll.

Question 0051 (20.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la loque américaine des abeilles:

Am Oste vum Land sinn d'Beie vu sechs Imkere vun der amerikanescher Faulbrut betraff. Well et sech heibäi ëm eng geféierlech béisarteg Erkrankung vum Beievolek handelt an dës Erkrankung an den allermeeschte Fäll zur Zerféierung vum betraffene Beievolek féiert an de betraffenen Imkeren e grouse wirtschaftleche Schued mécht, muss hei rigoros intervenéiert ginn.

An Däitschland hunn an de leschte Jore preventiv Reienënnersichungen („Faulbrutmonitoring“), bei deene Fudderkrantzprouwen op Faulbrutsporen ënnersicht gi sinn, gehollef vill Infektiounen zu engem ganz fräien Zäitpunkt ze erkennen. An deene meeschte Fäll war et esou méiglech den Ausbroch vun der Krankheet ze verhënneren. D'Vernichtung vum betraffene Beievolek war oft net néideg. Esou konnt och verhënner ginn, datt déi Krankheet sech onbemierkt ausbreede konnt.

Duerch d'Entwécklung vu mikrobiologeschen Diagnoseverfuere konnt den Erreger vun der amerikanescher Faulbrut virum Optriede vu klinische Symptomer am Kader vun engem prophylakteschen Ennersichungsprogramm entdeckt ginn.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Ginn zu Lëtzebuerg am Kader vun der Bekämpfung vun der amerikanescher Faulbrut bei de Beie vorbeugend Reienënnersichungen (Faulbrutmonitoring) gemaach?
- 2) Wann neen, ass am Landwirtschaftsministère schonns dru geduecht ginn, esou prophylakteschen Ennersichungen duerchféieren ze loossen?
- 3) Wéini ass och zu Lëtzebuerg mat der Aféierung vun esou engem prophylakteschen Ennersichungsprogramm ze rechnen?

Réponse (15.9.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

La loque américaine est une maladie cosmopolite grave et fortement contagieuse pour les larves des abeilles causant d'importantes pertes économiques aux apiculteurs.

La loque américaine a été définie par le législateur comme maladie à déclaration obligatoire aux fins d'assurer la notification de sa détection dans les meilleurs délais et d'endiguer de cette manière sa propagation.

Dës la détection de la loque américaine sur le territoire luxembourgeois, les services vétérinaires, en collaboration étroite avec les experts de la Fédération de l'Union apicole de Luxembourg, ont mis en œuvre des mesures sanitaires telles la destruction des ruches atteintes, l'élimination respectivement la désinfection des objets apicoles contaminés et la délimitation d'une zone interdite de 3 km de rayon et d'une zone d'observation de 5 km de rayon autour des foyers.

Toutes les ruches de ces zones à restrictions sanitaires ont été visitées et contrôlées permettant de détecter, sur base des signes cliniques et sur base des analyses de laboratoire, six foyers de loque américaine dans l'est du pays

dans la région frontalière avec l'Allemagne. Ces visites de contrôle, effectuées par les services vétérinaires et les experts apicoles, sont en train de s'élargir le long de la frontière avec l'Allemagne, étant donné que les enquêtes épidémiologiques permettent de conclure à une contamination venant de la Rhénanie-Palatinat où cette maladie ravage les ruches depuis un certain moment, à l'insu des autorités compétentes luxembourgeoises.

À ces contrôles sur place viendront s'ajouter début octobre des échantillonnages systématiques des réserves de nourrissage des larves d'abeilles pour une mise en évidence éventuelle des spores infectantes du bacille de la loque américaine. C'est en effet à cette période que la concentration des spores, s'il y en a, est généralement la plus forte dans le matériel de nourrissage et de ce fait plus facile à détecter au laboratoire.

Ce monitoring ne se limitera pas aux ruches des zones à restrictions sanitaires, mais devra permettre d'avoir une vue globale sur l'état sanitaire des colonies d'abeilles sur tout le territoire.

À noter que le Luxembourg ne pourra récupérer son statut de pays indemne de la loque américaine qu'après au moins deux examens bactériologiques négatifs effectués dans un intervalle minimal de six mois.

Question 0053 (24.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les faux billets de banque:

An der Lescht gétt mer méi dacks zougedroen, datt d'Keessepersonal a verschiddene Geschäfte sech weigert gréisser Euro-Schäiner - ab 100 Euro bis 500 Euro - als Bezuelung unzehuelen. De Client gétt an deem Fall opgefuerdert mat senger Bankkaart oder mat méi klenge Schäiner ze bezuelen. Als Grond gétt uginn, datt sech an der Lescht d'Fall vu Falschgeld massiv geheeft hätten an déi zur Verfügung stehend Kontrollapparater dës nei falsch Euro-Schäiner net erkenne géifen.

Och héiert een an deem Kontext ëmmer erëm, datt de Vendeusen/Vendeure vun hire Virgesetzte gedroht gétt, Falschgeld, dat se géingen encaisséieren, géif hinne vun der Pai ofgezunn.

Dofir dës Froen:

1. Stëmmt et, datt a leschter Zäit hei am Land geheeft Falschgeld an den Emlaf komm ass oder kënn - a wa jo, wéi gedenkt de Minister deem entgéintzewirken?
2. Ass de Refus vum Commerce eng Währung unzehuelen - ënnert wéi enger Form och ëmmer -, déi „cours légal“ hei am Land huet, net illegal?
3. Dierfen d'Geschäfte de Client opfuere an enger anerer Form wéi mat Borgeld ze bezuelen, dierfe se de Client och dozou „zwéngen“?
4. Wat sinn d'Rechter/d'Méiglechkeete vum Client, falls hie keng Kreditkaart huet oder d'Geld net méi kleng huet, d'Wuer awer och net wëllt leie loossen, d'Keessepersonal sech awer weigert, sai Borgeld unzehuelen?
5. Wier de Minister bereet, den Handel bei der Uschafung vun (gëeegteren) Apparater fir d'Falschgelderkenning finanziell ze ënnerstëtzen?
6. Kann e Betrib higoen a sai Keessepersonal finanziell haftbar maache fir encaisséiert Falschgeld?

Réponse (21.9.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

En application de l'article 10 du règlement (CE) N°974/98 du Conseil

du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro, les billets libellés en euros ont cours légal au Luxembourg.

L'article 11 du règlement précité précise en ce qui concerne les pièces que celles-ci ont également cours légal, mais que nul n'est tenu d'accepter plus de cinquante pièces lors d'un seul paiement à l'exception de l'autorité émettrice et des personnes spécifiquement désignées par la législation nationale de l'État membre émetteur.

L'euro ayant cours légal, il n'est pas possible pour un commerçant de refuser le paiement à l'aide de billets et de pièces libellés en euros, c'est-à-dire qu'un commerçant ne peut refuser le paiement à l'aide de billets de 100, 200 ou 500 euros pour autant que le montant de la transaction est égal ou supérieur au montant des billets présentés. Par contre, il n'existe pour un commerçant aucune obligation de disposer dans sa caisse de liquidités pour rendre la monnaie au cas où un client ne peut pas faire l'appoint. Ainsi un commerçant serait dans son droit de refuser p. ex. un billet de 500 euros pour le paiement d'une marchandise ne coûtant que quelques euros.

D'après les renseignements du Parquet général, il y a eu deux jugements de condamnation en matière de fausse monnaie en 2003, l'un à Luxembourg et l'autre à Diekirch.

Question 0054 (24.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le budget de la Communauté européenne:

Et war ze liesen an ze héieren, datt den neien EU-Kommissiounspresident méi Geld vun de Memberstate gefuerdert huet a sech och kloer géint eng strikt Begrenzung vun den EU-Dépenses ausgeschwat huet. Déi däitsch Regierung huet prompt reagiert an all weider finanziell Belaaschtung kategoresch ofgelehnt.

Däitschland ass mat aneren Netto-bezueler an der EU, wéi Holland, Frankräich, England, Schweden an Éisterräich, fir eng Begrenzung vum EU-Budget op maximal 1% vum EU-Bruttonationalakommes. Den neie Kommissiounspresident bekennt sech awer zu engem Virschlag vun der viregter Kommissioun deen däitlech iwwert deem genannte Grenzwäert läit.

Lëtzebuerg befëhnt sech an engem Kontext an deem iwwer national budgetär Beschränkungen no-geduecht gëtt an Aschränkungen esouguer um soziale Plang ze befäerte sinn. D'Kommissiounspläng kéinte bedeiten, datt an deem schwierigen nationale Kontext zousätzlech Finanzmëttel missten un d'EU ofgetruede ginn. D'Lëtzebuurger Regierung huet sech bis elo net offiziell zu deene genannte Bestriewunge vun der neier Kommissioun geäussert.

Dofir des Fro:

- Lëtzebuerg ass och en „EU-Nettobezueler“ - pro Kapp gekuckt esouguer dee gréissten. Wéi steet d'Lëtzebuurger Regierung zur Forderung respektiv den Äusserunge vum neien EU-Kommissiounspresident?

Réponse (17.9.2004) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:

D'Lëtzebuurger Regierung huet sech ganz zefridde gewise mat de Virschléi vum Kommissiounspresident Romano Prodi zu der zukünftiger Gestaltung vun den EU-Finanzan a si begréisst et och, dass deen neie Kommissiounspresident un deene Virschléi wëllt festhalen.

Obwuel Lëtzebuerg zu den Netto-bezueler zielt, hu mir am Dezember vum leschte Joer de Brëif vun deene sou genannten „Sechs“, déi sech fir e Plafonnement vun den

EU-Ausgaben op 1% ausgeschwat hunn, bewosst net mat ënnerschriwwen. An engem Europa dat den 1. Mee gewuess ass, dat och nach an Zukunft wäert weider wuessen a sech ëmmer nei Aufgaben an Zilsetzungen unhëlt, mussen och déi néideg Finanzmëttel zur Verfügung stoen.

D'Regierung ass der Meenung, dass 1% net kann duergoen. Och géif d'Regierung sech net weigere fir der Unioun méi Mëttel zur Verfügung ze stellen, als Zeeche vun der Solidaritéit vun de Lëtzebuurger mat de manner entwéckelte Regiounen an Europa.

Question 0055 (25.8.2004) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'exécution de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel:

En vertu de l'article 17 de la loi susmentionnée, certains traitements de données doivent être autorisés par règlement grand-ducal. Il en est ainsi des traitements d'ordre général nécessaires à la prévention, à la recherche et à la constatation des infractions pénales qui sont réservés, conformément à leurs missions légales et réglementaires respectives, aux organes du corps de la police grand-ducale, de l'Inspection générale de la Police et de l'Administration des Douanes et Accises. Il en va de même des traitements relatifs à la sûreté de l'État, à la défense et à la sécurité publique ou encore de ceux effectués dans le domaine pénal en vertu de conventions internationales, d'accords intergouvernementaux ou dans le cadre de la coopération avec l'Organisation Internationale de Police Criminelle (OPIIC-Interpol). Toujours d'après l'article 17 de la loi de 2002, le règlement grand-ducal doit entre autres déterminer le responsable du traitement, la condition de légitimité du traitement ou encore sa ou ses finalités.

Or, sauf erreur de ma part, aucun règlement grand-ducal d'application n'a été pris jusqu'à présent.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir si le Gouvernement entend y remédier dans un proche avenir, alors qu'il s'agit d'un domaine particulièrement sensible.

Réponse conjointe (22.10.2004) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice et de M. Jean-Louis Schiltz, Ministre délégué aux Communications:

En date du 7 juin 2004, le Conseil d'État a été saisi pour aviser un projet de règlement grand-ducal portant création et exploitation d'un fichier des personnes ayant subi un avertissement taxé en matière de circulation routière, projet dont l'article 17 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel constitue une des bases légales.

Ledit projet a pour objet d'autoriser la police grand-ducale à créer et à exploiter un fichier des personnes ayant subi un avertissement taxé en matière de circulation routière. En application des dispositions de la loi du 2 août 2002 précitée et notamment de son article 17, le projet de règlement visé traite des aspects liés à la protection des personnes à l'égard des traitements des données, en particulier en ce qui concerne la finalité du traitement, le responsable du traitement, les catégories de données collectées et traitées, les tiers pouvant obtenir communication des données, de la durée de conservation des données et l'autorité de contrôle chargée de la surveillance de la mise en œuvre du traitement.

Le projet vise à mettre en concordance

- la loi du 2 août 2002 modifiant la loi du 14 février 1955

concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (introduisant le permis à points) et

- la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Par ailleurs, un avant-projet de règlement, pris sur base de l'article 17 de la loi précitée, qui a pour objet d'autoriser la police grand-ducale à créer et à exploiter un fichier de données à caractère personnel de police générale dénommé POLISS INFORMATIONS SYSTEM (en abrégé POLISS) aux seules fins de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infractions pénales, est actuellement en cours d'élaboration.

L'avant-projet de règlement tiendra compte de l'évolution du système informatique de la police dans le respect des dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Il remplacera ainsi l'actuel règlement modifié «INGEPOL» du 2 octobre 1992.

Question 0056 (25.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la situation déficitaire des caisses de maladie:

Virgèschter huet den Här Gesondheitsminister op der Tëlee d'Noutwendegkeet vu néidege Reformen am Krankeesewiese betount a versicht d'Lëtzebuurger schonns emol mental op méiglech Aschnëtt anzustellen.

Ënner anerem gouf gesot, datt mer mat engem „seriöse Problem an de Krankeese konfrontéiert“ sinn an datt mer „op zolidd Defiziter“ histeieren. Dowéinst misste mer „net nëmme kleng Plooschtere fannen, fir drop ze pechen, mä mer musse Solutiounen am Dialog fannen, déi et eis erlaben net all Joers erëm iwwer Krankeesendefiziter ze schwätzen.“ Dëst ass u sech näischt Neies, well scho virun de Wahle bekannt; nei ass, datt méiglech Leeschtungskierzungen open ugeschwat ginn: „(...) meng Approche net déi ass, fir elo bei deene Problemer an de Krankeese just mat der Schéier dorëmmer ze lafen, fir Leeschtungen ze kierzen...“ - also och - „...mä eng Bestandsopnahm ze maachen (...)“.

Dofir des Froen:

1. Wéi ass déi zitëiert Ausso vun „net nëmme kleng Plooschtere fannen“ ze verstoen - heescht dat, datt den neie Gesondheitsminister och bereet ass strukturell Reformen unzegeen, fir Geld ze spueren - zum Beispill eng Fusioun vun de Krankeeseen?
2. Wéi steet den Här Minister zu enger Fusioun vun de Krankeeseen - doranner géing e gewaltegen Aspuepotenzial bestoen?
3. Ass den Här Minister bereet, nei Weeër anzeschloen, wat d'Alimentatioun vun de Krankeeseen ugeet, fir esou Leeschtungskierzungen ze vermeiden - zum Beispill iwwert d'Aféierung vun enger «Cotisation-Santé», op erwiernermosse gesondheetschiedleche Produkter, déi integral de Krankeeseen zoukomme géing a wéi steet den Här Minister zu dëser Iddi?
4. Wéi bewäert den Här Minister de Virschlag, den „tiers payant“ ze generaliséieren - esou kéinte Verwaltungskäschten agespuert ginn?
5. Wéi steet den Här Minister zu enger méiglecher Aféierung vun engem „Gesondheetspass“ - esou kéinten iwwer-

flesseg Méifachënnersichungen an Analyse vermidde ginn an d'Behandlungen allgemeng méi zilorientéiert oflafen?

6. Wéi ass d'Positioun vum Här Minister, wat déi méiglech Schafung vun engem zentralen Akafsservice fir eist Spidolswiesen ugeet - Aspueungen, duerch méi bëlleg Akafspräisser, wieren och do méiglech?

Réponse (12.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Fir de Moment ass en Aarbechtsgrupp amgaang, fir am Hibleck op d'Quadrupartite vum 13. Oktober Pisten ze exploréieren, mat deenen een de Budget an eise Krankeeseen an d'Gläichgewicht bréngen kann. Dobäi beweege mer eis am Kader vum Krankeesegesetz vun 1992.

D'Diskussioun iwwert d'Struktur vun de Krankeeseen ass keen Tabu, setzt awer e Konsens mat de Sozialpartner viraus.

D'Taxatioun vu gesondheetschiedleche Gidder ass eng Diskussioun, där ech mech gär stellen. Wat d'Generaliséierung vun tiers payant ugeet, esou ass se net am Regierungsprogramm virgesinn.

De Prinzip vun engem Gesondheetspass ass mir sympathesch an éischt Schrëtt an déi Richtung lafe schonn.

Selbstverständlech ënnerstëtze mer all verbessert Zesummenaarbecht tëscht de Spideeler, also och eng gemeinsam Akafsstrategie.

Question 0057 (25.8.2004) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant l'état de santé de plusieurs ouvriers du SIDEC:

Am Kontext vun der Deponie Sidec hat den deemolege Gesondheitsminister op meng parlamentaresch Fro N°1430 Folgendes geäntwert: «Meng Servicer sinn op ee méigleche Problem opmierksam gemaach ginn duerch den aarbechtsmedizinische Service, dee fir de SIDEC zoustänneg ass, dee bei verschidden Aarbechter Longen an Hautproblemer festgestallt huet» (cf. *compte rendu N°3/2007-2002*).

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi ass den aktuelle Gesondheitszoustand vun dësen Aarbechter a wéi hat sech hir Krankheet entwéckelt respektiv verännert?
2. Wéi eng Schlussfolgerunge si bis elo heierausser gezu ginn?

Réponse (24.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Den aktuelle Gesondheitszoustand vun den Aarbechter vun der SIDEC a speziell vun deenen aus der Kompostanlag ass no den Aussoe vum zoustännegen Aarbechtsmedeziner klinesch zefriddestellend; et wiere keng nei Longen an Hautproblemer festgestallt ginn. Konzentratioune vu chemesche Substanzen a Schimmelpilze sinn op der Aarbechtsplaz gemooss ginn a verännere sech mat dem Gärungsprozess; si erreeche keng gesondheetlech akut Schiedegungsniveauen.

No de Moossungen op der Kompostierungsanlag si vun der Inspektion du Travail et des Mines a vun der Divisioun vun der Aarbechtsmedezin vun der Direktioun vun der Santé nei Aarbechtsprozedure proposéiert ginn:

An der Kompostanlag sollen d'Aarbechter sech sou kuerz wéi méiglech ophalen; si mussen dobäi Otemschutzmasken a Vollkierperschutzkleedung droen.

Dës Aarbechter kréien all Joer eng grouss Bluttanalys gemaach a si gi

periodesch vum Aarbechtsdokter ënnersicht.

Question 0058 (25.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'abandon des pièces de un et de deux cents:

Après la décision de la Finlande en 2002 et plus récemment des Pays-Bas d'abandonner les pièces de un et de deux cents et d'introduire une règle pour l'arrondissement des prix, d'autres pays de l'Union européenne, dont l'Allemagne et la Belgique, sont en train d'analyser cette question. Par ailleurs, certaines associations commerciales se sont exprimées en faveur de l'abandon des pièces de un et de deux cents. Ainsi, suivant un sondage de la Confédération luxembourgeoise du Commerce, 71% de ses membres souhaiteraient-ils abandonner lesdites pièces.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette problématique?
- Existe-t-il un groupe de travail susceptible d'étudier la question de l'abandon des pièces de un et de deux cents, une règle d'arrondissement ainsi que les conséquences qui en découlent?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'avancement des travaux de ce groupe de travail?

Question 0060 (26.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'abolition des pièces de un et de deux cents:

Alt erëm sinn déi kleng Cent-Mëzen an der Diskussioun. Et ass ze liesen, datt elo och d'Hollänner, iwwer eng Of- an Oprënnregel, déi kleng Mëzen iwwerflësseg maache wëllen. Den Handel an d'Banken hoffen aus Käschtegrënn, datt dës Mëzen esou lues a lues aus der Zuelpraxis verschwannen, an de Finanzministère, datt en dann d'Produktioun vun de klengen Mëzen reduzéieren oder esouguer astelle kann. A Finnland géillt esou e Rënnegesetz scho länger, do goufen Een- an Zwee-Cent-Mëzen eréischt guer net agefuert.

An der Belsch - ass ze liesen - géif eng Aarbechtsgrupp ënnert dem Zentralbankgouverneur préiwen ob d'Verwennung vun Cent-Mëzen iwwerhaupt wirtschaftlech ass.

Laut enger Emfro vun der „Confédération luxembourgeoise du Commerce“ ënnert hire Membere wieren 71% fir eng Ofschafung vun den Een- an Zwee-Cent-Mëzen.

Bedenke bestinn am Kader vun dëser Diskussioun haaptsächlech wat d'Auswierkung vum Of- an Oprënnen op d'Deirecht ugeet.

Dofir des Froen:

1. Wat kascht d'Produktioun vun de Lëtzebuurger Een- an Zwee-Cent-Mëzen de Lëtzebuurger Stat a wat ass d'Differenz zu hirem gesetzlechen „Wäert“?
2. Wat ass d'Positioun vum Finanzminister wat déi méiglech Ofschafung (de jure oder de facto) vun de klengen Cent-Mëzen ugeet - a besonnesch par rapport zur Aféierung vun enger gesetzlecher Präisrënnregel?
3. Wier d'Aféierung vun esou enger Rënnregel neutral a puncto Deirecht - besti schonns Etüden zur Influenz vun engem entsprechenden Of- an Oprënnen op d'Inflatioun?

Réponse (17.9.2004) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

L'expérience acquise au fil du temps avec les pièces de monnaie métalliques en euros pose avec une acuité croissante la question de l'utilité des pièces de 1 et de 2

cents. Je me permets de rappeler à cet égard que dans ma réponse à la question parlementaire N°2462 du 6 novembre 2003 de l'honorable Député Marc Zanussi (cf. *compte rendu N°7/2003-2004*), j'avais déjà clairement écrit que «pour des raisons pratiques, le Gouvernement n'est pas favorable au maintien, à moyen terme, des pièces de 1 ou 2 cents».

L'introduction de ces petites pièces et la multiplicité des pièces en euros qui en a résulté se sont faites à l'époque sur demande des États membres qui disposaient de pièces de très petite valeur dans leurs anciennes monnaies nationales. Cela n'était pas le cas pour le Luxembourg où les pièces en centimes étaient devenues désuètes par commun usage de la part des commerçants et des consommateurs, sans avoir été démonétisées jusqu'à l'avènement de l'euro.

Le Gouvernement luxembourgeois estime qu'il serait regrettable si chaque État de la zone euro se mettait à imaginer des règles différentes en matière d'utilisation des moyens de paiement en euros. Le Gouvernement luxembourgeois préconise dès lors une approche européenne commune à l'égard du traitement à réserver aux pièces de 1 et de 2 cents. La solution européenne n'en devrait pas moins tenir compte de certaines expériences nationales, notamment de la législation finlandaise. Elle devrait utilement aboutir à un consensus avant que la zone euro ne soit élargie à de nouveaux États membres.

L'enceinte adéquate pour traiter cette question existe. Il s'agit du Comité économique et financier de l'Union européenne, qui a un sous-comité chargé de toutes les questions relatives aux pièces en euros. Ce sous-comité, qui est d'ailleurs présidé par le directeur du Trésor luxembourgeois, a déjà mis la question des petites pièces à son ordre du jour.

Le Gouvernement luxembourgeois prend note que nombreux semblent être à la fois les consommateurs et les commerçants qui trouvent les petites pièces encombrantes; il tient cependant à souligner que la solution à trouver au niveau européen devra soigneusement éviter toute hausse des prix, réelle ou perçue, grâce notamment à des règles appropriées en matière d'arrondi et en tenant compte des possibilités de paiement autres qu'en espèces.

Enfin il reste à préciser que, dans le cadre des arrangements trouvés entre l'État et la Banque centrale en vue de la mise en circulation par cette dernière des pièces émises par le Trésor, la production des pièces n'émerge pas au budget de l'État.

Question 0059 (16.8.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la création d'un poste de directeur de la Sécurité intérieure:

Dans un article publié ce matin dans le «Lëtzebuurger Journal» il me revient que Monsieur le Ministre compte créer un poste de directeur de la Sécurité intérieure. D'après cet article ce poste sera occupé par un membre de la direction de la police.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me dire de quelle manière cette personne sera choisie?
- Quelles seront les compétences de ce fonctionnaire?

Réponse (17.9.2004) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Dans le cadre des attributions qui m'ont été confiées lors de la constitution du Gouvernement, je compte renforcer mon équipe de conseillers au Ministère de la Justice par un expert en questions de sécurité et de police. À cet effet, à l'instar de ce qui se fait dans la plupart des pays européens, un cadre supérieur de la police sera détaché au Ministère de la Justice.

Question 0061 (27.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la construction d'un centre national pour jeux de quilles et de bowling:

Den 9. am Waimount 2002 hat den honorabelen Deputéierten Aly Jaerling eng Motioun zur Ofstëmmung bruecht, déi d'Integratioun an de Fënnefjoresplang vun de Sportsequipementer vum Bau vun engem nationale Keelen- a Bowlingsportszenter virgesinn hätt. Vun den deemolege Majoritéitspartei gouf deen Antrag ofgelehnt.

Bei der Ofstëmmung hat sech d'sozialistesche Fraktioun, a mat hir den heitegen Här Sportsminister, enthalen.

Beim Keelen- a Bowlingsport handelt et sech ëm eng vun deenen erfollegräichste Sportarten, déi eist Land an deene leschten 20 Joer hat - zweemol huet Lëtzebuerg am Keelen de Weltmeeschter par équipe a verschiddeleche Weltmeeschter am Einzel an am Tandem gestallt.

Et ass bedauerlech, datt de Weltmeeschter am Keelesport net déi néideg Infrastrukturen huet, fir kënnen eng Weltmeeschterschaft ze organiséieren.

Momentan ass an der Diskussioun, fir de Bowling als olympesch Disziplin unzekerken. Et besteet esou hei d'Méiglechkeet, datt bei der nächster Olympiad Lëtzebuerg erfollegräich un olympesche Spiller deelhuele kann.

Enn 2007 leeft den aktuelle Fënnefjoresprogramm fir de Subventionnement vu Sportsinfrastrukturen aus.

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass déi deemoleg Enthaltung vum heitegen Här Sportsminister zur Schafung vun engem nationale Keelen- a Bowlingsportszenter haut ze deiten?
2. Ass den Här Sportsminister bereet am nächste Fënnefjoresprogramm vun de Sportsequipementer de Bau vun esou engem Zenter virzege-sinn?
3. Wier den Här Sportsminister bereet - am Bléck op déi nächst olympesch Spiller an déi méiglech Participatioun vun eise Bowler - den aktuelle Sportsinfrastrukturprogramm ze amendéieren an elo schonns de Projet vun engem Keelen- a Bowlingzenter ze lancéieren, dës fir eng optimal Preparatioun vun eise Sportler ze garantéieren?

Réponse (8.10.2004) de M. Jeannot Krecké, Ministre des Sports:

1. Wann de fréieren Deputéierten an heitege Sportsminister sech enthalen huet beim Vote iwwert d'Motioun vum Här Jaerling zum 8. Fënnefjoresplang, da well d'Gesetz vum 8. Fënnefjoresplang zur Diskussioun stoung, dat eng Finanzveloppe bewëllege sollt a net eenzel Projeten. Souwäit déi eenzel Installatiounen sproochräif sinn an an d'Phas vun der Exekutioun kommen, ginn dofir Lëschtchen a Form vu groussherzogleche Reglementer opgestallt. Wann awer am Kommentar zum Gesetz gewëssen nationale Zentren opgezielt goufen, da nëmme well konkret Projeten a Pläng virlouchen. Zum jëtzege Zäitpunkt si fir den 8. Fënnefjoresplang zwou sou Lëschtchen opgestallt: Déi éischt ass verëffentlecht als «Règlement grand-ducal du 4

avril 2003 etabliissant une première partie de projets à subventionner dans le cadre du 8^e programme quinquennal d'équipements sportifs» an déi zweet läit dem Regierungsrot zur Diskussioun vir.

2. Wann de Bowling tatsächlech sollt an den olympesche Programm opgeholl ginn - eisen Informatioun vum COSL no ass dat awer nach net fir haut a muer - da fanne mer Méiglechkeeten, datt eis Sportler sech kënnen uerdentlech préparéieren. Och da brauche mer d'Gesetz vum 8. Fënnefjoresplang nach net ze amendéieren, well all Dieren opbleiwen.

3. Am Aklang an op Wonsch vum zoustännege Verband gouf dem Keelesport fir seng Trainingsen a Competitiounen mat staateleche Mëttele «Pied-à-terre» am CK Sportszenter geloungt.

Dat verhënnert net, datt eis bekannt ass, datt den Erfolleg am Keelesport eng Agëngtheet mat sech bruecht huet an datt mer zesumme mam Verband no Méiglechkeete sichen, fir méi ugepassete Raimlechkeeten ze schafen, zesumme fir Keelen a Bowling. Eier mer awer d'Finanzmëttele vum Fënnefjoresplang a Betruecht zéien, muss emol fir d'éischt e Bauhär, e «Maître d'ouvrage» fonnt ginn, dee bereet ass, säin Deel ze finanzéieren an ze exploitéieren. Beispiller gëtt et an anere Sportsdisziplinen a sécherlech gëtt och fir de Keelen- a Bowlingsport eng Kéier eng zefriddestellend Léisung fonnt.

Sollt de Verband sengersäits Virschléi maachen, da ginn déi selbstverständlech op hir Maachbarkeet gepréift. Ee gemeinsame Projet fir zwou oder méi Sportarten ass och net auszuschléissen.

Question 0062 (31.8.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le piercing et le tatouage:

Déi hollännesch Regierung plangt e Gesetz auszuschaffen, dat d'Piercing an d'Tattoohandwerk soll reglementéieren. Grond dofir ass d'Ausmooss, deen de Moude-trend, de plakesche Kierper mat Piercingen an Tattoos ze «verschéieren», ugeholl huet. En Trend, deen net ze ënnerschtzënd gesondheetlech Konsequenzen huet. Esou hunn d'hollännesch Gesondheetsverwaltungen op déi heefeg Komplikatiounen a besonnesch d'Infektiounen, déi mat Piercingen an Tattoos verbonne sinn, higewisen an d'Zänndoktere bloen, datt Zongepiercinge méttlerweil d'Haaptursach fir gebrachen Zänn a beschiedegten Zännschmelz sinn.

Och hei am Land si Piercingen an Tattoos «in» - besonnesch bei jonke Leit.

Dofir dës Froen:

1. Bestinn hei am Land spezifesch gesetzlech Virschréfte fir d'Bedreiwer vu Pierce- an Tattoostudioen?
2. Gëtt d'Anhale vun elementaren Hygienesregelen an esou Studioen gepréift - a falls jo wéi?
3. Huet de Gesondheetsministère iergendwellech Donnéeën, déi schätzungsweis d'Ausmooss vun de gesondheetleche Schied an d'Folgekäsche fir d'Krankekeesen, déi duerch Piercingen (Gebëssschied, Infektiounen) oder Tattoos (Infektiounen, allergesch Reaktiounen) entstinn?
4. Wéi bewäert den Här Gesondheetsminister de preventiven Usaz vun der hollännescher Regierung, fir an Zukunft d'Piercingen an d'Tattooéiere vu Mannerjährege just nach a Presenz vun den Erziehungsbe-rechtigten a mat deenen hirer

schréfflecher Averstännis-erklärung ze erlaben?

5. Wier et net un der Zäit och hei am Land, am Sënn vun enger preventiver Gesondheetspolitik an am besonneschen Interesse vun eiser Jugend, legislativ tätig ze ginn oder ass de Gesondheetsministère schonns amgang eng entsprecheend Gesetzgebung auszuschaffen - a wa jo, wéini kéint een domadder rechnen, datt esou e Projet der Vollektivverrieder Nummer virgeluecht gëtt?

Réponse (5.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Et bestinn hei am Land keng spezifesch gesetzlech Virschréfte fir d'Bedreiwer vu Pierce- an Tattoostudioen.

D'Direktioun vun der Santé huet ufanks 2003 am Zesummenhang mat der Hygiène an de Pierce- an Tattoostudioen Rekommandatiounen ausgeschafft, speziell aus dem Grund well se sech bewusst ass, dass duerch Piercing- an Tattooaktivitéite bakteriell oder viral Infektiounen iwwerdroe kënnen ginn. Dës Rekommandatiounen leie bái (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Well Piercing- an Tattoosaktivitéiten am Moment kenger Autorisatioun ënnerleucht sinn an dofir net iwwerall Kontrollen ausgeféiert kënnen ginn, verfügt de Gesondheetsministère net iwwert Donnéeën, déi d'Ausmooss vun de gesondheetleche Schied an d'Folgekäsche fir d'Krankekeesen, déi duerch dës Aktivitéiten entstinn, beleéien.

Meng Servicer verfollegen d'Entwécklungen an den Nopeschlänner, wat gesetzgeberesch Moossnamen ubelaangt, dat en vue vun enger eventueller Initiativ an deem Sënn hei zu Lëtzebuerg. Dat gëllt och fir déi hollännesch Initiativ fir de Schutz vu Mannerjährege.

Question 0063 (1.9.2004) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la lutte contre la loque américaine des abeilles:

Den Ausbroch vun der amerikanescher Faulbrut op Beiestänn am Oste vum Land huet déi Lëtzebuurger Beienzucht, déi souwiesou scho mat grousser Schwieeregkeete konfrontéiert ass, béiss getraff. Aus der Lëtzebuurger Beien-Zeitung vum September 2004 ass gewuer ze ginn, datt dësen Ausbroch vun där ustiechender Kränkt op e Manktem un Zesummenaarbecht teschent Däitschen a Lëtzebuurger Instanzen zréckzeféieren ass. Ech zitéieren: «Da die deutschen Behörden es versäumt hatten die luxemburgische Veterinärverwaltung vom Ausbruch der Krankheit in Irrel direkt an der Landesgrenze in Kenntnis zu setzen, obwohl der betreffende Imker ... auch einen Stand mit sechs schwer erkrankten Völkern auf der luxemburgischen Seite nahe am Echternacher See unterhält...»

Duerfir géif ech gäre folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister riichten:

1. Besteet eng gesetzlech Obligatioun, fir esou e Seuchefall am Grenzgebitt direkt un d'Nopeschland ze mellen a wa jo, wéisou huet dat an dësem Fall net funktionéiert?
2. Wann dat esou ofgelaf ass, wat fir Konkusiounen ginn dorraus fir d'Zukunft gezunn?
3. Wéi gëtt esou e Seuchefall an eisen Nopeschregiounen bekämpft, fir seng Ausbreedung ze verhënnern? Ginn och do déiselwech rigoreis Mesuren ergraff, fir eng Ausbreedung am Keim ze erstécken? Wat schreift déi europäesch Reglementatioun an dëser Problematik vir?
4. Ass d'Reglementatioun iwwert d'Entscheidung vun deene

betreffene Beienzichter ausreichend, fir eng Weiderféierung vun der Beienhaltung an deene betreffene Regiounen sou wäit wéi méiglech sécherzestellen?

Réponse (7.10.2004) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

La loque américaine est une maladie cosmopolite grave et fortement contagieuse pour les larves des abeilles causant d'importantes pertes économiques aux apiculteurs.

Elle est considérée comme maladie à déclaration obligatoire, au sens du règlement grand-ducal modifié du 8 août 1985 concernant l'exécution de la loi modifiée du 29 juillet 1912 sur la police sanitaire du bétail, afin d'assurer la notification de sa détection dans les meilleurs délais et d'endiguer de cette manière sa propagation.

La loque américaine est cependant une maladie non inscrite sur la liste A des maladies transmissibles à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et de ce fait non immédiatement notifiable aux organismes sanitaires internationaux.

Dans sa réponse, suite à une intervention écrite de la part de l'Administration des services vétérinaires, les responsables du «Landesuntersuchungsamt-Veterinärwesen Koblenz» expliquent la communication transfrontalière tardive en matière de loque américaine par le fait qu'en Rhénanie-Palatinat cette maladie est gérée par le secteur même des apiculteurs peu versés dans le domaine des notifications transnationales.

Pour éviter à l'avenir de pareils incidents d'échanges d'informations sanitaires entre les deux territoires avoisinants les autorités vétérinaires de la Rhénanie-Palatinat ont proposé de transmettre à l'Administration des services vétérinaires dorénavant un rapport sanitaire mensuel.

En l'absence de toute réglementation communautaire en la matière, les autorités vétérinaires nationales sont responsables des mesures et des méthodes d'éradication de cette maladie. En vue des mesures de lutte peu concluantes mises en application par les experts apicoles de la Rhénanie-Palatinat, l'Administration des services vétérinaires s'est décidée sur base des expériences faites dans d'autres pays, notamment en Australie et en France, pour la destruction des ruches présentant des symptômes cliniques aux fins d'écarter pour autant que possible une recolonisation des colonies d'abeilles par le biais de la manipulation de matériel infecté.

Vu le nombre réduit d'apiculteurs concernés, qui sont au nombre de six avec un total de 89 colonies d'abeilles infectées, l'application d'une stratégie de lutte plus conséquente a pour objectif à éliminer cette épidémie à plus ou moins court terme.

Enfin, en ce qui concerne l'évaluation des indemnités des ruches détruites, elle se fait en application du règlement grand-ducal du 14 avril 1992 fixant les modalités d'indemnisation des détenteurs d'animaux éliminés pour cause de maladies contagieuses et soumises à déclaration obligatoire. En tenant compte des ruches détruites et de l'élimination du matériel apicole contaminé par incinération au centre de traitement SIDOR à Leudelange, l'indemnisation globale se chiffre à quelques 30.000 euros.

Question 0064 (1.9.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le développement de l'échinococcose alvéolaire:

Aus eisen däitschen Nopeschregiounen gëtt gemellt, datt d'Presenz vum „Fuchsbandwurm“ an

der natierlecher Ëmwelt extrem staark geklommen ass. Ee vun de Grënn soll déi, dank de Vaccinatione géint d'„Tollwut“, vill méi dicht Populatioun u Fiiss sinn, déi den Erreger iwuer hir Alimentation (Mais, Raten) ophuelen a verbreden. Hélt de Mënsch dee Parasit op, andeems en zum Beispill Bëschfrüchten ësst, verwëldert Kazen heemelt oder dout Fiiss upéckt, da kann dat beim Betreffenen zu onheilbare Krankheete féieren, ass ze liesen.

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass d'Situatioun, wat de „Fuchsbandwurm“ ugeet, zu Lëtzebuerg?
2. Wat réit de Ministère der Populatioun?

Réponse (15.10.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

L'échinococcose alvéolaire est une maladie parasitaire qui se rencontre essentiellement chez les prédateurs des campagnols, en premier lieu chez le renard et dans une moindre proportion chez le chien et le chat.

Un monitoring de la population vulpine mise en place au Luxembourg en août 2001, grâce à une collaboration intensive entre le Laboratoire de Médecine Vétérinaire de l'État et le «Untersuchungsinstitut für Veterinärmedizin, Lebensmittelhygiene und Molekularbiologie in Saarbrücken» a mis en évidence une prévalence du parasite «echinococcus alveolaris» de l'ordre de grandeur de 25%.

Ce taux de dépistage positif était de 26% en 2002 et de 27,5% en 2003 où le nombre de renards analysés n'était que de 29 unités et donc peu représentatif au point de vue statistique.

L'homme, hôte accidentel de l'échinococcose, se contamine soit par contact direct avec un renard et dans une moindre mesure avec un chien ou un chat infestés soit par contact indirect, par ingestion d'eau ou d'aliments souillés par les déjections de ces animaux, tels que les fruits sauvages et les légumes susceptibles d'être contaminés par les œufs du parasite jusqu'à une hauteur de quelques 25 cm du sol.

Parmi les mesures préventives à l'égard de l'échinococcose alvéolaire figure en premier lieu l'hygiène, à savoir une hygiène scrupuleuse des mains chez les personnes amenées à manipuler des renards ou leurs déjections, un lavage poussé à l'eau courante des fruits ou légumes potentiellement contaminés et une vermifugation régulière des chiens et chats.

Des communiqués périodiques de la part du Ministère de la Santé sont un moyen mis en œuvre pour informer et sensibiliser la population à l'égard du risque d'infection par le parasite «echinococcus alveolaris».

Question 0066 (1.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant la maladie du gibier:

An dësem Summer heefe sech d'Meldungen, datt am Norde vum Land verschidde Réi solle krank sinn. Dëst geet och aus engem Bericht vum Comité central vun der FSHCL ervir. Des Weideren hunn eng Réi vu Jeeër misse feststellen, datt an dëser Regioun och Kitzen net konnten opgezillt ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Goufen ewell méi genee Analyse gemaach, wat de Gesondheitszoustand vun dësen erkrankte Réi ubelaangt an ass eng Réikrankheet och an anere Regiounen vum Land festzestellen?
2. Falls schonns méi genee Analyse gemaach goufen - han-

delt et sech tatsächlech ëm eng Krankheet, a wa jo vu wéi enger Natur oder sinn dës Réi vu Parasite befall?

3. Wellech Schlussfolgerunge könne bis elo an dëser Problematik gezu ginn?

Réponse (24.9.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*:

En date du 3 août 2004 une autorisation a été délivrée par Monsieur le Ministre de l'Environnement au président de la section de Troisvierges de la Fédération St. Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg aux conditions suivantes:

- après le tir du chevreuil présentant des signes d'amaigrissement anormal, il y a lieu d'avertir au plus vite l'Entité mobile de l'Administration des Eaux et Forêts;
- le chevreuil entier non vidé sera muni d'un dispositif de marquage GA et transporté par un membre de l'Entité mobile au laboratoire vétérinaire aux fins d'analyse;
- le tir d'un deuxième ou troisième chevreuil sera seulement autorisé au vu des résultats d'analyse et après concertation entre l'Administration des Eaux et Forêts, l'Administration des services vétérinaires et les locataires de chasse concernés.

Toutefois, selon les informations parvenues à l'administration, il n'a pas encore été possible de tirer un chevreuil présentant les symptômes décrits.

De même, aucun résultat d'analyse émanant d'un chevreuil abattu ou trouvé mort dans la région n'a été transmis à l'administration.

En outre, il y a lieu de signaler que la lutte contre les épizooties est de la compétence de l'Administration des services vétérinaires.

Question 0068 (2.9.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la situation au Centre pénitentiaire de Schrässig:

Gëschter huet den Direkter vum Prisong vu Schraasseg iwuer RTL matgedeelt, datt d'Situatioun am Zesummenhang mat de Prisonnier ëmmer méi dramatesch gëtt wéint Mangel u Plaz a Betreuung. D'Gefor besteet, datt sech schlëmm Konflikter hei kënnen erubilde mat dramatesche Follegen. Des Weideren huet den Direkter matgedeelt, datt déi auslännesch Prisonnier ëm 75% vun den Inhaftéierten am Prisong zu Schraasseg ausmaachen. Et schéngt also, datt mer ëmmer méi mat importéierter Kriminalitéit konfrontéiert ginn an datt dëst sech nach weider zouspëtz.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froen beäntweren:

1. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir déi dramatesch Situatioun am Prisong vu Schraasseg ze entschäerfen?
2. Stëmmt et, datt den Direkter vum Prisong schonns 1997 op déi dramatesch Situatioun higewisen huet an den Ausbau vum Prisong virgeschloen huet, sou wéi och d'Asetze vun elektronischen Handschelle fir inlännesch Prisonnier, sou wéi dat an anere Länner scho praktizéiert gëtt?
3. Wat sinn d'Ursachen, fir datt de Prozentsaz vun auslännesche Prisonnier klëmmt?
4. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Prisonnier wéinst Drogendelikt inhaftéiert sinn, wéi vill duerch aner Delikt a wat fir eng?
5. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Inhaftéierter Asylbewerber sinn, déi sech illegal verhalen hunn?

6. Wat gedenkt den Här Minister géint déi importéiert Kriminalitéit ze ënnerhuelen, besonnesch am Zesummenhang mat deenen, déi d'Asylrecht méissbrauche fir illegal Akten ze vollbréngen?

Question 0071 (3.9.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la sécurité des établissements scolaires:

Un reportage de RTL télévision a informé le public luxembourgeois d'un certain nombre de problèmes qui existent actuellement au CPL de Schrässig. Selon ce reportage il y existerait un problème de surpopulation carcérale. De plus, certains détenus auraient leurs matelas installés au sol et se trouvent à trois ou quatre personnes dans des cellules prévues pour seulement deux personnes.

- Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:
- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer de la capacité d'incarcération du CPL de Schrässig?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si cette capacité a été atteinte? Dans l'affirmative, s'agit-il plutôt d'un problème de manque de personnel ou de manque de cellules?
- Comment Monsieur le Ministre entend-t-il remédier à cette situation?

Réponse (7.10.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

La population carcérale a connu une forte augmentation imprévisible ces dernières années. Ainsi au CPL de Schrässig elle est passée de 285 personnes début 2002 à 391 en 2003, à 455 au début de 2004 et à 580 vers le 20 septembre 2004. Parmi les détenus au CPL il y a environ 75% d'étrangers, 50% des détenus résident au Luxembourg. Parmi les détenus n'ayant pas de résidence au pays il faut compter aussi une cinquantaine d'étrangers entrés illégalement au Luxembourg et placés au centre de séjour pour étrangers en situation irrégulière.

Avant la fin de l'année 2004 le bloc D, actuellement désaffecté et comprenant quelque 90 lits, sera de nouveau ouvert pour accueillir des détenus. Au même moment 14 nouveaux gardiens commenceront leur travail ce qui portera leur nombre à 228, contre p.ex. 139 début 1995 et 192 début 2000.

Par ailleurs, une unité de sécurité pour mineurs sera construite dans l'enceinte de la maison d'éducation de Dreibern de même qu'un centre de séjour pour étrangers en situation irrégulière en dehors de l'enceinte du CPL.

En ce qui concerne la répartition des détenus selon la nature des infractions, je me permets de renvoyer au rapport d'activités du Ministère de la Justice pour l'année 2003.

Une phase d'essai de placement sous surveillance électronique (bracelet électronique) pour certains petits délinquants ou détenus en fin de peine résidant à Luxembourg sera lancée ou début 2005 après livraison du matériel nécessaire.

Question 0070 (3.9.2004) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le volume des récoltes de céréales suite aux intempéries:

Och wann d'Wieder sech an deene leschten Deeg gebessert huet, sinn déi grouss Schied, déi duerch déi laang Reenperiod an der Käreproduktioun entstanne sinn, net méi gutt ze maachen. Duerfir géif ech gäre folgend Froen un lech riichten:

1. Wéi héich estiméiert Är Verwaltung de ganze Schued an der Käreproduktioun?
2. Sidd Dir bereet fir déi Betriber, déi besonnesch haart getraff sinn, d'Prozedur vun enger öffentlecher Entschiedegung an d'Wee ze leeden?
3. Wéi gesitt Dir dës Problematik am Zesummenhang mat der neier «Mehrgefahrenversicherung»?

Réponse (20.10.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

1. Il est un fait que la période de pluies abondantes et répétées d'environ trois semaines au mois d'août a affecté la récolte de céréales qui s'annonçait pourtant très bonne. Des dégâts ont été enregistrés au niveau des quantités récoltées et surtout au niveau de la qualité des céréales récoltées. Grâce à un effort très important des organisations de collecte et de stockage de céréales et des agriculteurs, les parties de céréales récoltées avec des taux d'humidité trop élevés ont pu être séchées à temps de sorte que leur conservation dans des conditions acceptables n'est pas mise en péril.

À l'heure actuelle, l'ampleur des dégâts ne peut pas encore être chiffrée exactement. Pour ce faire, il importe de disposer d'informations non seulement sur les quantités récoltées, mais également sur la qualité moyenne des céréales récoltées après la période de pluie et sur les prix offerts aux producteurs. Les principaux facteurs de qualité pour lesquels un impact négatif du mauvais temps a été constaté sont le taux d'humidité, le pourcentage de grains germés (entraînant p.ex. un déclassement de l'orge brassicole en orge fourragère) et l'indice de chute selon Hagberg pour le froment et le seigle panifiable (indicateur de la qualité boulangère de ces céréales). Des informations précises sur la qualité des céréales récoltées sont attendues tout prochainement de la part des principaux collecteurs de céréales.

2. Actuellement la constitution d'un dossier en vue d'une demande d'autorisation pour l'allocation d'une aide d'État en faveur des agriculteurs affectés au delà du seuil de dommage de 20% d'une récolte normale (pourcentage applicable en zone défavorisée), à adresser à la Commission européenne, est en cours. À noter que la constatation des dégâts subis et une éventuelle indemnisation de ces pertes ne pourra se faire qu'individuellement au niveau des exploitations touchées au-delà du seuil de dommage précité étant donné que les mauvaises conditions météorologiques du mois d'août n'ont pas affecté la récolte de céréales dans toutes les exploitations agricoles.

3. Pour l'année culturale 2003/2004 une assurance multirisques des cultures arables a été proposée aux agriculteurs pour la première fois par une compagnie d'assurances en partenariat avec le cercle d'échange et d'entraide de machines agricoles MBR-services et moyennant une prise en charge à raison de 50% des primes d'assurance

par le Ministère de l'Agriculture. Environ 90 exploitations ont souscrit une telle assurance multirisques pour une surface de 3.700 ha de céréales. L'assurance multirisques couvre pratiquement tous les dégâts aux cultures suite à des mauvaises conditions météorologiques et notamment ceux dus à des périodes de pluies prolongées au moment de la maturation des récoltes.

S'il est vrai que le Gouvernement s'est donné comme principe de ne plus prendre en charge des pertes de récolte subies à la suite de calamités naturelles dans la mesure où de telles pertes sont susceptibles d'être couvertes par une assurance subventionnée par l'État, il échet de constater que, dans le cas d'espèce, la possibilité de souscrire à une telle assurance a été offerte pour la première fois et à un moment relativement tard au cours de la campagne culturale. Ces constatations m'amènent à ne pas exclure la possibilité d'un dédommagement direct des agriculteurs sinistrés n'ayant pas souscrit de contrat d'assurance, possibilité qui devra cependant tenir compte de la conclusion d'un contrat d'assurance par certains agriculteurs.

Question 0073 (7.9.2004) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le droit à la vie privée des personnes publiques (arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 24 juin 2004):

L'arrêt rendu le 24 juin dernier par la Cour européenne des Droits de l'Homme «Arrêt Von Hannover c/Allemagne» fixe des conditions pour la publication de photographies de célébrités. À l'origine de cette affaire se trouve la requête de la princesse Caroline de Hanovre. Aux termes de l'arrêt susmentionné, la publication de photographies sur la vie privée de personnes publiques requiert le consentement préalable des intéressés. Les reportages illustrés sans consentement préalable restent permis dès lors qu'ils représentent une personne publique dans l'exercice de sa fonction, par exemple au cours d'un événement officiel, ou si les photographies apportent une «contribution au débat d'intérêt général». L'arrêt en question a donné une priorité à la protection de la vie privée par rapport à la liberté d'expression.

L'arrêt a suscité diverses commentaires et réactions dans la presse étrangère, et dans la presse allemande en particulier, où il a donné lieu à la levée de boucliers de la part des éditeurs et des journalistes. C'est surtout la décision du Gouvernement allemand de ne pas introduire de recours contre l'arrêt rendu qui a nourri les craintes d'une éventuelle attaque cachée contre le principe de la liberté de la presse. Le Gouvernement allemand a justifié sa décision en estimant que l'arrêt de la Cour renforce le droit de la personnalité, et en particulier le droit à la vie privée des personnes publiques qui n'exercent pas de fonction officielle ou autres fonctions représentatives et ne sont pas obligées de tolérer n'importe quel type de reportage les concernant. De plus, l'arrêt de la CEDH ne porterait pas atteinte aux reportages sur les personnes qui assument une fonction dans la société, notamment une fonction officielle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre délégué aux Communications:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'arrêt susmentionné? Est-ce qu'une éven-

tuelle adaptation de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias s'impose?

Réponse (22.10.2004) de M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications*:

L'honorable Député aimerait connaître la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'arrêt rendu par la Cour européenne des Droits de l'Homme en date du 24 juin 2004 dans l'affaire Von Hannover c/Allemagne et pose la question de savoir si cette décision doit entraîner une modification de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias.

Dans cette affaire, la Cour de Strasbourg était appelée à se prononcer sur la question de savoir si la décision des juridictions allemandes de considérer la publication des photos de la requérante comme ne constituant pas une violation des dispositions légales pertinentes était conforme à l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. La Cour devait analyser en l'espèce si le droit à la liberté d'expression garanti par l'article 10 (qui était invoqué en vue de justifier la publication dans les médias de photos représentant des actes de la vie privée prises sans le consentement de la requérante) devait l'emporter sur le droit prévu à l'article 8 de la Convention posant le principe que tout un chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale.

Les droits garantis par les deux dispositions précitées n'étant ni absolus ni hiérarchisés entre eux, il était partant nécessaire de procéder à une mise en balance afin de trouver le juste équilibre entre les deux droits fondamentaux.

La Cour de Strasbourg arrive à la conclusion qu'au vu des circonstances de l'espèce la publication de photos, prises sans le consentement de la requérante et montrant des actes relevant de la vie privée d'une personne jouissant certes d'une certaine notoriété mais n'exerçant pas de fonctions officielles, n'apporte aucune contribution au débat d'intérêt général.

En d'autres termes la question essentielle à trancher pour la Cour de Strasbourg était celle de savoir si les publications litigieuses contribuaient à un débat d'intérêt général ou alors s'il fallait faire prévaloir le droit à la protection de la vie privée. Dans l'affaire visée, la Cour a fait prévaloir cette seconde notion de la protection à la vie privée.

La question est dès lors de savoir comment le droit national aborde ces questions.

En droit national, le droit au respect de la vie privée se trouve réaffirmé en l'article 14.1. de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias. L'article 15, par contre, apporte un certain nombre de dérogations au principe et parmi celles-ci figure la disposition de l'article 15.3. qui dispose en substance que la protection ne s'applique pas, lorsque les faits visés sont «en rapport direct avec la vie publique de la personne concernée». Même si cette expression ne fait pas expressément référence à la notion de «débat d'intérêt général», la formulation retenue par la loi précitée permet de tenir compte de cette exigence et de prendre en considération l'intérêt du public à connaître l'information en question.

L'article 15.3. de la loi de 2004 permet ainsi de procéder, dans les cas où les circonstances de l'espèce l'exigeraient, à une pondération des libertés en cause, et ainsi de tenir compte de l'intérêt général, de l'intérêt du public à commenter une certaine information.

Ceci étant dit, il appartiendra en fin de compte aux juridictions nationales de rechercher et de déterminer le point d'équilibre entre les droits en cause et de dessiner les contours d'application de la notion consacrée par l'article 15.3. et partant de celle d'intérêt du public.

Au vu de ce qui précède, je suis d'avis qu'une modification de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias ne s'impose pas.

Enfin, je tiens à souligner que l'exigence de procéder à une mise en balance des intérêts en cause s'impose non seulement dans le cadre du conflit opposant la liberté d'expression au droit à la protection de la vie privée, mais existe également dans les hypothèses où l'exercice de la liberté d'expression se trouve en concours avec la protection de la présomption d'innocence et de l'honneur et de la réputation d'autrui. Les articles 13 et 17 de la loi du 8 juin 2004 répondent ainsi aussi à la volonté du législateur de traduire en droit national cette exigence de pondération des intérêts conflictuels en cause.

Question 0074 (7.9.2004) de Henri Kox (*DÉI GRÉNG*) concernant le rapport sur les causes de la panne d'électricité du 2 septembre 2004:

Le ministre en charge de la politique énergétique est en train d'établir un rapport sur la panne d'électricité du 2 septembre 2004. Par conséquent, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Quand est-ce que le Ministre prévoit de finaliser son rapport?
- Quand est-ce que ce rapport sera transmis à la Chambre des Députés?

Réponse (8.10.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Dans le contexte de la panne d'électricité survenue le 2 septembre 2004, les deux aspects soulevés dans la question parlementaire de Monsieur le Député Henri Kox sont devenus pour ainsi dire caducs.

En effet, un premier rapport préliminaire mais pourtant déjà fort circonstancié a été présenté et remis par mes soins à la Commission parlementaire de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports en date du jeudi 9 septembre 2004.

Ce rapport sera étoffé dans les semaines à venir à la lumière des contributions écrites qui ont été reçues auprès des ministères, administrations et autres services étatiques voire auprès de certaines entreprises du secteur privé plus particulièrement touchées et concernées par la panne d'électricité en question.

Une fois ce rapport complété des nouveaux renseignements obtenus le cas échéant, je ne manquerai pas de le transmettre sans autre délai à la Chambre des Députés.

Question 0075 (8.9.2004) de M. Aly Jaerling (*ADR*) concernant l'éducation à la sécurité routière:

Sécher Stroosse fir Kanner ass de Schwéierpunkt vun der europäescher Woch vun der Mobilitéit vum 16. bis den 22. am Hierschtmount 2004. Den Objektiv ass d'Gestaltung vun de Stied, an där d'Kanner sécher mobil si kënnen. Donieft spillt awer eng zeideg Verkéierserzéiung eng wichteg Roll an der Onfallpreventioun, besonnesch virum Hannergronn vu steigendem Verkéiersopkommes.

A ville Länner ass d'Verkéierserzéiung e feste Bestanddeel vum Stonneplang an de Primärschoulen. An eisem primäre Schoulsystem gëtt et awer anscheinend keng adequat Ausbildung iwwert d'Verkéiersregelen ausser periodeschen Opklärungscampagné vum der Police, déi och ausdrécklech ze begréissee sinn. Wann een awer wierklech Sécherheet fir eis Kanner

am Strosseverkéier schafe wëllt, wier et menger Meenung no ubruecht, d'Opklärung iwwert de Code de la route an d'Verkéierserzéiung an eise Schoulen ze intensivéieren, well d'Sécherheet geet ëmmer fir d'éischt beim eegene Verhalen un.

Kann d'Madame Éducationnsminister mer duerfir dës Froen beäntwerten:

1. Sinn d'Primärschoule verflücht eng adequat a kontinuéierlech Verkéierserzéiung unzbediden?
2. Wa jo, gëtt an all Primärschoul d'Verkéierserzéiung ugebueden an a welcher Form?
3. Wann neen, ass d'Regierung net och der Meenung, datt d'Verkéierserzéiung misst e Bestanddeel vun der Schoulausbildung ginn?
4. Gedenkt d'Regierung, am Zesammenhang mat der europäescher Initiativ fir d'Stied fir d'Kanner méi sécher ze gestalten, eng Informatiouns- a Motivatiounscampagne ze organisieren?

Réponse (18.10.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Äntwert op d'Froen 1 an 2:

D'Verkéierserzéiung war ëmmer feste Bestanddeel vum obligatoreschen Horaire vun der Primärschoul, an zwar am Kader vun den «Options et sujets divers». Nom Ofschafe vun dësen Optionsstonnen am Schouljoer 2000/2001 ass d'Verkéierserzéiung virun allem an de Cours vum «Éveil aux sciences» esou wéi an de Sproochenunterricht verlagert ginn.

Ech verweisen an dem Kontext op de «Plan d'études» vun der Primärschoul, wou d'Verkéierserzéiung am Programm vum «Éveil aux sciences» fir den Ennergrad explizit am Beräich «Raum und Zeit» ernimmt gëtt. Weiderhin ass fir den Ennergrad d'Buch «Wir und die Straße» um Programm, wou d'Kanner fir de «Code de la route» sensibiliséiert ginn.

Am Mëttelegrad gëtt d'Verkéierserzéiung op eng transversal Manéier an de Fächer «Éveil aux sciences», besonnesch an den Unitéiten «Unser Viertel», «Unser Dorf», «Unsere Gemeinde» souwéi an de Sproochen Däitsch a Franséisch behandelt. Hei gëtt et eng ganz Rei vun Texter an Diskussionsthemen, déi sech mat der Problematik vun der Sécherheet op der Strooss beschäftegen.

Och am Uewergrad fanne sech am Sprachbuch vum Däitschcours Texter, déi d'Méiglechkeet bidden, sech intensiv mat der Thematik auserneen ze setzen.

Wat de Préscolaire ugeet, weisen ech drop hin, datt en Aarbechtsgrupp am Abléck domat beschäftegt ass, didaktesch Materialien zum Thema «Sécherheet op der Strooss» an Zesummenaarbecht mat der Sécurité routière auszeschaffen, woubäi d'Haaptzil d'Preventioun vun Accidenter ass.

Amselwechten Zesammenhang verweisen ech op déi vill Sensibilisatiouns- an Informatiounscampagnen, déi vun enger Rei Organisatiounen an Zesummenaarbecht mam Ministère de Schoulen ugebuede ginn a vun deenen ech der hei e puer wëll ernimmen:

- fir déi Kleng gëtt et de «Verkéiserskasperl», organiséiert vun der Sécurité routière an der Police grand-ducale, wou si op eng flott Manéier gewisse kréien, wéi si sech um Trottoir an op der Strooss verhalte sollen;
- bei der Aktioun «Blinki», organiséiert vun der Sécurité routière, kréien d'Kanner Reflektoren ausgedeelet. Dës Aktioun ass fir d'passiv Sécherheet vun de Kanner geduecht;

- d'Aktioun «Kuck a klick», organiséiert vum Centre de Formation pour Conducteurs weist de Kanner d'Geforen, deene si op der Strooss an als Passagéier begéinen;
- d'Coupe Scolaire préparéiert d'Kanner aus dem Uewergrad op de Code de la route.

Da wëll ech nach op d'Entwécklung vun transversale Kompetenzen an der Primärschoul hiweisen, wou Wäerter wéi Héiflechkeet, Respekt, Uerdnung, Disziplin an de Responsabilitéitssënn entwéckelt ginn. Dës Wäerter spillen och am Verkéier eng wichteg Roll.

Des Weidere wëll ech op d'Circulaire vum 17. Mee 1985 hiweisen, wou passiv Mesuren an der direkter Émgéigend vun der Schoul sollen ergraff gi fir Accidenter ze vermeiden, an zwar an Zesummenaarbecht mat de Responsabelen vum Nationale Service vun der Sécurité an de Schoulen.

Zum Schluss wëll ech awer betounen, datt eng grouss Verantwortung fir d'Verkéierserzéiung bei den Eltere läit, déi d'Kanner op d'Gefore vun hirem individuelle Schoulwee opmierksam maache mussen, esou wéi bei allen Erwuessenen, déi de Kanner ëmmer e gutt Virbild am Verkéier solle sinn.

Wat déi lescht Fro betrëfft sief drop higewisen, dass d'Aktioun «Semaine européenne de la mobilité et du transport public» sech net un d'staatlech Instanzen adresséiert, mä haaptsächlech un d'Stied, d'Gemengen an un d'Transportentreprisen.

Question 0076 (8.9.2004) de M. Marco Schank (*CSV*) concernant la journée nationale du Sport à l'École:

Le «Schoulsportdag» fait aujourd'hui partie intégrante de l'année scolaire et se déroule normalement le jeudi avant les vacances de pâques. Cette date me semble trop tôt dans l'année. Pour 2005, la journée sera programmée au 24 mars, date où les conditions météorologiques seront mauvaises. Ceci entraînera que les activités de plein air ne pourront pas être organisées.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir si vous voyez la possibilité d'organiser le «Schoulsportdag» à une date ultérieure plus proche des vacances d'été afin de pouvoir élargir l'offre des activités de sport?

Réponse (23.9.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

En réponse à votre demande portant sur un report de la prochaine édition du «Schoulsportdag» dans les écoles primaires, je vous transmets ci-après quelques arguments qui m'ont amenée à maintenir la date du 24 mars pour l'année scolaire en cours.

Le jeudi avant les vacances de Pâques a été retenu afin de ne pas concurrencer les nombreuses manifestations de fin d'année dans les différentes écoles du pays. Par ailleurs, au terme de chaque année scolaire, une autre manifestation nationale de sensibilisation sportive s'étalant sur toute une semaine, à savoir le «Wibbel an Dribbel», est organisée par le département ministériel des sports en collaboration avec les fédérations sportives nationales.

La date du 24 mars a aussi été choisie parce qu'à la veille des vacances de Pâques les classes des lycées et lycées techniques chômeront. Les installations sportives peuvent alors être utilisées par la communauté scolaire de l'enseignement primaire.

Enfin, cette date précède de deux jours les vacances de Pâques et ne perturbe guère les cours de classe réguliers. Ensemble avec le Ministre des Sports, je suivrai l'édi-

tion 2005 de très près pour le cas échéant procéder à des modifications.

Question 0077 (8.9.2004) de M. Marco Schank (*CSV*) concernant le problème d'adaptation des horaires scolaires de l'enseignement préscolaire et primaire:

Les communes sont actuellement confrontées à un problème d'adaptation des horaires scolaires de l'enseignement préscolaire et primaire. À l'instar de l'enseignement préscolaire, les communes tentent d'introduire le samedi libre dans l'enseignement primaire, ce qui oblige les communes de répartir ces heures de cours sur les autres jours, tout en maintenant les cours lundi, mercredi et vendredi après-midi. Ceci implique que les horaires du primaire et du préscolaire ne concordent plus. Cette situation contraint les communes, soit d'organiser une surveillance pour les enfants du préscolaire, soit d'assurer un deuxième transport scolaire. Il va sans dire que les deux mesures engendrent des coûts supplémentaires notamment pour les communes rurales nécessitant un transport scolaire.

Une solution présenterait l'abandon d'un après-midi du préscolaire, afin de faire concorder les heures de cours avec l'enseignement primaire, en intégrant les deux heures de cours dans les cinq matins de la semaine scolaire. La lettre circulaire de mai 2004 invite les communes désirant adopter un autre modèle d'horaire journalier ou hebdomadaire à faire une proposition qui tient compte des spécificités locales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la solution préconisée?

En cas d'attitude négative, est-ce que Madame la Ministre voit des alternatives au problème décrit ci-dessus?

Réponse (12.10.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

La grille horaire de l'enseignement primaire comprend 28 unités et celle de l'éducation préscolaire en comporte 26. Le temps de présence des enfants à l'éducation préscolaire est donc de deux heures inférieur à celui des enfants de l'enseignement primaire. Voilà pourquoi l'éducation préscolaire ne comprend pas de cours le samedi alors qu'à l'enseignement primaire, l'horaire comprend deux leçons d'enseignement le samedi. Les communes qui optent pour le samedi libre récupèrent ces deux leçons soit en ajoutant 25 minutes à chaque matinée, soit en ajoutant une leçon supplémentaire à la matinée du mardi et jeudi. Ceci entraîne que le début et la fin des cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire ne coïncident plus.

La proposition de réduire d'un côté le temps de présence des enfants de l'éducation préscolaire de huit à sept demi-journées et d'augmenter de l'autre leur temps de présence pendant ces demi-journées ne me paraît pas constituer une bonne solution.

On risquerait d'exposer beaucoup d'enfants à un stress scolaire dès leur plus jeune âge. En effet, un tel horaire demanderait aux enfants d'assimiler les contenus scolaires dans un temps scolaire plus condensé et exigerait d'eux un effort de concentration à produire sur un laps de temps de plus de quatre heures par matinée.

Cependant, une certaine flexibilité peut être apportée à l'organisation scolaire sans pour autant modifier ni la tâche des enseignants, ni le

temps de présence des enfants. Ainsi, dans certaines communes, l'horaire de l'éducation préscolaire est décalé, de sorte que la fin ou le début des cours coïncident avec l'horaire de l'enseignement primaire. L'organisation scolaire s'en trouve facilitée, surtout en rapport avec les transports scolaires; les enfants des classes préscolaires peuvent avoir recours au même transport scolaire que les élèves de l'enseignement primaire si un service d'accueil est organisé avant ou après les cours.

Question 0078 (9.9.2004) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la réduction des nuisances sonores:

Le bruit est aujourd'hui une des premières nuisances ressenties par les habitants des zones urbaines. Les nuisances sonores majeures auxquelles les citoyens sont exposés, sont le bruit du trafic routier, notamment des autoroutes, ainsi que le bruit des avions décollant et atterrissant à l'aéroport de Luxembourg. Il existe des moyens permettant de réduire dans la mesure du possible ces nuisances tel que par exemple le double vitrage. Or, ces mesures ont souvent un coût non négligeable. Pour reprendre l'exemple du double vitrage, il est un fait que le coût d'acquisition de vitrages spéciaux est supérieur à celui d'un vitrage ordinaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Existe-t-il des subventions destinées à des mesures permettant de réduire les nuisances sonores dues au trafic ou plus généralement pour préserver la qualité de vie des riverains?
- Si non, est-il envisageable d'instaurer un tel programme d'aides destiné à soulager d'un point de vue financier les riverains concernés?

Réponse (20.10.2004) de M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement:

En réponse aux questions de l'honorable Député, je dispose des informations suivantes:

Il n'existe actuellement pas de subventions destinées à des mesures permettant de réduire les nuisances sonores dues au trafic ou plus généralement pour préserver la qualité de vie des riverains.

La directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement a fait l'objet du projet de loi N°5206 déposé le 8 septembre 2003 à la Chambre des Députés et qui sera traitée par la Commission de l'Environnement. Une cartographie acoustique des infrastructures d'une certaine envergure (axes routiers et ferroviaires, aéroport) sera réalisée et présentée à la Commission européenne pour le 30 juin 2007 au plus tard. Dans ce même contexte un plan d'action approprié sera établi pour mi-2008, dans lequel des mesures concrètes seront élaborées pour améliorer le cas échéant les nuisances sonores dans les alentours immédiats des infrastructures en question. L'élaboration du plan d'action se fera en étroite collaboration avec la population avoisinant des sources de bruit en question. Dans ce cadre des aides étatiques seront éventuellement envisageables pour améliorer la situation acoustique dans les immeubles se trouvant dans les alentours immédiats des infrastructures visées.

Question 0079 (9.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant les accusations du Syndicat des Pilotes de ligne

français quant aux licences de vol luxembourgeoises:

De President vun der SNPL (Syndicat national des Pilotes en ligne français) huet Lëtzebuerg an eng Pressekonferenz schwéier Virwërf am Bezuch op d'Konversioun vu Pilotelizenze gemaach: «Le Luxembourg se livre à un véritable blanchiment des licences de pilotes en mettant en place un marché noir du travail.»

Hie bezitt sech op e Règlement vum 2. Februar 2004 iwwer «les licences et qualifications du personnel de conduite d'avions», deen ënner anerem seet: «(...) une licence délivrée par un État membre de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) peut être convertie en licence luxembourgeoise par l'Autorité. (...) les conversions de licences non JAA effectuées au titre du présent article doivent être achevées dans un délai de six mois à compter de la date d'application du présent règlement.»

No Aussoe vum Vizepresident vun der SNPL mussen d'Pilote just eng theoretisch Prüfung vum 2 Stonne bestoen, fir dass hir Lizenz konvertéiert gëtt. Eng praktesch Prüfung, op engem Simulator, ass net virgesinn, wat anscheinend e grouse Risiko am Bezuch op Fluchsécherheet duerstellt, well zum Beispill d'Piloten aus dem deemolegen Ostblock eng Formatioun kruten, déi sech vun der Formatioun an den EU-Länner ënnerscheid.

Kann den Här Transportminister mer duerfir folgend Froen beäntwerthen:

1. Stëmmt et, datt just eng theoretisch Prüfung fir d'Konversioun vun der Lizenz noutwendeg ass, a besteet do net d'Gefor, datt „mannerwäerteg“ Lizenzen ze vill an ze einfach opgewäert ginn?
2. Wa jo, a well et sech bei der Fluchsécherheet ëm e ganz sensible Beräich handelt, wou d'Liewen vu ville Mënsche op dem Spill steet, wier et net ubruecht, méi streng Prüfungen anzeféieren?

Réponse (12.10.2004) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports:

D'Fro vum honorabelen Deputéierte bezitt sech op Virwërf, déi kierzelech vu Säite vun dem franséische Pilotesyndicat géint déi nei lëtzebuergesch Reglementatioun iwwerwert d'Ausstelle vu Pilotelizenzen gerichtet goufen.

Heizou si folgend Bemierkungen ubruecht:

- 1) Et stëmmt net, dass just eng theoretisch Prüfung duergeet, fir eng auslännesch Lizenz an eng lëtzebuergesch ze iwwerschreien. Fir op dës Manéier kënnen eng lëtzebuergesch Lizenz ze kréien, sinn zousätzlech zu där erwähnter Prüfung eng ganz Rei Konditiounen ze erfëllen, déi ganz genau am «Règlement grand-ducal du 6 février 2004 réglementant les licences et qualifications du personnel de conduite d'avions» définiert sinn. Déi Konversioun, an dat contrairement zu dem Communiqué vun dem SNPL (Syndicat national des Pilotes de ligne français), steet nëmmen deene Piloten zou, déi scho virun dem A-Kraaft-Triede vun dësem Règlement grand-ducal bei lëtzebuergeschen Fluggesellschaft geflu sinn. Derbäi kënn, datt déi konvertéiert Lizenz limitéiert ass op Avionen, déi zu Lëtzebuerg immatrikuléiert sinn.
- 2) Wat déi zweet Fro ugeet, an obschonn ech déi éischt Fro mat Nee beäntwert hunn, kann ech versécheren, dass dëse Règlement grand-ducal Lëtzebuerg et erlaabt, an Zukunft ganz strikt international Kriterien ze applizéieren bei der Ausstellung souwéi bei der Unerkennung vu Lizenzen.

Fir weider Detailler zu deenen opgeworfene Froen, leeën ech infor-

mationshalber e Communiqué bäi, deen ech als Reaktioun op déi falsch Indikatioun vum franséische Pilotesyndicat den 9. September 2004 publizéiere gelooss hunn.

Question 0080 (10.9.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'homologation des diplômes de fin d'études secondaires par la Communauté française de Belgique:

De nombreux étudiants se plaignent des problèmes liés à leurs inscriptions à l'Université Libre de Bruxelles. En effet, selon le règlement en vigueur, les étudiants luxembourgeois doivent, avant de pouvoir s'inscrire en 1^{er} cycle, être en possession d'une équivalence au Certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré par le Service des Équivalences de l'enseignement secondaire de la Communauté française de Belgique.

Ce même règlement prévoit que cette demande doit être arrivée avant le 14 juillet 2004 et qu'elle doit être accompagnée de la preuve originale du paiement (123,9 €) ainsi que d'une copie conforme du diplôme luxembourgeois. Apparemment ce ne serait pas la date du paiement qui compte, mais plutôt la date de l'arrivée effective de la somme sur le compte bancaire du service.

La remise des diplômes de fin d'études secondaires au Luxembourg ayant lieu plus ou moins à cette même date, il est partant presque impossible pour les étudiants luxembourgeois de se conformer aux différentes conditions requises par l'Administration belge.

Ainsi, un grand nombre d'étudiants luxembourgeois se sont vu refuser leur demande d'inscription pour cette rentrée universitaire et se trouvent dans une situation des plus délicates.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations dont je dispose?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de ses collègues belges pour permettre aux étudiants luxembourgeois de commencer leur cursus universitaire à la rentrée du 15 septembre 2004?
- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-t-il remédier à la situation?

Réponse conjointe (20.10.2004) de M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:

Depuis l'année 2003, les étudiants luxembourgeois qui veulent s'inscrire dans une université de la Communauté française de Belgique sont obligés de demander une équivalence de leur diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires auprès du Service des Équivalences de l'Enseignement secondaire de la Communauté française de Belgique.

Le dossier de demande d'équivalence doit être envoyé au Service des Équivalences pour le 15 juillet au plus tard, le cachet de la poste faisant foi. Parmi les pièces qui doivent être jointes au dossier de demande figure une preuve originale de paiement de la somme de 124 €. Ce n'est donc pas la date d'arrivée effective de l'argent sur le compte bancaire du service qui est

prise en compte, mais la date du 15 juillet pour la réception du dossier contenant toutes les pièces requises.

Étant donné que les cérémonies de remise des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois ont toujours lieu dans le courant de la première quinzaine du mois de juillet, et afin de permettre aux lycéens luxembourgeois de faire leur demande d'équivalence dans les délais, il a été convenu avec les autorités belges que, faute de diplôme, les luxembourgeois pouvaient envoyer une attestation provisoire de réussite à l'examen de fin d'études secondaires, attestation qui leur est délivrée par leur lycée dès la publication des résultats. Il est évident que par la suite une copie certifiée conforme et dûment légalisée du diplôme de fin d'études secondaires devra être envoyée au Service des Équivalences dans les meilleurs délais.

Les informations quant à la procédure et aux délais de la demande d'équivalence auprès des autorités belges ont été largement diffusées par nos services, de sorte que tout lycéen se destinant à des études universitaires en Communauté française de Belgique dispose du temps nécessaire pour faire sa demande en bonne et due forme.

Finalement nous tenons à signaler que la nécessité de voir le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois homologué découle du droit communautaire et ne s'inscrit donc pas dans les relations bilatérales entre le Luxembourg et le Belgique.

Question 0081 (13.9.2004) de M. Lucien Clement (CSV) concernant l'organisation de l'éducation précoce:

L'éducation précoce deviendra obligatoire pour toutes les communes pour l'année scolaire 2004/2005. Les effectifs des classes ainsi que le cadre personnel sont définis comme suit:

- 10 enfants au maximum par enseignant;
- entre 10 et 20 enfants, l'enseignant est assisté par un éducateur;
- au-delà de 20 enfants, une troisième personne est engagée (par exemple femme au foyer).

À titre d'illustration, une commune compte 42 enfants qui peuvent, selon leur âge, fréquenter l'éducation précoce, alors que les demandes d'admission introduites pour l'enseignement précoce se chiffrent à 24. Ceci signifierait une classe précoce une salle et trois personnes enseignantes. Il se peut toutefois que des nouveaux venus dans la commune ou même des résidents décident au cours de l'année scolaire que leur enfant doit également fréquenter l'enseignement précoce, ce qui changerait l'encadrement des enfants du fait que le nombre d'enfants atteint un effectif au-delà des 25 enfants. Ceci aura un impact financier et organisationnel (salle et enseignants diplômés) supplémentaire pour les communes.

Durant les mois de vacances d'été, les autorités communales doivent finaliser l'organisation scolaire et introduire leurs devis financiers pour avoir les subventions de la part du Ministère. Cette organisation ne tient compte que des demandes introduites avant le 1^{er} juin de chaque année et ne comprend ni les enfants des nouveaux venus de la commune, ni ceux des résidents n'ayant pas introduit leur demande avant l'échéance du 1^{er} juin.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Comment est-ce que les communes peuvent organiser leur éducation précoce, tout en tenant

compte des nouvelles admissions au cours de l'année scolaire ayant des implications substantielles pour les finances communales ainsi que pour l'organisation scolaire?

Réponse (18.10.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Le Courrier de l'Éducation nationale N°A5/2000 «Lettre circulaire de printemps aux administrations communales et au personnel enseignant concernant l'organisation scolaire 2000/2001» renseigne sur les modalités d'organisation et le fonctionnement de l'éducation précoce.

Ces dispositions sont toujours en vigueur: En vue d'établir une organisation scolaire efficace et performante, les communes contactent au mois d'avril ou de mai au plus tard tous les parents des enfants susceptibles de fréquenter l'éducation précoce au courant de l'année scolaire à venir. Les parents ou tuteurs doivent inscrire leur enfant à l'Administration communale au plus tard le premier juin pour l'année scolaire suivante, même si l'enfant atteint l'âge de trois ans seulement au courant de l'année scolaire et qu'il n'est admis, par exemple, à l'éducation précoce qu'à partir du deuxième trimestre. En conséquence, une légère augmentation des effectifs au cours de l'année est prévisible.

La plupart des enfants qui sont inscrits ne fréquentent pas l'éducation précoce pendant les huit demi-journées (plages) de la semaine, mais en principe entre trois et cinq demi-journées. Le nombre d'enfants inscrits par salle de classe peut donc largement dépasser le nombre de vingt enfants sans qu'il faille faire fonctionner un deuxième groupe classe.

Le financement de l'équipe pédagogique et éducative se fait comme suit (point 4.2.9. du Courrier de l'Éducation nationale N°A5/2000):

«La première personne intervenante (responsable du groupe) est, en tant qu'institutrice ou instituteur de l'éducation préscolaire, payée selon les modalités en vigueur pour le personnel enseignant de l'éducation préscolaire, à savoir deux tiers à charge du budget de l'État et un tiers à charge de la commune.

Le deuxième intervenant permanent est employé par la commune et subventionné par l'État à raison d'une subvention fixée à 743.68 Euro (30.000 francs) par an et par enfant.

Le financement d'intervenants spéciaux, notamment ceux du Service de Guidance de l'Enfance et du Service Rééducatif Ambulatoire, est assuré entièrement par l'État.

Question 0083 (14.9.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'apparition de la méningo-encéphalite à tiques (MET/FSME):

Grad am Fréijoer an am Summer stellen d'Zecken eng Gefor fir d'Gesondheet vun de Mënschen duer. Een Deel vun den Zecke ka Bakterien iwwerdroen, déi dann zu enger Borreliose kënnen féieren. Awer och Vire kënnen iwwerdroen ginn, déi dann zu enger «Früh-sommer-Meningo-Enzephalitis (FSME)» féiere kënnen.

Och wa Lëtzebuerg bis elo net zu den gefährdeten Regiounen, wat d'FSME betrëfft, gehéiert huet, esou konnt awer an de leschte Jore festgestallt ginn, datt d'Regiounen, déi vun der FSME betraff sinn, sech ausdehnen an d'Erkrankungsfäll zouhuelen. Allgemeng gouf festgestallt, datt duerch d'Klimawärmung déi infizéiert Zecke sech no Norden ausbreiden. D'Borreliose dogéint ass anscheinend a ganz Europa verbreet.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Gëtt e Hiweiser, datt déi infizéiert Zecken, déi d'Frühsommer-Meningo-Enzephalitis (FSME) kënnen iwwerdroen, sech schonn bis Lëtzebuerg ausgebreit hunn?
- 2) Sinn hei zu Lëtzebuerg schonns Fäll vun FSME opgetrueden a besteet eng Meldeflicht fir d'Dokteren an esou Fäll? Wann neen, misst esou eng Meldeflicht net agefouert ginn?
- 3) Wéi grouss ass d'Verbredung vun der Borreliose zu Lëtzebuerg an huet de Minister Donnéeën iwwert d'Zuel vun de Borreliosefäll hei am Land?
- 4) Wéi eng Regiounen am Land si besonnesch vun Zecke befall a kann ee vu regionalen Ennerscheeder schwätzen?

Réponse (20.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Aucun cas de transmission de l'encéphalite à tiques (FSME) sur le territoire luxembourgeois ne nous est connu.

Cette maladie n'est pas une maladie à déclaration obligatoire. Le Luxembourg ne se situe pas dans une zone à haut risque. La maladie est endémique dans les zones forestières d'Europe centrale et de l'Est. Le Conseil supérieur d'Hygiène est surtout en faveur de mesures de protection (port de vêtements protecteurs, de couleur claire; produits répulsifs) lorsqu'on envisage un voyage aventureux (campeurs, randonneurs, trekkers, naturalistes etc.) vers des régions à haut risque, et ne recommande pas systématiquement la vaccination.

La maladie de Lyme ou borreliose est la plus fréquente des affections transmises par les tiques. L'agent infectieux est un spirochète (borrelia burgdorferi), qui est transmis par la morsure d'une tique de l'espèce Ixodes. On estime qu'en Europe, environ 10% de ces tiques sont contaminées par le spirochète.

Le nombre de cas de borreliose survenus au Luxembourg n'est pas connu avec précision, mais nous pouvons raisonnablement nous baser sur les estimations émises par notre voisin belge. Sur base des cas y diagnostiqués entre 1993 et 2000 par les laboratoires de référence on a pu constater que la maladie survient partout dans le pays, avec une incidence plus élevée en zones boisées, riches en plantations basses (herbes hautes, fougères, buissons), en pâtures et en parcs. La maladie se contracte principalement entre les mois de juin et d'octobre, et touche, selon les études, entre 1,1 et 3,4% des personnes mordues par une tique.

Outre les mesures de prévention précitées, il est recommandé de vérifier chaque fois l'absence de tiques après une exposition potentielle. Les tiques détectées doivent être aussi tôt que possible enlevées.

Une antibiothérapie est indiquée dès que possible en présence de signes cliniques d'infection.

Question 0084 (14.9.2004) de Anne Basseur (DP) concernant la concurrence déloyale sur divers chantiers:

Il me revient, par voie de presse, que l'Administration des Douanes et Accises ainsi que l'Inspection du Travail et des Mines auraient découvert des pratiques de concurrence déloyale sur le chantier du bâtiment «Cube» à Luxembourg-Kirchberg. Par ailleurs, l'on aurait noté que des mesures insuffisantes de sécurité et de santé auraient été prises sur ledit chantier. Ces mêmes administrations auraient

également constaté des irrégularités sur le site du «Tunnel Gousselerbiërg». Ainsi, elles auraient notamment dressé procès-verbal contre l'un des employeurs présents sur le site du chef du travail clandestin.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur la nature exacte des infractions constatées?
- Étant donné que l'État est le maître d'ouvrage des chantiers précités, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire quelles mesures il entend prendre afin d'éviter de telles pratiques à l'avenir?

Réponse (26.10.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*:

En ce qui concerne la démolition du bâtiment «Cube» dans le cadre de la 4^e extension de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg l'Inspection du Travail et des Mines a constaté lors de la visite du 8 septembre 2004 que l'entreprise sous-traitante allemande ne disposait pas de l'autorisation d'établissement au Luxembourg. L'entreprise adjudicataire luxembourgeoise a par la suite embauché les trois machinistes de son sous-traitant pour reprendre le chantier une semaine plus tard après la régularisation de la situation.

Le chantier a été libéré par l'Inspection du Travail et des Mines en date du 15 septembre 2004, après aplanissement de toutes les irrégularités relevées lors de la visite du 8 septembre 2004.

Le prix de l'entreprise adjudicataire, affiché à moitié prix des autres concurrents a été justifié par une méthodologie adaptée au travail demandé et par le fait de pouvoir vendre la structure en acier du bâtiment au meilleur prix, justificatif qui a été avisé positivement par la Commission des Soumissions.

En ce qui concerne le chantier «Tunnel Gousselerbiërg», une entreprise française chargée de la mise en place d'un échafaudage n'avait pas envoyé «l'avis préalable» à l'Inspection du Travail et des Mines.

Une société luxembourgeoise, sous-traitant de l'association momentanée du tunnel, a renforcé son équipe avec quatre ouvriers de sa filiale française, sans que ces ouvriers aient été détachés en bonne et due forme. Les ouvriers étaient en règle en France.

L'entrepreneur principal de l'association momentanée, chargé du gros œuvre du tunnel, n'a pas respecté la législation afférente au travail intérimaire.

Pour éviter des problèmes similaires à l'avenir, le maître d'ouvrage se propose d'étendre la mission du coordinateur sécurité-santé au-delà de la surveillance de la mise en œuvre des mesures de sécurité et d'y inclure également le volet du détachement de travailleurs et du contrôle de l'application du droit de travail.

Par ailleurs est-il envisagé, pour ce qui concerne les grands chantiers, d'installer dorénavant un système de contrôle avec badges pour toutes les personnes qui entrent au chantier.

Question 0085 (14.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant le sentier touristique menant au Schiessentümpel:

An der lëtzebuergescher Press war rezent ze liesen, datt den «Schiessentümpel» am Mëllerdall, eng vun de gréissten touristeschen Attrak-

tiounen am Oste vum Land, zënter dräi Joer net méi fir d'Leit zougänglech ass. Grond heifir soll de Wanderwee sinn, dee bei den «Schiessentümpel» féiert an deem net méi begéihbar ass a bis elo och nach ëmmer net an d'Rei gesat gouf. Anscheinend feelt et awer net un de néidege Gelder, déi zur Verfügung solle stoen.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Bauminister an den Här Tourismusminister:

- 1) Ëm wat fir Instandsetzungsarbeiten am Wanderwee, deem zum «Schiessentümpel» féiert, handelt et sech hei an deem Fall?
- 2) Firwat hunn déi néideg Arbeiten, elo schonns zënter dräi Joer, nach ëmmer net ugefaangen a wou leien d'Schwierigkeiten?
- 3) Wéini gedenken déi Häre Ministeren dëse Mëssel, deem dem Tourismus am Mëllerdall vill Schued mécht, aus der Welt ze schafen?

Réponse (5.10.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

De Wee, ëm deem et hei geet, ass en Deel vum Circuit auto-pédestre, deem uewe laanscht de Schéissendümpel féiert. Dese klengen Deel vum Trëppelwee - et sinn 100 bis 200 Meter - huet aus Sécherheetsgrënn Enn 2001 missten zougemaach ginn.

Hei war, no engem lichte Erdruetsch, en Deel vum Wee mat an d'Déift gerappt ginn. Mat konventionelle Mëttel war hei de Wee net méi an d'Rei ze setzen.

Fir den Trëppeltour awer net ze ënnerbriechen, ass de Wee ënne laanscht de Schéissendümpel verluucht ginn.

Zesumme mat de lokalen Autoritéiten, wéi och mat aner staatlechen Instanzen, hu mer versicht, eng Léisung ze fannen. No villem Hin an Hir ass beschloss ginn, e Spezialist mat enger Etüd ze beoptragen, fir ze kucken ob a wéi een dëse Wee nees a Stand kéint setzen.

Den Tourismusministère huet sech jiddefalls direkt bereet erklärt, e groussen Deel vun de Käschten vun dëser Etüd ze droen. D'Resultater vun der Etüd misste spéitstens Enn dës Joers virleien.

Op Grond vun dëse Resultater gëtt da gekuckt, wéi een an dësem Dossier viru ka fueren.

Et dierf een awer net vergiessen, dass an dësem sensibelen natierlechen Ëmfeld eng Léisung sécherlech net esou einfach wäert sinn. Dobäi heescht et, souwuel d'Oplage vum Ëmweltministère respektéieren, wéi och déi schwierig Lag vum Wee a Betruecht zéien. Hei kann een duerch e falschen Agrëff méi zerstéiere wéi gudd maachen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass d'Schlësse vun dësem Wee Touristen net drun hënnert, fir de Schéissendümpel ze besichen. Den Zougang zou dëser touristescher Attraktioun war an ass all Moment garantéiert.

Ervirzehiewe bleift och, dass den Tourismusministère d'Uleeë vun engem Trottoir laanscht d'Strooss, déi bei de Schéissendümpel féiert, ënnerstëtz. Visiteuren, déi net esou gudd zu Fouss sinn an den Trëppelpad duerch de Bësch net wëllen huelen, kënnen hei an aller Sécherheet bis op dës Plaz spazéieren.

Zum Schluss wëll ech awer nach drop hiweisen, dass den Tourismusministère vu jee hir e besonneschen Akzent op dës touristeschen Attraktioun geluecht huet. Et ass och esou, dass bei Projeten an dëser Regioun den Tourismusministère ëmmer eng féierend Roll

gespillt huet an och an Zukunft wäert spillen.

Esou wëll ech an dësem Kontext zum Beispill ervirhiewen, dass déi al Millen am Mëllerdall mat der finanzieller Hëllef vum Tourismusministère restauréiert an als Touristenzenter ausgebaut gëtt.

Question 0086 (15.9.2004) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la réglementation de la pratique de l'escalade en milieu naturel:

Duerch e Règlement grand-ducal vum 14. am Lenzmount 2002 «concernant la pratique de l'escalade en milieu naturel» gouf d'Klammern zu Bäerdref, der eenzeger Regioun vu Lëtzebuerg, wou dat praktizéiert gëtt, geregelt. Dëst war noutwendeg ginn, well ëmmer méi Biergsteiger d'Natur an dëser eemoleger Landschaft staark beelaascht hunn an eng ganz Rei vu seelene Planzen an d'Fielsen, déi zu der europäescher «Habitat»-Zon gehéieren, hu misse geschützt ginn. Am Kader vun dem Règlement grand-ducal ass e «Permis d'Escalade» agefouert ginn fir d'Zuel vun de Biergsteiger kënnen ze reguléieren.

Doriwwer eraus gesäit dëse Règlement grand-ducal awer och vir, datt d'Klammern aus Grënn vum Ëmweltschutz ganz verbuede ka ginn. Am Ufank vun all Joer leet de Ministère d'Zuel vun de Permissen fest, déi dann op d'Joer oder fir e puer Deeg kënnen verdeelt ginn.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Wéi héich ass d'Zuel vun de «Permis d'escalade», déi all Joer vum Ministère festgeluecht gëtt? Wéi vill Permissen si säit A-Kraaft-Triede vum Règlement grand-ducal ugefrot an accordéiert ginn?
- 2) Si Verstéiss géint d'Bestëmmung vum Règlement grand-ducal vum 14. am Lenzmount 2002 festgestallt ginn a wa jo, wat fir eng a wéi vill?
- 3) Hunn dës Moosnamen et erlaabt dës eemoleg Regioun besser ze schützen oder gëtt sech iwwerluecht, fir an dëser Regioun d'Klamme ganz ze verbidden oder nach méi anzeschränken? Oder awer huet sech d'Natur schonns esou wäit erholl, datt an Zukunft méi Permis d'escalade kënnen verdeelt ginn, net zulescht fir den Tourismus an dëser Regioun ze förderen.
- 4) Konnten d'Schied un der Natur, déi de Ministère zum Handele gezwongen huet an der Tëschent alleguer behuewe ginn? Wann neen, wat bleift nach ze maachen?

Réponse (15.10.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*:

Éischt Fro: An der Saison 2004 huet de Ministère 760 Jorespermissen erausginn a 584 Dagespermissen.

Zweet Fro: Jo, et sinn eng Rei Verstéiss zënter dem A-Kraaft-Triede vum Règlement am Lenzmount 2002 bei de Kontrolle festgestallt ginn. De Rapportéit vun onse Beamte no waren dat zënter 2002 bis haut ronn 310 Verstéiss. Et huet sech all Kéier ëm Leit gehandelt, déi net am Besëtz vun engem perséinleche Klamme-Permissen waren. Vun enger oder der anerer Aussnahm ofgesinn, hunn déi Leit ëmmer direkt den Uweisung vum de Kontrolleure vun der Forstverwaltung gefollegt an hunn opgehelt mat Klammern oder hunn esouguer direkt de Site verlooss. Et ass a kengem Fall ee Protokoll erstallt ginn, och net an deene puer Fäll, wou et Geprotestéiers a Gegrommels gouf. An engem Fall huet awer d'Police missen zu Hëllef geruff ginn, mä och do hu schlussendlech déi Leit dann awer gefol-

legt an hunn de Klotersite verlooss.

Drëtt Fro: Mat definitiver Sécherheet kann ee soen, datt d'Aféiere vum Klamme-Permissen wesentlech derzou bägedroen huet déi onkontrolléiert an deelweis chaotesch Zoustänn an der Wanterbaach zu Bäerdref ze verbesseren an domat natierlech déi empfindlech Biotopen ze schounen an ze schützen.

Wann déi aktuell Situatioun vun de Klammaktivitéite ka bäibehale ginn, ass kee Gronn a keng direkt Noutwendegkeet ginn, fir d'Klammern zu Bäerdref ze verbidden oder weider anzeschränken. Den Här Deputéierte schwätzt vun der Regioun, ech wëll drop opmierksam maachen, datt der aktueller Reglementatioun no, et esouweiso nëmme an der Wanterbaach erlaabt ass ze klammern, a soss an der Regioun néierens.

Bis d'Natur sech esou wäit erholl hätt, datt ee kéint drun denken, déi Permissen erëm ofzeschaffen, ass et awer nach ee ganz laange Wee. Et ass esouguer bal méi wéi sécher, datt déi geschiedeg Biotope sech net an enger, mä vill méi eréischt no e puer Mënschegeneratiounen kënnen oder wäerten erhuelen. Duerfir sinn déi entstanne Schied a besonnesch d'Erosioun vill ze vill grouss. Et muss ee bedenken, datt d'Vegetatioun an d'Buedembildung op de Fielse Jorhonnerte brauch, fir sech ze bilden.

Déi véiert Fro ass schonns zum Deel an der drëtter Fro beäntwert ginn. Wat bleift nach ze maachen? Op alle Fall ass déi prekär Situatioun ganz genee am A ze behalen an dat net schonns zulescht, well de Site vun de Kloterfielsen an engem NATURA-2000-Gebitt läit. Ech erënneren u d'«Habitat-Directive 92/43 CEE» an d'Verpflichtungen, déi sech doräuser erginn. Weider Kontrolle sinn also och nach an Zukunft noutwendeg, wat d'Permissen ugeet. D'Klammaktivitéite mussen ëmmer a geregelte Bunne lafen, alles muss ze iwwerblécke sinn, a bei geréngsten Unzeeche vun enger weiderer Degradatioun vun der Natur, muss de Minister esouguer kënnen de Site zäitweilig oder ganz spären. D'Reglement, wat a Kraaft ass, gëtt dem Minister dës Méiglechkeeten.

Question 0092 (16.9.2004) de M. Xavier Bettel (DP) concernant les logements de service pour les membres de la police grand-ducale:

Il me revient qu'il existe de nombreux problèmes au niveau des membres de la police grand-ducale sur l'interprétation des articles 28 et 29 du règlement du 20 juin 2001 concernant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel du cadre de la police et les conditions d'admission à des services particuliers.

En effet, si l'on se réfère à ces articles, les membres de la police grand-ducale doivent habiter dans un certain périmètre pour pouvoir exercer leur fonction.

Cependant il me revient qu'un très grand nombre ne remplit actuellement pas ce périmètre et que ces membres de la police grand-ducale ne savent pas s'ils vont pouvoir continuer à exercer leur affectation actuelle.

Ce même article prévoit que le Ministre peut accepter des dérogations en l'espèce.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et de la Sécurité intérieure:

- Si Monsieur le Ministre peut me confirmer cette situation?
- De quelles manières Monsieur le Ministre compte accepter les dérogations concernant le périmètre d'habitation?
- Si Monsieur le Ministre peut me faire part du nombre de logements de service dont dispose la police grand-ducale?
- Si Monsieur le Ministre estime que ce nombre est suffisant ou s'il compte créer de nouveaux logements de service?
- Quelles sont les sanctions en cas de non-respect du périmètre d'habitation?
- Si Monsieur le Ministre ne pense pas qu'il serait opportun d'abandonner cette règle du périmètre d'habitation?

Réponse (15.10.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Le périmètre d'habitation poursuit deux objectifs que le Gouvernement actuel estime utile à maintenir:

- Assurer une disponibilité maximale pour le personnel assurant des permanences et éviter des délais importants en cas de mobilisation.
- Dans le cadre d'une police de proximité assurer que le personnel des commissariats de proximité soit intégré au sein de la population locale pour créer les liens et rapprochements nécessaires avec la population et les autorités locales. Cet objectif ne vise donc pas une disponibilité accrue mais une meilleure connaissance de la communauté et des problèmes locaux pour permettre une réaction adaptée des services policiers en cas de problème.

Les règles applicables en matière de périmètre d'habitation sont d'ailleurs respectées par la très grande majorité du personnel de la police et des dérogations ne peuvent être acceptées que dans des cas très exceptionnels.

En ce qui concerne les logements de service, la police grand-ducale dispose actuellement de 210 logements répartis sur tout le territoire national. Pour des raisons budgétaires il n'est pas envisagé d'augmenter ce nombre.

Question 0093 (17.9.2004) de M. Xavier Bettel (*DP*) concernant la création de nouveaux postes de conseillers à la Cour supérieure de Justice:

Dans un article paru aujourd'hui dans le «Tageblatt», le Vice-Président du syndicat national de la magistrature souligne le manque de conseillers à la Cour supérieure de Justice. En effet, le dernier plan pluriannuel a renforcé de manière considérable le nombre de juges au Tribunal d'arrondissement.

Comme le souligne, Monsieur Gehlen dans cet article, si on n'augmente pas le nombre de conseillers à la Cour, les délais pour pouvoir juger les appels des décisions de première instance ne peuvent avoir lieu plus rapidement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de créer de nouveaux postes de conseillers auprès de la Cour supérieure de Justice?
- Dans l'affirmative Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de postes de conseillers qu'il compte créer?

Réponse (28.9.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Par une loi du 24 juillet 2001 un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire, s'échelonnant sur

les années judiciaires 2001 - 2002 à 2004 - 2005, a été arrêté. A l'époque aucune augmentation du nombre des conseillers près la Cour supérieure de Justice n'a été demandée.

Par courrier du 31 août 2004 Monsieur le Procureur général d'État a été invité à me faire tenir pour fin octobre 2004 ses propositions de renforcement des cadres de la magistrature, de l'Administration judiciaire et du SCAS pour la période de la présente législature, ceci après consultation des chefs de corps et des greffiers en chef. Conformément à l'accord de coalition, une nouvelle loi de programmation sera élaborée suite aux propositions de Monsieur le Procureur général d'État.

Question 0097 (21.9.2004) de Mme Anne Brasseur (*DP*) concernant la construction d'un bâtiment annexe pour le Lycée technique du Centre:

L'extension du Lycée technique du Centre est prévue par la loi du 20 janvier 2003 relative à la construction d'un bâtiment annexe pour le Lycée technique du Centre à Luxembourg-Dommeldange.

Or, les travaux de construction n'ont toujours pas débuté, alors que le Lycée technique du Centre a besoin d'espace supplémentaire dans les meilleurs délais. D'après les renseignements du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle les travaux commencent début 2005 pour s'achever en 2007.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons du délai important entre le vote du projet de loi afférent et le début effectif de la construction de l'annexe pour le Lycée technique du Centre à Luxembourg-Dommeldange?

Réponse (26.10.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*:

Après le vote de la loi du 20 janvier 2003 l'avant-projet détaillé avait été entamé par les architectes et bureaux d'études en charge. Ces études étant nécessaires avant de lancer la procédure d'autorisation commodo/incommodo, le dossier afférent a été introduit en date du 14 août 2003. Cette autorisation a été délivrée le 26 juillet 2004. Parallèlement, l'étude d'exécution a été faite, suivie de l'établissement des plans d'exécution et du cahier des charges pour la construction en entreprise générale à prix forfaitaire non révisable.

Il s'avère que cette forme de mise en adjudication, qui prévoit un descriptif jusqu'au dernier détail de la construction, a imposé un délai plus important pour les études qu'une adjudication par corps de métiers séparés. Voilà pourquoi les travaux de terrassement ont fait l'objet d'une soumission à part, ce qui a permis à l'Administration des Bâtiments publics de passer la commande en date du 9 septembre 2004 pour débiter ces travaux fin octobre 2004.

Les travaux de construction en entreprise générale ont été mis en adjudication moyennant une soumission publique en date du 15 septembre 2004, dont l'ouverture aura lieu le 25 novembre 2004.

L'achèvement de la construction est prévu pour la rentrée scolaire 2007/2008.

Question 0101 (22.9.2004) de Mme Nancy Arendt (*CSV*) concernant le tabagisme chez les femmes enceintes:

Selon des statistiques internationales, le niveau du tabagisme chez les femmes jeunes a rejoint celui observé chez l'homme. À part les

nuisances causées par le tabagisme à la santé publique en général, le tabagisme d'une femme enceinte a des conséquences néfastes sur le bien-être du fœtus et du nouveau-né.

Ainsi, en cas de tabagisme maternel, le bébé peut avoir un poids inférieur de 350 à 400 grammes comparé aux trois kilogrammes qu'un enfant pèse en moyenne à la naissance. Il s'y ajoute le risque d'un accouchement prématuré (avant la 37^e semaine) deux fois plus fréquent. Autres méfaits du tabac sont des métrorragies, un placenta bas inséré, un hématome rétro placentaire et la rupture prématurée des membranes. L'intoxication chronique due au monoxyde de carbone peut entraîner un retard de croissance intra-utérin dans le troisième trimestre de la grossesse.

Considérant ces risques, beaucoup de femmes enceintes arrêtent de fumer pendant la grossesse. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Combien de femmes fument au Luxembourg?
2. Est-ce qu'il existe des statistiques qui indiquent combien de femmes arrêtent la consommation de tabac pendant la grossesse et combien recommencent à fumer après l'accouchement?
3. Quels moyens sont déjà déployés par le Ministère afin d'encourager les femmes enceintes à arrêter le tabagisme?
4. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de lancer d'autres campagnes d'informations à cet égard?

Réponse (20.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Les femmes fument toujours significativement moins que les hommes. Les chiffres de la dernière enquête (2003) effectuée par la Fondation luxembourgeoise contre le Cancer montrent que le tabagisme chez les femmes est resté constant ces dernières années. Actuellement 26% des femmes fument régulièrement, contre 39% des hommes. Il faut cependant remarquer que parmi les jeunes filles de 15-17 ans, autant de filles fument que de garçons (28%).

Nous ne disposons pas de données indiquant combien de femmes enceintes fument, combien d'entre elles arrêtent la consommation de tabac pendant la grossesse, et combien recommencent à fumer après l'accouchement.

Cependant, le fait que le tabagisme chute significativement chez les femmes du groupe d'âge 25-34 ans par rapport à celles du groupe d'âge 18-24 ans (33% contre 47%), et continue de chuter encore après (32% chez les femmes de 35-44 ans; 26% chez celles de 45-54 ans) peut être imputable en grande partie à une prise de conscience durant leur grossesse.

Tous les ans le Ministère de la Santé (Division de la Médecine préventive de la Direction de la Santé) lance une campagne multimédias et tout public, à l'occasion de la «Journée mondiale contre le tabac», proclamée par l'OMS le 31 mai.

Le thème proposé par l'OMS, et d'après lequel nos campagnes s'orientent, change chaque année. Ainsi, en 2005, il s'intitulera «les professionnels de la santé et le tabac». Antérieurement, les femmes avaient déjà été choisies comme public cible. Généralement la campagne annuelle comporte un dossier de presse avec communiqué du Ministre de la Santé à toute la presse écrite et parlée, un affi-

chage abribus dans tout le pays, une diffusion large d'affiches DinA2 dans toutes les écoles, les lieux publics (ministères, autres), auprès des médecins, pharmaciens, centres médico-sociaux, laboratoires, hôpitaux, la diffusion de spots radio et TV/cinéma, la participation à des interviews et à des rédactions d'articles de presse sur le sujet, la publication d'annonces de presse, l'élaboration de brochures ou de dépliants d'information, ainsi que l'impression d'auto-collants et de cartes pour «tables non fumeurs» destinées aux restaurants, bistros, cafés.

Ces actions «généralistes» sont relayées par des actions de terrain, organisées par les ONG, en particulier la «Ligue médico-sociale» et la «Fondation luxembourgeoise contre le Cancer». Dans le cadre de ces actions de terrain, nous savons notamment que le personnel de la Ligue médico-sociale démarque systématiquement chaque femme nouvellement accouchée dans les maternités, pour la sensibiliser à l'importance de l'arrêt tabagique, dans le but de préserver sa santé et celle du nouveau-né. Différents matériels d'information et de sensibilisation sont distribués à cette occasion. Le même type de démarche est effectué auprès des gynécologues, afin de les stimuler à sensibiliser particulièrement leurs patientes enceintes. Une collaboration fructueuse existe également dans cette optique avec les associations de promotion de l'allaitement maternel (p.ex.: l'Initiativ Liebensufank).

Question 0109 (27.9.2007) de M. Jean-Pierre Koepp (*ADR*) concernant le cas de légionellose à l'Hôpital Intercommunal Steinfurt:

Et ass mer zougedroe ginn, datt am Spidol vu Stengeforter ëmmer erëm Fall vun der gefeierlecher Krankheet Legionellose optrieden.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1. Sinn dem Här Minister dës Fall vu Legionellose bekannt a wo jo, wat sinn d'Grënn fir d'Optriede vun dëser gefeierlecher Krankheet am Stengeforter Spidol?
2. Gouf et schonns Doudesfall am Zesummenhank mat der Legionellose an dësem Spidol?
3. Wéi eng Moossname si bis elo ergraff ginn, fir d'Legionellose am Stengeforter Spidol ze bekämpfen?

Réponse (20.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Menge Servicer ass kee Fall vu Legionellose am Stengeforter Spidol gemellt ginn. An deenen néng éischte Méint vum lafende Joer ass an deem Haus och keng anormal Stierflechkeet festgestallt ginn am Verglach zu de Jore virun, mat Ausnahm vum Mount August, wou véier Leit gestuerwe sinn. Meng Dëngschter hunn déi véier Doudesfall op Grond vun den ausgestallten Doudeschäiner iwwerpréift. An deene véier Fall scheid Longenentzündung, also och Longenentzündung als Folleg vun enger Legionellose, als Doudesursach aus.

Allerdéngs hate se an deem Spidol e Problem vu Legionellen am Waasser. Fir deem entgéintzotriede sinn eng Rei Moossname getraff ginn, ënner anerem:

- Erhéijung vun der Temperatur vum Waarmwaasser,
- Eliminatioun vun doudege Sträng,
- Neiausstattung mat Krinn op sensibele Plazen (Duschen, Buedbiden asw.),

- Botzen an Desinfektioun vum ganze Réseau.

Question 0112 (28.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepp (*ADR*) concernant l'assurance dépendance:

Nom Gesetz vum 19. Juni 1998, musse laut Artikel 365 vun der Fleegeversécherung all d'Geldleeschungen am nofolgende Mount ausbezuelt gi wou se geschëllt sinn. Mengen Informatiounen no ass d'ës am Prinzip ëmmer geschitt bis de 15. spëttstens vum jeeweilege Mount. Déi lescht Zäit heefe sech d'Meldungen, datt dësen Zäitpunkt net méi géif agehale ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi ass déi genee Prozedur an den Zäitraum fir dës Geldleeschungen ausbezuelen?
2. Ass effektiv e Retard bei den Ausbezuellungen a wat sinn déi genee Ursachen?
3. Wat sinn d'Konklusiounen, déi aus dësen Ursaache musse gezu ginn, fir datt dës verspëiten Ausbezuellungen net méi virkommen, well déi Betraffe si finanziell ganz oft net esou gutt gestallt?

Réponse (20.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

1) D'Gesetz iwwer d'Fleegeversécherung gesäit vir, datt Geldleeschungen no deem Mount ausbezuelt ginn, fir dee se geschëllt sinn, eng Virbezuellung wéi bei de Pensiounen gëtt et also hei net. D'Gesetz gesäit allerdéngs net vir, datt déi Geldleeschungen obligatorescherweis während deem Mount bezuelt musse ginn, deen no deem kënnt fir dee se geschëllt sinn, wéi een dat aus dem Här Deputéierte senger Fro kéint erausliesen.

D'Prozeduren an de Kalenner fir d'Liquidatioun, déi tëschen der UCM an dem CCSS festgehale goufen, gesi vir, datt d'Leeschungen, déi fir ee bestëmmte Mount geschëllt sinn, während der Period vum 25. bis den 30. vun deem Mount gerechent ginn. Si ginn an der Period vum 10. bis de 15. de Mount drop, dënschdes oder freides, ausbezuelt. Den Intervall tëschen deenen zwou Perioden ass néideg, fir verschidden Donnéeën nach ze berücksichtegen, wéi zum Beispill Doud, Aliwwerung an e Spidol, Ännerungen um Behandlungsplang, Wiessle vum Réseau asw.. Normalerweis ginn d'Suen tëschen dem 15. an dem 20. vun all Mount op d'Konte vun den Interesséierten iwwerwisen.

All Ausbezuellung vum Januar bis de Juli 2004 sinn no dësem Schema ofgelaf.

2) Fir déi fir den August 2004 geschëllte Leeschungen ass e Retard opgetraut. D'Sue sinn eréischt den 30. September, also mat zéng Deeg Verspëidung iwwerwise ginn. Et schéngt och, wéi wann an eenzelne Fall d'Suen den 1. oder den 2. Oktober op de Konte stoungen, woufir ech mech bei deene Betraffenen entschëllegen.

D'Ursach vun dëser Verspëidung war en technesche Problem um Computer, deen no enger Coupure nei gestart huet misse ginn. Sämtlech Donnéeën hunn do misse iwwerpréift a verschiddener souguer manuell nei agesat ginn. Déi ganz Operatioun war eréischt de 24. September färdig.

3) Et kann ee kee Computer honnertprozenteg géint eng méigleche Pann ofsécheren. An dësem spezielle Fall konnten d'Ursache vun Feeler awer identifizéiert an an Zesummenarbecht mam Centre commun séier behuewe ginn.